

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1901-1902

ABONNEMENTS

France et Algérie
Union postale
Un trimestre

12 francs
12
3

PARIS

FRANCIS & TAYLOR
15, rue de la Harpe

FRANCIS & TAYLOR ORGANIZATION UNIT

15, rue de la Harpe

1902

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

Fondé en 1861

TROISIÈME SÉRIE

41^e ET 42^e ANNÉES — Nos 10-11-12 — OCT.-NOV.-DÉC. 1901-1902

ABONNEMENTS

France et Algérie.	50 francs
Union postale	55 —
Un fascicule	5 —

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

RECHERCHES HISTORIQUES

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PAR M. L. DE LAUNAY

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

ANNUAIRE

DE LA DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE
DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE
DE LA DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE
DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE

PARIS

DE LA DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

DE LA DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

DE LA DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

**Acte additionnel du 14 décembre 1900 modifiant la Convention
du 20 mars 1883 ainsi que le protocole de clôture y an-
nexé.**

(14 JUIN 1903).

Sa Majesté le roi des Belges ; le Président des Etats-Unis du Brésil ; Sa Majesté le roi de Danemark ; le Président de la République Dominicaine ; Sa Majesté le roi d'Espagne et, en son nom, Sa Majesté la reine-régente du Royaume ; le Président des Etats-Unis d'Amérique ; le Président de la République Française ; Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes ; Sa Majesté le roi d'Italie ; Sa Majesté l'Empereur du Japon ; Sa Majesté la reine des Pays-Bas ; Sa Majesté le roi de Portugal et des Algarves ; Sa Majesté le roi de Serbie ; Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège ; le Conseil fédéral de la Confédération suisse ; le gouvernement tunisien, ayant jugé utile d'apporter certaines modifications et additions à la Convention internationale du 20 mars 1883, ainsi qu'au protocole de clôture annexé à ladite Convention, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges :

M. A. Nyssens, ancien ministre de l'industrie et du travail ;

M. L. Capelle, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général du commerce et des consulats au ministère des affaires étrangères ;

M. Georges de Ro, avocat à la cour d'appel de Bruxelles, ancien secrétaire de l'Ordre ;

M. J. Dubois, directeur général au ministère de l'industrie et du travail.

Le Président des États-Unis du Brésil :

M. da Cunha, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis du Brésil près Sa Majesté le roi des Belges.

Sa Majesté le roi de Danemark :

M. H. Holten-Nielsen, membre de la commission des brevets, enregistreur des marques de fabrique.

Le Président de la République Dominicaine :

M. J.-W. Hunter, consul général de la République Dominicaine à Anvers.

Sa Majesté le roi d'Espagne et, en son nom, Sa Majesté la reine-régente du royaume :

M. de Villa Urrutia, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi des Belges.

Le Président des États-Unis d'Amérique :

M. Lawrence Townsend, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique près Sa Majesté le roi des Belges ;

M. Francis Forbes ;

M. Walter H. Chamberlin, assistant commissioner of patents.

Le Président de la République Française :

M. Gérard, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi des Belges ;

M. C. Nicolas, ancien conseiller d'État, directeur honoraire au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

M. Michel Pelletier, avocat à la cour d'appel de Paris.

Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes :

Le très honorable C. B. Stuart, Wortley, M. P. ;

Sir Henry Bergne, K. C. M. G., chef du département commercial au Foreign Office ;

M. C. N. Dalton, C. B., comptroller general of patents.

Sa Majesté le roi d'Italie :

M. Romeo Cantagalli, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi des Belges ;

M. le commandeur Carlo-Francesco Gabba, sénateur, professeur à l'université de Pise ;

M. le chevalier Samuele Ottolenghi, chef de division au ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, directeur du bureau de la propriété industrielle.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. Itchiro Motono, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi des Belges.

Sa Majesté la reine des Pays-Bas :

M. F.-W.-J.-G. Snyder van Wissenkerke, docteur en droit, conseiller au ministère de la justice, directeur du bureau de la propriété industrielle.

Sa Majesté le roi de Portugal et des Algarves :

M. le conseiller E. Madeira Pinto, directeur général au ministère des travaux publics, du commerce et de l'industrie.

Sa Majesté le roi de Serbie :

M. le Dr Michel Vouitch, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège :

M. le comte Wrangel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi des Belges.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse :

M. J. Borel, consul général de la Confédération suisse à Bruxelles ;

M. le Dr Louis-Rodolphe de Salis, professeur à Berne.

Le Président de la République française :

Pour la Tunisie :

M. GÉRARD, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi des Belges ;

M. BLADÉ, consul de première classe au ministère des affaires étrangères de France.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — La Convention internationale du 20 mars 1883 est modifiée ainsi qu'il suit :

1

L'article 3 de la Convention aura la teneur suivante :

Art. 3. — Sont assimilés aux sujets ou citoyens des États contractants, les sujets ou citoyens des États ne faisant pas partie de l'Union, qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des États de l'Union.

II

L'article 4 aura la teneur suivante :

Art. 4. — Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des États contractants, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres États, et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres États de l'Union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque.

Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention, et de quatre mois pour les dessins ou modèles industriels, ainsi que pour les marques de fabrique ou de commerce.

III

Il est inséré dans la Convention un article 4 bis ainsi conçu :

Art. 4 bis. — Les brevets demandés dans les différents États contractants par des personnes admises au bénéfice de la Convention aux termes des articles 2 et 3, seront indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres États adhérents ou non à l'Union.

Cette disposition s'appliquera aux brevets existant au moment de sa mise en vigueur.

Il en sera de même, en cas d'accession de nouveaux États, pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession.

IV

Il est ajouté à l'article 9 deux alinéas ainsi conçus :

Dans les États dont la législation n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie pourra être remplacée par la prohibition d'importation.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie, en cas de transit.

V

L'article 10 aura la teneur suivante :

Art. 10. — Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Est réputé partie intéressée tout producteur, fabricant ou commerçant, engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située.

VI

Il est inséré dans la Convention un article 10 *bis* ainsi conçu :

ART. 10 *bis*. — Les ressortissants de la Convention (art. 2 et 3) jouiront, dans tous les Etats de l'Union, de la protection accordée aux nationaux contre la concurrence déloyale.

VII

L'article 11 aura la teneur suivante :

Art. 11. — Les hautes parties contractantes accorderont, conformément à la législation de chaque pays, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, organisées sur le territoire de l'une d'elles.

VIII

L'article 14 aura la teneur suivante :

Art. 14. — La présente Convention sera soumise à des revisions périodiques en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

A cet effet, des Conférences auront lieu successivement, dans l'un des Etats contractants, entre les délégués des dits Etats.

IX

L'article 16 aura la teneur suivante :

Art. 16. — Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention, et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le gouvernement suisse aux autres Etats unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée par l'Etat adhérent.

Art. 2. — Le protocole de clôture annexé à la Convention internationale du 20 mars 1883 est complété par l'addition d'un numéro 3 *bis*, ainsi conçu :

3 *bis*. Le breveté, dans chaque pays, ne pourra être frappé de déchéance pour cause de non-exploitation qu'après un délai minimum de trois ans, à dater du dépôt de la demande dans le pays dont il s'agit, et dans le cas où le breveté ne justifierait pas des causes de son inaction.

Art. 3. — Le présent acte additionnel aura même valeur et durée que la Convention du 20 mars 1883.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au minis-

tière des affaires étrangères, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai de dix-huit mois à dater du jour de la signature.

Il entrera en vigueur trois mois après la clôture du procès-verbal de dépôt.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent acte additionnel.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 14 décembre 1900.

Pour la Belgique :

(L. S.) A. NYSENS.

(L. S.) CAPELLE.

(L. S.) GEORGES DE RO.

(L. S.) J. DUBOIS.

Pour le Brésil :

(L. S.) F. XAVIER DA CUNHA.

Pour le Danemark :

(L. S.) H. HOLTEN-NIELSEN.

Pour la République Dominicaine :

(L. S.) JOHN W. HUNTER.

Pour l'Espagne :

(L. S.) W. R. DE VILLA URRUTIA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

(L. S.) LAWRENCE TOWNSEND.

(L. S.) FRANCIS FORBES.

(L. S.) WALTER H. CHAMBERLIN.

Pour la France :

(L. S.) A. GÉRARD.

(L. S.) C. NICOLAS.

(L. S.) MICHEL PELLETIER.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) CHARLES B. STUART.

(L. S.) WORTLEY,

(L. S.) H. G. BERGNE.

(L. S.) C. N. DALTON.

Pour l'Italie :

(L. S.) R. CANTAGALLI.

(L. S.) C. F. GABBA.

(L. S.) S. OTTOLENGHI.

Pour le Japon :

(L. S.) I. MOTONO.

Pour la Norvège :

(L. S.) C^{te} WRANGEL.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) SYNDER VAN WISSENKERKE.

Pour le Portugal :

(L. S.) ERNESTO MADEIRA PINTO.

Pour la Serbie :

(L. S.) D^r MICHEL VOUÏTCH.

Pour la Suède :

(L. S.) C^{te} WRANGEL.

Pour la Suisse :

(L. S.) JULES BOREL.

(L. S.) L. R. DE SALIS.

Pour la Tunisie :

(L. S.) A. GÉRARD.

(L. S.) ÉTIENNE BLADÉ.

Certifié conforme :

Bruxelles, le 7 février 1901.

*Le secrétaire général,
du ministère des affaires étrangères de Belgique,*
BArON LAMBERMONT.

Procès-verbal de dépôt des ratifications.

Les parties contractantes ayant unanimement accepté que l'échange des ratifications sur l'acte additionnel à la Convention du 20 mars 1883, signé à Bruxelles le 14 décembre 1900, se ferait moyennant le dépôt des instruments respectifs aux archives du ministère des affaires étrangères de Belgique, le présent procès-verbal de dépôt a été, à cet effet, ouvert au ministère des affaires étrangères ce jourd'hui 3 mai 1901.

Ce même jour a été effectué le dépôt des ratifications du Président des Etats-Unis d'Amérique.

(Signé) : LAWRENCE TOWNSEND.

Ont été successivement présentées au dépôt :

Le 5 août 1901, les ratifications du Conseil fédéral suisse ;

(Signé) : JULES BOREL.

Le 10 octobre 1901, les ratifications de Sa Majesté le roi de Danemark :

(Signé) : F. G. SCHACK DE BROCKDORF.

Le 5 novembre 1901, les ratifications de Sa Majesté le roi de Portugal et des Algarves ;

(Signé) : Comte DE TOVAR.

Le 6 décembre 1901, les ratifications de Sa Majesté le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, empereur des Indes :

(Signé) : CONSTANTINE PHIPPS.

Le 10 décembre 1901, les ratifications de Sa Majesté le roi des Belges :

(Signé) : P. DE FAVEREAU.

Le 12 décembre 1901, les ratifications de Sa Majesté le roi d'Italie :

(Signé) : R. CANTAGALLI.

Le 21 avril 1902, les ratifications de Sa Majesté l'Empereur du Japon :

(Signé) : S. MYTSUGATA.

Le 23 mai 1902, les ratifications du Président de la République française et du gouvernement tunisien ;

(Signé) : A. GÉRARD.

Le 5 juin 1902, les ratifications de Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège, pour la Suède :

(Signé) : Comte WRANGEL.

Le même jour, les ratifications de Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège, pour la Norvège ;

(Signé) : Comte WRANGEL.

Le 10 juin 1902, les ratifications de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

(Signé) : R. DE PESTEL.

Conformément à l'article 3 de l'acte additionnel du 14 décembre 1900, le présent procès-verbal a été clos à la date de ce jour.

Bruxelles, le 14 juin 1902.

Le ministre des affaires étrangères de Belgique,

(Signé) : P. DE FAVEREAU.

Le dépôt des ratifications du Président des Etats-Unis du Brésil, du Président de la République Dominicaine, de Sa Majesté le roi d'Espagne et de Sa Majesté le roi de Serbie n'ayant pu être effectué dans le délai fixé, les gouvernements de la Belgique, du Danemark, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suède, de la Suisse et de la Tunisie se sont trouvés

unanimentement d'accord pour appliquer, à partir du 14 septembre 1902, l'acte additionnel du 14 décembre 1900 entre eux, ainsi que vis-à-vis de ceux des quatre autres Etats signataires dont les ratifications seraient déposées dans l'intervalle (1).

Pour copie conforme :

Le secrétaire général
au ministère des affaires étrangères de Belgique,
Baron LAMBERMONT.

Acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, conclu entre la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et la Tunisie.

(14 JUIN 1902).

Art. 1^{er}. — Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont, d'un commun accord, arrêté ce qui suit :

I. — L'article 2 de l'arrangement du 14 avril 1891 aura la teneur suivante :

Art. 2. — Sont assimilés aux sujets ou citoyens des Etats contractants les sujets ou citoyens des Etats n'ayant pas adhéré au présent arrangement qui, sur le territoire de l'Union restreinte constituée par ce dernier, satisfont aux conditions établies par l'article 3 de la Convention générale.

II. — L'article 3 aura la teneur suivante :

Art. 3. — Le Bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article 1^{er}. Il notifiera cet enregistrement aux Etats contractants. Les marques enregistrées seront publiées dans un supplément au journal du Bureau international au moyen d'un cliché fourni par le déposant.

Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque, il sera tenu :

1° De le déclarer et d'accompagner son dépôt d'une description qui fera mention de la couleur ;

2° De joindre à sa demande des exemplaires de la dite marque en couleur, qui seront annexés aux notifications faites par le Bureau international. Le nombre de ces exemplaires sera fixé par le règlement d'exécution.

(1) *Remarque.* — Les Etats-Unis du Brésil, la République Dominicaine, l'Espagne et la Serbie n'ont pas effectué le dépôt des ratifications avant le 14 septembre 1902. Par conséquent, le présent Acte additionnel est applicable, depuis le 14 septembre 1902, entre les Etats suivants : la Suisse, la Belgique, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Tunisie.

En vue de la publicité à donner, dans les divers Etats, aux marques enregistrées, chaque administration recevra gratuitement du Bureau international le nombre d'exemplaires de la susdite publication qu'il lui plaira de demander.

III. — Il est inséré dans l'arrangement un article 4 *bis* ainsi conçu :

Art. 4 *bis*. — Lorsqu'une marque, déjà déposée dans un ou plusieurs des Etats contractants, a été postérieurement enregistrée par le Bureau international au nom du même titulaire ou de son ayant cause, l'enregistrement international sera considéré comme substitué aux enregistrements nationaux antérieurs, sans préjudice des droits acquis par le fait de ces derniers.

IV. — L'article 5 aura la teneur suivante :

Art. 5. — Dans les pays où leur législation les y autorise, les administrations auxquelles le Bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque, auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire. Un tel refus ne pourra être opposé que dans les conditions qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention du 20 mars 1883, à une marque déposée à l'enregistrement national.

Elles devront exercer cette faculté dans le délai prévu par leur loi nationale. et, au plus tard, dans l'année de la notification prévue par l'article 3, en indiquant au Bureau international leurs motifs de refus.

La dite déclaration ainsi notifiée au Bureau international sera par lui transmise sans délai à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée.

V. — Il est inséré dans l'arrangement un article 5 *bis* ainsi conçu :

Art. 5 *bis*. — Le Bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant une taxe fixée par le règlement, une copie des mentions inscrites dans le registre relativement à une marque déterminée.

VI. — L'article 8 aura la teneur suivante :

Art. 8. — L'administration du pays d'origine fixera à son gré et percevra à son profit une taxe qu'elle réclamera du propriétaire de la marque dont l'enregistrement international est demandé. A cette taxe s'ajoutera un émolument international de 100 francs pour la première marque et de 50 francs pour chacune des marques suivantes, déposées en même temps par le même propriétaire. Le produit annuel de cette taxe sera réparti par parts égales entre les Etats contractants par les soins du Bureau international, après déduction des frais communs nécessités par l'exécution de cet arrangement.

VII

Il est inséré dans l'arrangement un article 9 *bis* ainsi conçu :

Art. 9 *bis*. — Lorsqu'une marque inscrite dans le registre international sera transmise à une personne établie dans un Etat contractant autre que le pays d'origine de la marque, la transmission sera notifiée au bureau interna-

tional par l'administration de ce même pays d'origine. Le bureau international enregistrera la transmission et, après avoir reçu l'assentiment de l'administration à laquelle ressortit le nouveau titulaire, il la notifiera aux autres administrations et la publiera dans son journal.

La présente disposition n'a point pour effet de modifier les législations des Etats contractants qui prohibent la transmission de la marque sans la cession simultanée de l'établissement industriel ou commercial dont elle distingue les produits.

Nulle transmission de marque inscrite dans le registre international, faite au profit d'une personne non établie dans l'un des pays signataires, ne sera enregistrée.

Art. 2. — Le protocole de clôture signé en même temps que l'arrangement du 14 avril 1891 est supprimé.

Art. 3. — Le présent acte additionnel aura même valeur et durée que l'arrangement auquel il se rapporte.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au ministère des affaires étrangères, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai d'un an à dater du jour de la signature.

Il entrera en vigueur trois mois après la clôture du procès-verbal de dépôt.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent acte additionnel.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 14 décembre 1900.

Pour la Belgique :

(L. S.) A. NYSSSENS.

(L. S.) CAPELLE.

(L. S.) GEORGES DE RO.

(L. S.) J. DUBOIS.

Pour le Brésil :

(L. S.) F. XAVIER DA CUNHA.

Pour l'Espagne :

(L. S.) W. R. DE VILLA URRUTIA.

Pour la France :

(L. S.) A. GÉRARD.

(L. S.) C. NICOLAS.

(L. S.) MICHEL PELLETIER.

Pour l'Italie :

(L. S.) R. CANTAGALLI.

(L. S.) C.-G. GABBA.

(L. S.) S. OTTOLENGHI.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) SNYDER VAN WISSENKERKE

Pour le Portugal :

(L. S.) ERNESTO MADEIRA PINTO.

Pour la Suisse :

(L. S.) JULES BOREL.

(L. S.) L. R. DE SALIS.

Pour la Tunisie :

(L. S.) A. GÉRARD.

(L. S.) ETIENNE BLADÉ.

Certifié conforme ;
Bruxelles, le 7 février 1901.

*Le secrétaire général,
du ministère des affaires étrangères de Belgique,
Baron LAMBERMONT.*

Procès-verbal de dépôt des ratifications.

Les parties contractantes ayant unanimement accepté que l'échange des ratifications sur l'acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, signé à Bruxelles le 14 décembre 1900, se ferait moyennant le dépôt des instruments respectifs aux archives du ministère des affaires étrangères de Belgique, le présent procès-verbal de dépôt a été, à cet effet, ouvert au ministère des affaires étrangères ce jourd'hui 5 août 1901.

Ce même jour a été effectué le dépôt des ratifications du Conseil fédéral suisse.

(Signé) : JULES BOREL.

Ont été successivement présentées au dépôt :

Le 5 novembre 1901, les ratifications de Sa Majesté le roi de Portugal et des Algarves ;

(Signé) : Comte DE TOVAR.

Le 10 décembre 1901, les ratifications de Sa Majesté le roi des Belges ;

(Signé) : P. DE FAVEREAU.

Le 12 décembre 1901, les ratifications de Sa Majesté le roi d'Italie ;

(Signé) : R. CANTAGALLI.

Le 14 décembre 1901, les ratifications du Président de la République française et du gouvernement tunisien ;

(Signé) : A. GÉRARD.

Le 10 juin 1902, les ratifications de Sa Majesté la reine des Pays-Bas.

(Signé) : R. DE PESTEL.

Le délai d'une année prévu pour le dépôt des ratifications sur l'acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891 ayant été, d'un commun accord, prolongé de six mois, le présent procès-verbal a été clos à la date de ce jour.
Bruxelles, le 14 juin 1902.

Le ministre des affaires étrangères de Belgique,

(Signé) : P. DE FAVEREAU.

Le dépôt des ratifications du Président des Etats-Unis du Brésil et de Sa Majesté le roi d'Espagne n'ayant pu être effectué dans le délai fixé, les gouvernements de la Belgique, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suisse et de la Tunisie se sont trouvés unanimement d'accord pour appliquer, à partir du 14 septembre 1902, l'acte additionnel du 14 décembre 1900 entre eux, ainsi que vis-à-vis des deux autres Etats signataires dans le cas où leurs ratifications seraient déposées dans l'intervalle (1).

Pour copie conforme :

Le secrétaire général

du ministère des affaires étrangères de Belgique,

BARON LAMBERMONT.

Certifié par le secrétaire général

du ministère des affaires étrangères.

BARON LAMBERMONT.

ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE — BELGIQUE
DANEMARK — FRANCE — ITALIE — LUXEMBOURG — PAYS-
BAS — RUSSIE — SUISSE

**Convention additionnelle à la Convention internationale du
14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par che-
mins de fer.**

(16 JUIN 1898)

En vigueur à partir du 10 OCTOBRE 1901 (2).

*Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'Empire alle-
mand, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi aposto-*

(1) *Remarque.* — Les Etats-Unis du Brésil et l'Espagne n'ont pas effectué le dépôt des ratifications avant le 14 septembre 1902. Par conséquent, le présent Acte additionnel est applicable, depuis le 14 septembre 1902, entre les Etats suivants : la Suisse, la Belgique, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Tunisie.

(2) Le 10 juillet 1901, les instruments de ratification des Etats contractants ont été remis par leurs Plénipotentaires au Ministre français des Affaires étrangères et déposés dans les Archives du Ministère à Paris.

Conformément à l'article 4 de la Convention, celle-ci entre en vigueur le 10 octobre 1901.

lique de Hongrie, agissant également au nom de Son Altesse Sérénissime le Prince de Liechtenstein, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi de Danemark, le Président de la République française, Sa Majesté le roi d'Italie, Son Altesse royale le Grand-Duc de Luxembourg, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et en son nom Sa Majesté la Reine régente du royaume, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, ayant jugé utile d'apporter certaines modifications aux dispositions de la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer et à l'arrangement y relatif du 16 juillet 1895, ont décidé de conclure à cet effet une Convention additionnelle et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Son Excellence le Comte de Münster, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République française.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie :

Son Excellence le Comte de Wolkenstein-Trostburg, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République française.

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. le Baron d'Anethan, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République française.

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. de Hegermann-Lindencrone, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République française.

Le Président de la République française :

Son excellence M. Gabriel Hanotaux, Ministre des Affaires Etrangères de la République française.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence le Comte Tornielli Brusati di Vergano, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République française.

Son Altesse Royale le Grand Duc de Luxembourg :

M. Vannerus, Chargé d'Affaires du Luxembourg à Paris.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et, en son nom, Sa Majesté la Reine Régente du Royaume.

M. le Chevalier de Stuers, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République française.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

Son Excellence le Prince Ouroussoff, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République française.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse :

M. Lardy, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération suisse près le Président de la République française.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles ci-après.

ART. I^{er}

La Convention internationale du 14 octobre 1890 est modifiée comme il suit :

I

Art. 6. — Il est ajouté à la lettre *l* un 4^e alinéa ainsi conçu :

« Si la gare d'expédition a choisi une autre voie, elle doit en aviser l'expéditeur. »

II

Art. 7. — Le 4^e alinéa aura la teneur suivante .

« Les dispositions réglementaires fixeront la surtaxe qui, en cas de déclaration inexacte du contenu ou d'indication d'un poids inférieur au poids réel, ainsi qu'en cas de surcharge d'un wagon chargé par l'expéditeur, devra être payée aux chemins de fer ayant pris part au transport, sans préjudice, s'il y a lieu, du paiement complémentaire de la différence des frais de transport et de toute indemnité pour le dommage qui en résulterait, ainsi que de la peine encourue en vertu des dispositions pénales ou des règlements de police. »

Il est en outre ajouté un 5^e alinéa ainsi conçu :

« La surtaxe n'est pas due :

a) En cas d'indication inexacte du poids, lorsque le pesage par le chemin de fer est obligatoire d'après les prescriptions en vigueur à la station expéditrice.

b) En cas d'indication inexacte du poids ou de surcharge d'un wagon, lorsque l'expéditeur a demandé dans la lettre de voiture que le pesage soit effectué par le chemin de fer.

c) En cas de surcharge occasionnée, au cours de transport, par des influences atmosphériques, si l'expéditeur prouve qu'il s'est conformé, en chargeant le wagon, aux prescriptions en vigueur à la station expéditrice. »

III

Art. 12. — Le 4^e alinéa aura la teneur suivante :

« En cas d'application irrégulière du tarif ou d'erreurs de calcul dans la fixation des frais de transport et des frais accessoires, la différence en plus ou en moins devra être remboursée. L'action en rectification est prescrite par un an à partir du jour du paiement, lorsqu'il n'est pas intervenu entre les parties une reconnaissance de la dette, une transaction ou un jugement. Les disposi-

tions contenues dans l'article 45, alinéas, 3 et 4, sont applicables à la prescription mentionnée ci-dessus. La disposition de l'alinéa 1 de l'article 44 ne s'applique pas dans ce cas. »

IV

Art. 13. — Le 1^{er} alinéa aura la teneur suivante :

« L'expéditeur pourra grever la marchandise d'un remboursement jusqu'à concurrence de sa valeur. Le remboursement peut être refusé pour les marchandises dont le prix de transport peut être réclamé d'avance par le chemin de fer (article 12, alinéa 2). »

V

Art. 15. — Le 1^{er} alinéa aura la teneur suivante :

« L'expéditeur a seul le droit de disposer de la marchandise, soit en la retirant, à la gare de départ, soit en l'arrêtant en cours de route, soit en la faisant délivrer, au lieu de destination, ou en cours de route, ou encore à une station située soit au delà du point de destination, soit sur un embranchement, à une personne autre que celle du destinataire indiqué sur la lettre de voiture. Le chemin de fer peut à son gré, à la demande de l'expéditeur, accepter des dispositions ultérieures tendant à l'établissement, à l'augmentation, à la diminution ou au retrait de remboursements, ou bien à l'affranchissement des envois. Des dispositions ultérieures autres que celles indiquées ci-dessus ne sont pas admises. »

VI

Art. 26. — Le 2^e alinéa aura la teneur suivante :

« Si le duplicata n'est pas représenté par l'expéditeur, celui-ci ne pourra intenter l'action que si le destinataire l'a autorisé à le faire, à moins qu'il n'apporte la preuve que le destinataire a refusé la marchandise. »

VII

Art. 31. — Les chiffres 1^o, 3^o et 6^o auront la teneur suivante :

« 1^o De l'avarie survenue aux marchandises qui, en vertu des prescriptions des tarifs ou de conventions passées avec l'expéditeur et mentionnées dans la lettre de voiture, sont transportées en wagons découverts,

« en tant que l'avarie sera résultée du danger inhérent à ce mode de transport ;

« 3^o De l'avarie survenue aux marchandises qui, en vertu des prescriptions des tarifs ou des conventions passées avec l'expéditeur et mentionnées dans la lettre de voiture, en tant que de telles conventions sont autorisées sur le territoire de l'Etat où elles sont appliquées, ont été chargées par l'expéditeur ou déchargées par le destinataire,

« en tant que l'avarie sera résultée du danger inhérent à l'opération du chargement, et du déchargement, ou d'un chargement défectueux ;

6° De l'avarie survenue aux marchandises et bestiaux dont le transport, aux termes des tarifs ou des conventions passées avec l'expéditeur et mentionnées dans la lettre de voiture, ne s'effectue que sous escorte,

« en tant que l'avarie est résultée du danger que l'escorte a pour but d'écartier. »

VIII

Art. 36. — Le 1^{er} alinéa sera complété par l'adjonction suivante :

« Il sera donné acte par écrit de cette réserve. »

IX

Art. 38. — Dans le 2° alinéa, les mots « que l'expéditeur aura à payer » seront remplacés par les mots « qui devra être payée ».

X

Art. 40. — Les mots « délai de transport » seront, dans le texte français, remplacés partout par les mots « délai de livraison ».

XI

Art. 44. — Le mot « sept » qui figure au chiffre 2 sera remplacé par le mot « quatorze ».

XII

Art. 45. — Cet article sera complété par l'adjonction d'un 4° alinéa ainsi conçu :

« En cas de réclamation écrite, adressée au chemin de fer par l'ayant droit, la prescription cesse de courir tant que la réclamation est en suspens. Si la réclamation est repoussée, la prescription reprend son cours à partir du jour où le chemin de fer a notifié par écrit sa réponse au réclamant et restitué les pièces justificatives qui auraient été jointes à la réclamation. La preuve de la réception de la réclamation ou de la réponse et celle de la restitution des pièces sont à la charge de celui qui invoque ce fait. Les réclamations ultérieures adressées au chemin de fer ou aux autorités supérieures ne suspendent pas la prescription. »

ART. II

Les dispositions réglementaires de la Convention du 14 octobre 1890 et leurs annexes sont modifiées comme il suit :

I

§ 2. — Le 1^{er} alinéa aura la teneur suivante :

« Sont obligatoires pour les lettres de voiture internationales les formu-

lares prescrits par l'annexe 2. Ces formulaires doivent être imprimés pour la petite vitesse sur papier blanc, pour la grande vitesse sur papier blanc avec une bande rouge au bord supérieur et au bord inférieur, au recto et au verso. Les lettres de voiture seront certifiées conformes aux prescriptions de la présente Convention par l'apposition du timbre d'un chemin de fer ou d'un groupe de chemins de fer du pays expéditeur. »

Au 3^e alinéa, les mots « der geschriebenen Worte » qui figurent dans le texte allemand seront supprimés.

« Il est ajouté un 8^e et un 9^e alinéa ainsi conçus :

« Il est permis d'insérer dans la lettre de voiture, mais à titre de simple information et sans qu'il en résulte ni obligation, ni responsabilité pour le chemin de fer, les mentions suivantes :

« Envoi de N. N. »

« Par ordre de N. N. »

« A la disposition de N. N. »

« Pour être réexpédié à N. N. »

« Assuré auprès de N. N. »

« Ces mentions ne peuvent s'appliquer qu'à l'ensemble de l'expédition et doivent être insérées au bas du verso de la lettre de voiture. »

II

§ 3. — Ce paragraphe aura la teneur suivante :

« Lorsque des marchandises désignées au 4^e du paragraphe 1^{er} et dans l'annexe 1 auront été remises au transport avec une déclaration inexacte ou incomplète, ou que les prescriptions de sûreté indiquées dans l'annexe 1 n'auront pas été observées, la surtaxe sera de 15 francs par kilogramme du poids brut du colis entier.

« Dans tous les autres cas, la surtaxe prévue par l'article 7 de la Convention pour déclaration inexacte du contenu d'une expédition sera de 1 franc par lettre de voiture, lorsque cette déclaration ne sera pas de nature à entraîner une réduction du prix de transport ; sinon, elle sera du double de la différence entre le prix de transport du contenu déclaré et celui du contenu constaté, calculé du point d'expédition au point de destination, et en tout cas elle sera au minimum de 1 franc.

« En cas d'indication d'un poids inférieur au poids réel d'une expédition, la surtaxe sera le double de la différence entre le prix de transport du poids déclaré et celui du poids constaté, depuis le point d'expédition jusqu'au point de destination.

« En cas de surcharge d'un wagon chargé par l'expéditeur, la surtaxe sera de 6 fois le prix de transport du poids dépassant la charge permise, du point d'expédition au point de destination. Lorsqu'il y aura en même temps indication d'un poids inférieur au poids réel et surcharge, la surtaxe pour indication d'un poids inférieur au poids réel et la surtaxe afférente à la surcharge seront perçues cumulativement.

« La surtaxe pour surcharge (alinéa 4) est perçue :

a) En cas d'emploi de wagons qui ne portent qu'une seule inscription indiquant le poids du chargement qu'ils peuvent recevoir, lorsque le *poids normal*

de chargement ou la capacité de chargement indiqué est dépassé de plus de 5 o/o lors du chargement.

b) En cas d'emploi de wagons portant deux inscriptions, dont l'une se rapporte au poids normal de chargement (*Ladegewicht*), et l'autre au poids maximum de chargement (*Tragfähigkeit*), lorsque la surcharge dépasse d'une manière quelconque le poids maximum de chargement. »

III

§ 4. Ce paragraphe sera complété par un deuxième alinéa ainsi conçu :

« Lorsqu'un expéditeur a l'habitude d'expédier, à la même station, des marchandises de même nature nécessitant un emballage et que ces marchandises sont remises sans emballage ou avec un emballage présentant toujours les mêmes défauts, il peut, à la place de la déclaration spéciale à chaque expédition, se servir, une fois pour toutes, du formulaire de déclaration générale prévu à l'annexe 3a. Dans ce cas, la lettre de voiture doit contenir, en sus de la reconnaissance prévue à l'alinéa 2 de l'article 9, la mention de la déclaration générale remise à la station expéditrice. »

IV

§ 5. Le paragraphe 5 des Dispositions réglementaires se rapportant à l'article 13 de la Convention est supprimé ; il est remplacé par un nouveau paragraphe 5 visant l'article 12 de ladite Convention et ainsi conçu :

« La station expéditrice devra spécifier, dans le duplicata de la lettre de voiture, les frais perçus en port payé inscrits par elle dans la lettre de voiture.

« La production du duplicata de la lettre de voiture suffit pour introduire la réclamation prévue à l'article 12, alinéa 4, de la Convention, lorsque les frais de transport ont été liquidés au moment de la remise de la marchandise au transport. »

V

§ 9. Les alinéas 2 et 3 auront la teneur suivante :

« Dans ce cas, il est permis de percevoir une taxe supplémentaire calculée par fraction indivisible de 10 francs et de 10 kilomètres, qui ne pourra pas dépasser 0 fr. 025 par 1,000 francs et par kilomètre, sur le montant réel de la somme déclarée.

« Le minimum de la perception est fixé à 0 fr. 50 pour le parcours total. »

VI

Annexe 1 des Dispositions réglementaires. Le texte français recevra les modifications suivantes :

N° I.	Remplacer :	0,06 mètre cube	par	60 décimètres cubes.
N° III.		1,2 mètre cube . .		1 mètre cube, 200 décimètres cubes.
N° VIII _a .		par 1,55 litre . . .		pour 1 litre 55 centilitres.
		15,50 litres		15 litres, 50 centilitres.
N° X.		par 0,825 litre . .		pour 825 millilitres.
N° XXXVI.		0,015 mètre . . .		15 millimètres.
		0,010 mètre . . .		10 millimètres.
N° XXXVIII.		2,5 kilogrammes .		2 kilogrammes, 500 grammes.
		1,2 mètre cube . .		1 mètre cube, 200 décimètres cubes.
N° XLII.		1,2 mètre cube . .		1 mètre cube, 200 décimètres cubes.
N° XLIII.		0,5 gramme . . .		50 centigrammes.
		0,5 mètre cube . .		500 décimètres cubes.
N° XLIV.		par 1,34 litre . . .		pour 1 litre 34 centilitres.
		13,40 litres		13 litres 40 centilitres.
		par 1,86 litre . . .		pour 1 litre 86 centilitres.
		par 0,9 litre . . .		pour 90 centilitres.
		par 0,8 litre . . .		pour 80 centilitres.

VII

Annexe 1. Le chiffre XII est modifié comme il suit :

« La *chaux d'épuration du gaz* (chaux verte) n'est transportée que dans des wagons découverts. »

Annexe 1. Le texte français du premier paragraphe du 3° du n° XXVII est modifié ainsi qu'il suit :

« De renoncer à toute indemnité pour avaries et pertes soit des récipients, soit de leur contenu, résultant du transport dans des récipients fermés hermétiquement. »

VIII

Annexe 2. Outre la modification visée par l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2 des Dispositions réglementaires (chiffre 1 ci-dessus), le formulaire de la lettre de voiture et du duplicata est modifié comme suit :

« 1° Une première rubrique sera introduite pour indiquer la capacité de chargement ou, le cas échéant, la surface de plancher du wagon employé pour le transport, lorsqu'il s'agit d'expéditions par wagons complets.

« 2° Il sera inséré un *nota* d'après lequel l'expéditeur aura à inscrire dans la lettre de voiture les numéros des wagons chargés par ses soins.

« 3° Le verso du duplicata recevra une partie imprimée identique au verso de la lettre de voiture. »

En conséquence, l'annexe 2 des dispositions réglementaires est remplacée par la nouvelle annexe 2 ci-jointe.

« Il est impartie un délai d'une année, à dater de l'entrée en vigueur des présentes dispositions, pendant lequel les lettres de voiture et les duplicata conformes au modèle de 1890 pourront encore être employés dans le trafic international. Ce délai expiré, les lettres et duplicata établis d'après le nouveau formulaire seront seuls admis. »

IX

Il sera ajouté au paragraphe 4 des dispositions réglementaires une annexe 3 a ainsi conçue :

Annexe 3 a.

DÉCLARATION GÉNÉRALE

Le bureau de marchandises du chemin de fer
à sur ma (notre) demande, accepte au transport toutes
les marchandises ci-après désignées, qui à partir de ce jour lui seront remises par moi
(nous) dans ce but, savoir ;

Je (nous) reconnais(sons) formellement par la présente que ces marchandises ont
été remises au transport
sans emballage (*)
avec un emballage défectueux. notamment : (*)

en tant qu'il aura été fait mention de cette déclaration générale dans la lettre de
voiture respective.

....., le 19.....

X

Annexe 4. Cette annexe est modifiée ainsi qu'il est indiqué ci-après :

Annexe 4.

DISPOSITION ULTÉRIEURE

....., le 19

La gare de du chemin de fer de
est priée de ne pas livrer au destinataire M.

(*) On rayera, selon le conditionnement de la marchandise les mots « sans emballage » ou
« avec un emballage défectueux, notamment. »

II

Il est ajouté un alinéa 5° de la teneur suivante :

« Au sujet de l'article 60, il est entendu que la Convention internationale engage chaque Etat contractant pour une durée de trois ans à partir du jour de son entrée en vigueur et pour de nouvelles périodes successives de trois années, tant qu'un Etat n'aura pas annoncé aux autres Etats, un an au plus tard avant l'expiration de l'une de ces périodes, son intention de se retirer de la Convention. »

ART. IV

La présente Convention additionnelle aura la même durée et vigueur que la Convention du 14 octobre 1890 dont elle devient partie intégrante. Elle sera ratifiée et le dépôt des ratifications aura lieu aussitôt que faire se pourra, dans la forme adoptée pour la Convention elle-même et les actes additionnels à la dite Convention. Elle entrera en vigueur trois mois après ce dépôt.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention additionnelle, et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en dix exemplaires, le 16 juin 1898.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) MÜNSTER.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L. S.) A. WOLKENSTEIN.

Pour la Belgique :

(L. S.) Baron d'ANETHAN.

Pour le Danemark :

(L. S.) J. HEGERMANN-LINDENCRONE.

Pour la France :

(L. S.) G. HANOTAUX.

Pour l'Italie :

(L. S.) G. TORNIELLI.

Pour le Luxembourg :

(L. S.) VANNERUS.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) A. VON STUERS.

Pour la Russie :

(L. S.) L. OUROUSSOFF.

Pour la Suisse :

(L. S.) LARDY.

Procès-verbal de signature.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Etats qui ont signé la Convention internationale du 14 octobre 1890, sur le transport de marchandises par chemins de fer, ou qui y ont adhéré, se sont réunis aujourd'hui, le 16 juin 1898, au Ministère des Affaires étrangères, pour procéder à la signature de la Convention additionnelle audit acte international dont les termes ont été arrêtés entre leurs gouvernements respectifs.

Après avoir collationné les instruments diplomatiques de ladite Convention additionnelle qui ont été préparés en nombre égal à celui des Etats contractants, ils ont constaté que ces actes étaient en bonne et due forme et y ont apposé leurs signatures et leurs cachets.

Un texte allemand est annexé au présent procès-verbal et il est entendu que ce texte aura la même valeur que le texte français en tant qu'il s'agit de transports par chemins de fer intéressant un pays où l'allemand est employé exclusivement ou à côté d'autres langues comme langue d'affaires.

Fait à Paris, en dix exemplaires, le 16 juin 1898.

(Suivent les signatures des Plénipotentiaires.)

(Voir page ci-dessus.)

AUTRICHE-HONGRIE — ITALIE

Dénonciation par l'Autriche-Hongrie du traité de commerce et de navigation avec l'Italie, du 6 décembre 1891.

(27-29 DÉCEMBRE 1902.)

L'Ambassade d'Autriche-Hongrie à Rome, au Ministère Royal des Affaires étrangères.

Rome, 27 décembre 1902.

Monsieur le Ministre,

Des motifs d'ordre intérieur et des considérations relatives à d'autres Etats, spécialement à la République française, ne permettent pas au Gouvernement impérial et royal autrichien et au Gouvernement royal hongrois de maintenir au delà du 31 décembre 1903 les faveurs accordées aux vins italiens par le protocole final annexé au traité de commerce et de navigation, conclu le 6 décembre 1891 entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

Le dit protocole formant partie intégrante du traité, les deux Gouvernements sont placés dans la nécessité de dénoncer le traité même.

Conformément aux ordres reçus, j'ai l'honneur de notifier au Gouverne-

ment de Sa Majesté le Roi que l'Autriche-Hongrie dénonce le traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891, de manière qu'il cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1903.

En priant Votre Excellence de bien vouloir prendre acte de ma présente communication, je saisis, etc.

M. PASETTI.

Le Ministère Royal des Affaires étrangères à l'Ambassade d'Autriche-Hongrie à Rome.

Rome, 29 décembre 1902.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note en date du 27 de ce mois, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire connaître que, des motifs d'ordre intérieur et des considérations relatives à d'autres Etats, spécialement à la République française, ne permettant pas aux Gouvernements d'Autriche et de Hongrie de maintenir, au delà du 31 décembre 1903, les faveurs accordées aux vins italiens par le protocole final annexé au traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891 entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie, Votre Excellence a reçu l'ordre de dénoncer le dit traité, dont le protocole en question forme partie intégrante et dont les effets cesseront ainsi le 31 décembre 1903.

Je m'empresse de Vous donner acte de cette communication, au nom du Gouvernement du Roi, et je saisis, etc.

PRINETTI.

BAVIÈRE — ITALIE

Accord portant modification de la convention du 2 octobre 1899.

(6 JANVIER-11 FÉVRIER 1901.)

Le Ministre des Affaires étrangères de Bavière au Ministre Royal de S. M. le Roi d'Italie à Munich.

Munich, 6 janvier 1901.

Monsieur le Comte,

En réponse à la note du 10 décembre dernier concernant le nombre des Italiens résidant en Bavière, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

En date du 2 octobre 1890, les Gouvernements bavarois et italien sont convenus, par un échange de notes entre la Légation royale d'Italie et le Mi-

nistère royal des affaires étrangères de Bavière, de se communiquer mutuellement des renseignements sur leurs nationaux respectifs, résultant des recensements périodiques des populations dans les deux pays.

D'après les dispositions réglementaires édictées par le Conseil fédéral allemand au sujet du recensement du 1^{er} décembre dernier, les indications données par les recensés ne peuvent servir qu'à la statistique ; il a été, par conséquent, enjoint aux autorités chargées du recensement d'en garder le secret. Conformément à ce règlement, rien ne s'opposera à ce que le Gouvernement bavaïse indique au Gouvernement italien le nombre et les qualités des nationaux italiens recensés le 1^{er} décembre dernier en Bavière, mais je ne saurais, désormais, Vous fournir les noms et prénoms des dits sujets italiens.

J'ai donc recours à votre obligeant intermédiaire, en Vous priant de vouloir bien proposer au Gouvernement italien de modifier la seconde partie de l'article 1^{er} de la convention du 2 octobre 1890, en lui donnant la teneur suivante :... « les bulletins indiqueront la profession, l'état civil, l'âge, le lieu de naissance, la demeure et la nationalité déclarés par ces derniers. « Quant aux noms et prénoms des recensés, les deux Gouvernements se réservent la liberté de les omettre ».

En vous priant de me faire connaître la réponse du Gouvernement italien, je saisis, etc.

B. DE CRAILSHEIM.

Le Ministre de S. M. le Roi d'Italie à Bavière au Ministre des Affaires étrangères de Bavière.

Munich, le 11 février 1901.

Monsieur le Ministre,

Le Ministère royal des affaires étrangères, auquel je me suis empressé de communiquer le contenu de la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 6 janvier, vient de me faire connaître que le Gouvernement du Roi adhère à la modification y proposée à l'article 1^{er} de l'accord du 2 octobre 1890 existant entre l'Italie et la Bavière pour la communication réciproque des renseignements fournis par les recensements de la population dans chacun des deux pays.

En tenant compte de cette rectification, l'article 1^{er} restera, donc, ainsi conçu :

« Les deux Gouvernements contractants s'engagent à se remettre réciproquement et sans frais, après chaque recensement général de la population de leur territoire, des listes ou des bulletins individuels se rapportant aux citoyens de l'autre Etat compris dans les dits recensements.

« Les bulletins indiqueront la profession, l'état civil, l'âge, le lieu de naissance, la demeure et la nationalité déclarés par ces derniers. Quant aux noms et prénoms des recensés, les deux Gouvernements se réservent la liberté de les omettre. »

En portant à la connaissance de Votre Excellence, par la présente note, l'acceptation du Gouvernement d'Italie à la modification proposée par le Gouvernement de Bavière à l'accord du 26 septembre 1890-octobre 1890 concernant la communication des renseignements fournis par les recensements de la population, je saisis l'occasion, etc.

A. DE FORESTA.

BRÉSIL — ITALIE

Prorogation du « *modus vivendi* » commercial du 5 juillet 1900.

(11 et 16 NOVEMBRE 1902.)

La Légation du Brésil à Rome, au Ministère Royal des Affaires étrangères.

Le Chargé d'affaire du Brésil a l'honneur de communiquer à Son Excellence M. le Ministre des affaires étrangères que son Gouvernement lui ordonne de faire savoir à Son Excellence que le Gouvernement fédéral, considérant qu'il n'est pas possible de conclure, jusqu'au délai prorogé du 31 décembre de l'année courante, des négociations commerciales entre l'Italie et le Brésil, a pris la résolution de proroger encore le dit délai pour l'espace de deux ans, dans l'espoir de pouvoir faire un arrangement commercial qui puisse satisfaire aux deux pays.

Le Ministère Royal des Affaires étrangères à la Légation du Brésil à Rome.
Rome, le 11 novembre 1902.

Par une note verbale en date du 11 de ce mois, la Légation du Brésil a bien voulu annoncer au Ministère royal des affaires étrangères que le Gouvernement fédéral, considérant qu'il n'est pas possible de conclure, avant le terme du délai prorogé au 31 décembre de l'année courante, les négociations commerciales entamées entre l'Italie et le Brésil, propose de proroger encore le dit délai pour l'espace de deux ans.

Le Ministère royal des affaires étrangères a, à son tour, l'honneur de déclarer à la Légation brésilienne que le Gouvernement du Roi accepte cet arrangement. Les effets du *modus vivendi* du 5 juillet 1900 étant prorogés jusqu'au 31 décembre 1904, il y a tout lieu d'espérer qu'on pourra aboutir en temps utile à un accord définitif et également satisfaisant pour les deux pays.

Rome, ce 16 novembre 1902.

PÉROU — BOLIVIE

Accord commercial.

(1^{er} MARS 1901.)

TRADUCTION

M. *Jose Manuel Braun*, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Bolivie, et le docteur *Don Felipe De Osma*, Ministre des Relations extérieures du Pérou, se sont réunis au département des Affaires étrangères pour arrêter l'accord suivant :

1^o Aucun impôt, soit fiscal, soit municipal, ne sera perçu en Bolivie sur les articles péruviens énumérés ci-après, dont l'importation sera libre et affranchie

de toute formalité consulaire ou douanière : fruits frais, poisson frais, écrevisses fraîches, viande fraîche, fromages frais et secs, lait, œufs, pommes de terre naturelles et gelées, quinoa, roseaux, maïs, orge en grain.

2° Il ne sera également perçu au Pérou aucun impôt fiscal ou municipal sur les articles boliviens ci-après, dont l'importation sera libre et affranchie de toute formalité consulaire ou douanière : fruits frais, viande fraîche, fromages frais et secs, pommes de terre gelées, quinoa, roseaux, maïs, orge en grain, lait, œufs.

3° Aucun impôt, soit fiscal, soit municipal, ne sera perçu en Bolivie sur les articles péruviens suivants, et ce, dans les proportions énumérées ci-après : moutons gelés jusqu'à 10 kilogrammes, viandes sèches et rillons jusqu'à 23 kilogrammes, beurre jusqu'à 5 kilogrammes, toisons de brebis d'alpaca ou de lama jusqu'à 12 kilogrammes, peaux de vache ou de brebis jusqu'à 23 kilogrammes.

4° Il ne sera également perçu au Pérou aucun impôt fiscal ou municipal sur les articles boliviens suivants, et ce, dans les proportions énumérées ci-après : coca jusqu'à 12 kilogrammes, cacao jusqu'à 6 kilogrammes, café jusqu'à 12 kilogrammes, chocolat jusqu'à 3 kilogrammes.

5° Les certificats d'origine à l'importation, telle qu'elle est désignée par les articles 3 et 4, seront délivrés sans frais.

6° Cet accord aura une durée de cinq ans et continuera d'être en vigueur si, après ce délai, aucun des deux Gouvernements ne l'a dénoncé.

En foi de quoi, le présent acte a été signé à Lima le 1^{er} mars 1901.

Signé : José Manuel BRAUN.

Félipe DE OSMA.

José Manuel Pando, président constitutionnel de la République de Bolivie,

Considérant qu'à la date du 1^{er} mars de la présente année il a été conclu, à Lima, entre le Ministre des Relations extérieures du Pérou et l'envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Bolivie, un accord diplomatique aux termes duquel certains produits réciproquement importés dans les deux pays sont exemptés de tout droit fiscal ou municipal,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Soit approuvé et mis à exécution l'accord diplomatique conclu à Lima, le 1^{er} mars de la présente année, entre M. José Manuel Braun E. E. et Ministre plénipotentiaire de Bolivie et M. Félipe De Osma, Ministre péruvien des Relations extérieures.

Art. 2. — Le Ministre des Relations extérieures est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à La Paz, le 15 mars 1901.

Signé : José Manuel PANDO,
F. Diez DE MEDINA.

Pour expédition conforme :

José SALINAS.

Sous-secrétaire d'État intérimaire.

BULGARIE — ROUMANIE

Abrogation de l'arrangement commercial.

(1/14 JANVIER 1901.)

La convention provisoire du 1/13 janvier 1898 entre la Bulgarie et la Roumanie ayant cessé d'être en vigueur à dater du 1^{er}/14 janvier 1901, les importations bulgares ont été soumises, à l'entrée en Roumanie, aux conditions prescrites par le Tarif général des douanes de Roumanie et les sujets bulgares astreints au paiement des taxes de passeport.

DANEMARK — ITALIE

Article additionnel au traité de commerce et de navigation du 1^{er} mai 1864.

(17 SEPTEMBRE 1902.)

Les soussignés, M. le comte Georges Calvi di Bergolo, commandeur de l'ordre de la Couronne d'Italie, officier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie, et M. Johan Henrik Deuntzer, commandeur de l'ordre du Danebrog et décoré de la croix d'honneur du même ordre, Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Danemark, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de l'article additionnel suivant au traité de commerce et de navigation entre l'Italie et le Danemark, signé à Turin le 1^{er} mai 1864.

« Le traitement concédé par les Parties contractantes au commerce et à la navigation de l'autre, en vertu de l'article IX du dit traité du 1^{er} mai 1864, est également, pendant la durée du traité, concédé pour ce qui regarde l'exercice des industries et professions (1). »

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent article additionnel, en double original, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Copenhague, le 17 septembre 1902.

(L. S.) G. CALVI.

(L. S.) DEUNTZER.

(1) Par ce terme il faut entendre uniquement les professions manuelles « professioni manuali e meccaniche (arti e mestieri) e non conosciute sotto la denominazione di professioni liberali (medici, avvocati, professori. ecc.) ». (Notes des 26 et 22 août 1902 échangées entre le Ministre Royal à Copenhague et le Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Danemark.)

ESPAGNE — JAPON

Convention spéciale de commerce.

(28 MARS 1900.) (1)

TRADUCTION

S. M. le Roi d'Espagne et, en son nom, S. M. la Reine Régente du Royaume, et S. M. l'Empereur du Japon, ayant résolu, en exécution de la clause de l'article 1 du Protocole signé à Madrid le deuxième jour du premier du mois de la 30^e année de Meiji, correspondant au 2 janvier 1897, de conclure une Convention spéciale de commerce, basée sur le principe de la réciprocité, en ce qui concerne les droits d'importation à percevoir sur les articles et marchandises de chacune des Parties contractantes à leur entrée dans l'autre, ont désigné à cet effet, en qualité de Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Espagne et, en son nom, S. M. la Reine Régente du Royaume D. Luis de la Barrera y Riera, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur du Japon,

Et S. M. l'Empereur du Japon, le Vicomte Aoki Sinzo, Juini, son Ministre des Affaires étrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles ci-après :

ART. 1^{er}. — Les articles de production ou de manufacture japonaise ne seront pas soumis, à leur entrée dans la péninsule Espagnole et les îles Baléares et Canaries, à des droits autres ou plus élevés, quel qu'en soit le nom ou la dénomination, que ceux grevant les articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre Pays étranger. Toutefois il ne sera concédé aux produits du Japon ni les avantages particuliers accordés au Portugal, ni les exemptions spéciales qui viendraient à être octroyées à des Etats limitrophes pour faciliter le commerce de frontière, en tant que lesdits avantages ou privilèges seraient exclusifs et ne seraient accordés à aucune autre Nation.

Réciproquement, les articles de production ou de manufacture espagnole, soit de la Péninsule, soit des îles Baléares et Canaries, ne seront pas soumis, à leur entrée au Japon, à des droits autres ou plus élevés, quel qu'en soit le nom ou la dénomination, que ceux grevant les articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger.

Il est entendu, des deux parts, que tout article en transit, ou transbordé ou entreposé dans des ports ou Pays intermédiaires, sera assimilé aux articles importés directement, toutes les fois qu'il sera accompagné d'un connaissement direct.

Aucune prohibition à l'importation sur le territoire de chacune des deux Parties contractantes d'un article quelconque produit ou fabriqué sur le terri-

(1) Ratifiée le 30 mars 1901.

toire de l'autre, quelle qu'en soit la provenance, ne sera maintenue ou établie, qui ne soit applicable à l'importation des articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays ; néanmoins cette disposition n'est pas applicable aux prohibitions sanitaires ou résultant de la nécessité de protéger les personnes, le bétail et les plantes utiles à l'agriculture.

ART. 2. — Sur le territoire de chacune des deux Parties contractantes, il ne sera pas établi, à l'exportation d'un article quelconque à destination du territoire de l'autre Partie, de droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux grevant à l'exportation les produits similaires à destination d'autres pays étrangers ; de même, aucune prohibition à l'exportation d'un article quelconque des territoires de chacune des deux Parties contractantes, à destination des territoires de l'autre, ne sera établie, qui ne soit également applicable à l'exportation des articles similaires à destination d'autres Pays.

ART. 3. — Par dérogation à la clause insérée à la fin du second paragraphe de l'article 14 du Traité d'amitié et de commerce conclu le deuxième jour du premier mois de la 30^e année de Meiji, correspondant au 2 janvier 1897, stipulant que le premier paragraphe du même article ne sera pas applicable au Régime spécial réservé par l'Espagne aux Républiques hispano-américaines ; ni accordé à un autre Pays en tout ce qui concerne le Commerce et la Navigation, il est convenu par le présent article que ce Régime spécial sera applicable sans conditions au Japon, à dater du jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

ART. 4. — La présente Convention entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

Passé le délai de cinq ans, à dater du jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, chacune des deux Parties contractantes aura le droit de notifier, à l'autre son intention de mettre fin au présent accord, et à l'expiration de douze mois après cette dénonciation, la présente Convention cessera tous ses effets.

ART. 5 — Il sera établi six exemplaires de la présente Convention : deux en japonais, deux en espagnol et deux en anglais. En cas de divergence entre les textes japonais et espagnol, on recourra, pour en décider, au texte anglais.

ART. 6. — La présente Convention sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu à Tokio, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent instrument et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Tokio le 28^e jour du 3^e mois de la 33^e année de Meiji, correspondant au 28 mars 1900.

(L. S.) LUIS DE LA BARRERA Y RIERA.
(L. S.) Vicomte AOKI.

La présente Convention a été dûment ratifiée et les ratifications ont été échangées à Tokio le 30 mars 1901.

ÉTATS-UNIS — GRANDE-BRETAGNE

Traité entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne relatif à l'établissement de droits d'importation à Zanzibar.

(31 MAI 1902.) (1)

TRADUCTION

Les Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions anglaises au delà des mers, Empereur de l'Inde, représentant Son Altesse le Sultan de Zanzibar, ont, dans le but ci-dessous spécifié, désigné leurs plénipotentiaires respectifs savoir :

Le Président des Etats-Unis d'Amérique, l'honorable John HAY, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Et Sa Majesté Britannique, Arthur STEWART ROEIKES, Esquire, chargé d'affaires de sa Majesté Britannique ;

Lesquels, s'étant communiqué l'un à l'autre leurs pleins pouvoirs respectifs en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1^{er}. — Reconnaissant qu'il est juste et nécessaire de faciliter à la partie des possessions de Son Altesse le Sultan de Zanzibar qui se trouve sous la protection de la Grande-Bretagne et qui est située dans le bassin du Congo, tel que le définit l'Acte général du 26 février 1885 de la Conférence de Berlin relative aux affaires d'Afrique, l'exécution des obligations contractées par elle en vertu de l'Acte général de Bruxelles du 2 juillet 1890, les Etat-Unis abandonnent, en ce qui les concerne, toute objection à la perception de droits d'importation sur les marchandises importées dans ce Protectorat.

Le tarif de ces droits, tel que la déclaration de Bruxelles, portant la même date que l'Acte général de Bruxelles ci-dessus mentionné, le prévoit pour une période de quinze ans à partir de cette date, ne dépassera pas 10 o/o de la valeur des marchandises au port d'importation, sauf en ce qui concerne les spiritueux, armes à feu et munitions, dont le traitement est réglé par l'Acte général de Bruxelles.

A l'expiration de ladite période de quinze ans, et à moins d'un nouvel accord, les Etats-Unis, en ce qui concerne cette question, se trouveront replacés à l'égard dudit Protectorat dans les relations où ils se trouvaient antérieurement à la conclusion de la présente convention ; la faculté d'établir ultérieurement des droits d'importation de 10 o/o au maximum sur les marchandises entrant dans le Protectorat restera acquise audit Protectorat tant qu'il continuera à se conformer aux conditions et limitations définies dans la présente convention.

(1) Ratifiée et mis en vigueur le 17 octobre 1902.

Art. 2. — Les Etats-Unis jouiront dans ledit Protectorat, en ce qui concerne les droits d'importation, de tous les avantages accordés à la nation la plus favorisée.

Il ne sera pas établi dans le Protectorat de traitement différentiel, ni de droit de transit.

Dans l'application du régime douanier du Protectorat, les formalités et opérations commerciales seront simplifiées et facilitées autant que possible.

Art. 3. — Etant donné que, par l'article 1^{er} de la présente convention, les Etats-Unis ont consenti sous certaines conditions à l'établissement de droits d'importation dans la partie des domaines de Sa Majesté le Sultan de Zanzibar qui se trouve sous la protection de la Grande-Bretagne, il est bien entendu que le Protectorat assure au pavillon, au navire, au commerce, aux citoyens et habitants des Etats-Unis, dans toutes les parties du territoire du Protectorat, tous les droits, privilèges et immunités qui, relativement aux droits d'importation et d'exportation, au régime douanier, aux taxes et frais intérieurs, et en général aux intérêts commerciaux, sont ou pourront être accordés aux puissances signataires de l'Acte de Berlin, ou à la nation la plus favorisée.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications échangées à Washington aussitôt que possible, et dans le délai de douze mois à partir de la date de ladite convention.

Fait en double à Washington, le 31 mai 1902.

Signé : John HAY.

Arthur S. RAIKES.

La convention ayant été dûment ratifiée, après amendements de part et d'autre, et les ratifications échangées à Washington le 17 octobre 1902.

Nous Théodore ROOSEVELT, Président des Etats-Unis d'Amérique, rendons publique ladite convention amendée, afin que cette convention, et ses articles et stipulations soient de bonne foi observés et remplis par les Etats-Unis et leurs citoyens.

En témoignage de quoi nous l'avons signée et revêtue du sceau des Etats-Unis.

Fait à Washington, le 17 octobre de l'an 1902 de Notre Seigneur, 127 de l'Indépendance des Etats-Unis.

Signé : Théodore ROOSEVELT.

John HAY.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Convention concernant l'échange des colis postaux, avec ou sans déclaration de valeur, entre la France et Gibraltar.

(22 OCTOBRE 1902) (1).

Le Président de la République française et S. M. le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, empereur des Indes, désirant établir entre la France et Gibraltar un service d'échange des colis postaux, avec ou sans déclaration de valeur, sur les bases de la convention internationale du 15 juin 1897, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

S. Exc. M. Théophile Delcassé, député, ministre des affaires étrangères, etc.

Et S. M. le roi du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, empereur des Indes,

S. Exc. le très honorable sir Edmund Monson, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Président de la République française, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — 1. Il peut être expédié, sous la dénomination de colis postaux, des colis avec ou sans déclaration de valeur, savoir :

De la France et de l'Algérie pour Gibraltar, jusqu'à concurrence de 5 kilogrammes ;

De Gibraltar pour la France et l'Algérie, jusqu'à concurrence de 11 livres avoir-du-poids.

2. La limite supérieure de la déclaration de valeur est fixée à 500 francs (ou 20 livres anglaises).

3. Est réservé aux administrations postales intéressées le droit de terminer ultérieurement, d'un commun accord, si leurs règlements respectifs le permettent, les prix et conditions applicables aux colis contre remboursement ou à livrer par exprès ou avec livraison en franchise des droits de douane.

Art. 2. — Les administrations des postes de France et de Gibraltar assureront le transport des colis postaux par les moyens dont elles disposent.

Art. 3. — 1. Pour chaque colis expédié de la France ou de l'Algérie à destination de Gibraltar, l'administration des postes de France payera à celle du pays de destination, savoir :

(1) Convention signée à Paris, le 22 octobre 1902 ; Ratifications échangées à Paris, 10 décembre 1902. Décret portant promulgation de la dite convention, 25 décembre 1902 (*Journal Officiel*, 29 décembre 1902).

- a) Un droit territorial de 75 centimes par colis ;
- b) Additionnellement un droit maritime de 50 centimes si l'acheminement a lieu par l'intermédiaire des paquebots-poste britanniques.

2. Pour chaque colis expédié de Gibraltar à destination de la France ou de l'Algérie, l'administration du pays d'origine payera à l'administration française, savoir :

- a) Un droit territorial de 50 centimes ;
- b) Additionnellement un droit maritime de 50 centimes si l'acheminement a lieu par l'intermédiaire des paquebots-poste français.

3. La déclaration de valeur donnera lieu au paiement par l'expéditeur, en sus des droits applicables aux colis sans déclaration de valeur, d'un droit proportionnel d'assurance de 20 centimes par 300 francs, ainsi décomposé :

- 5 centimes pour la quote-part de la France continentale ;
- 5 centimes pour la quote-part de Gibraltar ;
- 10 centimes pour le trajet maritime entre la France continentale et Gibraltar.

4. Est réservée à l'administration des postes de Gibraltar la faculté de percevoir sur les colis avec déclaration de valeur à destination de la France, de la Corse ou de l'Algérie, une surtaxe territoriale d'assurance de 20 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs et un droit fixe d'enregistrement de 40 centimes par colis.

Art. 4. — L'affranchissement des colis postaux est obligatoire.

Art. 5. — 1. Le transport entre la France continentale d'une part, l'Algérie et la Corse de l'autre, donne lieu à la charge de l'expéditeur, à une surtaxe de 25 centimes par colis à titre de droit maritime, et, pour les colis à valeur déclarée, à un droit d'assurance supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs.

Tout colis à destination de la Corse et de l'Algérie donne lieu à une surtaxe territoriale de 25 centimes par colis et, pour les colis avec déclaration de valeur, à un droit additionnel d'assurance de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs, qui sont à la charge de l'expéditeur.

Cette surtaxe territoriale de 25 centimes et, s'il y a lieu, le droit additionnel d'assurance de 5 centimes sont également perçus sur l'expéditeur de tout colis originaire de l'intérieur de la Corse ou de l'Algérie.

Ces surtaxes sont, le cas échéant, bonifiées par l'administration de Gibraltar à l'administration française.

2. Toutefois, les surtaxes prévues au paragraphe précédent ne sont pas perçues pour les colis postaux échangés directement entre l'Algérie et Gibraltar par la voie des paquebots français reliant les ports algériens à la colonie britannique ; en outre, pour ces relations directes, le droit maritime stipulé à l'article 3, paragraphe 2 b, est de 25 centimes au lieu de 50.

Art. 6. — Il est loisible au pays de destination de percevoir du destinataire, pour le factage et pour l'accomplissement des formalités en douane, un droit dont le montant total ne peut excéder 25 centimes par colis.

Art. 7. — Les colis auxquels s'applique la présente convention ne peuvent

être frappés d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les articles 3, 5 et 6 précédents, et par l'article 8 ci-après.

Art. 8. — La réexpédition des colis postaux par suite de changement de résidence des destinataires, ainsi que le renvoi des colis postaux tombés en rebut, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par les articles 3, 5 et 6, à la charge des destinataires, ou, le cas échéant, des expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres acquittés.

Art. 9. — Il est interdit d'expédier par la voie de la poste des colis contenant soit des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance, soit des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douanes ou autres.

Il est également interdit d'expédier des espèces monnayées, des matières d'or et d'argent et d'autres objets précieux dans les colis sans valeur déclarée.

Toutefois, il est permis d'insérer dans l'envoi la facture ouverte réduite aux énonciations constitutives de la facture, de même qu'une simple copie de l'adresse du colis avec mention de celle de l'expéditeur.

Art. 10. — 1. Sauf le cas de force majeure, lorsqu'un colis postal a été perdu, spolié ou avarié, l'expéditeur ou, à défaut et sur la demande de celui-ci, le destinataire a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte ou de l'avarie, à moins que le dommage ait été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou ne provienne de la nature de l'objet et sans que cette indemnité puisse dépasser, pour les colis ordinaires, 25 francs, et, pour les colis avec valeur déclarée, le montant de cette valeur.

L'expéditeur d'un colis perdu a, en outre, droit à la restitution des frais d'expédition.

1. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette administration le recours contre l'administration correspondante, selon que la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu sur le territoire ou dans le service de cette administration.

2. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu la réexpédition de ce colis.

4. Le paiement de l'indemnité par l'office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'office responsable est tenu de rembourser sans retard, à l'office expéditeur, le montant de l'indemnité payée par celui-ci.

5. Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à partir du dépôt du colis à la poste ; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

6. Si la perte, l'avarie ou la spoliation a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange des deux pays sans qu'il soit possible d'établir dans lequel des deux services le fait s'est accompli, les deux administrations supportent le dommage par moitié.

7. Les administrations cessent d'être responsables des colis postaux dont les ayants droit ont pris livraison.

Art. 11. — Toute déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réelle du colis est interdite. En cas de déclaration frauduleuse, l'expédi-

teur perd tout droit à une indemnité sans préjudice des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Art. 12. — La législation intérieure de chacun des pays contractants demeure applicable en tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans la présente convention.

Art. 13. — Les administrations postales intéressées désignent les bureaux ou localités qu'elles admettent à l'échange international des colis postaux ; elles règlent le mode de transmission de ces colis et arrêtent toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Art. 14. — L'administration des postes de France et l'administration des postes de Gibraltar fixeront d'un commun accord, d'après le régime établi par la convention de Washington du 15 juin 1897, les conditions auxquelles pourront être échangés, entre les bureaux d'échange respectifs, les colis postaux originaires ou à destination des pays étrangers qui emprunteront l'intermédiaire de leurs services.

Art. 15. — Dès que les règlements intérieurs de Gibraltar le permettront, le régime des avis de réception sera étendu d'un commun accord aux colis postaux en provenance ou à destination de la colonie précitée.

Art. 16. — Est réservé au gouvernement français le droit de faire exécuter les clauses de la présente convention par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il pourra en même temps limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

L'administration des postes de France s'entendra avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution par ces dernières de toutes les clauses de la convention ci-dessus et pour organiser le service d'échange.

Elle leur servira d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec l'administration des postes de Gibraltar.

Art. 17. — La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont conviendront les administrations des postes intéressées, après que la promulgation en aura été faite selon les lois particulières à chacun des deux Etats contractants.

2. Elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 18. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente convention qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 22 octobre 1902.

(L. S.) DELCASSÉ.

(L. S.) EDMUND MONSON.

FRANCE — ITALIE

Protocole en vue de la délimitation des possessions respectives sur les côtes de la Mer Rouge.

(10 JUILLET 1901.)

La Commission spéciale visée par l'article 2 du protocole signé à Rome, le 24 janvier 1900, entre la France et l'Italie au sujet de la frontière délimitant leurs possessions respectives dans la région côtière de la mer Rouge et du golfe d'Aden, ayant achevé, sur les lieux, le travail dont elle avait été chargée, et le dit protocole devant maintenant être complété d'après les résultats de ce travail, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont stipulé ce qui suit :

La ligne de frontière, stipulée par l'article 1^{er} du protocole 24 janvier 1900, a son point de départ à la pointe extrême du ras Doumeirah : elle s'identifie ensuite avec la ligne de partage des eaux du promontoire de ce nom ; après quoi, à savoir après le parcours d'un kilomètre et demi, elle se dirige en ligne droite au point, sur le Weima, marqué Bisidiro dans la carte ci-annexée.

A partir de Bisidiro, la ligne se confond avec le *thalweg* du Weima, en le remontant jusqu'à la localité que la carte ci-annexée dénomme Daddato, cette localité marquant ainsi le point extrême de la délimitation franco-italienne établie par le susdit protocole 24 janvier 1900.

En foi de quoi, le présent protocole a été dressé et signé en double exemplaire.

Fait à Rome, le 10 juillet 1901.

*Le Ministre des affaires étrangères
de S. M. le Roi d'Italie,*

(L. S.) PRINETTI.

L'Ambassadeur de France.

(L. S.) CAMILLE BARRÈRE.

ITALIE — MONACO

Déclaration en vue de la communication réciproque des actes de l'état civil.

(31 MARS 1901.)

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, désirant assurer la communication réciproque des actes intéressant l'état civil de leurs ressortissants respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1. — Les deux Gouvernements contractants s'engagent à se remettre

réciiproquement, aux époques déterminées et sans frais, des expéditions, en extraits, dûment légalisées, des actes de naissance, des actes de reconnaissance d'enfants naturels, lorsque ces actes auront été reçus par un officier de l'état civil, des actes de mariage et des actes de décès, dressés sur leur territoire et concernant des ressortissants de l'autre Etat.

Art. 2. — La transmission des actes de décès s'étendra, en outre, aux personnes mortes dans la Principauté de Monaco et qui étaient nées, ou qui avaient, d'après les renseignements fournis aux autorités locales, leur domicile en Italie.

Il en sera de même pour les actes de décès des personnes mortes en Italie, qui seraient nées, ou qui avaient, d'après les renseignements fournis aux autorités locales, leur domicile dans la Principauté de Monaco.

Art. 3. — Les officiers de l'état civil dans la Principauté de Monaco et en Italie se donneront mutuellement avis, par la voie diplomatique, des reconnaissances et légitimations d'enfants naturels inscrites dans les actes de mariage.

Art. 4. — Tous les trois mois, les expéditions des dits actes, dressés pendant le trimestre précédent, seront remises par le Gouvernement monégasque au Représentant de Sa Majesté le Roi d'Italie, à Monaco ; et par le Gouvernement royal à la Légation de Monaco à Rome.

Art. 5. — Il est expressément entendu que la délivrance ou l'acceptation des expéditions des dits actes ne préjugera pas les questions de nationalité.

Les actes de l'état civil demandés de part et d'autre, à la requête de particuliers non pourvus de certificat d'indigence, resteront soumis au paiement des droits exigibles dans chacun des deux pays.

Art. 6. — La présente déclaration sortira ses effets à dater du 1^{er} juillet 1901.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du sceau de leurs armes.

Fait à Rome, en double original, le 31 mars 1901.

Le Ministre des affaires étrangères de L. M. le Roi d'Italie,

(L. S.) PRINETTI.

L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. A. S. le Prince de Monaco,

(L. S.) DUGUÉ DE MAC CHARITY.

ITALIE — MONTENEGRO

Prorogation du Traité de commerce et de navigation.

(29 NOVEMBRE 1901.)

Le traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre l'Italie et le Monténégro le 16-28 mars 1883, ayant été dénoncé par le Gouvernement de S. A. R. le Prince Nicolas, devrait cesser d'être en vigueur à partir du premier

janvier 1902, par la prorogation qu'il a subie en date du 13-26 novembre 1900 ; toutefois les deux Gouvernements intéressés, ayant reconnu l'utilité d'en proroger encore l'échéance, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Le traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre l'Italie et le Monténégro le 16-28 mars 1883, prorogé en date du 13-26 novembre 1900 jusqu'au premier janvier 1902, continuera à rester en vigueur jusqu'au premier janvier 1903.

En foi de quoi, les soussignés ont procédé à la signature de la présente déclaration, sous réserve de l'approbation du Parlement italien (1).

Fait en double expédition, à Cettigne, le 16-29 novembre 1901.

R. BOLLATI.

V. G. VANGOVITCH.

ITALIE — JAPON

Accord en vue du maintien, au 31 décembre 1903, du traitement de la nation la plus favorisée.

(19 JUILLET-3 OCTOBRE 1901.)

Le Chargé d'Affaires d'Italie à Tokio, au Ministre des Affaires étrangères du Japon.

Tokio, ce 19 juillet 1901.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement de S. M. le Roi, mon Auguste Maître, m'a dûment autorisé à adresser au Gouvernement impérial japonais la proposition suivante :

« Les négociations pour la conclusion d'un tarif spécial entre l'Italie et le Japon n'ayant point pu aboutir, les deux Puissances continueront à faire profiter toutes les marchandises, sans distinction, du traitement de la nation la plus favorisée, et cela jusqu'au 31 décembre 1903 (trente et un décembre dix neuf cent trois).

« Etant admis que l'échange de notes entre la Légation royale et le Ministère impérial des affaires étrangères aura la valeur d'une déclaration en bonne et due forme. »

En remerciant Votre Excellence de la réponse qu'elle voudra bien me faire à ce sujet, je Vous prie, etc.

V. COBIANCHI.

Le Ministre des Affaires étrangères du Japon, au Ministre Royal d'Italie à Tokio.

Tokio, le 3 août 1901.

Monsieur le Ministre,

Par une lettre en date du 19 juillet dernier, monsieur le chev. Cobianchi

(1) Approbation du Parlement italien : 13 mars 1902.

a bien voulu, d'ordre de son Gouvernement, me faire savoir la proposition suivante du Gouvernement royal :

« Les négociations pour la conclusion d'un tarif spécial entre le Japon et l'Italie n'ayant point pu aboutir, les deux Puissances continueront à faire profiter toutes les marchandises, sans distinction, du traitement de la nation la plus favorisée, et cela jusqu'au 31 décembre 1903.

« Etant admis que l'échange de notes entre le Ministère des affaires étrangères et la Légation royale aura la valeur d'une déclaration en bonne et due forme. »

Le Gouvernement impérial reconnaît l'intérêt des deux pays de continuer, à titre de réciprocité, l'application du traitement de la nation la plus favorisée aux marchandises qui seront importées de l'Italie au Japon, ainsi qu'à celles qui seront importées du Japon en Italie, jusqu'au 31 du 12^e mois de la 36^e année de Meiji (1903), comme il est indiqué dans la proposition du Gouvernement royal.

En conséquence, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement impérial adhère à la proposition du Gouvernement royal relative à la continuation du traitement de la nation la plus favorisée, et de Lui déclarer que la susdite lettre de monsieur le chev. Cobianchi et la présente lettre auront la même valeur qu'une déclaration en bonne et due forme.

Veuillez agréer, etc.

SOMATRASUKE,
Ministre des affaires étrangères.

ITALIE — MONTÉNÉGRO

Convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique.

(27 NOVEMBRE 1900.) (1)

Sa Majesté le Roi d'Italie et Son Altesse le Prince de Monténégro, animés du désir de garantir dans leurs Etats les droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires ou artistiques, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. le marquis François Bianchi de Castelbianco, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de Son Altesse le Prince de Monténégro, et

Son Altesse le Prince de Monténégro :

M. le Voïvode Gavro Voucovitch, Son Ministre des affaires étrangères, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

(1) Ratifications échangées à Cettigne, le 31 janvier 1901.

Art. 1. — Le Gouvernement d'Italie et le Gouvernement du Monténégro s'engagent réciproquement à empêcher sur leur territoire respectif toute reproduction illicite d'œuvres artistiques ou littéraires, qui, publiées sur le territoire de l'autre Etat, y auraient été déposées avec réserve des droits d'auteur, de même que toute représentation ou exécution illicite des œuvres dramatiques ou musicales d'auteurs ressortissants à l'un des deux pays et réservées sur le territoire de l'autre Etat ; à poursuivre les contrefacteurs et auteurs des reproductions illicites et à saisir les originaux et les copies des œuvres contrefaites, ainsi que les instruments de contrefaçon.

Art. 2. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Cettigne, le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Art. 3. — La présente convention aura la durée de dix ans et il est entendu que si elle n'est pas dénoncée à son échéance, elle se trouvera prorogée d'année en année, tant que l'une ou l'autre des Parties contractantes ne l'aura dénoncée. La dénonciation devra avoir lieu six mois avant l'échéance.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé cette convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Faite, en double expédition, à Cettigne le 14-27 novembre 1900.

(L. S.) BIANCHI DE CASTELBIANCO.

(L. S.) V. G. VOUCOVITCH.

ITALIE-MONTÉNÉGRO

Déclaration additionnelle à l'art. 3 du traité d'extradition du 29 août 1892.

(23 MAI 1902.)

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et celui de Son Altesse Royale le Prince de Monténégro étant tombés d'accord sur l'opportunité de préciser la définition du délit politique, moyennant une adjonction à l'article 3 du traité d'extradition italo-monténégro du 29 août 1892, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de la rédaction suivante, qui fera dorénavant partie intégrante de l'article en question :

« Ne sera pas réputé délit politique, ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne du souverain ou du chef de nos deux Etats ou contre un des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement, soit de séquestration ou de détention illégale, soit de tentatives de ces crimes... »

En foi de quoi, les soussignés ont procédé à la signature de la présente déclaration.

Fait, en double expédition, à Cettigne, le 10/23 mai 1902.

*L'Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de S. M. le Roi
d'Italie,*

(L. S.) R. BOLLATI.

*Le Ministre des affaires
étrangères,*

(L. S.) V. G. VOUCOVITCH.

ITALIE — PAYS-BAS

Accord pour la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage délivrés dans les deux pays.

(9 JUILLET 1900/15 JANVIER 1901.)

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie au Ministre des Pays-Bas à Rome.

Rome le 9 janvier 1900.

Monsieur le Ministre,

En réponse à la note que Vous avez bien voulu m'adresser le 10 mai dernier, j'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Département royal de la marine, ayant reconnu que le nouveau règlement néerlandais pour le jaugeage des navires est conforme aux règlements en vigueur en Angleterre et en Allemagne, n'a aucune difficulté à ce qu'un arrangement particulier soit conclu entre l'Italie et les Pays-Bas pour la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage, sur la base des arrangements analogues passés entre le Gouvernement du Roi et les deux États susmentionnés.

Le Département royal de la marine croit, néanmoins, qu'il suffirait qu'on se mît d'accord pour envoyer simultanément aux autorités compétentes des instructions identiques, afin de les informer de cette entente et les inviter à s'y conformer.

Ces instructions devraient être rédigées d'après le formulaire ci-joint.

Je Vous prie, monsieur le Ministre, de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement néerlandais partage cette manière de voir, est, le cas échéant, de m'informer sous quelle date il désirerait que cet accord entre en vigueur. Cette note et votre réponse suffiraient à témoigner de l'arrangement intervenu entre les deux Gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre,

MALVANO.

Le Ministre des Pays-Bas à Rome au Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 15 janvier 1901.

Monsieur le Marquis,

En réponse à la note de Votre Excellence, j'ai l'honneur de porter à sa connaissance que je viens d'être informé que mon Gouvernement approuve le projet du Ministère de la marine italien concernant le jaugeage des navires, qui était joint à sa note du 9 juillet dernier.

Son Excellence le Ministre des finances à La Haye soumettra donc, aussi-

tôt que possible, à Sa Majesté la Reine un projet réglant cette matière pour ce qui concerne les Pays-Bas et se propose de faire entrer en vigueur ce règlement le premier février prochain.

Je suis chargé, en même temps, de prier le Gouvernement italien de faire de son côté entrer en vigueur les instructions à donner par lui également avant le premier février ou à ce jour même, en remarquant que le décret royal du 18 septembre 1899 (*Journal officiel*, n° 208) contenant l'introduction du nouveau système de jaugeage des navires de mer, n'est entré en vigueur au Pays-Bas que le 20 octobre 1899 et que, par conséquence, cette date devra être mentionnée dans les instructions à donner en Italie.

Veuillez agréer, etc.

WESTENBERG.

ITALIE-SUISSE

Accord en vue de l'extradition des individus poursuivis pour escroquerie d'une valeur inférieure à mille francs.

(5 MARS/15 MAI 1902.)

Le Président de la Confédération Helvétique au Ministre Royal d'Italie à Berne.

Berne, le 5 mars 1902.

Monsieur le Ministre,

En réponse à la note de Votre Excellence du 5 février dernier, nous avons l'honneur de Vous informer que nous consentons à l'extradition du nommé Umberto-Luigi Felli, inculpé de fraude continuée ; cet individu sera conduit le 8 de ce mois à Chiasso.

Nous avons pris acte de la promesse de réciprocité que contient votre note, et nous comptons ainsi qu'à l'avenir d'Italie extradera aussi à la Suisse les individus poursuivis pour escroquerie d'une valeur inférieure à 1000 francs. Nous sommes prêts à accorder à l'Italie l'extradition pour les délits de ce genre, lorsqu'il ne s'agira pas d'infractions minimales, car en pareil cas, la dernière phrase de l'article 3 de la loi fédérale sur l'extradition du 22 janvier 1892 ne permet pas d'accorder l'extradition.

Nous Vous serions très reconnaissants de vouloir bien nous procurer une déclaration de votre Gouvernement, établissant qu'il est prêt à user, dans le même sens, de réciprocité envers la Suisse.

Veuillez agréer, etc.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Président de la Confédération,

ZEMP.

*Le Ministre Royal des Affaires étrangères au Ministre de Belgique à Berne.
chargé des affaires d'Italie.*

Rome, 12 mai 1902 (1).

Monsieur le Ministre,

En relation à la note du commandeur Silvestrelli, en date du 7 mars 1902, je Vous prie de vouloir bien déclarer au Gouvernement fédéral que le Gouvernement du Roi n'a aucune difficulté à accorder en avenir, sous condition de réciprocité, l'extradition à la Suisse des individus poursuivis pour escroquerie d'une valeur inférieure à 1000 francs, sauf dans les cas d'infractions minimales, pour lesquelles l'extradition ne serait pas permise, selon l'art. 3 de la loi fédérale du 22 janvier 1892.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre,

MALVANO.

ITALIE — SUISSE

**Résumé des délibérations des conférences du 1^{er} au 3 mai 1901
tenues à Milan entre les délégués de la Confédération suisse
et du royaume d'Italie relativement à l'entrée du bétail italien
sur les pâturages du canton des Grisons et à l'importation du
bétail.**

PROTOCOLE DU 4 MAI 1901

Les délégués de la Confédération suisse et du royaume d'Italie, savoir :

Pour la Suisse :

M. le colonel *Potterat*, commissaire fédéral pour les épizooties ;
M. *Müller*, chef de la division de l'agriculture du Département fédéral du
Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture,
M. *Caflisch*, conseiller d'Etat du canton des Grisons ;

Pour l'Italie :

M. le commandeur professeur *Bartolomeo Moreschi*, directeur chef de la
division zootechnique au Ministère royal de l'Agriculture, Industrie et Com-
merce ;

(1) L'accord ne doit être considéré comme parfait qu'à la date du 15 mai 1902,
date de la communication de la dite note au Conseil fédéral.

ARCH. DIPL. 1901-1902. — 3^e SÉRIE. t. ~~LIII~~ ~~ET LIV~~.

4

LXXXIII ET LXXXIV.

M. le chevalier professeur Nicola *Lanzilotti*, directeur de l'Ecole royale de médecine vétérinaire à Milan ;

M. le chevalier docteur Giacomo *Cavallini*, conseiller provincial de Come et vétérinaire royal de frontière à Chiasso ;

ont, d'un commun accord et dans l'intérêt des deux pays, reconnu comme utiles et opportunes les dispositions ci-après, remplaçant celles fixées par les conférences du 12/14 mai 1891 qui eurent lieu également à Milan entre les délégués des deux gouvernements :

I

Les animaux appartenant aux espèces chevaline (chevaux, mulets, ânes), bovine, ovine et caprine provenant de l'Italie et destinés aux pâturages des vallées du Misox et Calanca, de Münster, de Poschiavo, de l'Engadine et du Bergell (Bregaglia) pour autant que ces dernières vallées n'appartiennent pas au bassin de réception du Rhin, seront admis aux bureaux de douanes suisses de Sainte-Maria, de Zernez, de Campocologno, de Castasegna et de Chiasso s'ils remplissent les conditions indiquées ci-dessous. L'admission à d'autres bureaux de douanes demeure, en considération des circonstances actuelles et par mesure provisoire de police vétérinaire, réservée à une entente ultérieure.

II

Le bétail d'origine italienne destiné à l'estivage sur des pâturages suisses doit être inscrit, douze jours avant le départ, auprès du Sindaco de la commune où il séjourne.

L'inscription doit contenir :

- 1° Le nom, prénom et domicile du propriétaire des animaux ;
- 2° Le nom et prénom du conducteur des animaux (si le propriétaire ne les accompagne pas lui-même) ;
- 3° L'espèce des animaux ;
- 4° Le nombre des animaux de chaque espèce ;
- 5° L'endroit dans lequel séjournent les animaux au moment de l'inscription ;
- 6° L'indication de l'alpage de destination des animaux et de la commune à laquelle celui-ci appartient ;
- 7° Le chemin que les animaux ont à parcourir pour atteindre la frontière suisse, avec l'indication des localités, des étapes et de la durée du trajet ;
- 8° Le bureau de douane par où les animaux doivent entrer en Suisse ;
- 9° La déclaration d'après laquelle le bétail respectif n'a, depuis trente jours au moins, pas été atteint d'une maladie contagieuse ou infectieuse et que depuis ce même laps de temps aucune de ces maladies n'a régné sur l'espèce dans la localité de provenance.

III

La demande, signée par le sindaco et par le vétérinaire communal, est immédiatement envoyée à la préfecture.

IV

Après avoir reçu les demandes, le préfet délègue le vétérinaire gouvernemental dans la localité où se trouvent les animaux destinés à l'estivage.

V

Le vétérinaire gouvernemental arrivé sur place, doit :

1° Visiter chaque tête de bétail et s'assurer que tout le troupeau est sain et indemne de maladie contagieuse et qu'il n'a pas été en contact avec le bétail malade ;

2° Marquer au moyen d'un appareil spécial chaque animal du troupeau indemne, dans le but d'en établir l'identité ;

3° Prendre note des animaux marqués et reproduire la marque sur le certificat.

VI

Huit jours après la première visite sanitaire, le vétérinaire gouvernemental se rendra, sans autre ordre, au lieu de séjour des animaux pour procéder à la seconde visite.

Si le nombre des animaux a diminué sans motif justifié, ou si le troupeau ne séjourne plus au même endroit, ou si, enfin, l'état sanitaire n'était pas parfait, le vétérinaire refusera la délivrance du certificat sanitaire. Si, lors de la deuxième visite, les animaux sont reconnus exempts de maladies contagieuses, le dit vétérinaire délivrera le certificat d'origine et le fera viser par le sindaco.

VII

La surveillance sanitaire et le contrôle des troupeaux se dirigeant vers la frontière suisse sont exercés par les vétérinaires du gouvernement et des communes.

Si des cas de maladies contagieuses sont constatés dans la contrée que doivent parcourir les troupeaux, les vétérinaires précités prendront les mesures nécessaires pour que les troupeaux passent par des chemins ne présentant aucun danger d'infection.

Le transport des animaux destinés à l'estivage s'effectuera, dans la mesure du possible, par chemin de fer. L'autorité de chaque Pays décidera de l'application de cette mesure sur son territoire. Une déclaration du vétérinaire communal justifiera que le wagon employé pour le transport a été nettoyé et désinfecté avant le chargement des animaux.

VIII

Arrivé au bureau de douanes, le bétail sera visité par le vétérinaire frontière suisse. Dans ce but, les bureaux de douanes indiqués à l'art. I seront ouverts du 10 au 30 juin de chaque année.

Si lors de cette visite un seul cas de maladie contagieuse ou infectieuse, surtout de fièvre aphteuse, était constaté ou si le certificat d'origine était irrégulier, toute importation du bétail d'estivage en Suisse par le bureau en question serait immédiatement suspendue pendant sept jours.

Le bétail qui a été admis à l'estivage en Suisse subira une quarantaine de quatorze jours au pâturage de destination.

IX

Pour la libre importation du bétail suisse en Italie, l'importateur doit présenter à la frontière italienne des animaux non atteints d'une maladie contagieuse et accompagnés de certificats d'origine et de santé délivrés par l'inspecteur du bétail compétent.

Ces certificats seront établis comme suit :

a) Pour les animaux des espèces chevaline et bovine destinés à l'importation, des certificats selon le formulaire A du règlement d'exécution du 14 octobre 1887 et contenant le signalement de l'animal, ainsi que le nom et le domicile du propriétaire.

b) Pour les animaux des espèces caprine, ovine et porcine, des certificats d'après le formulaire B, contenant la désignation des espèces, le nombre de chaque espèce, ainsi que le nom et le domicile des propriétaires.

c) Pour les animaux destinés à l'hivernage, des certificats d'après le formulaire C, sur papier bleu, contenant les mêmes indications que celles mentionnées sous litt. b. Sur chaque certificat, l'inspecteur du bétail compétent doit certifier que l'animal ou les animaux désignés ne sont atteints d'aucune maladie contagieuse, et qu'ils proviennent d'une étable exempte de toute mesure restreignant le commerce du bétail et d'une localité indemne de maladie contagieuse depuis vingt jours.

X

Si une maladie contagieuse venait à être constatée par le vétérinaire frontière italien sur un animal présenté à l'importation, le Gouvernement royal pourra fermer le bureau de douane respectif à l'importation du bétail suisse, mais seulement pendant sept jours depuis la constatation de la maladie.

XI

Il est entendu que rien n'est changé en ce qui concerne l'importation en Suisse du bétail italien de boucherie sous la réserve que la Suisse ne sera entravée en rien dans son droit législatif concernant la police des épizooties.

XII

Les dispositions énoncées ci-dessus seront observées par les deux Parties, aussi longtemps qu'elles n'auront été dénoncées par l'une ou l'autre d'entre elles six mois à l'avance.

Milan, le 4 mai 1901.

*Au nom des délégués de la
Confédération suisse :*

(L. S. POTTERAT

*Au nom des délégués du
Royaume d'Italie :*

(I. S.) B. MORESCHI

ROUMANIE — TURQUIE

Convention de commerce.

CONCLUE LE 30 JUILLET/ 12 AOÛT 1901 (1)

Sa Majesté le Roi de Roumanie et Sa Majesté Impériale le Sultan, Empereur des Ottomans, désireux d'établir par une Convention spéciale sur de nouvelles bases les relations de commerce et de navigation entre leurs Etats respectifs, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Alexandre I^{er} Ghica, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près sa Majesté Impériale le Sultan, Grand Officier de l'Etoile de Roumanie et Commandeur de la Couronne de Roumanie, décoré des Grands Cordons de l'Osmanié et du Medjidié, ainsi que des médailles de l'Imtiaz en or et en argent.

et

Sa Majesté Impériale le Sultan, Empereur des Ottomans :

M. Tevfik Pacha, Son Ministre des Affaires étrangères, décoré du Grand Cordon de l'Imtiaz en brillants, de l'Ordre de l'Iftihar en brillants et des Grands Cordons de l'Osmanié et du Medjidié en brillants, et de l'Etoile de Roumanie, etc., lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — Le Gouvernement impérial ottoman déclare appliquer aux articles d'origine ou de manufacture roumaine les droits d'importation les plus réduits qui sont ou seront inscrits dans les Conventions ou les Tarifs conventionnels de l'Empire ottoman avec toute autre Puissance.

Art. 2. — Le Gouvernement royal de Roumanie déclare appliquer aux articles d'origine ou de manufacture ottomane énumérés dans le tableau ci-annexé les droits d'importation y inscrits et aussi faire bénéficier ces articles des droits plus réduits qui seraient appliqués à l'égard des produits similaires d'un autre Etat.

Les articles d'origine ou de manufacture ottomane non inscrits dans le tableau ci-annexé seront soumis, en Roumanie, aux taxes les plus réduites, actuelles ou futures.

Art. 3. — Les produits d'origine ou de manufacture ottomane qui seront importés en Roumanie et les produits d'origine ou de manufacture roumaine qui seront importés en Turquie seront respectivement soumis — quant aux droits d'exportation, de transit, quant à la réexportation, à l'entrepôt et aux

(1) Ratifiée le 5/18 décembre de la même année.

formalités douanières — au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée, et ils ne seront soumis à aucun droit additionnel de douane ou d'octroi local ou de tout autre genre, ou à des taxes accessoires nouvelles autres que ceux qui existent actuellement ou dont seraient frappés à l'avenir les produits nationaux et ceux des nations les plus favorisées.

Est excepté de la disposition ci-dessus le tabac produit dans l'Empire ottoman, qui, lors de son exportation en Roumanie, restera assujéti à un droit d'exportation de quatre piastres par ocque, soit trois cent douze piastres et demie par cent kilogrammes.

Art. 4. — Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture ottomane ou roumaine, l'importateur pourra être soumis à l'obligation de présenter à la douane du pays d'importation soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu de l'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service de la douane du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les Consuls ou Agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

Art. 5. — Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à ne laisser embarquer dans leurs ports, sauf autorisation spéciale du pays d'importation, aucun article à destination de l'Empire ottoman ou du Royaume de Roumanie qui serait prohibé ou monopolisé dans ces pays.

Ces articles sont :

1° En Turquie : la poudre et les matières explosibles de toute sorte, les armes de guerre et leurs accessoires, les munitions militaires, le tabac sous toutes ses formes, le tombac et le sel ;

2° En Roumanie : la poudre et les matières explosibles de toute sorte, les armes de guerre et leurs accessoires, les munitions militaires, le tabac sous toutes ses formes, le tombac, le sel, les allumettes, les cartes à jeu et le papier à cigarettes.

Les listes ci-dessus pourront être modifiées selon les circonstances par communication préalable et écrite à l'autre Partie.

Art. 6. — Les navires ottomans et leurs cargaisons en Roumanie et les navires roumains et leurs cargaisons dans les Etats de Sa Majesté Impériale le Sultan jouiront, sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Néanmoins les deux Hautes Parties contractantes se réservent et se reconnaissent réciproquement la liberté d'action en tout ce qui concerne les stipulations maritimes ou autres à établir dans la Convention consulaire à conclure entre les deux Etats.

Art. 7. — La présente Convention aura ses effets à partir du jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant cinq ans.

Cependant, après une période de dix-huit mois après la date de l'échange des ratifications, chacune de ces deux Hautes Parties contractantes aura toujours le droit de la dénoncer. Dans ce cas, la Convention cessera de produire ses effets une année à partir du jour où la dénonciation aura été notifiée à l'autre Partie.

Les ratifications seront échangées à Constantinople le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, le 30 juillet (12 août) 1901.

(L. S.) Alex. I. GHICA.

(L. S.) TEVFIK.

ROUMANIE — GRÈCE

Convention de commerce.

(19 DÉCEMBRE 1900, VIEUX STYLE) (1).

Sa Majesté le Roi de Roumanie et Sa Majesté le Roi des Hellènes, animés du même désir de consolider leurs liens d'amitié et de développer les rapports commerciaux entre leurs pays, ont résolu de conclure dès à présent une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi de Roumanie : M. Alexandre MARGHILOMAN, Grand-Officier de son Ordre de l'Etoile de Roumanie, Grand-Cordon de l'Osmanie avec brillants, Grand-Croix de la Couronne de Fer, etc., son Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères ;

Sa Majesté le Roi des Hellènes : M. Georges A. ARGYROPOULOS, Commandeur de l'Ordre royal du Sauveur, Grand-Cordon du Medjidié, Grand-Croix du Mérite civil de Bulgarie, etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Roumanie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les nationaux, les navires et les marchandises de chacun des deux pays jouiront, sur le territoire de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée pour l'importation, l'exportation, le transit et, en général, tout ce qui concerne les opérations commerciales et maritimes, l'exercice du commerce et de l'industrie, le payement des taxes et autres impôts et la protection de la propriété industrielle.

Art. 2. — Les dispositions de l'article précédent sur le traitement de la nation la plus favorisée ne se réfèrent point :

En Roumanie, aux faveurs qui sont accordées par des stipulations spéciales et additionnelles à un Etat limitrophe, et aux réductions ou exemptions de droits dont l'application est restreinte à certaines frontières ou aux habitants de certains districts, pour faciliter le commerce de frontière.

Art. 3. — La présente Convention entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications, et demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un

(1) Les ratifications ont été échangées, à Bucarest, le 22 janvier 1901 (vieux style).

délai de neuf mois, à partir du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

Néanmoins les deux parties contractantes prennent l'engagement de ne pas user de cette faculté de dénonciation avant le 1/14 avril 1903.

Art. 4. — La présente Convention, ainsi que les annexes qui l'accompagnent, seront soumises, dans le plus bref délai, à l'approbation des Parlements roumain et grec, et les ratifications seront échangées à Bucarest, dès que les formalités prescrites par les lois constitutionnelles des Etats contractants auront été accomplies.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Bucarest, le 19 décembre 1900 (vieux style).

(L. S.) Signé : A. MARGHILOMAN.

(L. S.) Signé : G. A. ARGYROPOULOS.

Protocole.

En procédant à la signature de la Convention du commerce sous la date de ce jour entre la Grèce et la Roumanie, les soussignés plénipotentiaires des deux puissances sont convenus de ce qui suit :

Les églises helléniques comprises dans la liste annexée au présent protocole et qui fonctionnent actuellement en Roumanie d'après leurs propres actes de fondation, seront considérées définitivement comme personnes morales (juridiques) et continueront à fonctionner, ainsi que les écoles qui en dépendent, en se conformant aux lois et règlements du Royaume de Roumanie.

Toutefois, elles ne pourront à l'avenir acquérir d'autres biens qu'en se conformant aux lois et règlements du royaume de Roumanie.

Elles ne pourront acquérir des immeubles ruraux.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont dressé et signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Bucarest, le 19 décembre 1900 (v. s.)

(L. S.) Signé : A. MARGHILOMAN.

(L. S.) Signé : G. A. ARGYROPOULOS.

BELGIQUE — FRANCE

Déclaration concernant la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale.

(17 OCTOBRE 1902) (1).

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le roi des Belges, désirant simplifier les règles actuellement suivies pour

(1) Décret portant approbation et publication de la déclaration en France, du 25 octobre 1902. *Journ. off.*, 28 oct. 1902.

la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, sont convenus d'adopter, à l'avenir, les dispositions suivantes :

1° Les actes judiciaires ou extrajudiciaires en matière civile ou commerciale dressés en France et destinés à des personnes domiciliées ou résidant en Belgique seront adressés en double exemplaire, directement par le Gouvernement français, à son agent diplomatique ou consulaire placé le plus près du procureur du roi chargé de les remettre aux destinataires.

L'agent diplomatique ou consulaire les transmettra à ce magistrat qui lui renverra les doubles accompagnés des récépissés délivrés par les destinataires et dûment légalisés ou des attestations de l'autorité requise constatant le fait et la date de la signification dans la mesure où celle-ci aura pu être faite.

2° Les actes judiciaires ou extrajudiciaires dressés en Belgique en matière civile ou commerciale et destinés à des personnes domiciliées ou résidant en France seront, si les officiers du ministère public le jugent opportun, adressés par le gouvernement de S. M. le roi des Belges, en double exemplaire, à son agent diplomatique ou consulaire en France placé le plus près du procureur de la République chargé de les remettre aux destinataires. Ce magistrat renverra à l'agent diplomatique ou consulaire les doubles accompagnés des récépissés légalisés ou des certificats faisant preuve de la signification.

Dans tous les autres cas, les actes judiciaires ou extrajudiciaires, dressés en Belgique en matière civile ou commerciale par les officiers compétents seront par lesdits officiers adressés aux destinataires directement et sous pli recommandés, conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 1^{er} avril 1814 ;

3° La présente déclaration, qui abroge et remplace l'accord intervenu entre les deux gouvernements le 16 novembre 1900 (1), entrera en vigueur le 1^{er} novembre prochain.

En foi de quoi, les soussignés M. Delcassé, député, ministre des affaires étrangères de la République française, et M. le baron d'Anethan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges près le Président de la République française, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 17 octobre 1902.

(L. S. Signé : DELCASSÉ.

(L. S.) Signé : Baron D'ANETHAN.

FRANCE — SUISSE

Convention relative à la délimitation de la frontière entre le mont Dolent et le lac Léman.

(10 JUIN 1891.) (2)

Le Conseil fédéral suisse et le Président de la République française,
Ayant reconnu l'utilité d'une vérification et d'un bornage nouveau de la

(1) V. *Arch. Dipl.*, 1901-1902, n^{os} 4, 5, 6, p. 62.

(2) Conclue à Paris le 10 juin 1891. Ratifiée par la Suisse le 1^{er} juillet 1891. Ratifiée par la France le 19 juin 1900. Entrée en vigueur le 20 juin 1900, 22 novembre 1902.

partie de la frontière franco-suisse comprise entre le mont Dolent et le lac Léman, afin d'éviter le retour des difficultés causées par le renversement, la détérioration et la disparition des bornes, ou par d'autres causes, et ayant fait procéder aux études préliminaires indispensables, ont résolu de consacrer, par une convention, les résultats de ces travaux. A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le président de la République française :

M. *Alexandre Ribot*, député, ministre des affaires étrangères de la République française.

Le Conseil fédéral suisse :

M. *Charles-Edouard Lardy*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suisse à Paris.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Article 1^{er}. — La ligne déterminée par la description ci-annexée forme la frontière entre la Suisse et la France depuis le mont Dolent jusqu'au lac Léman.

Art. 2. — Le tracé ainsi déterminé fixe également les limites des propriétés soit communales, soit particulières, partout où ces limites étaient, jusqu'à ce jour, formées par la frontière politique entre les deux Etats, bien entendu sans préjudice du droit, pour les communes et les particuliers propriétaires, de modifier ultérieurement, en droit privé, ces limites par des transactions nouvelles.

Art. 3. — Il n'est dérogé en rien par la présente convention aux servitudes, droits et usages qui pourraient légitimement exister sur toute l'étendue de la frontière et qui n'auraient pas été expressément visés dans la description ci-annexée.

Art. 4. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra (1). Après l'échange des ratifications, des commissaires des deux gouvernements procéderont à l'abornement de la frontière, conformément à la description ci-annexée. Ils dresseront un procès-verbal de délimitation, auquel seront annexés des tableaux d'abornement et des plans détaillés.

Art. 5. — Les dépenses résultant des travaux de délimitation et de bornage seront supportées par moitié par les deux Etats intéressés.

Art. 6. La présente convention sortira son plein effet après que le procès-verbal de délimitation, prévu à l'article 4 ci-dessus et qui aura même force et valeur que s'il était inséré dans la convention elle-même, aura été approuvé par les deux gouvernements (2).

(1) L'échange des ratifications a eu lieu le 20 juin 1900.

(2) Le procès-verbal de délimitation a été approuvé par le Conseil fédéral le 21 novembre 1902 et par le gouvernement français le 22 novembre 1902.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Paris, le 10 juin 1891.

(L. S.) LARDY.

(L. S.) RIBOT.

ANNEXE

Description de la frontière franco-suisse du mont Dolent au lac Léman.

La section, décrite ci-après, de la ligne frontière franco-suisse a son extrémité méridionale au mont Dolent (point commun avec la frontière italienne) et son extrémité septentrionale à l'embouchure du torrent de la Morge dans le lac Léman.

Entre ces deux points, la frontière n'a pas fait, avant la délimitation actuelle, l'objet d'un arrangement analogue à ceux qui ont fixé les autres parties de la frontière franco-suisse. Le tracé résultait d'une série d'actes intervenus entre les divers souverains successifs du Valais et de la Savoie ; en quelques endroits, on avait adopté, comme frontière internationale, les limites établies, entre communes voisines, aux époques où les territoires séparés aujourd'hui faisaient partie d'un même Etat.

D'autre part, les anciennes bornes, dont un grand nombre remontaient à une époque reculée, avaient été détériorées ou avaient disparu en maint endroit. Cet état de choses avait donné lieu à des contestations qui ont conduit les deux gouvernements à reconnaître la nécessité d'une vérification de la frontière en vue d'un nouvel abornement. Cette vérification a été faite à l'aide d'un examen de tous les documents faisant foi entre les deux gouvernements et notamment de ceux énumérés ci-après :

1° Délimitation entre les communautés de Val-d'Illiez et de la vallée d'Aulph, du 12 juillet 1526 ;

2° Prononcé des gouverneurs de Monthey et du val d'Aulph pour la délimitation entre la montagne de Cuborrex et celle de Brouchioux — en date du 12 juillet 1564 — et procès-verbal d'abornement du 17 du même mois ;

3° Traité de paix et d'alliance conclu à Thonon le 4 mars 1569 entre le duc Emmanuel-Philibert de Savoie, d'une part, l'évêque de Sion et les sept diocèses du Valais, d'autre part ;

4° Traité de Turin, du 3 juillet 1737, au sujet des limites de souveraineté et de propriété des montagnes, entre le roi Charles-Emmanuel de Sardaigne et L. L. E. E. les seigneurs de la République et Etat de Valais ;

5° Procès-verbal de la limitation des lieux limitrophes entre Abondance et Monthey signé en Abondance à Châtel, le 19 octobre 1737, et plan du 30 août 1733 y relatif ;

6° Procès-verbal de limitation de Balme et Catogne entre les Jœurs et Martigny, d'une part, Valloursine et Chamonix, d'autre part, signé à Valloursine le 9 août 1738, et plan du 20 août 1733 y relatif ;

7° Procès-verbal de limitation de la montagne d'Emousson, soit Chésery (Finshauts), signé à Valloursine le 9 août 1738, et plan des montagnes d'Emousson et Barberine du 28 août 1733 y relatif ;

8° Procès-verbaux finaux des commissaires, signés à Valloursine le 9 août 1738 ;

9° Procès-verbal de rétablissement de la limite du pont de l'Islaz, signé à Vallorcine le 1^{er} août 1787.

10° Procès-verbal de redressement d'une limite (borne D, 8, du plan du 20 août 1733) entre le territoire de la République française et celui de la République valaisanne, signé le 5 septembre 1803, 18 fructidor an XI ;

11° Procès-verbal de relèvement de limite entre la commune de Vallorcine, dépendante des Etats de S. M. le roi de Sardaigne et celle de Finhauts, république du Valais, signé le 9 juillet 1827 (borne du pont de l'Isle) ;

12° Procès-verbal de reconnaissance et de remplacement des bornes entre les Etats de S. M. le roi de Sardaigne sur les territoires des communes de Chamonix et Vallorcine, d'une part, et ceux de la république du Valais sur le territoire du village des Jœurs et de la commune de Martigny, d'autre part, signé à Vallorcine le 25 juin 1828 ;

13° Copie, en date du 4 septembre 1845, d'un extrait, daté du 28 avril 1844, des mappes sardes de la pointe du Vaney (col de Coux) au Lac Léman. Ce plan, invoqué dans le procès-verbal de délimitation du 15 août 1862 « par les deux Etats respectifs comme plan-limite officiel », porte la signature des commissaires suisse et sarde, avec mention qu'il est « celui auquel se rapporte le procès-verbal de délimitation des 25, 26 et 27 août 1856 ». Il est fait observer à ce propos qu'une reconnaissance de la frontière entre le Valais et la Savoie a eu lieu en 1845, mais qu'on n'a pu retrouver, ni en France, ni en Italie, le procès-verbal de délimitation de frontière entre le district valaisan de Monthey et la Savoie, procès-verbal qui, à teneur des rapports du commissaire valaisan, aurait été signé le 27 juillet 1845 à Mondame ;

14° Procès-verbal de délimitation signé le 27 août 1856 à Vouvry, canton du Valais, entre les commissaires de la Suisse et de la Sardaigne ;

15° Procès-verbal de délimitation signé le 15 août 1862 à Vouvry (Valais) entre les commissaires suisse et français ;

16° Procès-verbal du remplacement de la borne du col de Balme, signé le 9 août 1862 entre les commissaires du Valais et de la France, avec un croquis y relatif ;

17° Procès-verbal dressé au Châtelard le 2 août et signé à Argentières le 27 septembre 1886 entre les commissaires de la Confédération suisse et de la République française pour le relèvement de la borne du pont de l'Isle ; ce procès-verbal est accompagné d'un croquis.

La description ci-après consacre le résultat de l'étude des documents qui viennent d'être énumérés. Les rares modifications apportées au tracé ne sont que des rectifications sans importance, destinées à améliorer l'abornement. La frontière historique ne subit de changement appréciable qu'entre les communes de Châtel et de Collombey-Muraz, où un échange de parcelles d'environ trois hectares a été jugé nécessaire pour attribuer à la France un terrain formant saillie sur le versant de Savoie et à la Suisse, en compensation, une surface équivalente sur les sommets.

OBSERVATIONS

Les noms de lieux adoptés dans la présente description ont été contrôlés sur le terrain par les délégués chargés, au nom des deux gouvernements, de

l'exécution des travaux préliminaires de délimitation. Lorsqu'un même lieu porte plusieurs noms, la lettre (F) indique le nom employé habituellement par les habitants français, la lettre (S) le nom employé de préférence par les habitants suisses.

Les cotes d'altitude ont été prises sur les cartes actuelles des deux Etats; quelques-unes ont été légèrement corrigées. Elles sont données à titre de renseignements pouvant contribuer à préciser les points (cols ou sommets) auxquels elles s'appliquent, mais ne doivent pas être considérées comme ayant une valeur absolument exacte au point de vue du nivellement.

Les nombres qui accompagnent la description de l'emplacement de chaque borne ne sont qu'approximatifs. L'emplacement précis de chacune d'elles sera défini rigoureusement dans les plans et les tableaux d'abornement à joindre au procès-verbal de délimitation qui suivra la pose des bornes.

INDICATIONS GÉNÉRALES

La frontière est formée :

Du mont *Dolent* au col de *Balme*, par la ligne de partage des eaux séparant le bassin de l'*Arve* en France de celui de la *Drance valaisanne* ;

Du col de *Balme* au pont de l'*Isle* sur l'*Eau-noire*, par une ligne de bornes (n^{os} 1 à 12) ;

Du pont de l'*Isle* sur l'*Eau-noire* à la plaine d'*Emosson* (chute de la *Barberine*, près de *Pierre-blanche*) par la rive gauche de l'*Eau-noire*, puis par la rive droite de la *Barberine* ;

De la chute de la *Barberine*, près de *Pierre blanche*, jusque près des *Flû*, au-dessous du *Perron*, par une ligne de bornes (n^{os} 13 à 15) ;

Des *Flû*, au-dessous du *Perron*, jusqu'au col de *Tanneverge*, par la ligne de partage des eaux séparant le bassin de la *Barberine* en Suisse de ceux de l'*Eau-noire*, de l'*Eau de Bérard*, puis du *Giffre* en France ;

Au col de *Tanneverge*, par une ligne de bornes (n^{os} 16 à 18) ;

Du col de *Tanneverge* au col de *Coux*, par la ligne de partage des eaux séparant les bassins du *Giffre* et de la *Drance du Biot* en France de celui de la *Barberine*, puis de celui de la *Vièze*, en Suisse ;

Au col de *Coux*, par la même ligne de faite jalonnée au moyen de bornes (n^{os} 19 à 21) ;

Du col de *Coux* à *Grande-Conche*, par la ligne de partage des eaux séparant le bassin de la *Vièze* en Suisse de celui de la *Drance du Biot* en France ;

De *Grande-Conche* à la pointe de *Chésery*, par une ligne de bornes (n^{os} 22 à 30) ;

De la pointe de *Chésery* au *Chalet-au-Bert* (au sud-ouest du col de *Morgins*), par la ligne de partage des eaux séparant le bassin de la *Drance d'Abondance* en France de celui de la *Vièze* en Suisse (un point de cette partie est fixé par la borne n^o 31 placée au *Plan des Mitres*) ;

Du *Chalet-au-Bert* à la *Tête du Tronchey*, située près et au sud du col de la *Reculaz* (F) ou de *Croix* (S), par une ligne de bornes (n^{os} 32 à 74) ;

De la *Tête du Tronchey* jusqu'au col de *Savalenaz* (S) ou d'*Arvouin* (F), par la ligne de partage des eaux séparant le bassin du *Rhône valaisan* de celui de la *Drance d'Abondance* en France ;

Du col de *Savalenaz* ou d'*Arvouin* à la pointe d'*Arvouin*, par une ligne de bornes (n^{os} 75 à 76) ;

De la pointe d'*Arvouin* au col de *Vernaz*, par la ligne de partage des eaux

séparant le bassin de la *Drance d'Abondance* en France de celui du *Rhône valaisan*;

Du col de *Vernaz* au sommet des rochers de *Chaudin*, par une ligne de bornes (n^{os} 77 à 82);

Du sommet des rochers de *Chaudin* au mont des *Bovardes*, par la ligne de partage des eaux (deux points de cette partie sont fixés par les numéros 83 et 84);

Du mont des *Bovardes* à la *Dent du Velan*, par une ligne de bornes (n^{os} 85 à 89);

De la *Dent du Velan* (n^o 90) au Sommet des *Nez* (n^o 91), par la rive droite du ravin des *Nez*, puis du Sommet des *Nez* au Pied des *Nez* près de l'*Haut de Morge*, par une ligne de bornes (n^{os} 91 à 94);

Du Pied des *Nez*, près de l'*Haut de Morge*, à l'embouchure de la *Morge* dans le lac *Léman*, par le rive droite de la *Morge* (trois points de cette partie sont fixés par les numéros 95, 96 et 97).

DESCRIPTION DE LA LIGNE FRONTIÈRE

Du mont Dolent au col de Balme

Le point commun aux frontières franco-suisse, italo-suisse et franco-italienne est le sommet (altitude 3 830 mètres environ) du mont Dolent, situé au croisement des chaînes de montagnes qui divisent les trois bassins de l'Arve en France, de la Drance en Suisse et de la Dora Baltea en Italie, ayant à ses pieds les trois glaciers du mont Dolent, d'Argentière et de Pré-du-Bar, nettement séparé des sommets voisins par de profondes dépressions et présentant l'apparence presque géométrique d'une pyramide facile à distinguer de toute la région environnante.

Les communes limitrophes en ce point sont celles de Chamonix en France et d'Orsières en Suisse.

A partir du mont Dolent, la frontière suit la ligne de partage des eaux entre le bassin de l'Arve en France et celui des Drances valaisannes jusqu'au col de Balme. Elle se dirige d'abord vers le nord, en suivant la crête des Aiguilles-rouges, traverse le col ou Pas d'Argentière, atteint le sommet du Tour-noir, dont l'altitude est d'environ 3 824 mètres, passe au col du Tour-noir et prend la direction du nord-ouest. Elle passe ensuite successivement à l'Aiguille d'Argentière, cotée environ 3 901 mètres, au col du Chardonnet, puis à l'Aiguille du Grand Chardonnet (altitude 3 823 mètres environ). De là, se dirigeant vers le nord-est, elle descend à la Fenêtre-du-Tour et remonte à la Grande-Fourche (altitude 3 617 mètres), où, du côté suisse, finit la commune d'Orsières et commence celle de Martigny-combe.

La frontière traverse ensuite le col de la Fourche, puis, tournant vers le nord-ouest, atteint successivement la Petite-Fourche, Tête-blanche, le col du Tour, l'Aiguille du Tour (3 531 mètres), enfin le Pissoir, où elle fait un saillant vers le nord-est. Puis, décrivant une grande courbe dont la convexité est tournée vers le sud-ouest, elle passe au col des Grands et arrive aux Grands-Autannes.

Dans toute la partie qui précède, depuis le mont Dolent, la ligne de par-

tage des eaux, constituant la frontière, est partout déterminée d'une façon suffisamment claire par les formes du terrain, et son tracé ne prête à aucun doute.

Des Grands-Autannes au col de Balme, elle descend en pente raide par une arête étroite jusqu'à la borne n° 1 placée au milieu de la plus méridionale des deux petites dépressions qui forment le col.

Du col de Balme au pont de l'Isle (sur l'Eau-noire)

A partir de ce point, la frontière suit une ligne de bornes, qui, après avoir monté jusque Sur-les-Frêtes, descend, en séparant les pâturages français de Charamillon des pâturages suisses de Catogne près de la Grand'Jeur et traverse ensuite la Forêt-verte pour aboutir à la borne n° 12, placée contre le pont de l'Isle sur l'Eau-noire.

Cette ligne est conforme aux indications suivantes.

Borne n° 1. Placée au sud des auberges actuelles de Balme, dans la plus méridionale des deux dépressions qui forment le col.

Distance à la borne suivante : environ 67 mètres.

Entre les bornes 1 et 2, tracé en ligne droite (cette ligne passe entre les deux auberges actuelles de Balme).

Borne n° 2. Sur la déclivité (vers le sud-ouest) du mamelon qui sépare les deux dépressions formant le col, au nord des auberges actuelles.

Distance à la borne suivante : environ 550 mètres.

Entre les bornes 2 et 3, tracé en ligne droite.

Borne n° 3. Au sommet de la crête dite : Sur-les-Frêtes.

Distance à la borne suivante : environ 293 mètres.

Entre les bornes 3 et 4, tracé en ligne droite.

Borne n° 4. Au sommet d'un petit mamelon rocheux, au point où finit, du côté français, la commune de Chamonix et commence celle de Vallorcine.

Distance à la borne suivante : environ 258 mètres.

Entre les bornes 4 et 5, tracé en ligne droite.

La ligne 4—5 rase l'extrémité est d'un petit étang marécageux situé sur le territoire français.

A la borne 4, la frontière quitte la ligne de partage des eaux entre le bassin de l'Arve et celui du Rhône valaisan, pénètre dans celui-ci et ne rejoint la ligne de partage des eaux qu'au Cheval-blanc (Voir plus loin : section des Flû au col de Tanneverge).

Borne n° 5. Près du bord du changement de pente qui suit le plateau où se trouve le petit étang français rasé par la ligne 4—5.

Distance à la borne suivante : environ 181 mètres.

Entre les bornes 5 et 6, tracé en ligne droite.

Borne n° 6. Un peu au-dessus d'un petit escarpement.

Distance à la borne suivante : environ 444 mètres.

Entre les bornes 6 et 7, tracé en ligne droite.

Borne n° 7. Près du pâturage dit : montagne des Lanches.

Distance à la borne suivante : environ 165 mètres.

Entre les bornes 7 et 8, tracé en ligne droite.

Un ruisseau, nommé ruisseau de la montagne de Balme, coule parallèlement à la frontière et à 150 mètres environ plus à l'ouest.

Borne n° 8. Un peu au-dessus d'un petit escarpement rocheux.

Distance à la borne suivante : environ 681 mètres.

Entre les bornes 8 et 9, tracé en ligne droite.

Entre les bornes 8 et 9, la ligne laisse à l'est les chalets de la Gran'Jeur, puis entre dans la Forêt-verte.

Borne n° 9. Sur un petit mamelon rocheux.

Distance à la borne suivante : environ 97 mètres.

Entre les bornes 9 et 10, tracé en ligne droite.

Borne n° 10. Près du bord de l'arête rocheuse qui domine la vallée de l'Eau-noire.

Distance à la borne suivante : environ 524 mètres.

Entre les bornes 10 et 11, tracé en ligne droite.

Borne n° 11. Contre un sentier, sur une petite crête rocheuse, dans la Forêt-verte.

Distance à la borne suivante : environ 242 mètres.

Entre les bornes 11 et 12, tracé en ligne droite, sous la réserve qui suit relativement au pont de l'Isle.

Borne n° 12. Près du pont de l'Isle, sur la rive gauche de l'Eau-noire, sur le côté nord-ouest de la route de Chamonix à Martigny. La borne est à hauteur et près du dé du garde-corps amont du pont.

Le pont de l'Isle, bien qu'obliquement coupé près de son extrémité par la ligne droite reliant les bornes 11 et 12, fait, ainsi que le sol sur lequel reposent ses fondations, partie du territoire français.

A l'Eau-noire finit, du côté suisse, la commune de Martigny-combe et commence celle de Finshauts.

Du pont de l'Isle sur l'Eau-noire à la plaine d'Emosson (chute de la Barberine, près de Pierre-blanche).

A partir de la borne n° 12, la frontière remonte la rive gauche de l'Eau-noire jusqu'au confluent de la Barberine avec cette rivière, le nom d'Eau-noire s'appliquant au cours d'eau qui vient du col des Montets et de l'Eau de Bérard, le nom de Barberine s'appliquant au torrent qui vient d'Emosson et du mont Ruan. A ce confluent, la limite traverse le lit de la Barberine. Elle remonte ensuite la rive droite de ce torrent jusqu'au lieu dit Pierre-blanche, c'est-à-dire jusqu'au point où la Barberine, après avoir coulé sur le haut plateau d'Emosson, entre dans un étranglement rocheux, pour se précipiter en cascade vers la vallée de l'Eau-noire.

Il est convenu que, par rive gauche de l'Eau-noire, puis par rive droite de la Barberine, on doit entendre le sommet de la berge correspondante, c'est à-dire du petit talus d'éboulement en pente raide ou du petit escarpement rocheux qui borde immédiatement le cours d'eau, de façon à comprendre seulement l'espace nécessaire à l'écoulement des grandes eaux et à la culée des ponts construits ou à construire.

De la chute de la Barberine (près de Pierre-blanche) jusque près des Flû (au-dessous du Perron).

La frontière cesse d'être marqué par la rive droite de la Barberine, à partir du pont où cette rive est rencontrée par la ligne droite : borne 13 à borne 14,

prolongée vers l'est ; elle suit d'abord cette ligne droite jusqu'à la borne 13, puis, à partir de cette borne, une ligne polygonale, marquée par les bornes 13, 14 et 15 et conforme aux indications suivantes.

Borne n° 13. Au sommet d'un petit tertre rocheux à 3.₂₅ m. environ (en distance horizontale) de l'aplomb du bord de l'eau.

Distance à la borne suivante : environ 130 mètres.

Entre les bornes 13 et 14, tracé en ligne droite.

N° 14. Inscription gravée sur la paroi verticale, tournée vers l'est, d'un grand rocher en saillie vers la Barberine et dont le pied nord est baigné par cette rivière. Ce rocher porte encore la date de 1738 et les armoiries de cette époque.

Distance à la borne suivante ; environ 418 mètres.

Entre les bornes 14 et 15, tracé en ligne droite.

N° 15. Inscription gravée sur une paroi rocheuse verticale, et tournée vers le nord, sur le versant nord de la crête des Flû, près du sentier qui conduit du village de Barberine aux chalets d'Emosson. Ce rocher porte encore la date de 1738 et les armoiries de cette époque.

Depuis les Flû (au-dessous du Perron) jusqu'au col Tanneverge.

Le rocher qui porte le n° 15 ne se trouvant pas sur la ligne de partage des eaux, il est convenu qu'à partir de ce point la limite est formée par une ligne droite, formant, avec la direction 15-14, un angle d'environ 168 grades 70 minutes. Cette ligne a été choisie comme se dirigeant vers le premier sommet aigu, facile à reconnaître depuis la plaine d'Emosson, dans l'arête montagneuse qui sépare le bassin de la Barberine de celui de l'Eau-noire. A partir du point où cette ligne droite rencontre la ligne de partage des eaux, la frontière se confond avec celle-ci, en suivant la crête dont les points les plus remarquables sont l'Aiguille du vent, le Grand-Perron, la brèche du Perron, l'Aiguille du Charmoz et le col du Sassey ou de la Terrasse.

Toute cette ligne rocheuse, très escarpée, a la direction générale du nord-est au sud-ouest jusqu'à un point coté environ 2.757 mètres. Tournant, à partir de là, vers le nord-ouest, la limite, suivant toujours la ligne de partage des eaux, descend du col du Vieux et remonte au sommet du Cheval-blanc, coté environ 2.841 mètres, où elle rejoint, à l'extrémité de l'arête du Grenairon, la chaîne principale venant du col des Montets et du Buet.

Au Cheval-blanc finit, côté français, la commune de Vallorcine et commence celle de Sixt.

A partir de ce sommet, la frontière prend la direction générale du nord-nord-est, passe successivement au col du Grenairon et au col ou Bas-des-Cavales et atteint la pointe de la Finive (S) dite aussi pointe de Pratriond (F) (altitude : 2.877 m. environ), où, du côté suisse, finit la commune de Finshauts et commence celle de Salvan.

Puis, déterminée toujours par la ligne de partage des eaux, la frontière descend jusqu'à la borne n° 16, placée sur un petit mamelon au sud du col de Tanneverge.

Col de Tanneverge.

Aux environs immédiats de ce col, la limite est marquée par les bornes 16, 17 et 18, conformément aux indications suivantes.

Borne n° 16. Sur une éminence au sud du col.

Distance à la borne suivante : environ 103 mètres.

Entre les bornes 16 et 17, tracé en ligne droite.

Bornes n° 17. Au milieu du col, à environ 154 mètres du signal géodésique français.

Distance à la borne suivante : environ 70 mètres.

Entre les bornes 17 et 18, tracé en ligne droite.

Borne n° 18. Au bord d'un escarpement rocheux, au nord du col.

Du col de Tanneverge au col de Coux.

A partir de la borne n° 18, la frontière se confond de nouveau avec la ligne de partage des eaux. Elle monte d'abord à la pointe de Tanneverge, cotée environ 2.982 mètres et suit, dans la direction du nord-nord-est, une arête rocheuse escarpée, émergeant de glaciers qui descendent sur les deux versants ; elle passe ainsi à la pointe des Rosses, puis à la Tête du même nom, pour arriver au sommet du grand mont Ruan, dont l'altitude est d'environ 3.047 mètres.

Au grand mont Ruan finit, du côté suisse, la commune de Salvan et commence celle d'Evionnaz.

Après ce sommet, la frontière, continuant à suivre la ligne de partage des eaux, prend brusquement la direction de l'ouest ; courant toujours entre des glaciers, elle passe au petit mont Ruan ou Tour de Suzanfe et descend par une longue arête dénudée, en pente douce, au col du Sagerou ; puis, elle remonte au sommet du mont Sagerou et arrive ainsi au point (altitude : environ 2.774 m.) d'où se détache la dent de Bonavaux et qui est, en même temps, le point de séparation des communes suisses d'Evionnaz et de Champéry.

Elle suit alors la cime de la longue arête de rochers escarpés que l'on nomme les Dents-blanches, passe à la brèche de la Goletta de l'Aulla et atteint le signal de Foilly (altitude : environ 2.700 m.), où, du côté français, finit la commune de Sixt et commence celle de Samoëns.

A l'ouest du signal de Foilly, les Dents-blanches, dont l'arête continue à former la démarcation, se prolongent encore de 700 mètres environ vers l'ouest. Puis la frontière, suivant toujours la ligne de partage des eaux entre le Rhône valaisan et les Drances savoisiennes, prend la direction générale du nord-nord-ouest, passe successivement au col de Bostan, à la Tête du même nom, au col de Bretolet et atteint le signal de la Berthaz ou de Berroix, qui porte, dans la série des bornes-frontières, le n° 19.

Col de Coux.

Du signal de la Berthaz au col de Coux, la ligne de faite continue à former la frontière ; il a été néanmoins jugé nécessaire de la marquer d'une manière

apparente au moyen des bornes 19, 20 et 21, conformément aux indications suivantes.

Borne n° 19. Formée par le signal géodésique de la Berthaz ou de Berroix.

Distance en ligne droite à la borne suivante : environ 192 m.

Entre les bornes 19 et 20, la frontière suit la ligne de partage des eaux.

Borne n° 20. Près d'un petit col au sud de la croix plantée au-dessus de la petite auberge actuelle.

Distance en ligne droite à la borne suivante : environ 93 m.

Entre les bornes 20 et 21, la frontière suit la ligne de partage des eaux.

Borne n° 21. Un peu au sud et au-dessus du chemin qui traverse le col.

Du col de Coux à Grande-Conche.

Au delà du col de Coux, la frontière suit, avec la ligne de partage des eaux, la direction du nord, passe sur le sommet des rochers de Vannez et arrive à la pointe de la Léchère, cotée environ 2.174 mètres, où, du côté français, finit la commune de Samoëns et commence celle de Morzine.

Elle atteint ensuite la pointe de l'Aiguille ou de Fornet, dont l'altitude est d'environ 2.306 mètres, se dirige vers le nord-est, passe successivement en suivant toute la cime de la montagne d'Avoréaz, au col de Bassachaux, à la pointe de Lécherot (2.206 m.), au passage de Lécherot ou de Chavanette et atteint la pointe de Chavanette (2.224 m.), où, du côté français, finit la commune de Morzine et commence celle de Montriond.

De là, elle descend au col de Cuboré ou Cuborrex.

Dans toute la chaîne montagneuse qui s'étend du col de Coux au col de Cuboré et qui sépare le bassin des Drances savoisiennes de celui du Rhône valaisan, plus particulièrement le bassin de la Drance du Biot de celui de la Vièze, la ligne de faite servant de frontière est très clairement déterminée par des formes bien accusées.

Du col de Cuboré, la frontière, suivant toujours la même ligne de partage des eaux, monte sur Grande-Conche, où se trouve la borne n° 22.

De Grande-Conche à la pointe de Chésery.

La borne n° 22 est placée sur la plus septentrionale des deux petites pointes de Grande-Conche (altitude : environ 2.139 m.). A partir de ce point, où finit du côté suisse la commune de Champéry et commence celle de Trois-torrents, la démarcation est déterminée par une ligne de bornes (n°s 22 à 30) conformément aux indications suivantes.

Borne n° 22. Sur la plus septentrionale des deux petites pointes de Grande-Conche.

Distance à la borne suivante : environ 448 mètres.

Entre les bornes 22 et 23, tracé en ligne droite.

Borne n° 23. Sur la déclivité vers le nord d'un petit mamelon dans le pâturage dit des Cases.

Distance à la borne suivante : environ 123 mètres.

Entre les bornes 23 et 24, tracé en ligne droite.

Borne n° 24. Entre deux ruisseaux, au fond du vallon.

Distance à la borne suivante : environ 310 mètres.

Entre les bornes 24 et 25, tracé en ligne droite.

Borne n° 25. Au sommet d'un petit mamelon.

Distance à la borne suivante : environ 316 mètres.

Entre les bornes 25 et 26, tracé en ligne droite.

Borne n° 26. Au sommet d'un petit tertre, à l'ouest du sentier.

Distance à la borne suivante : environ 66 mètres.

Entre les bornes 26 et 27, tracé en ligne droite.

Borne n° 27. Sur un petit tertre rocheux, près et à l'est du sentier.

Distance à la borne suivante : environ 323 mètres.

Entre les bornes 27 et 28, tracé en ligne droite.

Borne n° 28. Au bord de la pente d'un mamelon, à l'ouest du sentier.

Distance à la borne suivante : environ 113 mètres.

Entre les bornes 28 et 29, tracé en ligne droite.

N° 29. Inscription sur un bloc de rocher isolé, situé sur le versant suisse, au sud-est du col de Chésery ou de Chaux-fleurie et nommé Pierraz-Miaux.

Ce rocher porte la croix de Savoie et l'écusson du Valais, qui y ont été gravés autrefois.

A la Pierraz-Miaux finit, du côté français, la commune de Montriond et commence celle d'Abondance.

Distance à la borne suivante : environ 214 mètres.

Entre les bornes 29 et 30 tracé en ligne droite.

Borne n° 30. Au nord-est du col de Chésery ou de Chaux-fleurie, près et à l'ouest d'un petit lac, sur un ressaut de la pente qui monte vers la pointe de Chésery.

La partie qui s'étend depuis la borne n° 22 jusque près et au sud de la borne n° 28 se trouve sur le versant français, dont le haut des pentes est ainsi laissé à la Suisse ; la partie plus au nord se trouve au contraire sur le versant suisse, en sorte que le col de Chésery ou de Chaux-fleurie, qu'on appelle encore col de la Pierraz-Miaux, est laissé sur territoire français.

Au nord de la borne n° 30, la frontière est formée par la ligne droite qui joint cette borne à la pointe de Chésery, appelée souvent aussi pointe de Becret. Cette pointe, dont l'altitude est d'environ 2.250 mètres, est le sommet d'où se détache, à l'ouest, la chaîne qui sépare la Drance du Biot et la Drance d'Abondance ; là finit, du côté français, la commune d'Abondance et commence celle de Châtel.

De la pointe de Chésery au Chalet-au-Bert (au sud-ouest du col de Morgins).

La pointe de Chésery fait partie de la ligne de partage des eaux entre le bassin des Drances savoisiennes et celui du Rhône valaisan (plus précisément, du bassin de la Vièze). A partir de ce sommet jusqu'à la borne n° 32 placée près du Chalet-au-Bert, au-dessus et au sud-ouest du col de Morgins, la frontière suit cette ligne de partage, allant, comme direction générale, du sud-ouest au nord-est. Elle descend d'abord au col de la Chaux des Rosées, passe par le sommet des trois pointes auxquelles on donne le nom de Corne-

puis au col de la Chaux des Châtelets et atteint le sommet appelé, en Suisse, Tête du géant, et, en France, le Boccor (altitude 2.235 m. environ). Elle suit alors une crête que les Français nomment Sur-les-combes, et les Suisses Arête des rochers, et dont le point le plus élevé, coté environ 2.162 mètres, est désigné sous les noms de Lingaa ou de la Chon. L'Arête des rochers ou de Sur-les-combes finit au col de Fecon. De ce col, la frontière remonte au Vêla du Pertuis (dont l'altitude est de 1.901 m. environ) et redescend par une crête étroite, à peine inclinée en pente très douce, au Plan des Mitres (1.881 m.). En ce point, la ligne de faite se dédouble. La ligne principale de partage des eaux s'affaisse brusquement à l'est, semblant se détacher de la ligne secondaire et, par des mouvements de terrain aux formes molles et indécises, va passer au point le plus élevé du col de Morgins, dit Pertuis de Morgins (altitude 1.386 m. environ), c'est-à-dire à l'extrémité méridionale du plateau marécageux et légèrement incliné qui forme l'ensemble du col de Morgins ; de là, elle remonte à la Pointe du Corbeau. La ligne secondaire, bien mieux marquée, prolonge vers le nord la direction venant du col de Fecon, en se maintenant encore longtemps à une altitude plus forte que la ligne principale et en conservant la forme d'une arête nettement accusée ; elle passe ainsi à la Pointe du Midi (1.859 m.), descend en pente assez raide jusqu'au Chalet-au-Bert, bâti sur un petit ressaut de terrain, et va finir, en pente très raide, au point le moins élevé du col de Morgins, dit Pas de Morgins (altitude 1.380 m.), c'est-à-dire à l'extrémité septentrionale du plateau marécageux dont il a été question plus haut.

C'est sur ce chaînon secondaire que passe la frontière, en suivant d'abord la ligne de faite jusqu'auprès du Chalet-au-Bert, puis une ligne de bornes jusqu'au Pas de Morgins, près de l'oratoire élevé en ce point.

A l'endroit où la ligne de faite se dédouble, la frontière est marquée par la borne n° 31.

Borne n° 31. (Altitude : environ 1.881 m.). Sur la ligne de partage des eaux, au lieu dit le Plan des Mitres, à la bifurcation des deux lignes de faite se dirigeant l'une sur le Pertuis, l'autre sur le Pas de Morgins.

Distance en ligne droite à la borne suivante : environ 785 m.

Entre les bornes 31 et 32, la frontière suit la ligne de faite secondaire par la Pointe du Midi.

Du Chalet-au-Bert à la tête du Tronchey, située près et au sud du col de la Reculaz (F) ou de Croix (S).

A partir de la borne n° 32, placée près du Chalet-au-Bert, la frontière suit une ligne ininterrompue de bornes jusqu'à celle qui porte le n° 74 et qui est placée au sommet du lieu dit le Tronchey, à l'est du col de la Reculaz (F) ou de Croix (S). Les premières (n° 31 à 36) déterminent la limite depuis le Chalet-au-Bert jusqu'au Pas de Morgins et sont placées conformément aux indications suivantes :

Borne n° 32. Au pied de la pente venant de la Pointe du Midi, à l'extrémité ouest du ressaut sur lequel est bâti le Chalet-au-Bert, au nord-ouest de ce chalet.

Distance à la borne suivante : environ 78 mètres.

Entre les bornes 32 et 33, tracé en ligne droite.

Borne n° 33. Au nord-est du Chalet-au-Bert, au bord de la forêt et de la

pente descendant vers l'oratoire du Pas de Morgins.

Distance à la borne suivante : environ 165 mètres.

Entre les bornes 33 et 34, tracé en ligne droite.

Borne n° 34. Au commencement de la tranchée forestière descendant sur l'oratoire du Pas de Morgins.

Distance à la borne suivante : environ 114 mètres.

Entre les bornes 34 et 35, tracé en ligne droite.

Borne n° 35. Dans la tranchée forestière descendant sur l'oratoire du Pas de Morgins.

Distance à la borne suivante : environ 139 mètres.

Entre les bornes 35 et 36, tracé en ligne droite.

Borne n° 36. A l'est de la route du Chatel à Morgins, près et au sud de l'oratoire du Pas de Morgins.

Après le Pas de Morgins, la ligne des bornes se développe sur le versant français, d'abord à travers la forêt qui domine le col à l'est, puis en coupant l'arête qui part de la Pointe du Corbeau et finit au-dessus de Châtel, ensuite en traversant la partie supérieure de la vallée [de Conche, au-dessous du lac du Goliet (S) ou de Conche (F) et en remontant le flanc septentrional de cette vallée. Elle regagne, à la borne n° 57, placée sur la montagne de Morclan, la ligne de partage des eaux qui sépare le bassin de la Drance d'Abondance de celui du Rhône valaisan et la suit jusqu'à la borne n° 61, placée un peu au sud du col d'Onnaz, vers l'extrémité de l'arête descendant de la pointe des Ombrioux. Elle rentre ensuite sur le versant français, en jalonnant à peu près le haut des pentes qui encadrent la combe de Barmissine, puis, en coupant le haut pâturage de Chaux-Longe, jusqu'à la borne n° 70, placée dans un petit col au nord de ce pâturage et au nord-est du signal géodésique de la Tour du Don. Elle atteint enfin la borne n° 74, soit par des lignes droites de borne à borne, soit en suivant le bord des escarpements.

Les détails de ce tracé sont conformes aux indications suivantes :

Borne n° 36. Placée comme il est dit plus haut, près et au sud de l'oratoire du Pas de Morgins, à l'est de la route de Châtel à Morgins.

Distance de la borne suivante : environ 421 mètres.

Entre les bornes 36 et 37, tracé en ligne droite.

Borne n° 37. Sur un petit tertre dans la tranchée forestière.

Distance à la borne suivante : environ 128 mètres.

Entre les bornes 37 et 38, tracé en ligne droite.

Borne n° 38. Sur un petit tertre dans la tranchée forestière, un peu au-dessus d'un sentier, à peu près au sommet de la clairière de Mazet, qui est sur territoire français.

Distance à la borne suivante : environ 249 mètres.

Entre les bornes 38 et 39, tracé en ligne droite.

Borne n° 39. Dans la tranchée forestière.

Distance à la borne suivante : environ 183 mètres.

Entre les bornes 39 et 40, tracé en ligne droite.

N° 40. Inscription dans la paroi verticale et face à l'ouest d'un rocher situé un peu au-dessus d'un sentier. — Ce rocher porte encore les armoiries de la Savoie et du Valais, et la date de 1737.

Distance à la borne suivante : environ 203 mètres.

Entre les bornes 40 et 41, tracé en ligne droite.

Borne n° 41. Dans la tranchée forestière.

Distance à la borne suivante : environ 259 mètres.

Entre les bornes 41 et 42, tracé en ligne droite.

Borne n° 42. Sur la crête descendant de la Pointe du Corbeau, vers Châtel, au-dessus d'un rocher appelé rocher du Cheval-blanc.

A cette borne finit, du côté suisse, la commune de Trois-torrents et commence celle de Collombey-Muraz.

Distance de la borne suivante : environ 75 mètres.

Entre les bornes 42 et 43, tracé en ligne droite.

N° 43. Inscription dans la paroi verticale et faisant face au nord-est des rochers dits du Cheval-blanc, près du pied de la paroi.

Distance à la borne suivante : environ 134 mètres.

Entre les bornes 43 et 44, tracé en ligne droite.

Borne n° 44. Sur la rive gauche du ruisseau qui coule vers les Mouilles de Conche, au-dessous du sentier qui longe le ruisseau.

Distance à la borne suivante : environ 65 mètres.

Entre les bornes 44 et 45, tracé en ligne droite.

Borne n° 45. Au sommet de la pente raide qui forme le flanc septentrional du vallon du ruisseau coulant vers les Mouilles de Conche ; se trouve dans la tranchée forestière,

Distance à la borne suivante : environ 99 mètres.

Entre les bornes 45 et 46, tracé en ligne droite.

N° 46. Inscription dans une paroi rocheuse verticale, faisant face à l'ouest, où se retrouvent la date de 1737 et les armoiries gravées à cette époque.

Distance à la borne suivante : environ 202 mètres.

Entre les bornes 46 et 47, tracé en ligne droite.

Borne n° 47. Sur une petite crête en pente douce, dans la tranchée forestière.

Distance à la borne suivante : environ 172 mètres.

Entre les bornes 47 et 48, tracé en ligne droite.

Borne n° 48. Dans la tranchée et dans une partie presque horizontale de la forêt.

Distance à la borne suivante : environ 143 mètres.

Entre les bornes 48 et 49, tracé en ligne droite.

La ligne 48—49 passe à 180 mètres environ au nord-ouest du lac de Goliet (S) ou de Conche (F), qui est sur territoire suisse.

Borne n° 49. Dans la partie presque horizontale du vallon de Conche, près et au sud du chemin de Châtel à Vionnaz par « Sur le Crêt » et Cermeux.

Distance à la borne suivante : environ 261 mètres.

Entre les bornes 49 et 50, tracé en ligne droite.

Borne n° 50. Dans la tranchée forestière, au bas d'une pente assez raide.

Distance à la borne suivante : environ 252 mètres.

Entre les bornes 50 et 51, tracé en ligne droite.

La tranchée forestière qui va de la borne 49 à la borne 53 laisse à l'est la forêt suisse de Chermillon et à l'ouest la forêt française de Cernié.

Borne n° 51. Dans la tranchée forestière.

Distance à la borne suivante : environ 123 mètres.

Entre les bornes 51 et 52, tracé en ligne droite.

Borne n° 52. A la sortie de la forêt.

Distance à la borne suivante : environ 221 mètres.

Entre les bornes 52 et 53, tracé en ligne droite.

Borne n° 53. Au-dessus du commencement d'une ligne d'arbres dont elle est séparée par un fossé.

Distance à la borne suivante : environ 67 mètres.

Entre les bornes 53 et 54, tracé en ligne droite.

Borne n° 54. Sur le bord d'un sentier.

Distance à la borne suivante : environ 91 mètres.

Entre les bornes 54 et 55, tracé en ligne droite.

Borne n° 55. Sur la pente sud descendant de Morclan.

Distance à la borne suivante : environ 99 mètres.

Entre les bornes 55 et 56, tracé en ligne droite.

Borne n° 56. Sur la pente sud descendant de Morclan.

Distance à la borne suivante : environ 54 mètres.

Entre les bornes 56 et 57, tracé en ligne droite.

Borne n° 57. Sur la ligne de partage des eaux, à l'est du sommet de la montagne de Morclan.

Distance en ligne droite à la borne suivante : environ 60 m.

Entre les bornes 57 et 58, la frontière suit la ligne de partage des eaux.

Borne n° 58. Dans une très faible dépression de la ligne de partage des eaux en forme de col.

Distance en ligne droite à la borne suivante : environ 280 mètres.

Entre les bornes 58 et 59, la frontière suit la ligne de partage des eaux.

Borne n° 59. Au milieu du col du Folière.

Distance en ligne droite à la borne suivante : environ 184 mètres.

Entre les bornes 59 et 60, la frontière suit la ligne de partage des eaux.

Borne n° 60. Au sommet de la pointe rocheuse et escarpée des Ombrieux.

Distance en ligne droite à la borne suivante : environ 345 mètres.

Entre les bornes 60 et 61, la frontière suit la ligne de partage des eaux.

Borne n° 61. Un peu au sud du col appelé Portes d'Onnaz.

Distance à la borne suivante : environ 168 mètres.

Entre les bornes 61 et 62, tracé en ligne droite.

Borne n° 62. Un peu au-dessus du sommet de la pente qui descend vers la combe de Barmissine.

Distance à la borne suivante : environ 41 mètres.

Entre les bornes 62 et 63, tracé en ligne droite.

Borne n° 63. Un peu au-dessus du sommet de la pente qui descend vers la combe de Barmissine.

Distance à la borne suivante : environ 157 mètres.

Entre les bornes 63 et 64, tracé en ligne droite.

Borne n° 64. Un peu au-dessus du sommet de la pente qui descend vers la combe de Barmissine.

Distance à la borne suivante : environ 109 mètres.

Entre les bornes 64 et 65, tracé en ligne droite.

Borne n° 65. Un peu au-dessus du sommet de la pente qui descend vers la combe de Barmissine.

Distance à la borne suivante : environ 137 mètres.

Entre les bornes 65 et 66, tracé en ligne droite.

Borne n° 66. Dans le pâturage de Chaux-Longe.

Distance à la borne suivante : environ 129 mètres.

Entre les bornes 66 et 67, tracé en ligne droite.

Borne n° 67. Dans le pâturage de Chaux-Longe, au milieu d'une faible dépression en forme de vallon.

Distance à la borne suivante : environ 73 mètres.

Entre les bornes 67 et 68, tracé en ligne droite.

Borne n° 68. Dans le pâturage de Chaux-Longe, sur un mouvement de terrain en forme de dos d'âne.

Distance à la borne suivante : environ 54 mètres.

Entre les bornes 68 et 69, tracé en ligne droite.

Borne n° 69. Au sommet du dos d'âne où se trouve la borne 68, au sud-est d'une mare presque toujours desséchée, dite mare de Chaux-Longe ou Creux-dessus.

Distance à la borne suivante : environ 75 mètres.

Entre les bornes 69 et 70, tracé en ligne droite.

La ligne 69—70 laisse entièrement sur le territoire français la mare de Chaux-Longe.

Borne n° 70. Dans un col au nord-est de la Tour du Don.

A la borne n° 70 finit, du côté suisse, la commune de Collombey-Muraz et commence celle de Vionnaz.

Distance en ligne droite à la borne suivante : environ 156 mètres.

Entre les bornes 70 et 71, la frontière suit le bord de l'arête rocheuse.

Borne n° 71. Près du sommet de l'arête rocheuse.

Distance en ligne droite à la borne suivante : environ 385 mètres.

Entre les bornes 71 et 72, la frontière suit le bord de l'arête rocheuse, puis la ligne de partage des eaux.

Borne n° 72. Au centre d'un petit col, au nord du bas-fond appelé Creux-dessous.

Distance en ligne droite à la borne suivante : environ 64 mètres.

Entre les bornes 72 et 73, la frontière suit la ligne de partage des eaux.

Borne n° 73. A l'extrémité nord d'une croupe venant de la borne n° 74.

Distance en ligne droite à la borne suivante : environ 220 mètres.

Entre les bornes 73 et 74, la frontière suit la ligne de partage des eaux.

Borne n° 74. Au sommet de la montagne du Tronchey, dite tête du Tronchey.

De la tête du Tronchey au col de Savalenaz (S) ou d'Arvouin (F).

A partir de la borne n° 74, la frontière suit constamment la ligne de partage des eaux entre le bassin de la Drance d'Abondance et celui du Rhône valaisan jusqu'au col de Savalenaz (S) ou d'Arvouin (F), où se trouve placée la borne n° 75.

La direction générale de cette ligne va du sud-est au nord-ouest.

Séparant les pentes bien accusées du côté français, plus souvent abruptes du côté suisse, la ligne de faite servant de frontière est partout nettement marquée.

Les points principaux qu'elle rencontre sont, après la borne n° 74 :

le col de la Reculaz (F) ou de Croix (S) ;

la montagne et l'arête rocheuse du Mouët ; vers la pointe nord de cette arête (cotée environ 1.925 mètres) finit, du côté français, la commune de Châtel et commence celle de la Chapelle ;

la pointe rocheuse de Scex rouge (altitude 1.876 m. environ) ;

le col de la Basse (F) ou de Chétillon (S) ;

le sommet de la Grand-Chaux, sur lequel a été placé le signal géodésique dit de Recon et qui est soutenu, du côté sud-est, par des escarpements

rocheux. De là, la ligne de faite s'abaisse, par une pente douce régulière, d'abord vers l'ouest jusqu'à la corne de Rapenaz, puis vers le nord jusqu'au col de Recon (F et S) ou de Rapenaz (F).

Au-dessous et à l'est du col de Rapenaz ou de Recon se trouve, sur le territoire suisse, le Luisset ou la Boussaie (petit lac) de Recon.

La frontière passe ensuite :

par la Tretze ou Teurtce (mamelon séparant le col de Recon de celui de Braita) ;

par le col de Braita (F) ou de Conche (S) ;

par l'Avoueille (aiguille), petits rochers dominant les chalets français de Braita ;

par le col d'Outanne ;

par le mont Linleux ou Lenla (altitude 2.100 mètres environ). d'où se détache vers l'est la longue arête des rochers de Savalenaz.

Au mont Linleux ou Lenla finit la commune suisse de Vionnaz et commence celle de Vouvry.

De ce sommet, la frontière, toujours constituée par la ligne de partage des eaux, incline d'abord vers l'ouest, puis s'abaisse brusquement vers le nord jusqu'au col de Savalenaz (S) ou d'Arvouin (F).

Du col de Savalenaz ou d'Arvouin à la pointe d'Arvouin.

Après ce col, la démarcation remonte par une pente gazonnée, appelée Proz-Tétaz, jusqu'au rocher désigné sous le nom de Scex du Cœur (Pointe d'Arvouin),

Du col de Savalenaz au Scex du Cœur, elle est formée par une ligne droite, dont les deux extrémités sont marquées par les bornes n^{os} 75 et 76 placées conformément aux indications suivantes.

Borne n^o 75. Au col de Savalenaz (S) ou d'Arvouin (F), auprès et un peu au sud-est du sentier.

Distance à la borne suivante environ : 302 mètres.

Entre les bornes 75 et 76, tracé en ligne droite. -

N^o 76. Inscription dans un rocher présentant une face presque verticale tournée vers l'est, sur laquelle se retrouvent la date de 1845 et les armoiries gravées à cette époque.

De la pointe d'Arvouin au col de Vernaz.

• Le rocher qui porte le n^o 76 est situé sur une longue crête rocheuse orientée de l'ouest à l'est, et représentant, face au nord, une immense muraille appelée par les Valaisans : rochers de Vernaz. La partie des rochers de Vernaz qui se dirige vers le sud-ouest porte, en France, le nom de rochers d'Arvouin. C'est cette partie que la frontière suit après le n^o 76, en se confondant avec la ligne de partage des eaux ; elle passe ainsi au sommet le plus élevé de cette crête (altitude 2.020 m. environ) ; puis, par une arête bien marquée, elle descend vers le nord jusqu'à un col étroit et de formes très accusées appelé col de Vernaz, où se trouve la borne n^o 77.

Du col de Vernaz au milieu des rochers de Chaudin.

A partir du col de Vernaz, la frontière est marquée par une ligne de bornes jusqu'à la crête des rochers de Chaudin, à l'extrémité orientale de laquelle est placée la borne n° 82.

Elle monte d'abord en ligne droite vers le nord-ouest, à travers la croupe de la Calaz, en coupant quatre fois le sentier qui conduit aux chalets du même nom, jusqu'à 160 mètres environ au sud de ces chalets; elle prend ensuite la direction nord-nord-est, jusqu'au bord d'escarpements considérables qui tombent vers le nord-est et qu'on désigne sous le nom de Scex de la Calaz; puis, elle suit le bord de ces escarpements, en passant par le sommet d'un mamelon coté 2.185 mètres, jusque vers un petit col près duquel est placée la borne n° 81 et d'où elle remonte en ligne droite jusqu'à l'extrémité des rochers de Chaudin (S), qu'on appelle encore Progolan (F) ou la Roche-à-Gilland.

Cette ligne est marquée par six bornes conformément aux indications suivantes.

Borne n° 77. Au col de Vernaz, un peu au-dessus et au nord du sentier de la Chapelle à Vouvry, presque contre le sentier.

Distance à la borne suivante; environ 392 mètres.

Entre les bornes 77 et 78, tracé en ligne droite.

Borne n° 78. Près du sentier conduisant aux chalets de la Calaz, un peu au-dessous d'un lacet dirigé du sud-est au nord-est.

Distance à la borne suivante: environ 128 mètres.

Entre les bornes 78 et 79, tracé en ligne droite.

Borne n° 79. Dans le pâturage.

Distance à la borne suivante: environ 166 mètres. Entre les bornes 79 et 80, tracé en ligne droite.

Borne n° 80. A un mètre environ du bord des escarpements qui tombent vers le nord-est.

Distance en ligne droite à la borne suivante: environ 326 mètres.

Entre les bornes 80 et 81, la frontière suit le bord des escarpements.

Borne n° 81. Sur un petit tertre, un peu au nord d'un col.

Distance à la borne suivante: environ 181 mètres.

Entre les bornes 81 et 82, tracé en ligne droite.

Borne n° 82. A l'extrémité est des rochers de Chaudin ou de Progolan. A 8 mètres plus à l'ouest, une croix-repère a été gravée en 1856 sur le rocher, en un point où il émerge à peine du sol.

La borne n° 82 est placée à environ 910 mètres en ligne droite du signal géodésique des Cornettes de Bise, qui porte dans la série des bornes-frontière le n° 83.

Entre les numéros 82 et 83, la frontière suit la ligne de partage des eaux.

Du sommet des rochers de Chaudin au mont des Bovardes.

Cette ligne suit d'abord, en se dirigeant vers l'ouest, la crête des rochers de Chaudin et descend jusqu'au col qui sépare cette arête de la masse des Cor-

nettes de Bise et qui est appelé Sur-les-murailles (F). Puis, elle monte par des rochers, toujours dans la direction de l'ouest, jusqu'au sommet des Cornettes, où est établi le signal géodésique.

Borne n° 83. Altitude : environ 2.438 mètres. Formée par le signal géodésique des Cornettes de Bise.

Distance en ligne droite à la borne suivante : environ 437 mètres.

Entre les n°s 83 et 84, la frontière suit la ligne de partage des eaux.

Elle prend, au delà des Cornettes, la direction du nord et descend par les rochers abrupts jusqu'à un étroit plateau gazonné formant col entre les Cornettes de Bise et Lanche-Naire. Ce plateau porte le nom de Plan-Berger. Une pente douce remonte de cette dépression jusqu'à la Tête de Lanche-Naire, au sommet de laquelle se trouve la limite n° 84.

N° 84. Altitude : environ 2.352 mètres. — Inscription sur la surface horizontale d'un petit rocher plat, au sommet de la Tête de Lanche-Naire. Sur la même surface se voit une croix gravée en 1856.

Distance en ligne droite à la borne suivante : environ 849 mètres.

Entre les n°s 84 et 85, la frontière suit la ligne de partage des eaux.

La tête gazonnée de Lanche-Naire est soutenue du côté du nord par une immense muraille de rochers presque verticaux. Au-dessous et au nord du sommet, s'appuyant contre cette paroi rocheuse, commence une longue arête très étroite et très aiguë, qui, de là, conduit au mont des Bovardes. Par cette arête et par le sommet du mont des Bovardes se continuent, vers le nord-nord-ouest, la ligne de partage des eaux et la frontière jusqu'à la borne n° 85.

Du mont des Bovardes à la Dent du Velan.

La borne n° 85 est placée sur la ligne de faite du mont des Bovardes, à 185 mètres environ au delà au nord-nord-ouest du sommet, à peu près au point où l'arête légèrement inclinée fait place à une pente beaucoup plus raide. A partir de cette borne (la dernière qui soit placée sur la ligne de partage des eaux), la frontière, jusqu'à la Dent du Velan, est marquée par une ligne ininterrompue de bornes qui traverse le Plan [et le petit étang d'Ugeon et qui est conforme aux indications suivantes.

Borne n° 85. A 185 mètres environ au nord-nord-ouest du sommet du mont des Bovardes, sur la ligne de partage des eaux, près d'un changement de pente.

Distance à la borne suivante : environ 124 mètres.

Entre les bornes 85 et 86, tracé en ligne droite.

Borne n° 86. Sur la pente descendant du mont des Bovardes vers le Plan d'Ugeon, un peu à l'ouest de la ligne de faite, près du bord du changement de pente.

Distance à la borne suivante : environ 208 mètres.

Entre les bornes 86 et 87, tracé en ligne droite.

Borne n° 87. Dans le Plan d'Ugeon, au sud-est de l'étang.

Distance à la borne suivante : environ 73 mètres.

Entre les bornes 87 et 88, tracé en ligne droite.

Les emplacements des bornes 87 et 88 ont été choisis de telle sorte que la ligne droite qui les relie coupe en deux parties à peu près égales le petit étang d'Ugeon, cet étang devant pouvoir être utilisé pour abreuver les troupeaux des habitants des deux côtés de la frontière.

N° 88. Inscription dans un bloc de rocher, près du bord et au nord-ouest de l'étang.

Distance à la borne suivante : environ 139 mètres.

Entre les numéros 88 et 89, tracé en ligne droite.

N° 89. Inscription gravée dans le rocher, à peu près au milieu du pied de la paroi verticale de la Dent du Velan, face au sud-est. A côté, se voient les inscriptions de la croix gravées en 1856.

Entre le numéro 89 et le numéro 90 gravé également sur la Dent du Velan, mais sur la face opposée, la frontière est formée par la ligne passant par la pointe centrale de la cime de la Dent du Velan.

Cette pointe centrale, en même temps qu'elle marque la frontière, est également le point où, du côté suisse, finit la commune de Vouvry et commence celle de Saint-Gingolph (Suisse), et où, du côté français, finit la commune de la Chapelle, et commence celle de Novel.

De la Dent du Velan au Pied des Nez (près de l'Haut-de-Morge).

L'inscription (n° 90) gravée sur la face nord de la Dent du Velan marque le point de départ de la frontière dans le bassin de la Morge. Immédiatement au-dessous prend naissance une ravine qui forme l'une des branches du torrent des Nez. La frontière en suit la rive droite, passe, en suivant toujours cette rive, à un rocher portant le n° 91 et atteint ainsi un autre rocher n° 92, après lequel elle est marquée jusqu'au Pied des Nez, par une ligne de bornes. De la dent du Velan au Pied des Nez, le tracé est déterminé conformément aux indications suivantes.

N° 90. Inscription gravée dans le rocher, sur la paroi face au nord-ouest de la Dent du Velan, un peu au-dessus de la naissance d'une branche du ravin des Nez.

Distance en ligne droite au numéro suivant : environ 771 mètres.

Entre les numéros 90 et 91, la frontière est formée par le bord droit du ravin des Nez.

N° 91. Inscription gravée dans la paroi verticale d'un rocher faisant partie de la berge droite du ravin des Nez, à 30 mètres environ au-dessus de la réunion d'un fort affluent de gauche.

Distance en ligne droite au numéro suivant : environ 185 mètres.

Entre les numéros 91 et 92, la frontière est formée par la rive droite du torrent des Nez.

N° 92. Au lieu dit le Sommet des Nez ; inscription gravée sur la paroi verticale d'un rocher faisant partie de la berge droite du ravin des Nez. A 18 mètres environ de là, sur l'autre rive, une croix-repère a été gravée en 1856 à la partie supérieure d'un rocher incliné.

Distance à la borne suivante : environ 348 mètres.

Entre les numéros 92 et 93, tracé en ligne droite.

Borne n° 93. Au milieu des matériaux roulés par le torrent, en un point qui se trouve actuellement sur la rive gauche du lit principal. A 23 mètres environ de là, au nord-ouest, une croix-repère a été gravée, en 1856, sur la face horizontale d'un bloc de rocher et à son extrémité sud. Ce même rocher porte à son autre extrémité une croix plus petite.

Distance au numéro suivant : environ 283 mètres.

Entre les bornes 93 et 94, tracé en ligne droite.

N° 94. Au lieu dit le Pied des Nez ; inscription sur la paroi d'un rocher incliné faisant partie de la berge droite. Sur cette paroi se voit une croix gravée en 1856.

Du pied des Nez (près de l'Haut-de-Morge) à l'embouchure de la Morge dans le lac Léman.

A partir du numéro 94, qui se trouve à peu près en face des chalets de l'Haut-de-Morge, la frontière suit la rive droite de la Morge jusqu'à son embouchure dans le lac Léman, en passant au-dessous du village français de Novel et en traversant le village à demi-français et à demi-suisse de Saint-Gingolph.

L'expression « rive droite » doit être entendue ici dans le sens qui a été précité plus haut à l'occasion de la rive gauche de l'Eau-noire et de la rive droite de la Barberine.

La Morge, ayant un cours très torrentueux, change parfois de lit, auprès du village de Novel, lorsqu'il se produit des crues considérables ; mais le lit ancien et le lit nouveau n'ont différé jusqu'ici et ne peuvent différer que d'une façon presque insignifiante. Il n'y a pas et, après des crues nouvelles, il n'y aura pas lieu de rechercher quel était le lit antérieur du torrent ; la frontière est et continuera d'être déterminée par la « rive droite » telle qu'elle existe ou existera en fait, les mots « rive droite » étant interprétés comme il a été dit précédemment et les légères modifications possibles de la rive entraînant les mêmes modifications du tracé de la démarcation politique, sans que, bien entendu, cette disposition vise, en aucune façon, les propriétés communales ou particulières, dont les limites, confondues autrefois avec la frontière, restent et resteront telles qu'elles ont été fixées par les plans et autres titres antérieurs, quelle que puisse être leur position par rapport à la rive droite de la Morge, avant ou après les crues.

A peu de distance en aval du village de Novel, le torrent entre dans une vallée très étroite, presque dans une gorge, où son lit fort resserré ne peut plus guère subir de modifications. Dans cette partie de son cours, la Morge reçoit un certain nombre d'affluents, parmi lesquels, à gauche, le ruisseau du Clos-Forche, au confluent duquel finit, du côté français, la commune de Novel et commence celle de Saint-Gingolph (France).

La Morge continue ensuite à couler dans une vallée très resserrée jusqu'à 800 mètres environ en amont de Saint-Gingolph.

N° 95. Au point où la vallée commence à s'élargir à environ 800 mètres en ligne droite en amont du pont du moulin de Saint-Gingolph. — Inscription gravée dans un rocher de la rive droite par lequel se termine une longue croupe boisée venant du sud-est.

Entre les numéros 95 et 96, la frontière suit la rive droite de la Morge.

La Morge descend ensuite jusqu'au village de Saint-Gingolph, qu'elle traverse laissant à gauche la commune française, à droite la commune suisse du même nom.

Deux dérivations font passer une partie des eaux françaises de cette rivière sur le territoire suisse : l'une, pratiquée à 350 mètres environ en aval du rocher qui porte le numéro 95, alimente les fontaines de la commune suisse ;

l'autre pratiquée dans le village même un peu au-dessous du pont dit « Pont du moulin », conduit les eaux à une scierie située près du quai, du côté suisse. L'existence de ces deux dérivations est légitime. La commune suisse et les propriétaires de la scierie ont le droit d'en user, de les entretenir et de les réparer. En outre, ceux des habitants de la commune suisse de Saint-Gingolph qui peuvent justifier de droits sur les eaux de la Morge pour l'irrigation de leurs propriétés contiguës à ce torrent conservent le libre exercice de ces droits. Mais il ne peut être pratiqué de nouvelle dérivation sur le territoire suisse, et les dérivations existantes ne peuvent être modifiées de façon à augmenter sensiblement le volume des eaux dérivées, sans l'agrément des autorités françaises.

Trois ponts relient l'un à l'autre les deux villages de Saint-Gingolph : 1° près de l'église, le Pont du moulin ; 2° sur la route du Simplon, le pont principal dit Pont de Saint-Gingolph ; 3° enfin, en aval, à 45 mètres environ de l'embouchure, le Pont de la scierie. Les trois ponts sont entièrement français, ainsi que leurs deux culées et le sol sur lequel elles reposent, qui fait partie de la berge.

Entre le pont du moulin et le pont de la route du Simplon se trouve le viaduc sur lequel le chemin de fer d'Annemasse à Saint-Maurice traverse la Morge. La séparation de la partie suisse et de la partie française de la ligne est formée par l'axe de la pile médiane du viaduc. Cette pile ne peut recevoir de dispositif en vue d'une destruction éventuelle.

La frontière est marquée, dans l'intérieur du village de Saint-Gingolph, par les numéros 96 et 97, au point où elle coupe le viaduc du chemin de fer et la route du Simplon, conformément aux indications suivantes.

N° 96. Au viaduc du chemin de fer d'Annemasse à Saint-Maurice, sur la Morge. — Inscription sur le trottoir nord du viaduc, à l'aplomb de l'axe de la pile médiane. Cet axe correspond à la rive droite du torrent.

Borne n° 97. Au pont de la route du Simplon, à peu près dans le prolongement du garde-corps amont, à l'aplomb du pied de l'extrados de la culée droite.

Ce numéro est le dernier de la série des bornes déterminant le tracé de la frontière franco-suisse du mont Dolent au lac Léman.

La Morge étant sujette à des crues qui, dans la partie inférieure de son cours et notamment dans la traversée du village de Saint-Gingolph, occasionnent parfois des dégâts très considérables, des travaux de correction ou d'endiguement sont à prévoir. A l'exception de réparations aux digues actuelles, des travaux de ce genre ne peuvent être entrepris qu'après un accord préalable entre les autorités des deux Etats ; chacun d'eux supporte les frais des travaux exécutés du côté de son territoire.

Cette section de la frontière se termine à l'extrémité de la rive droite de la Morge, au point où cette rivière se jette dans le lac Léman.

GRAND-DUCHÉ DE BADE — SUISSE

Déclaration concernant une modification de la convention avec le Grand-Duché de Bade pour le raccordement de la ligne de Romanshorn à Kreuzlingen avec le chemin de fer de l'Etat badois.

(DU 25 NOVEMBRE / 4 DÉCEMBRE 1902.)

Le Conseil fédéral suisse ayant exprimé le désir de modifier l'article 10 de la convention du 28 juin 1871, pour l'exécution des dispositions du 5^e alinéa de l'article 11 du traité du 10 décembre 1870 concernant le raccordement de la ligne de Romanshorn-Kreuzlingen avec le chemin de fer de l'Etat badois, et ayant aussi confirmé qu'il était tout disposé, dans des cas semblables, à faire de même bon accueil aux désirs que pourrait manifester l'administration badoise des douanes, le Gouvernement Grand-Ducal, avec la haute approbation de Son Altesse Royale le Grand-Duc, a l'honneur de donner au Conseil fédéral suisse, sous réserve d'une déclaration corrélatrice, l'assurance suivante :

1. L'administration des douanes suisses a le droit d'ériger sur territoire suisse, au point où la route exempte de contrôle douanier, décrite à l'article 10 mentionné plus haut, franchit la frontière suisse, un office d'expédition douanière, et de conférer à cet office, pour l'expédition pour l'importation, l'exportation et le transit, telles compétences que l'administration des douanes suisses jugera utiles.

2. Le contenu de l'article 10 mentionné plus haut doit, dès l'instant que l'administration badoise désignera comme convenable, être considéré comme complètement abrogé en ce qui concerne les deux routes qui y sont décrites ou l'une d'elles seulement.

Cette disposition doit s'entendre dans ce sens que la partie située le long du port, de la route qui était jusqu'ici exempte du contrôle douanier (non compris par conséquent l'embranchement qui franchit les rails au sud de la gare aux voyageurs) doit conserver sa destination actuelle pour le trafic, même si elle venait plus tard à perdre son caractère de route non soumise au contrôle douanier.

Le Gouvernement Grand-Ducal déclare en outre que ces dispositions doivent entrer en vigueur aussitôt qu'il aura reçu du Conseil fédéral la déclaration corrélatrice, ce dont le Gouvernement Grand-Ducal informera le Conseil fédéral suisse.

Carlsruhe, le 25 novembre 1902.

*Ministère Grand-Ducal badois
de la Maison Grand-Ducale et des affaires étrangères :*
(L. S.) V. BRAUER.

N. B. La présente déclaration, résultat d'un échange de notes, est entrée en vigueur le 12 décembre 1902. La déclaration corrélatrice identique du Conseil fédéral a été remise le 4 décembre 1902.

GRANDE-BRETAGNE — ÉTATS-UNIS

Treaty between the United Kingdom and the United States of America relative to the establishment of a communication by ship canal between the Atlantic and Pacific oceans.

Signed at Washington, NOVEMBER 18, 1901.

[*Ratifications exchanged at Washington, February 21, 1902.*]

His Majesty Edward the Seventh, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas King, and Emperor of India, and the United States of America, being desirous to facilitate the construction of a shipcanal to connect the Atlantic and Pacific Oceans, by whatever route may be considered expedient, and to that end to remove any objection which may arise out of the Convention of the 19th April, 1850, commonly called the Clayton-Bulwer Treaty, to the construction of such canal under the auspices of the Government of the United States, without impairing the « general principle » of neutralization established in Article VIII of that Convention, have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries : —

His Majesty Edward the Seventh, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas King, and Emperor of India, the Right Honourable Lord Pauncefoot, G.C.B., G.C.M.G., His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the United States ; and

The President of the United States, John Hay, Secretary of State of the United States of America ;

Who, having communicated to each other their full powers which were found to be in due and proper form, have agreed upon the following Articles : —

Art. 1^{er}. — The High Contracting Parties agree that the present Treaty shall supersede the afore-mentioned Convention of the 19th April 1850.

Art. 2. — It is agreed that the canal may be constructed under the auspices of the Government of the United States, either directly at its own cost, or by gift or loan of money to individuals or Corporations, or through subscription to or purchase of stock or shares, and that, subject to the provisions of the present Treaty, the said Government shall have and enjoy all the rights incident to such construction, as well as the exclusive right of providing for the regulation and management of the canal.

Art. 3. — The United States adopts, as the basis of the neutralization of such ship-canal, the following Rules, substantially as embodied in the Convention of Constantinople, signed the 28th October, 1888, for the free navigation of the Suez Canal, that is to say : —

1. The canal shall be free and open to the vessels of commerce and of war

of all nations observing these Rules, on terms of entire equality, so that there shall be no discrimination against any such nation, or its citizens or subjects, in respect of the conditions or charges of traffic, or otherwise. Such conditions and charges of traffic shall be just and equitable.

2. The canal shall never be blockaded, nor shall any right of war be exercised nor any act of hostility be committed within it. The United States, however, shall be at liberty to maintain such military police along the canal as may be necessary to protect it against lawlessness and disorder.

3. Vessels of war of a belligerent shall not revictual nor take any stores in the canal except so far as may be strictly necessary; and the transit of such vessels through the canal shall be effected with the least possible delay in accordance with the Regulations in force, and with only such intermission as may result from the necessities of the service.

Prizes shall be in all respects subject to the same Rules as vessels of war of the belligerents.

4. No belligerent shall embark or disembark troops, munitions of war, or warlike materials in the canal, except in case of accidental hindrance of the transit, and in such case the transit shall be resumed with all possible dispatch.

5. The provisions of this Article shall apply to waters adjacent to the canal, within three marine miles of either end. Vessels of war of a belligerent shall not remain in such waters longer than twenty-four hours at any one time except in case of distress, and in such case shall depart as soon as possible; but a vessel of war of one belligerent shall not depart within twenty-four hours from the departure of a vessel of war of the other belligerent.

6. The plant, establishments, buildings, and all works necessary to the construction, maintenance, and operation of the canal shall be deemed to be part thereof, for the purposes of this Treaty, and in time of war, as in time of peace, shall enjoy complete immunity from attack or injury by belligerents, and from acts calculated to impair their usefulness as part of the canal.

Art. 4. — It is agreed that no change of territorial sovereignty or of the international relations of the country or countries traversed by the before-mentioned canal shall affect the general principle of neutralization or the obligation of the High Contracting Parties under the present Treaty.

Art. 5. — The present Treaty shall be ratified by His Britannic Majesty, and by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof; and the ratifications shall be exchanged at Washington or at London at the earliest possible time within six months from the date hereof.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty and thereunto affixed their seals.

Done in duplicate at Washington, the 18th day of November, in the year of our Lord one thousand nine hundred and one.

(Seal.) (Signed) PAUNCEFOTE.

(Seal.) (Signed) JOHN HAY.

GRANDE-BRETAGNE-ITALIE-ETHIOPIE

Treaties between the United Kingdom and Ethiopia, and between the United Kingdom, Italy, and Ethiopia, relative to the frontiers between the Soudan, Ethiopia, and Eritrea.

Signed at Adis Ababa, MAY 15, 1902

(Signed also in the Amharic text.)

[*Ratifications delivered at Adis Ababa, October 28, 1902*](1).

His Majesty Edward VII by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas as Emperor of India, and His Majesty Menelek II, by the Grace of God, King of Kings of Ethiopia, being animated with the desire to confirm the friendly relations between the two Powers, and to settle the frontier between the Soudan and Ethiopia, and His Majesty King Edward, having appointed as his Plenipotentiary Lieutenant-Colonel John Lane Harrington, a Commander of the Royal Victorian Order. His Majesty's Agent at the Court of His Majesty Menelek II, King of Kings of Ethiopia, whose full powers have been found in due and proper form, and His Majesty the Emperor Menelek, negotiating in his own name as King of Kings of Ethiopia, they have agreed upon and do conclude the following Articles, which shall be binding on themselves, their heirs, and successors :

Art. 1^{re}. — The frontier between the Soudan and Ethiopia agreed on between the two Governments shall be : the line which is marked in red on the map annexed to this Treaty in duplicate, and traced from Khor Um Hagae to Gallabat, to the Blue Nile, Baro, Pibor, and Akobo Rivers to Melile, thence to the intersection of the 6th degree of north latitude with the 35th degree longitude east of Greenwich.

Art. 2. — The boundary, as defined in Article I, shall be delimited and marked on the ground by a Joint Boundary Commission, which shall be nominated by the two High Contracting Parties, who shall notify the same to their subjects after delimitation.

Art. 3. — His Majesty the Emperor Menelek II, King of Kings of Ethiopia, engages himself towards the Government of His Britannic Majesty not to construct, or allow to be constructed, any work across the Blue Nile, Lake Tsana, or the Sobat which would arrest the flow of their waters into the Nile except in agreement with His Britannic Majesty's Government and the Government of the Soudan.

Art. 4. — His Majesty the Emperor Menelek, King of Kings of Ethiopia,

(1) Treaty series 1902, n° 16.

engages himself to allow His Britannic Majesty's Government and the Government of the Soudan to select in the neighbourhood of Itang, on the Baro River, a block of territory having a river frontage of not more than 2,000 metres, in area not exceeding 400 hectares, which shall be leased to the Government of the Soudan, to be administered and occupied as a commercial station, so long as the Soudan is under the Anglo-Egyptian Government. It is agreed between the two High Contracting Parties that the territory so leased shall not be used for any political or military purpose.

Art. 5. — His Majesty the Emperor Menelek, King of Kings of Ethiopia, grants His Britannic Majesty's Government and the Government of the Soudan the right to construct a railway through Abyssinian territory to connect the Soudan with Uganda.

A route for the railway will be selected by mutual agreement between the two High Contracting Parties.

The present Treaty shall come into force as soon as its ratification by His Britannic Majesty shall have been notified to the Emperor of Ethiopia.

In faith of which His Majesty Menelek II, King of Kings of Ethiopia, in his own name, and Lieutenant-Colonel John Lane Harrington, on behalf of His Majesty King Edward VII, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Sea, Emperor of India, have signed the present Treaty, in duplicate, written in the English and Amharic languages, identically, both texts being official, and have thereto affixed their seals.

Done at Adis Ababa, the 15th day of May, 1902.

(L. S.)

JOHN LANE HARRINGTON,
Lieutenant-Colonel.

(Seal of His Majesty the Emperor Menelek II)

Note

Annex to the Treaty of 10th July, 1900 regarding the frontier between Ethiopia and Eritrea, and the Treaty of 15th May, 1902, regarding the frontier between the Soudan and Ethiopia.

Nota

Aggiunta al Trattato del 10 luglio, 1900, per la frontiera fra Etiopia ed Eritrea ed al Trattato del 15 Maggio, 1902, per la frontiera fra Sudan ed Etiopia.

His Majesty the Emperor of Ethiopia, Menelek II, Major Ciccodicola, Italian Minister in Ethiopia, and Lieutenant-Colonel Harrington, His Britannic Majesty's Agent in Ethiopia, have mutually agreed that :

Di comune accordo fra S. M. l'Imperatore di Etiopia, Menelik II, il Maggiore Comre. Ciccodicola, Ministro d'Italia in Etiopia, ed il Tte. Colonnello Harrington, Agente Diplomatico del Governo Britannico in Etiopia, è stato convenuto quanto segue :

Art. 1^{er}. — The frontier Treaty between Ethiopia and Eritrea, previously determined by the line Tomat-Todluc, is mutually modified in the following manner :

Commencing from the junction of the Khor Um Hagar with the Setit, the new frontier follows this river to its junction with the Maiteb, following the latter's course so as to leave Mount Ala Tacura to Eritrea, and joins the Mareb at its junction with the Mai Ambessa.

The line from the junction of the Setit and Maiteb to the junction of the Mareb and Mai Ambessa shall be delimited by Italian and Ethiopian delegates, so that the Canama tribe belong the Eritrea.

Art. 2. — The frontier between the Soudan and Eritrea, instead of that delimited by the English and Italian delegates by the Convention of the 16th April, 1901, shall be the line which, from Sabderat, is traced via Abu Jamal to the junction of the Khor Um Hagar with the Setit.

The present Agreement shall come into force as soon as its ratification by the British and Italian Governments shall have been notified to the Emperor of Ethiopia.

In faith of which His Majesty the Emperor of Ethiopia, Menelek II, in his own name and that of his successors ; Major Ciccodicola, in the name of His Majesty Victor Emmanuel III, King of Italy, and his successors ; and Lieutenant-Colonel Harrington, in the name of His Majesty Edward VII, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and his successors, have signed the present Note in triplicate, written in the Italian, English, and Amharic languages identically, all texts being official, and have thereto affixed their seals.

Art. 1^{er}. — Il Trattato di frontiera fra l'Etiopia e la Colonia Eritrea, determinato finora dalla linea Tomat-Todluc, di comune accordo viene modificato nel seguente modo :

A cominciare dalla confluenza del Khor-Um-Hagar col Setit, la nuova frontiera segue questo fiume fino alla confluenza del Maiteb, si tiene lungo il corso di esso lasciando alla Eritrea il Mte. Ala-Tacura, e si dirige al Mareb alla confluenza de Mai Ambessa.

La linea compresa fra la confluenza del Maiteb col Setit e quella del Mai Ambessa col Mareb sarà determinata sul terreno da oppositi delegati, Italiani ed Etiopi, in maniera che la tribù dei Cunama rimanza alla Colonia Eritrea.

Art. 2. — La frontiera fra il Sudan et l'Eritrea, invece di essere quella delimitata dai delegati Inglese ed Italiano con la Convenzione del 15 Aprile, 1901; sarà la linea che da Sabderat per Abu-Gamal va alla confluenza del Khor-Um-Hagar col Setit.

Gli accordi sopraindicati accettati da S. M. l'Imperatore d'Etiopia, Menelek II, avranno esecuzione quando questa Nota sarà stata ratificata dai Governi Inglese ed Italiano.

In fede di quanto sopra, S. M. l'Imperatore di Etiopia, Menelek II, per se e pei suoi successori ; il Comre. Maggiore Ciccodicola, Ministro d'Italia in Etiopia, in nome di S. M. Vittorio Emanuele III, Re d'Italia, per lui e pei suoi successori ; ed il Tte. Colonnello Harrington, in nome di S. M. Edoardo VII, Re dei Regni Uniti di Gran Bretagna ed Irlanda, dei domini Britannici d'oltre mare, Imperatore delle Indie, per lui e pei suoi successori, hanno sottoscritta questa Nota, scritta in 3 copie, in lingua Inglese, Italiana, ed Amarica, identicamente e dello stesso valore, e vi hanno apposti i loro sigilli.

Scritto nella città di Addis Ababa,
il 15 Maggio, 1902.

Done at Adis Ababa, this 15th day
of May, 1902.

(L. S.)

JOHN LANE HARRINGTON,
Lieutenant-Colonel.

(L. S.)

MAGGIORE FEDERICO CICCODICOLA.

(Seal of His Majesty the Emperor Menelek II)

ALLEMAGNE — GRANDE-BRETAGNE

TRAITÉ DE DÉLIMITATION

Agreement between the United Kingdom and Germany relative to the boundary of the british and german spheres of interest between Lakes Nyasa and Fanganyika (1).

Signé à Berlin, le 23 FÉVRIER 1901.

THE Undersigned, Sir Frank Cavendish Lascelles, His Britannic Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, and Baron von Richthofen, Imperial German Secretary of State for Foreign Affairs, in the name of their Governments, after examination of the proposals of the Mixed Commission which, in pursuance of Article VI of the Agreement between Germany and England of July 1st, 1890, was entrusted by the respective Governments with the delimitation on the spot of the boundary of the German and English spheres of interest between Nyasa and Tanganyika Lake, have agreed as follows : —

DIE Unterzeichneten der königlich grossbritannische ausserordentliche und bevollmächtigte Botschafter, Sir Frank Cavendish Lascelles, und der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes des deutschen Reichs, Freiherr von Richthofen, haben, Namens ihrer Regierungen, nach Prüfung der Vorschläge der gemischten Kommission, welche, in Gemässheit des Artikels VI des Abkommens zwischen Deutschland und England vom 1 Juli, 1890, mit der örtlichen Feststellung der Grenzen der deutschen und englischen Interessensphären zwischen Nyassa und Tanganyika-See von den beiderseitigen Regierungen betraut war, folgendes Abkommen getroffen : —

(1) V. Treaty series, 1902, n. 8.

§ I

The boundary shall take the following course, indicated on the annexed map by a black chain line, excepting where natural water-courses form the boundary. It begins at the mouth of the Songwe River at Lake Nyasa and follows this river upwards to its junction with the Katendo Stream in the Shitete district; it then follows the Katendo upwards to its intersection with longitude 33, east of Greenwich, ascertained by the Commission, which is marked on both sides of the Katendo by a boundary pillar (1); it then runs in a straight line at an azimuth of 230° (from the true north) to the top of Nakungulu (Nkungulu) Hill (2), which is on the waterparting of the geographical Congo Basin. From here the boundary goes along the waterparting past a boundary pillar (3) about 6.5 kilom. from Nakungulu to a boundary pillar (4) opposite to the source of the Mpemba Stream; here it leaves the waterparting and follows the Mpemba downstream to a boundary pillar (5) on the left bank about 119 metres north of the village Tontera: from this point it goes in a straight line to the true west to a boundary pillar (6) about 2.560 metres off again on the waterparting; it then follows the waterparting between the Nkana and its affluents on the north and the Karunga and its affluents on the south past the following boundary pillars: —

1. Kumbi Hill (7).
2. About 3 kilom. north of the English Station Fife (8).
3. About 400 metres south of the source of the Ntakimba Stream (9).
4. Between the old and the new Stevenson Road (10).

§ I

Die Grenze soll folgenden, auf der anliegenden Karte, soweit nicht natürliche Wasserläufe als Grenzstrecken in Frage kommen, durch eine schwarze gebrochene Linie dargestellten Verlauf nehmen: sie beginnt bei der Mündung des Ssongwe-Flusses in den Nyassa-See und folgt diesem Flusse aufwärts bis zur Einmündung des Katendo-Baches in der Landschaft Tschitete; folgt dann dem Katendo aufwärts bis zu seinem Schnittpunkt mit dem von der Kommission ermittelten 33. Längengrad östlich von Greenwich, welche auf beiden Seiten des Katendo durch je einen Grenzpfosten (1) markiert ist, läuft dann in gerader Linie in einem Azimuth von 230° (vom wahren Nord) zu der Spitze des Nakungulu- (Ngungula-) Berges (2), welcher auf der Wasserscheide des geographischen Congobassins liegt. Von hier geht die Grenze längs der Wasserscheide über einen Grenzpfosten (3) ca. 6-5 km. von Nakungulu bis zu einem Grenzpfosten (4) gegenüber der Quelle des Myemba-Baches; verlässt hier die Wasserscheide und folgt dem Myembe abwärts bis zu einem Grenzpfosten (5) auf dem linken Ufer ca. 119 m. nördlich des Tontera-Dorfes; geht von hier in gerader Linie nach dem wahren Westen zu einem ca. 2.560 m. entfernten Grenzpfosten (6) auf die Wasserscheide zurück; folgt dann der Wasserscheide zwischen dem Nkana und seinen Zuflüssen im Norden und dem Karunga und seinen Zuflüssen im Süden über folgende Grenzpfosten: —

1. Kumbi-Berg (7).
2. Ca. 3 km. nördlich der englischen Station Fife (8).
3. Ca. 400 m. südlich der Quelle des Ntakimba-Baches (9).
4. Zwischen der alten und neuen Stevenson Road (10).

5. About 1.700 metres from Nom bwe village (11).

6. About 1.700 metres from Kissitu village (12).

At this boundary pillar the boundary leaves the waterparting and goes in a straight line to a boundary pillar (13) about 1,200 metres northwest of the English Station Ikomba, and thence in a straight line to a boundary pillar (14) in the Suwa (Zuwa) Forest, about 3 1/2 kilom. south of Karimansira village, which is again on the waterparting; it then follows the waterparting past the following boundary pillars: —

1. About 700 metres west of Shovere (Chowere) village (15).

2. Dundundu Hill (16).

3. About half-way between Mambwe and Mssungu (17).

4, 5, 6. Three boundary pillars in the neighbourhood of the English Station Mambwe, which are marked in the map with the numbers 18, 19, and 20 in red. The last of these boundary pillars is at the same time the point of intersection of the waterparting with longitude 32 east of Greenwich, ascertained by the Commission. The boundary then goes in a straight line to the source of the Massiète Stream and follows this down-stream to its junction with the Masia Stream (21); it runs then in a straight line to a boundary pillar on the left bank of the Ipundu (22) south of the ruins of Ipundu village and then in a straight line to the junction of the Saissi (Saisi) River with the Kassokorwa (Kasokolwa) Stream (23); it follows the Saissi upstream to its junction with the Rumi (Lumi) Stream, it follows the Rumi upwards to its junction with the Mkumba Stream, and follows this up to its source. Hence the boundary goes in a straight line to the middle of the narrow saddle between the sources of the Mosi (Mozi) and Kipoko (Chipoko) Stream, and from there in a straight line to the south-east source of the

5. Ca. 1.700 m. vom Nömbwe-Dorf (11).

6. Ca. 1.700 m. vom Kissitu-Dorf (12).

Bei diesem Grenzpfosten verlässt die Grenze die Wasserscheide und geht in gerader Linie zu einem Grenzpfosten (13) ca. 1.200 m. nordwestlich von der englischen Station Ikomba, und von dort in gerader Linie zu einem Grenzpfosten (14) im Suwa-(Zuwa-) Walde, ca. 3 1/2 km. südlich von Karimansira-Dorf, der wiederum auf der Wasserscheide ist folgt dann der Wasserscheide über folgende Grenzpfosten: —

1. Ca. 700 m. westlich des Tshovere-(Chowere-) Dorfes (15).

2. Dundundu Berg (16).

3. Etwa halbwegs zwischen Mambwe und Mssungu (17).

4, 5, 6. Drei Grenzpfosten in der Nähe der englischen Station Mambwe, die auf der Karte mit den Nummern 18, 19, und 20 roth eingetragen sind. Der letzte dieser Grenzpfosten ist zugleich der Schnittpunkt der Wasserscheide mit dem von der Kommission ermittelten 32. Längengrad östlich von Greenwich. Die Grenze geht dann in gerader Linie zur Quelle des Massiète Baches und folgt diesem abwärts bis zum Einfluss des Masia-Baches (21); läuft von dort in gerader Linie zu einem Grenzpfosten am linken Ipundu-Ufer (22) südlich der Ruinen des Ipundu-Dorfes und dann in gerader Linie zur Vereinigung (23) des Ssaissi-(Saisi-) Flusses mit dem Kassokorwa-(Kasokolwa-) Bache; folgt dem Ssaissi aufwärts bis zum Einflüsse des Rumi-Baches (Lumi), folgt dem Rumi aufwärts bis zum Einfluss des Mkumba-Baches, und folgt diesem aufwärts bis zu seiner Quelle. Von hier geht die Grenze in gerader Linie zu der Mitte des schmalen Sattels zwischen den Quellen des Mosi (Mozi) und Kipoko-(Chipoko-) Baches und von dort in gerader Linie zu der südöstlichen Quelle des Ssäfu-(Samfu-) Baches; folgt diesem

Sāfu (Samfu) Stream; this it follows down-stream until it runs into the Kalambo and then the latter down-stream to its mouth in the Tanganyika Lake.

§ 2

In all cases where a river or stream forms the boundary, the "Thalweg" of the same shall form the boundary; if, however, no actual "Thalweg" is to be distinguished, it shall be the middle of the bed.

§ 3

Any fresh determination of the geographical positions of the boundary pillars or of other points here mentioned shall make no alteration in the boundary itself.

§ 4

All the boundary pillars are under the joint protection of the German and British Governments. The British Government will, besides, take under its protection: the cemented observation pillar in the telegraph station behind Nkata Bay and Kambwe Lagoon and both the base pillars south of the mouth of the Songwe.

§ 5

Should it be necessary later to renew a boundary pillar, each Government shall send a Representative for this purpose. Should it be necessary later to mark the boundary more exactly by more pillars, each Government shall send a Representative for the erection of the intermediate pillars; the position of these new pillars shall be determined by the course of the boundary laid down on the annexed map.

(L. S.) Frank C. LASCELLES.

(L. S.) Baron von RICHTHOFEN.

Berlin, the 23rd February, 1901.

abwärts bis er in den Kalambo mündet, und dann diesem abwärts bis zu seiner Einmündung in den Tanganyika-See.

§ 2

In allen Fällen, in denen ein Fluss oder Bach die Grenze bildet, soll der Thalweg desselben die Grenze bilden; wenn jedoch ein eigentlicher Thalweg nicht zu erkennen ist, so soll die Mitte des Bettes die Grenze bilden.

§ 3

Eine etwaige Neubestimmung der geographischen Positionen der Grenzpfosten oder sonstigen hier erwähnten Punkte, soll nichts an der Grenze selbst ändern.

§ 4

Sämtliche Grenzpfosten stehen unter gemeinsamem Schutz der deutschen und grossbritannische Regierungen. Die grossbritannische Regierung will ausserdem in ihren Schutz nehmen: die cementirten Beobachtungspfeiler im Telegraphenlager hinter Nkata-Bay und Kambwe-Lagun und die beiden Basispfeiler südlich der Ssongwe Mündung.

§ 5

Sollte es später nöthig werden, einen Grenzpfosten zu erneuern, so soll jede Regierung zu diesem Zwecke einen Vertreter entsenden. Sollte es später nöthig werden, die Grenze durch mehr Pfosten genauer zu markieren, so soll jede Regierung einen Vertreter zu dem Bau der Zwischenpfeiler entsenden; die Lage dieser neuen Pfosten soll durch den auf anliegender Karte niedergelegten Verlauf der Grenze bestimmt werden.

(L. S.) Frank C. LASCELLES.

(L. S.) Frhr. v. RICHTHOFEN.

Berlin, den 23 Februar, 1901.

GRANDE-BRETAGNE — BRÉSIL

Treaty Between the United Kingdom and the United States of Brazil relative to the boundary between Brazil and british Guiana (1).

Signed at London, NOVEMBER 6, 1901.

[*Ratifications exchanged at Rio de Janeiro, January 28, 1902.*]

HIS Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Emperor of India, and the President of the United States of Brazil, being desirous to provide for an amicable settlement of the question which has arisen between their respective Governments concerning the boundary between the Colony of British Guiana and the United States of Brazil, have resolved to submit to arbitration the question involved, and, to the end of concluding a Treaty for that purpose, have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Emperor of India, the Most Honourable Henry Charles Keith Petty Fitz Maurice, Marquess of Lansdowne, Earl Wycombe, Viscount Caln and Calnstone and Lord Wycombe, Baron of Chipping Wycombe, Baron Nairne, Earl of Kerry and Earl of Shelburne, Viscount Clanmaurice and Fitzmaurice, Baron of Kerry, Lixnaw and Dunkerron, a Peer of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, a Member of His Britannic Majesty's

SUA Magestade o Rei do Reino Unido da Gran Bretanha e Irlanda, Imperador do Hindostão, e o Presidente dos Estados Unidos do Brazil, desejando terminar amigavelmente o desaccordo existente entre os seus respectivos Governos sobre os limites entre a Colonia da Guyana Britannica e os Estados Unidos do Brazil, resolveram submeter a arbitramento a questão suscitada, e a fim de concluir um Tratado com esse objecto, nomearam respectivamente seus Plenipotenciarios :

Sua Magestade o Rei do Reino Unido da Gran Bretanha e Irlanda, Imperador do Hindostão, o Muito Honrado Henry Charles Keith Petty Fitz-Maurice, Marquez de Lansdowne, Conde de Wycombe, Visconde Caln e Calnstone e Lord Wycombe, Barão de Chipping Wycombe, Barão Nairne, Conde de Kerry e Conde de Shelburne, Visconde Clanmaurice e Fitzmaurice, Barão de Kerry, Lixnaw e Dunkerron, Par do Reino Unido da Gran Bretanha e Irlanda, Membro do Muito Honrado Conselho Privado de Sua Magestade Britannica, Cavalleiro

(1) Treaty series 1902, n. 4.

Most Honourable Privy Council, Knight of the Most Noble Order of the Garter, etc., etc., etc., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;

And the President of the United States of Brazil, Senhor Joaquim Aurelio Nabuco de Araujo, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil to His Britannic Majesty ;

Who, having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following Articles : —

Art. 1^{er}. — His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Emperor of India, and the President of the United States of Brazil, agree to invite His Majesty the King of Italy to decide as Arbitrator the question as to the abovementioned boundary.

Art. 2. — The territory in dispute between the Colony of British Guiana and the United States of Brazil shall be taken to be the territory lying between the Takutu and the Cotinga and a line drawn from the source of the Cotinga eastward following the watershed to a point near Mount Ayangcanna, thence in a southeasterly direction still following the general direction of the watershed as far as the hill called Annai, thence by the nearest tributary to the Rupununi, up that river to its source, and from that point crossing to the source of the Takutu.

Art. 3. — The Arbitrator shall be requested to investigate and ascertain the extent of the territory which, whether the whole or a part of the zone described in the preceding Article, may lawfully be claimed by either of the High Contracting Par-

da Nobilissima Ordem da Jarreteira, etc., etc., etc., Principal Secretario de Estado de Sua Magestade para os Negocios Estrangeiros ;

E o Presidente dos Estados Unidos do Brazil, ao Senhor Joaquim Aurelio Nabuco de Araujo. Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario dos Estados Unidos do Brazil junto a Sua Magestade Britannica ;

Os quaes, depois de se terem comunicado os seus respectivos plenos poderes, que foram achados em boa e devida forma, estipularam os Artigos que se seguem : —

Art. 1^{er}. — Sua Magestade o Rei do Reino Unido da Grã Bretanha e Irlanda, Imperador do Hindostão, e o Presidente dos Estados Unidos do Brazil, concordam em convidar Sua Magestade o Rei da Italia para decidir como Arbitro a questão referente aos mencionados limites.

Art. 2. — O territorio em litigio entre a Colonia da Guyana Britanica e os Estados Unidos do Brazil será o territorio entre o Takutú e o Cotingo e uma linha tirada da nascente do Cotingo para leste, acompanhando o divisor das aguas, até um ponto proximo ao Monte Ayangcanna, d'ahi para o sudeste, seguindo ainda a direcção geral do divisor das aguas, até o monte chamado Annai, d'ahi pelo seu tributario mais proximo até o Rupununi, subindo este rio até á nascente, e d'ella atravessando a encontrar a nascente do Takutú.

Art. 3. — O Arbitro será sollicitado a investigar e a verificar a extensão de territorio, se o todo se parte da zona descripta no precedente Artigo, que qualquer das Altas Partes Contractantes possa com direito pretender, e a determinar a

ties, and to determine the boundary-line between the Colony of British Guiana and the United States of Brazil.

Art. 4. — In deciding the question submitted, the Arbitrator shall ascertain all facts which he deems necessary to a decision of the controversy, and shall be governed by such principles of international law as he shall determine to be applicable to the case.

Art. 5. — The printed Case of each of the two Parties, accompanied by the documents, the official correspondence, and other evidence on which each relies, shall be delivered in duplicate to the Arbitrator and to the Government of the other Party within a period not exceeding twelve months from the date of the exchange of the ratifications of this Treaty.

Art. 6. — Within six months after the Cases shall have been delivered in the manner provided in the preceding Article, either Party may in like manner deliver in duplicate to the Arbitrator and to the Government of the other Party a Counter-Case and additional documents, correspondence, and evidence in reply to the Case, documents, correspondence, and evidence as presented by the other Party.

If in the Case or Counter-Case submitted to the Arbitrator either Party shall have specified or alluded to any report or document in its own exclusive possession, without annexing a copy, such Party shall be bound, if the other Party thinks proper to apply for it, to furnish that Party with a copy thereof, and either Party may call upon the other, through the Arbitrator, to produce the originals or certified copies of any papers adduced as evi-

linha de limites entre a Colonia da Guyana Britannica e os Estados Unidos do Brazil.

Art. 4. — Ao decidir a questão que lhe é submettida, o Arbitro verificará todos os factos que lhe parecer necessario averiguar para a solução da controversia, e se governará pelos principios do direito internacional que julgar applicaveis ao caso.

Art. 5. — A Memoria impressa de cada uma das Partes, acompanhada dos documentos, correspondencia official e outros meios de prova em que cada uma se apoia, será entregue em duplicata ao Arbitro e ao Governo da outra Parte em um prazo que não exceda de doze mezes contados da data em que as ratificações d'este Tratado tiverem sido trocadas.

Art. 6. — Dentro de seis mezes depois da entrega das Memorias na forma disposta no Artigo anterior, cada uma das Partes poderá do mesmo modo entregar em duplicata ao Arbitro e ao Governo da outra Parte uma Contra-Memoria e novos documentos, correspondencia e outros meios de prova, em resposta á Memoria, documentos, correspondencia e mais provas apresentadas pela outra Parte.

Se na Memoria ou Contra-Memoria sujeita ao Arbitro alguma das Partes tiver especificado ou indicado qualquer relatorio ou documento que esteja em seu exclusivo poder sem juntar copia, será ella obrigada, se a outra Parte julgar conveniente pedir que o faça, a communicar-lhe a respectiva copia, e qualquer das Partes, por intermedio do Arbitro, poderá pedir que a outra apresente os originaes ou copias authenticas de quaesquer papeis adduzidos como provas,

dence, giving in each instance notice thereof within forty days after the delivery of the Case or Counter-Case, and the original or copy so requested shall be delivered as soon as may be within a period not exceeding forty days after the receipt of notice.

Art. 7. — Within four months after the expiration of the time fixed for the delivery of the Counter-Case on both sides, each Party shall deliver in duplicate to the Arbitrator and to the Government of the other Party a printed Argument showing the points and referring to the evidence upon which each Government relies; and the Arbitrator may, if he desires any further elucidation with regard to any point in the Argument of either Party, require a further written or printed statement or argument upon it; but in such case the other Party shall be entitled to reply by means of a similar written or printed statement or argument.

Art. 8. — The Arbitrator may, for any cause deemed by him sufficient, extend the periods fixed by Articles V, VI, and VII, or any of them by the allowance of thirty days additional.

Art. 9. — The High Contracting Parties agree to request that the decision of the Arbitrator may, if possible, be made within six months of the delivery of the Argument on both sides.

The further agree to request that the decision may be made in writing, dated, and signed, and that it may be in duplicate; one copy to be handed to the Representative of Great Britain for his Government, and the other copy to be handed to the Representative of the United States of Brazil for his Government.

dando para esse fim aviso em cada um dos casos, dentro de quarenta dias depois da entrega da Memoria ou da Contra-Memoria, e o original ou copia assim reclamada deverá ser entregue logo que seja possível dentro de um prazo que não exceda de quarenta dias contados do recebimento do aviso.

Art. 7. — Dentro de quatro mezes depois de expirar o prazo marcado para a entrega da Contra-Memoria pelas duas Partes, cada Parte entregará em duplicata ao Arbitro e ao Governo da outra Parte um « Argumento » impresso mostrando os pontos e referindo-se ás provas em que se apoia cada Governo; e o Arbitro, se desejar maiores esclarecimentos sobre qualquer ponto do « Argumento » de alguma das Partes, poderá pedir nova exposição ou argumento, escripto ou impresso, a respeito d'elle, tendo em tal caso a outra Parte o direito de replicar do mesmo modo por uma exposição ou argumento escripto ou impresso.

Art. 8. — O Arbitro pôde, por qualquer causa que lhe parecer sufficiente, prorogar os prazos fixados, nos Artigos V, VI, e VII, ou qualquer d'elles, concedendo trinta dias additionaes.

Art. 9. — As Altas Partes Contractantes concordam em sollicitar que a decisão do Arbitro seja dada, sendo possível, dentro de seis mezes contados da entrega do « Argumento » das duas Partes.

Concordam tambem em sollicitar que a decisão seja dada por escripto, datada, e assignada, e que seja lavrada em duplicata, sendo um dos exemplares entregue ao Representante da Gran Bretanha para o seu Governo, e o outro entregue ao Representante dos Estados Unidos do Brazil para o seu Governo.

Art. 10. — The High Contracting Parties engage to accept the decision pronounced by the Arbitrator as a full, perfect, and final settlement of the question referred to him.

Art. 11. — The High Contracting Parties agree that the Indians and other persons living in any portion of the disputed territory, which may by the Award of the Arbitrator be assigned either to the Colony of British Guiana or to the United States of Brazil shall, within eighteen months of the date of the Award, have the option of removing into the territory of Brazil or of the Colony, as the case may be, themselves, their families, and their movable property, and of freely disposing of their immovable property, and the said High Contracting Parties reciprocally undertake to grant every facility for the exercise of such option.

Art. 12. — Each Government shall provide for the expense of preparing and submitting its Case. Any expenses connected with the Arbitral proceedings shall be defrayed by the two Parties in equal moieties.

Art. 13. — The present Treaty when duly ratified, shall come into force immediately after the exchange of ratifications, which shall take place in the City of Rio de Janeiro within four months from this date, or sooner if possible.

In faith whereof we, the respective Plenipotentiaries, have signed this Treaty and have hereunto affixed our seals.

Done in duplicate at London, the 6th day of November, 1901.

(L. S.) LANSDOWNE.

(L. S.) JOAQUIM NABUCO.

Art. 10. — As Altas Partes Contractantes obrigam-se a aceitar a decisão proferida pelo Arbitro como solução completa, perfeita e definitiva da questão a elle sujeita.

Art. 11. — As Altas Partes Contractantes concordam que os Indios e outros habitantes de qualquer parte do territorio contestado que pela sentença do Arbitro venha a ser attribuida ou á Colonia da Guyana Britannica ou aos Estados Unidos do Brazil, terão, dentro de dezoito mezes da data da sentença, a opção de se retirarem para o territorio do Brazil ou da Colonia, como seja o caso, elles e suas familias, com os bens moveis que possuam, e de dispor livremente dos seus bens de raiz, e as Altas Partes Contractantes reciprocamente se obrigam a proporcionar todas as facilidades para o uso d'essa opção.

Art. 12. — Cada Governo satisfará as despesas do preparo e apresentação de sua causa. As despesas occasionadas pelo processo Arbitral serão pagas repartidamente pelas duas Partes.

Art. 13. — O presente Tratado, uma vez devidamente ratificado, entrará immediatamente em vigor depois da troca das ratificações, a qual terá logar na cidade do Rio de Janeiro dentro de quatro mezes d'esta data, ou antes se fôr possível.

Em testemunho do que os respectivos Plenipotenciarios firmaram o mesmo Tratado e lhe puzeram os seus sellos.

Feito em duplicata em Londres, em 6 de Novembro de 1901.

Declaration.

The Plenipotentiaries on signing the foregoing Treaty declare, as part and complement of it and subject to the ratification of the same, that the High Contracting Parties adopt as the frontier between the Colony of British Guiana and the United States of Brazil the watershedline between the Amazon basin and the basins of the Corentyne and the Essequibo from the source of the Corentyne to that of the Rupununi, or of the Takutu, or to a point between them according to the decision of the Arbitrator.

Declaração.

Os Plenipotenciarios ao assignarem o Tratado que precede declaram, como parte e complemento d'elle e sujeito a ratificação do mesmo, que as Altas Partes Contractantes adoptam como fronteira entre a Colonia da Guyana Britannica e os Estados Unidos do Brazil a linha divisoria das aguas entre a bacia do Amazonas e as bacias do Corentyne e do Essequibo desde a nascente do Corentyne até á do Rupununi ou á do Takutú, ou a um ponto entre ellas, conforme a decisão do Arbitro.

(L. S.) LANSDOWNE.

(L. S.) JOAQUIM NABUCO.

GRANDE-BRETAGNE — ÉTATS-UNIS

Convention between the United Kingdom and the United States of America respecting import duties in Zanzibar⁽¹⁾.

Signed at Washington, MAY 31, 1902.

[*Ratifications exchanged October 17, 1902.*]

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, acting in the name of His Highness the Sultan of Zanzibar, and the United States of America, have, for the purposes hereinafter stated, appointed their respective Plenipotentiaries, namely :

His Britannic Majesty, Arthur Stewart Raikes. Esquire, His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires ; and

The President of the United States of America, the Honourable John Hay, Secretary of State of the United States of America ;

(1) Treaty series, 1902, n° 6.

Who, after having communicated each to the other their respective full powers in good and due form, have agreed upon the following Articles : —

Art. 1^{re}. — Recognizing that it is just and necessary to facilitate to that portion of the dominions of His Highness the Sultan of Zanzibar which is under the protection of Great Britain, and which is situated in the basin of the Congo, as defined by the General Act of the African Conference at Berlin of February 26th, 1885, the accomplishment of the obligations which it has contracted by virtue of the General Act of Brussels of July 2nd, 1890 the United States waives any objection on its part to the collection of import duties upon merchandise imported into that Protectorate.

The tariff of these duties, as provided in the Declaration of Brussels bearing the same date as the said General Act of Brussels, for the period of fifteen years next ensuing from that date, is not to exceed ten per centum of the value of the merchandise at the port of importation, except for spirits and for firearms and ammunition, which are regulated by the General Act of Brussels.

At the expiration of the said period of fifteen years, and in default of a new agreement, the United States will, with respect to this subject, be restored to the relations with the said Protectorate which existed prior to the conclusion of this Convention, the right to impose thereafter import duties to a maximum of ten per centum upon merchandise imported into the said Protectorate remaining acquired to the latter so long only as it shall continue to comply with the conditions and limitations stated in this Convention.

Art. 2. — The United States shall enjoy in the said Protectorate as to import duties all the advantages accorded to the most favoured nation.

Neither differential treatment nor transit duty shall be established in said Protectorate.

In the application of the tariff régime of the said Protectorate, the formalities and operations of commerce shall be simplified and facilitated so far as possible.

Article 3. — Considering the fact that in Article I of this Convention the United States has given its assent under certain conditions to the establishment of import duties in that portion of the dominions of His Highness the Sultan of Zanzibar which is under the protection of Great Britain, it is well understood that the said Protectorate assures to the flag, to the vessels, to the commerce, and to the citizens and inhabitants of the United States, in all parts of the territory of that Protectorate, all the rights, privileges and immunities concerning import and export duties, tariff régime, interior taxes and charges and, in a general manner, all commercial interests, which are or shall be accorded to the Signatory Powers, of the Act of Berlin, or to the most favoured nation.

This Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as may be and within twelve months from the date hereof.

Done in duplicate at Washington this thirty-first day of May, in the year of our Lord one thousand nine hundred and two.

(Signed) Arthur S. RAIKES.
John HAY.

AUTRICHE-HONGRIE — GRANDE-BRETAGNE

Declaration amending Article XI of the Treaty between the United Kingdom and Austria-Hungary, of december 3, 1873, for the mutual surrender of fugitive criminals (1).

Signed at London, JUNE 26, 1901.

[Ratifications exchanged at London, June 25, 1902.]

As it is considered necessary by the Government of Great Britain and Ireland and by the Governments of Austria and Hungary to extend the period of fourteen days fixed in Article XI of the Treaty for the mutual surrender of criminals, concluded on the 3rd December, 1873, between Her late Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, etc., on one side, and His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, etc., and Apostolic King of Hungary, on the other, the respective Plenipotentiaries, undersigned, have agreed that —

The last paragraph of Article XI of the said Treaty of Extradition shall be altered as follows : —

« Provided, however, that he shall be discharged if, within the shortest time possible, and at the utmost within one month, a requisition for his surrender in accordance with the terms of Article IX of this Treaty be not made by the Diplomatic Representative of the State which requests his extradition. »

The present Declaration shall have

(1) Treaty series, 1902, n. 13.

NACHDEM von der Regierung Grossbritanniens und Irlands und von den Regierungen Oesterreichs und Ungarns, die Verlängerung der im Artikel XI des zwischen weiland Ihrer Majestät der Königin des vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Irland, Kaiserin von Indien, etc., einerseits, und Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen, etc., und Apostolischen König von Ungarn, andererseits, am 3. December 1873, über die gegenseitige Auslieferung der Verbrecher abgeschlossenen Staatsvertrages festgesetzten Frist von 14 Tagen für nothwendig erkannt worden ist, haben die hiezu bevollmächtigten Unterzeichneten Folgendes vereinbart —

Der letzte Absatz des Artikels XI des erwähnten Auslieferungs-Vertrages wird folgendermassen abgeändert : —

« Vorausgesetzt wird übrigens, dass in der kürzesten Frist und zwar längstens binnen einem Monate bei sonstiger Entlassung des Verhafteten, durch den diplomatischen Vertreter des um die Auslieferung ersuchenden Staates eine Requisition wegen der Auslieferung in der dem Artikel IX dieses Vertrages entsprechenden Weise erhoben wird. »

Die gegenwärtige Erklärung wird

the same force and duration as the Extradition Treaty of the 3rd December, 1873, to which it relates.

The present Declaration shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged as soon as possible at London.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at London, the 26th day of June, 1901.

For Great Britain and Ireland, His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs,

(L. S.) LANSDOWNE.

For Austria and for Hungary, the Austro-Hungarian Ambassador,

(L. S.) DEYM.

dieselbe Kraft und Dauer haben, wie der Auslieferungs-Vertrag vom 3. December 1873, auf welchen sie sich bezieht.

Die gegenwärtige Erklärung wird ratificirt werden und werden die Ratifikationen sobald als möglich in London ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten diese Erklärung gefertigt und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu London in doppelter Ausfertigung am 26 Juni 1901.

Für Grossbritannien und Irland, der Königlich Grossbritannische Staatssecretär für die Auswärtigen Angelegenheiten.

(L. S.) LANSDOWNE.

Für Oesterreich und für Ungarn, der Oesterreichisch-Ungarische Botschafter.

(L. S.) DEYM.

GRANDE-BRETAGNE — SERBIE

Treaty between the United Kingdom and Servia for the mutual surrender of fugitive criminals (1).

Signed at Belgrade, DECEMBER 6, NOVEMBER 23, 1900.

[Ratifications exchanged at Belgrade, MARCH 13, FEBRUARY 28, 1901.]

HER Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and His Majesty the King of Servia, having judged it expedient, with a view to the better administration of justice and to the prevention of crime within their respective territories that persons charged with or convicted of the crimes hereinafter enumerated, and being fugitives from justice, should, under certain circumstances, be reciprocally delivered

(1) Treaty series, 1901, n° 8.

up; the said High Contracting Parties have named as their Plenipotentiaries to conclude a Treaty for this purpose, that is to say :

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, Sir George Francis Bonham, a Baronet of the United Kingdom, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Servia ;

And His Majesty the King of Servia, His Excellency Monsieur Alexa S. Jovanovic, His President of the Council of Ministers, Minister for Foreign Affairs, Member of the Council of State, Grand Officer of the Order of Milosh the Great, Grand Cross of the Order of Takovo, Officer of the Order of the White Eagle, Commander of the Order of St. Sava, Grand Cross of the Order of Osmanieh, etc. ;

Who, having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles : —

Art. 1^{re}. — The High Contracting Parties engage to deliver up to each other those persons who, being accused or convicted of a crime or offence committed in the territory of the one Party, shall be found within the territory of the other Party, under the circumstances and conditions stated in the present Treaty.

Art. 2. — The crimes or offences for which the extradition is to be granted are the following : —

1. Murder, or attempt, or conspiracy to murder.
2. Manslaughter.
3. Assault occasioning actual bodily harm. Maliciously wounding or inflicting grievous bodily harm.
4. Counterfeiting or altering money, or uttering counterfeit or altered money.
5. Knowingly making any instrument, tool, or engine adapted and intended for counterfeiting coin.
6. Forgery, counterfeiting, or altering or uttering what is forged, or counterfeited, or altered.
7. Embezzlement or larceny.
8. Malicious injury to property, by explosives or otherwise, if the offence be indictable.
9. Obtaining money, goods, or valuable securities by false pretences.
10. Receiving money, valuable security, or other property, knowing the same to have been stolen, embezzled, or unlawfully obtained.
11. Crimes against bankruptcy law.
12. Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, or Director, or member, or public officer of any Company, made criminal by any law for the time being in force.
13. Perjury, or subornation of perjury.
14. Rape.
14. Carnal knowledge, or any attempt to have carnal knowledge, of a girl under 14 years of age.
16. Indecent assault.
17. Procuring miscarriage, administering drugs, or using instruments, with intent to procure the miscarriage of a woman.

18. Abduction.
19. Child stealing.
20. Abandoning children, exposing or unlawfully detaining them.
21. Kidnapping and false imprisonment.
22. Burglary or housebreaking.
23. Arson.
24. Robbery with violence:
25. Any malicious act done with intent to endanger the safety of any person in a railway train.
26. Threats by letter or otherwise, with intent to extort.
27. Piracy by law of nations.
28. Sinking or destroying a vessel at sea, or attempting or conspiring to do so.
29. Assaults on board a ship on the high seas, with intent to destroy life, or do grievous bodily harm.
30. Revolt, or conspiracy to revolt, by two or more persons on board a ship on the high seas against the authority of the master.
31. Dealing in slaves.

Extradition is also to be granted for participation in any of the aforesaid crimes, provided such participation be punishable by the laws of both the Contracting Parties.

Art. 3. — Either Government may, in its absolute discretion, refuse to deliver up its own subjects to the other Government.

Art. 4. — The extradition shall not take place if the person claimed has already been tried and discharged or punished, or is still under trial, within the territories of the two High Contracting Parties respectively, for the crime for which his extradition is demanded.

If the person claimed should be under examination, or is undergoing sentence under a conviction for any other crime within the territories of the two High Contracting Parties respectively, his extradition shall be deferred until after he has been discharged, whether by acquittal or on expiration of his sentence, or otherwise.

Art. 5. — The extradition shall not take place if, subsequently to the commission of the crime, or the institution of the penal prosecution, or the conviction thereon, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time, according to the laws of the State applied to.

Art. 6. — A fugitive criminal shall not be surrendered if the offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he prove that the requisition for his surrenderer has in fact been made with a view to try or punish him for an offence of a political character.

Art. 7. — A person surrendered can in no case be kept in prison, or be brought to trial in the State to which the surrender has been made, for any other crime or on account of any other matters than those for which the extradition shall have taken place, until he has been restored or had an opportunity of returning to the State by which he has been surrendered.

This stipulation does not apply to crimes committed after the extradition.

Art. 8. — The requisition for extradition shall be made through the Diplomatic Agents of the High Contracting Parties respectively.

The requisition for the extradition of the accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime had been committed there.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be accompanied by the sentence of condemnation passed against the convicted person by the competent Court of the State that makes the requisition for extradition.

A sentence passed in *contumaciam* is not to be deemed a conviction, but a person so sentenced may be dealt with as an accused person.

Art. 9. — If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

Art. 10. — If the fugitive has been arrested in the British dominions, he shall forthwith be brought before a competent Magistrate, who is to examine him and to conduct the preliminary investigation of the case, just as if the apprehension had taken place for a crime committed in the British dominions.

In the examinations which they have to make in accordance with the foregoing stipulations, the authorities of the British dominions shall admit as valid evidence the sworn depositions or the affirmations of witnesses taken in Servia, or copies thereof, and likewise the warrants and sentences issued therein, and certificates of, or judicial documents stating the fact of, a conviction, provided the same are authenticated as follows : —

1. A warrant must purport to be signed by a Judge, Magistrate, or Judicial Officer of Police of Servia.

2. Depositions or affirmations, or the copies thereof, must purport to be certified under the hand of a Judge, Magistrate, or Judicial Officer of Police of Servia, to be the original depositions or affirmations, or to be the true copies thereof, as the case may require.

3. A certificate of or judicial document stating the fact of a conviction must purport to be certified by a Judge, Magistrate, or Judicial Officer of Police of Servia.

4. In every case such warrant, deposition, affirmation, copy, certificate, or judicial document must be authenticated either by the oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice or of Foreign Affairs of Servia ; but any other mode of authentication for the time being permitted by the law in that part of the British dominions where the examination is taken may be substituted for the foregoing.

Art. 11. — On the part of the Servian Government the extradition shall take place as follows in Servia.

The Minister, or other Diplomatic Agent of Her Britannic Majesty in Serbia, shall send to the Minister for Foreign Affairs, in support of each demand for extradition, an authentic and duly legalized copy either of a certificate of condemnation, or of a warrant of arrest against an incriminated or accused person, showing clearly the nature of the crime or offence on account of which proceedings are being taken against the fugitive. The judicial document so produced shall be accompanied by a description and other particulars serving to establish the identity of the person whose extradition is claimed.

In case the documents produced by the British Government to establish the identity, and the particulars gathered by the Servian police authorities for the same purpose, should be deemed to be insufficient, notice thereof shall forthwith be given to the Minister or other Diplomatic Agent of Her Britannic Majesty in Serbia, and the individual whose extradition is desired, if he has been arrested, shall remain in detention until the British Government has produced new elements of proof to establish his identity, or to clear up any other difficulties arising in the examination.

Article 12. — The extradition shall not take place unless the evidence be found sufficient according to the laws of the State applied to, either to justify the committal of the prisoner for trial, in case the crime had been committed in the territory of the said State, or to prove that the prisoner is the identical person convicted by the Courts of the State which makes the requisition, and that the crime of which he has been convicted is one in respect of which extradition could, at the time of such conviction have been granted by the State applied to. In Her Britannic Majesty's dominions the fugitive criminal shall not be surrendered until the expiration of fifteen days from the date of his being committed to prison to await his surrender.

Art. 13. — If the individual claimed by one of the two High Contracting Parties in pursuance of the present Treaty should be also claimed by one or several other Powers, on account of other crimes or offences committed upon their respective territories, his extradition shall be granted to that State whose demand is earliest in date.

Article 14. — If sufficient evidence for the extradition be not produced within two months from the date of the apprehension of the fugitive, or within such further time as the State applied to, or the proper Tribunal thereof shall direct, the fugitive shall be set at liberty.

Art. 15. — All articles seized which were in the possession of the person to be surrendered, at the time of his apprehension, shall, if the competent authority of the State applied to for the extradition has ordered the delivery thereof, be given up when the extradition takes place, and the said delivery shall extend not merely to the stolen articles, but to everything that may serve as a proof of the crime.

Art. 16. — All expenses connected with extradition shall be borne by the demanding State.

Art. 17. — The stipulations of the present Treaty shall be applicable to

the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, so far as the laws for the time being in force in such Colonies and foreign possessions respectively will allow.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal who has taken refuge in any such Colonies or foreign possessions may be made to the Governor or chief authority of such Colony or possession by any person authorized to act in such Colony or possession as a Consular officer of Serbia.

Such requisitions may be disposed of, subject always, as nearly as may be, and so far as the law of such Colony or foreign possession will allow, to the provisions of this Treaty, by the said Governor or chief authority, who, however, shall be at liberty either to grant the surrender or to refer the matter to his Government.

Her Britannic Majesty shall, however, be at liberty to make special arrangements in the British Colonies and foreign possessions for the surrender of criminals from Serbia who may take refuge within such Colonies and foreign possessions, on the basis, as nearly as may be, and so far as the law of such Colony or foreign possession will allow, of the provisions of the present Treaty.

Requisitions for the surrender of a fugitive criminal emanating from any Colony or foreign possessions of Her Britannic Majesty shall be governed by the rules laid down in the preceding Articles of the present Treaty.

Article 18. — The present Treaty shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties at any time on giving to the other six months' notice of its intention to do so.

The Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Belgrade as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at Belgrade, the 23 November, 6 Décembre 1900.

(L. S.)

(Signed) G. F. BONHAM.

(L. S.)

(Signed) Alexa S. JOVANOVIĆ.

Convention internationale de Venise sur les mesures contre la peste.

Adhésion de l'Australie.

(21 NOVEMBRE 1902).

Par note du 10 courant, la légation d'Italie à Berne a informé le Conseil fédéral de l'adhésion de la Confédération australienne (Commonwealth of

Australia) à la convention internationale de Venise, du 19 mars 1897, pour l'application des mesures protectrices contre la peste.

Berne le 21 novembre 1902.

Chancellerie fédérale.

Note. Les Etats ayant adhéré à la convention de Venise sont aujourd'hui les suivants, savoir :

Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, France, Grande-Bretagne, avec l'Australie et l'Inde britannique, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Montenegro, Pays-Bas, Perse, Roumanie, Russie, Suède et Suisse (17 Etats).

CONVENTIONS POSTALES

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Convention principale d'Union postale, conclue à Washington.

(16 JUIN 1897.)

Adhésions :

Autriche-Hongrie (1901), Bolivie (1901), Bosnie-Herzégovine (ratifié par Autriche-Hongrie pour —) (1901), Chili (1901), Crète (1902) (1), Cuba (note

(1) En date du 17 février les représentants à Rome, des quatre puissances protectrices de la Crète (Angleterre, France, Italie, Russie) notifièrent au gouvernement Suisse l'adhésion de la Crète à l'Union postale universelle. La note ci-dessus spécifie les conditions de cette adhésion. La présente adhésion a été notifiée par la Suisse aux puissances intéressées.

Berne le 7 juin 1902.

Monsieur le Président,

Pour répondre aux demandes formulées, à la date du 11 mars dernier, par Votre Excellence, et pour faire suite à la notification en date du 17 février, j'ai l'honneur, à la suite de l'entente établie entre les quatre Puissances protectrices de la Crète, de porter à la connaissance du Gouvernement fédéral :

1° que l'Administration crétoise a l'intention d'adhérer non seulement à la convention principale d'Union postale, conclue à Washington le 15 juin 1897, mais aux autres arrangements signés le même jour et relatifs : 1° à l'échange des mandats-poste ; 2° à l'échange des colis postaux ; 3° au service des recouvrements ;

2° que l'adhésion de la Crète doit courir à partir du 1^{er} juillet 1902 ;

3° qu'au sujet des équivalents d'après lesquels seront perçues les taxes, il convient de remarquer que la Crète a pour unité monétaire le franc, sous la dénomination de

du 20 août 1902), Egypte (1901), Golfe de Guinée (Espagne) (1901), (1), Haiti (1901), République de Libéria (1901), Serbie (1901).

II. — Autres arrangements de Washington.

Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.

(15 JUIN 1897.)

Adhésions :

L'Autriche-Hongrie (1901), Chili (1901), Egypte (1901), Japon (1902), Malte (1901) (2), Serbie (1901).

Convention concernant l'échange des colis-postaux.

(15 JUIN 1897.)

Adhésions :

Autriche-Hongrie (1901), Chili (1901), Crète (février 1902), Cuba (1902), République Dominicaine (1902) (3), Japon (1902), République de Libéria (1901), Serbie (1901).

drachme, lequel se subdivise, comme dans le système de l'Union latine, en cent centimes ou *lepta* :

4° que la Crète demande à être comprise pour la contribution aux frais communs du Bureau international, dans la 7^e classe, conformément aux dispositions de l'article 84 du règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la convention de Washington.

(1) Il résulte d'une communication de la légation des Etats-Unis d'Amérique que la ratification donnée par le gouvernement de S. M. la Reine Régente d'Espagne à la convention postale universelle conclue à Washington, le 15 juin 1897, s'applique également aux possessions espagnoles du golfe de Guinée.

(2) Le gouvernement de l'île de Malte a adhéré sous certaines réserves, à partir du 1^{er} avril 1901, à l'arrangement de Washington du 15 juin 1897, concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.

(3) Par note circulaire en date du 24 avril 1902 le Conseil fédéral a notifié aux Etats de l'union l'adhésion de la République Dominicaine à la convention internationale du 15 juin 1897, concernant l'échange des colis postaux, et l'autorisation donnée à ce pays de percevoir une surtaxe de quarante centimes sur les colis postaux à destination ou en provenance de ses bureaux.

Arrangement concernant le service des mandats de poste.

(15 JUIN 1897.)

Adhésions :

Autriche-Hongrie (1901), Bosnie-Herzégovine (ratifié par Autriche-Hongrie pour —) (1901), Chili (1901), Crète (1902), Cuba (1902), République Dominicaine (1901), Egypte (1901), République de Libéria (1901), Serbie (1901).

Arrangement concernant le service des recouvrements.

(15 JUIN 1897.)

Adhésions :

Autriche-Hongrie (1901), Chili (1901), Crète (1902), Cuba (1902), Egypte (1901).

Arrangement concernant l'intervention de la poste dans les abonnements aux journaux et publications périodiques.

(15 JUIN 1897.)

Adhésions :

Autriche-Hongrie (1901), Chili (1901), Egypte (1901), Serbie (1901).

CONVENTIONS TÉLÉGRAPHIQUES**Convention télégraphique, internationale de Saint-Petersbourg des 10/22 juillet 1875.***Adhésions :*

Crète (13 FÉVRIER 1902) (1).
Uruguay (1902).

(1) La présente adhésion fut notifiée à Vienne par les représentants des quatre puissances protectrices de la Crète. Le gouvernement austro-hongrois porta cette adhésion à la connaissance des puissances intéressées.

CONVENTIONS TÉLÉGRAPHIQUES PARTICULIÈRES

GRANDE-BRETAGNE — DANEMARK

Convention télégraphique

Convention between the United Kingdom and Denmark for the exchange of press telegrams at reduced rates.

Signed at Copenhagen, August 15, 1901.

THE Government of His Britannic Majesty and the Government of His Majesty the King of Denmark, deeming it expedient to make use of the faculty accorded by Article XVII of the International Telegraph Convention of St. Petersburg, have agreed upon the following provisions :

Art. 1^{re}. — The terminal rates applicable to telegrams exchanged between the United Kingdom of Great Britain and Ireland on the one hand and Denmark on the other hand by direct cables of the Great Northern Telegraph Company are reduced 50 per cent. in respect of " press " telegrams, *i.e.*, telegrams intended for publication in newspapers.

The minimum charge for a press telegram is 10d. in the United Kingdom and 75 Ore in Denmark.

Art. 2. — The reduced tariff fixed by clause I is subject to the following conditions : —

DA Hans Britisker Majestæts Regering og Hans Majestæt Kongen af Danmarks Regering have auset det som gavnligt at gøre Brug af den ved Artikel XVII i den internationale Telegrafkonvention i St. Petersborg givne Bemyndigelse, ere de bleone enige om følgende Bestemmelser.

Art. 1^{re}. — De bestaaende Terminaltakster for Telegramkorrespondancen ad det Store Nordiske Telegraf-selskabs direkte Kabler mellem Storbritannien og Irland paa den ene Side og Danmark paa den anden Side reduceres med 50 o/o for " Pressetelegrammer, " *d.v.s.*, Telegrammer, der ere bestemte til Offentliggørelse i Dagspressen.

Minimumstaksten for et Pressetelegram er i England 10d. i Danmark 75 Ore.

Art. 2. — Den i Artikel I fastsatte Takstreduktion er knyttet til følgende Bestemmelser : —

1. Press telegrams can only be handed in at telegraph offices from 6 P. M. until 9 A. M. on the following morning in the local time of each country.

They must be addressed to newspapers or news agencies in Denmark and to newspapers registered for the reception of inland press telegrams at the reduced tariff or to news agencies in the United Kingdom, and must not contain any passage of a private nature or any announcement or communication the insertion of which in the newspaper is usually paid for. They must be addressed only to the newspaper or agency concerned, and not to any person connected with the management of the newspaper or agency in any capacity.

2. The admission of a news agency to the benefit of the reduced tariff for press telegrams is subject to the consent of the Administration of the country in which the agency is situated.

3. The reduced tariff only applies to press telegrams in plain language in Danish or English. Both languages may be used in the same telegram.

Stock Exchange and market quotations may be accepted in press telegrams at the reduced tariff on the condition that each quotation is accompanied by an explanatory word.

4. Press telegrams are only accepted for transmission on presentation at the office of origin of special cards, which the Administration of the country of origin shall make out and issue to correspondents of newspapers or agencies who ask for them, and produce such documentary evidence as each Administration may consider necessary, as, for example, a declaration of the manager of the newspaper

1. Pressetelegrammer modtages kun ved Stationerne mellem Kl. 6 Eeftm. og 9 Fin. efter hvert Lands Tid. De skulle være adresserede i Danmark enten til Dagblade eller til Telegrambureauer, i det forenede Kongegire enten til Dagblade, der ere indregistrerede til Modtagelse af indenlandske Pressetelegrammer til nedsat Takst, eller til Agenturer for Pressemeddelelser (Telegrambureauer). De maa ikke indehal de nogen som helst Meddelelse af privat Natur, Annoncer eller Bekendtgørelser, hvis Optagelse i Bladene i Almindelighed betales. De skulle være adresserede til det paagældende Dagblad eller Telegrambureau og maa ikke være adresserede til en navngiven Person, hvilken Stilling han end monne indtage ved Bladets Redaktion eller ved Telegrambureauet.

2. Om hvorvidt et Telegrambureau kan erholde Adgang til at benytte den reducerede Takst for Pressetelegrammer afgøres af Telegrafadministrationen i det Land, i hvilket Bureauet befinder sig.

3. Den nedsatte Takst kommer kun til Anvendelse for Pressetelegrammer, der ere affattede i almindeligt Sprog, paa Dansk eller Eengelsk. Det er tilladt at benytte begge disse Sprog i et og samme Pressetelegram.

Börskurser og Markedsnoteringer kunne optages i Pressetelegrammer til nedsat Takst paa Betingelse af, at enhver Kurs eller enhver Notering er ledsaget af et forklarende Ord.

4. Pressetelegrammer modtages kun til Befordring imod Forevisning paa Indleveringsstationen af særlige Kort, som udstedes af Telegrafadministrationen i det Land, hvor Indleveringen finder Sted, og paa Forlangende udleveres til Korrespondenter for Dagblade eller Bureauer, der legitimere sig som saddanne paaden Maade, som af hver Administration skønnes nødvendig, f. Eeks. ved en

or agency concerned undertaking to conform to all the conditions fixed by the present Agreement.

5. The address of a press telegram must correspond exactly with that on the card. The use of abbreviated and registered addresses is allowed if they are recorded on the card.

6 Only one special indication is applicable to press telegrams: that adopted for multiple telegrams. The charge for the respective copies is the same as for copies of ordinary private telegrams.

7. Press telegrams are transmitted in turn with ordinary private telegrams charged at the full tariff. They are transmitted in the same order after 9 A. M., if, at that hour, they have not reached their destination.

Art. 3. — 1. Telegrams presented as press telegrams which do not fulfil the conditions stated in Article II are charged for as ordinary telegrams. Nevertheless, the ordinary tariff is only applied to the private passages, announcements, or publications contemplated in the first paragraph of Article II, when the telegram does not present any other irregularity.

2. The usual tariff for private telegrams is also applicable to any telegram at the reduced tariff which is not intended for publication in its entirety. The telegraph stations are entitled to require the address of the telegrams at the reduced tariff to show that the telegrams received in this way are published in their entirety, and in particular as often as may be requested by the telegraph Administration to transmit to the office of destination a local newspaper in which they have been inserted.

af vedkommende Dagblads Redaktør eller af Direktøren for vedkommende Bureau udstedt Eerklæring, ved hvilken disse forpligte sig til at overholde alle de i nærværende Overenskomst fastsatte Bestemmelser.

5. Adressen i et Pressetelegram skal være nøje overensstemmende med den paa Kortet angivne Telegrammadresse Forkortede og indregistrerede Adresser ere tilladte, naar de ere angivne paa Kortet.

6. Pressetelegrammer kunne kun indeholde een "eventuel Angivelse", nemlig den for "Gentagelsestelegrammer" fastsatte. For de paagældende Genparter er Gebyret det samme som for Genparter af almindelige Privattelegrammer.

7. Pressetelegrammer befordres i Rækkefølge sammen med almindelige Privattelegrammer til fuld Takst. De befordres i samme Rækkefølge ogsaa efter Kl. 9 Fin., for saa vidt som de ikke have nadet deres Bestemmelsessted inden dette Klokkeslet.

Art. 3. — 1. Telegrammer, der indleveres som Pressetelegrammer, nun som ikke opfylde de i Artikel II anførte Betingelser, takseres som almindelige Telegrammer Dog anvendes den normale Tarif kun for selve de i Artikel II, § 1 omhandlede private Meddelelser, Annoncer og Bekendtgørelser, for saa vidt som Telegrammerfor óvrigt ikke indeholder nogen anden Uregelmossighed.

2. Den normale Tarif for Privattelegrammer kommerlige ledes til Anvendelse over for ethvert Telegram til nedsat Takst, der ikke i sin Helhed er bestemt til Offentliggørelse. Telegrafstationerne ere berettigede til af Adressaten til Telegrammer til nedsat Takst at forlange godtgjort, at de modtagne Telegrammer af denne Art i deres Helhed ere offentliggjorte, nemlig ved saa hyppigt, som det af Telegrafadministrationen maatte blive forlangt, at tilstille Ankomststationen enstedligotvis, i hvilken de ere optagne.

3. Any surcharge arising under this Article is collected from the addressee and retained by the office of destination.

Art. 4. Telegrams which benefit by the reduction of tariff stipulated in Article I are transmitted with the indication "Z" at the beginning of the preamble, and inscribed in the accounts with the same indication.

Moreover, the indication "Press" is inserted before the address, and this indication is included in the number of words charged for.

Art. 5. — In points not provided for by the present Agreement, press telegrams are subject to the provisions of the International Telegraph Regulations in force for the time being.

Art. 6. — The present Agreement shall take effect as soon as possible after signature and from a date to be fixed by mutual consent by the British and Danish Administrations. It will remain in force for one year from the date of denunciation by one or other of the Contracting Parties.

In witness whereof the Undersigned, namely, His Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Denmark and the Minister of Foreign Affairs of His Majesty the King of Denmark, duly authorized to that effect, have executed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Copenhagen the 15th August, 1901.

(L.-S) W. E. GOSCHEN.

3. De i nærværende Artikel omhandlede Efterbetalungsgebyrer opkræves hos Adressaten og tilfalde Ankomststationens Bestyrelse.

Art. 4. — Telegrammer, som nyde den Artikel Istipulerede Takstreduktion, befordres med Betegnelsen "Z" i Indledningen og betegnes i Afregningerne paa samme Maade.

Desuden skulle Telegrammerne foran Adressen forsynes med Angivelsen "Presse", der medregnes i de takstpligtige Ord.

Art. 5. — Forøvrigt ere Pressetelegrammer i alle i denne Overenskomst ikke omhandlede Heuseender undergivne det til enhver Tid gældende internationale Telegrafreglements Bestemmelser.

Art. 6. — Nærværende Overenskomst træder i Kraft saa snart som muligt efter Undertegnelsen og fra et Tidspunkt, der normere fastsættes efter Forhandling mellem den britiske og den danske Telegrafadministration. Den forbliver i Kraft indtil Udløbet af et Aar, regnet fra den Dag, da Opsigelsen sker fra en af de Kontraherende Parters Side.

Til Bekræftelse heraf have de Undertegnede, nemlig Hans Britiske Majestæts Gesandt hos Hans Majestæt Kongen af Danmark og Hans Majestæt Kongen af Danmarks Udenrigsminister, behørig bemyndigede dertil, undertegnet nærværende Overenskomst og have forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget in duplo i Kjøbenhavn, den 15de August, 1901:

(L.-S.) DEUNTZER.

GRANDE-BRETAGNE — PERSE

Convention télégraphique.

Convention between the United Kingdom and Persia extending the system of telegraphic communication between Europe and India through Persia.

Signed at Tehran, AUGUST 16, 1901.

(Ratifications exchanged at Tehran, January 13, 1902.)

(Signed also in Persian text.)

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Emperor of India, and His Majesty the King of all the Kingdoms of Persia, being desirous to extend the system of telegraphic communication between Europe and India through Persia, already established in virtue of previous Treaties, have resolved that a Convention for that purpose shall be concluded ; wherefore their Majesties have named as their Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Emperor of India, Sir Arthur Henry Hardinge, Knight Commander of the Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, Companion of the Most Honorable Order of the Bath, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Court of Persia ;

And His Majesty the King of all the Kingdoms of Persia, his Excellency Mirza Nasrullah Khan Mushir-ed-Dowleh, his Minister for Foreign Affairs, Bearer of the Order of the Lion and the Sun of the first class with green ribbon, Possessor of the Order of the Royal Portrait of His Late Majesty Naser-ed-din Shah, Possessor of the Order of the Portrait of His Present Majesty Muzaffer-ed-din Shah, of the First Class, and of the Blue Cordon, Bearer of the Order of the White Eagle, and of the first class of the Osmanieh adorned with Diamonds, and of the First Order of Leopold (of Austria), and of the First Order of Leopold (of Belgium), and of the Order of St. Alexander adorned with Diamonds, etc., etc., etc. ;

And the aforesaid distinguished Representatives, after meeting at Tajrish in the neighbourhood of the capital of Tehran and perusing and exchanging their full powers, which were found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles : —

Art. 1. — With the view of securing uninterrupted communication between Europe and India, it is agreed that, in addition to the present line of telegraph from Tehran to Bushire and submarine cable thence to India, already established in virtue of previous Treaties, a three-wire line of telegraph shall be constructed by the Persian Government from Kashau to the Baluchistan

frontier, via Yezd and Kerman, traversing wherever possible inhabited districts.

Art. 2. — In order that the line of telegraph may be constructed in a complete and effective manner, the Persian Government agrees that it shall be built under the direction and supervision of the British Telegraph Staff now controlling the international line in Persia, the British Government advancing to the Persian Government the salaries and allowances of the men actually employed on the work.

Art. 3. — The British Government agrees to procure for the Persian Government at a reasonable price all the posts, wire, insulators, etc., that may be requisite for this work, and to arrange for the carriage of the stores to the sites required, receiving payment for the same without interest as hereinafter provided. An account of the expenses incurred for this purpose, and certified, in so far as they have been incurred in Persia, by the Persian Telegraph Department, and in so far as they have been incurred outside Persia, by the British Government, shall be submitted as early as possible to the Persian Government.

Art. 4. — The Persian Government agrees to lease the use and the transit revenue of the line, which is its property, when complete to the Indo-European Telegraph Department at a rental of 4 percent, on the capital expended on its construction, including cost of material — three quarters of such rental to be retained by the British Government to recoup them for the advances made, and one quarter, subject to a minimum of 25,000 fr., to be paid annually to the Persian Government in two half-yearly instalments. It is understood that should the Persian Government's quarter share of the rental exceed 25,000 fr., such excess shall belong to the Persian Treasury.

Art. 5. — The maintenance of the line, including repairs and the appointment, control, and payment of the line guards, who must be Persian subjects, shall remain in the hands of the British Director and Staff, the cost being defrayed by the British Government. The duties of the Telegraph Inspectors and line guards are strictly confined to repairing and maintaining the line.

Art. 6. — The principal offices constituting the permanent residences of the British Electricians and Inspectors shall be situated in towns or large villages, but pending further arrangements to be agreed upon between the two Governments, these shall only be one such office between Kerman and the Indian frontier.

The protection of the line and of the officials, whether Persian or British employed on it, shall be the special duty of the Persian Government, and should the English officials wish to proceed on inspections in districts proclaimed as dangerous by the Persian Government, they shall inform the nearest local authority, in order that they may be provided with an escort. The telegraph stations shall be built according to plans approved by the Persian Government, and in towns the houses to be used as such stations shall, wherever possible, be rented.

Art. 7. — The line will be of three wires. One wire will be used by the Persian Telegraph Administration for its local work, and the remaining two wires be for international traffic as provided in Articles IV, V, and VI of the 1872 Convention.

Art. 8. — The revenue derived from the local traffic on the Persian wire shall belong entirely to the Persian Government. By local traffic is meant messages originating at one Persian station and terminating at another Persian station.

Art. 9. — As regards International messages originating or terminating in Persia, the Persian Government shall receive two-thirds of the receipts of all *bonâ fide* terminal messages.

And as regards transit messages, as this line is merely an alternative one to that now existing between Tehran and Bushire, the arrangement already made, as detailed in Article VIII of the 1872 Convention, will remain as at present. State telegrams passing between the Government of India and the British Minister at Tehran shall be sent at half rates.

Art. 10. — In view of the erection of the new line and of the increase of telegraph stations in Eastern Persia, and in order to facilitate intercourse with them, the Indo-European Telegraph Department shall place an additional wire along the existing line between Tehran and Kashau, and the expenses of procuring, transporting, and putting up this wire will be borne by the Persian Government in the manner provided by Articles II and IV of this Convention.

Art. 11. — The following Articles of the Telegraph Convention of 1872 shall apply to this line, viz. : — Articles VI, VIII, IX, XI, XIII, XV, and XVII.

Art. 12. — This Convention shall remain in force until the 1st January, 1925, or of such longer period as the debt due by Persia for the construction of the line remains unpaid, and at such date it may if necessary be renewed or revised, but it shall be competent for the British Government at any time before the expiry of this Convention, on giving six months notice, to hand over the line in its existing condition to the Persian Government, and to withdraw its officers and employés from the country, ceasing from that date to have any further connection with this Persian Telegraph. But in this case the Persian Government shall be free from any further payment on account of the construction of the line.

The ratifications of the present Convention shall be exchanged at Tehran within five months, or sooner if practicable.

Done at Tadjrisch, in quadruplicate, this sixteenth day of the month of August, in the year of our Lord one thousand nine hundred and one.

(L. S.) ARTHUR H. HARDINGE.

(L. S.) Signature of Persian Plenipotentiary.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

PRIMES SUCRIÈRES (1).

(Suite) (2).

HUITIÈME SÉANCE

LUNDI 20 JANVIER 1902.

Présidence de M. le comte DE SMET de NAEYER

La huitième séance, dont la date avait été fixée par la Conférence au 6 janvier 1902, a été, de commun accord entre les Gouvernements participants, remise au 20 du même mois.

La séance est ouverte à 10 heures.

Tous les Délégués sont présents, hormis M. Johannes, Délégué de l'Allemagne, que des affaires de service mettent dans le cas de rester à Berlin, et M. Delatour, Délégué de la France, retenu à Paris par une indisposition.

M. LE PRÉSIDENT propose à l'assemblée de procéder à l'approbation des procès-verbaux qui ont été distribués postérieurement à la dernière séance.

Aucun Délégué ne formulant d'observation au sujet desdits procès-verbaux M. le Président les déclare adoptés.

M. le Président demande si certaines Délégations n'ont pas de déclaration, à faire, au nom de leur Gouvernement, à la suite des instructions qu'elles ont recueillies depuis la dernière séance.

Son Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, rappelle que dans la cinquième séance, il avait donné lecture d'un projet de déclaration sur

(1) Documents publiés par le Ministère des Affaires étrangères.

(2) Cf. *Arch. Dipl.* 1901-1902, nos 7-8-9, p. 89-218.

les termes duquel il s'était mis d'accord avec Son Excellence M. le comte Khevenhüller Metsch et que la Délégation britannique s'était engagée à soumettre à son Gouvernement.

Ce projet de déclaration était ainsi conçu :

« La Grande-Bretagne déclare qu'il n'existe point de primes directes ou indirectes d'exportation ou de production pour le sucre dans les colonies de la Couronne. Il est entendu que le Gouvernement de la Grande-Bretagne n'a pas l'intention de provoquer ni d'encourager l'établissement d'une prime quelconque dans les colonies de la Couronne pendant la durée de la convention. »

Son Exc. M. Phipps donne lecture de la déclaration qu'il est autorisé à faire relativement au point dont il s'agit. Elle est ainsi formulée :

La Grande Bretagne déclare qu'il n'existe point de primes directes ou indirectes d'exportation ou de production pour le sucre dans les colonies de la Couronne (Crown colonies). Il est entendu que le Gouvernement de la Grande-Bretagne n'a l'intention, pendant la durée de la convention, de provoquer ni d'encourager dans les colonies de la Couronne l'établissement d'aucune prime qui pourrait excéder les primes réservées à la France et aux colonies françaises.

Son Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, dit que cette déclaration ne semble pas s'accorder avec les résolutions précédemment adoptées. Elle ne se concilie certes pas avec les observations présentées par la Délégation française. Il ne pourrait, à son avis, être question, dans un texte accepté par la Conférence, de primes réservées à la France, car ce pays doit être considéré comme étant, vis-à-vis des autres Etats participants, dans une situation d'égalité en ce qui concerne les primes et les droits compensateurs.

C'est ce qu'a fort bien exposé M. le Président au cours de la cinquième séance, et la Délégation française n'a pu que se rallier à ses explications.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, rappelle que, dans la deuxième séance, la Délégation allemande a formulé la réserve que la prime concédée à la France doit constituer une exception toute particulière et que le Gouvernement Impérial ne pourrait se résoudre à consentir à semblable exception au profit d'un autre pays. Il semble que la déclaration que vient de faire M. le Ministre de la Grande-Bretagne ne s'accorde pas avec cette réserve, et l'honorable Délégué ne croit pas que son Gouvernement pourrait se décider à concéder une pareille exception en ce qui concerne les colonies anglaises si celles-ci adhéraient à la convention.

S. Exc. M. le commandeur CANTAGALLI, Ministre d'Italie, rappelle que dans la septième séance, la Délégation italienne avait déclaré qu'elle serait disposée à accepter en principe et à proposer à son Gouvernement de s'engager, pour toute la durée de la convention, « à ne pas accorder de primes, et, subsidiairement à ne pas exporter de sucre ».

Le Gouvernement du Roi, consulté à ce sujet, a déclaré qu'il était tout disposé à prendre l'engagement de ne pas accorder de primes à l'exportation, mais qu'il ne croyait pas nécessaire d'entrer dans la voie de s'interdire la faculté d'exporter, les conditions toutes particulières de l'industrie sucrière ita-

lienne rendant, dans tous les cas, l'exportation absolument impossible.

Pour ces raisons, la Délégation italienne demande que les mots : « et, subsidiairement, à ne pas exporter de sucre », soient considérés comme ne figurant pas dans la déclaration susvisée.

M. LE PRÉSIDENT donne acte à S. Exc. M. le Ministre d'Italie de cette nouvelle déclaration.

S. Exc. M. le jonkheer DE PESTEL, Ministre des Pays-Bas, fait la déclaration suivante :

Le Gouvernement des Pays-Bas estime qu'il n'est pas nécessaire, ni désirable, d'appliquer la convention à intervenir éventuellement à ses colonies. Il n'a toutefois pas d'objection à ce qu'il soit inséré dans la convention une déclaration portant que, pendant sa durée, les colonies néerlandaises n'accorderont pas à leurs sucres des primes directes ou indirectes.

M. LE PRÉSIDENT donne acte de cette déclaration à S. Exc. M. le Ministre des Pays-Bas.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, estime que les déclarations des Délégations de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas ont une portée considérable, le régime appliqué aux colonies devant, à ses yeux, jouer un rôle tout aussi important que le régime continental.

Or, les déclarations qui viennent d'être faites sont absolument contradictoires. D'une part, la Grande-Bretagne entend revendiquer pour ses colonies l'avance exceptionnelle admise uniquement pour la France. D'autre part, le Gouvernement des Pays-Bas déclare qu'il n'établira aucune prime dans les colonies néerlandaises pendant la durée de la convention.

La Conférence étant réunie en vue d'égaliser les conditions de la production sucrière en Europe par la suppression des primes, il paraîtrait logique que l'avance qui a été consentie au profit de la France fût restreinte à la production continentale de ce pays, sans s'étendre à sa production coloniale. Car si, se basant sur les conditions spéciales faites à la France, d'autres pays réclamaient pour leurs colonies les mêmes avantages, il en résulterait que, tandis que les pays d'Europe abandonneraient les primes, on verrait les colonies s'en octroyer à leur tour.

Au surplus, si une avance a été accordée à la France, c'est en raison des conditions économiques de la production dans ce pays, et l'on ne pourrait invoquer des motifs semblables pour les colonies françaises, qui ne produisent pas dans des conditions plus onéreuses que les autres colonies.

M. BOUSQUET, Délégué de la France, croit qu'il serait difficile de s'engager dans la voie indiquée par M. Beauduin. Les observations présentées par l'honorable Délégué tendent, en effet, à faire revenir la Conférence sur une décision prise dans une précédente séance, décision qui n'était, en somme, que la consécration de l'accord intervenu, en 1900, entre les représentants de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la France.

M. Bousquet ajoute que la proposition qui vient d'être présentée aurait pour effet de bouleverser complètement le régime des relations établies entre les colonies françaises et la Métropole. Les colonies font partie d'une véritable union douanière avec la France, leurs produits sont traités sur le même pied que ceux de la Métropole et, en ce qui concerne spécialement les encou-

ragements accordés à l'industrie sucrière, la situation des producteurs coloniaux est et doit rester identique à celle des producteurs métropolitains.

S. Exc. M. PHIPPS fait remarquer que l'on pourrait difficilement soutenir que la colonie de la Réunion devrait profiter d'avantages dont ne jouirait pas l'île Maurice : l'une de ces deux colonies avoisinantes serait, dès lors, dans une situation privilégiée par rapport à l'autre.

M. BOUSQUET répond qu'il ne faut pas perdre de vue que, d'après la législation en vigueur, les sucres coloniaux français n'ont droit à l'allocation d'un boni que s'ils sont embarqués à destination de la France ; ils sont, dès lors, nationalisés, et il n'y a pas lieu, dans ces conditions, de faire une distinction, sur les marchés tiers, entre les sucres d'origine coloniale et ceux d'origine métropolitaine.

Si, au contraire, les sucres coloniaux sont exportés directement à l'étranger, ils ne bénéficient d'aucune allocation : c'est ainsi que des sucres expédiés de l'île de la Réunion vers l'Inde ne jouiraient d'aucune prime.

M. LE PRÉSIDENT se demande s'il ne conviendrait pas d'adopter, comme moyen terme, une combinaison d'après laquelle les sucres coloniaux ne seraient appelés à bénéficier de l'avantage accordé aux sucres français que s'ils étaient exportés de France après y avoir été raffinés. Si, au contraire, une cargaison de sucres coloniaux bruts en destination de l'Angleterre, par exemple, ne faisait que toucher barre dans un port français, ces sucres ne jouiraient pas de l'avantage en question.

Il y a là, estime M. le Président, la base d'une transaction qui paraît acceptable pour le Gouvernement français, puisque celui-ci a surtout en vue de sauvegarder les intérêts de la sucrerie coloniale dans ses rapports avec la raffinerie française.

M. BOUSQUET constate qu'il serait difficile à la Délégation française de se prononcer immédiatement sur la combinaison ainsi suggérée. Mais il estime que celle-ci pourra aider à trouver un terrain d'entente.

S. Exc. M. PHIPPS dit que si les colonies françaises jouissaient de l'avantage concédé à la France continentale, l'île Maurice, en accédant à la convention, se placerait, vis-à-vis des colonies avoisinantes appartenant à la France, dans une situation d'infériorité telle que l'industrie sucrière ne pourrait s'y maintenir.

M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'actuellement les sucres de betterave sont primés, ce qui leur crée, sur les marchés tiers, une supériorité vis-à-vis des sucres de canne. La Conférence doit tendre à établir l'égalité fiscale entre les deux espèces de sucres et non pas à renverser la situation au profit des sucres de canne. Les observations formulées à cet égard par l'honorable M. Beauquin méritent d'être prises en sérieuse considération.

M. le Président croit donc devoir recommander à l'examen attentif de la Délégation française la transaction qu'il vient de suggérer.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, dit que la Délégation française ne se refuse pas à examiner la question ainsi soulevée et à en référer au besoin à son Gouvernement.

S. Exc. M. PHIPPS croit utile de caractériser la portée de la déclaration qu'il a faite au début de la séance.

Les colonies britanniques qui accéderaient à la convention seraient liées, au même titre que les pays signataires, par les clauses de cet acte international. La déclaration de la Délégation anglaise vise l'engagement que le Gouvernement britannique serait prêt à prendre en ce qui concerne les colonies de la Couronne qui resteraient en dehors de la convention. Cet engagement constituerait, en réalité, une concession faite à la Conférence.

S. Exc. M. GÉRARD, en vue de prévenir tout malentendu, serait reconnaissant à la Délégation britannique de fournir à la Conférence les indications propres à préciser autant qu'il est possible le sens de sa déclaration.

S. Exc. M. PHIPPS, après avoir dit que la déclaration s'applique aux colonies de la Couronne qui n'accéderaient pas à la convention, en donne à nouveau lecture.

Il répète que les colonies britanniques qui adhéreraient à l'arrangement seraient liées par les termes de celui-ci. La déclaration indique ce que le Gouvernement britannique serait disposé à faire en ce qui concerne les colonies de la Couronne qui resteraient étrangères à la convention.

M. BOUSQUET estime que la Conférence pourrait utilement insister auprès de la Délégation de la Grande-Bretagne pour que toutes les colonies de la Couronne adhèrent à la convention.

La question envisagée dans la déclaration britannique perdrait tout intérêt s'il intervenait une solution dans ce sens. Elle pourrait donc être réservée.

S. Exc. M. PHIPPS répond que la Délégation britannique ne pourrait promettre l'adhésion des colonies de la Couronne à la convention.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, fait remarquer que si les colonies britanniques peuvent choisir entre l'abandon de leur liberté et la latitude d'établir des primes, elles resteront toutes en dehors de la convention. Il croit donc devoir insister pour que la France renonce, pour ses colonies, au bénéfice de l'avance qui lui a été réservée.

Si la Conférence conservait une situation privilégiée aux colonies françaises, les autres colonies demanderaient à leurs Gouvernements d'être mises à même de lutter contre ces dernières dans des conditions égales. Et l'industrie sucrière de l'Europe, qui est appelée à faire le sacrifice des primes, aurait accepté des engagements internationaux, grâce auxquels cette industrie, dès lors désarmée, assisterait à une lutte inégale entre la canne et la betterave.

Sans doute l'abandon, par les colonies françaises, de l'avance que la France avait réclamée pour elle-même, peut soulever quelques difficultés : mais la suppression des primes en soulève de plus grandes encore de la part d'autres pays européens, et il importe que l'on tienne compte des sacrifices de ces derniers.

La renonciation aux primes, en Europe, apportera aux sucres coloniaux un avantage considérable par le relèvement du prix du sucre qui en sera la

conséquence. Les colonies vont retrouver ainsi tout ce que les pays d'Europe auront abandonné. Doivent-elles, indépendamment de cet avantage, pouvoir jouir encore d'une avance spéciale ?

M. COURTIN, Délégué de la France, explique qu'au point de vue des intérêts français, la question est très grave, tandis qu'elle ne présente qu'une très médiocre importance au point de vue général que la Conférence est surtout appelée à envisager. Les quantités de sucres expédiées en France par les colonies françaises atteignent, en effet, à peine 100.000 tonnes.

M. COURTIN ajoute que, lorsqu'on a établi l'identité de régime entre les sucres produits dans la Métropole et les sucres coloniaux français, on n'a nullement eu en vue de favoriser l'exportation de ces derniers ; on a voulu leur permettre de venir concurrencer les sucres indigènes sur le marché intérieur, et non les sucres étrangers sur le marché mondial. Or, on fermerait totalement aux sucres coloniaux français le marché intérieur, si on leur retirait le bénéfice de l'assimilation dont ils jouissent actuellement.

M. LE PRÉSIDENT comprend l'intérêt qu'a la France à traiter chez elle sur le même pied les sucres coloniaux et ceux de la Métropole. Mais cet intérêt, tel que l'honorable M. Courtin vient de l'exposer, n'existe pas à l'égard des sucres coloniaux qui seraient réexpédiés de France, à l'état brut, vers des marchés tiers. Il devrait donc être entendu que les sucres d'origine coloniale sortant du territoire français ne pourraient jouir de l'avance conventionnelle qu'à condition d'avoir été raffinés en France ; dans le cas contraire, ils seraient sujets à l'application des droits compensateurs.

S. EXC. GÉRARD déclare que la Délégation française ne se refuse pas à soumettre cette combinaison à son Gouvernement, sans toutefois prendre d'engagement quant à son adoption.

M. LE PRÉSIDENT donne acte de cette déclaration à S. Exc. M. le Ministre de France.

M. le Président demande à l'assemblée si elle entend rouvrir immédiatement la discussion des questions qui ont été réservées, ou si elle préfère reprendre cette discussion au vu d'un avant-projet de convention que le Bureau ferait distribuer et dans lequel on retrouverait à la fois les points résolus et ceux tenus en suspens.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, se déclare partisan de cette dernière proposition. Il demande que l'avant-projet soit distribué le plus tôt possible et que la date de la prochaine séance soit fixée de manière à laisser aux Délégations le temps de procéder à un examen attentif de ce document.

L'assemblée s'étant ralliée à cette manière de voir, M. LE PRÉSIDENT annonce que l'avant-projet qui a été préparé par le Bureau sera distribué le lendemain matin.

La Conférence fixe sa prochaine séance au mercredi 22 janvier, à 2 heures.

La séance est levée à 11 heures et demie.

Le Président,

P. de SMET de NAEYER.

Les Secrétaires,

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

NEUVIÈME SÉANCE

JEUDI 23 JANVIER 1902.

Présidence de M. le comte de SMET DE NAEYER.

A la demande des Délégations allemande et austro-hongroise, la neuvième séance, dont la date avait été fixée au 22 janvier, a été remise au lendemain 23.

La séance est ouverte à 11 heures.

Tous les Délégués sont présents, hormis M. Johannes, Délégué de l'Allemagne, retenu à Berlin pour affaires de service.

Le procès-verbal de la huitième séance ne donnant lieu à aucune observation, M. LE PRÉSIDENT le déclare adopté.

M. le Président rappelle que MM. les Délégués ont, conformément au vœu de l'assemblée, reçu communication, depuis la dernière séance, d'un avant-projet de convention préparé par le Bureau.

Le texte de cet avant-projet est reproduit ci-après :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ; Sa Majesté.

désireux d'assurer, d'un commun accord, la suppression des primes à la fabrication ou à l'exportation des sucres, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, les primes directes et indirectes dont bénéficieraient la fabrication ou l'exportation des sucres, et à ne pas établir de primes de l'espèce pendant toute la durée de ladite Convention.

Toutefois, la France pourra conserver un écart de 20 francs au maximum entre le tarif plein de l'impôt intérieur de consommation et le tarif applicable exclusivement aux rendements de 7 kilogr. $\frac{3}{4}$ à 10 kilogr. $\frac{1}{2}$ de sucre raffiné par 100 kilogrammes de betteraves mises en œuvre.

ARTICLE 2

Tombent sous l'application de l'article précédent tous les avantages résultant directement ou indirectement, pour les fabricants ou les raffineurs, de la législation fiscale des Etats, notamment :

- a) Les bonifications directes accordées en cas d'exportation ;
- b) Les bonifications directes accordées à la fabrication ;
- c) Les exemptions d'impôt, totales ou partielles, accordées pour une partie des produits de la fabrication ;
- d) Les bénéfices résultant d'excédents de rendement ;
- e) Les bénéfices résultant de l'exagération du drawback.

ARTICLE 3

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à limiter au chiffre maximum de... francs par 100 kilogrammes de sucre raffiné l'écart entre le taux des droits ou taxes dont sont passibles les sucres étrangers et celui des droits ou taxes auxquels sont soumis les sucres indigènes.

ARTICLE 4

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à frapper d'un droit spécial, à l'entrée sur leur territoire, les sucres originaires de pays qui accorderaient des primes à la fabrication ou à l'exportation.

Ce droit ne pourra être inférieur au montant des primes, directes ou indirectes, accordées dans le pays d'origine.

Les Hautes Parties se réservent la faculté, chacune en ce qui la concerne, de prohiber l'importation des sucres primés.

ARTICLE 5

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à admettre au taux le plus réduit de leur tarif d'importation les sucres ordinaires des pays contractants.

Les sucres de betteraves ne pourront être frappés d'un droit plus élevé que les sucres de canne.

ARTICLE 6

Sont dispensés de l'obligation inscrite à l'article 1^{er} relativement aux primes de fabrication, ainsi que de l'engagement faisant l'objet de l'article 3 :

- 1° Les pays qui n'exportent pas de sucre ;
- 2° Ceux qui, imposant la fabrication du sucre, n'accordent ni drawback, ni décharge de droits ou de quantités ;
- 3° Ceux qui, établissent des droits de sortie équivalents aux primes qu'ils allouent.

ARTICLE 7

Les Hautes Parties contractantes conviennent de créer une Commission permanente internationale, qui sera chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la présente Convention.

Cette Commission sera composée de Délégués des différentes Puissances et il lui sera adjoint un Bureau permanent.

Les Délégués auront pour mission :

- a) D'examiner si, dans les Etats contractants, il n'est accordé aucune prime directe ou indirecte à la fabrication ou à l'exportation des sucres ;
- b) De constater l'existence des primes dans les pays non signataires et d'en évaluer le montant en vue de l'application du droit spécial prévu à l'article 4 ;
- c) D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;
- d) D'instruire les demandes d'admission à l'Union des Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention.

Le Bureau permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature qui se rapportent à la législation et à la statistique des sucres, non seulement dans les pays contractants, mais également dans tous les autres pays.

Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Hautes Parties contractantes communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement....., qui les fera parvenir à la Commission, les lois, arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relatifs à l'objet de la présente Convention.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée à la Commission par un Délégué ou par un Délégué et un Délégué Adjoint.

La première réunion de la Commission permanente aura lieu à..... mois au moins avant la mise en vigueur de la présente Convention.

La Commission n'aura qu'une mission de constatation et d'examen. Elle fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au Gouvernement..... lequel le communiquera aux Puissances intéressées, et provoquera, si la demande en est faite par une des Hautes Parties contractantes, la réunion d'une Conférence qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.

Toutefois, en ce qui concerne le littéra b, la Commission permanente statuera par un vote de majorité, chaque Puissance signataire disposant d'une voix.

Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement du Bureau permanent et de la Commission — sauf le traitement ou les indemnités des Délégués, qui seront payés par leurs pays respectifs, — seront supportés par tous les pays contractants et répartis entre eux, d'après un mode à régler par la Commission.

ARTICLE 8

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les sucres primés qui auront traversé en transit un pays contractant ne jouissent des avantages de la Convention. La Commission permanente internationale fera à cet égard les propositions nécessaires.

ARTICLE 9

Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement..... et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les

avantages stipulés par la présente Convention, et produira ses effets à partir du 1^{er} septembre qui suivra l'envoi de la notification faite par le Gouvernement..... aux autres Etats signataires.

ARTICLE 10

La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} septembre 1903.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à partir de cette date, et dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur pendant une année, et ainsi de suite d'année en année.

Dans le cas où une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard ; les autres Puissances conserveraient, jusqu'au 31 octobre de l'année de la dénonciation, la faculté de notifier l'intention de se retirer à leur tour à partir du 1^{er} septembre de l'année suivante. Si plus d'une Puissance voulait se retirer, une Conférence des Puissances contractantes se réunirait à...., dans les trois mois, pour aviser aux mesures à prendre.

ARTICLE 11

(Cet article réglera la situation des Colonies.)

ARTICLE 12

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de chacun des pays contractants.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au Ministère des Affaires Etrangères, le 1^{er} février 1903, ou plus tôt si faire se peut.

Il est entendu que la présente Convention ne deviendra obligatoire que si elle est ratifiée par toutes les Puissances signataires.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le.....

M. LE PRÉSIDENT croit savoir que certaines Délégations sont d'avis qu'il y aurait lieu de soumettre à une discussion d'ensemble trois des dispositions de cet avant-projet : le deuxième alinéa de l'article 1^{er}, l'article 3 et l'article 11, dont la rédaction a été réservée.

Ces Délégations estiment qu'il serait difficile de se prononcer séparément sur ces dispositions.

Elles ont manifesté le désir que les décisions prises au sujet de chacune d'elles ne deviennent définitives que pour autant qu'une entente s'établisse sur les trois dispositions. Des concessions mutuelles s'imposeront ; or, chacun ne s'engagera dans cette voie, aussi loin qu'il est nécessaire, que pour autant qu'il ait pu apprécier les avantages qui lui sont concédés à titre de compensation.

M. le Président propose donc d'ouvrir la discussion sur la rédaction de l'avant-projet, en réservant provisoirement les trois points indiqués ci-dessus.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, tient à faire remarquer que le second alinéa de l'article 1^{er} ne peut, de l'avis de la Délégation française, être mis sur le même rang que les articles 3 et 11. Cet alinéa a fait l'objet d'une discussion et d'un vote au cours de la deuxième séance, et il a été adopté par la Conférence. Les dispositions à insérer aux articles 3 et 11 ont, au contraire, été complètement réservées.

M. LE PRÉSIDENT constate qu'en effet le chiffre à insérer dans l'article 3 n'a pas été fixé et qu'aucune rédaction n'a encore été mise en discussion pour l'article 11, tandis qu'en ce qui concerne le second alinéa de l'article 1^{er}, il y a eu discussion et vote. Ce vote a toutefois été accompagné de certaines réserves.

S. Exc. M. GÉRARD demande que son observation soit consignée au procès-verbal.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il en sera ainsi.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, croit qu'il serait utile de comprendre le texte des trois dispositions susvisées dans l'examen auquel il sera procédé, d'autres articles de l'avant-projet ayant avec ces dispositions des points de contact qui ne permettraient pas de faire complètement abstraction de ces dernières.

Il s'agirait d'examiner celles-ci sommairement, au point de vue de la forme, on y reviendrait plus tard en ce qui concerne le fond. On pourrait s'inspirer de la procédure suivie dans les Parlements, où l'on a recours à une première, une deuxième et même une troisième lecture.

M. LE PRÉSIDENT se déclare d'accord avec l'honorable Délégué de la Grande-Bretagne.

M. le Président donne lecture du premier alinéa de l'article 1^{er}, ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, les primes directes et indirectes dont bénéficieraient la fabrication ou l'exportation des sucres, et à ne pas établir de primes de l'espèce pendant toute la durée de ladite Convention.

Sir HENRY BERGNE, Délégué de la Grande-Bretagne, fait remarquer que ce texte, qui vise explicitement les primes à la fabrication et à l'exportation, ne fait pas mention de la production. A cet égard, le texte ci-après paraîtrait préférable :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, les primes directes et indirectes dont bénéficieraient les sucres, et à ne pas en établir pendant toute la durée de ladite Convention.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, préfère au texte proposé par Sir Henry Bergne la formule de l'avant-projet. Il estime toutefois que l'on pourrait utilement substituer dans celles-ci le mot « production » au mot

« fabrication ». Il fait remarquer que le terme « production » aurait un sens plus large et pourrait s'appliquer notamment aux avantages accordés à la culture de la betterave, lesquels ont été considérés par la Conférence comme constituant des primes.

M. LE PRÉSIDENT dit que le terme « fabrication » a été emprunté à la Convention signée à Londres en 1888. Il se rallie, quant à lui, à la proposition de M. de Koerner, à raison de la portée plus générale du mot « production ».

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, se demande s'il n'y aurait pas avantage à accoler les deux mots, le terme « production » paraissant s'appliquer plus spécialement à la betterave et le mot « fabrication » au sucre.

S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, estime que l'emploi simultané des deux mots serait une superfétation. Le terme « production » est le plus vaste ; il englobe toutes les phases par lesquelles il faut passer pour arriver au produit fabriqué, depuis la culture de la betterave jusques et y compris le raffinage.

M. LE PRÉSIDENT dit que ce commentaire sera consigné au procès-verbal de manière à fixer l'interprétation à donner à la disposition.

M. BRAUDUIN, Délégué de la Belgique, constate que la Convention signée à Londres le 30 août 1888 contenait, à l'article 2, une disposition ainsi conçue :

Par exception au principe mentionné au premier alinéa de cet article, on pourra accorder le remboursement ou décharge de droits pour le sucre employé à la fabrication des chocolats et autres produits destinés à l'exportation, pourvu qu'il n'en résulte aucune prime.

L'honorable Délégué propose de compléter le texte de l'article 1^{er} en s'inspirant de cette disposition. On pourrait, par exemple, ajouter, après le mot « sucres », ces mots : « et des produits sucrés ou autres analogues ».

M. BOUSQUET, Délégué de la France, dit qu'il doit être bien entendu que par produits sucrés on comprend seulement les produits, tels que chocolats, biscuits, lait condensé, qui contiennent artificiellement du sucre, mais que les produits qui, comme certains vins notamment, en ferment naturellement, ne sont pas visés.

M. LE PRÉSIDENT appuie cette observation et ajoute qu'il ne peut s'agir évidemment que de produits dans la composition desquels le sucre incorporé artificiellement entre en quantité quelque peu notable.

On pourrait utilement préciser les vues de la Conférence en citant, à titre d'exemple dans la convention même, quelques-uns des articles assimilés aux sucres.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, juge également cette addition utile. Il estime que le commentaire, très clair et très précis, qui vient d'être fait, devrait être noté au procès-verbal.

M. LE PRÉSIDENT déclare qu'il en sera ainsi.

Il donne lecture du texte du premier alinéa de l'article 1^{er} tel qu'il résulte de l'examen auquel il vient d'être procédé. Ce texte est le suivant :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, les primes directes et indirectes dont bénéficieraient la production ou l'exportation des sucres, et à ne pas établir de primes de l'espèce pendant toute la durée de ladite Convention. Pour l'application de cette disposition, les produits sucrés, tels que chocolats, biscuits, lait condensé, etc., sont assimilés aux sucres.

La Conférence aborde l'examen de la rédaction proposée pour le second alinéa de l'article 1^{er}, ainsi formulé :

Toutefois, la France pourra conserver un écart de 20 francs au maximum entre le tarif plein de l'impôt intérieur de consommation et le tarif applicable exclusivement aux rendements de 7 3/4 à 10 1/2 kilogrammes de suc raffiné par 100 kilogrammes de betteraves mises en œuvre.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, demande s'il ne serait pas nécessaire de reproduire dans cet alinéa la partie de la proposition française comprise dans ces mots : « et à appliquer le tarif plein aux rendements supérieurs à 10 1/2 0/0. »

M. le PRÉSIDENT fait remarquer que cette condition est exprimée par la rédaction proposée, le mot « exclusivement » écartant à la fois les rendements inférieurs à 7 3/4 0/0 et ceux supérieurs à 10 1/2 0/0.

S. Exc. M. PHIPPS se déclare satisfait.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, dit que l'article 2 de la Convention signée à Londres en 1888 contenait les dispositions ci-après :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent :

A percevoir l'impôt sur les quantités de sucre destinées à la consommation, sans accorder à l'exportation aucun drawback ou remboursement de droits, ni aucune décharge qui puisse donner lieu à une prime quelconque.

Dans ce but, elles s'engagent à soumettre au régime de l'entrepôt, sous la surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques de sucre et les fabriques-raffineries, de même que les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses.

Il paraît désirable à l'honorable Délégué d'inscrire une disposition analogue dans la convention à intervenir. Cette disposition ferait l'objet d'un article spécial qui prendrait place après l'article 1^{er} et qui pourrait être ainsi conçu :

Art. 1 a. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à percevoir l'impôt sur les quantités de sucre destinées à la consommation, et à soumettre au régime de l'entrepôt les fabriques de sucre, y compris les raffineries et les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses.

M. de Koerner croit que semblable disposition suffirait pour donner la garantie que les États dont le système fiscal actuel ne répond pas entièrement

aux principes dont s'inspire la convention modifient leur législation de manière à la rendre conforme à celle des autres Etats signataires.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que déjà, dans la session de 1898, la Délégation belge avait donné l'assurance que la Belgique modifierait sa législation dans ce sens. Il ne voit donc aucune objection à l'adoption d'une stipulation de l'espèce.

La Conférence pourrait, dans sa prochaine séance, se mettre d'accord sur la disposition proposée, qui sera imprimée et distribuée dans l'intervalle.

M. le Président donne lecture de l'article 2, dont la teneur suit :

Tombent sous l'application de l'article précédent tous les avantages résultant directement ou indirectement, pour les fabricants ou pour les raffineurs, de la législation fiscale des Etats, notamment :

- a) Les bonifications directes accordées en cas d'exportation ;
- b) Les bonifications directes accordées à la fabrication ;
- c) Les exemptions d'impôt, totales ou partielles, accordées pour une partie des produits de la fabrication ;
- d) Les bénéfices résultant d'excédents de rendement ;
- e) Les bénéfices résultant de l'exagération du drawback.

Il propose, comme conséquence de la modification adoptée à l'article 1^{er}, de substituer aux mots : « pour les fabricants ou pour les raffineurs », les mots : « pour les diverses catégories de producteurs ».

Cette proposition obtient l'assentiment de l'assemblée. Il est également entendu que le mot ; « fabrication » figurant sous le litt. b, sera remplacé par « production ».

M. le Président, en vue de préciser le sens à attribuer aux mots : « législation fiscale des Etats », rappelle que cette expression doit s'entendre des mesures prises par les pouvoirs publics en général, qu'elles émanent des provinces, des communes ou des Etats eux-mêmes.

Cette observation serait consignée au procès-verbal pour servir de commentaire.

L'assemblée décide qu'il en sera ainsi,

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, désirerait savoir si le litt. a vise notamment une catégorie de primes dont la Conférence s'est occupée précédemment, celles que constituent les détaxes de distance. Celles-ci, quelle que soit leur raison d'être, agissent, de l'avis de l'honorable Délégué, comme de véritables primes, et dès lors le litt. a devrait les comprendre.

M. DELATOUR, Délégué de la France, fait observer que la question des détaxes de distance a déjà donné lieu à un long débat, au cours duquel la Délégation française avait cru démontrer que les détaxes de distance existant en France étaient sans influence sur la concurrence internationale. Il semblait avoir été entendu, d'ailleurs, à la suite de cette discussion, que l'on entendait simplement demander à la France de s'engager à ne pas augmenter, dans l'avenir, le taux de la détaxe.

M. BEAUDUIN dit qu'il a jugé la question trop importante pour ne pas la soulever à nouveau à propos de l'article en discussion.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que l'énumération des modalités de la prime, telle qu'elle est formulée, n'est pas limitative, mais seulement énonciative, en sorte que si la Conférence le jugeait nécessaire, elle pourrait revenir ultérieurement sur les espèces de primes ne rentrant pas dans cette énumération.

M. le Président rappelle la décision prise, dans la sixième séance, au sujet de la question des détaxes de distance, décision qui se trouve rapportée en ces termes au procès-verbal :

« M. le Président propose de diviser la question : d'envisager séparément « la situation de fait existant en France, étant entendu qu'elle ne serait pas « accentuée dans l'avenir; d'autre part, d'examiner si le transport gratuit « et même le transport au-dessous du prix de revient ne constitueraient pas « une prime indirecte.

« La Conférence se réserve de discuter ces points dans une séance ultérieure ».

M. DELATOUR dit que les instructions des Délégués français les autorisent à prendre l'engagement qui avait été demandé, à savoir que le taux des détaxes de distance ne serait pas augmenté; mais elles ne leur permettent pas de consentir à leur suppression. Si la question des détaxes était donc visée par le litt. a, ainsi que le considère M. Beauduin, la Délégation française ne se trouverait pas autorisée à voter ce paragraphe.

M. LE PRÉSIDENT pense que l'assemblée pourrait se mettre d'accord sur la rédaction de l'article sans trancher la question spéciale qui vient d'être remise en discussion.

Il y a d'ailleurs d'autres points se rattachant à cet article qu'il serait utile d'élucider : ainsi, faudrait-il considérer comme constituant une prime indirecte des avantages généraux accordés à la navigation ? Il ne peut entrer dans l'esprit de la Conférence que des subventions accordées à des lignes de navigation constituent une prime en faveur des sucres dont elles effectuent le transport.

M. le Président propose donc de réserver les questions spéciales d'application et de ne se prononcer pour le moment que sur l'énoncé du principe.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, dit que dans ces conditions, il ne voit pas d'inconvénient à se rallier au texte proposé.

M. BEAUDUIN constate que toute décision est réservée sur la question de principe, plus importante que la Délégation française ne paraît le croire.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de l'article 2 tel qu'il a été modifié par l'assemblée et dont le texte est devenu le suivant :

Tombent sous l'application de l'article précédent tous les avantages résultant directement ou indirectement, pour les diverses catégories de producteurs, de la législation fiscale des Etats, notamment :

- a) Les bonifications directes accordées en cas d'exportation ;
- b) Les bonifications directes accordées à la production ;
- c) Les exemptions d'impôt, totales ou partielles, accordées pour une partie des produits de la fabrication ;
- d) Les bénéfices résultant d'excédents de rendement ;
- e) Les bénéfices résultant de l'exagération du drawback.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, se demande s'il ne conviendrait pas d'ajouter à l'énumération contenue dans l'article 2 un litt. *f* ainsi conçu :

« *f*) Les bénéfices qui pourraient découler de l'écart entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation. »

Il rappelle que la définition de la prime a été complétée par un paragraphe ainsi formulé :

Considérant que des avantages semblables à ceux résultant des primes définies ci-dessus peuvent, en certaines circonstances, découler de l'écart entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation, la Conférence décide qu'il y a lieu de limiter cet écart à un maximum suffisant pour la protection du marché intérieur.

Il lui semble que l'adjonction de la disposition proposée établirait utilement un lien entre les articles 2 et 3 de la convention.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que l'article 1^{er} stipule la suppression des primes et que l'article 2 dit : « Tombent sous l'application de l'article précédent tous les avantages résultant, directement ou indirectement, pour les diverses catégories de producteurs, de la législation fiscale des Etats, notamment :... » Si donc on ajoutait à l'énumération de l'article 2 le littéra proposé par S. Exc. M. Phipps relativement à la surtaxe, cette addition aurait pour portée de rendre obligatoire la suppression de toute surtaxe. Or, la Conférence n'a en vue que la limitation de la surtaxe.

S. Exc. M. PHIPPS répond qu'il ne demande que l'énonciation du principe.

Sir HENRY BERGNE ajoute que la Délégation britannique n'a en vue que l'écart qui pourrait constituer une prime, c'est-à-dire qui dépasserait un chiffre suffisant pour protéger le marché intérieur.

M. LE PRÉSIDENT émet l'avis que l'on pourrait, dans cet ordre d'idées, indiquer dans le préambule de la Convention le but que la Conférence s'est proposé : on constaterait que les Etats signataires désirent assurer, par la suppression des primes, la concurrence à armes égales entre le sucre de canne et le sucre de betterave et parer en même temps, par la limitation de la surtaxe, aux conséquences que pourrait avoir, en donnant naissance à des primes déguisées, l'exagération de l'écart entre le droit d'entrée et le droit intérieur de consommation.

M. le Président estime qu'un considérant semblable serait de nature à donner satisfaction à la Délégation britannique.

Il ne paraît guère possible d'aller plus loin et de mentionner dans l'article 2

des avantages indirects dont la Conférence n'a pas entendu proscrire absolument le principe.

La raison d'être de l'article 3 ressortira d'ailleurs suffisamment des discussions relatées dans les procès-verbaux.

8. Exc. M. PHIPPS juge désirable de ne pas omettre dans l'énumération de l'article 2 l'un des avantages les plus importants et que l'on a envisagé, à juste titre, dans la définition de la prime.

M. LE PRÉSIDENT constate qu'il ne s'agit plus en ce moment d'une simple définition, mais d'un texte formel de convention qui entraînerait une proscription absolue. L'avantage qu'a en vue S. Exc. M. Phipps ne doit pas être pros crit, mais simplement limité, et c'est à quoi pourvoit l'article 3 de l'avant-projet de convention.

M. BOUSQUET, Délégué de la France, fait observer que l'intention de la Conférence est cependant de proscrire tout écart dépassant le chiffre nécessaire pour assurer la protection du marché intérieur. Dès lors une disposition à cet égard pourrait logiquement prendre place dans l'article 2. La proscription d'un écart exagéré est, en effet, aussi absolue que celle des autres primes indirectes énumérées.

Sir HENRY BERGNE appuie l'observation de l'honorable Délégué de la France.

M. LE PRÉSIDENT croit suffisant de formuler le principe dans le préambule de la convention, ainsi qu'il vient de le proposer. Une convention doit avoir dans son dispositif un texte aussi net et en même temps aussi concis que possible.

S. Exc. M. PHIPPS, en vue de tenir compte des observations présentées, suggère la rédaction suivante pour le litt. f proposé par lui :

« f) Les bénéfices qui pourraient résulter de l'exagération de l'écart entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation au delà du chiffre nécessaire pour protéger le marché intérieur. »

Sir HENRY BERGNE ajoute que l'article 3 viendrait compléter cette disposition en fixant le quantum de l'écart.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, est d'avis qu'il importe d'éviter toute cause de malentendu pour l'avenir.

L'article 3 lui paraît répondre à tous les besoins de la situation ; il est de nature à résoudre d'une façon mathématique la question des surtaxes et des cartels. La limitation précise qu'il formule empêchera toute organisation de cartel qui puisse contrevenir au but de la Conférence.

L'insertion de la disposition proposée pourrait être la source de difficultés ultérieures. Elle ferait naître, en effet, des doutes, car on se poserait la question de savoir si tel écart existant dans un pays déterminé donne lieu ou non à des avantages indirects.

Si la question était réservée jusqu'au moment où l'on examinera l'article 3, il serait peut-être inutile d'y revenir.

S. Exc. M. PHIPPS propose de réserver cette disposition pour une deuxième lecture. La Délégation britannique ne renonce pas, pour le moment, à l'insertion demandée.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, est d'avis que la proposition de M. le Président, concernant l'insertion d'un considérant dans le préambule de la convention est de nature à donner satisfaction complète à tous les Délégués.

M. LE PRÉSIDENT propose de réserver la question, ainsi que l'a demandé S. Exc. M. Phipps, pour une deuxième lecture.

Il en est décidé ainsi.

La Conférence passe à l'examen de l'article 3, conçu en ces termes :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à limiter au chiffre maximum de... francs par 100 kilogrammes de sucre raffiné l'écart entre le taux des droits ou taxes dont sont passibles les sucres étrangers et celui des droits ou taxes auxquels sont soumis les sucres indigènes.

Il est entendu que cet examen ne porte que sur la rédaction, le fond étant réservé pour être discuté conjointement avec l'article 11.

M. BOUSQUET, Délégué de la France, propose de remplacer le mot « indigène » qui termine l'article par le terme « nationaux » d'un sens plus étendu. La qualification d'indigène pourrait paraître exclure les sucres coloniaux. Dans certains pays, en effet, — en France notamment, — on divise les sucres en sucres indigènes et en sucres exotiques, cette dernière désignation s'appliquant entre autres aux sucres coloniaux.

L'assemblée se rallie à la modification proposée.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, revenant sur la question soulevée à propos de l'article 1^{er} par l'honorable M. de Koerner, fait remarquer que dans la Convention de Londres, un article spécial était consacré au régime applicable aux raffineries. Cet article était ainsi conçu :

Art. 3. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre les raffineries de sucre au même régime que les fabriques de sucre.

En outre, chaque pays pourra tenir un compte de raffinage à titre de contrôle par le moyen de la saccharimétrie, ou tout autre supplément de contrôle, afin de s'assurer contre une prime à l'exportation.

M. Beauduin exprime l'avis que si l'on complète le projet de convention par l'article additionnel qu'a proposé l'honorable Délégué de l'Allemagne, et qui s'inspire d'une des dispositions de l'article 2 de la Convention de Londres, il conviendra d'y introduire également une disposition calquée sur l'article 3 de cette dernière Convention, afin de bien établir que les raffineries et les fabriques-raffineries seront soumises au même régime que les fabriques de sucre.

M. DE KOERNER répond que la disposition dont il a formulé le texte lui avait paru suffisante. Mais il ne verrait pas d'objection à la compléter dans le sens indiqué par l'honorable M. Beauduin, si on le jugeait désirable.

La Conférence passe à l'examen de l'article 4, ainsi libellé :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à frapper d'un droit spécial, à l'entrée sur leur territoire, les sucres originaires de pays qui accorderaient des primes à la fabrication ou à l'exportation.

Ce droit ne pourra être inférieur au montant des primes, directes ou indirectes, accordées dans le pays d'origine.

Les Hautes Parties se réservent la faculté, chacune en ce qui la concerne, de prohiber l'importation des sucres primés.

Ainsi que le fait remarquer S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH, le mot « fabrication » qui figure au premier alinéa devra être remplacé par « production », suivant la décision prise à propos de l'article 1^{er}.

M. DELATOUR, Délégué de la France, demande s'il ne serait pas possible de fondre en un seul les deux derniers alinéas de l'article 4.

Il ne faudrait pas que l'on puisse prétendre plus tard qu'en se réservant le droit de frapper de prohibition les sucres primés, les Hautes Parties contractantes se sont enlevé *a contrario* le droit de frapper également de prohibition, si certains le jugent à propos à un moment donné, les sucres même non primés des pays ne participant pas à la convention. Or, s'il ne peut évidemment entrer dans la pensée d'aucun des membres de la Conférence que les Puissances représentées se trouvent liées vis-à-vis de celles qui restent en dehors de la convention, il importerait de prévenir tout malentendu susceptible de se produire à cet égard, et une modification tendant à ce but, si elle n'est pas indispensable, peut au moins paraître utile.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que si le premier alinéa parle, d'une façon générale, des sucres originaires de pays qui accorderaient des primes, il ne vise en fait que les pays non adhérents qui seraient dans ce cas. En ce qui concerne les sucres non primés provenant de pays tiers, chaque Etat conserve évidemment sa liberté d'action.

La fusion des deux derniers alinéas aurait l'avantage de montrer que les dispositions qui en font l'objet se rattachent au même ordre d'idées.

M. DELATOUR constate qu'au surplus il suffira, pour éviter toute fausse interprétation au dehors, que le procès-verbal conserve trace de cet échange d'observations.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit que la Délégation britannique ne pourrait adhérer définitivement à l'article 4 sans qu'une entente s'établisse quant à l'application de la clause de la nation la plus favorisée,

M. LE PRÉSIDENT donne acte de cette réserve ; il est entendu que l'article n'est adopté que sous le bénéfice de cette observation.

M. le Président donne lecture de l'article 5, ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à admettre au taux le plus réduit de leur tarif d'importation les sucres originaires des pays contractants.

Les sucres de betterave ne pourront être frappés d'un droit plus élevé que les sucres de canne.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit qu'il importerait de fixer nettement le sens du mot « originaire ».

Sir HENRY BERGNE cite, à titre d'exemple, le cas de sucres allemands qui seraient raffinés en Angleterre et exportés ensuite en destination d'un autre pays.

S. Exc. M. PHIPPS propose d'ajouter, à la fin du deuxième alinéa, les mots « et vice versa », afin de bien marquer que de même que les sucres de betterave ne pourront être frappés d'un droit plus élevé que les sucres de canne, ceux-ci ne pourront être plus fortement taxés que les premiers.

M. LE PRÉSIDENT répond que c'est bien dans cet esprit que la disposition a été rédigée. On pourrait dire : « Les sucres de canne et les sucres de betterave ne pourront « être frappés de droits différents ».

La Conférence se rallie à cette rédaction.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de l'article 6, en remplaçant le mot « fabrication » par le mot « production ».

Le texte de cet article est dès lors le suivant :

Sont dispensés de l'obligation inscrite à l'article 1^{er} relativement aux primes de production, ainsi que de l'engagement faisant l'objet de l'article 3 :

- 1° Les pays qui n'exportent pas de sucre ;
- 2° Ceux qui, imposant la production du sucre, n'accordent ni drawback, ni décharge de droits ou de quantités ;
- 3° Ceux qui établissent des droits de sortie équivalents aux primes qu'ils allouent.

M. KÜHN, Délégué de l'Allemagne, fait observer que l'article 6 contient les résultats des délibérations de la Commission qui, entre les sixième et septième séances de la Conférence, a examiné la question du régime spécial à appliquer aux pays non exportateurs de sucre. La Commission avait accepté un projet de formule visant globalement les pays qui ne seront pas soumis aux dispositions concernant la suppression des primes et les surtaxes.

Comme les pays restant en dehors de la convention à conclure ne sont pas ici en cause, l'honorable Délégué se demande s'il ne serait pas préférable d'énumérer les pays en question prenant part à la convention, c'est-à-dire l'Espagne, l'Italie, la Roumanie et la Suède. Selon lui, une pareille disposition ne serait d'ailleurs pas sans inconvénient, parce qu'en principe elle est contraire au postulat d'une réciprocité absolue, et parce qu'en pratique elle pourra être dangereuse pour les pays exportateurs du sucre. Bien entendu, pour un pays qui actuellement ne produit du sucre que pour sa consommation intérieure, plus il protégera sa production nationale, plus tôt il sera à même d'exporter et d'entrer en concurrence sur les marchés tiers avec les autres pays. Or, il est certain qu'on protège la production par un droit d'entrée exagéré, et, à cet égard, l'honorable Délégué de l'Allemagne prie la Conférence de ne pas perdre de vue que les surtaxes qui ont été établies jusqu'à

présent dans les pays indiqués ci-dessus seront d'une efficacité d'autant plus grande qu'on réduit les primes dans les autres pays.

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement allemand, dans le très vif désir de faire disparaître les primes sucrières, se rallierait à la manière de voir de la majorité de la Conférence et concéderait aux pays respectifs le maintien de leur législation actuelle.

Seulement, dans ce cas, on devrait avoir l'assurance absolue que les pays non exportateurs adapteront leur législation à celle des autres États contractants dès qu'ils auront une exportation d'une importance quelconque. L'existence d'une production permettant l'exportation devrait être constatée par une décision de la majorité de la Commission permanente, et les pays intéressés devraient s'engager strictement à modifier leur législation, dans le sens indiqué, dans un certain délai à partir de la date de cette décision.

Il serait à désirer que ces États communiquent d'avance, soit à la Conférence, soit à la Commission permanente, les projets de lois à proposer le cas échéant.

C'est pour ces raisons que l'honorable Délégué propose d'ajouter à l'article 6 un alinéa ainsi conçu :

Ces pays s'engagent à adapter leur législation sur le régime des sucres aux dispositions de l'article 1^{er} dans un délai de six mois à partir du moment où la Commission permanente (voir art. 7) aura constaté, à la majorité des voix, que les conditions indiquées ci-dessus ont cessé d'exister.

M. LE PRÉSIDENT dit que, d'après la proposition qui vient d'être formulée, l'article 6 serait limité dans son application aux seuls pays envisagés qui font partie de la Conférence, à l'exclusion de ceux qui adhéreraient ultérieurement.

D'autre part, il y aurait, pour les premiers, obligation d'adapter leur législation aux conditions mentionnées dans l'article proposé par l'honorable M. de Koerner, dans un délai de six mois à partir du moment où ils commenceraient à exporter, fait qui serait constaté par la Commission permanente.

M. le Président fait remarquer que l'article 6 de l'avant-projet a une portée plus étendue : le jour où les pays envisagés exporteraient, ils ne devraient pas seulement modifier leur législation quant au mode d'imposition, mais ils seraient tenus de se conformer à toutes les stipulations de la convention ; en un mot, le régime exceptionnel tout entier viendrait à disparaître en ce qui les concerne.

S. Exc. M. le comte WRANGEL, Ministre de Suède et Norvège, dit qu'en effet, dès que ces pays deviendraient exportateurs, il n'y aurait plus de dispense en leur faveur.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, croit qu'il peut y avoir avantage à constater explicitement dans la convention qu'aussitôt que les conditions prescrites par l'article 6 pour jouir de la dispense cessent d'être remplies, l'État intéressé est tenu de modifier sa législation pour la rendre conforme aux principes de la convention. Il est désirable surtout de fixer un délai dans lequel la modification doit être réalisée.

L'honorable Délégué ajoute que si l'article 1^{er} proposé par lui était accepté, il devrait être mentionné, au même titre que les deux articles déjà cités, dans le premier alinéa de l'article 6.

M. LE PRÉSIDENT se déclare d'accord, quant au fond, avec l'honorable M. de Koerner. Il lui semble toutefois préférable d'adopter une rédaction d'une portée plus générale ; il faudrait que, les conditions de la dispense venant à n'être plus remplies, il y eût obligation de se soumettre dans les six mois à toutes les clauses de la convention. Une disposition dans ce sens donnerait, semble-t-il, entière satisfaction aux honorables Délégués de l'Allemagne.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, croit devoir rattacher à l'examen de l'article 6 un doute qu'a fait naître en son esprit la déclaration faite dans la huitième séance par la Délégation italienne. Il y était constaté ce qui suit :

« Le Gouvernement du Roi a déclaré qu'il était tout disposé à prendre « l'engagement de ne pas accorder de primes à l'exportation, mais qu'il ne « croyait pas nécessaire d'entrer dans la voie de s'interdire la faculté d'exporter, les conditions toutes particulières de l'industrie sucrière italienne rendant, dans tous les cas, l'exportation absolument impossible ».

Y a-t-il conformité ou désaccord entre cette déclaration et les dispositions de l'article 6 ?

Le Gouvernement italien s'engage à ne pas accorder de primes. Mais quelles sont ses intentions en ce qui concerne le drawback : compte-t-il accorder la décharge des droits en cas d'exportation ? Dans la négative, la déclaration était superflue. Par contre, s'il y avait drawback, on s'écarterait de l'esprit et du texte de l'article 6.

Il conviendrait donc que la portée de la déclaration fût précisée.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que la déclaration italienne se rapporterait à un engagement à prendre. Or, il ne s'agit dans la présente discussion que d'une condition de fait, qui se trouvera remplie ou non. Aujourd'hui, les conditions économiques de sa production ne permettent pas à l'Italie d'exporter ; le jour où elle exporterait, elle serait tenue de modifier sa législation et de se soumettre à toutes les obligations découlant de la convention.

M. le commandeur MARAINI, Délégué de l'Italie, ne peut que se rallier à l'observation formulée par M. le Président en réponse à la question de l'honorable M. Beauduin. Le jour où les pays dont il est question à l'article 6 exporteraient, ils tomberaient sous l'application de l'ensemble des dispositions de la convention.

Il ajoute que, bien que l'on désire se réserver le droit d'exporter, on est, pour le moment, si éloigné de penser à la possibilité de l'exportation du sucre brut produit en Italie, que la dernière loi de 1900 ne contient aucune disposition à ce sujet. Seul, le règlement approuvé par décret royal du 6 juin 1901, qui prévoit le cas de l'établissement de dépôts de douane, laisse la faculté aux fabriques de travailler leur sucre en exemption d'impôt, de le déposer dans ces magasins, d'où elles peuvent, ou le livrer à la raffinerie en acquittant l'impôt, ou l'exporter sans recevoir aucune prime.

Il est évident que le prix du sucre sur les marchés internationaux étant d'environ 18 francs les 100 kilogr., à 88°, et le prix de revient du sucre en Italie étant d'environ 40 francs y compris les amortissements, et quelquefois même davantage, il ne peut être question, dans la situation actuelle, d'une exportation quelconque.

L'article 6 suggère à la Délégation italienne une question qui se rattache à

l'article 1^{er}. Pour mettre ledit article en concordance avec ce dernier, complété suivant la proposition de l'honorable M. Beauduin acceptée par la Concrence, il faudrait ajouter au 1^o de l'article 6 les mots ; « et de produits sucrés ». Or, si l'Italie n'exporte pas de sucre, à cause des hauts prix de revient, elle exporte cependant, quoique dans une mesure limitée, quelques produits sucrés, tels que du vermouth, du lait condensé, des fruits confits, etc.

On peut donc se demander si la situation faite à l'Italie par l'article 6, qui lui permet de maintenir sa législation intérieure, pourra être compromise par cette exportation de produits sucrés, que l'Italie doit désirer voir se développer. L'honorable Délégué ne le pense pas, puisque le remboursement des droits se fait sans prime, c'est-à-dire sur la base pure et simple du sucre contenu dans ces produits, et déterminé par la polarisation. Quoi qu'il en soit, la Délégation italienne désirerait être fixée à ce sujet.

M. BEAUDUIN constate que M. le commandeur Maraini a montré que l'Italie ne pourrait exporter du sucre brut que dans des conditions onéreuses qui rendent en réalité l'exportation impossible. Il n'en serait peut-être pas de même en ce qui concerne les sucres raffinés provenant de sucres bruts étrangers travaillés en Italie.

M. le commandeur MARAINI répond que les raffineries se trouveraient dans la même situation que les fabriques, car elles devraient travailler sous le régime de l'exercice si elles entendaient exporter. Du reste, une expérience de plusieurs années a démontré que ni les fabriques, ni les raffineries n'ont de tendance à exporter.

Comme les sucres qui se trouvent dans les magasins de douane sont soumis au contrôle fiscal, le Gouvernement pourra toujours, si le cas s'en présentait, suivre ces sucres et en régler le mouvement.

M. LE PRÉSIDENT croit devoir rappeler à nouveau que l'article 6 ne vise qu'une question de fait. C'est à la Commission permanente qu'il appartiendra de constater qu'un pays est devenu exportateur ; dès ce moment, ce pays devra régler sa législation d'après les clauses de la convention. Cette obligation donne toutes les garanties désirables.

En ce qui concerne l'exportation des produits sucrés italiens, elle pourra s'effectuer aussi longtemps qu'aucune prime d'exportation ne sera accordée au sucre incorporé dans ces produits.

S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, rappelle que l'article 1^{er} comporte, de la part des Etats contractants, l'engagement général de ne pas établir de primes. Il paraît dès lors peu logique d'envisager dans l'article 6 l'existence de ces primes.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'en fait deux des pays visés par l'article 6 allouent actuellement des primes : l'Italie, qui limite le taux de la prise en charge à 2,000 grammes, et la Roumanie, qui accorde une prime directe à la production. C'est cette dernière situation qui explique la disposition faisant l'objet du 3^o de l'article 6.

Envisageant la situation de la Suède, M. le Président fait remarquer que l'absence de drawback y rend l'exportation impossible ; ce pays tombe, en réa-

lité, sous l'application du 1°, et il n'a aucun intérêt à ce que sa situation soit spécialement prévue au 2°.

Le 2° vise la cause et le 1°, l'effet ; il doit suffire de viser l'effet ; et le 2° paraît dès lors inutile.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, fait part à l'assemblée d'une réflexion que lui suggère l'article 6. Le 3° de cet article vise les pays « qui établissent des droits de sortie équivalents aux primes qu'ils allouent ». Y a-t-il bien lieu de dispenser ces pays de l'engagement faisant l'objet de l'article 3, et de leur laisser ainsi la faculté d'élever, sans limitation, le taux de leurs droits d'entrée.

La Roumanie, par exemple, pourrait-elle s'octroyer une surtaxe favorisant la création de cartels ? Et si l'Allemagne annihilait ses primes au moyen de droits de sortie, pourrait-elle réclamer la dispense inscrite à l'article 6 et en faire profiter ses cartels ?

L'honorable Délégué ne pense pas que semblable interprétation rentre dans les idées de la Conférence.

M. LE PRÉSIDENT répond que le 3° de l'article 6 ne vise évidemment pas les pays exportateurs de sucre.

L'objection viendra d'ailleurs à tomber si, comme l'a proposé l'honorable M. Kühn, on mentionne à l'article 6 les pays auxquels il sera applicable.

S. EXC. M. DE VILLA URRUTIA, Ministre d'Espagne, croit que la solution la meilleure serait de spécifier ces pays en constatant que la dispense ne leur sera accordée qu'aussi longtemps qu'ils n'exporteront pas.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que cette solution s'adapte parfaitement à l'Espagne, l'Italie et la Suède, mais non à la Roumanie.

S. EXC. M. MAVRODI entend, en effet, réserver à la Roumanie le droit d'exporter. Il demandera d'ailleurs des instructions à son Gouvernement.

Sir HENRY BERGNE croit que l'on pourrait utilement consigner dans un protocole une exception spéciale pour la Roumanie. Le droit qu'elle entend se réserver pourrait donner naissance à des cartels.

L'assemblée décide de poursuivre l'examen de l'article 6 dans la prochaine séance, fixée au vendredi 24 janvier, à 10 heures et demie.

La séance est levée à 1 heure.

Le Président,

P. DE SMET DE NAEYER.

Les Secrétaires,

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

DIXIÈME SÉANCE

VENDREDI 24 JANVIER 1902.

Présidence de M. le comte de SMET DE NAEYER.

La séance est ouverte à 10 heures et demie.

Tous les délégués sont présents, hormis M. Johannes, Délégué de l'Allemagne.

L'assemblée reprend l'examen de l'article 6 de l'avant-projet de convention préparé par le Bureau, article ainsi conçu :

Sont dispensés de l'obligation inscrite à l'article 1^{er} relativement aux primes de production, ainsi que de l'engagement faisant l'objet de l'article 3 :

- 1° Les pays qui n'exportent pas de sucre ;
- 2° Ceux qui, imposant la production du sucre, n'accordent ni drawback, ni décharge de droits ou de quantités ;
- 3° Ceux qui établissent des droits de sortie équivalents aux primes qu'ils allouent.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que la Conférence est saisie d'une proposition émanée de l'honorable M. Kühn : il s'agirait d'énumérer dans l'article 6 les pays dispensés de l'obligation inscrite à l'article 1^{er} ainsi que de l'engagement faisant l'objet de l'article 8, et d'ajouter un nouvel alinéa ainsi formulé :

Ces pays s'engagent à adapter leur législation sur le régime des sucres aux dispositions de l'article 1^a, dans un délai de six mois à partir du moment où la Commission permanente aura constaté, à la majorité des voix, que les conditions indiquées ci-dessus ont cessé d'exister.

M. le Président est d'avis qu'il conviendrait, comme il l'a fait remarquer dans la précédente séance, de viser dans cette disposition additionnelle, non pas simplement l'article 1^a proposé par M. de Koerner, mais la convention elle-même dans son ensemble ; il faudrait donc remplacer les mots « de l'article 1^a » par les mots « de la présente convention ».

M. KÜHN donne son assentiment à cette modification.

Celle-ci obtient également l'approbation de l'assemblée.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que si la proposition de l'honorable M. Kühn s'adapte d'une façon tout à fait adéquate à la situation de l'Espagne, de l'Italie et de la Suède, il n'en est pas de même en ce qui concerne la Roumanie, le seul Etat qui impose un droit de sortie équivalent à la

prime de production qu'il accorde. La solution la plus simple ne serait-elle pas de maintenir la disposition faisant l'objet du 3°, étant entendu qu'elle s'appliquerait exclusivement au régime de la Roumanie ?

M. le Président suggère pour l'ensemble de l'article la rédaction ci-après :

L'Espagne, l'Italie et la Suède seront dispensées de l'obligation inscrite à l'article 1^{er} relativement aux primes de production, ainsi que de l'engagement faisant l'objet de l'article 3, aussi longtemps qu'elles n'exporteront pas de sucre.

Cette dispense s'appliquera également à la Roumanie aussi longtemps qu'elle conservera un droit de sortie équivalent aux primes qu'elle alloue.

Ces pays s'engagent à adapter leur législation sur le régime des sucres aux dispositions de la Convention, dans un délai de six mois à partir du moment où la Commission permanente aura constaté, à la majorité des voix, que les conditions indiquées ci-dessus ont cessé d'exister.

S. Exc. M. le comte WRANGEL, Ministre de Suède et Norvège, fait remarquer que le délai de six mois prévu dans le nouveau texte proposé ne pourrait être considéré comme suffisant par son Gouvernement. Les Chambres suédoises ne sont réunies que pendant quatre mois par an ; il pourrait dès lors arriver que l'on se trouve dans l'impossibilité de saisir le Parlement de la nouvelle législation dans le délai indiqué.

M. LE PRÉSIDENT est d'avis que l'on pourrait fixer le délai à un an.

Sur la proposition de M. DELATOUR, amendée par S. Exc. M. PHIPPS, l'assemblée adopte, à cet égard, la rédaction suivante : « dans le délai d'une année — ou plus tôt si faire se peut — ».

S. Exc. M. le comte WRANGEL dit que l'engagement ne vise sans doute que l'obligation de déposer un projet de loi ; il appartient, en effet, aux Chambres de se prononcer sur l'adoption de la législation proposée.

M. LE PRÉSIDENT répond affirmativement, en ajoutant que les pays en cause se trouveraient nécessairement exclus de la convention à défaut d'adoption du projet de loi en temps utile.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, remarque que le nouveau projet d'article 6 dispense l'Italie et la Suède « de l'obligation inscrite à l'article 1^{er} relativement aux primes de production, ainsi que de l'engagement faisant l'objet de l'article 3 ».

Il semble à l'honorable Délégué que la dispense formulée au profit de ces pays devrait viser non seulement les primes de production, mais aussi les autres avantages spécifiés à l'article 2. S'il n'en était pas ainsi, ces pays se trouveraient dans le cas de modifier leur législation. L'Italie et la Suède ont, en effet, le système de la prise en charge d'après un rendement présumé, système qui donne naissance à des primes. Il est vrai qu'en fait ces deux pays n'exportent pas. Mais l'honorable Délégué des Pays-Bas fait remarquer que, sans la mention suggérée par lui, ils devraient modifier leur législation même en n'ayant pas d'exportation effective.

M. LE PRÉSIDENT répond que ni l'Italie ni la Suède n'accordent de primes à l'exportation ; il ne résulte de leur législation intérieure que des primes indirectes à la production.

M. le commandeur MARAINI constate que l'Italie ne sera pas obligée de modifier sa législation, c'est-à-dire d'abandonner son système de prise en charge.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il en est bien ainsi.

S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, constate que le nouveau texte de l'article 6, qui spécifie les pays pour lesquels celui-ci a été inséré, ne pourrait plus s'appliquer aux Etats qui adhéreraient ultérieurement à la convention.

La désignation des pays non exportateurs a été reconnue nécessaire par suite de la suppression du 2° du projet primitif. Mais a-t-on réfléchi à cette conséquence que dès lors de nouveaux pays ne pourraient, en accédant à la convention, réclamer le bénéfice de la dispense prévue à l'article 6 ?

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il ne sera accordé de régime spécial qu'aux pays représentés à la Conférence. D'autres Etats ne pourraient adhérer ultérieurement à la convention qu'en se conformant aux conditions générales établies par celle-ci.

S. Exc. le comte WRANGEL, Ministre de Suède et Norvège, demande, à propos de la remarque qui vient d'être faite, s'il y aurait un réel inconvénient à maintenir le 2° du texte primitif.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que le 1° visait l'effet, et le 2° la cause ; l'article conserve la même portée si l'on vise simplement l'effet.

S. Exc. M. le comte WRANGEL fait observer que l'article aurait un caractère plus général si les pays n'étaient pas énumérés, ce qui permettrait aux pays adhérant ultérieurement de bénéficier du régime exceptionnel qui y est prévu. Mais il ne croit pas devoir insister sur ce point.

En vue de ne laisser aucun doute sur les intentions de son Gouvernement, l'honorable Délégué déclare que, dans le cas où la Suède serait amenée à exporter du sucre, le Gouvernement suédois s'engage à soumettre aux Chambres un projet de loi établissant l'impôt sur la consommation réelle.

M. LE PRÉSIDENT donne acte de cette déclaration.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, juge le nouveau texte proposé pour l'article 6 préférable à l'ancien. Il s'agit, en réalité, d'établir un régime exceptionnel pour certains pays dont on estime que l'importance, au point de vue de la production, est relativement secondaire. Mieux vaut spécifier les pays appelés à profiter de ces conditions spéciales pour des raisons bien déterminées.

L'application du régime d'exception à des pays qui adhéreraient ultérieurement pourraient conduire à des conséquences imprévues.

Si, avec la nouvelle rédaction proposée, un grand pays resté en dehors de la Conférence voulait se joindre plus tard aux pays signataires, il ne pourrait, sauf nouvel accord, accéder à la convention qu'en se soumettant aux conditions générales de l'acte, et non en limitant ses engagements à ceux réclamés seulement des pays ayant une production restreinte.

M. BOUSQUET, Délégué de la France, croit devoir faire quelques réserves au sujet de la situation spéciale dans laquelle se trouve placée la Roumanie. Ce pays accorde une prime à la production du sucre; il a, d'autre part, établi un droit de sortie sur le sucre exporté. Or, il conviendrait, semble-t-il, d'examiner non seulement la prime directe à la production, mais une autre prime, indirecte, qui pourrait se créer par le fait des surtaxes de douane très élevées qui existent en Roumanie. Grâce à ces surtaxes, il pourrait, en effet, s'établir une entente entre producteurs de sucre, lesquels trouveraient dans l'exagération des prix de vente à l'intérieur, le moyen de réaliser, sur les quantités livrées à la consommation, un bénéfice qui, reporté sur les produits livrés à l'exportation, constituerait une prime indirecte analogue à celle qui résulte des cartels allemands.

M. Bousquet estime, en conséquence, qu'il importerait d'être fixé sur le point de savoir si le droit de sortie visé par l'article 6 représenterait uniquement le remboursement de la prime directe à la production, ou s'il comprendrait également la prime indirecte pouvant provenir du cartel. Il demande à M. le Ministre de Roumanie de vouloir bien éclairer la Conférence à cet égard.

S. Exc. M. MAVRODI répond que le Gouvernement roumain considère la taxe d'exportation actuellement existante comme compensant absolument la prime donnée à la production.

M. BOUSQUET dit qu'il y a compensation quant à la prime directe, mais non en ce qui concerne l'espèce de prime indirecte qu'il vient de signaler. Il devrait être entendu que, pour compenser réellement les avantages faits à la sucrerie roumaine, les droits perçus à la sortie doivent comprendre également ce dernier avantage.

S. Exc. M. MAVRODI ne croit pas pouvoir prendre d'engagement à ce sujet.

M. BEAUDUIN estime que la question n'a pas, en fait, une importance suffisante pour retenir l'attention de la Conférence. Il existe en Roumanie six fabriques de sucre, et de nouvelles concessions ne pouvant être accordées, il n'y a pas lieu d'entrevoir l'hypothèse où ce nombre viendrait à augmenter.

Il n'y a pas davantage à examiner s'il est à craindre de voir se produire une exportation quelconque; le Gouvernement roumain ayant frappé les sucres à la sortie d'un droit égal à la prime qu'il alloue, l'exportation ne pourrait, vu les conditions onéreuses de la production, se faire qu'avec une perte importante pour les fabricants.

Si la Roumanie demande qu'on lui réserve la faculté d'exporter, tout en conservant une surtaxe élevée, c'est en vue d'éviter que, le débouché de son industrie étant limité au marché intérieur, des fabricants étrangers ne viennent lui faire sur ce marché une concurrence contre laquelle elle serait incapable de lutter.

M. Beauduin pense que ces réflexions suffiront pour que l'honorable M. Bousquet n'insiste pas à propos d'une faveur en réalité théorique.

M. BOUSQUET reconnaît que le danger qu'il a voulu indiquer est, pour le moment actuel, purement théorique; la situation qu'il a envisagée pourrait néanmoins se produire. Il ne croit pas devoir insister quant à présent et à

cette période de la discussion ; mais il lui a paru nécessaire de faire une réserve pour indiquer que la Commission permanente pourrait être appelée, le cas échéant, à évaluer la prime à résulter de la constitution d'un cartel en Roumanie, et cela devrait être stipulé dans la convention à intervenir.

M. LE PRÉSIDENT dit que les observations présentées seront consignées au procès-verbal.

La Conférence aborde l'examen de l'article 7 du projet de convention.

Les deux premiers alinéas sont adoptés sans observations. Ils sont ainsi conçus :

Les Hautes Parties contractantes conviennent de créer une Commission permanente internationale, qui sera chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la présente Convention.

Cette Commission sera composée de délégués de différentes Puissances et il lui sera adjoint un bureau permanent.

M. le Président donne lecture du troisième alinéa, ainsi formulé ;

Les délégués auront pour mission :

- a) D'examiner si, dans les Etats contractants, il n'est accordé aucune prime directe ou indirecte à la production ou à l'exportation des sucres ;
- b) De constater l'existence des primes dans les pays non signataires et d'en évaluer le montant en vue de l'application du droit spécial prévu à l'article 4 ;
- c) D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;
- d) D'instruire les demandes d'admission à l'Union des Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention.

Sir Henry BERGNE, Délégué de la Grande-Bretagne, demande s'il n'y aurait pas utilité à compléter le litt. a par une mention visant spécialement la situation des Etats désignés à l'article 6.

M. BOUSQUET, Délégué de la France, propose d'ajouter à ce littéra les mots : « et si les Etats visés à l'article 6 continuent à se conformer aux conditions spéciales prévues audit article ». .

Cette proposition ne soulevant aucune observation de la part de l'assemblée, le litt. a est adopté avec le complément dont il s'agit.

En ce qui concerne le litt. b, S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, propose de remplacer les mots : « en vue de l'application du droit spécial prévu à l'article 4 », par : « en vue de l'application de l'article 4 ». Il fait remarquer que l'article auquel la disposition se réfère prévoit, en réalité, deux hypothèses : l'établissement d'un droit compensateur ou la prohibition.

M. LE PRÉSIDENT appuie cette observation.

La disposition est adoptée avec la modification proposée.

A propos du litt. c, il est entendu que la Commission permanente pourra

être saisie des questions litigieuses, soit par les Gouvernements eux-mêmes, soit par leurs délégués au sein de la Commission.

Le texte du litt. *d* ne soulève pas d'observations.

Le texte du troisième alinéa devient donc le suivant :

Les délégués auront pour mission :

- a) D'examiner si, dans les Etats contractants, il n'est accordé aucune prime directe ou indirecte à la production ou à l'exportation des sucres, et si les Etats visés à l'article 6 continuent à se conformer aux conditions spéciales prévues audit article;
- b) De constater l'existence des primes dans les pays non signataires et d'en évaluer le montant en vue de l'application de l'article 4 ;
- c) D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;
- d) D'instruire les demandes d'admission à l'Union des Etats qui n'ont point pris part à la Convention.

L'assemblée adopte ensuite le quatrième alinéa ainsi formulé :

Le Bureau permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature qui se rapportent à la législation et à la statistique des sucres, non seulement dans les pays contractants, mais également dans tous les autres pays.

L'alinéa suivant est ainsi conçu :

Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Hautes Parties contractantes communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement..., qui les fera parvenir à la Commission, les lois, arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relatifs à l'objet de la présente Convention.

S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCHS, Ministre d'Autriche-Hongrie, propose de compléter, dès à présent, le texte de l'alinéa par la désignation du Gouvernement belge.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, dit que la Délégation française avait précisément pour instructions de proposer le Gouvernement belge comme celui auquel les communications prévues devraient être faites, de même que de proposer de fixer à Bruxelles le siège de la Commission permanente.

M. LE PRÉSIDENT répond que la Belgique ne peut que se sentir très honorée de la confiance dont témoigne la proposition qui vient d'être faite.

Il croit utile, vu l'importance de la disposition, de procéder à un vote.

Les diverses Délégations votent affirmativement.

M. le Président remercie, au nom du Gouvernement belge, la Conférence de l'accueil qu'elle a bien voulu réserver à la proposition.

L'assemblée passe à l'examen du sixième alinéa, ainsi formulé :

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée à la Commission par un Délégué ou par un Délégué et un Délégué adjoint.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, dit que les deux pays qu'il a l'honneur de représenter ont chacun leur autonomie dans la matière dont s'occupe la Conférence. Il doit donc être expressément entendu que l'Autriche et la Hongrie auront le droit d'être représentées chacune par un Délégué au sein de la Commission, au même titre que les autres Etats.

Cette observation ne soulevant aucune objection de la part de l'assemblée, M. LE PRÉSIDENT déclare qu'elle sera consignée au procès-verbal comme exprimant l'opinion de la Conférence.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit que la Délégation britannique doit également réclamer pour les Indes le droit de se faire représenter par un Délégué spécial, de même, d'ailleurs, que pour les colonies autonomes qui accéderaient à la convention.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, tout en se montrant favorable en principe à la demande de S. Exc. M. le Ministre de la Grande-Bretagne, croit devoir faire remarquer que dans les cas où une décision devrait être prise à la majorité des voix, il y aurait des inconvénients à accorder aux colonies d'une des Puissances contractantes un nombre de voix hors de proportion avec l'influence qui doit normalement revenir aux autres Etats signataires.

S. Exc. M. Gérard dit que les représentants des colonies autonomes pourraient être considérés comme des délégués adjoints n'ayant pas voix délibérative.

S. Exc. M. PHIPPS se déclare d'accord avec l'honorable Délégué de la France.

M. LE PRÉSIDENT prie S. Exc. M. le Ministre de la Grande-Bretagne de formuler un texte qui pourra être examiné lors de la deuxième lecture.

L'alinéa est déclaré adopté, sous réserve de l'amendement à y introduire au sujet du point spécial dont il vient d'être question.

La Conférence adopte ensuite le septième alinéa, en fixant à trois mois, sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, le délai pour la première réunion de la Commission permanente. Le texte de cet alinéa est donc le suivant :

La première réunion de la Commission permanente aura lieu à Bruxelles, trois mois au moins avant la mise en vigueur de la présente Convention.

L'assemblée aborde l'examen des huitième et neuvième alinéas, étroitement liés l'un à l'autre. Ils sont ainsi conçus :

La Commission n'aura qu'une mission de constatation et d'examen. Elle fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au Gouvernement belge, lequel le communiquera aux Puissances intéressées et provoquera, si la demande en est faite par une des Hautes Parties contractantes, la réunion d'une

Conférence qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.

Toutefois en ce qui concerne le litt. *b*, la Commission permanente statuera par un vote de majorité, chaque Puissance signataire disposant d'une voix.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, fait remarquer que la mission « de constatation et d'examen » donnée à la Commission par la phrase de début du premier de ces alinéas n'est pas suffisante en ce qui concerne les pays mentionnés à l'article 6. La situation de ces pays devrait faire l'objet d'un vote de majorité.

M. LE PRÉSIDENT appuie l'observation présentée et propose, pour y donner satisfaction, de citer également le litt. *a* dans le neuvième alinéa, en disant : « Toutefois, en ce qui concerne les litt. *a* et *b* ». Mais il y aura lieu, dès lors, de substituer dans le litt. *a* du troisième alinéa, le mot « constater » au terme « examiner ».

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, se référant à ce qu'il a dit précédemment quant à l'autonomie de l'Autriche et de la Hongrie, fait remarquer que les mots « chaque Puissance signataire », figurant dans le second des alinéas reproduits ci-dessus, ne s'accordent pas avec la situation signalée.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'en vue de donner satisfaction à cette observation, l'expression « Puissance contractante » pourrait être substituée à « Puissance signataire ».

S. Exc. M. GÉRARD rapproche l'expression « statuera », employée dans le neuvième alinéa, des mots « constatation » et « examen » figurant dans le précédent. Il propose, en vue d'établir plus d'unité de rédaction, de formuler ainsi le second des textes envisagés :

Toutefois en ce qui concerne les litt. *a* et *b*, la constatation de la Commission permanente se fera par un vote de majorité, chaque Puissance contractante disposant d'une voix.

S. Exc. M. PHIPPS demande, à propos de cette disposition, si l'Autriche et la Hongrie disposeraient chacune d'une voix.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH répond qu'il y aurait, pour chacun des deux Etats de la Monarchie austro-hongroise, un Délégué qui pourrait se faire remplacer par un Délégué adjoint. Il doit être entendu que chacun de ces Délégués disposerait d'une voix. Sous cette réserve, inspirée par les motifs indiqués précédemment, l'honorable Délégué ne voit pas d'inconvénient à se rallier au texte proposé.

La Conférence adopte le premier des alinéas en discussion dans son texte primitif, le second avec la rédaction proposée en dernier lieu par S. Exc. M. Gérard.

L'assemblée passe à l'examen du dernier alinéa de l'article 7. Il est ainsi formulé :

Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement du Bureau permanent et de la Commission — sauf le traitement ou les indemnités des Délégués, qui seront payés par leurs pays respectifs, — seront supportés par tous les pays contractants et répartis entre eux, d'après un mode à régler par la Commission.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que cette disposition est empruntée textuellement à la Convention signée à Londres en 1888.

S. EXC. M. le comte KREVENHÜLLER METSCH dit que l'Autriche et la Hongrie, ayant chacune une voix au sein de la Commission internationale, interviendront pour deux parts dans les frais du Bureau permanent de la Commission.

L'alinéa dont il s'agit est déclaré adopté, de même que l'ensemble de l'article 7 tel qu'il a été modifié au cours de la discussion.

Les articles 8 et 9 sont adoptés dans leur texte primitif, reproduit ci-après :

Art. 8. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les sucres primés qui auront traversé en transit un pays contractant ne jouissent des avantages de la Convention. La Commission permanente internationale fera à cet égard les propositions nécessaires.

Art. 9. — Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement belge, et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention, et produira ses effets à partir du 1^{er} septembre qui suivra l'envoi de la notification faite par le Gouvernement belge aux autres États signataires.

M. LE PRÉSIDENT ouvre la discussion sur l'article 10, ainsi conçu :

La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} septembre 1903.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à partir de cette date, et dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur pendant une année, et ainsi de suite d'année en année.

Dans le cas où une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard ; les autres Puissances conserveraient, jusqu'au 31 octobre de l'année de la dénonciation, la faculté de notifier l'intention de se retirer à leur tour à partir du 1^{er} septembre de l'année suivante. Si plus d'une Puissance voulait se retirer, une Conférence des Puissances contractantes se réunirait à... dans les trois mois pour aviser aux mesures à prendre.

S. EXC. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit, en ce qui concerne la date proposée pour la mise à exécution de la convention, que la Délégation britannique a reçu récemment, de personnes compétentes, communication des considérations ci-après, plaidant en faveur de l'entrée en vigueur de la convention à une date plus rapprochée :

« Le surplus de production se trouve être exceptionnellement grand.

« Les prix du sucre sont descendus à un niveau jusqu'ici sans précédent, la baisse récente étant de 25 o/o.

« Il est à désirer, dans l'intérêt général, que les conditions actuelles ne soient pas aggravées.

« La prolongation du régime continental de primes pendant une nouvelle campagne sucrière augmenterait inévitablement le stock, et réduirait les prix d'une manière encore plus sensible.

« Les contrats entre les agriculteurs et les industriels ne se trouvent pas encore conclus, et même si quelques marchés étaient déjà conclus, il serait douteux que le nouveau régime leur portât préjudice. »

S. Exc. M. Phipps signale également à l'attention de la Conférence deux articles parus dans le *Journal des Fabricants de sucre* du 22 janvier courant, concernant la conclusion des contrats de betterave. Dans le premier de ces articles, il est dit, en ce qui concerne la France : « On ne parle pas encore des marchés de betteraves pour 1902-1903 ». Et le second article constate, relativement à l'Autriche, que « les contrats de betteraves ne sont pas encore commencés ».

L'honorable Délégué demande si, dans ces conditions, il ne serait pas possible de rendre la convention exécutoire à une époque plus rapprochée que celle prévue.

M. BOUSQUET, Délégué de la France, estime qu'il est difficile de se prononcer actuellement, d'une manière ferme, sur la date de l'entrée en vigueur de la convention. On ne sait pas, en effet, si les travaux de la Conférence seront entièrement terminés vers le mois de mars, époque à laquelle se passent, pour la France du moins, les marchés de betteraves. D'autre part, on ne saurait se dissimuler que la ratification de la convention par les Parlements des intéressés exigera un certain délai.

La question soulevée présente assurément une grande importance, mais il semble qu'elle ne pourra être utilement posée et résolue qu'au moment où tous les autres points seront définitivement réglés.

S. Exc. M. PHIPPS dit que la question offre un intérêt tout particulier pour les colonies des Indes occidentales.

S. Exc. le comte KHEVHENÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, répond qu'il ne serait guère possible aux Gouvernements qu'il représente d'accepter la mise en vigueur de la convention ayant le 1^{er} septembre 1903. La fixation d'une date plus rapprochée entraînerait, pour les marchés à conclure entre cultivateurs et fabricants, une perturbation dont ces Gouvernements ne pourraient assumer la responsabilité.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, se rallie entièrement à l'opinion exprimée par S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie. En Allemagne, les contrats relatifs aux marchés de betteraves se font en février et il n'est pas à supposer que l'on puisse, dès le mois de février de cette année, avoir égard à l'œuvre de la Conférence pour les marchés à conclure en vue de la campagne prochaine. La situation parlementaire ne permettrait pas davantage de choisir une date plus rapprochée que le 1^{er} septembre 1903.

M. LE PRÉSIDENT constate que, même si les travaux de la Conférence aboutissaient incessamment, il y aurait encore à attendre l'approbation des Parle-

ments, préalable à la ratification de l'acte à conclure ; un délai de plusieurs mois paraît nécessaire à cet effet. Or, ce n'est que lorsque les Parlements se seront prononcés que les contrats pourront tenir compte du nouveau régime établi par la convention.

Bien qu'il soit lui-même désireux de voir adopter une date aussi rapprochée que possible, M. le Président ne voit guère la possibilité de fixer un délai plus court.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH ajoute que les Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie croient nécessaire de laisser, entre le moment où l'on publiera la convention et la mise en vigueur de celle-ci, l'intervalle d'au moins un exercice, afin de donner à l'industrie le temps voulu pour se transformer en s'inspirant des décisions de la Conférence.

S. Exc. M. PHIPPS, en présence des déclarations des Délégations allemande et austro-hongroise, doit réserver entièrement la liberté d'action de son Gouvernement pour la période qui s'écoulera avant le 1^{er} septembre 1903. La Grande-Bretagne pourrait se voir obligée d'appliquer un régime exceptionnel au cours de cet intervalle.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, dit que la Délégation française se rend parfaitement compte des motifs des observations présentées par S. Exc. M. le Ministre de la Grande-Bretagne. La crainte de voir s'augmenter encore le stock de la production est un facteur dont on doit tenir compte. A cet égard, la Délégation française estime qu'il importerait que les Puissances signataires prissent l'engagement de n'édicter aucune mesure nouvelle tendant à activer, pendant la période qui s'écoulera avant l'entrée en vigueur de la convention, la production et l'exportation du sucre.

M. LE PRÉSIDENT donne acte de cette déclaration.

S. Exc. M. GÉRARD demande que la question soulevée par lui vienne en discussion à l'occasion de la seconde lecture.

S. Exc. M. PHIPPS dit que la Délégation britannique examinera dans l'intervalle la portée de la proposition.

M. LE PRÉSIDENT déclare l'article 10 adopté, sous réserve des observations qui ont été présentées.

L'article 11 ayant été complètement réservé, la Conférence passe à l'examen de l'article 12, ainsi formulé :

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de chacun des pays contractants.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au Ministère des Affaires étrangères, le 1^{er} février 1903, ou plus tôt si faire se peut.

Il est entendu que la présente Convention ne deviendra obligatoire que si elle est ratifiée par toutes les Puissances signataires.

S. Exc. M. le comte KHEVENÜLLER METSCH ne croit pas que la Délégation austro-hongroise pourrait se rallier au troisième alinéa. Il faudrait, à son avis, que dans le cas où l'une des Puissances signataires ne ratifierait pas la convention, celle-ci pût être mise en vigueur entre les autres États contractants. Or, c'est ce que la rédaction proposée semble ne pas permettre. On devrait laisser, aux Puissances qui auront ratifié, le soin d'aviser aux mesures que comporte la situation ; elles auraient à décider si la convention deviendra ou non exécutoire.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, partage absolument cette manière de voir.

M. LE PRÉSIDENT croit qu'il serait donné satisfaction à l'observation présentée en insérant les mots « de plein droit », après « ne deviendra obligatoire ».

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH ne croit pas que cette modification suffirait à écarter l'objection qu'il a produite.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer qu'il serait difficile de faire adopter par les Parlements une convention de l'espèce sans pouvoir leur indiquer d'une façon certaine les pays qui seront liés par les engagements qu'elle comporte. Les Gouvernements obtiendraient-ils des Parlements une approbation qui constituerait une sorte de blanc-seing, puisque l'on ne connaîtrait pas d'avance les pays entre lesquels la convention deviendrait réellement exécutoire ?

Peut-être serait-il utile d'établir une distinction entre les pays exportateurs et les autres : le défaut de ratification par un pays non exportateur aurait, en effet, des conséquences moins importantes.

La remarque, faite par M. BOUSQUET, que la Grande-Bretagne n'est pas pays exportateur, suggère à M. LE PRÉSIDENT l'idée d'exclure de la disposition en discussion les États visés à l'article 6.

Sir HENRY BERGNE, Délégué de la Grande-Bretagne, croit se rappeler qu'il a été fait usage, à l'occasion de la conclusion de la dernière convention internationale relative à la propriété industrielle, d'une formule dont on pourrait s'inspirer dans le cas actuel.

M. CAPELLE, Délégué de la Belgique, pense que la procédure à laquelle fait allusion Sir Henry Bergne est celle qui a été admise pour la ratification de la Convention du 14 décembre 1900.

Dans la séance du 13 décembre 1900 de la Conférence pour la protection de la propriété industrielle, il avait été décidé que les ratifications des différents pays contractants seraient déposées successivement, au lieu d'être échangées à une date unique. Il avait été entendu en même temps qu'au fur et à mesure que les États signataires seraient prêts à ratifier, ils déposeraient leurs instruments au ministère des Affaires étrangères à Bruxelles ; qu'il serait dressé un procès-verbal général dans lequel serait consignée la date des différents dépôts, avec la signature des représentants des États respectifs ; enfin, que le dernier dépôt effectué, le procès-verbal serait clos et qu'une copie, certifiée

conforme, en serait délivrée, par les soins du Ministère des Affaires étrangères de Belgique, à chacun des Etats intéressés.

C'est cette procédure que consacre l'article 3 de la Convention du 14 décembre 1900 et qu'autorise, dans sa rédaction actuelle, l'article 12 du projet de convention en discussion.

Comme l'a fait remarquer l'honorable Sir Henry Bergne, la Conférence, en l'adoptant, écarterait en grande partie l'inconvénient qui pourrait résulter du caractère un peu absolu de la clause portant que la convention ne deviendra obligatoire que si elle est ratifiée par toutes les Puissances signataires.

En effet, si une date unique était fixée pour l'échange des ratifications, on risquerait de se trouver, à cette échéance, en présence de défections que l'on n'aurait aucunement prévues, et le temps pourrait faire défaut pour aviser aux mesures que comporterait la situation; mais, en cas de dépôts successifs, notifiés ainsi qu'il est dit ci-dessus, les différents Etats sont tenus au courant des ratifications acquises et ils peuvent, avant l'expiration du délai fatal, se renseigner sur les intentions des Gouvernements qui ne se seraient pas encore prononcés.

Au surplus, en employant à l'article 12 l'expression « obligatoire de plein droit », ainsi que M. le Président l'a proposé, on laisserait entendre que la convention, sans être obligatoire de plein droit au cas où elle ne serait pas ratifiée par toutes les Puissances signataires, pourrait néanmoins, dans certaines conditions, recevoir son exécution de l'assentiment unanime des pays qui l'auraient ratifiée.

Les Gouvernements qui le jugeraient opportun pourraient, dans le projet de loi qu'ils soumettraient à leur Parlement en vue de l'approbation de la convention, insérer un article leur conférant expressément le pouvoir de ratifier ladite convention avec une partie seulement des Etats signataires, en spécifiant les Puissances dont l'engagement définitif constituerait, à leurs yeux, une condition indispensable de l'accord; mais il serait difficile, semble-t-il, d'insérer dans la convention même une stipulation laissant à cet égard un pouvoir discrétionnaire aux Gouvernements.

Il est à prévoir, en effet (des faits antérieurs autorisent cette supposition), que certains Parlements hésiteraient à abandonner au pouvoir exécutif le soin de décider quels sont les pays dont le concours est indispensable au succès de l'œuvre poursuivie. On ferait vraisemblablement remarquer que, spécialement dans le cas actuel, l'énumération des contractants constitue une disposition essentielle de l'arrangement, laquelle, à ce titre, ne peut être soustraite à l'appréciation de la Législature.

M. DELATOUR, Délégué de la France, communique à l'assemblée un texte conçu dans le sens de la solution indiquée en dernier lieu par M. le Président; il est ainsi formulé :

Il est entendu que la présente Convention ne deviendra obligatoire de plein droit que si elle est ratifiée au moins par celles des Puissances signataires qui ne sont pas désignées à l'article 6.

M. LE PRÉSIDENT déclare se rallier à cette rédaction, qui obtient également l'adhésion de l'assemblée. S. Exc. M. PHIPPS dit, toutefois, que la Délégation britannique doit réserver son opinion sur ce point.

La fixation de la date de la prochaine séance et de son ordre du jour donne lieu à un échange de vues auquel prennent part S. Exc. M. Gérard, S. Exc.

M. le comte Khevenhüller Metsch, M. Koerner, S. Exc. M. Phipps et M. le Président.

Il est décidé que cette séance aura lieu le lendemain, samedi 25 janvier, à 10 heures. La Conférence y abordera l'examen simultané des dispositions du second alinéa de l'article 1^{er}, de l'article 3 et de l'article 11.

La séance est levée à midi et demi.

Le Président,

P. DE SMET DE NAEYER.

Les Secrétaires,

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

ONZIÈME SÉANCE

SAMEDI 25 JANVIER 1902

Présidence de M. Comte de SMET DE NAEYER.

La séance est ouverte à 10 heures.

Tous les Délégués sont présents, hormis M. Johannes, Délégué de l'Allemagne.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, se propose d'exposer à la Conférence la situation spéciale de l'Autriche et de la Hongrie par rapport à la question envisagée dans l'article 3. Il croit devoir tout d'abord déclarer que cet exposé ne pourra avoir de portée pratique, au point de vue des travaux de la Conférence, que lorsque celle-ci se trouvera en présence de propositions fermes en ce qui concerne l'article 11.

Cette réserve formulée, l'honorable Délégué fait à l'assemblée l'exposé ci-après :

L'expérience a démontré que l'abolition des primes accordées à l'industrie des sucres est une des questions les plus ardues à résoudre par une entente internationale. Tous les pays se déclarent animés de la volonté sérieuse d'aboutir à l'abolition. Mais dès qu'il s'agit de définir, dans le cadre d'une convention, l'essence de la prime indirecte, les divergences surgissent et l'issue fatale se montre à l'œil attristé. Il semble nécessaire d'aborder enfin franchement les raisons véritables de cet état de choses, qui s'est renouvelé à toutes les conférences qui se sont occupées de ce sujet depuis tantôt un demi-siècle.

Messieurs, vous connaissez tous le proverbe si juste : « Qui trop embrasse mal étreint. »

Or, j'ai entendu à différentes reprises, et notamment exprimée par notre Président et l'honorable premier Délégué de la Grande-Bretagne, l'opinion que la tâche de la Conférence était d'égaliser les conditions de production du sucre dans les pays producteurs à l'égard du marché mondial. Leur idée, si je l'ai bien comprise, vise, non seulement qu'un sac de sucre qui franchit la frontière en Allemagne, en France, en Belgique ou dans tout autre pays producteur représente identiquement la même valeur, mais que cette identité de valeur soit aussi établie pour les lieux de fabrication de chaque pays.

Cela tend à un nivellement des conditions de production, à la constitution d'une valeur warrant, c'est-à-dire, à mon sens, à une impossibilité matérielle. Si tel est votre dessein, Messieurs, vous vous trouvez aux prises avec une utopie formidable. Le sol, la température et la race des habitants, d'un pays déterminé opposeront éternellement une barrière infranchissable à un projet qui veut consacrer, dans la rédaction d'un protocole, un principe contraire à l'économie politique.

Nous croyons que nous devons, pour arriver à une entente possible, nous borner à rechercher quels sont les tempéraments à introduire dans la législation intérieure des pays contractants pour faire disparaître les avantages accordés jusqu'à présent aux sucres destinés à l'exportation.

Avant d'aborder ce sujet quant aux pays que nous avons l'honneur de représenter parmi vous, laissez-moi vous définir très ouvertement notre situation au moment où nous avons accepté l'invitation du Gouvernement belge.

La Conférence de 1898 n'avait pas abouti. Il est inutile de vous en rappeler les raisons. Le Gouvernement de la République française avait invité mes Gouvernements à venir à Paris en octobre 1900, conjointement avec les Délégués du Gouvernement allemand, afin de trouver en commun une base pour pouvoir reprendre l'œuvre restée inachevée en 1898. Nous avons, après des travaux laborieux, constaté dans un protocole dont les clauses principales vous sont connues, un accord satisfaisant. Or, en quoi consistait cet accord ? A l'abandon, de notre part, de la prime directe actuellement en vigueur, contre une série de concessions bien spécifiées par le Gouvernement français. En consentant à la suppression de nos primes et en admettant que la France conserverait une prime indirecte de 4 fr. 95, chiffre maximum, nous estimions que nous étions allés à la dernière limite des concessions. En effet, les conditions de la production dans les deux pays que nous représentons ne sont pas les mêmes qu'en France, elles sont généralement inférieures. J'aurai l'occasion, dans la suite de mes développements, de vous démontrer qu'en Autriche et en Hongrie, calculé en commun pour la moyenne des trois dernières années, le rapport en sucre brut par hectare emblavé a été de 3.308 kilogrammes, tandis qu'en France il s'élevait à 3.714 kilogrammes.

Si aujourd'hui, soit pour balancer les pertes provenant d'autres systèmes d'impôts qui seront appelés à disparaître, soit pour satisfaire à des exigences qui se sont manifestées après coup, on veut nous demander des changements dans notre tarif douanier, nous serons forcés de déclarer que nous considérons la discussion comme rouverte, en entier et que nous serons obligés de revenir sur un pas déjà fait. M. le premier Délégué de la France vous a dit, dans la séance du 18 décembre dernier, que son pays était ici à titre égal avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et que le bénéfice de la prime de 4 fr. 95 ne dérogerait point à l'égalité de la situation de nos industries. Nous étions très loyalement du même avis, mais en faisant la réserve que la question de la surtaxe que nous continuons à regarder comme une position de notre tarif douanier, ne fût pas plus qu'à Paris considérée comme une condition *sine qua non* pour la conclusion d'un accord.

Après ce préambule, pour la longueur duquel, Messieurs, je réclame votre indulgence, laissez-moi vous fournir quelques chiffres.

Vous savez que le sucre paye en Autriche-Hongrie, avant d'entrer en consommation libre, le droit de 38 couronnes par 100 kilogrammes.

D'autre part, il est connu que le tarif de douane porte que les 100 kilogrammes de sucre ont à payer, en franchissant nos frontières, la somme de 11 florins or.

Il semble acquis sans contestation que le marché intérieur de chaque pays producteur est considéré comme son domaine exclusif, et que la Conférence n'entend pas

vouloir établir une pratique qui permettrait l'envahissement du marché national là où la production couvre les besoins de la consommation.

Ce principe reconnu, il s'agirait de définir la question de savoir jusqu'à quel chiffre le droit protecteur douanier ou la surtaxe — je vous laisse choisir la désignation qui aura l'honneur de vous plaire — devra aller, pour atteindre en toute sûreté son but. Faut-il fixer, faut-il limiter la protection du marché national ?

La réponse à la question serait bien aisée si l'on pouvait dire que la limitation de la surtaxe est acceptable pour autant que l'industrie nationale aura, en toute occurrence, la disposition absolue du marché intérieur. Il faudrait, par conséquent, tâcher de préciser quelle protection l'industrie austro-hongroise doit réclamer pour ne pas être paralysée par celle des autres pays producteurs.

Le sucre est, vous le savez, sujet à des fluctuations très grandes sur le marché mondial. Nous pensons que la protection devrait être fixée à un taux propre à empêcher malgré une baisse inattendue, la marchandise étrangère de se présenter sur le marché national avec égalité des chances. Si la protection n'était pas suffisamment forte pour parer aux éventualités d'une baisse rapide, le marché national pourrait être subitement envahi et la perturbation jetée dans tous les contrats de l'année.

Dans un autre ordre d'idées, il ne faut pas perdre de vue que la protection douanière s'accorde aussi à cause des conditions très variables dont est passible la production sucrière dans les divers pays. En premier lieu, je veux parler de la valeur du sucre brut obtenu par hectare emblavé.

Vous verrez par un tableau comparatif que l'Autriche-Hongrie est le pays le plus mal loti à cet égard. En effet, prenant pour base les trois dernières campagnes, je trouve que le sucre brut par hectare atteint :

En Allemagne.	42,05 q. m.
En France	37,41
En Belgique (production prise en charge)	40,07
— (production effective, selon mon avis)	44,07
Aux Pays-Bas.	35,92
En Autriche-Hongrie	33,08

Il importe d'ajouter ici qu'en Hongrie et dans quelques provinces de l'Autriche, le rapport par hectare est notablement plus bas que la moyenne indiquée.

La situation géographique de l'Autriche-Hongrie est, vous le savez, la plus défavorable au point de vue de l'exportation de l'industrie sucrière. La moyenne des frais de transport du lieu de production aux ports d'exportation dépasse celle des autres pays producteurs. L'industrie austro-hongroise perd ainsi vis-à-vis de la concurrence belge et hollandaise 1 1/2 couronne, vis-à-vis de l'Allemagne 1 couronne, et la même somme à l'égard de la France, non compris les effets de la détaxe.

La configuration géographique des limites de l'Empire austro-hongrois est aussi très défavorable quant aux frais de transport. Nous avons à défendre contre les sucres étrangers une frontière fort étendue, et les expéditions à destination du Tyrol, de la Dalmatie ou de la Transylvanie exigent un surcroît de frais.

Un autre désavantage résulte, en Autriche-Hongrie, du fait que la consommation nationale n'accepte que les marchandises dont le coût de production est le plus élevé, et qui dans d'autres pays ne se consomment qu'en quantité restreinte.

Il ne faut pas oublier que pour les conditions du marché intérieur en Autriche-Hongrie, il est d'une influence notable, mais aggravante, qu'il y existe un grand nombre de raffineries. Nous en avons en ce moment cinquante-sept, qui produisent pour la consommation intérieure à peu près 3.400.000 quintaux métriques par an, ce qui donne 60.000 quintaux métriques par établissement. Dans les autres pays, l'industrie est mieux située, — notamment en France où trois établissements parisiens ont une production de presque la moitié du chiffre total de la consommation nationale, c'est-à-dire de plus de 2.000.000 de quintaux métriques. En Allemagne, la répartition est plus avantageuse, par fabrique, que chez nous. En Belgique, il n'y a, au fond,

qu'un seul grand établissement qui s'occupe de la raffinerie, les autres n'entrent point en ligne de compte. En Hollande, nous trouvons quatre établissements qui travaillent dans des conditions avantageuses pour l'exportation et pour la consommation intérieure. Ces établissements jouissent du triple de la quote-part qui revient aux fabriques en Autriche-Hongrie.

Les raffineries en Autriche-Hongrie ne peuvent travailler que quelques mois. Dans les autres pays, le travail s'opère d'une façon ininterrompue. Il est évident que le mode de travail existant chez nous a pour résultat l'élévation du coût de la production.

On pourrait objecter : pourquoi ne centralisez-vous pas votre industrie répartie en tant d'établissements ? La réponse est aisée. La majorité de nos établissements se trouvent situés dans des contrées où il n'existe aucune autre industrie, et c'est le sort de nombreuses populations qui est intéressé. Il y a là une considération sociale de premier ordre.

Permettez-moi de vous signaler encore une considération qui se rapporte à la situation de l'industrie en Autriche-Hongrie. Si toutes les primes sont abolies, si des taxes compensatrices sont établies, il est certain que le sucre russe disparaîtra du marché de Londres et des pays contractants. Le sucre russe qui, de par l'institution du système de ce pays, est forcé d'aller au delà de la frontière, sera exclu par la Grande-Bretagne, l'Italie et la Roumanie. Où ira-t-il alors ? Naturellement en Turquie d'Europe et en Asie Mineure, où il fera une concurrence redoublée et désastreuse à nos produits. Je vous prie, Messieurs, de jeter un coup d'œil sur le tableau suivant :

Dans la dernière campagne, il a été exporté par la Russie :

2.801.171 pouds par Bakou, Ashabad et autres postes de Douanes en Asie centrale ;
2.371.930 pouds par Odessa et Nikolajew (Mer Noire) ;
4.737.818 pouds par Ulava, Liebau, Woloczysch, Prajewo et autres stations douanières de la frontière ouest.

Le total des deux derniers chiffres, soit 7.109.748 pouds ou 1.155.000 quintaux métriques, équivaut à notre exportation par le port de Trieste. Cette masse sucrière se dirigera en entier vers les pays consommateurs qui furent jusqu'à présent alimentés par nous.

Autre réflexion. La protection accordée par la surtaxe profite, en Autriche-Hongrie, à la consommation nationale à un degré moins fort qu'en Allemagne et en France.

Voyez les chiffres ci-après :

La production de la campagne 1900-1901 en sucre brut a été :

En Autriche-Hongrie, de 10.800.000 quintaux mét. pour une consom. de 3.783.000 ;	
En Allemagne 19.535.000	8.362.000 ;
En France 11.588.000	4.928.000 ;

Pour les chiffres de la production française, il faudra déduire à peu près 400.000 quintaux métriques à cause du sucre fictif contenu dans la mélasse.

Si vous prenez pour base de la comparaison le pourcentage entre la consommation nationale et la production totale, vous trouvez :

En Allemagne.	43 o/o ;
En France	44 o/o ;
En Autriche-Hongrie	35 o/o.

Le chiffre pour l'Autriche-Hongrie s'est abaissé en 1901-1902 à 28 o/o.

Il en résulte que l'Autriche-Hongrie couvre la plus petite partie de sa production par la surtaxe. En outre, elle ne connaît aucune prime indirecte supplémentaire, à l'instar des 4 fr. 95 en France. Je laisse de côté les effets qui peuvent résulter de la détaxe.

Il est hors de doute que les conditions d'existence de notre industrie sucrière seront profondément atteintes par la suppression des primes. Nos Gouvernements ne pourraient justifier sans embarras l'abaissement du droit de douane qui existe depuis nombre d'années, au moment où la crise sévit le plus fort sur le marché.

Si l'on a prétendu d'autre part qu'il a été possible à notre industrie, grâce à la protection douanière, de réaliser des bénéfices considérables, nous nous voyons dans la nécessité de protester énergiquement contre cette assertion.

Dans la séance du 17 décembre, on vous a présenté différents groupes de chiffres, tirés des tableaux de M. Sachs. Nous déclarons que ces chiffres sont erronés.

Je ne veux pas prolonger le débat outre mesure et entrer devant vous dans l'analyse des erreurs commises. Il suffira de mentionner que la base du calcul est faussée par le fait qu'on compare des qualités de sucre absolument différentes. On oublie la bonification d'exportation. Une série d'éléments nécessaires pour établir un calcul juste des prix sont négligés.

Qu'il me soit encore permis de dire que sous le régime du tarif douanier actuel, plusieurs des plus grands établissements de raffinerie ont dû changer de propriétaire, toujours avec perte d'une partie du capital initial.

Ces faits prouvent que notre industrie du sucre n'a pas été en état, malgré le tarif douanier, de réaliser des bénéfices importants. N'oubliez pas que le bilan de nos sociétés sur actions est publié annuellement et peut, en conséquence, être contrôlé par tout le monde.

En résumant les faits énumérés dans cet exposé, j'en arrive à la conclusion que l'Autriche-Hongrie ne pourrait accepter la fixation du droit de douane sur le sucre qu'autant que le chiffre de 11 florins or serait maintenu.

La fixation du droit de douane à 11 florins or par 100 kilogrammes de sucre ne serait acceptée que dans le cas où les pays contractants maintiendraient la surtaxe actuellement en vigueur chez eux.

Messieurs, permettez-moi encore un mot sur l'importance et la situation du marché de Londres, et j'aurai fini.

Il n'entre, ni dans mes intentions, ni dans mes convenances, d'analyser les tendances du Gouvernement de la Grande-Bretagne dans cette question. Là où je ne comprends pas, je me tire de la situation nébuleuse en m'appropriant la théorie des deux âmes qui, d'après des philosophes modernes, résident dans la poitrine de tout être humain.

Toutefois, il ne peut être passé sous silence que le consommateur anglais a bénéficié pendant une longue série d'années de la situation de fait. Il a consommé du sucre du continent trois fois meilleur marché que ses collègues de la terre ferme. Pour être juste, il faut ajouter que l'industrie du sucre de canne des Antilles anglaises s'est évidemment ressentie de la concurrence de la betterave. Si l'on veut donc concilier deux tendances dont l'une serait de favoriser le sucre de canne, l'autre de ne pas trop faire monter le prix d'une denrée si fortement demandée par le consommateur, on risque fort de se trouver dans la situation difficile du chasseur qui poursuit deux lièvres à la fois.

Si nous abolissons nos primes, il serait équitable de demander à la Grande-Bretagne d'abolir la petite prime qu'elle accorde à ses raffineries.

Nous évaluons cette prime à 42 jusqu'à 66 heller par 100 kilogrammes.

Je vous livre le calcul qui conduit à ce chiffre. D'après une moyenne fournie pour deux exercices, par une grande raffinerie en Autriche, 100 kilogrammes de sucre brut polarisant 95 o/o donnent 89,33 kilogrammes de sucre raffiné et 8,1 kilogrammes de mélasse. Le droit de douane pour 89,33 kilogrammes, à 10 couronnes par 100 kilogrammes (5 couronnes par cwt), s'élève à 8,80 couronnes.

Le raffineur anglais paye, pour 100 kilogrammes de sucre brut polarisant 95 o/o à 3/574 par 100 kilogrammes, 8 couronnes 34 heller ; à déduire, pour 8,1 kilogrammes de mélasse, 20 heller ; il reste 8 couronnes 14 heller.

La prime, en faveur du raffineur anglais, est donc de 65 heller par 100 kilogrammes. Elle peut descendre à 42 heller dans le cas où le sucre polarisant 94 o/o aurait à solder le droit de douane pour 95 o/o.

Il est évident qu'après l'abolition de nos primes, l'introduction du sucre brut

augmentera en Angleterre, tandis que la marchandise raffinée aura à lutter avec désavantage.

Il est à craindre que le Gouvernement de la Grande-Bretagne, qui a trouvé une ressource sérieuse dans le droit sur les sucres étrangers, ne cherche à l'avenir, selon ses convenances, à élever encore cette taxation. Dans ce cas, la prime accordée à la raffinerie anglaise s'élèverait dans la même proportion, et la conséquence serait l'impossibilité d'importer de la marchandise raffinée.

Il nous semble donc nécessaire que le Gouvernement de la Grande-Bretagne, si l'accord se fait, prenne l'engagement de faire disparaître la prime qu'il accorde actuellement à ses raffineries nationales.

Messieurs, j'ai eu l'honneur de vous exposer la situation de l'Autriche-Hongrie en toute sincérité et avec la précision que je me sentais capable d'y apporter.

Cet exposé terminé, l'honorable Délégué ajoute qu'il se réserve de produire, à un autre moment des débats, les éléments de discussion dont il dispose encore.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, fait remarquer que S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch n'a parlé que du taux du droit d'entrée, sans envisager celui du droit d'accise, ni, par conséquent, le quantum de l'écart entre ces deux droits.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH répond qu'en 1899 les Gouvernements d'Autriche et de Hongrie ont porté l'impôt de consommation de 26 à 38 couronnes.

L'honorable Délégué ne pense pas qu'ils aient actuellement l'intention d'augmenter le droit d'accise ; mais il ne peut s'exprimer qu'en son nom personnel, étant sans instructions de ses Gouvernements à cet égard.

M. LE PRÉSIDENT expose qu'il existe en Autriche et en Hongrie un droit de consommation de 38 couronnes par 100 kilogrammes, s'appliquant à la fois aux sucres indigènes et aux sucres étrangers, et que, d'autre part, les sucres étrangers ont à acquitter, en outre, un droit de douane de 27 fr. 50 : ce dernier droit représente donc le taux de la surtaxe. On peut prévoir que, le jour où la suppression des primes sera réalisée, le sucre raffiné aura, sur le marché mondial, une valeur de 28 à 30 francs, de sorte que la surtaxe austro-hongroise actuelle équivaldrait à peu près à 100 0/0 de la valeur du sucre.

S. Exc. M. PHIPPS demande si la Délégation allemande n'a pas de déclaration à faire à la suite de l'exposé de S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, rappelle que la Conférence a décidé de ne pas comprendre dans ses discussions la législation sur les cartels : la Délégation allemande a, à cette occasion, fait remarquer que la question des cartels n'était pas encore assez avancée en Allemagne pour qu'elle pût prendre un engagement quelconque quant à la restriction ou la suppression des cartels existant dans ce pays.

La Délégation allemande aurait donc préféré que la question de la surtaxe fût aussi laissée en dehors des mesures à arrêter par la Conférence, et surtout que la fixation du montant du droit de douane nécessaire pour protéger le marché intérieur fût laissée à l'appréciation de chaque pays.

Néanmoins, en présence des dispositions de la plupart des autres Délégations, et guidé par le désir de voir la Conférence aboutir à un résultat, le Gouvernement impérial ne se refuse pas à une réduction de la différence existant entre le taux du droit d'entrée et celui du droit de consommation, pourvu que la réussite de la Conférence soit garantie par une pareille réduction.

Quant au montant de cette réduction, l'honorable Délégué se borne, pour le moment, à faire remarquer que le chiffre de 5 francs qui a été indiqué de plusieurs côtés ne peut, en tout cas, pas être reconnu suffisant, vu que la France conserve une partie de sa prime indirecte, dont l'effet, pour la protection du marché intérieur, est à peu près le même que celui de la surtaxe.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, dit qu'en présence des déclarations qui viennent d'être faites par les Délégations de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, la Délégation française croit utile d'exposer brièvement les circonstances dans lesquelles s'est fait, entre les trois pays, l'accord qui a servi de point de départ à la reprise des travaux de la Conférence.

Pour apprécier l'étendue de l'entente du 22 octobre 1900, il suffit de se reporter aux conditions dans lesquelles se trouvait la France lors de l'ajournement de la Conférence de 1898.

Dans la dernière séance, le 25 juin 1898, M. le comte de Smet de Naeyer résumait, en ces termes, les travaux de la première session (1) :

« L'accord a pu s'établir d'une façon complète, ou peut s'en faut, sur quatre « points qui ne manquent pas d'importance.

« La Conférence a défini les primes dont il convient de poursuivre l'abolition : elle a précisé le rôle que peut jouer la surtaxe, c'est-à-dire l'écart « entre le droit d'entrée et le droit de consommation ; elle s'est trouvée d'accord « sur le régime à adopter pour le raffinage dans l'hypothèse d'un arrangement international ; enfin, il a été convenu qu'en cas d'entente, chaque « pays conserverait le droit de protéger son marché intérieur. »

Mais M. le comte de Smet de Naeyer ajoutait que si, sur ces quatre points, l'accord est à peu près absolu, il y a cependant deux Délégations, celle de la France et celle de la Russie, qui déclarent avoir reçu des instructions leur interdisant d'accéder à tout arrangement qui aurait pour conséquence de modifier le régime intérieur de ces pays. Il suggérait, en conséquence, la recherche d'une formule transactionnelle permettant à ces pays de conserver leur législation intérieure tout en accordant aux autres Etats certaines garanties au point de vue des conditions de la lutte sur le terrain de l'exportation.

Ainsi, d'une part, accord de principe sur quatre points, parmi lesquels le rôle de la surtaxe ; d'autre part, recherche de formules transactionnelles relatives à la législation intérieure de la France et de la Russie. Telle était la situation lors de la suspension des travaux en 1898.

Que restait-il à faire à la France ? Rechercher cette formule transactionnelle qui lui permit de « conserver sa législation intérieure tout en accordant aux « autres Etats certaines garanties au point de vue des conditions de la lutte « sur le terrain de l'exportation ».

C'est ce qu'elle s'est appliquée à faire. Ne trouvant pas la formule convenable parmi les trois projets qui lui furent soumis, elle en a imaginé une

(1) Page 90 du *Recueil des procès-verbaux*.

autre, et, pour ne pas s'exposer à déranger inutilement les Délégations, elle tint à s'assurer, auprès de deux Puissances particulièrement intéressées, que cette formule était de nature à donner satisfaction au désir exprimé.

Telle est l'étendue et la portée de l'entente du 22 octobre 1900. Elle ne pouvait avoir, en aucune façon, pour effet de revenir sur les autres points déjà acquis, et spécialement sur la définition de la prime et du rôle de la surtaxe telle qu'elle avait été acceptée sans réserves par la majorité des Délégations, et notamment par celles de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

M. DE KOERNER dit qu'en ce qui concerne la signification à attribuer à l'arrangement conclu, en 1900, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la France, la Délégation allemande se rallie entièrement à ce qui a été dit par S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie. Le Gouvernement impérial est également d'avis que cet arrangement contenait, dans la renonciation aux primes directes d'exportation de l'Allemagne, tous les sacrifices que ce pays devait s'imposer, et que la demande de réduire le taux de sa surtaxe en était absolument exclue. Cependant le Gouvernement allemand est actuellement prêt à consentir à une réduction de la surtaxe, dans une proportion dont la Délégation se réserve de parler ultérieurement.

M. LE PRÉSIDENT constate que l'exposé fait par S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch renferme des considérations très intéressantes sur les conditions de la production en Autriche et en Hongrie. Mais si la Conférence devait entrer dans la voie d'envisager la situation, à cet égard, dans les différents pays, il semble que sa tâche serait rendue particulièrement difficile.

M. le Président fait remarquer que l'on pourrait, aux considérations émises par l'honorable Délégué, en opposer d'autres qui démontreraient que, dans certains pays et notamment en Belgique, les conditions de la production sont loin d'être plus avantageuses. Il cite, entre autres, trois facteurs : — le taux des salaires, — la valeur des terres, — les conditions culturelles (tandis que l'Autriche est un pays de grande culture, circonstance très favorable, en Belgique la terre est au contraire fort morcelée). Ces considérations n'ont pas pour but d'ouvrir une discussion, qui serait exposée à rester sans issue, mais seulement de montrer les difficultés que l'on rencontrerait dans cet ordre d'idées.

Le but dont la Conférence doit s'inspirer avant tout, c'est la lutte sur les marchés tiers sans prime et sans aucune distinction entre le sucre de canne et le sucre de betterave.

M. le Président est heureux de pouvoir constater, à la suite de la déclaration de la Délégation allemande, que la limitation du taux de la surtaxe serait acceptée par toutes les Puissances si, comme il doit être permis de l'espérer, l'Autriche et la Hongrie y consentaient également.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, remercie S. Exc. M. le comte de Khevenhüller Metsch de son exposé très clair et très intéressant. Celui-ci réclamerait un examen attentif pour qu'il fût possible d'en apprécier exactement la portée. La Délégation britannique est toutefois en mesure de fournir immédiatement des indications en ce qui concerne une des questions envisagées, celle des raffineries.

Son Excellence donne lecture de la note ci-après, qui a été préparée en réponse aux observations présentées, sur ce sujet, par l'honorable M. Johannes au cours de la septième séance :

Les honorables Délégués de la Belgique et de l'Allemagne avaient bien voulu remettre à la Délégation britannique des documents tendant à établir que, du système fiscal du Royaume-Uni, découle un avantage pour les raffineurs britanniques. Ces documents ont fait l'objet d'un examen attentif de la part du Gouvernement de la Grande-Bretagne. Cet examen a fait reconnaître que, sous le régime du système britannique, le déchet alloué est supérieur à celui considéré comme suffisant dans la plupart des pays du continent. Il est évident que ce déchet doit être d'autant plus élevé que les raffineurs utilisent des sucres de qualité inférieure, pour lesquels la perte au raffinage est proportionnellement plus considérable ; et ce sont généralement des sucres de cette espèce qui sont employés par les raffineurs anglais.

Il est évident, au surplus, que le déchet n'a pas, en réalité, l'effet d'une prime dans le Royaume-Uni, les exportations de sucre travaillé dans les raffineries britanniques pendant les huit mois qui ont suivi l'établissement des droits, ne s'étant élevées qu'à 347.327 cwts, alors que pour la période correspondante de 1900 elle avait été de 390 941 cwts.

Il est à remarquer aussi, ainsi qu'on le verra ci-dessous, que les importations du sucre brut pour le raffinage, tant les sucres de betterave que les sucres de canne, ont diminué depuis le mois de mai dernier, ce qui démontre clairement que les droits et le déchet n'ont pas eu pour effet de stimuler l'industrie du raffinage dans le Royaume-Uni. Les chiffres des importations de sucres bruts de betterave destinés au raffinage, pour les mois de mai à décembre 1900 et 1901, sont :

1900	6.650.551 cwts.
1901	4.119.840 cwts.

Les chiffres des importations des sucres bruts de canne destinés au raffinage, pour les mois de mai à décembre 1900 et 1901, sont :

1900	2.392.868 cwts.
1901	2.126.364 cwts.

Pour ce qui regarde les mélasses, dont il est question dans le document remis par l'honorable Délégué de l'Allemagne, le système anglais établit en théorie que lorsque le raffineur a acquitté les droits sur le sucre brut, il a droit à l'entièreté du bénéfice de sa fabrication sans imposition d'aucune charge supplémentaire, et le droit de un shilling par cwt. perçu sur les mélasses étrangères est considéré comme n'étant que la juste compensation pour le droit que le raffineur britannique a réellement payé sur ses mélasses, lorsqu'il a acquitté les droits sur le sucre brut dont ses mélasses proviennent.

Les Délégués britanniques, en donnant ces explications à la Conférence, ont été chargés de constater que, puisque le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas pour le moment l'intention d'accorder un avantage aux raffineurs britanniques, et qu'il ne croit pas que pareil avantage existe en fait, le Gouvernement britannique doit exiger le droit de régler son régime fiscal, en cette matière, dans les mêmes limites que celles qui seraient concédées aux autres pays dans la convention à intervenir.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que, si la Conférence adoptait la proposition de l'honorable M. de Koerner, complétée par l'honorable M. Beauduin, aux termes de laquelle les raffineries et fabriques-raffineries ne travailleraient que sous le régime de l'entrepôt, la difficulté signalée disparaîtrait. Les sucres bruts n'acquitteraient pas de droits à l'entrée ; ils seraient travaillés sous la surveillance du fisc, et l'impôt serait perçu à la sortie des raffineries sur les quantités mises en consommation.

Sir HENRY BERGNE, Délégué de la Grande-Bretagne, répond que la Délégation britannique n'est pas en mesure de se prononcer à ce sujet. Mais il est

porté à croire qu'il y aurait des inconvénients assez sérieux à introduire actuellement ce système en Angleterre.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit que les instructions reçues jusqu'ici par la Délégation britannique le mettent dans le cas de déclarer que la Grande-Bretagne considère comme une condition essentielle, pour adhérer à une convention, que l'écart ne dépasse pas une somme d'environ 5 francs.

Les déclarations faites au cours de la séance par les Délégations allemande et austro-hongroise n'envisagent pas cette possibilité. L'honorable Délégué croit devoir produire la déclaration suivante, préparée en vue de cette éventualité :

Les Délégués anglais se sont présentés à la Conférence dans la pensée que l'arrangement conclu à Paris entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la France, en 1900, et unanimement adopté comme base des discussions, devait amener l'abolition des primes sous toute forme, hormis le montant de la partie des primes indirectes maintenue par la France.

Néanmoins, pendant les discussions qui ont eu lieu au cours de la Conférence, il a été démontré que le but visé par cette entente ne serait pas atteint, à moins que la disproportion entre les droits d'accise et les droits de douane, telle qu'elle est prescrite par les lois de certains pays producteurs, ne fût limitée d'après les principes admis par la Conférence de 1898 ; il paraît donc probable, si l'on ne peut s'entendre à cet égard, que la Conférence échouera. Le Gouvernement de S. M. Britannique maintient la conviction qu'un pareil résultat, amenant nécessairement la prolongation de la lutte inégale entre ces divers pays producteurs sur le marché international, ne peut être que nuisible aux intérêts véritables de ces pays.

Le système qui a prévalu a servi, il est vrai, à diminuer, momentanément, le prix du sucre pour le consommateur dans le Royaume-Uni ; mais ce qui amène surtout le Gouvernement de S. M. Britannique à désirer y mettre fin, c'est sa conviction des effets préjudiciables qu'il exerce sur la prospérité des colonies productrices de sucre des Indes occidentales.

Dans ces conditions, les Délégués britanniques ont reçu l'ordre de déclarer que si cette tentative finale faite par les Puissances devait subir le sort des tentatives précédentes, le Gouvernement de S. M. Britannique se verra dans l'obligation de soumettre au Parlement les mesures qui lui paraîtront nécessaires afin de garantir les intérêts en jeu.

S. Exc. M. PHIPPS donne lecture également d'une déclaration exposant les vues du Gouvernement des Indes. Elle est ainsi conçue :

Le Gouvernement des Indes a déclaré (voir le procès-verbal de la seconde séance) qu'il serait prêt à abolir ses droits compensateurs vis-à-vis des pays contractants, si les travaux de la Conférence aboutissaient à une convention pour la suppression des primes sur le sucre. Ledit Gouvernement ne donne pas de primes, et, en imposant des droits compensateurs, il n'avait pour objet que de sauvegarder son industrie et sa production sucrières, et de les mettre à l'abri d'une concurrence inégale avec les sucres primés.

La déclaration visait l'abolition des primes, tant indirectes que directes. Cependant, selon les renseignements qu'on a recueillis, il est hors de doute que des primes relativement considérables découlent du régime des cartels. Il est évident que ce régime est maintenu à cet effet, et qu'il doit son existence même à la surtaxe exagérée, fixée par la législation fiscale de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, et qui dépasse le taux nécessaire pour la protection de leur marché intérieur.

Si donc ce régime est maintenu, on ne peut pas envisager la possibilité que le Gouvernement des Indes se lie les mains d'aucune façon.

Au surplus, il est du devoir de la Délégation britannique d'annoncer à la Conférence que le Gouvernement des Indes s'occupe maintenant des mesures nécessaires pour la revision du tarif actuel de ses droits compensateurs, afin de se mettre à même d'y ajouter un droit spécial supplémentaire, égal à la prime qui découle aujourd'hui des cartels.

M. LE PRÉSIDENT donne acte de ces déclarations à S. Exc. M. le Ministre de la Grande-Bretagne.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, se demande comment, dans un pays déterminé, le marché national pourrait être garanti par une surtaxe de 5 francs, alors qu'en 1900 la baisse du prix du sucre sur le marché mondial a été de 8 couronnes 80 heller, c'est-à-dire un chiffre dépassant à peu près du double celui que la Grande-Bretagne voudrait voir adopter comme maximum de la surtaxe.

M. LE PRÉSIDENT répond que ces fluctuations affectent les sucres de toutes provenances. Le même phénomène se constate d'ailleurs pour d'autres denrées, dont le cours varie souvent dans des proportions sensibles en l'espace d'une année, et qui cependant ne sont protégées que par un droit modéré, nullement en rapport avec ces fluctuations.

Ce qu'il importe d'établir, c'est le rapport entre le taux de la surtaxe et le prix moyen du sucre sur le marché universel. Le prix du sucre brut est actuellement de 17 à 18 francs ; il s'élèvera, après la suppression des primes, à 21 ou 22 francs, chiffre auquel il faut ajouter 7 à 8 francs, pour le raffinage : le prix du sucre raffiné, sur le marché mondial, approchera donc de 30 francs.

Une surtaxe de 5 francs représenterait près de 20 o/o de la valeur de la marchandise, taux qui est rarement atteint dans le tarif des douanes belges, si l'on met à part les produits soumis à l'accise, tels que l'alcool, le tabac, les sucres, etc.

La Belgique, en ce qui la concerne, se contenterait volontiers d'une surtaxe conventionnelle de 3 francs, correspondant à 10 o/o du prix de la marchandise.

Dans les Pays-Bas, où il n'existe pas de surtaxe, le marché intérieur est alimenté presque exclusivement par les sucres indigènes.

M. le Président conclut que le taux de 5 francs semble suffisant pour assurer partout la protection du marché national.

M. KUHN, Délégué de l'Allemagne, rappelle que pour prouver qu'une surtaxe de 5 francs pourrait protéger suffisamment le marché intérieur, il a été dit que la France s'est contentée, jusqu'à présent, d'une surtaxe de 9 ou 10 francs et que l'industrie sucrière de la Belgique, selon les expériences faites jusqu'ici, serait à même de se maintenir moyennant une surtaxe de 2 ou 3 francs, au plus.

Or, on oublie que la France et la Belgique ont des primes indirectes d'un montant très élevé et que ces primes, — au contraire des primes directes, — représentent en elles-mêmes un droit protecteur.

Un exemple le fera mieux comprendre.

L'honorable Délégué envisage le cas, — d'ailleurs absolument théorique, — où l'on concéderait à la France une prime indirecte de 5 francs, à l'Allemagne une prime directe du même montant et où pour les deux pays, la

surtaxe serait fixée à 5 francs. Dans cette hypothèse, le prix du sucre français en France s'établirait sur la base du prix du marché mondial et de l'impôt de 60 francs, dont les fabricants retireraient un bénéfice de 5 francs, tandis que le prix du sucre importé serait égal au prix mondial plus l'impôt de 60 francs et les droits de douane de 5 francs. Or, le prix du sucre importé excéderait de 5 francs le prix du sucre français. Dans la même éventualité, en Allemagne, le sucre allemand, pour assurer aux fabricants le même profit qu'à leurs collègues français, devrait être vendu au prix du marché mondial plus l'impôt de 20 marks et la prime de 5 francs, alors que le prix du sucre importé serait égal au prix mondial plus l'impôt de 20 marks et la surtaxe de 5 francs. Et cependant le sucre importé se vendrait aux mêmes conditions que le sucre allemand, et ce dernier ne jouirait d'aucune protection.

La proportion restera la même quand les primes seront abolies, excepté en ce qui concerne la France. Pour ces raisons, il semble impossible de réduire la surtaxe allemande à 5 francs, notamment aussi longtemps que la France maintiendra une prime indirecte de 4 fr. 95, qui représente en elle-même un droit protecteur du même import.

M. LE PRÉSIDENT répond à l'observation présentée par l'honorable M. Kühn, d'après laquelle il n'aurait pas tenu compte, dans son raisonnement, de la prime indirecte accordée aux sucres belges. Cette prime peut se chiffrer, pour le sucre raffiné, au grand maximum, à 4 fr. 50 ; elle est donc inférieure aux primes allouées par les principaux pays exportateurs. Or, au point de vue des conditions de la lutte, il importe de tenir compte également de la prime accordée par ces pays ; l'écart entre les avantages respectifs n'est donc pas en faveur de la Belgique.

Dans les Pays-Bas, la prime n'a pas dépassé 2 fr. 92 pour la campagne de 1900-1901 ; malgré le chiffre de cette prime, très faible par rapport aux autres, l'industrie sucrière néerlandaise a pu se réserver presque entièrement le marché intérieur sans l'existence d'aucune surtaxe.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, croit devoir se rallier à l'opinion émise par l'honorable M. Kühn en ce qui concerne l'effet de la prime indirecte en France. Toute prime indirecte équivaut, en effet, à une surtaxe du même import.

La surtaxe est l'écart entre le taux du droit d'entrée et celui du droit de consommation. Il est inexact de dire qu'en France le droit de consommation est de 60 francs. Le droit de consommation effectif, c'est-à-dire le droit réellement imposé sur le sucre produit, doit se calculer en tenant compte du tarif réduit appliqué à une certaine partie de la production ; il en résulte que, dans l'hypothèse envisagée d'une prime indirecte de 5 francs, le droit de consommation serait, en fait, non de 60 francs, mais de 55. Et si l'on frappe à l'entrée les sucres étrangers d'un droit de 60 francs, il s'ensuivra une surtaxe de 5 francs. Le droit de consommation de 60 francs est donc un droit fictif, qui n'est réellement appliqué que comme une décharge en cas d'exportation.

M. LE PRÉSIDENT dit que la Conférence ne peut aboutir qu'à la condition que les pays qui se trouvent dans le cas de faire certains sacrifices sachent quels seront les sacrifices consentis par d'autres. C'est pourquoi, ainsi qu'il l'a fait remarquer dans la précédente séance, il y avait utilité à réserver pour une discussion générale la question des surtaxes et celle du régime à appliquer aux sucres coloniaux.

Si, en ce qui concerne cette dernière question, la Conférence ne se trouve pas encore en possession d'indications suffisantes pour formuler un texte définitif, les échanges de vues qui ont eu lieu permettent cependant de grouper quelques éléments pouvant servir de base à un avant-projet de rédaction.

Cette rédaction pourrait être calquée, quant à la disposition applicable à la généralité des pays signataires, sur l'article 10 de la Convention signée à Londres en 1888, lequel contenait la stipulation suivante :

« Les dispositions de la présente Convention seront appliquées aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Puissances contractantes. »

Il y aurait lieu de rattacher à cette clause générale les exceptions à prévoir éventuellement pour certains pays et à consigner dans un protocole annexé à la convention.

M. le Président rappelle la déclaration — absolument satisfaisante — formulée, dans la huitième séance, par S. Exc. M. le jonkheer de Pestel relativement aux colonies néerlandaises.

En ce qui concerne l'Angleterre, la Délégation britannique avait, dans la cinquième séance, envisagé comme probable l'adhésion de son Gouvernement à un projet de déclaration qui semblait avoir donné satisfaction. Il est permis d'espérer que, dans le cas où la Conférence se mettrait d'accord sur la question des surtaxes, le Gouvernement britannique se rallierait à cette déclaration.

Le Gouvernement français, de son côté, ne fera sans doute pas d'objection à adopter la combinaison suggérée au cours de la huitième séance, et d'après laquelle les sucres coloniaux ne seraient appelés à bénéficier de l'avantage accordé aux sucres français que s'ils étaient raffinés en France.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit que la Délégation britannique a demandé des instructions à son Gouvernement et qu'elle espère être en mesure d'annoncer dans la prochaine séance si elle peut donner son adhésion au projet de déclaration susvisé, la question des surtaxes relevant, bien entendu, d'une solution satisfaisante.

La Conférence confie au Bureau le soin de préparer un avant-projet de rédaction dans le sens indiqué par M. le Président. Ce texte sera imprimé et distribué avant la prochaine séance, fixée au mardi 28 janvier, à 2 heures et demie.

La séance est levée à midi.

Le Président,

P. DE SMET DE NAEYER.

Les Secrétaires,

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

DOUZIÈME SÉANCE

MARDI 28 JANVIER 1902

Présidence de M. le comte de SMET DE NAEYER.

La séance est ouverte à 2 heures et demie,

Tous les Délégués sont présents, hormis M. Johannes, Délégué de l'Allemagne.

L'assemblée approuve le procès-verbal de la neuvième séance.

M. LE PRÉSIDENT dit que, suivant le désir manifesté par la Conférence dans la précédente séance, le Bureau a préparé et fait distribuer un avant-projet de rédaction pour l'article 11 de la convention, relatif au régime à appliquer aux colonies. Il estime qu'il y a lieu de mentionner dans l'exception prévue à cet article les colonies néerlandaises, en même temps que les colonies britanniques. M. le Président rappelle à ce sujet la déclaration faite par S. Exc. le Ministre des Pays-Bas dans la huitième séance.

Conformément à cette déclaration, qui est de nature à donner entière satisfaction à la Conférence, les colonies néerlandaises ne tomberaient pas non plus sous l'application de la disposition générale insérée à l'article 11, mais l'engagement que comporte ladite déclaration serait reproduit dans les termes suivants au protocole annexé à la convention :

Le Gouvernement des Pays-Bas déclare qu'aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée aux sucres des colonies néerlandaises pendant la durée de la convention.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit que la Délégation britannique a reçu, de son Gouvernement, des instructions télégraphiques qui lui permettent de faire la déclaration suivante :

Nous sommes autorisés à donner à la Conférence l'assurance que s'il pouvait être conclu une convention contenant des dispositions propres à satisfaire le Gouvernement de S. M. Britannique, il n'y aurait, en ce qui concerne les colonies de la Couronne, aucune difficulté à craindre, car le Gouvernement de la Grande-Bretagne s'engage à chercher une formule qui donnerait satisfaction à tous les intéressés. Vu cependant la situation très précaire des Indes occidentales, voici les conditions considérées comme indispensables par le Gouvernement de S. M. Britannique :

1° La réduction de la surtaxe à un maximum de 5 francs par 100 kilogrammes de sucre ;

2° La mise en vigueur de la convention à la date la plus rapprochée que des circonstances impérieuses permettraient.

M. LE PRÉSIDENT donne acte de cette déclaration.

Il croit être l'interprète des diverses Délégations en exprimant le vœu que la formule à adopter éventuellement par le Gouvernement britannique pour les colonies de la Couronne soit conforme à la déclaration des Pays-Bas.

S. Exc. M. PHIPPS répond que la Délégation britannique ne pourrait faire de déclarations positives à cet égard avant de connaître les dispositions de la Conférence quant à la question des surtaxes.

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, la Conférence décide de continuer en commission l'examen des trois points dont la discussion a été entamée dans la onzième séance. Il est entendu que les échanges de vues qui se produiront au cours de l'examen en commission ne seront pas consignés au procès-verbal; les Délégations pourront ultérieurement reproduire en séance plénière les arguments ou les déclarations dont elles désireraient voir conserver la trace dans les actes de la Conférence.

La Conférence se constitue en commission à 3 heures; après avoir siégé dans ces conditions jusqu'à 5 heures, elle décide que la prochaine séance aura lieu le vendredi 31 janvier, à 10 heures du matin.

Le Président,

P. DE SMET DE NAEYER.

Les Secrétaires,

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

TREIZIÈME SÉANCE

VENDREDI 31 JANVIER 1902

Présidence de M. le comte de SMET DE NAEYER.

La séance est ouverte à 10 heures.

Tous les Délégués sont présents, hormis M. Johannes, Délégué de l'Allemagne.

L'assemblée approuve les procès-verbaux des dixième, onzième et douzième séances.

M. LE PRÉSIDENT fait part du désir manifesté par diverses Délégations de voir la Conférence interrompre ses travaux pendant quelques jours. Il croit

savoir que la suspension des séances jusqu'au 11 février prochain serait de nature à donner satisfaction aux Délégations intéressées.

Il consulte l'assemblée sur le point de savoir si la date du 11 février obtient son agrément.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, exprime, au nom de la Délégation française, le vœu que l'interruption des travaux soit réduite au délai le plus court possible. Il importe, en effet, de mettre fin au plus tôt à l'inquiétude qui se manifeste au dehors, parmi les intéressés, et jusque dans la presse, quant au résultat des travaux de la Conférence.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, dit que la Délégation austro-hongroise accepte la date du 11 février ; elle ne pourrait se rallier à une date plus rapprochée.

S. Exc. M. le comte DE WALLWITZ, Ministre d'Allemagne, exprime la même opinion au nom de la Délégation allemande.

La Conférence fixe sa prochaine séance au mardi 11 février, à 2 heures et demie.

S. Exc. M. le commandeur CANTAGALLI, Ministre d'Italie, signale l'utilité qu'il y aurait d'imprimer à nouveau l'avant-projet de convention, avec les modifications et compléments qui y ont été apportés par la Conférence.

M. LE PRÉSIDENT répond que le Bureau aura soin de préparer et de faire distribuer ce document.

M. le Président donne connaissance à l'assemblée d'une communication qu'il a reçue de la Délégation italienne. Elle est ainsi conçue :

La Délégation italienne ayant examiné avec attention l'article 6 de l'avant-projet présenté à la Conférence et les conséquences qui pourraient en résulter pour son pays, a l'honneur de proposer d'ajouter à l'article susdit, ce qui suit :

« Cette dispense restera en vigueur pour l'Italie tant que les primes qu'elle pourrait allouer ne dépasseront pas les avantages accordés aux autres pays signataires de la présente Convention. »

M. le Président estime que cette proposition pourrait être utilement examinée lors de la discussion en seconde lecture du projet de convention. Il croit cependant devoir faire remarquer que son texte se concilie mal avec la dernière rédaction de l'article 6 adoptée par la Conférence.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, rappelle que, dans la dernière séance, lorsque la Conférence siégeait en commission, il a, au nom de la Délégation allemande, fait une déclaration qu'il confirme en ces termes :

« La Délégation allemande a déclaré à différentes reprises que le Gouvernement Impérial était disposé à réduire la surtaxe existant en Allemagne d'une somme correspondante à la diminution des primes concédée par les autres Etats. Le maximum de 5 francs, proposé de plusieurs côtés, n'a pas paru acceptable à notre Gouvernement, surtout tant que la France garderait un reste de sa prime indirecte, dont l'effet est, à notre avis, à peu près le

même que celui de la surtaxe. Si le Gouvernement français se décidait à renoncer au reste de prime qui lui est accordé par l'entente intervenue entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la France le 22 octobre 1900, la situation nous paraîtrait tellement changée, que nous serions prêts à demander à notre Gouvernement de nouvelles instructions sur la réduction possible de notre surtaxe. »

C'est à la suite de cette déclaration, ajoute l'honorable M. de Koerner, que différentes Délégations ont pensé qu'il pourrait y avoir utilité à suspendre momentanément les travaux de la Conférence, de manière à leur permettre de recueillir de nouvelles instructions auprès de leurs Gouvernements.

Au cours de la même séance de commission, les Délégués français avaient dit que l'idée suggérée dans cette déclaration ne leur paraissait pas devoir être écartée *a priori*. La Délégation allemande attacherait du prix à ce qu'une déclaration à cet égard pût également figurer dans les actes de la Conférence.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, répond que la Délégation française est toute prête à demander l'insertion au procès-verbal de la déclaration qu'elle a faite en commission, et que l'honorable Délégué expose en ces termes :

« Le Président de la Conférence, dans la séance de commission du 28 de ce mois, a fait un pressant appel à l'esprit de conciliation des diverses Délégations. Il a demandé à la Délégation britannique de prendre des engagements en ce qui concerne la situation des colonies de la Couronne et le régime de l'entrepôt. Il a demandé aux Délégations allemande et austro-hongroise de consentir la fixation au chiffre le plus bas possible du maximum de surtaxe. Il a demandé à la Délégation française d'examiner si, malgré l'accord de 1900 et l'accueil fait dans la deuxième séance à la proposition résultant de cet accord, elle ne pourrait sacrifier quelque chose de l'avance qui lui a été laissée.

« La Délégation française rappelle que l'accord de 1900, tel que le Président de la Conférence l'a lui-même si excellemment défini, n'a été que l'égalisation pour la France des conditions de la concurrence sur les marchés extérieurs. Elle rappelle que c'est en ce sens et pour ces motifs que la proposition française a été d'abord acceptée comme la base même sur laquelle la Conférence reprendrait ses travaux, puis agréée par la Conférence elle-même dans sa seconde séance.

« La Délégation française pourrait donc se maintenir dans cette situation aussi correcte que loyale. Toutefois, puisqu'il est fait appel à son esprit de conciliation, et soucieuse comme elle l'est de n'avoir point à porter la responsabilité d'un échec de la Conférence, elle ne refuse pas à entretenir son Gouvernement de la demande qui lui est adressée de consentir ainsi un nouveau sacrifice, mais elle ne peut le faire que si, en se rendant un compte exact de ce qui lui est demandé, elle acquiert la certitude que le sacrifice attendu d'elle, outre qu'il assure le succès de l'entente définitive, ne laisse pas l'agriculture et l'industrie françaises en état d'infériorité vis-à-vis des Puissances concurrentes. »

S. Exc. M. PHIPPS, Délégué de la Grande-Bretagne, s'exprime en ces termes :

« C'est avec un grande satisfaction que la Délégation britannique se trouve

à même de pouvoir se rallier à la déclaration faite par la Délégation des Pays-Bas dans la huitième séance, et de pouvoir, à son tour, communiquer à la Conférence la déclaration suivante :

Le Gouvernement de la Grande-Bretagne déclare qu'aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée aux sucres des colonies de la Couronne pendant la durée de la convention.

« En outre, c'est avec une égale satisfaction que je puis déclarer que mon Gouvernement est prêt à admettre l'insertion dans la convention d'un article par lequel le système du raffinage en entrepôt serait accepté par la Grande-Bretagne.

« La Délégation est heureuse d'avoir pu ainsi déférer aux vœux exprimés par l'honorable Président au cours de la douzième séance.

« Il est de mon devoir d'insister de nouveau sur les conditions dans lesquelles ces deux concessions sont offertes, conditions que j'ai eu l'honneur d'indiquer à la Conférence dans la douzième séance, savoir :

« 1° La réduction de la surtaxe à un maximum de 5 francs par 100 kilogrammes de sucre ;

« 2° La mise en vigueur de la convention à la date la plus rapprochée que des circonstances impérieuses permettront. »

S. EXC. M. GÉRARD dit que la Délégation française, par l'organe de M. Courtin, désirerait fournir à la Conférence quelques indications en vue de préciser la portée de l'avance laissée à la France. Aussi bien semble-t-il qu'il y ait un réel intérêt à ce qu'aucune incertitude ne subsiste sur le caractère de cette avance, dont les effets ont été à tort comparés à ceux de la surtaxe.

M. COURTIN, après la déclaration qui vient d'être faite par M. le Ministre de France, cherchera à préciser quelle est exactement la situation actuelle de la France au point de vue des concessions qui peuvent lui être demandées.

Il semble résulter des discussions antérieures et des déclarations qui viennent d'être apportées aujourd'hui, que certaines Puissances représentées à la Conférence considèrent qu'il leur est impossible, en même temps qu'elles s'engageront à abolir toutes leurs primes directes ou indirectes de ramener leur surtaxe à un chiffre très modéré, 5 francs par exemple, si la France, indépendamment de cette surtaxe, et venant l'augmenter d'autant, conserve l'avantage maximum de 4 fr. 95 qui lui a été d'abord reconnu. La conséquence nécessaire et logique qui découlerait de cette argumentation serait que, pour pouvoir envisager l'éventualité de la réduction de la surtaxe à 5 francs, la France devrait tout d'abord renoncer à l'avance qui lui a été concédée. Cette renonciation constituerait donc la condition primordiale à laquelle toute autre concession serait nécessairement subordonnée. Ce que l'honorable Délégué se propose d'établir, c'est que la question telle qu'elle se trouve ainsi posée devant la Conférence, ne répond pas à la réalité ; que, d'une part, sur le terrain des principes, il n'y a pas de lien entre le taux de la surtaxe et le boni maximum de 4 fr. 95 qui resterait assuré aux producteurs français ; que, d'autre part, dans le domaine des faits, ce boni, tel qu'il résulte de la législation française, n'équivaut nullement, comme on l'a dit, à une

prime indirecte d'égale somme et qu'à ce titre, il ne saurait avoir sur les exportations de la France l'influence qu'on lui prête.

Et d'abord, sur le terrain des principes, pour soutenir que la réduction à 5 francs de la surtaxe implique nécessairement, de la part de la France, une diminution correspondante du boni de 4 fr. 95, il faudrait apporter la preuve que la concession générale résultant, pour l'ensemble des Puissances, de la réduction de la surtaxe, imposerait à la France un sacrifice moindre que celui exigé des autres Etats. Cette preuve est évidemment impossible à fournir, car peu importe l'usage que chacun a pu faire, dans le passé, d'une faculté qui lui était laissée, quand seul l'avenir compte. Or, au point de vue de l'avenir, la concession, c'est uniquement le fait de renoncer à utiliser une arme qui était à la portée de tous, et non le fait pour quelques-uns d'en avoir antérieurement fait usage. Il n'y a donc à cet égard aucune distinction possible. Le sacrifice demandé est le même pour tous.

Sur le terrain des faits, on a objecté que l'avantage de 4 fr. 95 concédé à la France équivalait à une véritable surtaxe, et l'on s'est efforcé d'en apporter la démonstration théorique. On a établi en termes excellents que toute prime indirecte équivaut à une surtaxe, qu'il y a identité entre l'une et l'autre. C'est là, sans doute, une constatation qui supporterait difficilement la contradiction. Mais ce qu'il reste à établir, le point qui a été admis comme prémisses sans être ni mis en doute, ni même discuté, c'est que les 4 fr. 95 dont serait au maximum appelée à bénéficier la production française constituée, sans restriction, une prime indirecte. Là est la véritable question qu'il importe d'aborder et de solutionner.

M. Courtin signale, sans insister, la contradiction à laquelle on se laisserait entraîner si l'on voyait dans les avantages résultant de la loi de 1884 une simple surtaxe. Le prétendu avantage qui alors aurait été laissé à la France par l'arrangement de 1900 aurait consisté dans l'interdiction, pour ce pays, d'élever cette surtaxe sous le prétexte qu'elle dérivait d'une loi spéciale, alors que ceux-là mêmes qui lui auraient imposé cette interdiction se seraient réservé la liberté de leur tarif douanier. La mesure ne constituerait, dès lors, plus un avantage, ce serait pour la France la limitation anticipée de ses droits.

Mais, en réalité, les avantages qui résultent pour le producteur français du système inauguré en 1884, n'équivalent nullement à une prime indirecte et, par suite, à une surtaxe.

La prime indirecte peut revêtir des formes diverses, soit qu'elle se produise avec l'intervention de l'Etat, soit qu'elle soit l'œuvre de l'initiative privée. Tantôt elle consiste à répartir entre les produits fabriqués une ressource spéciale bien déterminée, l'unité de produit touche alors une somme qui n'est pas connue d'avance et qui dépend de l'importance du nombre d'unités appelées à bénéficier de la répartition; tantôt, au contraire, c'est l'unité de produit elle-même qui bénéficie d'une allocation fixe et déterminée à l'avance, dont le montant total seul est alors variable. Mais, quel que soit le système adopté, ce qui constitue la prime, c'est la quotité uniforme par unité dont le prix de revient se trouve diminué. La diminution uniforme du prix de revient, tel est le but essentiel et le résultat final de toutes les combinaisons adoptées.

Le système appliqué en France n'aboutit nullement à des conséquences de cette nature. Dans la plupart des autres pays, le droit à la prime prend naissance avec le sucre lui-même. Toute quantité produite acquiert, par le fait même de sa production, des droits à la prime. En France, au contraire, lorsqu'une quantité quelconque de sucre est extraite de la betterave, elle n'a, en principe, droit à aucun avantage; ce n'est que lorsque le rendement légal

commence à être dépassé, que la bonification apparaît à son tour, pour augmenter ensuite en proportion des excédents obtenus. Ainsi donc, ce sont uniquement ces excédents de rendement qui mécaniquement fixent pour chaque producteur français le montant des avantages auxquels il a droit. Sous le régime ordinaire des primes, tout producteur quelles que soient les conditions dans lesquelles il a fabriqué, touche par unité la même somme; 100 kilogrammes de sucre, de quelque usine qu'ils sortent, ont droit à la même allocation. En France, au contraire, si sur 100 kilogrammes de sucre fabriqué, les excédents de rendement obtenus par un industriel sont doubles de ceux réalisés par un autre, le premier touchera, par 100 kilogrammes, une allocation supérieure à celle que le second touchera pour la même quantité de produits. En d'autres termes, quand un fabricant touchera 10 francs de boni par 100 kilogrammes de sucre, un autre ne touchera que 8, un autre, 6 ou 4, car ces taux varieront avec les excédents que chacun aura obtenus par rapport aux quantités de betteraves mises en œuvre.

Le producteur aura donc en France intérêt, d'une part, à acquérir la betterave qui lui assurera le rendement maximum; d'autre part, à en extraire le plus de sucre possible. Il sera appelé à retirer un avantage plus grand de 100 kilogrammes de betteraves qui lui donneront 14 kilogrammes de sucre que de 150 kilogrammes lui assurant la même quantité; il aura intérêt à donner pour 100 kilogrammes des premières un prix supérieur à celui qu'il donnerait pour 150 kilogrammes des secondes. De là, l'incitation pour l'agriculteur à produire un type de betterave bien déterminé afin d'en tirer un prix plus rémunérateur. Et c'est là principalement le but qu'a poursuivi la loi de 1884. Elle a été destinée à accorder au producteur un avantage, non pas pour diminuer son prix de revient, mais en compensation de l'augmentation qu'elle lui a imposée du prix de ses matières premières; si elle a alloué des primes, c'est à la culture de la betterave, et nullement pour en abaisser le prix de revient et en faire bénéficier ainsi indirectement les fabriques de sucre, car ce sont celles-ci qui sont appelées à payer tous les frais des encouragements donnés; elles ne bénéficient pas de ces encouragements, elles en supportent les charges.

Il suit de là que, au point de vue des exportations, on est peu fondé à prétendre que la loi de 1884 a, comme on l'a avancé, accordé de véritables primes indirectes. Elle a principalement eu pour but de rembourser l'augmentation du prix de revient imposée à l'industrie sucrière sous forme d'encouragement à l'agriculture.

Le tableau des exportations françaises constitue lui-même, à ce point de vue, le plus instructif des enseignements. Il suffit de s'y reporter pour se convaincre qu'alors même que ce qu'on appelle les primes indirectes de la France était bien supérieur aux 4 fr. 95 dont il est question aujourd'hui, qu'alors que ces primes étaient doubles ou triples de ce chiffre, jamais elles n'ont eu sur les exportations une action apparente. La loi de 1884 a traversé une série d'étapes. Créée en vue de rendre à la culture française l'énergie qui lui manquait, au fur et à mesure que les effets qu'on attendait d'elle se trouvaient réalisés, elle a été successivement remaniée et les avantages qu'elle assurait à la production ont été successivement restreints.

Or, soit qu'on ait diminué l'écart entre le droit plein et le droit réduit, soit qu'on ait abaissé la proportion des excédents de rendement, ces mesures n'ont eu aucune répercussion sur le commerce extérieur. L'influence n'apparaît, — et celle-là, immédiatement, — que lorsque la loi de 1897 vient inaugurer les primes directes. Celles-ci, bien que d'une quotité relativement peu élevée par

rapport aux autres, qui ont été parfois 6 et 7 fois plus fortes, provoquent, d'une manière instantanée, un véritable essor des exportations.

M. Courtin ne doit pas devoir insister sur ces chiffres, qui ont été maintes fois cités et qui sont assez éloquents par eux-mêmes ; s'il y a eu recours une fois encore, c'est qu'ils sont la confirmation évidente de la conception qu'il convient de se faire de la législation sucrière française. Il insiste sur ce que, déjà à maintes reprises, en dehors de toute convention internationale, le Gouvernement de la République française a modifié cette législation sans que l'on ait jamais songé à voir dans ces restrictions une atteinte portée aux exportations. Quand c'est l'exportation qu'il a eue en vue, ce n'est point dans le régime de 1884 qu'il est allé chercher un instrument efficace, il en a créé un de toutes pièces en recourant à une combinaison indépendante et nouvelle. On ne saurait perdre de vue, d'ailleurs, que ce qui a eu lieu dans le passé est une sorte de garantie pour l'avenir, et que le fait qu'une partie des avantages résultant de la loi de 1884 resterait en dehors de la convention, n'implique nullement, de la part de la France, l'engagement vis-à-vis de ses producteurs de n'y apporter aucune restriction nouvelle.

En résumé, M. Courtin croit avoir démontré, d'une part, que la réduction de surtaxe qui serait consentie par la France constituerait virtuellement de sa part un sacrifice égal à celui qui est demandé aux autres pays ; — d'autre part, que l'avantage de 4 fr. 95 qui lui serait laissé, ou tout autre qui sera définitivement adopté, ne doit pas être considéré comme se superposant dans sa totalité à la surtaxe, mais qu'il constitue pour la plus grande partie un encouragement qui va à l'agriculture sans répercussion sur l'exportation.

En terminant, M. Courtin appelle l'attention de la Conférence sur ce fait qu'on ne demande pas à la France de renoncer à un de ces organismes accessoires qui, quelque forme qu'ils revêtent, sont destinés à être une arme de combat ; ce qui est mis en discussion pour elle, c'est l'édifice même sous lequel s'est abritée, depuis vingt ans, son industrie sucrière et dont l'aménagement a été surtout dicté par des considérations d'ordre intérieur. Il a cru utile de présenter ces différentes considérations à la Conférence, de manière que, lorsqu'il s'agira de juger les nouvelles concessions réclamées de la France, on puisse rapprocher le sacrifice qu'on lui demandera ainsi et les avantages que les Puissances en retireront au point de vue du but poursuivi en commun.

M. LE PRÉSIDENT donne acte des déclarations faites successivement au nom des Délégations allemande, française et britannique. Il ajoute que la Conférence aura sans doute enregistré avec une satisfaction toute particulière les déclarations de S. Exc. M. le Ministre de la Grande-Bretagne, lesquelles sont de nature à faciliter grandement la conclusion d'un accord.

S. Exc. M. le commandeur CANTAGALLI, Ministre d'Italie, dit que la Délégation italienne avait l'intention de présenter quelques observations à l'appui de la proposition dont M. le Président a donné lecture au début de la séance. Elle demande à la Conférence si ces observations ne devraient pas être formulées immédiatement ; elle est toute prête, d'ailleurs, à les réserver pour la seconde lecture du projet de convention, si l'assemblée le juge opportun.

M. LE PRÉSIDENT consulte la Conférence à ce sujet.

S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie,

estime qu'il serait préférable de réserver cet examen pour la seconde lecture, la proposition formulée paraissant devoir être le point de départ d'une discussion assez développée, qui ne viendrait peut-être pas en ce moment à son heure.

S. Exc. le commandeur CANTAGALLI ne croit pas dès lors devoir insister.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit que si la Délégation austro-hongroise était en mesure d'ajouter une déclaration à celles déjà faites par les Délégations de l'Allemagne et de la France, la Délégation britannique pourrait plus utilement réclamer des instructions nouvelles de son Gouvernement.

S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, serait heureux de pouvoir donner satisfaction au désir exprimé par S. Exc. M. Phipps.

La Délégation austro-hongroise estime qu'à la suite des derniers débats, la situation s'est complètement modifiée, et que les instructions qui lui ont été tracées ne s'accordent plus avec l'orientation prise par les délibérations de la Conférence. Dans ces conditions, il a paru nécessaire aux Délégués spéciaux de l'Autriche et de la Hongrie de retourner chez eux afin d'entretenir leurs Gouvernements du nouvel état de choses et de réclamer les instructions opportunes.

Il ne serait guère possible à la Délégation de dire actuellement dans quel sens ces instructions seront conçues. Ce qu'elle peut affirmer, — en tant que cela dépend de la Délégation elle-même, — c'est qu'elles s'inspireront de l'esprit le plus conciliant, et que les Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie iront, dans la voie des concessions, aussi loin que le permettra le souci de ne pas compromettre l'existence de l'industrie sucrière de ces pays.

S. Exc. M. PHIPPS dit que la Délégation britannique ne peut que se déclarer satisfaite des paroles prononcées par S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie.

M. LE PRÉSIDENT exprime l'avis que le débat pourrait se clore sur la déclaration de S. Exc. M. le comte de Khevenhüller Metsch, dont les termes conciliants ont été accueillis avec plaisir par l'assemblée tout entière.

Avant de lever la séance, M. le Président, tient à exprimer la vive satisfaction avec laquelle la Conférence a appris l'honneur échu à son Vice-Président élevé au rang d'Ambassadeur. Il est certain d'être l'interprète de tous les Délégués en joignant les félicitations de l'assemblée à celles qui sont déjà parvenues à S. Exc. le comte Khevenhüller Metsch à l'occasion de cette promotion si flatteuse.

La Conférence souligne cet hommage de marques unanimes d'approbation.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH remercie l'honorable Président de ses paroles ; il se déclare très sensible à l'accueil qu'elles ont rencontré au sein de l'assemblée.

La séance est levée à 11 heures et demie.

Le Président,

P. DE SMET DE NAEYER.

Les Secrétaires,

J. JANSSENS

J. BRUNET.

QUATORZIÈME SÉANCE

SAMEDI 22 FÉVRIER 1902

Présidence de M. le comte de SMET DE NAEYER.

La quatorzième séance, dont la date avait été fixée par la Conférence au 11 février, a été remise au 17, puis au 22 du même mois.

La séance est ouverte à 10 heures.

Tous les Délégués sont présents, hormis M. Johannes, Délégué de l'Allemagne, sir Henry Primrose, Délégué de la Grande-Bretagne, et M. Charles Tranchell, Délégué de la Suède, empêchés.

Le procès-verbal de la treizième séance ne donnant lieu à aucune observation, M. le PRÉSIDENT le déclare adopté.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il vient d'apprendre que les Délégations de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ne seront pas en mesure, avant le lundi 24 février, de se prononcer sur les questions réservées. D'autre part, certains Délégués ont exprimé le désir de ne pas siéger dans la matinée de ce même jour. La Conférence pourrait donc fixer sa prochaine réunion au lundi 24, à 2 heures et demie.

M. le Président ajoute que la présente séance pourrait utilement être consacrée à une nouvelle lecture du texte de l'avant-projet de convention.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, fait remarquer que, certains des points principaux étant encore réservés, cet examen portera plutôt sur la forme que sur le fond.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il en est bien ainsi.

Il est donné lecture du premier alinéa de l'article 1^{er}, tel qu'il figure dans l'avant-projet de convention adopté en première lecture. Cet alinéa est ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, les primes directes et indirectes dont bénéficieraient la production ou l'exportation des sucres, et à ne pas établir de primes de l'espèce pendant toute la durée de ladite Convention. Pour l'application de cette disposition, sont assimilés aux sucres les produits sucrés tels que confitures, chocolats, biscuits, lait condensé et tous autres produits analogues contenant en proportion notable du sucre incorporé artificiellement.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, fait remarquer que l'article de la convention qui rendra obligatoire le régime d'entrepôt, ne peut s'appliquer évidemment à la fabrication des confitures, des biscuits et autres produits sucrés. Il se demande si, pour prévenir tout malentendu à cet égard, il ne conviendrait pas de commencer la phrase de l'article 1^{er} visant ces produits, par les mots : « Pour l'application de cette disposition spéciale ».

M. LE PRÉSIDENT répond que l'assimilation des produits sucrés aux sucres est limitée à la disposition de l'article 1^{er} figurant dans le même alinéa. On a seulement en vue de marquer que l'interdiction d'accorder des primes s'applique aussi bien aux produits sucrés qu'aux sucres eux-mêmes. Il n'en résulte aucunement l'obligation de soumettre la fabrication des biscuits, par exemple, au régime d'entrepôt.

M. le Président ajoute qu'au surplus cette observation sera consignée au procès-verbal comme exprimant l'opinion de la Conférence.

S. Exc. M. PHIPPS se déclare dès lors satisfait.

Le point faisant l'objet du deuxième alinéa de l'article 1^{er} étant réservé, l'assemblée passe à l'examen de l'article 2.

M. LE PRÉSIDENT propose de compléter cet article par un littéra *f* visant les avantages résultant des surtaxes. L'article 2 serait libellé comme il suit :

Tombent sous l'application de l'article précédent, tous les avantages résultant directement ou indirectement, pour les diverses catégories de producteurs, de la législation fiscale des Etats, notamment :

- a) Les bonifications directes accordées en cas d'exportation ;
- b) Les bonifications directes accordées à la production ;
- c) Les exemptions d'impôt, totales ou partielles, accordées pour une partie des produits de la fabrication ;
- d) Les bénéfices résultant d'excédents de rendement ;
- e) Les bénéfices résultant de l'exagération du drawback ;
- f) Les avantages résultant de toute surtaxe dont le taux dépasserait celui fixé par l'article 3.

M. le Président rappelle, à propos du littéra *f*, qui est nouveau, que lors de l'examen de l'avant-projet en première lecture, la Délégation britannique avait proposé l'adjonction d'un littéra ainsi conçu :

« *f*) Les bénéfices qui pourraient résulter de l'exagération de l'écart entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation au delà du chiffre nécessaire pour protéger le marché intérieur. »

La Délégation française s'était montrée favorable à cette proposition.

Toutefois le texte suggéré semblait être plutôt l'affirmation d'un principe qu'une stipulation positive. Il en est autrement de la nouvelle rédaction proposée, et celle-ci peut, dès lors, trouver utilement sa place dans le dispositif de la convention.

L'article 2 ainsi complété est adopté.

M. le Président donne lecture d'un projet d'article 2 *bis*, relatif, comme celui suggéré précédemment par l'honorable M. de Koerner, à l'application du régime d'entrepôt ; il est ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre au régime d'entrepôt les fabriques et les raffineries de sucre, ainsi que les usines dans lesquelles le sucre est extrait des mélasses.

M, le commandeur MARAINI, Délégué de l'Italie, fait remarquer que les pays mentionnés à l'article 6 seront sans doute dispensés de l'application de cet article.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il en est bien ainsi. Il ajoute que le premier alinéa de l'article 6 sera complété dans ce sens.

S. Exc. M. MAVRODI, Ministre de Roumanie, et S. Exc. M. le comte WRANGEL, Ministre de Suède et de Norvège, sont également de cet avis.

M. LE PRÉSIDENT déclare l'article 2 *bis* adopté sous le bénéfice de l'observation qui vient d'être faite.

En ce qui concerne l'article 3, réservé quant au fond, M. LE PRÉSIDENT fait remarquer qu'il conviendrait d'y introduire le mot « surtaxe », celui-ci figurant au littéra *f* de l'article 2.

L'article 3 serait ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à limiter au chiffre maximum de... francs par 100 kilogrammes de sucre raffiné, la surtaxe, c'est-à-dire l'écart entre le taux des droits ou taxes dont sont passibles les sucres étrangers et celui des droits ou taxes auxquels sont soumis les sucres nationaux.

L'assemblée aborde l'examen de l'article 4, pour lequel la Conférence a arrêté, en première lecture, la rédaction suivante :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à frapper d'un droit spécial, à l'entrée sur leur territoire, les sucres provenant de pays qui accorderaient des primes à la production ou à l'exportation.

Ce droit ne pourra être inférieur au montant des primes, directes ou indirectes, accordées dans le pays de provenance. Les Hautes Parties se réservent la faculté, chacune en ce qui la concerne, de prohiber l'importation des sucres primés.

M. LE PRÉSIDENT propose de compléter ce texte par l'adjonction d'un nouvel alinéa ainsi libellé :

Pour évaluer le montant des avantages résultant éventuellement de la surtaxe spécifiée au littéra *f* de l'article 2, on déduit du chiffre de cette surtaxe celui fixé par l'article 3 : la moitié de la différence est réputée représenter la prime.

Il importe, semble-t-il, d'indiquer de quelle manière seront calculés, au point de vue de l'application des droits compensateurs, les avantages résultant d'une surtaxe dépassant le maximum conventionnel.

Les primes provenant de la surtaxe sont difficiles à traduire en chiffres, attendu qu'elles sont la conséquence d'un accord entre les producteurs, accord souvent tenu secret et dont les bases peuvent varier fréquemment.

Pour apprécier mathématiquement l'effet possible de la surtaxe, il faudrait multiplier le montant de celle-ci par le chiffre de la consommation et diviser le produit par le chiffre de l'exportation. L'application de cette formule aurait l'inconvénient de donner des résultats essentiellement variables. Le calcul serait à renouveler chaque année, d'après les chiffres de la consommation et de l'exportation, et l'on se trouverait dans le cas de devoir modifier constamment le taux minimum de la taxe compensatrice.

Mieux vaudrait recourir à une formule forfaitaire, à la vérité plus ou moins arbitraire, mais précise, dont le résultat resterait constant aussi longtemps que le chiffre de la surtaxe ne varierait point.

Le principe admis, il fallait, ou considérer comme constituant un avantage la différence ~~entière~~ entre le chiffre effectif de la surtaxe et le maximum prévu à l'article 3, ou bien s'en tenir à une fraction de cette différence. C'est cette dernière solution qu'adopte le texte proposé.

M. DELATOUR, Délégué de la France, croit qu'il serait préférable de prendre comme droit compensateur l'intégralité de la différence entre le chiffre de la surtaxe et le maximum du droit de douane fixé à l'article 3. L'application d'une formule forfaitaire est indispensable, mais elle donnera nécessairement des résultats qui seront toujours à côté de la vérité et qui, dans certains cas, pourront rester en deçà, attendu que les avantages procurés par la surtaxe peuvent varier dans des proportions considérables, suivant l'augmentation de la consommation et la réduction des exportations. Il y a donc à craindre que le chiffre de moitié, qui a été proposé, ne se trouve trop faible ultérieurement, dans certaines éventualités.

M. le baron d'AULNIS DE BOURVILL, Délégué des Pays-Bas, voit de grandes difficultés à déterminer par une formule arrêtée d'avance le quantum des avantages résultant de la surtaxe.

Il indique les chiffres que donnerait, dans l'état actuel de la législation, l'application de la formule proposée, à deux pays, la Russie et la Roumanie.

En Russie, la surtaxe est de 3 roubles-or par poud, c'est-à-dire environ 75 francs par 100 kilogrammes. Le droit compensateur à appliquer du chef de la surtaxe devrait donc être, en supposant admis le chiffre de 5 francs pour l'article 3, de $\frac{75 - 5}{2}$ ou 35 francs les 100 kilogrammes, soit un chiffre de beaucoup supérieur au taux auquel on a estimé la prime russe.

En Roumanie, où la surtaxe est de 51 francs par 100 kilogrammes, on arriverait, par le même calcul, au chiffre également élevé de 23 francs.

M. LE PRÉSIDENT oppose aux exemples cités par l'honorable Délégué des Pays-Bas, le cas d'un pays qui aurait une surtaxe de 8 francs. L'application de la formule conduirait à un droit compensateur de $\frac{8 - 5}{2}$ ou 1 fr. 50. Ce chiffre serait-il suffisant pour compenser les avantages résultant de la surtaxe?

Toute formule forfaitaire peut évidemment amener des conséquences imprévues.

M. COURTIN, Délégué de la France, envisage à son tour le cas d'un pays qui aurait une surtaxe de 8 francs, c'est-à-dire dépassant de 3 francs le taux fixé par l'article 3, à supposer celui-ci de 5 francs. Les producteurs pourraient, grâce à la protection résultant de cette surtaxe, constituer une caisse commune dont ils consacraient le produit à favoriser l'exportation. S'ils n'exportaient qu'une quantité correspondant au tiers de leur consommation, la prime à l'exportation serait, en réalité, non de 3 francs mais de 3×3 ou 9. Dans un cas semblable, un droit compensateur égal à la différence entre le chiffre de la surtaxe et le taux prévu à l'article 3 ne saurait donc être considéré comme exagéré.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, estime que le point en discussion a la plus sérieuse importance et ne devra être réglé qu'après mûre réflexion. La proposition de M. le Président lui paraît, à première vue, très acceptable, et la solution indiquée par l'honorable M. Delatour pourrait même être admise. Mais il tient à constater qu'il ne s'agit, pour le moment, que d'une discussion toute préliminaire, et qu'il y aura lieu de revenir ultérieurement sur la question.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, croit que les solutions préconisées répondraient suffisamment au but que la Conférence a en vue, si l'on fixait également un chiffre minimum, — 5 francs, par exemple, — qui deviendrait, en fait, d'application lorsque le chiffre de la surtaxe serait relativement peu élevé.

Avec une surtaxe de 10 francs, la formule proposée par M. le Président conduirait à l'application d'un droit compensateur de $\frac{10 - 5}{2}$ ou 2 fr. 50, chiffre insuffisant pour un pays dont l'exportation serait relativement faible par rapport à la consommation. Dans ce cas, c'est le minimum de 5 francs qui serait applicable.

De la sorte, les effets de la surtaxe seraient toujours contre-balancés par le droit compensateur.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, estime que cette combinaison aurait un caractère quelque peu arbitraire.

La Délégation britannique préférerait voir abandonner à la Commission permanente le soin d'évaluer, dans chaque cas, le taux de la prime résultant de la surtaxe ; c'est-à-dire que l'article 4 serait maintenu dans son texte primitif.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que la Commission permanente rencontrerait de grandes difficultés à déterminer le quantum des avantages découlant de la surtaxe. D'autre part, le chiffre varierait, pour chaque pays, d'année en année. Ce sont ces considérations d'ordre pratique qui l'ont amené à proposer de fixer, dans la convention même, la règle qui servirait de base aux calculs de la Commission.

M. DELATOUR insiste sur les inconvénients qui résulteraient de l'obligation

de modifier tous les ans le quantum de la prime résultant de la surtaxe de chaque pays suivant les variations du rapport entre la production et la consommation.

M. ESCHAUZIER, Délégué des Pays-Bas, s'inspirant de l'idée exprimée par M. Beauduin, propose d'ajouter à la disposition formulée par M. le Président, les mots : « au minimum ». La Commission permanente aurait ainsi la faculté d'adopter un autre chiffre que celui résultant de la règle établie, si ce dernier était insuffisant.

M. BOUSQUET, Délégué de la France, signale l'opportunité de prendre comme basé, pour le calcul de la prime, la totalité plutôt que la moitié de la différence entre le chiffre de la surtaxe et le taux fixé par l'article 3.

Pour les pays ayant des surtaxes fort élevées, la question est sans importance, attendu que dans les deux cas, le droit compensateur sera, en réalité, prohibitif. Il en serait tout autrement dans les pays à surtaxe modérée. L'honorable Délégué envisage le cas d'un pays qui établirait un droit d'entrée de 8 francs, alors que le maximum établi par l'article 3 serait de 5 francs. Si ce pays avait une consommation intérieure de 500.000 tonnes, il en résulterait une somme d'avantages de 15 millions de francs, lesquels, répartis exclusivement sur une exportation de 300.000 tonnes, représenteraient une prime de 5 francs les 100 kilogrammes. La prime serait donc, dans un pareil cas, supérieure au chiffre de la différence. L'hypothèse n'est pas inadmissible, car on peut concevoir qu'en vue de se débarrasser d'un stock encombrant, une association de fabricants s'entende pour faire porter uniquement sur les sucres exportés tous les bénéfices du cartel.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, fait remarquer que l'exemple cité par l'honorable Délégué de la France a un caractère absolument théorique : l'hypothèse envisagée ne se présentera jamais dans la pratique.

M. DELATOUR propose de stipuler que la Commission aurait dans tous les cas le droit de relever le chiffre résultant de la formule qui sera admise, si elle le jugeait insuffisant. De la sorte, le droit compensateur ne resterait jamais inférieur à la prime réelle, et on aurait concilié heureusement les avantages de la formule mathématique et ceux de la formule forfaitaire.

M. LE PRÉSIDENT constate que cette proposition a la même portée que celle présentée par l'honorable M. Eschauzier. Il formule dans les termes ci-après le texte complémentaire qui pourrait être adopté en vue de répondre à l'idée qui a été émise : « la Commission visée à l'article 7 ayant le droit de relever « le chiffre ainsi fixé s'il était jugé insuffisant. »

S. Exc. M. PHIPPS dit que la Délégation britannique se réserve de présenter une proposition concernant l'objet en discussion, après qu'elle se sera concertée avec d'autres Délégations qui ont manifesté des dispositions analogues. En attendant, elle estime que l'article 4 devrait être maintenu dans son texte primitif.

M. DELATOUR fait remarquer que grâce à la disposition proposée, il serait possible d'établir immédiatement des droits compensateurs aussitôt qu'un

pays procéderait à un relèvement de surtaxe, et le taux provisoire de ces droits se trouverait automatiquement déterminé, sauf à être ultérieurement majoré par la Commission s'il était établi qu'il est insuffisant. Si, au contraire, la Commission devait, avant tout établissement de droits compensateurs, se prononcer, dans chaque cas spécial, sur l'importance effective de l'avantage indirect ainsi produit par une surtaxe, ses propres délibérations et, éventuellement, la nécessité d'en référer aux divers Gouvernements, réclameraient un temps assez long, pendant lequel les Etats contractants pourraient voir leurs marchés envahis par les sucres primés.

M. LE PRÉSIDENT invite l'assemblée à se prononcer sur la disposition proposée comme troisième alinéa de l'article 4, avec l'adjonction résultant de l'échange de vues qui vient d'avoir lieu. Le texte de cet alinéa serait ainsi le suivant :

Pour évaluer le montant des avantages résultant éventuellement de la surtaxe spécifiée au littéra f de l'article 2, on réduit du chiffre de cette surtaxe celui fixé par l'article 3 : la moitié de la différence est réputée représenter la prime, la Commission visée à l'article 7 ayant le droit de relever le chiffre ainsi fixé s'il était jugé insuffisant.

Il est entendu qu'il ne s'agit que d'un vote essentiellement provisoire, émis en vue de préparer un texte aussi complet que possible pour servir de base à la discussion en troisième lecture.

Les Délégations de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de la France, de l'Italie, de la Roumanie et de la Suède répondent affirmativement. S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie constate toutefois qu'il aurait préféré le maintien du texte primitif.

S. Exc. M. PHIPPS croit devoir émettre provisoirement un vote négatif, au nom de la Délégation britannique.

Les Délégations de l'Espagne et des Pays-Bas demandent à réserver leur opinion jusqu'au moment de la troisième lecture.

S. Exc. M. PHIPPS désirerait voir préciser la portée du premier alinéa de l'article 4. On peut se demander qui devra appliquer les droits compensateurs lorsque des sucres primés provenant d'un pays tiers traverseront le territoire d'un pays contractant avant d'arriver dans le pays de destination : tels des sucres russes passant par l'Allemagne pour être expédiés vers le marché de Londres.

M. LE PRÉSIDENT dit que deux hypothèses sont à envisager. Ou bien ces sucres primés arriveront dans le pays intermédiaire pour y subir une transformation, un complément de main-d'œuvre ; ils seront, dans ce cas, nationalisés, et c'est ce pays qui devra appliquer le droit compensateur. Ou bien les sucres ne feront que traverser le territoire de ce pays ; il s'agira alors d'un simple transit, et le droit compensateur devra être perçu par le pays de destination.

Ainsi que le stipule l'article 8, les Etats signataires auront à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les sucres primés qui auront traversé

en transit un pays contractant ne jouissent des avantages de la convention sur le marché destinataire.

S. Exc. M. PHIPPS demande comment la véritable origine des sucres importés sera établie.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il s'agit là de mesures d'exécution que la Commission permanente aura mission de régler. Elle se réunira, aux termes de l'article 7, trois mois au moins avant la mise en vigueur de la convention, et la question envisagée par S. Exc. M. le Ministre de la Grande-Bretagne sera une de celles dont elle aura à s'occuper en premier lieu.

Le point soulevé a été examiné lors de la Conférence de Londres, en 1888, et l'on s'est trouvé d'accord pour exiger la production de certificats d'origine.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, ayant fait remarquer que les mots : « à l'entrée sur leur territoire », ne pouvaient évidemment s'appliquer au transit, M. LE PRÉSIDENT exprime l'avis que la portée du premier alinéa serait précisée davantage encore par l'emploi des mots : « à l'importation sur leur territoire ».

Cette modification est adoptée. L'assemblée décide également de substituer les mots « origine » et « originaire » aux mots « provenance » et « provenant ».

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de l'article 5, ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à admettre au taux le plus réduit de leur tarif d'importation, les sucres provenant des pays contractants.

Les sucres de canne et les sucres de betterave ne pourront être frappés de droits différents.

S. Ex. M. le jonkheer DE PESTEL, Ministre des Pays-Bas, propose, au nom de la Délégation néerlandaise, de compléter le premier alinéa par les mots : « et de celles de leurs colonies qui n'accordent pas de primes ».

M. DELATOUR, Délégué de la France, rappelle que, pour dispenser certaines colonies d'établir des droits compensateurs, il a été objecté qu'elle ne possédaient qu'une organisation douanière rudimentaire qui ne les mettait pas en mesure d'assurer à cet égard l'exécution de la convention. N'est-il pas à craindre, dès lors, que les sucres provenant de pays qui accordent des primes ne passent par ces colonies pour être réexpédiés dans les pays contractants et jouir, dans ceux-ci, du tarif d'importation le plus réduit ?

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que l'objection ne peut viser, en réalité, que les sucres de canne, car il sera toujours possible de reconnaître les sucres de betterave.

La difficulté serait d'ailleurs écartée si les colonies prenaient, en même temps que l'engagement de ne pas accorder de primes, celui d'empêcher le passage en fraude de sucres primés.

M. BOUSQUET, Délégué de la France, propose de compléter dans ce sens l'article 8 en disant : « Les Hautes Parties contractantes s'engagent, pour elles et pour celles de leurs colonies visées à l'article 5... »

Sous réserve de cette modification à l'article 8, l'article 5 est adopté provisoirement dans les termes suivants :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à admettre au taux le plus réduit de leur tarif d'importation, les sucres originaires des pays contractants et de celles de leurs colonies qui n'accordent pas de primes.

Les sucres de canne et les sucres de betterave ne pourront être frappés de droits différents.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de l'article 6. Il rappelle qu'il a été entendu, lors de l'examen de l'article 2 bis, que ce dernier article serait également visé dans le premier alinéa de l'article 6 ; cet alinéa serait, dès lors, ainsi conçu :

L'Espagne, l'Italie et la Suède seront dispensées de l'obligation inscrite à l'article 1^{er} relativement aux primes de production, ainsi que des engagements faisant l'objet des articles 2 bis et 3, aussi longtemps qu'elles n'exporteront pas de sucre.

Sur la proposition de S. Exc. M. le comte KHEVHENÜLLER METSCH, appuyée par S. Exc. M. GÉRARD, la Conférence décide de réserver l'article 6 pour une séance ultérieure.

L'assemblée passe à l'examen de l'article 7.

M. LE PRÉSIDENT propose de remplacer l'avant-dernier alinéa de cet article par la disposition ci-après :

Toutefois les constatations et évaluations visées aux lettres *a* et *b* auront un caractère obligatoire jusqu'à décision contraire d'une nouvelle Conférence ; elles seront arrêtées par un vote de majorité, chaque Puissance contractante disposant d'une voix.

M. LE PRÉSIDENT estime que cette nouvelle rédaction répond à certains avis émis au cours de la dixième séance.

Il importe que, dès que l'existence d'une prime aura été constatée dans un pays tiers, on puisse immédiatement en arrêter les effets par l'application d'une taxe compensatrice : d'où le caractère obligatoire donné aux décisions de la Commission en cette matière. D'autre part, on a exprimé le désir de ne pas accorder à la Commission un pouvoir de décision souveraine. Le nouveau texte proposé donne satisfaction à ce double ordre d'idées.

S. Exc. M. PHIPPS dit que la Délégation britannique préférerait voir les décisions de la Commission permanente ne devenir obligatoires qu'après un certain délai, qui lui paraît devoir être fixé à trois mois. Les Gouvernements pourraient ainsi examiner dans l'intervalle les décisions prises et provoquer éventuellement la réunion d'une nouvelle Conférence.

M. LE PRÉSIDENT n'a pas d'objection à formuler quant au principe, mais il lui paraîtrait dangereux d'adopter un délai aussi long. Si un pays venait à

accorder des primes élevées au moment où s'ouvre la campagne sucrière, il pourrait, en trois mois — et même moins, la période de fabrication durant à peine deux mois et demi — jeter des quantités de sucre considérables sur des marchés étrangers qui se trouveraient sans défense.

Le terme d'un mois pourrait, à ce point de vue, difficilement être dépassé.

S. Exc. M. PHIPPS répond que des considérations d'ordre intérieur ne permettent pas à la Délégation britannique de se rallier à un délai d'aussi courte durée.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, se demande s'il ne conviendrait pas de distinguer, quant à la procédure à établir, entre le cas de mesures à prendre à l'égard d'un pays tiers accordant des primes, et celui où il y aurait à se prononcer sur des dispositions nouvelles arrêtées dans un des Etats contractants.

M. LE PRÉSIDENT estime qu'en vue de mettre la Conférence en présence d'un texte de convention aussi complet que possible, il conviendrait de compléter, dès maintenant, la disposition dans le sens indiqué par la Délégation britannique, la durée du délai n'étant toutefois fixée à un mois qu'à titre purement provisoire.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, suggère l'idée de ne pas indiquer pour le moment la durée du délai.

M. LE PRÉSIDENT, se ralliant à cette proposition, formule ainsi qu'il suit le texte de l'avant-dernier alinéa de l'article 7 :

Toutefois les constatations et évaluations visées aux lettres *a* et *b* auront un caractère obligatoire jusqu'à décision contraire d'une nouvelle Conférence ; elles seront arrêtées par un vote de majorité, chaque puissance contractante disposant d'une voix, et elles sortiront leurs effets à l'expiration du délai de... mois.

M. le Président, s'inspirant d'une décision prise au cours de la dixième séance, propose de compléter l'article 7 par un nouvel alinéa ainsi conçu :

L'Autriche et la Hongrie seront considérées séparément comme Parties contractantes.

Cette proposition rencontre l'assentiment de l'assemblée.

M. le Président donne lecture de l'article 8 complété par la mention proposée par l'honorable M. Bousquet à l'occasion de l'examen de l'article 5. Le texte est ainsi devenu le suivant :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, pour elles et pour celles de leurs colonies visées à l'article 5, à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les sucres primés qui auront traversé en transit un pays contractant ne jouissent des avantages de la Convention. La Commission permanente internationale fera à cet égard les propositions nécessaires.

M. le Président consulte, sur ce nouveau texte, les Délégations de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, que la question intéresse particulièrement.

S. Exc. M. le jonkheer DE PESTEL, Ministre des Pays-Bas, répond que la Délégation néerlandaise demandera des instructions à son Gouvernement ; elle ne croit pas, toutefois, avoir d'objection à présenter.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit que la Délégation britannique doit provisoirement réserver son opinion. Elle ne voit pas d'inconvénient cependant à ce que le texte modifié soit pris comme base d'une discussion ultérieure.

Sur la proposition de S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, la Conférence décide de n'aborder à nouveau l'examen des articles 9 à 12 que lors de la discussion en troisième lecture.

L'assemblée fixe sa prochaine réunion au lundi 24 février, à 2 heures et demie.

La séance est levée à 1 heure.

Le Président,

P. DE SMET DE NAEYER.

Les Secrétaires,

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

QUINZIÈME SÉANCE

LUNDI 24 FÉVRIER 1902

Présidence de M. le comte de SMET DE NAEYER.

La séance est ouverte à 2 heures et demie.

Tous les Délégués sont présents, hormis M. Johannes, Délégué de l'Allemagne, et M. Charles Tranchell, Délégué de la Suède, empêchés.

M. LE PRÉSIDENT expose que le Bureau a fait réimprimer le texte de l'avant-projet de convention en tenant compte des modifications adoptées au cours de la dernière séance.

Il a paru utile d'énoncer dans le préambule le double résultat final visé par la Conférence, à savoir : d'une part, égaliser les conditions de la concurrence entre les sucres de betterave et les sucres de canne ; d'autre part, développer la consommation du sucre.

Pour ces motifs, le préambule semble devoir être rédigé ainsi qu'il suit :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ; Sa Majesté.

désirant, d'une part, égaliser les conditions de la concurrence entre les sucres de betterave et les sucres de canne des différentes provenances, et, d'autre part, développer la consommation du sucre grâce à la réduction du droit d'accise ;

Considérant que ce double résultat ne peut être atteint que par la suppression des primes et par la limitation de la surtaxe ;

Ont résolu de conclure une convention à cet effet

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, croit qu'il conviendrait de faire disparaître les mots : « grâce à la réduction du droit d'accise ». Il appartient, en effet, à chaque pays d'apprécier s'il y a lieu ou non de réduire le droit d'accise, et le texte proposé paraîtrait faire de cette réduction une règle pour tous les Etats signataires.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il entre dans les intentions de la plupart des Etats représentés à la Conférence de réduire le droit d'accise, dans le but de développer la consommation, dès que ce dégrèvement sera rendu possible ou du moins grandement facilité par la disparition de la charge que les primes imposent aux budgets d'Etat. Néanmoins, M. le Président ne fait pas d'objection à la suppression demandée par S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie.

La rédaction du préambule est adoptée moyennant la suppression des mots dont il s'agit.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, avant d'aborder la discussion des articles laissés en suspens, demande la parole pour faire à la Conférence, au nom de la Délégation austro-hongroise, la communication suivante :

« Dans l'espoir que la Délégation française ne s'opposera pas à un changement des dispositions du second alinéa de l'article 1^{er}, nous sommes, selon les instructions que nous avons reçues jusqu'à ce moment, prêts à offrir de fixer notre surtaxe, qui est actuellement de 27 fr. 50, au taux de 15 francs, pour toute la durée de la convention. »

S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie prie M. le Président de provoquer un échange de vues au sein de la Conférence, afin de connaître les appréciations des différentes Délégations.

S. Exc. M. le comte DE WALWITZ, Ministre d'Allemagne, communique à l'assemblée les considérations ci-après :

« Les résultats qu'ont eus jusqu'à présent les délibérations de la Conférence internationale des sucres ont déterminé le Gouvernement Impérial à examiner de nouveau l'ensemble de la situation et à prendre derechef l'avis des représentants de l'industrie sucrière.

« Il a fallu constater à cette occasion que, dans la plus grande partie de notre industrie sucrière ainsi que dans l'agriculture, l'avis domine toujours que, pour cette branche importante de notre économie nationale, la suppression des primes et la diminution de la surtaxe présenteraient, au moment actuel, qui se caractérise par une dépression générale des affaires, un grave péril.

« Le Gouvernement Impérial doit reconnaître que cette crainte ne peut être considérée comme non fondée.

« Il ne se dissimule pas, qu'en première ligne, c'est la diminution de la surtaxe qui peut donner lieu à des appréhensions très sérieuses, et qu'on ne saurait prévoir avec une certitude absolue les effets que produira cette diminution. Le Gouvernement Impérial juge cependant la suppression internationale des primes sucrières, d'une telle importance pour l'assainissement de l'industrie sucrière, qu'il est disposé à accepter en principe, nonobstant les raisons qui s'y opposent, la suppression des primes et la diminution de la surtaxe.

« Nous sommes toutefois d'avis que le but visé ne pourra être atteint d'une manière satisfaisante que si les Etats principalement intéressés au règlement international de la question sucrière sont mis à même d'y participer.

« Nous attachons donc beaucoup de prix à ce que l'Autriche-Hongrie ne soit pas contrainte de rester en dehors de la convention à conclure.

« En tenant compte de la déclaration de la Délégation de l'Autriche-Hongrie, que nous venons d'entendre, et aux termes de laquelle son Gouvernement ne peut accepter une diminution de la surtaxe allant au delà de 15 francs, la Délégation de l'Allemagne opine que, pour aboutir à une convention, il faudrait que, dans un esprit de conciliation, les autres Etats n'insistassent point, ainsi qu'on l'a fait jusqu'à présent, sur une diminution aussi importante de la surtaxe.

« Nous prions en conséquence les Délégués des autres Etats de prendre en sérieuse considération la proposition des Délégués austro-hongrois. En effet, il ne faut pas perdre de vue que le règlement international d'une question économique d'une si haute importance ne saurait, vu la divergence des intérêts des différents Etats qui entrent en jeu, être traité exclusivement au point de vue de l'un ou de l'autre de ces Etats.

« A notre avis, une solution pratique ne peut être obtenue que par des concessions mutuelles ; partant, les desiderata présentés par quelques Etats dans le but de sauvegarder leurs propres intérêts ne sauraient être considérés comme une base intangible de la convention.

« Dans le cas où la stipulation d'une surtaxe fixe de 15 francs ne paraîtrait pas acceptable à la majorité des Etats représentés à la Conférence, l'on pourrait essayer d'arriver à un accord soit par la voie d'une diminution ultérieure de la surtaxe par échelons, soit en choisissant pour l'entrée en vigueur de la convention une date plus éloignée.

« En tout cas, la suppression totale du reste de la prime française paraît être la condition nécessaire pour une diminution ultérieure de la surtaxe. »

M. LE PRÉSIDENT, selon le désir exprimé par S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch, invite les différentes Délégations à faire connaître les vues que leur auraient suggérées les communications de MM. les Ministres d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, dit qu'après avoir entendu les communications des Délégations de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, il ne peut s'abstenir de les comparer aux déclarations antérieures faites au cours de la treizième séance.

A cet égard, il semble notamment à la Délégation française que la déclaration produite dans cette treizième séance au nom de la Délégation allemande

n'était pas de nature à laisser prévoir les communications dont il vient d'être donné connaissance.

L'honorable M. de Koerner s'était, en effet, au cours de la séance du 31 janvier, exprimé en ces termes :

« Le maximum de 5 francs, proposé de plusieurs côtés, n'a pas paru acceptable à notre Gouvernement, surtout tant que la France garderait un reste de sa prime indirecte, dont l'effet est, à notre avis, à peu près le même que celui de la surtaxe. Si le Gouvernement français se décidait à renoncer au reste de prime qui lui est accordé par l'entente intervenue entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la France, le 22 octobre 1900, la situation nous paraîtrait tellement changée que nous serions prêts à demander à notre Gouvernement de nouvelles instructions sur la réduction possible de notre surtaxe. »

La Délégation française croit avoir établi, tout d'abord, à cette date, que l'effet de l'avance laissée à la France ne pouvait être, en réalité, assimilé aux effets de la surtaxe. S. Exc. M. Gérard fait observer, d'autre part, que le chiffre maximum de 5 francs qui a motivé la déclaration de la Délégation allemande est assurément fort éloigné du chiffre de 15 francs, aujourd'hui proposé par les Délégations austro-hongroise et allemande. Ce chiffre de 15 francs ne saurait sans doute soutenir de relation avec l'importance du sacrifice demandé à la France.

La Délégation française rappelle en outre que, dans la même séance précitée du 31 janvier, S. Exc. M. le Ministre de la Grande-Bretagne avait déclaré que les conditions auxquelles la Délégation britannique offrait les concessions qui lui avaient été demandées étaient les suivantes :

« 1° La réduction de la surtaxe à un maximum de 5 francs par 100 kilogrammes de sucre ;

« 2° La mise en vigueur de la convention à la date la plus rapprochée que des circonstances impérieuses permettront. »

La Délégation française ne se considérera, quant à elle, en état de répondre d'une façon précise et — l'honorable Délégué l'espère — définitive à l'appel qui lui a été adressé, que lorsque les Délégations allemande et austro-hongroise auront fait connaître le chiffre qu'elles sont disposées à accepter pour la surtaxe, et quand la Conférence aura été à même de se prononcer sur les deux conditions formulées par la Délégation britannique.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, s'exprime en ces termes :

« La réponse de la Délégation britannique à la communication de la Délégation austro-hongroise est facile à prévoir.

« Nos instructions, renouvelées du reste récemment, ne nous permettent pas de consentir à une surtaxe supérieure à 5 francs. Les instructions reçues jusqu'à présent ne nous indiquent pas non plus la possibilité d'envisager une mise à exécution de la convention à une date plus éloignée que le 1^{er} septembre 1903.

« Même l'esprit de conciliation qui nous anime, et auquel l'honorable premier Délégué de l'Allemagne a fait si justement appel, ne pourrait ébranler notre ferme conviction que l'existence d'une surtaxe supérieure au chiffre

de 5 francs permettrait la prolongation de cartels, qui exerceraient une influence hautement nuisible à nos intérêts. »

S. Exc. M. GÉRARD déclare qu'en ce qui concerne la réduction du taux de la surtaxe et la date de la mise en vigueur de la convention, la Délégation française partage la manière de voir de la Délégation britannique. La Délégation française estime qu'il y a, en effet, les plus sérieux avantages, dans l'intérêt de l'œuvre poursuivie en commun, à ce que l'application de la convention ne soit pas retardée, — une date plus rapprochée eût même été désirable ; — et, quant à la surtaxe, elle pense de même que c'est au chiffre proposé par la Délégation britannique ou à un taux aussi voisin que possible de ce chiffre qu'il conviendrait d'en fixer le maximum.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH dit qu'en présence de la réponse faite par les Délégations de la France et de la Grande-Bretagne aux communications des Délégations allemande et austro-hongroise, il se trouve dans le cas de réclamer de nouvelles instructions. Celles-ci ne pourront lui parvenir avant mercredi après-midi ; ce n'est donc que jeudi matin que la discussion pourrait être reprise.

M. LE PRÉSIDENT regrette que les vues qui viennent d'être exposées ne rapprochent pas davantage la Conférence de l'accord qui est dans les vœux de tous.

Il tient à exprimer l'espoir que, dans la prochaine séance, qui pourrait être fixée au jeudi 27, comme l'a demandé S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch, la Conférence pourra enregistrer des dispositions plus conciliantes.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, en s'associant aux regrets exprimés par M. le Président, croit devoir faire remarquer que la communication faite au nom de la Délégation austro-hongroise comporte de réelles concessions, tandis que la Délégation britannique paraît s'en tenir au chiffre qu'elle a précédemment proposé.

S. Exc. M. PHIPPS répond que la Délégation britannique a indiqué, dans la treizième séance, les concessions qu'elle était disposée à faire, moyennant certaines conditions. Elle a déclaré, d'une part, qu'aucune prime directe ou indirecte ne serait accordée aux sucres des colonies de la Couronne pendant la durée de la convention, et, d'autre part, que le Gouvernement britannique était prêt à admettre l'insertion d'un article en vertu duquel le système du raffinage en entrepôt serait accepté par la Grande-Bretagne.

La Délégation a exprimé son contentement d'avoir pu ainsi déférer aux vœux exprimés par M. le Président au cours de la douzième séance. Elle a en même temps insisté sur les conditions moyennant lesquelles ces concessions étaient offertes, savoir : la réduction de la surtaxe à un maximum de 5 francs par 100 kilogrammes, et la mise en vigueur de la convention à une date aussi rapprochée que possible.

Tout en exprimant ses regrets de voir interrompre pendant deux jours les travaux de la Conférence, qui ont déjà été suspendus durant de longs intervalles, S. Exc. M. le Ministre de la Grande-Bretagne ne fait pas d'objection à ce que la prochaine séance ait lieu seulement le jeudi 27 ; mais il espère

que la Délégation austro-hongroise, sera, à cette date, en mesure de formuler une proposition plus en rapport avec les conditions qu'il vient de rappeler.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH dit que s'il a demandé que la Conférence ne se réunisse pas avant jeudi, c'est en vue de pouvoir obtenir de nouvelles instructions, conçues, il va de soi, dans un sens conciliant. Il ne pourrait dire dès à présent dans quelle mesure il lui sera possible de se rapprocher du chiffre indiqué par la Délégation britannique.

M. LE PRÉSIDENT croit que la Conférence pourrait utilement procéder à un échange de vues sur certaines questions se rattachant à l'époque de la mise en vigueur de la convention.

Il rappelle que la Délégation britannique a marqué ses préférences pour une mise en application immédiate, tout en reconnaissant que certaines nécessités pourraient y mettre obstacle. S. Exc. M. Gérard a exprimé également l'avis qu'il y aurait avantage à mettre la convention à exécution le plus tôt possible. D'autre part, S. Exc. M. le comte de Wallwitz a envisagé, dans la présente séance, l'éventualité d'une mise en vigueur reportée à 1904.

M. le Président estime que la Conférence ne peut s'abstenir de se préoccuper des résultats fâcheux qu'aurait, au point de vue économique, un excès de production au cours de la prochaine campagne. La crise dont souffre l'industrie sucrière est due, en majeure partie, à l'existence d'un stock dépassant 2 millions de tonnes. Les Délégations de la France et de la Grande-Bretagne craignent, à juste titre, que si aucune mesure n'est prise en vue d'empêcher une surproduction pendant la campagne qui va s'ouvrir, ce stock ne vienne à s'accroître encore, de telle manière que, lors de l'entrée en vigueur de la convention, plusieurs années seraient nécessaires pour l'écoulement des excédents accumulés.

Puisqu'il est fort difficile de rendre la convention exécutoire avant 1903, ne conviendrait-il pas d'examiner si des mesures ne pourraient, pratiquement, être prises pour que la campagne de 1902-1903 ne vienne pas augmenter encore l'importance du stock existant dès à présent ?

M. DE KOERNER, délégué de l'Allemagne, rappelle que dans la communication faite par l'organe de S. Exc. M. le comte de Wallwitz, la Délégation allemande, envisageant le cas où la proposition de la Délégation austro-hongroise de fixer la surtaxe à 15 francs ne serait pas acceptée par la Conférence, a exprimé l'avis qu'une réduction de la surtaxe par échelons ou la mise en vigueur de la convention à une date plus éloignée, serait peut-être de nature à faciliter un accord.

Il semble donc à l'honorable Délégué que la question de la date de la mise en vigueur est si étroitement liée aux propositions nouvelles qui seront faites relativement à la surtaxe, qu'il ne serait guère possible de se prononcer sur le premier point, d'une manière définitive, au cours de la présente séance.

M. DE KOERNER se borne, pour le moment, à constater que la Délégation allemande a toujours été favorable à une époque plus éloignée que le 1^{er} septembre 1903, à raison des difficultés d'ordre parlementaire qui pourraient mettre obstacle à la mise en vigueur à cette date. On peut même se demander s'il sera possible de s'arrêter à une date plus rapprochée que 1904.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer qu'il a moins envisagé la mise en vigueur de la convention que les mesures qu'il serait possible de prendre, dans l'intervalle, en vue de limiter la production sous le régime actuel.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, dit que la situation dont se préoccupe M. le Président mérite certes de fixer l'attention de la Conférence. Il voit toutefois des difficultés extrêmes à aboutir à une solution pratique. Les Etats intéressés ne pourraient se lier les uns vis-à-vis des autres que par la conclusion d'une convention. Il faudrait donc, indépendamment de la convention dont la Conférence s'occupe actuellement d'arrêter les bases, en élaborer une autre qui aurait pour but la réduction de la production et la limitation de la culture. Cette convention devrait, évidemment, recevoir l'approbation des Parlements, et l'on se trouverait, quant à la question de délai, en présence des difficultés que l'on rencontre pour la mise en vigueur immédiate de la convention principale.

La Délégation austro-hongroise estime néanmoins qu'il serait très désirable que l'on cherchât à arriver à un arrangement propre à sauvegarder les intérêts des divers pays durant la période qui précédera l'application du nouveau régime.

M. LE PRÉSIDENT se demande s'il y aurait, en réalité, des obstacles très sérieux à la conclusion d'une convention spéciale visant la situation intermédiaire.

Cet arrangement préliminaire aurait pour unique objet d'empêcher que l'avenir ne soit compromis par un surcroît de production de nature à augmenter le stock, en attendant que la convention principale vienne régler définitivement la situation.

M. BEAUDUIN, délégué de la Belgique, croit utile de produire quelques chiffres à l'appui des considérations formulées par M. le Président.

La dernière campagne sucrière a donné un excédent considérable sur la campagne précédente. Tandis qu'en 1900-1901 la production était de 9.626.000 tonnes, elle s'est élevée en 1901-1902 à 10.850.000 tonnes, soit une différence de 1.224.000 tonnes. Il en est résulté que la consommation, déjà amplement couverte par la production en 1900-1901, est restée bien en dessous de la production de la dernière campagne, et que celle-ci a donné lieu à un stock considérable, évalué par le Bureau de statistique internationale comme devant être, au 1^{er} septembre 1902, de 2 millions de tonnes au minimum.

Ce stock, qui représente environ un cinquième de la production totale et un quart de la consommation, est de nature à inspirer des craintes très vives pour l'avenir.

Si la Conférence décide de fixer au 1^{er} septembre 1903 la mise en vigueur de la convention, la situation, pour la prochaine campagne, se présentera de la manière suivante :

Les primes actuellement existantes seront conservées et le prix du sucre haussera en prévision de leur suppression prochaine; les fabricants trouveront dans ce fait un double stimulant, qui les poussera à développer davantage encore la production. Au lieu de diminuer, le stock ne fera donc qu'augmenter. Et lorsque la suppression des primes sera un fait accompli, on se trouvera

en présence d'un stock si considérable que cette suppression devra se réaliser sans l'augmentation des prix de vente qui devrait, pour que la fabrication soit désormais suffisamment rémunérée, en être le corollaire.

En reculant la date de la mise en vigueur de la convention, loin de servir les intérêts de l'industrie sucrière, on mettrait, au contraire, les producteurs en présence d'une situation plus grave encore.

Si donc il importe d'abolir les primes, l'intérêt général commande, au même titre, que cette mesure sorte ses effets le plus tôt possible.

L'honorable Délégué ajoute que, dans le cas où la convention ne pourrait être mise en vigueur avant le 1^{er} septembre 1903, il conviendrait d'examiner s'il ne serait pas possible d'assurer une certaine réduction de la production pendant la prochaine campagne.

Il est incontestable que les prix actuels ne se soutiennent que grâce à l'espoir de voir aboutir les travaux de la Conférence. Sans cette perspective, les prix seraient tombés plus bas encore, vu l'importance du stock.

La réduction de la production en 1902-1903 serait certes possible si tous les pays intéressés voulaient y consacrer un effort suffisant. Il serait difficile de s'entendre sur une réduction des primes pour la prochaine campagne ; mais on pourrait peut-être établir une pénalité atteignant les fabricants qui élèveraient leur production au delà d'un certain quantum — par exemple 80 o/o de la production de la campagne dernière.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, rappelle que, dans la dixième séance, la Délégation française a signalé la nécessité de prendre des mesures en vue de prévenir l'augmentation du stock pendant la période qui s'écoulera avant l'entrée en vigueur de la convention. Elle ne peut donc que s'associer au vœu de M. le Président de voir les Etats participants s'entendre à l'effet d'écarter le danger qui vient d'être exposé.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, constate que la Délégation britannique a toujours manifesté des préférences pour la mise en vigueur de la convention en 1902. Il confirme la déclaration, faite antérieurement, par laquelle la Délégation a réservé formellement le droit de son Gouvernement de prendre, dans l'intervalle, les mesures nécessaires pour la protection des intérêts britanniques, si la mise à exécution de la convention était fixée à une époque postérieure.

M. LE PRÉSIDENT constate que les combinaisons que vient d'envisager la Conférence seraient de nature à donner satisfaction à la Délégation britannique. Celle-ci se préoccupe, en effet, du bas prix auquel les sucres coloniaux se vendraient sur le marché anglais, dans l'hypothèse où la convention n'entrerait en application qu'à partir de 1903. Si l'on peut arriver à restreindre, de commun accord, la production pendant la prochaine campagne, les prix s'en ressentiront avantageusement, et le danger que paraît craindre la Délégation britannique sera écarté.

L'honorable M. Beauduin a fait allusion à deux systèmes : une réduction des primes actuelles, ou la limitation de la production. Il serait sans doute difficile d'arriver à une suppression partielle des primes, mais rien n'empêcherait, semble-t-il, de contingenter la production pendant la campagne prochaine. Il est à remarquer, à ce propos, que le principe du contingent est appliqué en Allemagne à diverses branches d'industrie soumises à l'accise.

Le système — que M. le Président déclare ne préconiser qu'à titre d'expé-

dient purement provisoire — consisterait à considérer comme normale une production représentant, par exemple, les trois quarts ou les quatre cinquièmes de la production de la dernière campagne, et à établir une pénalité pour la partie de la production de chaque fabrique qui dépasserait ce quantum.

Si la Conférence entrait dans cette voie, la Grande-Bretagne renoncerait sans doute à prendre aucune mesure spéciale pour protéger ses intérêts pendant la période qui s'écoulerait avant l'application de la convention. Il serait bien difficile aux autres États de rester dans l'incertitude quant à la situation qui serait faite à leurs sucres sur le marché anglais pendant cette période transitoire.

La Conférence fixe sa prochaine réunion au jeudi 27 février, à 10 heures.
La séance est levée à 4 heures.

Le Président,

P. DE SMET DE NAYER.

Les Secrétaires :

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

SEIZIÈME SÉANCE

JEUDI 27 FÉVRIER 1902

Présidence de M. le comte de SMET DE NAYER.

La séance est ouverte à 10 heures.

Tous les Délégués sont présents, hormis M. Johannes, Délégué de l'Allemagne, empêché.

L'assemblée approuve les procès-verbaux des quatorzième et quinzième séances.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, s'exprime en ces termes :

« Dans la onzième séance, tenue le 25 janvier dernier, j'ai eu l'honneur de vous exposer que la Délégation de l'Autriche et de la Hongrie ne pouvait, quant à la question de la surtaxe, aller plus loin que l'offre de fixer ce droit de douane au chiffre de 11 florins, soit fr. 27,50, par 100 kilogrammes de sucre.

« Les Délégués de la Grande-Bretagne, ainsi que ceux de la Belgique et de la France étaient, par contre, d'avis qu'une surtaxe de 5 francs suffirait à garantir le marché intérieur.

« Il y avait là une différence si forte dans nos appréciations que la crainte légitime d'un échec possible s'est fait jour par la voix autorisée de notre honorable Président. Il a bien voulu, dans la séance de commission du 28 janvier, nous adresser des paroles éloquentes afin d'amener la conciliation. La Délégation austro-hongroise ne s'est point dérobée. Elle a exposé la situation à ses Gouvernements, qui, à leur tour, ont examiné les conséquences qui résulteraient d'un abaissement excessif de la surtaxe, pour les intérêts de l'agriculture et de l'industrie nationales.

« Laissez-moi vous dire, en parenthèse, que les Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie ont été étonnés et péniblement impressionnés par le fait qu'on s'est plu à poser du premier coup un chiffre très bas comme une espèce de « noli me tangere ».

« Nous avons, autorisés par nos Gouvernements, eu l'honneur de vous faire connaître dans la quinzième séance, tenue le 24 février, que nous étions prêts à limiter notre surtaxe à 15 francs pour la durée de la convention. L'accueil défavorable que cette proposition a rencontré auprès de différentes Délégations a nécessité la demande de nouvelles instructions.

« En possession de celles-ci, nous avons l'honneur de vous proposer une nouvelle rédaction pour l'article 3. Avant de vous en donner lecture, nous sommes, suivant nos instructions, obligés de déclarer que nous demandons purement et simplement la suppression du second alinéa de l'article 1^{er}.

« Pour le cas où cette suppression serait accordée, nous proposerons que l'article 3 soit libellé ainsi :

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent à limiter, par 100 kilogrammes de sucre, la surtaxe, soit l'écart entre le taux des droits ou taxes dont sont passibles les sucres étrangers et celui des droits ou taxes auxquels sont soumis les sucres nationaux, d'après l'échelle suivante :

« 1 ^{re} année	à 12 francs.
« 2 ^e —	à 10 —
« 3 ^e —	à 8 —
« 4 ^e —	à 6 —
« 5 ^e —	à 6 francs.

« Les Gouvernements que nous représentons sont d'avis qu'en abolissant toute prime directe et en offrant l'abaissement graduel de la surtaxe, qui serait ramenée à 6 francs pour les deux dernières années de la convention, ils sont allés très loin dans la voie de la conciliation. Sans abandonner des intérêts majeurs, sans courir le risque de perdre le marché national, tout en voyant l'exportation réduite et peut-être très problématique, nous ne pourrions nous décider à aller au delà. Nos Chambres législatives ne voudraient, nous en sommes certains, donner leur aval à des sacrifices plus grands. »

S. Exc. M. le comte DE WALLWITZ, Ministre d'Allemagne, dit, à son tour, ce qui suit :

« La Délégation de l'Allemagne, par la déclaration faite dans la dernière séance de la Conférence, s'est permis d'indiquer, parmi les voies qui pourraient conduire à une entente sur les principes formant la base d'une convention, la réduction de la surtaxe par échelons.

« La proposition que nous venons d'entendre ne diffère donc pas de la nôtre, et nous croyons, pour le moment, pouvoir attendre que les autres Délégations se prononcent sur la déclaration de la Délégation austro-hongroise. »

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, prononce les paroles suivantes :

« C'est avec des regrets renouvelés que, liés par nos instructions, nous nous trouvons dans l'obligation de déclarer inacceptable la nouvelle proposition faite par S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie.

« Nous avons bien envisagé la possibilité de consentir à une époque de transition, à une période pendant laquelle une réduction par gradation, par échelons, au chiffre de la surtaxe indiqué dans notre déclaration antérieure, aurait pu s'effectuer ; mais le chiffre permanent devrait être atteint, au plus tard, le 1^{er} septembre 1904, date à laquelle la convention doit être en vigueur dans son intégralité ; tandis que la proposition qui nous est soumise n'amènerait l'établissement d'un chiffre s'approchant de celui qui nous est imposé, qu'à la date du 1^{er} septembre 1907.

« Nous ne renonçons pourtant pas à l'espoir que l'esprit de conciliation qui se manifeste de tous côtés aboutira enfin à une entente, et nous adressons, à l'honorable Président de la Conférence, cet appel de vouloir bien, avec sa haute compétence, amener un échange de vues d'un caractère confidentiel, la Conférence se constituant en commission, afin de faciliter cette tâche.

« Il nous incombe — je dois l'ajouter, — d'après nos instructions, de diriger tous nos efforts afin de trouver une solution que la Délégation austro-hongroise pourrait être à même d'accepter.

« Une solution satisfaisante est d'autant plus à désirer que l'heure s'approche où nos nécessités législatives réclament d'une manière impérieuse la conclusion de nos travaux. »

M. LE PRÉSIDENT demande si d'autres Délégations ont des déclarations à faire relativement aux points qui viennent d'être envisagés.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, répond qu'il est très désireux de s'associer à l'effort qui sera fait en vue d'amener une solution conciliant les vues des diverses Délégations ; et si un examen en commission paraît de nature à permettre d'atteindre plus facilement ce but, la Délégation française, loin d'y faire objection, s'y ralliera bien volontiers.

M. LE PRÉSIDENT estime que les chances de voir se réaliser l'accord sur les bases de la proposition austro-hongroise sont minimales. Il croit, néanmoins, devoir demander à la Conférence de se constituer en commission pour discuter la combinaison proposée.

S. Exc. M. le comte de WALLWITZ s'exprime en ces termes :

« L'accueil que la déclaration de la Délégation austro-hongroise vient de trouver auprès des autres Délégations ne saurait être considéré comme favorable, et par conséquent ne paraît pas pouvoir nous conduire à une entente.

« Dans ces conditions, la Délégation de l'Allemagne a l'honneur de sou-

mettre à la Conférence la proposition suivante, prévue pour ce cas par ses instructions :

- « 1° Réduction de la surtaxe à 6 francs ;
- « 2° Entrée en vigueur de la convention à la date du 1^{er} septembre 1904.
- « Ces instructions sont cependant basées sur la suppression complète de la prime française. »

M. LE PRÉSIDENT demande à l'assemblée si elle désire discuter en séance plénière la proposition qui vient d'être formulée ou si elle préfère procéder à un échange de vues en commission.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH estime que la proposition de la Délégation allemande devrait être examinée en séance plénière.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer qu'en ce qui concerne la date de la mise en vigueur de la convention, l'assemblée se trouve en présence d'une proposition toute nouvelle. Jusqu'ici les États représentés à la Conférence s'étaient partagés en deux groupes : les uns demandant l'application de la convention dès la campagne prochaine, les autres estimant que des difficultés d'ordre pratique ne permettent pas de la rendre exécutoire avant 1903.

Le maintien de la situation actuelle jusqu'en 1904 présenterait, au point de vue économique, les plus sérieux dangers.

Comme M. le Président l'a signalé à diverses reprises, ce qui pèse surtout sur le marché sucrier, c'est l'existence d'un stock évalué à plus de 2 millions de tonnes. Si la situation devait se prolonger, et forcément s'aggraver, pendant deux campagnes encore, il en résulterait que la convention entrerait en vigueur dans les conditions les plus défavorables ; on peut prévoir que les cinq années assignées à son existence seraient cinq années de crise provoquée par l'accumulation des stocks.

M. le Président prie la Délégation allemande de tenir compte de ces considérations, qui sont d'ordre général et ne visent la situation d'aucun État en particulier.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, constate que la Délégation allemande a, à plusieurs reprises, et notamment dans la séance du 24 février, exprimé l'avis que le choix d'une date antérieure à 1904 présenterait de réelles difficultés.

Il fait remarquer que la mise en vigueur de la convention nécessitera, dans plusieurs États, des mesures législatives qui ne pourront être prises qu'après la ratification de la convention, et dont l'élaboration réclamera un temps assez long.

L'industrie sucrière devra, elle-même, subir des transformations, qui pourront peut-être difficilement être réalisées pour le mois de septembre 1903.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, rappelle que la Délégation française a toujours donné ses préférences à la date la plus rapprochée.

Il lui semblait même que, malgré les difficultés d'ordre parlementaire, il eût été et qu'il serait encore possible de fixer la mise en vigueur de la convention au 1^{er} septembre prochain, date que les considérations invoquées par M. le Président rendraient fort désirable. C'est la date du 1^{er} septembre 1902 que propose et recommande avant tout la Délégation française. S'il doit être

fait choix d'une date ultérieure, la Délégation ne pourrait en tous cas admettre qu'elle dépassât celle du 1^{er} septembre 1903.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, dit que la Délégation néerlandaise désire vivement voir la convention entrer en vigueur dès 1903.

Il ne lui semble pas que les mesures à prendre pour mettre la législation intérieure des divers Etats en harmonie avec le régime établi par la convention, doivent réclamer un temps bien long, vu que le nouveau régime comporte une simplification de la matière.

S. Exc. M. PHIPPS tient à déclarer que la Délégation britannique se prêterait volontiers à réduire le délai prévu à l'article 12 pour le dépôt des ratifications, si semblable mesure était de nature à répondre aux vues du Gouvernement allemand.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH dit que la Délégation austro-hongroise envisage d'une façon sympathique la proposition faite au début de la séance par la Délégation allemande. Mais elle ne pourrait, en aucun cas, accepter que la date fixée pour le dépôt des ratifications soit avancée ; elle pense, au contraire, qu'il serait plus utile de la reporter du 1^{er} février au 31 mars.

M. DELATOUR, Délégué de la France, exprime l'opinion que la Délégation de l'Allemagne pourrait se rallier à la proposition qui vient d'être formulée par la Délégation austro-hongroise.

La préparation des mesures législatives destinées à assurer, dans chaque pays, l'application des dispositions insérées dans la convention peut seule, en effet, exiger un long délai, mais elle peut être entreprise immédiatement, avant qu'aucune ratification soit intervenue. Il s'agit là d'un travail purement administratif, susceptible d'être préparé d'avance. Quant aux débats auxquels ces mesures pourront donner lieu devant les Parlements intéressés, ils seront vraisemblablement de courte durée ; tout l'effort parlementaire se sera produit au moment de la ratification même de la convention ; les mesures d'application ne seront que le corollaire obligé de cette ratification, la réalisation matérielle des principes qui auront été adoptés et consacrés alors.

Cette concession permettrait sans doute à l'Autriche-Hongrie d'abandonner la date du 1^{er} septembre 1904. La Délégation française s'est, d'ailleurs, prononcée déjà sur la date qui a ses préférences, à savoir celle du 1^{er} septembre 1902.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH dit qu'il importe surtout de disposer du temps nécessaire pour préparer sûrement l'opinion publique, de manière à prévenir toute surprise lorsque la convention viendra en discussion devant les Chambres législatives. Il faudra faire comprendre aux intéressés les raisons qui doivent leur faire abandonner une situation acquise et, en apparence, avantageuse. Cette tâche accomplie, les mesures législatives nécessaires ne réclameront plus que peu de temps. C'est pourquoi la Délégation austro-hongroise se réserve de demander, lors de la troisième lecture de l'avant-projet de convention, l'adoption du 31 mars pour la date extrême du dépôt des ratifications.

S. Exc. M. PHIPPS, rappelant que la Délégation britannique s'était montrée disposée à avancer cette date en vue de satisfaire aux préférences de l'Allemagne, déclare qu'elle se prêterait également à la reculer pour répondre au désir de la Délégation austro-hongroise.

M. LE PRÉSIDENT ajoute que la Délégation belge est animée des mêmes dispositions conciliantes.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, tient à présenter une observation en ce qui concerne la nécessité de préparer l'opinion publique, envisagée par S. Exc. le Ministre d'Autriche-Hongrie. A cet égard, il n'y aurait que des inconvénients à retarder la mise en vigueur de la convention jusqu'en 1904. La production ne ferait que se développer grâce au stimulant des primes et à celui résultant du relèvement des prix que provoquera leur suppression future. Et lorsque les Parlements auront à se prononcer, l'on se trouvera en présence d'une situation particulièrement critique. Le stock sera tel que les intéressés hésiteraient à admettre la suppression des primes, que les conditions du marché leur feraient considérer alors comme absolument désastreuse.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH répond qu'en parlant de l'opinion publique, il a eu en vue non seulement l'industrie, mais plus encore l'agriculture, qui dispose d'une puissante influence au sein du Parlement.

Après un échange d'observations entre les diverses Délégations, M. le Président dit qu'une entente lui semble pouvoir s'établir sur les bases suivantes :

Application de la convention à partir du 1^{er} septembre 1903;
Abandon par la France de l'avance consentie en 1900 ;
Limitation de la surtaxe à 6 francs.

En ce qui concerne les deux premiers points, M. le Président croit pouvoir faire appel aux sentiments de conciliation dont sont animées les Délégations allemande et française.

Quant au chiffre de 6 francs proposé pour la surtaxe, il y aurait lieu, en vue de donner satisfaction à la Délégation austro-hongroise, de prévoir le cas où, par suite de circonstances exceptionnelles, ce chiffre ne suffirait pas à garantir le marché intérieur contre l'envahissement de sucres étrangers. En pareil cas, l'Autriche-Hongrie, par exemple, serait autorisée à proposer à la Commission permanente un relèvement de la surtaxe, non pas à l'égard de tous les autres Etats, mais vis-à-vis du seul pays dont les producteurs seraient parvenus à introduire leur sucres, en quantité considérable, sur le marché austro-hongrois. Ce relèvement devrait toutefois être limité dès à présent et il semble que le chiffre maximum d'un franc répondrait à toutes les nécessités. Il faudrait, au surplus, que l'envahissement du marché par des sucres étrangers fût la conséquence d'une infériorité économique et non le résultat d'une élévation factice des prix, provoquée par une entente entre les producteurs nationaux.

S. Exc. M. le Comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, dit que la combinaison indiquée par M. le Président devrait avoir en vue de garantir, non seulement le marché austro-hongrois, mais le marché intérieur

de tous les Etats contractants. Il importe de réserver à chacun des pays producteurs son marché national. Sans garantie absolue à cet égard, l'industrie serait exposée aux plus graves dangers ; la possession assurée de ce marché lui permettra seule de diminuer graduellement sa production, sans secousse trop brusque.

Il faut envisager la possibilité d'une entente entre les producteurs d'un pays, qui se coaliseraient pour envahir un marché voisin ; on peut se demander si, dans une pareille éventualité, une augmentation d'un franc serait suffisante.

La Délégation austro-hongroise se ralliera à toute formule qui aura pour effet de garantir le marché de tous les Etats contractants.

M. le PRÉSIDENT répond que le chiffre de 7 francs, auquel la surtaxe serait portée par le relèvement éventuel prévu, paraît amplement suffisant pour atteindre le but que S. Exc. le Ministre d'Autriche-Hongrie a en vue. Au surplus, s'il venait à se produire des faits que la Conférence ne peut actuellement prévoir et par suite desquels ce chiffre deviendrait insuffisant, il resterait la ressource de convoquer une Conférence nouvelle pour aviser aux mesures opportunes.

M. le Président donne lecture d'une formule précisant la combinaison qu'il a esquissée. Elle est conçue en ces termes :

« Considérant que le but de la surtaxe est de protéger efficacement le marché des pays producteurs, les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de proposer un relèvement de la surtaxe dans le cas où des quantités considérables de sucres originaires d'un Etat contractant pénétreraient chez elles ; ce relèvement ne frapperait que les sucres originaires de cet Etat.

« La proposition devra être adressée à la Commission visée à l'article 7, laquelle statuera à bref délai sur le bien-fondé de la mesure proposée, sur la durée de son application et sur le taux du relèvement ; celui-ci ne dépassera pas un franc.

« L'adhésion de la Commission ne pourra être donnée que dans le cas où l'envahissement du marché considéré serait la conséquence d'une réelle infériorité économique, et non le résultat d'une élévation factice des prix, provoquée par une entente entre producteurs. »

M. le Président prie les diverses Délégations de se prononcer sur l'ensemble de sa proposition, complétée conformément à la formule dont il vient de donner lecture.

S. Exc. M. le comte DE WALLWITZ, Ministre d'Allemagne, dit que la Délégation allemande adhère en principe à la proposition ; elle aura soin de demander des instructions nouvelles dans ce sens à son Gouvernement.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, rappelant la réserve formulée plus haut, constate que la proposition sort des limites des instructions que possède actuellement la Délégation austro-hongroise ; celle-ci s'empressera de la soumettre aux Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie, pour servir de base à de nouvelles instructions.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, dit que la Délégation française adhère en principe à la proposition, si celle-ci peut amener un accord définitif. Elle ne manquera pas de la soumettre à son Gouvernement.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit que la Délégation britannique soumettra la proposition à son Gouvernement, les instructions qu'elle possède ne visant pas une combinaison de l'espèce ; mais il doit être entendu que c'est là une proposition ferme, ne comportant aucune modification.

S. Exc. M. DE VILLA URRUTIA, Ministre d'Espagne, déclare se rallier à la proposition.

M. le commandeur MARAINI, Délégué de l'Italie, dit que la Délégation italienne donne également son adhésion en principe ; elle est cependant d'avis que l'augmentation d'un franc pourrait n'être pas suffisante, dans certains cas, pour assurer la protection du marché intérieur.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, dit que la Délégation néerlandaise adhère en principe à la proposition.

L'honorable Délégué rappelle, à cette occasion, l'engagement pris par la Délégation française au cours de la neuvième séance, et en vertu duquel le taux des détaxes de distance ne sera pas augmenté à l'avenir.

S. Exc. M. GÉRARD dit que la Délégation française confirme volontiers l'engagement dont il s'agit.

Les Délégations de la Roumanie et de la Suède déclarent, à leur tour, adhérer à la proposition de M. le Président.

S. Exc. M. PHIPPS fait remarquer, en réponse à l'observation formulée par M. le commandeur Maraini, que la Délégation britannique ne pourrait en aucun cas soumettre à son Gouvernement une disposition qui viserait une augmentation supérieure à un franc.

M. LE PRÉSIDENT déclare, à l'appui de cette manière de voir, que dans sa pensée la proposition qu'il a formulée ne laisse place à aucune modification. Elle est la résultante de concessions mutuelles, lesquelles doivent être admises ou repoussées dans leur ensemble.

La Conférence décide de se réunir le samedi, 1^{er} mars, pour prendre connaissance de la réponse définitive des diverses Délégations.

Elle fixe la séance suivante au jeudi après midi, à 3 heures. Cette séance sera consacrée à l'examen, en troisième lecture, de l'avant-projet de convention.

La séance est levée à midi et demi.

Le Président,

P. DE SMET DE NAEYER.

Les Secrétaires,

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

DIX-SEPTIÈME SÉANCE

JEUDI 27 FÉVRIER 1902

Présidence de M. le comte de SMET DE NAEYER.

La séance est ouverte à 3 heures.

Tous les Délégués sont présents, hormis M. Johannes, délégué de l'Allemagne, empêché.

La Conférence aborde l'examen, en troisième lecture, de l'avant-projet de convention.

M. LE PRÉSIDENT propose, en vue d'une meilleure rédaction, de remplacer les mots « développer la consommation du sucre » figurant dans le préambule, par ceux-ci : « aider au développement de la consommation du sucre ».

Ce changement est adopté. Le préambule sera donc rédigé ainsi qu'il suit :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ; Sa Majesté.
désirant — d'une part — égaliser les conditions de la concurrence entre les sucres de betterave et les sucres de canne des différentes provenances et — d'autre part — aider au développement de la consommation du sucre ;

Considérant que ce double résultat ne peut être atteint que par la suppression des primes et par la limitation de la surtaxe ;

Ont résolu de conclure une convention à cet effet.

M. le Président donne lecture du premier alinéa de l'article 1^{er}, et fait remarquer que le second alinéa de cet article disparaîtra si un accord définitif s'établit sur la proposition examinée dans la séance du matin.

L'article 1^{er} se réduirait donc à la disposition suivante, adoptée en seconde lecture :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, les primes directes et indirectes dont bénéficieraient la production ou l'exportation des sucres, et à ne pas établir de primes de l'espèce pendant toute la durée de ladite Convention. Pour l'application de cette disposition, sont assimilés au sucre les produits sucrés tel que confitures, chocolats, biscuits, lait condensé et tous autres produits analogues contenant en proportion notable du sucre incorporé artificiellement.

M. le Président se demande s'il ne conviendrait pas de comprendre parmi les produits assimilés les glucoses et autres sucres incristallisables, qui étaient visés dans la convention de 1888.

M. DELATOUR, Délégué de la France, estime qu'une adjonction dans ce sens serait sans intérêt pratique, le régime des glucoses ne pouvant plus aujour-

d'hui réagir sur les conditions de la concurrence internationale des sucres ; la situation est toute différente de ce qu'elle était en 1888.

Cette question, qui n'a pas été soulevée jusqu'ici, mettrait la Délégation française dans le cas de demander de nouvelles instructions sur ce point qui, en France, réclamerait l'intervention de plusieurs Départements ministériels, et il en résulterait sans doute un assez long retard.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer qu'il s'agirait simplement de stipuler que les glucoses ne jouiront d'aucune prime.

M. DELATOUR répond que la question est extrêmement complexe et qu'il n'y a d'ailleurs aucun intérêt pratique à la lier en ce moment à celle des sucres.

M. LE PRÉSIDENT ne croit pas devoir insister et déclare adoptée la rédaction de l'article 1^{er}.

L'article 2 ne donne lieu à aucune observation. En voici le texte :

Tombent sous l'application de l'article précédent, tous les avantages résultant directement ou indirectement, pour les diverses catégories de producteurs, de la législation fiscale des Etats, notamment :

- a) Les bonifications directes accordées en cas d'exportation ;
- b) Les bonifications directes accordées à la production ;
- c) Les exemptions d'impôt, totales ou partielles, accordées pour une partie des produits de la fabrication ;
- d) Les bénéfices résultant d'excédents de rendement ;
- e) Les bénéfices résultant de l'exagération du drawback ;
- f) Les avantages résultant de toute surtaxe dont le taux dépasserait celui fixé par l'article 4.

La Conférence passe à l'examen de l'article 2 *bis*, ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre au régime d'entrepôt les fabriques et les raffineries de sucre ainsi que les usines dans lesquelles le sucre est extrait des mélasses.

M. DELATOUR, Délégué de la France, fait observer que le texte de cet article est très vague. L'article qui avait été adopté, pour le même objet, en 1888, après une longue étude, était plus net et précisait ce qu'on entendait par le régime de l'entrepôt à appliquer aux fabriques.

Il convient, en effet, de se préoccuper d'instituer dans tous les pays qui adhéreront à la convention une législation qui ne comporte pas de fissures. Les principes de cette législation se trouvent parfaitement définis dans la disposition adoptée en 1888, et qui était ainsi conçue :

« Les Hautes parties contractantes s'engagent :

« à soumettre au régime de l'entrepôt, sous la surveillance permanente de
 « jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques de sucres et les fabriques-
 « raffineries, de même que les fabriques pour l'extraction du sucre des mé-
 « lasses.

« A cette fin, les usines seront construites de manière à donner toute ga-

« rantie contre l'enlèvement clandestin des sucres, et lesdits employés auront la faculté de pénétrer dans toutes les parties des usines.

« Des livres de contrôle seront tenus sur une ou plusieurs phases de la fabrication, et les sucres achevés seront déposés dans des magasins spéciaux offrant toutes les garanties désirables de sécurité. »

Ces dispositions avaient, après étude et discussion, rencontré en fin de compte l'adhésion unanime des Puissances qui ont pris part à la Conférence de 1888. Il n'y a pas de raison de croire que les divers Gouvernements aient pu changer d'avis à cet égard.

Les rédacteurs de l'article 2 *bis* ont évidemment pensé qu'en décidant l'application du régime de l'entrepôt, toutes les conséquences de ce régime en découlaient suffisamment sans qu'il soit nécessaire de les spécifier. Il semble cependant préférable d'éviter tout malentendu en indiquant expressément les mesures essentielles qui devraient être prises par les Gouvernements comme conséquence de ce régime, pour assurer l'exacte perception de l'impôt sur l'intégralité des produits fabriqués.

M. LE PRÉSIDENT se rallie volontiers à l'insertion de ces dispositions dans la convention nouvelle. Il fait remarquer toutefois, quant à la rédaction, qu'il conviendrait de remplacer les mots « les usines seront construites » par l'expression « les usines seront aménagées ».

Il doit être entendu que par la mention « surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc », on n'a pas en vue une surveillance ininterrompue qui obligerait les agents à rester la nuit dans les usines, sauf pendant la période d'activité, mais l'obligation pour les industriels de laisser leurs établissements accessibles aux employés à toute heure de jour et de nuit.

M. le Président ajoute que le bureau préparera un texte qui sera soumis à l'assemblée dans la prochaine séance.

La Conférence aborde l'examen de l'article 3, ainsi formulé :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à limiter au chiffre maximum de... francs par 100 kilogrammes de sucre raffiné, la surtaxe, c'est-à-dire l'écart entre le taux des droits ou taxes dont sont passibles les sucres étrangers et celui des droits ou taxes auxquels sont soumis les sucres nationaux.

M. LE PRÉSIDENT, après avoir acté que c'est le chiffre de 6 francs qui devra être inséré comme taux maximum de la surtaxe, rappelle que la disposition faisant l'objet de l'article 3 n'est pas applicable aux pays qui, ne produisant pas de sucre, n'ont qu'un droit d'entrée purement fiscal. Comme on l'a fait remarquer, cette disposition n'a pas d'autre but que de limiter la protection dont jouissent les sucres indigènes par rapport aux sucres étrangers. Afin de préciser le texte en ce sens, il y a lieu d'y ajouter, en quelque sorte à titre de commentaire, la mention suivante : « Cette disposition ne vise pas le taux des droits d'entrée dans les pays qui ne produisent pas de sucre. »

M. le Président propose d'ajouter en outre une phrase ainsi conçue : « elle n'est pas non plus applicable aux sous-produits de la fabrication et du raffinage du sucre ». La limitation de la surtaxe ne vise, en effet, que les sucres proprement dits, c'est-à-dire les sucres comestibles, et non les sous-produits

de la fabrication et du raffinage — telles les mélasses, par exemple, qui servent principalement à la fabrication de l'alcool.

Les deux compléments qui viennent d'être proposés sont admis par la Conférence.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, fait remarquer que dans les pays qu'il représente, il n'est plus fait de distinction entre le sucre raffiné et les autres sucres quant aux taux des droits. Il propose en conséquence de supprimer le mot « raffiné » figurant dans la mention : « par 100 kilogrammes de sucre raffiné ».

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, se rallie à la proposition de S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie. En Allemagne, comme dans la Monarchie austro-hongroise, il n'existe pas de différence entre les diverses catégories de sucres au point de vue de l'application des droits. En maintenant le mot « raffiné », on pourrait interpréter la disposition dans ce sens que la surtaxe est limitée à 6 francs pour le sucre raffiné, et pour le sucre brut à un chiffre inférieur, établi d'après la richesse du sucre. Telle n'était pas l'intention de la Délégation allemande lorsqu'elle a proposé de limiter le taux de la surtaxe à 6 francs.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit que la Délégation britannique préférerait le maintien du mot « raffiné ».

M. DELATOUR expose que la Délégation française doit demander le maintien, dans l'article 3, du mot « raffiné ». Ce terme implique que le calcul de la surtaxe sera fait d'après la teneur des sucres en raffiné, c'est-à-dire d'après le pouvoir sucrant.

La solution contraire présenterait deux inconvénients :

En premier lieu, elle relèverait, en fait, cette surtaxe à un chiffre supérieur à 6 francs, par 100 kilogrammes de sucre effectif contenu dans les sucres bruts, dans les pays où l'application de la surtaxe est faite d'après le poids et non d'après la richesse saccharine ;

En second lieu et pour le même motif, l'industrie sucrière française se trouverait placée dans une situation d'infériorité au point de vue de la concurrence internationale, tant qu'elle conserverait son mode actuel de taxation douanière, puisque du sucre brut importé en France et taxé aux 100 degrés acquitterait une surtaxe inférieure à celle dont seraient frappés des sucres bruts français importés dans d'autres pays contractants.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il semble résulter des observations présentées par M. Delatour que, dans la pensée de l'honorable Délégué, l'expression que l'on discute en ce moment impliquerait l'obligation, pour les pays contractants, de taxer les sucres à l'entrée d'après la richesse saccharine, c'est-à-dire d'organiser un régime douanier basé sur la saccharimétrie. Telle n'a certes pas été la pensée de la généralité des Etats représentés.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, estime que la question soulevée n'a pas, dans la pratique, l'importance qu'on semble y attacher.

Le but de la surtaxe est, en effet, de réserver le marché intérieur aux producteurs nationaux. Or, le sucre livré à la consommation dans le pays est le

sucre raffiné. Les principaux pays producteurs étant en même temps exportateurs, il n'est pas intéressant de savoir à quel régime sera soumis le sucre brut dont la raffinerie indigène s'alimente à l'étranger.

L'honorable Délégué pense, qu'en somme, la solution la plus simple est celle proposée par les Délégations de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire la suppression du mot « raffiné ».

M. BOUSQUET, Délégué de la France, expose que la Conférence n'a pas été jusqu'ici appelée à peser les termes de l'article 3 par la raison très simple que l'examen de cet article a été réservé lors des précédentes lectures. Au point où l'on est arrivé, il est indispensable de préciser la portée de cette disposition. Quel en est le but ? C'est évidemment de spécifier que dans tous les pays adhérents la même surtaxe sera appliquée au même produit. Or, le sucre pouvant se présenter sous des teneurs différentes, il est nécessaire d'adopter une règle d'évaluation commune. Il semble, à première vue, que le meilleur moyen pour obtenir ce résultat, c'est de ramener, par le calcul, les diverses catégories de sucre à un étalon unique, la richesse saccharine. Si l'on imposait à la même taxe de 6 francs un sac de sucre pesant 100 kilogrammes d'une teneur de 100 o/o et un autre du même poids d'une teneur de 88°, il est clair que le second serait taxé plus que le premier.

Supposons qu'il s'agisse d'alcool et qu'on veuille établir une taxe uniforme. Il est évident qu'on n'y parviendrait pas si l'on imposait un droit identique sur de l'alcool à 50° et de l'alcool à 90°.

M. Bousquet rappelle qu'actuellement la législation française est établie de telle sorte que le droit intérieur de consommation et le droit de douane sont appliqués suivant une base uniforme, la teneur saccharine, de manière qu'un produit déterminé, quelle que soit sa teneur, ne paye l'impôt qu'autant de fois qu'il contient 100° de richesse saccharine. Ce mode de calcul comporte l'emploi des méthodes saccharimétriques. Si les autres pays ne croient pas pouvoir s'y conformer, la France ne peut pas, bien entendu, avoir la prétention de leur imposer son procédé d'évaluation. Mais on reconnaîtra que si, d'une part, elle conservait sa législation sur ce point, et si, d'autre part, les autres pays contractants continuaient d'imposer indifféremment à 6 francs des sucres à basse teneur saccharine, si en d'autres termes 88 kilos de sucre payaient à la douane allemande autant que 100 kilogrammes à la douane française, l'industrie de la France serait moins protégée que celle des autres pays contractants. Les Puissances représentées à la Conférence ne devront donc pas s'étonner si, pour rétablir l'égalité des conditions, la France était amenée à modifier à cet égard sa méthode d'évaluation.

Dans tous les cas, il est indispensable de modifier la rédaction de l'article 3, qui ne parle que du sucre raffiné et semble laisser de côté le sucre brut. Il faut choisir entre deux solutions : ou remplacer les mots « sucre raffiné » par ceux-ci « sucre exprimé en raffiné » (c'est la méthode française), — ou, à côté du droit de 6 francs applicable au raffiné, en inscrire un plus modéré pour le sucre brut.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH fait remarquer que, d'après les indications fournies par l'honorable M. Bousquet, les bureaux de douane auraient à déterminer, dans chaque cas, le degré saccharimétrique des sucres importés. Pareille exigence ne semble point admissible. L'adoption de ce régime nécessiterait une transformation complète du système existant en Au-

triche-Hongrie, où toutes les catégories de sucres sont frappées du même droit.

M. LE PRÉSIDENT estime également que l'adoption de la formule « sucre exprimé en raffiné », préconisée par l'honorable M. Bousquet, occasionnerait de sérieuses difficultés, la plupart des Etats n'ayant pas le système de la saccharimétrie. Il n'a pu entrer dans les intentions de la Conférence d'imposer l'application de ce système à tous les Etats contractants.

M. le Président fait remarquer que, la surtaxe devant avoir pour effet de protéger le marché intérieur, les importations deviendront, par le fait, insignifiantes. D'autre part, le commerce aura soin d'effectuer dans les conditions les plus avantageuses ces importations réduites ; en d'autres termes, une surtaxe uniforme grevant, en résultat, le sucre brut dans une mesure plus forte que le sucre raffiné, on importera, de préférence, du sucre de cette dernière catégorie.

M. BOUSQUET reconnaît la difficulté résultant de ce que la plupart des pays n'ont pas établi leurs droits de douane d'après l'échelle saccharimétrique.

M. DE KOERNER dit que la Conférence a eu en vue que l'écart entre le droit d'entrée et le droit de consommation soit limité à un taux déterminé. Si l'impôt de consommation est fixé par échelons, selon la richesse du sucre, le taux du droit d'entrée doit passer par les mêmes échelons. En Allemagne, le taux est uniforme : tous les sucres payent le même droit d'entrée et le même impôt de consommation, et il ne peut y avoir qu'un seul écart.

M. BEAUDUIN suppose le cas d'un raffineur voulant s'alimenter soit de sucre étranger, soit de sucre indigène. Son prix de vente dans l'intérieur du pays ne peut être que le prix de vente du raffiné en consommation, lequel ne peut différer du prix qu'à concurrence de 6 francs. Si ce raffineur se trouve dans le cas de devoir importer du sucre étranger, son intérêt lui commandera de ne procéder à cette importation qu'en conservant son barème pour la vente de son raffiné dans le pays même.

Il ne semble donc pas possible d'envisager une hypothèse où il y aurait réellement inconvénient à ce que, pour les sucres de toutes catégories, la surtaxe soit fixée au taux uniforme de 6 francs.

M. BOUSQUET croit devoir insister et fait remarquer que la difficulté soulevée est grave. Il ne s'agit pas simplement d'une question de rédaction, mais d'une question de fond, sur laquelle il ne faut pas qu'il y ait de malentendu. Dans la pensée de la Délégation française, la disposition insérée à l'article 3 devait recevoir cette interprétation que la surtaxe de 6 francs s'appliquerait à 100 kilogrammes de sucre calculés en raffiné à 100°, c'est-à-dire que chaque kilogramme de sucre effectif payerait seulement 6 centimes. C'est dans cet esprit que la Délégation s'est ralliée au chiffre de 6 francs ; il n'entrait pas dans sa pensée que le taux de surtaxe pourrait être relevé à 7 centimes par kilogramme, soit en réalité à 7 francs par quintal de sucre effectif.

M. DELATOUR, Délégué de la France, fait remarquer que, d'ailleurs, le tarif douanier de l'Autriche-Hongrie comporte des taxes différentes selon l'espèce des sucres importés. Il n'y aura donc pas, sous ce rapport, en ce qui concerne

spécialement cette Puissance, de modifications à apporter dans le régime d'imposition actuellement appliqué. On pourrait donc tout au moins, si l'adoption du système saccharimétrique paraissait offrir de réelles difficultés, établir deux taux de surtaxe, dont l'un, 6 francs, serait appliqué aux sucres raffinés, et l'autre, 5 francs, par exemple, aux sucres bruts. Cette solution, sans être certainement aussi équitable que le calcul en raffiné, présenterait cependant de moindres inconvénients qu'un taux unique.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH constate que le tarif prévoyant des taux différents auquel l'honorable M. Delatour a fait allusion, a été récemment aboli, pour être remplacé par une taxation uniforme.

M. BEAUDUIN revient sur ses observations précédentes, tendant à faire ressortir qu'il est indifférent au point de vue du but poursuivi, que le taux de de la surtaxe soit uniforme ou non.

M. VAN ROSSUM, Délégué des Pays-Bas, dit qu'il se rallie volontiers à l'opinion exprimée par l'honorable M. Beauduin à savoir qu'on arrive à atteindre le but poursuivi, c'est-à-dire prévenir toute prime en fixant un taux uniforme pour la surtaxe sur toutes les catégories du sucre. Mais il ajoute qu'avec ce système il n'est pas possible d'importer des sucres bruts dans le but de les exporter transformés en raffinés.

Aux Pays-Bas, les raffineries importent des sucres bruts et exportent des sucres raffinés, et dans ces conditions, il serait plus exact de fixer le maximum de la surtaxe à 6 francs pour les sucres raffinés et à un taux correspondant au rendement en raffiné, d'après la saccharimétrie, pour les sucres bruts. On préviendrait de cette manière tout avantage et tout désavantage. Toutefois, l'honorable Délégué ne voit aucun inconvénient à ce que les pays désirant fixer la surtaxe de l'une et de l'autre catégorie de sucres à un taux uniforme de 6 francs au maximum, aient la liberté d'adopter ce système. L'effet ne sera autre que le contraire d'une prime pour le raffinage du sucre dans les pays visés.

M. LE PRÉSIDENT constate que deux opinions divergentes se trouvent en présence. Certaines Délégations avaient compris que la surtaxe serait limitée à 6 francs pour le sucre raffiné et proportionnellement à ce chiffre pour les sucres d'une richesse moindre. Les Délégations d'autres pays, où le système saccharimétrique n'est pas appliqué, avaient pensé, au contraire, qu'il s'agissait d'un taux uniforme. Il serait difficile d'admettre que ces derniers pays fussent dans l'obligation d'adopter le système de la saccharimétrie à raison de la stipulation de l'article 3.

M. le Président propose, à titre de solution transactionnelle, de limiter la surtaxe à 6 francs en ce qui concerne le sucre raffiné et les sucres assimilables au raffiné, et à 5 fr. 50 pour les autres sucres. De la sorte, la distinction s'établirait non par analyse, mais par l'aspect extérieur des sucres. M. le Président convie l'assemblée à se rallier à cette combinaison, qui paraît propre à concilier les opinions en présence. Les Délégations qui jugeraient nécessaire de solliciter des instructions de leur Gouvernement pourraient ne voter qu'*ad referendum*.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, fait remarquer que, pour être en

corrélation avec le degré de richesse du sucre brut livré au commerce et qui titre 88, le second chiffre devrait être 5 fr. 25 et non 5 fr. 50.

M. le PRÉSIDENT répond que la différence signalée par S. Exc. M. le Ministre de France marque précisément le caractère transactionnel de la combinaison qu'il a proposée.

Toutes les Délégations se prononcent en faveur de la proposition, celles de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Roumanie votant *ad referendum*.

L'article 3 est donc adopté avec la rédaction suivante :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à limiter au chiffre maximum de 6 francs par 100 kilogrammes pour le sucre raffiné et les sucres assimilables au raffiné, et de 5 fr. 50 pour les autres sucres, la surtaxe, c'est-à-dire l'écart entre le taux des droits ou taxes dont sont passibles les sucres étrangers et celui des droits ou taxes auxquels sont soumis les sucres nationaux.

Cette disposition ne vise pas le taux des droits d'entrée dans les pays qui ne produisent pas de sucre ; elle n'est pas non plus applicable aux sous-produits de la fabrication et du raffinage du sucre.

La Conférence aborde l'examen de l'article 4, ainsi formulé à la suite de la deuxième lecture :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à frapper d'un droit spécial, à l'importation sur leur territoire, les sucres originaires de pays qui accorderaient des primes à la production ou à l'exportation.

Ce droit ne pourra être inférieur au montant des primes, directes ou indirectes, accordées dans le pays d'origine. Les Hautes Parties se réservent la faculté, chacune en ce qui la concerne, de prohiber l'importation des sucres primés.

Pour évaluer le montant des avantages résultant éventuellement de la surtaxe spécifiée au littéra *f* de l'article 2, on déduit du chiffre de cette surtaxe celui fixé par l'article 3 : la moitié de la différence est réputée représenter la prime. La Commission visée à l'article 7 ayant le droit de relever le chiffre ainsi fixé s'il était jugé insuffisant.

Les deux premiers alinéas sont adoptés sans observations.

Au sujet du troisième alinéa, M. LE PRÉSIDENT communique à l'assemblée la remarque suivante, émanée de la Délégation britannique : même en évaluant la prime résultant de la surtaxe à la moitié seulement de la différence entre le chiffre de celle-ci et le taux maximum fixé par l'article 3, on aboutit, dans certain cas, à des résultats absolument exagérés ; il conviendrait donc de limiter à un maximum — 10 francs, par exemple — le chiffre destiné à représenter ladite prime.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, ne voit pas d'inconvénient à fixer un maximum, mais, dès lors, il conviendrait de prendre pour base du calcul de la prime la différence même, et non pas la moitié de cette différence ; le cas peut se présenter où le chiffre résultant de la différence serait insuffisant.

Pour le surplus, l'honorable Délégué propose de substituer le mot « modifier » au terme « relever » et de supprimer le membre de phrase : « s'il était jugé insuffisant ». La Commission permanente aurait ainsi mission de se prononcer dans tous les cas.

Ces deux changements de rédaction sont adoptés.

S. Exc. M. le comte DE KHEVENHÜLLER METSCH fait remarquer que le chiffre maximum de 10 francs pourrait, dans le cas d'une surtaxe élevée, être insuffisant pour compenser complètement l'effet de la surtaxe,

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, verrait également des inconvénients à limiter le chiffre à un maximum fixe.

S. Exc. M. PHIPPS dit que, dans ces conditions, la Délégation britannique ne croit pas devoir insister.

M. LE PRÉSIDENT demande à la Conférence de se prononcer sur le point de savoir si la prime sera évaluée à la moitié de la différence entre le chiffre de la surtaxe et le taux fixé à l'article 3, ou à l'intégralité de cette différence.

Toutes les Délégations se prononcent en faveur de la moitié de la différence.

Le troisième alinéa est, en conséquence, adopté avec la rédaction suivante :

Pour évaluer le montant des avantages résultant éventuellement de la surtaxe spécifiée au littéra *f* de l'article 2, on déduit du chiffre de cette surtaxe celui fixé par l'article 3 : la moitié de la différence est réputée représenter la prime, la Commission visée à l'article 7 ayant le droit de modifier le chiffre ainsi fixé.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, demande si la convention permettrait à la Grande-Bretagne de continuer à recevoir des glucoses et des mélasses des Etats-Unis sans frapper éventuellement ces produits de la pénalité prévue à l'article 4.

M. LE PRÉSIDENT répond que la Conférence a décidé de laisser les glucoses et les mélasses en dehors de la convention.

L'assemblée passe à l'examen de l'article 5, ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à admettre au taux le plus réduit de leur tarif d'importation, les sucres originaires des pays contractants et de celles de leurs colonies qui n'accordent pas de primes.

Les sucres de canne et les sucres de betterave ne pourront être frappés de droits différents.

M. LE PRÉSIDENT émet l'avis qu'il conviendrait de compléter le premier alinéa en mentionnant les possessions conjointement avec les colonies. D'autre part, afin de rendre la phrase plus claire, il propose de donner à cet alinéa la rédaction ci-après :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à admettre au taux le plus réduit de leur tarif d'importation, les sucres originaires soit des pays contractants, soit de celles des colonies ou possessions desdits pays, qui n'accordent pas de primes.

Cette rédaction est adoptée, de même que celle du second alinéa.

La Conférence fixe sa prochaine séance au vendredi 28 février, à 11 heures.

La séance est levée à 6 heures et demie.

Le Président,

P. DE SMET DE NAEYER.

Les Secrétaires,

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

DIX-HUITIÈME SÉANCE

VENDREDI 28 FÉVRIER 1902

Présidence de M. le Comte de SMET DE NAEYER.

La séance est ouverte à 11 heures.

Tous les Délégués sont présents, hormis M. Johannes, Délégué de l'Allemagne empêché.

M. LE PRÉSIDENT soumet à l'assemblée la rédaction qui a été préparée pour l'article 2 *bis*, adopté, quant au fond, dans la séance précédente.

Le texte complété reproduit les dispositions insérées dans la Convention de 1888, sauf la substitution du mot « aménagées » au terme « construites » ; il est conçu dans les termes suivants :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre au régime d'entrepôt, sous la surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques et les raffineries de sucre ainsi que les usines dans lesquelles le sucre est extrait des mélasses.

A cette fin, les usines seront aménagées de manière à donner toute garantie contre l'enlèvement clandestin des sucres, et les employés auront la faculté de pénétrer dans toutes les parties des usines.

Des livres de contrôle seront tenus concernant une ou plusieurs phases de la fabrication, et les sucres achevés seront déposés dans des magasins spéciaux offrant toutes les garanties désirables de sécurité.

M. le Président explique qu'il doit être bien entendu que les mots « dans toutes les parties des usines » doivent être interprétés comme désignant non seulement les bâtiments de l'usine même, mais aussi toutes les annexes ou dépendances — telles que magasins, écuries, hangars, habitations, etc. — se trouvant en communication intérieure avec l'enclos de l'usine.

Le texte proposé est adopté avec cette interprétation.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, demande à présenter une observation au sujet de l'article 3.

D'après le texte adopté dans la séance précédente, le taux maximum de la surtaxe sera de 6 francs par 100 kilogrammes pour le sucre raffiné et les sucres assimilables au raffiné, et de 5 fr. 50 pour les autres sucres.

Un Etat pourra-t-il fixer la surtaxe pour le raffiné au maximum prévu pour cette catégorie de sucre, soit 6 francs, et rester en même temps, pour le sucre brut, en deçà du maximum de 5 fr. 50 établi pour cette autre catégorie ?

L'honorable Délégué envisage le cas où l'on fixerait la surtaxe respectivement à 6 francs et à 4 francs pour le raffiné et pour le brut. Il fait remarquer qu'il en résulterait une prime, car le sucre brut chargé de 4 francs de droit recevrait, à l'exportation comme raffiné, une ristourne de 6 francs, alors que cette ristourne, pour rester en rapport avec le droit de 4 francs payé à l'entrée, ne devrait être que de 4 fr. 50 environ.

Il y aurait là création d'une prime appartenant à la catégorie prévue au littéra *e* de l'article 2, c'est-à-dire, « les bénéfices résultant de l'exagération du drawback ».

M. LE PRÉSIDENT répond que les deux maximums fixés par l'article 3 ne sont pas en corrélation absolue et que pareille corrélation ne doit pas nécessairement exister entre les deux chiffres de surtaxe qui pourront être adoptés par les divers Etats. Mais il est certain que si la combinaison de ces chiffres donnait naissance à une prime quelconque, cette prime indirecte serait contraire au principe même de la convention. Chaque Etat devra donc veiller, en fixant éventuellement des surtaxes différentes, à ce que pareille conséquence ne puisse se produire.

Il est entendu que ces observations seront consignées au procès-verbal à titre d'interprétation.

M. le Président croit utile de préciser la portée de l'article 5, adopté dans la précédente séance.

Cette disposition a pour objet d'assurer un traitement absolument égal aux sucres de betterave et aux sucres coloniaux.

D'après la législation britannique actuelle, notamment, les sucres des colonies anglaises sont taxés en Angleterre à l'égal des sucres étrangers. Cette situation de fait préexistante donne la garantie que l'égalité de traitement sera maintenue pendant toute la durée de la convention.

S. Exc. M. le jonkheer DE PESTEL, Ministre des Pays-Bas, dit que la Délégation néerlandaise confirme volontiers l'engagement résultant de l'article 5, par la déclaration ci-après :

« Le sucre des colonies néerlandaises ne sera pas admis dans les Pays-Bas à un tarif moindre que celui appliqué au sucre originaire des pays contractants. »

M. LE PRÉSIDENT enregistre avec satisfaction cette déclaration, au nom de la Conférence.

Il est décidé que le règlement de la question qui vient d'être soulevée aura lieu dans la séance suivante.

La Conférence aborde l'examen de l'article 6, dont la rédaction est actuellement la suivante :

L'Espagne, l'Italie et la Suède seront dispensées de l'obligation inscrite à l'article 1^{er} relativement aux primes de production, ainsi que des engagements faisant l'objet des articles 2 *bis* et 3, aussi longtemps qu'elles n'exporteront pas de sucre.

Cette dispense s'appliquera également à la Roumanie aussi longtemps qu'elle conservera un droit de sortie équivalent aux primes qu'elle alloue.

Ces pays s'engagent à adapter leur législation sur le régime des sucres aux dispositions de la Convention, dans le délai d'une année — ou plutôt si faire se peut — à partir du moment où la Commission permanente aura constaté, à la majorité des voix, que les conditions indiquées ci-dessus ont cessé d'exister.

S. Exc. M. le commandeur CANTAGALLI, Ministre d'Italie, dit que son Gouvernement a exprimé le désir de voir préciser la portée du mot *exportation*, au sens de la disposition du premier alinéa de l'article 6. Dans l'esprit du Gouvernement italien, il devrait être établi qu'il n'y aurait exportation que lorsque celle-ci se ferait en quantité notable et d'une façon suivie et continue, c'est-à-dire dans des conditions telles qu'elle pourrait peser sur les marchés tiers.

M. LE PRÉSIDENT répond que les pays désignés à l'article 6 ne pourront évidemment être considérés comme pays exportateurs, au sens de cet article, à raison d'exportations minimales et accidentelles. La Conférence sera unanime à reconnaître que, pour qu'un pays soit réputé exportateur, il faut des exportations suivies, ayant pour objet des quantités assez notables : l'exportation accidentelle de quelques milliers de kilogrammes ne pourrait suffire pour que le pays en cause cesse de bénéficier du régime prévu au premier alinéa de l'article 6.

Le troisième alinéa dudit article attribue à la Commission permanente la mission de constater si les conditions indiquées au premier alinéa ont cessé d'exister. La Commission trouvera, dans les commentaires qui viennent de se produire et qui seront consignés au procès-verbal de la séance, une indication propre à préciser l'interprétation à donner à l'article 6.

L'assemblée ayant ratifié les paroles de M. le Président, S. Exc. M. le commandeur CANTAGALLI se déclare entièrement satisfait et remercie la Conférence de l'accueil réservé à sa demande.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre de l'Autriche-Hongrie, verrait des inconvénients sérieux au maintien du deuxième alinéa de l'article 6.

Il constate que, d'après le tableau officiel communiqué à la Conférence par la Roumanie, ce pays est actuellement exportateur de sucre. Dans ces conditions, il ne pourrait figurer parmi les pays auxquels s'appliquera l'article 6.

La Roumanie alloue une prime de production de 16 centimes par kilogramme, qui est compensée à l'exportation par un droit de sortie équivalent. Toutefois, si l'on applique la prime à toute la consommation et si l'on déduit de la totalité des avantages ainsi accordés le montant des droits de sortie perçus à l'exportation, il reste une prime de plus de 2 millions de francs.

Si, d'autre part, la Roumanie conserve sa surtaxe actuelle de 35 francs, elle sera dans une situation si favorable vis-à-vis des autres Etats contractants qu'il y aurait du danger à maintenir l'exception prévue au deuxième alinéa de l'article 6.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, appuyant les observations de S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie, fait remarquer que, pour satisfaire à la disposition du littéra *f* de l'article 2, la Roumanie devrait, par le droit de sortie qu'elle perçoit, annihiler non seulement l'effet de la prime directe, mais aussi les avantages résultant du taux exagéré de sa surtaxe, avantages dont il sera difficile de fixer le quantum. Mieux vaudrait écarter ces difficultés en renonçant au deuxième alinéa.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH dit que si les sucres roumains étaient soumis aux règles générales établies par la convention, la prime résultant de la surtaxe devrait être évaluée à $\frac{35 - 6}{2}$ ou 14 fr. 50.

L'honorable Délégué demande qu'il soit procédé à un vote sur la suppression du deuxième alinéa.

M. LE PRÉSIDENT invite la Conférence à se prononcer sur le point de savoir s'il y a lieu de maintenir cette disposition.

Toutes les Délégations, sauf la Délégation roumaine, répondent négativement. S. Exc. M. MAVRODI, Ministre de Roumanie, dit qu'il en référera à son Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT propose d'inscrire provisoirement le nom de la Roumanie dans le premier alinéa.

S. Exc. M. MAVRODI consent à ce que son pays figure parmi ceux cités audit alinéa, sous réserve de l'approbation de son Gouvernement. Il s'efforcera d'obtenir une décision de celui-ci avant la signature de la Convention.

L'article 6 est, en conséquence, adopté dans la forme suivante :

L'Espagne, l'Italie, la Roumanie et la Suède seront dispensées de l'obligation inscrite à l'article 1^{er} relativement aux primes de production, ainsi que des engagements faisant l'objet des articles 2 *bis* et 3, aussi longtemps qu'elles n'exporteront pas de sucres.

Ces pays s'engagent à adapter leur législation sur le régime des sucres aux dispositions de la Convention, dans le délai d'une année — ou plutôt si faire se peut — à partir du moment où la Commission permanente aura constaté, à la majorité des voix, que la condition indiquée ci-dessus a cessé d'exister.

S. Exc. M. le commandeur CANTAGALLI, Ministre d'Italie, dit qu'après la déclaration faite dans la séance du matin par S. Exc. M. le Ministre de France, et aux termes de laquelle la France renonce aux avantages spéciaux qui lui étaient accordés par le second alinéa de l'article 1^{er}, et vu la modification apportée à l'article 6 en ce qui concerne la Roumanie, les conditions de tous les pays étant dès lors égalisées, la Délégation italienne, en admettant

que rien ne vienne modifier les résultats actuels de la Conférence, n'a plus aucune raison de maintenir la proposition qu'elle a faite dans la treizième séance et qui n'avait d'autre but que d'assurer à l'Italie le traitement du pays le plus avantage.

M. LE PRÉSIDENT donne acte de cette déclaration.

La Conférence fixe sa prochaine séance à ce jour, à 3 heures et demie.

La séance est levée à midi et demi.

Le Président,

P. DE SMET, DE NAEYER.

Les Secrétaires,

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

DIX-NEUVIÈME SÉANCE

VENDREDI 28 FÉVRIER 1902

Présidence de M. le comte de SMET de NAEYER.

La séance est ouverte à 3 heures et demie.

Tous les Délégués sont présents, hormis M. Johannes, Délégué de l'Allemagne, empêché.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, désirerait voir préciser le rôle qui incombera à la Commission permanente quant à la fixation du droit compensateur à appliquer du chef de la prime provenant d'une surtaxe exagérée. Cette Commission devra-t-elle agir d'initiative pour modifier éventuellement le chiffre qui serait le résultat de la formule établie par le troisième alinéa de l'article 4, ou bien ne pourra-t-elle intervenir à cet égard qu'à la demande d'un des Etats contractants?

M. LE PRÉSIDENT répond que l'article 7 donne à la Commission permanente mandat de constater l'existence des primes dans les pays non signataires et d'en évaluer le montant en vue de l'application de l'article 4.

Le rôle de la Commission sera donc, au début, d'établir le montant des primes de toute nature, à compenser par le droit spécial visé à l'article 4, qui existent dans les pays tiers. La Commission aura notamment à faire le calcul prévu par cet article en ce qui concerne la surtaxe; elle n'aura pas d'initiative à prendre quant à la revision du résultat donné par ce calcul: elle devra attendre qu'un des Etats contractants demande cette revision. En

d'autres termes, la Commission ne dérogera à la règle établie que si l'un des Etats signataires estime que le résultat donné par l'application de celle-ci ne répond pas suffisamment à la réalité des faits.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL se déclare satisfait de ces explications, qui rencontrent également l'assentiment de l'assemblée.

M. LE PRÉSIDENT propose d'acter dans le texte la solution qui vient d'être adoptée, en intercalant, au troisième alinéa de l'article 4, les mots « à la demande d'un Etat contractant » après les mots « ayant le droit ».

D'autre part, afin d'améliorer la forme, M. le Président est d'avis de substituer aux mots « on déduit du chiffre de cette surtaxe celui fixé par l'article 3 » les mots « le chiffre fixé par l'article 3 est déduit du montant de cette surtaxe », et de remplacer le mot « modifier » par « reviser », qui répond mieux à l'idée sur laquelle on est d'accord.

Ces modifications sont admises par la Conférence, qui décide également de remplacer les mots « Pour évaluer le montant... », figurant au début de l'alinéa, par « Pour l'évaluation du montant... », et le mot « fixé », qui le termine, par l'expression « établi ».

Le troisième alinéa de l'article 4 sera donc rédigé ainsi qu'il suit :

Pour l'évaluation du montant des avantages résultant éventuellement de la surtaxe spécifiée au littéra f de l'article 2, le chiffre fixé par l'article 3 est déduit du montant de cette surtaxe : la moitié de la différence est réputée représenter la prime, la Commission visée à l'article 7 ayant droit, à la demande d'un Etat contractant, de reviser le chiffre ainsi établi.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, se demande si les mots « ayant le droit » répondent bien aux vues de la Conférence : la Commission doit avoir l'obligation de s'occuper de la revision si un Etat contractant en exprime le désir.

M. LE PRÉSIDENT répond que le fait qu'un des Etats contractants demanderait la revision du chiffre établi à forfait ne créerait pas, pour la Commission permanente, l'obligation de modifier ce chiffre : il y aurait seulement obligation pour elle d'examiner la question. La décision de la Commission sera prise, comme le prévoit l'article 7, par un vote de majorité.

La Conférence se rallie à cette interprétation et décide de la faire figurer au procès-verbal.

M. DELATOUR, Délégué de la France, envisage le cas suivant : La Convention étant déjà en vigueur, un Etat non contractant élève le taux de sa surtaxe, par exemple, de 20 francs. Les divers Gouvernements pourront-ils spontanément établir un nouveau droit compensateur de 10 francs, ou doivent-ils attendre que la Commission se soit prononcée ? Celle-ci n'aurait à faire qu'une simple opération d'arithmétique, ne comportant aucune délibération, et l'on doit se demander si, en pareil cas, il y a nécessité d'attendre une décision de sa part.

M. LE PRÉSIDENT répond que la règle doit être uniforme pour les primes de toutes catégories : il serait difficile de faire une distinction visant certains cas particuliers, tels que celui qu'envisage l'honorable M. Delatour. Dans tous les cas, c'est la procédure fixée par l'article 7 qui sera applicable, c'est-à-dire que la constatation du fait devra émaner de la Commission permanente. Il n'est pas douteux que celle-ci, aidée du concours du Bureau permanent, y mettra toute la célérité désirable.

Ces observations, qui rencontrent l'assentiment de l'assemblée, seront reproduites au procès-verbal pour fixer la procédure.

M. le baron d'AULNIS DE BPUROUILL, Délégué des Pays-Bas, désire présenter une observation au sujet de l'article 6.

Il fait remarquer que si la Roumanie ne cessait ses exportations qu'au mois de septembre 1903, elle aurait encore, en vertu du dernier alinéa dudit article, un délai d'un an pour adapter sa législation aux dispositions générales de la Convention. Ne vaudrait-il pas mieux que la Roumanie transformât, dès à présent, son régime fiscal ?

En tout cas, il paraîtrait peu indiqué de la comprendre parmi les pays bénéficiant de la disposition du premier alinéa, sans exiger certaines garanties, par exemple, celles qui résulteraient d'une stipulation portant que si la Roumanie exportait du sucre pendant la campagne 1902-1903, elle adapterait sa législation aux règles de la Convention avant la mise en vigueur de celle-ci, sans constatation préalable de la Commission permanente.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, appuie les observations de l'honorable Délégué des Pays-Bas. Il lui semble que, vu le fait que la Roumanie exporte, elle devrait plutôt figurer parmi les Etats soumis au régime général.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer qu'il n'a pu entrer dans les intentions de la Conférence de créer à la Roumanie une situation privilégiée, et que la Roumanie elle-même n'a rien de semblable ; il croit d'ailleurs que ce pays n'exporte plus depuis l'établissement du droit de sortie. Au surplus, la Conférence obtiendrait satisfaction par une déclaration de la Roumanie stipulant qu'elle prendra des mesures telles que ses exportations cesseront à partir du 1^{er} septembre 1903.

S. Exc. M. MAVRODI, Ministre de Roumanie, répond qu'il demandera des instructions dans ce sens à son Gouvernement.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH dit qu'une déclaration semblable lui paraîtrait également satisfaisante.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, constate que, d'après le dernier alinéa de l'article 6, c'est à la majorité des voix que la Commission permanente aura à constater si les conditions indiquées au premier alinéa dudit article ont cessé d'exister dans les pays auxquels celui-ci est applicable. Il se demande s'il ne pourrait y avoir des inconvénients à faire figurer dans la Commission des Délégués de ces pays, qui pourraient ainsi avoir à voter sur une question les concernant directement.

M. LE PRÉSIDENT juge fort désirable que tous les pays signataires soient représentés au sein de la Commission. Il ne faut pas perdre de vue que les pays bénéficiant de l'article 6 sont soumis, comme les autres, à certaines obligations, — celle d'établir des taxes compensatrices, par exemple. Ces pays auront donc intérêt à être représentés au sein de la Commission. D'autre part, on pourrait difficilement condamner un pays intéressé dans une question soumise à la Commission à s'abstenir au vote. Au surplus, dans un cas semblable à celui prévu au deuxième alinéa de l'article 6, la voix du pays intéressé ne pourra jamais, semble-t-il, suffire à déplacer la majorité.

S. Exc. M. PHIPPS déclare ne pas insister.

M. LE PRÉSIDENT demande si la Délégation britannique n'a pas de déclaration à faire au sujet de la question soulevée, dans la séance précédente, relativement à la portée de l'engagement inscrit au premier alinéa de l'article 5.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, fait à la Conférence la communication ci-après :

« En premier lieu, il est nécessaire, selon l'indication déjà donnée au cours des séances antérieures, que la Grande-Bretagne réserve absolument sa liberté d'action en ce qui concerne les relations fiscales entre le Royaume-Uni et ses colonies. Cependant, ce principe posé, la Délégation britannique donne, par exception, l'assurance que si une convention satisfaisante est signée, le Gouvernement de S. M. Britannique est prêt à déclarer que, pendant la durée de cette convention, aucune préférence ne sera accordée dans le Royaume-Uni aux sucres coloniaux vis-à-vis des sucres étrangers. »

M. LE PRÉSIDENT constate que cette déclaration donne pleine et entière satisfaction à la Conférence, et il se fait l'organe de celle-ci pour remercier la Délégation britannique.

L'assemblée aborde l'examen de l'article 7, dont le texte est actuellement le suivant :

Les Hautes Parties contractantes conviennent de créer une Commission permanente internationale, qui sera chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la présente Convention.

Cette Commission sera composée de Délégués des différentes Puissances et il lui sera adjoint un Bureau permanent.

Les Délégués auront pour mission :

a) De constater si, dans les Etats contractants, il n'est accordé aucune prime directe ou indirecte à la production ou à l'exportation des sucres et si les Etats visés à l'article 6 continuent à se conformer aux conditions spéciales prévues audit article ;

b) De constater l'existence des primes dans les pays non signataires et d'en évaluer le montant en vue de l'application de l'article 4 ;

c) D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;

d) D'instruire les demandes d'admission à l'Union des Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention.

Le Bureau permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature qui se rapportent à la législation et à la

statistique des sucres, non seulement dans les Pays contractants, mais également dans les autres pays.

Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Hautes Parties contractantes communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement belge, qui les fera parvenir à la Commission, les lois, arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relatifs à l'objet de la présente Convention.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée à la Commission par un Délégué ou par un Délégué et un Délégué Adjoint.

La première réunion de la Commission permanente aura lieu à Bruxelles, trois mois au moins avant la mise en vigueur de la présente Convention.

La Commission n'aura qu'une mission de constatation et d'examen. Elle fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au Gouvernement belge, lequel le communiquera aux Puissances intéressées et provoquera, si la demande en est faite par une des Hautes Parties contractantes, la réunion d'une Conférence qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.

Toutefois les constatations et évaluations visées aux littéras *a* et *b* auront un caractère obligatoire jusqu'à décision contraire d'une nouvelle Conférence; elles seront arrêtées par un vote de majorité, chaque Puissance contractante disposant d'une voix, et sortiront leurs effets à l'expiration du délai de... mois.

Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement du Bureau permanent et de la Commission — sauf le traitement ou les indemnités des Délégués, qui seront payés par leurs pays respectifs — seront supportés par tous les Pays contractants et répartis entre eux d'après un mode à régler par la Commission.

L'Autriche et la Hongrie seront considérées séparément comme Parties contractantes.

Le premier alinéa est adopté sans observations.

Sur la proposition de S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, l'assemblée décide de substituer les mots « Etats contractants » aux mots « différentes Puissances » figurant dans le deuxième alinéa.

Les troisième, quatrième et cinquième alinéas ne donnent lieu à aucune observation.

A propos du sixième alinéa, Sir Henry BERGNE rappelle qu'il a été entendu que les colonies autonomes de la Grande-Bretagne qui adhèreraient à la Convention pourraient se faire représenter chacune par un Délégué adjoint; il en serait de même des Indes orientales. Dès lors, il conviendrait d'employer les mots « des Délégués adjoints ». Il a été décidé, d'ailleurs, que ces Délégués adjoints auraient seulement voix consultative.

Cette modification est adoptée par l'assemblée.

Sur la proposition de S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, il est décidé que le dernier alinéa, visant le droit, pour l'Autriche et pour la Hongrie, d'avoir chacune un Délégué, sera transposé après l'alinéa qui vient d'être examiné.

En ce qui concerne l'alinéa suivant, M. LE PRÉSIDENT constate que, dans sa première réunion, la Commission devra dresser le tableau des primes et des surtaxes existant dans les pays non adhérents, afin que les Etats signataires sachent, à la date où la convention entrera en vigueur, quel est le mi-

nimum des taxes compensatrices dont ils auront à frapper les sucres provenant de ces pays.

M. le Président fait remarquer que le texte n'indique pas qui aura qualité pour convoquer la Commission. Il propose d'ajouter au deuxième alinéa de l'article 7 la phrase suivante : « La Commission choisit son Président ; elle siégera à Bruxelles et se réunira sur la convocation du Président ». Quant à la première réunion, la Conférence jugera peut-être convenable de stipuler qu'elle aura lieu à Bruxelles, à la diligence du Gouvernement belge.

Ces deux compléments sont admis.

S. Exc. M. le commandeur CANTAGALLI, Ministre d'Italie, fait remarquer que l'article 7, très précis quant à la composition de la Commission, ne fournit aucune indication au sujet de la composition du Bureau permanent ; il ajoute qu'il n'est pas dit si des membres de la Commission pourront également siéger dans le Bureau permanent.

M. BOUSQUET, Délégué de la France, estime qu'il importerait de préciser le sens du mot « Bureau ». Ce que l'on a en vue, semble-t-il, c'est un organisme technique et administratif, composé de fonctionnaires qui seront chargés, par la Commission, de faire les calculs et les recherches utiles. Dans ces conditions, on ne pourrait être à la fois membre de la Commission et du Bureau.

M. LE PRÉSIDENT est d'avis que c'est bien ainsi qu'il faut comprendre le rôle du Bureau permanent. Il pense, toutefois, qu'il convient de laisser à la Commission, comme l'avait fait la Conférence de Londres, le soin de prendre les mesures d'exécution opportunes en ce qui concerne la constitution et le fonctionnement du Bureau.

La Conférence se prononce dans ce sens.

L'assemblée passe à l'examen de la disposition qui formera l'avant-dernier alinéa de l'article 7, et qui est actuellement ainsi formulée :

Toutefois les constatations et évaluations visées aux littéras *a* et *b* auront un caractère obligatoire jusqu'à décision contraire d'une nouvelle Conférence ; elles seront arrêtées par un vote de majorité, chaque Puissance contractante disposant d'une voix, et sortiront leurs effets à l'expiration du délai de... mois.

M. LE PRÉSIDENT propose de fixer à deux mois la durée du délai que prévoit cette disposition.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, demande s'il faut interpréter le mot « obligatoire », inséré dans cet alinéa, en ce sens que les constatations et évaluations faites par la Commission devront, dans le délai prévu, être traduites dans les divers Etats par des mesures d'ordre législatif. Ce serait attribuer à la Commission un pouvoir qui dépasserait sensiblement la mission de constatation et d'examen qui lui est dévolue aux termes de la Convention.

Mais même si ce caractère obligatoire n'a pas une portée absolue, il importerait du moins de faire une distinction entre les littéras *a* et *b*. Le caractère obligatoire ne semblerait en tout cas pouvoir être conservé que pour le littéra *b*, lequel attribue à la Commission le soin de constater l'existence des primes dans les pays non signataires et d'en évaluer le montant en vue de l'application de l'article 4. Au surplus, l'obligation résultant de la disposition ne devrait pas dépasser certaines limites, et dans la mesure compatible avec la souveraineté des Etats.

M. LE PRÉSIDENT estime également que l'exception faisant l'objet de l'alinéa en discussion pourrait être restreinte au littéra *b*; pour les constatations visées au littéra *a*, on suivrait la règle générale de procédure établie par l'article 7.

En ce qui concerne les États non signataires, il importe que la Commission soit mise à même d'évaluer le montant des primes assez à temps pour que l'application du droit spécial, par les États contractants, se fasse obligatoirement dès la mise en vigueur de la Convention. Si, par la suite, un pays tiers venait à modifier le montant de ses primes proprement dites ou de sa surtaxe, la Commission aurait à constater immédiatement le nouvel état de choses, et tous les États contractants seraient tenus de mettre, dans un délai de deux mois, leurs taxes compensatrices en concordance avec les avantages nouvellement accordés.

M. DELATOUR, Délégué de la France, fait remarquer que le délai de deux mois serait un maximum.

M. LE PRÉSIDENT se rallie à cette observation et propose de dire : « *au plus tard* à l'expiration du délai de deux mois. »

M. BOUSQUET, Délégué de la France, propose de remplacer le mot « obligatoire » par l'expression « exécutoire », plus précise et conforme au langage juridique. De même qu'un jugement est exécutoire, sauf appel, les décisions de la Commission auraient un caractère exécutoire, sauf décision contraire d'une nouvelle Conférence.

M. LE PRÉSIDENT appuie cette modification.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, demande s'il n'y aurait pas utilité à faire suivre l'alinéa en discussion d'une mention conçue dans ce sens : à moins qu'une des Puissances contractantes ne demande la réunion d'une conférence. Il faut éviter que la décision de la Commission ne puisse sortir ses effets dans le cas où une conférence serait convoquée.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que le délai de deux mois prévu sera suffisant pour qu'une conférence puisse se prononcer avant que la décision de la Commission ne sorte ses effets. Mais il importe que la décision produise ses effets si la conférence n'aboutit pas.

SIR HENRY BERGNE, Délégué de la Grande-Bretagne, dit que ce que la Délégation britannique a en vue, c'est que la décision de la Commission ne puisse, dans le cas où la question serait portée devant une conférence, être exécutoire avant que celle-ci ne se soit prononcée.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, constate qu'en insérant cette disposition dans la convention, la Conférence a voulu mettre le plus tôt possible les États contractants en présence d'une décision, — celle-ci n'eût elle-même qu'un caractère provisoire —, sauf à la modifier ensuite par la consultation d'une conférence. La décision d'une conférence peut réclamer plusieurs mois, et encore n'aboutira-t-on que s'il y a accord unanime, un vote de majorité ne pouvant suffire en pareil cas.

M. LE PRÉSIDENT soumet à l'assemblée une solution qui vient de lui être suggérée par les Délégations britannique et française. On stipulerait que chaque État pourra, après que la décision de la Commission aura été portée à la connaissance des États signataires, provoquer, dans les huit jours, une nouvelle réunion de la Commission pour lui soumettre les objections qu'il aurait à formuler ; la Commission serait tenue d'en délibérer une seconde fois, et sa nouvelle décision serait définitive. Le délai de deux mois ne commencerait à courir qu'à partir de cette seconde décision.

Cette solution est adoptée en principe par la Conférence. Il est décidé qu'une rédaction sera préparée pour le lendemain.

M. DE KOERNER fait remarquer que si, comme il a été proposé, le littéra *a* cesse d'être mentionné dans l'alinéa en discussion, lequel ne visera plus que le littéra *b*, il conviendra de faire figurer dans ce dernier la seconde partie du littéra *a*. Il semble, en effet, que la mission de constater si les États visés à l'article 6 continuent à se conformer aux conditions spéciales prévues audit article, est aussi essentielle que celle prévue au littéra *b*, et qu'il importe autant qu'une décision soit prise à bref délai à ce sujet qu'en ce qui concerne l'existence des primes dans les États non signataires.

M. LE PRÉSIDENT appuie cette proposition, qui rencontre l'assentiment de l'assemblée.

A propos du dernier alinéa, concernant les frais à résulter de l'organisation et du fonctionnement du Bureau permanent et de la Commission, M. LE PRÉSIDENT exprime l'avis qu'il devrait être entendu que les pays visés à l'article 6 entreraient pour une part relativement plus faible dans la répartition desdits frais. Les recherches et les travaux auxquels auront à se livrer le Bureau permanent et la Commission ne présenteront pas, en effet, le même intérêt pour ces États que pour les pays exportateurs.

Cette remarque obtient l'approbation de l'assemblée.

En réponse à une question posée par S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, M. CAPELLE, Délégué de la Belgique, dit qu'en ce qui concerne les frais du Bureau international pour la publication des tarifs douaniers, la part contributive des États contractants a été déterminée par l'importance de leur commerce respectif. Ils ont été répartis en six classes, intervenant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que les frais seront peu élevés, et que le

choix du mode de répartition devrait être abandonné — comme l'avait fait la Convention de 1888 — à la Commission elle-même.

La Conférence se prononce dans ce sens.

L'assemblée aborde l'examen de l'article 8, ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, pour elles et pour celles de leurs colonies visées à l'article 5, à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les sucres primés qui auront traversé en transit un Pays contractant ne jouissent des avantages de la Convention. La Commission permanente internationale fera à cet égard les propositions nécessaires.

M. LE PRÉSIDENT propose d'insérer, avant la dernière phrase, les mots « sur le marché destinataire », afin de rendre le sens de la disposition plus précis.

Cette modification est approuvée.

SON EXC. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit que son Gouvernement ne peut s'engager à appliquer l'article 8 qu'aux colonies de la Couronne, ne pouvant lier ses colonies autonomes sans leur consentement.

C'est ce que la Délégation britannique a déjà déclaré dans la deuxième séance.

M. DELATOUR, Délégué de la France, fait remarquer qu'aucune mention spéciale ne paraît devoir être insérée à ce sujet dans l'article 8. La disposition de l'article 11 et le fait que l'engagement pris à l'article 8 ne s'applique qu'aux colonies visées à l'article 5 ne permettent aucune équivoque.

M. LE PRÉSIDENT estime qu'il conviendrait de compléter le premier alinéa de l'article 5 en terminant la phrase par ces mots « et auxquelles s'appliquent les obligations de l'article 8 ».

SIR HENRY BERGNE, Délégué de la Grande-Bretagne, ajoute que, dès lors, il faudrait, à l'article 11, réserver aux colonies le bénéfice de l'article 5.

M. LE PRÉSIDENT conclut que, dans ces conditions, l'article 8 pourra être maintenu tel quel, sauf à insérer, à la fin de la première phrase, les mots « sur le marché destinataire ».

La Conférence adopte la rédaction ainsi complétée.

L'assemblée passe à l'examen de l'article 9, formulé en ces termes :

Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par voie diplomatique au Gouvernement belge, et par celui-ci à tous les autres. Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention ; et produira ses effets à partir du 1^{er} septembre qui suivra l'envoi de la notification faite par le Gouvernement belge aux autres États contractants.

M. le baron D'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, fait remarquer que le premier alinéa de cet article devrait être mis en concordance avec le littéra *d* de l'article 7. Celui-ci prévoit, en effet, une instruction des demandes d'admission par la Commission permanente.

M. LE PRÉSIDENT propose d'ajouter au premier alinéa de l'article 9 les mots « et après avis conforme de la Commission permanente ».

Sur l'observation de Sir HENRY BERGNE que la Convention de 1888 spécifiait explicitement un examen préalable de la législation des États adhérents, l'assemblée décide de reprendre la discussion de cet article dans la prochaine séance.

L'article 10, que l'assemblée examine ensuite, fixe au 1^{er} septembre 1903 la date de l'entrée en vigueur de la Convention, et attribue à celle-ci une durée minimum de cinq ans.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, dit que, conformément aux instructions qu'elle a reçues, la Délégation austro-hongroise demande que les États contractants ne soient liés que pour trois ans. La dénonciation serait rendue possible à la fin de la deuxième année.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que la Convention à intervenir mettra les États contractants dans l'obligation de modifier profondément leur législation. Il paraît dès lors indispensable que le nouveau régime soit assuré d'une durée d'un certain nombre d'années. Le terme de cinq ans est déjà fort court, et la Délégation belge n'eût pas hésité à accepter une durée plus longue.

S. Exc. M. le comte KHOVENHÜLLER METSCH tient à ajouter qu'en demandant la limitation de la durée à trois ans, les Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie n'entendent nullement manifester l'intention de se retirer à l'expiration de ce terme; ils désirent seulement s'en réserver la faculté, si les résultats de l'expérience tentée faisaient rendre la dénonciation désirable.

Sir HENRY BERGNE, Délégué de la Grande-Bretagne, appuie les observations de M. le Président. La Délégation britannique estime également le terme de cinq ans déjà fort court.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, dit que la Délégation allemande a agi conformément au vœu des industriels intéressés en se prononçant précédemment en faveur du terme de cinq ans. Les transformations qu'amènera, dans l'industrie comme dans la législation, le régime établi par la Convention, sont vraiment trop considérables pour s'exposer à la perspective de nouvelles modifications au bout de trois ans. L'honorable Délégué exprime donc l'espoir que la Délégation austro-hongroise pourra renoncer à sa demande.

S. Exc. le comte KHEVENHÜLLER METSCH rappelle qu'aux termes de l'article 9 de la Convention de 1888, il était loisible aux États contractants de se retirer dès l'expiration de la deuxième année.

Peut-être la Conférence consentirait-elle à permettre, à titre exceptionnel, à l'Autriche et à la Hongrie de sortir de l'Union au bout de trois ans.

Sur la proposition de la Délégation britannique, M. LE PRÉSIDENT, tout en constatant que la Conférence a déjà indiqué ses préférences pour le terme de cinq années, demande à l'assemblée de se prononcer sur la durée à assigner à la convention.

Les Délégations de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de la Roumanie et de la Suède votent en faveur du terme de cinq ans. La Délégation italienne s'abstient.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, dit qu'il aura soin de réclamer de nouvelles instructions.

L'assemblée fixe sa prochaine réunion au samedi 1^{er} mars, à 10 heures et demie.

La séance est levée à 7 heures et demie.

Le Président,
P. DE SMET DE NAEYER.

Les Secrétaires,

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

VINGTIÈME SÉANCE

SAMEDI 1^{er} MARS 1902

Présidence de M. le comte de SMET DE NAEYER.

La séance est ouverte à 10 heures et demie.

M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'il a été décidé, dans la seizième séance, que la Conférence se réunirait le présent jour pour entendre la réponse définitive des diverses Délégations au sujet de la combinaison suggérée par lui en vue d'amener une entente, combinaison dont les éléments sont les suivants :

Application de la Convention à partir du 1^{er} septembre 1903 ;

Abandon par la France de l'avance consentie en 1900 ;

Limitation de la surtaxe à 6 francs, sauf relèvement éventuel de 1 franc au maximum en cas d'envahissement du marché intérieur de l'un ou l'autre des États contractants.

S. Exc. M. le comte DE WALLWITZ, Ministre d'Allemagne, annonce à l'as-

semblée que la Délégation allemande n'a pas encore reçu l'autorisation d'accéder, au nom de son Gouvernement, à la proposition dont il s'agit.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, dit que la Délégation austro-hongroise est autorisée à accepter la combinaison proposée par M. le Président, sous la condition expresse que le Protocole de clôture reproduira la formule concernant le relèvement de la surtaxe en cas d'invasion du marché national. L'assentiment de la Délégation est subordonné, au surplus, au fait que la combinaison sera également acceptée par toutes les autres Délégations.

L'honorable Délégué ajoute qu'il n'a pas reçu de nouvelles instructions quant à la durée de la Convention. En attendant, il ne fait pas d'objection à ce que l'article 10 figuré au projet de Convention, avec le texte qui lui a été donné jusqu'ici.

S. Exc. M. DE VILLA URRUTIA, Ministre d'Espagne, déclare être en mesure d'adhérer définitivement à la solution indiquée.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, dit que la Délégation française est autorisée à accepter la combinaison formulée par M. le Président. Toutefois, en ce qui concerne la date de l'entrée en vigueur, il lui semble, pour les raisons déjà exposées, que la mise à exécution à partir du 1^{er} septembre 1902 serait le moyen le plus sûr d'éviter la situation critique à craindre pour la période transitoire qui s'écoulera après la signature de la Convention.

A ce propos, l'honorable Délégué se demande si le choix de la date du 1^{er} septembre 1902 ne faciliterait pas à la Délégation austro-hongroise l'acceptation du terme de cinq ans pour la durée de l'acte à intervenir. L'expiration de ce terme serait dès lors avancée d'une année, et les deux parties de la Monarchie seraient déliées plus tôt de leurs engagements, ce qui paraît surtout être dans le désir de la Délégation.

Sous le bénéfice de la réserve qu'il vient de formuler conformément aux instructions de son Gouvernement, S. Exc. M. le Ministre de France déclare accepter la combinaison proposée, en insistant pour que la Conférence examine si la fixation de l'entrée en vigueur au 1^{er} septembre 1902 ne constituerait pas la solution la plus satisfaisante.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit que la Délégation britannique est autorisée à accepter dans son intégralité la combinaison qui a été soumise à la Conférence.

En ce qui concerne la date de la mise en vigueur, la Délégation a déjà manifesté ses préférences pour l'année 1902. Toutefois, ce point formant l'un des éléments de la transaction intervenue, le choix de cette date devrait éventuellement être subordonné au consentement général.

Les Délégations de l'Italie, des Pays-Bas, de la Roumanie, de la Suède et de la Belgique déclarent successivement donner leur adhésion définitive à la solution proposée.

M. LE PRÉSIDENT se félicite d'avoir à enregistrer les réponses qui viennent d'être faites. Il exprime l'espoir que la Délégation allemande pourra bientôt joindre son adhésion à celle des autres Délégations.

Il convie la Conférence à procéder immédiatement à un échange de vues sur la proposition formulée par la Délégation française quant à l'époque de la mise en vigueur de la Convention.

M. de KOERNER Délégué de l'Allemagne, ne peut que répéter qu'il est absolument impossible à la Délégation allemande d'accepter la date du 1^{er} septembre 1902 pour la mise à exécution de la Convention : la date du 1^{er} septembre 1903 serait la plus rapprochée qu'elle pourrait admettre.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, dit que les instructions reçues par la Délégation austro-hongroise sont basées sur la combinaison proposée par M. le Président, laquelle comportait la mise en vigueur à partir de 1903 seulement ; la Délégation ne pourrait, dans ces conditions, provoquer de nouvelles instructions en ce qui concerne ce dernier point.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, fait remarquer que la proposition d'avancer d'une année l'application de la Convention lui avait été inspirée d'abord par les considérations d'ordre général déjà exposées, mais qu'il pensait en outre que l'un des résultats de la fixation au 1^{er} septembre 1902 de la mise en vigueur de la Convention serait de faciliter à l'Autriche et à la Hongrie l'acceptation du délai de cinq ans.

Si la Conférence ne croit pas pouvoir se rallier à la date du 1^{er} septembre 1902, il restera à examiner les mesures à prendre pour éviter, dans l'interval, une production excessive qui viendrait augmenter le stock actuel.

M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'il a déjà signalé à diverses reprises l'opportunité qu'il y aurait d'adopter des dispositions transitoires propres à empêcher que la situation difficile dans laquelle se trouve l'industrie sucrière ne s'aggrave encore.

Il devrait être entendu que les Etats contractants ne prendront, d'ici à la mise en vigueur de la Convention, aucune mesure de nature à stimuler la production du sucre, et la Conférence ferait œuvre plus complète encore si elle se mettait d'accord sur le moyen d'arriver à restreindre cette production.

Il ne paraît pas douteux que la Conférence sera unanime quant à la nécessité de s'abstenir de rien faire qui puisse augmenter le stock déjà existant. Mais il serait néanmoins fort désirable que les diverses Délégations fissent à cet égard des déclarations qui seraient consignées au procès-verbal.

S. Exc. M. GÉRARD demande si l'on ne pourrait insérer au Protocole de clôture une disposition liant tous les Etats signataires.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit qu'en présence de la situation économique actuelle des colonies des Indes occidentales, le Royaume-Uni ne pourrait souscrire à l'engagement de réduire la production ; le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'efforcera, au contraire, de relever l'industrie sucrière dans ces colonies, son désir étant même d'arriver à lui permettre de lutter sur les marchés internationaux.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il avait en vue les pays d'Europe dont la production s'est développée d'une façon excessive dans ces dernières années, et non les colonies anglaises.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, constate que les instructions de la Délégation austro-hongroise ne lui permettraient pas de prendre des engagements dans le sens d'une réduction de la production pendant la campagne prochaine. Des obligations de l'espèce devraient, le cas échéant, faire l'objet d'une convention distincte. Il tient à constater qu'en Autriche-Hongrie, les emblavements de l'année courante seront réduits d'environ 15 o/o relativement à ceux de l'année dernière.

Après la déclaration que vient de faire l'honorable premier Délégué de la Grande-Bretagne, il semble inopportun d'insister sur des mesures qui auraient pour but de restreindre la production en Europe. Le surcroît de la production aux Indes occidentales augmentera le stock existant.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, dit que la Délégation allemande apprécie tout le danger qu'offrirait une surproduction pendant la campagne qui précédera la mise en vigueur de la Convention. Il est permis d'espérer que l'industrie s'en rendra compte également et qu'elle sera assez prudente pour restreindre la production. Des renseignements recueillis à cet égard par la Délégation lui font croire qu'en Allemagne, comme en Autriche-Hongrie, la culture sera moins étendue que l'an dernier. Il serait toutefois impossible de prendre des mesures législatives dans ce sens avant 1903 ; des difficultés d'ordre parlementaire s'y opposeraient. Aussi la Délégation ne pourrait-elle prendre aucun engagement dans le sens indiqué.

S. Exc. M. GÉRARD fait remarquer que les objections présentées successivement par les Délégations de la Grande-Bretagne, de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne visent la réduction de la production pendant la prochaine campagne. Si les Etats représentés à la Conférence ne croient pas possible de se lier à cet égard, ils ne verront sans doute pas les mêmes obstacles à s'engager à maintenir le *statu quo* pendant le délai qui s'écoulera avant la mise en vigueur de la Convention, c'est-à-dire à ne prendre aucune mesure qui serait de nature à activer la production du sucre.

M. LE PRÉSIDENT considère que la décision prise par la Conférence de supprimer les primes implique comme corollaire l'obligation de ne pas les augmenter d'ici à l'entrée en vigueur de la Convention.

A la vérité, la Grande-Bretagne a déclaré depuis le début de la Conférence qu'elle entendait conserver sa liberté d'action pendant cet intervalle. Mais les mesures qu'elle a entendu se réserver la faculté d'appliquer à certaines de ses colonies ne sont pas de nature à provoquer une surproduction nouvelle, et il n'y a pas incompatibilité entre les réserves de la Grande-Bretagne et la proposition de la Délégation française.

S. Exc. M. PHIPPS dit que les observations qui viennent d'être présentées par M. le Président sont précisément celles qu'il se proposait lui-même de formuler.

S. Exc. M. GÉRARD estime comme M. le Président qu'il n'y a pas de caractère inconciliable entre sa proposition et les réserves exprimées par la

Délégation britannique quant aux colonies des Indes occidentales. Il doit être entendu cependant que la faculté laissée à ces colonies est tout à fait temporaire et disparaîtra lorsque la Convention sera mise en vigueur.

S. Exc. M. PHIPPS se déclare d'accord avec l'honorable Délégué de la France.

M. LE PRÉSIDENT propose, comme conclusion de l'échange de vues qui vient d'avoir lieu, l'insertion au procès-verbal de la résolution suivante :

« Les Délégués se sont trouvés d'accord pour recommander à la bienveillante attention de leurs Gouvernements l'examen des mesures qui seraient de nature à parer aux inconvénients d'ordre économique que présente l'ajournement au 1^{er} septembre 1903 de la mise en vigueur de la Convention : notamment la suppression des primes directes. »

Ces derniers mots ont été ajoutés à la demande de S. Exc. M. GÉRARD.

La résolution ainsi formulée est adoptée par la Conférence.

L'assemblée reprend l'examen de l'avant-projet de Convention.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de l'article 11, ainsi conçu :

Les dispositions de la présente Convention seront appliquées aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes, à l'exception toutefois des possessions ou colonies britanniques et néerlandaises, au sujet desquelles des déclarations ont été insérées au Protocole.

Il fait remarquer qu'il y a une opposition entre les termes de cet article et ceux des articles 5 et 8 : tandis que l'article 5 met les colonies, sans distinction de pays, sur le même pied que la métropole quant à l'application du taux minimum du tarif d'importation, et que l'article 8, s'occupant du transit, vise également les colonies de tous les Etats contractants, l'article 11, au contraire, semble exclure complètement des dispositions de la Convention les possessions ou colonies britanniques et néerlandaises. Afin de faire disparaître ce désaccord des textes, M. le Président propose, pour l'article 11, la rédaction suivante :

Les dispositions de la présente Convention seront appliquées aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes. En seront exceptées toutefois les possessions ou colonies britanniques et néerlandaises, au sujet desquelles des déclarations sont insérées au Protocole final, sauf en ce qui concerne les dispositions faisant l'objet des articles 5 et 8.

Cette rédaction est adoptée.

L'assemblée aborde l'examen de l'article 12, ainsi formulé :

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de chacun des Pays contractants.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à

Bruxelles, au Ministère des Affaires Etrangères, le 1^{er} février 1903; ou plus tôt si faire se peut.

Il est entendu que la présente Convention ne deviendra obligatoire de plein droit que si elle est ratifiée au moins par celles des Puissances contractantes qui ne sont pas visées par la disposition exceptionnelle de l'article 6.

Le premier alinéa est adopté sans observations.

A propos du deuxième alinéa, S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, demande s'il ne conviendrait pas de substituer la date du 31 mars 1903 à celle du 1^{er} février. On disposerait ainsi d'un temps plus long pour préparer l'opinion publique au changement de régime, avant le vote des Parlements. L'honorable Délégué ne fait d'ailleurs pas à cet égard de proposition formelle; il se borne à soumettre la question à l'appréciation de la Conférence.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que l'ajournement dont parle S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie aurait pour effet de réduire d'autant le délai dont on disposera pour prendre les mesures d'ordre législatif qui devront être arrêtées après le dépôt des ratifications. La date du 31 mars est, d'autre part, fort rapprochée de l'époque où l'on plante la betterave.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, ajoute que si l'un des Etats contractants non visés à l'article 6 ne ratifiait pas dans le délai prévu, les autres Etats signataires auraient à se concerter sur le point de savoir si la Convention entrera en vigueur entre eux. A cet égard également, il est désirable de ne pas réduire l'intervalle entre la ratification et la date de la mise en vigueur.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH dit qu'il n'insiste pas pour demander l'adoption de la date qu'il a indiquée.

Le deuxième alinéa est, en conséquence, maintenu avec son texte actuel.

En ce qui concerne le troisième alinéa, M. LE PRÉSIDENT fait connaître que la Délégation britannique propose de substituer au texte reproduit plus haut la disposition suivante :

« Dans le cas où une ou plusieurs des Puissances contractantes, autres que
« celles visées par la disposition exceptionnelle de l'article 6, n'auraient pas
« déposé leurs ratifications dans le délai prévu, le gouvernement belge pro-
« voquerait immédiatement une décision des autres Pays signataires quant à
« la mise en vigueur, entre eux seulement, de la présente Convention. »

D'après le texte actuel, si l'un des Etats non visés à l'article 6 ne ratifiait pas dans le délai voulu, la Convention resterait sans aucun effet. Aux termes de la nouvelle disposition préconisée par la Délégation britannique, au contraire, les Etats ayant ratifié auraient à s'entendre pour décider si la Convention deviendra exécutoire entre eux.

M. BOUSQUET, Délégué de la France, fait remarquer que la rédaction adoptée précédemment donnait aux Parlements la garantie que les engage

ments insérés dans la Convention ne lieraient les Etats respectifs qu'au cas où tous les Etats, autres que ceux visés à l'article 6, l'adopteraient également. Le nouveau texte ne donnerait aucune garantie à cet égard : les Parlements ne sauraient, au moment où ils seront appelés à voter la Convention, quels seront les Etats qui se trouvent liés effectivement.

M. LE PRÉSIDENT répond que la disposition nouvelle n'engage pas définitivement les Etats signataires. Elle réserve simplement, pour l'hypothèse prévue, une décision spéciale de la part des pays qui auront ratifié : ceux-ci pourront donc se prononcer librement.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, fait remarquer que les deux textes — le nouveau et l'ancien — loin d'être inconciliables, se compléteraient parfaitement.

M. BOUSQUET dit qu'en effet la disposition primitive constituera pour les Parlements la garantie qu'ils ne s'engagent d'une manière ferme et définitive que si tous les Etats non visés à l'article 6 sont compris dans l'Union ; en même temps il serait prévu une procédure pour le cas où tous ces Etats n'auraient pas ratifié. La solution consistant à combiner les deux textes paraît donc excellente.

M. LE PRÉSIDENT, se ralliant aux dernières observations qui viennent d'être formulées par la Délégation française, soumet à l'assemblée le texte ci-après, qui formerait le troisième alinéa de l'article 12 :

Il est entendu que la présente Convention ne deviendra obligatoire de plein droit que si elle est ratifiée au moins par celles des Puissances contractantes qui ne sont pas visées par la disposition exceptionnelle de l'article 6. Dans le cas où une ou plusieurs desdites Puissances n'auraient pas déposé leurs ratifications dans le délai prévu, le Gouvernement belge provoquerait immédiatement une décision des autres Pays signataires quant à la mise en vigueur, entre eux seulement, de la présente Convention.

Cette rédaction est adoptée.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que la Conférence s'est réservé de revenir sur le texte de l'article 9, déjà examiné au cours de la précédente séance.

D'après la rédaction actuelle, la demande d'adhésion à la Convention, de la part d'un Etat non représenté à la Conférence, emporterait de plein droit son admission.

D'autre part, l'article 7 prévoit, sous le littéra *d*, une instruction préalable par la Commission permanente. Si la Conférence estime que cette instruction est nécessaire, la rédaction de l'article 9 devra être modifiée.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, et M. DELATOUR, Délégué de la France, se prononcent dans le sens de l'opportunité de l'instruction préalable.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, propose de compléter le premier alinéa de l'article 9 par ces mots : « et après avis conforme de la Commission permanente internationale ».

M. LE PRÉSIDENT se rallie à cette modification. Il propose, d'autre part, de substituer le mot « charges » au mot « clauses » figurant dans le deuxième alinéa. Le texte de l'article deviendrait donc le suivant :

Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande et après avis conforme de la Commission permanente internationale.

L'adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement belge, et par celui-ci à tous les autres. Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les charges et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention, et produira ses effets à partir du 1^{er} septembre qui suivra l'envoi de la notification faite par le Gouvernement belge aux autres Etats contractants.

Ce texte est adopté.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, demande comment il serait procédé si un Etat non signataire adhéra à la Convention avant que la Commission permanente ne soit constituée ou les ratifications déposées.

M. LE PRÉSIDENT répond que le Gouvernement belge serait heureux de prêter ses bons offices en pareil cas. La Commission pourra se réunir aussitôt les ratifications déposées, et la Belgique veillerait à ce qu'elle fût convoquée sans retard en vue de l'instruction nécessaire.

S. Exc. M. PHIPPS se déclare satisfait.

La Conférence aborde l'examen du Protocole de clôture.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture du préambule, ainsi que de la disposition se rattachant à l'article 3 et qui vise le relèvement éventuel de la surtaxe.

Ces textes ne donnent lieu à aucune observation. Ils sont ainsi formulés :

Au moment de procéder à la signature de la Convention relative au régime des sucres conclue, à la date de ce jour, entre les Gouvernements..., les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

A l'article 3. — Considérant que le but de la surtaxe est de protéger efficacement le marché de chaque pays producteur, les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de proposer un relèvement de la surtaxe dans le cas où des quantités considérables de sucres originaires d'un Etat contractant pénétreraient chez elles ; ce relèvement ne frapperait que les sucres originaires de cet Etat.

La proposition devra être adressée à la Commission visée à l'article 7, laquelle statuera, à bref délai, sur le bien fondé de la mesure proposée, sur la durée de son application et sur le taux du relèvement ; celui-ci ne dépassera pas un franc par 100 kilogrammes.

L'adhésion de la Commission ne pourra être donnée que dans le cas où l'envahissement du marché considéré serait la conséquence d'une réelle infériorité économique ; et non le résultat d'une élévation factice des prix provoquée par une entente entre producteurs.

Ces dispositions seront suivies des déclarations se rattachant à l'article 11, c'est-à-dire relatives au régime à appliquer aux colonies.

En ce qui concerne les colonies néerlandaises, il sera stipulé ce qui suit :

Le Gouvernement des Pays-Bas déclare que, pendant la durée de la Convention, aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée aux sucres des colonies néerlandaises et que ces sucres ne seront pas admis dans les Pays-Bas à un tarif moindre que celui appliqué aux sucres originaires des Pays contractants.

Pour les colonies britanniques, il sera inséré une première déclaration ainsi formulée :

1° Le Gouvernement de la Grande-Bretagne déclare qu'aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée aux sucres des colonies de la Couronne pendant la durée de la Convention.

Cette déclaration sera suivie d'une autre, dans le sens de la communication faite à la Conférence par la Délégation britannique au cours de la dix-neuvième séance. Elle sera rédigée dans ces termes :

2° Il déclare aussi, par mesure exceptionnelle et tout en réservant, en principe, son entière liberté d'action en ce qui concerne les relations fiscales entre le Royaume-Uni et ses colonies et possessions, que, pendant la durée de la Convention, aucune préférence ne sera accordée dans le Royaume-Uni aux sucres coloniaux vis-à-vis des sucres étrangers.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, demande également l'insertion d'une déclaration constatant que la Convention sera soumise par le Gouvernement britannique aux colonies autonomes et aux Indes orientales afin qu'elles aient l'occasion d'y donner leur adhésion.

D'autre part, il devrait être stipulé que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a la faculté d'adhérer à la Convention au nom des colonies de la Couronne.

Il est décidé que le Protocole de clôture sera complété dans ce sens.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de la formule qui terminera ledit Protocole. Elle est ainsi conçue :

Le présent Protocole de clôture, qui sera ratifié en même temps que la Convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cette Convention et aura même force, valeur et durée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent Protocole.

La Conférence décide de se réunir de nouveau le même jour, à 3 heures.

La séance est levée à 1 heure.

Le Président,

P. DE SMET DE NAEYER.

Les Secrétaires

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

VINGT ET UNIÈME SÉANCE

SAMEDI 1^{er} MARS 1902

Présidence de M. le comte de SMET DE NAEYER.

La séance est ouverte à 3 heures et demie.

M. LE PRÉSIDENT procède à la lecture du projet de Convention tel qu'il résulte des discussions qui ont eu lieu dans les séances précédentes.

Il fait observer que la disposition de l'article 2 a été réunie à l'article 1^{er}, dont elle constitue ainsi le second alinéa ; l'article indiqué jusqu'ici sous le n° 2 *bis* devient l'article 2, et tous les articles subséquents conservent leur numérotation primitive.

A propos du littéra *c* figurant à l'article 1^{er}, et qui range parmi les primes « les exemptions d'impôt, totales et partielles, accordées pour une partie des produits de la fabrication », M. le Président fait remarquer qu'une exemption d'impôt ne constitue pas nécessairement une prime ; il s'agit, dans la disposition envisagée, d'exemptions partielles ou bonis de fabrication dont il n'est pas tenu compte dans la fixation du drawback. C'est le cas du régime actuel de la France.

M. le Président propose de remplacer les mots « accordées pour » par les termes « dont bénéficie », répondant mieux au sens qui vient d'être indiqué.

Cette modification de texte est adoptée.

M. le Président fait remarquer qu'à l'article 8, il conviendrait d'intercaler les mots « et des Indes orientales britanniques » après la mention « exception faite des colonies autonomes de la Grande-Bretagne ». La Grande-Bretagne ne s'engage, en effet, ni pour ses colonies autonomes ni pour les Indes orientales.

L'article 8 sera donc ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, pour elles et pour leurs colonies ou possessions, exception faite des colonies autonomes de la Grande-Bretagne et des Indes orientales britanniques, à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les sucres primés qui auront traversé en transit un pays contractant ne jouissent des avantages de la Convention sur le marché destinataire. La Commission permanente internationale fera à cet égard les propositions nécessaires.

L'article 11 donne lieu à une observation de la part de M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne.

Cet article est ainsi formulé :

Les dispositions de la présente Convention seront appliquées aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes. En seront exceptées toutefois les colonies et possessions britanniques et néerlandaises au sujet desquelles des déclarations ont été insérées au Protocole final, sauf en ce qui concerne les dispositions faisant l'objet des articles 5 et 8.

L'honorable Délégué fait remarquer que, lorsque cet article a été rédigé, il n'était question dans le Protocole de clôture, en ce qui concerne les colonies britanniques, que des colonies de la Couronne. La déclaration que l'on a décidé d'introduire dans le Protocole, au cours de la dernière séance, et qui vise l'adhésion éventuelle des colonies autonomes de la Grande-Bretagne, rend indispensable une modification du texte actuel de l'article 11.

La nouvelle rédaction à adopter pour cet article fait l'objet d'une proposition de M. DE KOERNER et de sir Henry BERGNE, amendée par S. Exc. M. GÉRARD. Elle est finalement arrêtée dans les termes suivants :

« Les dispositions de la présente Convention seront appliquées aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes. Sont exceptées toutefois les colonies et possessions britanniques et néerlandaises, sauf en ce qui concerne les dispositions faisant l'objet des articles 5 et 8.

La situation des colonies et possessions britanniques et néerlandaises est, pour le surplus, déterminée par les déclarations insérées au Protocole de clôture.

Passant à la deuxième déclaration insérée au Protocole de clôture relativement aux colonies britanniques, M. LE PRÉSIDENT constate que le mot « possessions » devait être joint au terme « colonies ». Cette déclaration serait dès lors ainsi conçue :

2° Il déclare aussi, par mesure exceptionnelle et tout en réservant, en principe, son entière liberté d'action en ce qui concerne les relations fiscales entre le Royaume-Uni et ses colonies et possessions, que, pendant la durée de la Convention, aucune préférence ne sera accordée dans le Royaume-Uni aux sucres coloniaux vis-à-vis des sucres étrangers.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, demande si le terme « possessions » ainsi ajouté comprend les Indes orientales.

Sir Henry BERGNE, Délégué de la Grande-Bretagne, répond affirmativement.

M. LE PRÉSIDENT ajoute que le mot « coloniaux » qui figure dans la même déclaration doit être entendu comme visant à la fois les sucres des colonies et ceux des possessions.

Sir Henry BERGNE dit qu'il en est bien ainsi.

M. LE PRÉSIDENT soumet à l'assemblée le texte de la déclaration à insérer dans le Protocole de clôture quant à l'adhésion éventuelle des colonies britanniques ; elle est formulée ainsi qu'il suit :

3° Il déclare enfin que la Convention sera soumise par ses soins aux colonies autonomes et aux Indes orientales pour qu'elles aient la faculté d'y donner leur adhésion.

Il est entendu que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a la faculté d'adhérer à la Convention au nom des Colonies de la Couronne.

Sir Henry BERGNE, Délégué de la Grande-Bretagne, tient à constater qu'en disant « au nom des colonies de la Couronne », on a eu en vue la faculté, pour la Grande-Bretagne, d'adhérer pour une ou plusieurs de ces colonies.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il ne peut y avoir de doute à cet égard.

La Conférence décide de se réunir le lundi 3 mars à 11 heures.

La séance est levée à 5 heures.

Le Président,

P. DE SMET DE NAEYER.

Les Secrétaires,

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

VINGT-DEUXIÈME SÉANCE.

LUNDI 3 MARS 1902

Présidence de M. le comte de SMET DE NAEYER.

La séance est ouverte à 11 heures.

M. LE PRÉSIDENT demande à la Délégation allemande si elle est en mesure de confirmer, au nom de son Gouvernement, son adhésion à la proposition transactionnelle sur laquelle les autres Délégations se sont prononcées définitivement dans l'avant-dernière séance.

Son Exc. M. le comte DE WALLWITZ, Ministre d'Allemagne, répond que la Délégation allemande n'est pas encore en possession des instructions de son Gouvernement relativement à cet objet ; celles-ci ne tarderont pas à lui parvenir, et elle a l'espoir qu'elles seront conçues dans un sens approbatif.

M. LE PRÉSIDENT propose de procéder à la lecture du texte de la Convention, mis au point, qui a été distribué à MM. les Délégués.

A propos de l'article premier, M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, tient à rappeler que dans la dix-septième séance, il a été entendu que les glucoses ne sont pas comprises parmi les produits assimilés au sucre.

L'honorable Délégué dit également qu'il doit être convenu que les exemp-

tions d'impôt prévues au littéra c ne s'appliquent pas aux exemptions accordées, par exemple, aux sucres utilisés pour la nourriture du bétail.

M. LE PRÉSIDENT appuie cette observation, qui est en harmonie avec l'explication donnée par lui au début de la vingt et unième séance. Les exemptions ou réductions d'impôt ne tombent sous l'application de l'article premier que si elles constituent des bonis de fabrication pouvant donner naissance à une prime.

M. DE KOERNER se déclare satisfait.

En ce qui concerne l'article 3, M. DE KOERNER présente l'observation suivante :

Il est dit que la disposition limitant le chiffre de la surtaxe ne vise pas « le « taux des droits d'entrée dans les pays qui ne produisent pas de sucre ». Il doit être entendu que dès que ces pays deviendraient producteurs, ils devraient se soumettre à la règle établie par le premier alinéa de l'article 3.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'à partir de ce moment, les pays en question seraient obligés de limiter la surtaxe au taux conventionnel, c'est-à-dire qu'ils devraient établir un droit intérieur tel que l'écart entre ce droit et le droit d'entrée ne dépasse pas 6 francs, ou bien assigner à leur droit d'entrée sur les sucres un maximum de 6 francs, de telle manière qu'en aucun cas l'avantage fiscal assuré aux sucres indigènes sur les sucres étrangers ne dépasse ce chiffre.

Sir Henry BERGNE constate qu'un pays qui, sans produire de sucre brut, possède cependant des raffineries, ne peut être considéré comme pays producteur.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il en est évidemment ainsi.

D'autre part, on s'est trouvé d'accord pour convenir que les taux des surtaxes sur le sucre raffiné et sur le sucre brut devront être établis, dans les limites des maxima fixés, de manière telle qu'ils ne puissent en aucun cas donner naissance à une prime. Il faut que le droit d'entrée sur le sucre brut importé et le drawback sur le sucre raffiné exporté soient combinés de telle façon qu'il n'en résulte aucune prime à la sortie. Le système de la saccharimétrie écarte la possibilité de pareille prime.

M. DELATOUR, Délégué de la France, explique qu'en vue d'assurer à son industrie nationale une protection égale à celle dont bénéficierait l'industrie d'autres pays contractants, un Etat, — la France, par exemple — pourrait être amené à renoncer à la saccharimétrie uniquement au point de vue de l'application de l'article 3, le système restant, au contraire, en vigueur quant à la perception de l'impôt intérieur.

Il doit être bien entendu que l'article 3 ne met pas obstacle à l'exercice de la faculté dont il s'agit. Ce qui importe, c'est que l'application de cette disposition ne conduise, dans aucun cas, à l'institution d'une prime, et ce sera à la Commission permanente qu'incombera le soin d'y veiller.

M. LE PRÉSIDENT se rallie à ces observations, qui sont en harmonie avec celles qu'il vient de présenter lui-même.

Sur la proposition de S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, l'assemblée décide de remplacer, dans les différents articles, les mots « Puissances » et « Pays » par l'expression « Etats ».

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer, — en premier lieu, qu'il a cru devoir faire supprimer les mots « à la majorité des voix », qui figuraient dans le second alinéa de l'article 6, parce que cette mention faisait double emploi avec l'une des dispositions de l'article 7, — et, en second lieu, que le qualificatif « internationale » qui, au premier alinéa de l'article 7, accompagnait l'expression « Commission permanente », a été jugé inutile.

A propos de l'article 9, concernant l'accession de nouveaux Etats, S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, soumet à la Conférence la motion suivante :

« L'honorable Délégué est convaincu que les Délégations de tous les pays auront vu à regret qu'un des Etats ayant participé à la Conférence en 1898 n'était plus représenté dans la session actuelle : il s'agit de la Russie. Il demande à l'assemblée de décider la communication au Gouvernement Impérial, non seulement du texte de la Convention, mais aussi des procès-verbaux de la présente session. »

M. LE PRÉSIDENT se rallie d'autant plus volontiers à cette proposition que, dès le début de la première séance, tout en exprimant le regret de ne pas voir la Russie participer à la nouvelle session, il avait annoncé que le Gouvernement belge aurait soin d'informer le Gouvernement russe des résultats de la Conférence.

Il rappelle en outre qu'à cette occasion, il a exprimé l'espoir que le concours de la Russie ne serait pas définitivement perdu pour l'œuvre poursuivie.

La Conférence ne manquera sans doute pas de confirmer l'assentiment qu'elle avait implicitement donné aux intentions manifestées alors par son Président, en approuvant la proposition que vient de faire S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie.

Cette proposition rencontre l'approbation unanime de l'Assemblée.

M. le Président estime qu'il conviendrait d'énoncer, au premier alinéa de l'article 9, que l'avis de la Commission permanente sur les demandes d'admission doit être donné par un vote de majorité. Il fait remarquer que l'article 7 ne spécifie que deux objets — autres que les demandes d'admission — pour lesquels un vote de majorité suffit.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, constate que, pour les avis à donner par la Commission dans les cas autres que les deux objets auxquels M. le Président vient de faire allusion, l'unanimité n'est pas exigée ; rien n'est stipulé à cet égard ; or, à défaut d'indication contraire, il est de règle constante que c'est la majorité qui prononce.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, se demande si, pour l'admission de nouveaux Etats, un simple vote de majorité serait suffisant.

Les pays qui constitueront l'Union n'auront pu constituer cette Union que par un accord unanime : la question se pose dès lors de savoir si un Etat qui adhérerait après la signature de la Convention ne devrait pas réunir l'unanimité des voix des Etats déjà associés.

M. LE PRÉSIDENT invite l'assemblée à se prononcer sur le point de savoir si l'unanimité sera requise ou si un vote de majorité sera considéré comme suffisant.

Le système de l'unanimité obtient l'adhésion de sept Délégations. Les trois autres — celles de la Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas — déclarent préférer le système de la majorité.

M. le Président dit que la Délégation belge est prête, en présence du résultat du vote, à renoncer au système qui a ses préférences.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, exprime la crainte que des considérations étrangères à l'objet même de la Convention ne puissent entraîner, éventuellement, des votes défavorables à l'admission d'Etats dont la législation répondrait cependant aux exigences de la Convention.

Après un nouvel échange d'observations, M. LE PRÉSIDENT annonce qu'il s'est mis d'accord avec les Délégations de la France et de la Grande-Bretagne pour proposer à l'assemblée une solution intermédiaire. Il s'agirait de réserver, à l'égard des avis de la Commission portant sur le point envisagé, l'appel prévu pour les deux cas déjà spécifiés où la Commission a le pouvoir de décider par un vote de majorité. On ajouterait à l'avant-dernier alinéa de l'article 7 la phrase suivante : « La même procédure sera suivie en ce qui concerne l'instruction des demandes d'admission prévue au littéra e ».

Cette solution obtient l'approbation de la Conférence ; et, comme corollaire de cette décision, le texte du second alinéa de l'article 9 est, sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, arrêté en ces termes :

« La demande sera adressée par la voie diplomatique au Gouvernement belge, qui se » chargera, le cas échéant, de notifier l'adhésion à tous les autres Gouvernements. » L'adhésion emportera, de plein droit, accession à toutes les charges et admission à » tous les avantages stipulés par la présente Convention, et elle produira ses effets à » partir du 1^{er} septembre qui suivra l'envoi de la notification faite par le Gouvernement » belge aux autres Etats contractants. »

A la suite de la lecture de l'article 10, qui fixe notamment la durée de la Convention, S. Exc. M. le Comte de KHEVENHÜLLER METSCH se déclare heureux de pouvoir annoncer à la Conférence que les Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie ont autorisé la Délégation austro-hongroise à adhérer au terme de cinq ans.

M. LE PRÉSIDENT dit que la Conférence enregistre avec satisfaction cette déclaration.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH demande s'il est entendu qu'il sera procédé à la signature d'un seul instrument.

M. CAPELLE, Délégué de la Belgique, fait remarquer que l'épreuve distribuée antérieurement ne portait pas la mention : « Fait en un seul exemplaire », qui se trouve sur l'épreuve qui vient d'être distribuée.

Il est de règle, en droit international comme en droit civil, que les conventions synallagmatiques soient faites en autant d'originaux qu'il y a de parties et que chaque document contienne l'indication du nombre d'originaux dressés.

Cette procédure est toujours suivie pour les conventions diplomatiques qui lient deux ou trois pays seulement. Lorsque, comme dans le cas actuel, le nombre des Etats contractants est plus considérable, on a généralement recours à une procédure plus simple. Un seul instrument est signé par les Plénipotentiaires de tous les Etats intéressés ; ce document reste déposé dans les archives de l'un des Gouvernements spécialement désigné à cet effet, et celui-ci en délivre à tous les autres des copies certifiées conformes.

C'est cette dernière procédure que la Conférence sera sans doute d'avis d'adopter dans le cas présent. Rien n'empêche toutefois que l'on supprime les mots « en un seul exemplaire » si l'on craint que cette mention, qui semble ne pas tenir compte des copies certifiées délivrées à tous les Etats contractants, ne donne lieu à une fausse interprétation.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH déclare avoir eu uniquement en vue de préconiser la procédure la plus simple, n'impliquant la signature que d'un seul instrument.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, croit que, dans les conditions qui viennent d'être exposées, la mention « en un seul exemplaire » peut être maintenue ; elle présenterait même l'avantage de fixer la procédure pour l'avenir.

La Conférence décide qu'il en sera ainsi.

Il est ensuite procédé à la lecture du Protocole.

M. LE PRÉSIDENT propose d'intercaler, dans le premier alinéa de la disposition se rapportant à l'article 3, les mots « chacune en ce qui la concerne » après les mots « les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté ».

Il juge également utile de mentionner, au deuxième alinéa, que c'est par un « vote de majorité » que la Commission statuera sur le bien-fondé du relèvement proposé.

Ces deux modifications de texte sont approuvées.

Sir Henry BERGNE, Délégué de la Grande-Bretagne, demande que, dans la seconde des déclarations relatives aux colonies britanniques, les mots « vis-à-vis des sucres étrangers », qui la terminent, soient remplacés par : « vis-à-vis des sucres originaires des Etats contractants ». Cette rédaction, plus précise, est d'ailleurs conforme au texte de la déclaration néerlandaise.

L'assemblée approuve la modification dont il s'agit.

La Conférence décide de se réunir à nouveau le même jour à 4 heures et demie.

La séance est levée à 1 heure.

Le Président,

P. DE SMET DE NAEYER.

Les Secrétaires,

J. JANSSENS.

J. BRUNET,

VINGT-TROISIÈME SÉANCE

LUNDI 3 MARS 1902

Présidence de M. le comte de SMET DE NAEYER.

La séance est ouverte à 4 heures et demie.

M. LE PRÉSIDENT croit devoir présenter une observation au sujet de la rédaction du troisième alinéa de l'article 10, ainsi conçu :

Dans le cas où l'un des États contractants dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard ; les autres États conserveraient, jusqu'au 31 octobre de l'année de la dénonciation, la faculté de notifier l'intention de se retirer à leur tour à partir du 1^{er} septembre de l'année suivante. Si plus d'une Puissance voulait se retirer, une Conférence des Puissances contractantes se réunirait à Bruxelles dans les trois mois pour aviser aux mesures à prendre.

Il conviendrait, semble-t-il, de rédiger cette disposition de manière à mieux marquer qu'il y aurait lieu à la réunion d'une Conférence dans le cas où, à la suite de la dénonciation faite par un Etat, l'un des Etats restants aurait simplement manifesté l'intention de se retirer à son tour. Cet Etat serait alors invité à prendre part à la Conférence nouvelle, M. le Président propose, en conséquence, la rédaction suivante :

Dans le cas où l'un des États contractants dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard ; les autres États conserveraient, jusqu'au 31 octobre de l'année de la dénonciation, la faculté de notifier l'intention de se retirer également à partir du 1^{er} septembre de l'année suivante. Si l'un de ces derniers États entendait user de cette faculté, le Gouvernement belge provoquerait la réunion à Bruxelles, dans les trois mois, d'une Conférence qui aviserait aux mesures à prendre.

Ce texte est approuvé par l'assemblée.

S. Exc. M. le comte de WALLWITZ, Ministre d'Allemagne, fait à la Conférence la communication ci-après :

« Au cours de la seizième séance, M. le Président avait fait, dans le but d'amener sur certains points une entente générale, une proposition transactionnelle d'après laquelle :

« 1° L'entrée en vigueur de la Convention serait fixée au 1^{er} septembre 1903 ;

« 2° Le maximum de la surtaxe serait fixé à 6 francs ;

« 3° La France renoncerait à toute espèce de prime ;

« 4° La faculté de proposer un relèvement de la surtaxe d'un franc serait, sous certaines conditions, concédée à chacun des Etats pour le cas où des quantités considérables de sucre originaires d'un pays contractant pénétreraient chez eux.

« La concession visée sous le 2° a été élargie au cours de la séance suivante, à la suite d'une observation faite par la Délégation française. Il est maintenant prévu, aux termes de l'article 3, un maximum de surtaxe de 6 francs par 100 kilogrammes pour le sucre raffiné et les sucres assimilables au raffiné, et de 5 fr. 50 pour les autres sucres.

« La Délégation de l'Allemagne, pour être à même de répondre à la proposition de M. le Président concernant ces différents points, avait dû demander de nouvelles instructions. Ces instructions nous sont parvenues actuellement, et je puis, au nom de la Délégation allemande, adhérer aux points spécifiés sous les 2°, 3° et 4°, sous réserve de quelques observations que nous présenterons tantôt.

« Quant au premier point, le Gouvernement Impérial a dû se convaincre que si l'échange des ratifications se fait, ainsi qu'il est prévu par le deuxième alinéa de l'article 12, à la date du 1^{er} février 1903, il sera matériellement impossible de prendre à temps les mesures législatives et administratives nécessaires pour que l'entrée en vigueur de la Convention puisse être effectuée à la date du 1^{er} septembre de la même année.

« Les ressorts intérieurs insistent sur ce que le laps de temps qui s'écoulerait du 1^{er} février 1903 — représentant la date extrême pour le dépôt des ratifications — au 1^{er} septembre 1903 — date projetée pour l'entrée en vigueur de la Convention — serait beaucoup trop court pour permettre à l'agriculture et à l'industrie de se préparer à temps à faire face aux exigences du nouvel état de choses.

« La fixation d'une date plus rapprochée pour l'échange des ratifications présenterait de graves inconvénients, parce qu'il n'est pas certain que, dans ce cas, les instances parlementaires pourraient être parcourues en temps utile. Cette difficulté se rencontrerait plus ou moins dans tous les pays.

« Pour éviter cet écueil et ne pas être pris au dépourvu, mieux vaudrait donc fixer au 1^{er} septembre 1904 la date d'entrée en vigueur de la Convention. »

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, demande la permission de rappeler que la question de la date d'entrée en vigueur de la Convention a été

discutée, en dernier lieu, dans la vingtième séance, et que la Délégation française a exprimé à nouveau le désir très vif qu'aurait eu le Gouvernement de la République de voir adopter l'année 1902. L'honorable Délégué croit pouvoir se référer aux motifs invoqués à cette occasion. C'est par esprit de conciliation que, malgré les graves inconvénients que peut présenter le choix d'une époque plus éloignée, la Délégation française a accepté la date du 1^{er} septembre 1903. Mais celle-ci est, dans la pensée de la Délégation, le terme extrême de la mise à exécution, et il ne lui serait pas possible de consentir à un plus long ajournement.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, dit que la Délégation austro-hongroise a toujours été favorable au choix d'une date relativement éloignée. La raison en est qu'avec un intervalle de deux campagnes avant la mise en vigueur de la Convention, l'industrie, habituée à jouir de certains avantages, disposerait d'un temps plus long pour changer d'orientation.

Mais, par le même esprit de conciliation dont se déclare animée la Délégation française, elle s'est rangée à l'avis de la majorité en acceptant la date de 1903. Toutefois, les instructions que la Délégation austro-hongroise a reçues jusqu'ici lui prescrivent de se joindre aux Délégations qui proposeraient une date plus éloignée; dans ces conditions, elle ne peut qu'appuyer la demande de la Délégation allemande.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit que M. le Président a parfaitement interprété la pensée de la Délégation britannique lorsqu'il a déclaré que la combinaison proposée dans la seizième séance ne laissait place à aucune modification. Il la représentait, avec raison, comme la résultante de concessions mutuelles, devant être admises ou repoussées dans leur ensemble.

La proposition qui vient d'être faite modifie, de l'avis de la Délégation britannique, l'une des bases essentielles de la transaction intervenue; et si la date jusqu'ici acceptée était abandonnée, c'est à celle de 1902 que la Délégation britannique devrait, comme la Délégation française, donner la préférence.

M. LE PRÉSIDENT constate que la combinaison que vient de rappeler S. Exc. M. Phipps réclamait certains sacrifices de la part des diverses Délégations et constituait ainsi une transaction dont tous les éléments étaient étroitement unis. C'est là un premier motif, pour la Conférence, de ne pas revenir sur la décision déjà prise quant à la date de la mise en vigueur. De plus, au point de vue de l'intérêt général, comment la Conférence pourrait-elle se rallier à une proposition qui, en reculant la mise à exécution de la Convention, viendrait aggraver la situation et neutraliser en partie les bons effets que l'on attend de l'accord international?

Peut-être serait-il possible de donner satisfaction dans une certaine mesure au désir de la Délégation allemande en abrégant d'un mois, par exemple, le délai fixé pour le dépôt des ratifications.

La Conférence décide de passer à un nouveau vote sur la date du 1^{er} septembre 1903, actuellement adoptée pour l'entrée en vigueur de la convention.

Toutes les Délégations, sauf celles de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, se prononcent en faveur du maintien de cette date.

S. Exc. M. le comte DE WALLWITZ, Ministre d'Allemagne, dit qu'en présence de l'opposition presque unanime qu'a rencontrée sa proposition et dans le vif désir de voir aboutir la Conférence, la Délégation de l'Allemagne déclare accepter la date du 1^{er} septembre 1903. Elle estime cependant que la date du dépôt des ratifications devrait, dans ces conditions, être aussi rapprochée que possible.

M. LE PRÉSIDENT dit que la Conférence enregistrera certainement avec satisfaction la déclaration conciliante de la Délégation allemande ; il exprime l'espoir qu'elle n'hésitera pas à avancer d'un mois la date extrême fixée pour le dépôt des ratifications.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, rappelle que c'est en vue de répondre au vœu de la Conférence que la Délégation austro-hongroise avait retiré sa proposition de reculer cette date jusqu'au 31 mars 1903. Il ne lui serait donc pas possible d'adhérer à une proposition tendant au contraire à avancer la date actuelle, sans réclamer au préalable de nouvelles instructions.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, demande si l'on ne pourrait stipuler, par une déclaration insérée au Protocole de clôture, que l'Autriche-Hongrie aurait le droit de ratifier jusqu'au 1^{er} février 1903, tandis que les autres États devraient déposer leurs ratifications avant le 1^{er} janvier.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, répond que la Délégation austro-hongroise serait disposée à accepter une combinaison de ce genre. Il ajoute que les Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie feraient, le cas échéant, toute diligence pour arriver à ratifier à la date fixée pour les autres États.

L'honorable Délégué, désireux de tenir compte des préférences des diverses Délégations, réclamera toutefois de nouvelles instructions en vue de se rallier, si possible, à la date qui a été proposée à la demande de la Délégation allemande.

La Conférence décide de réserver provisoirement la question.

M. le commandeur MARAINI, Délégué de l'Italie, désire présenter quelques observations visant l'application de la Convention aux colonies italiennes.

Il tient à constater que le commerce des sucres entre l'Italie et ses colonies, notamment l'Erythrée, ne devrait, en aucun cas, être considéré comme justifiant l'application du second alinéa de l'article 6, visant l'éventualité où les pays mentionnés au premier alinéa deviendraient des pays exportateurs, au sens de la Convention.

Si, comme la chose ne paraît pas douteuse, la Conférence est de cet avis, la Délégation se bornera à demander que son interprétation soit actée au procès-verbal.

M. LE PRÉSIDENT dit que l'interprétation de la Délégation italienne est parfaitement fondée et n'est contredite par aucune disposition de la Convention.

M. DELATOUR, Délégué de la France, fait remarquer qu'il devrait être en-

tendu cependant que l'Erythrée prendrait les mesures nécessaires pour que les sucres italiens ne puissent être réexportés vers d'autres marchés.

M. LE PRÉSIDENT constate que l'article 8 donne toutes garanties à cet égard.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, ajoute qu'au surplus, si le sucre italien sortait de l'Erythrée pour être dirigé vers un autre pays, l'Italie serait considérée comme pays exportateur et perdrait, dès lors, le bénéfice des dispositions de l'article 6.

M. LE PRÉSIDENT appuie cette dernière observation. Il dit que, dans l'hypothèse envisagée par S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch, la Commission permanente aurait à se prononcer dans le sens indiqué.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, fait connaître que la Délégation allemande doit présenter une observation au sujet des dispositions insérées au Protocole de clôture et se rattachant à l'article 3.

La Délégation a été chargée par son Gouvernement de demander qu'il soit ajouté aux stipulations dont il s'agit une disposition conçue dans ce sens : L'Etat contre lequel un autre Etat a été autorisé à relever la surtaxe aura le droit de relever celle-ci du même montant vis-à-vis de cet Etat, de manière qu'il y ait réciprocité.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, juge cette proposition inacceptable. Est-il admissible qu'après avoir accordé un relèvement de la surtaxe à un Etat dont le marché a été envahi, l'on donne, sous prétexte de réciprocité, la même faculté à l'Etat envahisseur ? Ce serait en quelque sorte un encouragement accordé à ce dernier pour l'acte contre lequel le premier a été autorisé à se défendre.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, fait remarquer que la proposition suggérée introduirait, sans utilité pratique, une réelle complication dans une disposition qui a été mûrement étudiée. Il demande que la question fasse l'objet d'un vote.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, dit que la Délégation française ne voit aucune raison de modifier le texte sur lequel les diverses Délégations s'étaient mises d'accord.

M. LE PRÉSIDENT invite l'assemblée à se prononcer sur la disposition proposée.

Toutes les Délégations, excepté celle d'Allemagne, votent en faveur du maintien du texte primitif.

En présence de la résolution manifestée par la Conférence, la Délégation allemande n'insiste pas.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, rappelle que, dans la deuxième séance, la Délégation britannique a fait la communication suivante :

« Les Délégués de la Grande-Bretagne sont en mesure d'affirmer que si une convention pour la suppression des primes est conclue, le Gouvernement des Indes orientales est tout prêt à supprimer, vis-à-vis des Etats contractants, les droits compensateurs actuellement en vigueur. »

Le Gouvernement allemand désirerait qu'une déclaration dans ce sens fût insérée au Protocole de clôture, ou tout au moins que la Délégation britannique fût en mesure de confirmer la communication qui vient d'être reproduite.

M. OZANNE, Délégué de la Grande-Bretagne, dit que la Délégation britannique est en mesure de confirmer la Déclaration faite par elle au cours de la deuxième séance. Se référant à la faculté accordée à son Gouvernement par le 3^e des déclarations relatives à l'article 11 insérées au Protocole de clôture, il ajoute que, d'après les dernières informations reçues, le Gouvernement des Indes orientales a l'intention d'adhérer à la convention si, d'après examen du texte arrêté, elle paraît satisfaisante eu égard à la situation économique de ce pays.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, se déclare satisfait.

Il ajoute que la Délégation allemande a été chargée par son Gouvernement de demander à la Conférence de vouloir bien préciser la portée du littéra *e* de l'article 1^{er}, qui range parmi les primes « les bénéfices résultant de l'exagération du drawback ».

D'après les discussions qui ont eu lieu précédemment, le mot « exagération » indique que le drawback ne peut, en aucun cas, être supérieur à l'impôt.

L'honorable Délégué serait heureux de voir constater au procès-verbal que cette interprétation répond bien à l'idée de la Conférence.

M. LE PRÉSIDENT dit que la Conférence ne peut qu'être unanime à ratifier cette interprétation.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, constate que dans certains pays de l'Europe, il y a une tendance à affecter en partie les impôts directs, notamment l'impôt foncier, aux besoins de la commune et de la province. Ou peut se demander quel serait, au point de vue de la Convention, le devoir d'un gouvernement si une province voulait exempter de l'impôt foncier les terres consacrées à la culture de la betterave.

M. LE PRÉSIDENT estime que les impositions provinciales et communales n'ont généralement pas une importance suffisante pour exercer une influence appréciable sur le prix des denrées. La Conférence n'a pas davantage à se préoccuper, semble-t-il, du cas peu probable où l'Etat lui-même viendrait à exempter du principal de l'impôt foncier les terres emblavées de betteraves. Eventuellement, la question devrait être examinée par la Commission permanente.

M. le Président constate ensuite que l'accord est établi sur le texte de toutes les dispositions de la Convention et du Protocole de clôture.

Eu vue de hâter la signature de l'instrument, il demande à l'assemblée d'examiner s'il ne serait pas possible de régler immédiatement la question de la date du dépôt des ratifications, discutée au début de la séance.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, confirme que la Délégation austro-hongroise se rallierait volontiers à la date du 31 décembre 1902, proposée en vue de donner satisfaction à la Délégation allemande, s'il était entendu que l'Autriche et la Hongrie pourront, éventuellement, ne ratifier que le 1^{er} février 1903. Peut-être suffirait-il d'acter au procès-verbal l'accord qui se serait produit à cet égard entre les diverses Délégations.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, fait remarquer que si la faculté était laissée à l'Autriche et à la Hongrie de ratifier un mois plus tard que les autres Etats, le but que l'on avait en vue en choisissant la date du 31 décembre 1902 ne serait pas atteint.

Il se pourrait, en effet, que l'on ne fût fixé qu'à la date du 1^{er} février 1903 sur le point de savoir si la Convention sera ratifiée par tous les Etats signataires.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH répète que la Délégation austro-hongroise ne peut, sans nouvelles instructions, accepter la date du 31 décembre 1902 comme obligatoire.

La question est, en conséquence, tenue en suspens.

L'assemblée approuve les procès-verbaux des seizième, dix-septième et dix-huitième séances et fixe sa prochaine réunion au mardi 4 mars, à 11 heures et demie.

M. LE PRÉSIDENT constate que des informations prématurées, publiées par la presse au sujet des travaux de la Conférence, ont provoqué, dans ces derniers jours, des spéculations auxquelles il paraît désirable de mettre fin le plus tôt possible. Il propose donc que le texte de la Convention soit publié dès que celle-ci aura été signée.

Cette proposition rencontre l'adhésion unanime de l'assemblée.

S. Exc. M. le commandeur CANTAGALLI, Ministre d'Italie, estimant que la tâche de la Conférence peut être considérée comme terminée, croit remplir un devoir de justice et de reconnaissance vis-à-vis du Président de la Conférence en exprimant les sentiments d'admiration et de gratitude qu'ont inspirés la haute compétence et l'esprit d'impartialité avec lesquels il a dirigé les travaux, et qui ont puissamment contribué à faire aboutir ceux-ci à un résultat aussi satisfaisant.

Ces paroles sont soulignées par les applaudissements de l'assemblée.

M. LE PRÉSIDENT est obligé de faire remarquer que la Conférence n'aura complètement terminé sa tâche que lorsque la Convention aura été signée. Il tient néanmoins à remercier S. Exc. M. le Ministre d'Italie des sentiments dont l'expression si spontanée l'a vivement touché.

La séance est levée à 6 heures et demie.

Le Président,

P. DE SMET DE NAEYER.

Les Secrétaires,

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

VINGT-QUATRIÈME SÉANCE

MERCREDI 5 MARS 1902

Présidence de M. le comte de SMET DE NAEYER.

La vingt-quatrième séance, qui avait été primitivement fixée au mardi 4 mars, a été ajournée au mercredi 5.

La séance est ouverte à 5 heures.

S, Exc. M. MAVRODI, Ministre de Roumanie, fait à la Conférence la communication ci-après :

« J'ai soumis à mon Gouvernement le projet de convention adopté par la Conférence, ainsi que les conditions qui étaient faites à la Roumanie.

« Je viens d'être chargé de déclarer que la Roumanie regrette de ne pouvoir donner son adhésion aux stipulations qui la concernent. J'ai donc reçu l'ordre de ne pas signer la future Convention et de déclarer que la Roumanie, tout en maintenant le régime existant, entend garder entièrement sa liberté d'action.

« En priant la Conférence de bien vouloir prendre acte de cette déclaration, je me permettrai de lui faire remarquer que, bien que la Roumanie n'adhère pas à la future Convention à cause des conditions spéciales de sa législation sur la matière et parce qu'elle désire, elle aussi, assurer à son industrie sucrière à peine naissante son marché intérieur, elle a été néanmoins la première, parmi les Etats ici représentés, à appliquer chez elle, dans la mesure compatible avec sa législation, les principes consacrés par la Convention. — de sa propre initiative, sans attendre le résultat de vos délibérations, et à un moment où, il est permis maintenant de le dire, il paraissait encore bien douteux que ces principes pussent triompher. »

M. LE PRÉSIDENT dit que, tout en regrettant la décision à laquelle a cru devoir s'arrêter le Gouvernement roumain, la Conférence ne peut que prendre acte de la déclaration qui vient d'être faite.

Il rappelle qu'au cours des neuvième et dixième séances, il a été établi que l'exception insérée au premier alinéa de l'article 5 ne devait s'appliquer qu'aux pays non exportateurs ayant pris part aux travaux de la Conférence : comme il résulte d'ailleurs du texte même de la Convention, les pays qui voudraient adhérer ultérieurement à celle-ci ne pourraient être admis par la Commission permanente que sous le régime des conditions générales convenues.

Si cependant l'un ou l'autre pays demandait, par la suite, son admission sous le bénéfice de l'article 6, il dépendrait des Gouvernements associés d'accepter, d'un accord unanime, l'adhésion dans ces conditions spéciales.

S. Exc. M. le comte de WALLWITZ, Ministre d'Allemagne, se dit heureux d'être en mesure de déclarer que le Gouvernement Impérial accepte la date du 1^{er} février 1903 comme limite du délai à fixer pour le dépôt des ratifications.

M. LE PRÉSIDENT constate que l'accord se trouve ainsi établi entre les Délégations allemande et austro-hongroise.

La Conférence adopte définitivement la date dont il s'agit.

S. Exc. M. le comte DE WALLWITZ, Ministre d'Allemagne, dit que les premiers et très faibles commencements d'une industrie sucrière se font remarquer dans l'Afrique orientale allemande. Il y existe une seule fabrique, de modestes proportions, à Pangani ; elle ne produit que 1.000 quintaux par an, et aucun impôt n'est prélevé sur cette production. La Délégation allemande est d'avis que l'article 2 ne doit pas être appliqué à l'usine en question, ni à celles qui pourraient encore être créées dans l'Afrique orientale allemande, aussi longtemps que l'industrie ne sera pas imposée.

La Délégation serait reconnaissante à M. le Président s'il voulait constater qu'il en est bien ainsi.

M. LE PRÉSIDENT répond que, la fabrication dont il s'agit n'étant pas sujette à l'accise, la surveillance prévue par l'article 2 n'a pas de raison d'être ; cette surveillance, en effet, n'a été prescrite que pour éviter qu'une partie de la production échappe à la perception de l'impôt.

M. OZANNE, Délégué de la Grande-Bretagne, dit qu'une situation analogue à celle que vient d'envisager S. Exc. M. le Ministre d'Allemagne existe aux Indes orientales britanniques. Les raffineries et les fabriques importantes qui y sont établies pourraient être soumises au régime d'entrepôt prescrit par l'article 2 ; mais il en serait autrement des 2.000 à 3.000 petites fabriques, auxquelles on ne saurait pratiquement appliquer la surveillance du fisc, et où l'on ne perçoit d'ailleurs pas d'impôt. L'obligation de placer ces dernières fabriques sous le régime d'entrepôt rendrait difficile l'accession des Indes à la Convention.

M. LE PRÉSIDENT ne peut que répéter que le régime d'entrepôt n'est applicable que là où se perçoit un impôt.

La Commission permanente aura, au surplus, à examiner les cas spéciaux. Il semble que, pour des productions minimales dans les pays hors d'Europe, et

tout au moins pendant la période de début de l'industrie, la Commission pourrait user de quelque tolérance quant à l'application de certaines clauses de la Convention.

S. Exc. M. le jonkheer DE PESTEL, Ministre des Pays-Bas, rappelle qu'aux termes de l'article 11 les dispositions de la Convention ne sont pas applicables aux colonies néerlandaises, sauf en ce qui concerne les articles 5 et 8. Les Pays-Bas désirent néanmoins se réserver la faculté d'adhérer pour leurs colonies, et l'honorable Délégué serait heureux que mention en fût faite au procès-verbal de la séance.

Cette motion rencontre l'assentiment unanime de la Conférence.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il sera acté au procès-verbal que la faculté est laissée aux Pays-Bas d'adhérer pour leurs colonies.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH fait remarquer qu'en vertu de la Convention la Belgique devra modifier son système d'impôt avant le 1^{er} septembre 1903. Il doit être entendu que la nouvelle législation sera soumise à l'examen de la Commission, qui appréciera si elle répond complètement aux prescriptions de la Convention.

M. LE PRÉSIDENT répond que la Commission devra être mise en possession des législations fiscales de tous les Etats contractants, et que sa première tâche sera de contrôler si elles ne s'écartent en rien des dispositions contractuelles.

L'assemblée approuve le procès-verbal de la dix-neuvième séance. Il est convenu que les procès-verbaux des séances subséquentes seront soumis pour approbation aux chefs des diverses Délégations.

M. le Président constate que tout débat est épuisé ; il propose de procéder à la lecture de l'instrument et de passer ensuite à la signature.

La lecture terminée, les Plénipotentiaires apposent leurs signatures au bas de la Convention et du Protocole de clôture.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, constate que la Conférence est arrivée au terme de ses travaux. Il n'appartient sans doute pas aux Délégués eux-mêmes d'apprécier si elle est parvenue à réaliser une œuvre parfaite : les juges se trouveront dans les Parlements, qui accepteront ou refuseront la Convention. Mais il doit être permis à chaque Délégation d'avoir le sentiment de s'être appliquée, avec tout le dévouement désirable, à défendre les intérêts qu'elle était appelée à représenter ; quelle que soit l'appréciation que rencontrera l'œuvre accomplie, on ne pourra nier que la Conférence a travaillé avec zèle.

Tous les Délégués emporteront la conviction que, si la Conférence a abouti à un résultat relativement satisfaisant, l'honneur en revient principalement à son distingué Président, qui a dirigé les travaux d'une manière vraiment remarquable.

M. le comte de Smet de Naeyer a fait preuve d'une compétence extraordi

naire en la matière, et il a montré, dans l'accomplissement de ses délicates et difficiles fonctions, une urbanité à laquelle les membres de la Conférence ont été fort sensibles. Ceux-ci lui en sont profondément reconnaissants, et l'honorable Délégué est heureux de pouvoir lui apporter le témoignage des sentiments de vive gratitude dont tous sont animés.

Ces paroles sont ratifiées par les applaudissements de toute l'assemblée.

M. LE PRÉSIDENT se déclare vivement touché des paroles trop élogieuses que vient de prononcer M. le comte Khevenhüller Metsch ; il en remercie du fond du cœur son Excellence, comme aussi tous les honorables membres des Délégations qui ont bien voulu s'y associer.

La Convention qui vient d'être signée est une œuvre de solidarité internationale basée sur les principes les plus rationnels de la science économique. C'est aussi, en un certain sens, une œuvre de paix, car, en proscrivant le système des primes, elle condamne la forme la moins justifiable du protectionnisme, sa forme agressive.

M. le Président tient à rendre hommage aux idées larges et généreuses qui ont inspiré les Gouvernements représentés à la Conférence, idées qui ont été si bien servies par leurs honorables Délégués : la haute compétence de ceux-ci et leur esprit de conciliation ont été les facteurs essentiels de l'œuvre accomplie. Il les félicite de la collaboration précieuse qu'ils ont apportée dans cette longue et délicate négociation.

On peut espérer que l'œuvre de la Conférence obtiendra l'assentiment de l'opinion publique dans les pays intéressés, et que l'expérience attestera combien sont justes et féconds les principes inscrits au frontispice de la Convention.

Des marques unanimes d'approbation accueillent cette réponse.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, s'associe, en son nom et au nom de la Délégation française, aux paroles prononcées par S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch, et il exprime à M. le comte de Smet de Naeyer le témoignage de la profonde admiration des membres de la Délégation pour la direction que le Président a su imprimer aux travaux de la Conférence.

L'honorable chef de la Délégation française est convaincu de se faire également l'interprète de toutes les Délégations en reportant une part de leur reconnaissance sur le Vice-Président de la Conférence, S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie. Aux félicitations qu'il adresse à Son Excellence doit malheureusement se joindre l'expression d'un regret : celui de voir s'éloigner bientôt le distingué diplomate qui a été pendant de longues années le représentant à Bruxelles de la Monarchie austro-hongroise.

S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch ne pourra que s'honorer du dernier acte qu'il aura accompli, en sa qualité officielle, dans la capitale belge. Et chacun conservera le souvenir de sa haute intelligence, comme de l'exquise urbanité, de la courtoisie et du charme dont il n'a cessé d'entourer ses rapports avec tous ses collègues.

De nouveaux applaudissements soulignent les paroles de S. Exc. M. le Ministre de France.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH remercie S. Exc. M. Gérard des paroles si flatteuses qu'il lui a adressées, et dont le ton de sincérité l'a véritablement ému. Il regrette que l'acte auquel il vient de s'associer soit le dernier de sa vie politique en Belgique:

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, s'associe aux paroles prononcées, avec tant d'éloquence, par les Ministres d'Autriche-Hongrie et de France à l'adresse du Président de la Conférence.

Son Excellence tient à rendre hommage également à la compétence et au zèle qui ont caractérisé les travaux du Secrétariat. La part qu'a prise l'honorable délégué à d'autres conférences internationales lui permet de déclarer que rarement travail aussi continu et absorbant fut imposé aux secrétaires d'une réunion de ce genre. Les procès-verbaux des séances fournissent, ajoute S. Exc. M. Phipps, un témoignage de la connaissance profonde qu'avaient les membres du Secrétariat du sujet, parfois si aride, qui a fait l'objet des délibérations de la Conférence.

M. LE PRÉSIDENT dit que ses fonctions lui ont permis de suivre de près le travail des Secrétaires, et qu'il a pu ainsi apprécier leur zèle et leur compétence. Il ratifie volontiers les appréciations flatteuses de M. le Ministre de la Grande-Bretagne, et, au nom des membres du Secrétariat, il remercie la Conférence, qui a bien voulu marquer par ses applaudissements son adhésion aux éloges que Son Excellence vient d'exprimer.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH remercie, au nom des Délégations étrangères, le Gouvernement belge de l'hospitalité gracieuse qu'il a accordée à la Conférence, hospitalité que l'honorable Délégué a pu apprécier maintes fois, ayant assisté à de nombreuses conférences tenues en Belgique.

Il prie M. le Président de vouloir bien transmettre les remerciements de la Conférence à son collègue M. le baron de Favereau, qui a eu la courtoisie de mettre à la disposition de l'assemblée, pendant ces longs travaux, les salons de l'hôtel du Ministère des Affaires étrangères.

Ces paroles sont applaudies par tous les Délégués.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il s'empressera de faire part de ces remerciements à M. le baron de Favereau. Le Gouvernement belge, ajoute-t-il, se félicite d'avoir eu l'honneur d'offrir l'hospitalité à la Conférence, et il s'estimerait heureux que Bruxelles pût être, plus d'une fois encore, le siège de réunions internationales aussi importantes et aussi fructueuses.

Avant de clôturer les travaux, la Conférence examine dans quelles conditions il y aura lieu de rendre public le compte rendu de ses séances.

Il est décidé que le moment de livrer les procès-verbaux à la publicité sera laissé, selon l'usage, à l'appréciation de chaque État. La Conférence juge

toutefois désirable d'attendre que tous les procès-verbaux aient été arrêtés dans leur forme définitive. On est d'accord pour constater que, vers la fin du mois de mars, la publication pourra se faire sans inconvénient.

M. LE PRÉSIDENT déclare la Conférence close.

Le Président,
P. DE SMET DE NAEYER.

Les Secrétaires,
J. JANSSENS.
J. BRUNET.

AFFAIRES DE CHINE (1)

(JUIN-OCTOBRE 1901)

N° 1. M. FRANÇOIS, Consul général de France, en mission au Yun-nan,
à M. DELCASSÉ, Ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 8 juin 1901.

J'ai eu l'honneur de vous faire connaître télégraphiquement ma rentrée à Yunnansen. Je me suis empressé de vous aviser de l'impression très favorable que j'avais éprouvée dès le moment même de mon arrivée dans cette ville. Cette impression s'est confirmée depuis lors. Les visites que j'ai reçues, les conversations que j'ai eues avec tous les mandarins et enfin l'attitude que j'ai pu expérimenter de la part de la population, m'ont pleinement démontré que la situation s'est transformée très heureusement. Autorités et habitants voient avec plaisir s'établir un ordre de choses normal ; tous commencent à se pénétrer des intentions véritables de la France, et de la sincérité de ses déclarations pacifiques ; et j'ai la conviction que, si rien ne vient réveiller les défiances passées, non seulement nos entreprises industrielles et commerciales se poursuivront sans difficultés, mais elles rencontreront de la bonne volonté et même de l'empressement.

Le Vice-Roi et les diverses autorités provinciales me chargent d'adresser leurs plus sincères remerciements au Gouvernement pour l'indulgence dont il veut bien user envers eux, et ils lui sont reconnaissants d'avoir bien voulu établir un ordre de choses normal qui, en ne laissant subsister aucune arrière-pensée dans l'esprit de leurs administrés, leur permettra, à eux-mêmes, une attitude moins réservée vis-à-vis de nous, en même temps qu'il établira clairement les véritables attributions des représentants de la France et la nature des relations qu'ils devront entretenir avec ces représentants. Tous me demandent de bien fixer le Gouvernement à cet égard.

Tels sont, Monsieur le Ministre, les résultats de mes premières conversations avec les hautes autorités du Yunnan.

Je considère que notre situation est, en ce moment, bien meilleure qu'elle ne l'était l'an dernier. Dans la dernière de mes dépêches de Hanoï, au mois de juillet passé, je concluais en avançant que notre éloignement momentané aurait pour résultat heureux de faire cesser radicalement un état de choses qui rendait la situation inextricable, et de nous permettre ensuite, lorsque les esprits seraient calmés, de rentrer au Yunnan dans des conditions bien meilleures et d'y suivre une ligne de conduite normale. Mes prévisions, Monsieur le Ministre, ne se trouveront pas fausses.

(1) Livre jaune français, 1901. Cf. aussi Livre bleu anglais, *Arch. Dipl.*, n°s 7-8-9, p. 219 et suivantes.

Il n'y a pas à déplorer une diminution d'autorité, ni une atteinte à notre dignité. Je répéterai dans cette lettre que la crainte d'un conflit armé a été assez vive dans cette province pour amener de sérieuses réflexions. On n'est pas tenté de voir une faiblesse dans l'abandon par la France d'un projet d'occupation militaire, et les mandarins eux-mêmes ont pris soin d'instruire la population que, malgré les termes très durs de la note de notre Ministre à Pékin, il fallait se soumettre à abandonner toute idée d'hostilité envers les Français.

Rentré au Yunnan, bien pénétré des intentions du Gouvernement, je puis, dès à présent, vous donner avec pleine conviction cette information que la présence d'une garde, que nous pourrions peut-être imposer, mais qui ne se justifierait plus guère après mon retour, dans les conditions favorables où il s'est opéré, nuirait beaucoup à la marche progressive de nos intérêts dans la voie qui a été très justement tracée.

En refaisant, pour la quatrième fois, cette route du Tonkin à Yunnansen, tout ce que j'ai observé du pays et de ses habitants me confirme davantage dans l'opinion que je n'ai cessé d'émettre, que nous n'avons qu'avantage à écarter toutes les causes qui risqueraient de nous conduire à une expédition.

Je tenais à vous démontrer que notre position est non seulement intacte, mais qu'elle est infiniment meilleure qu'avant les événements qui ont nécessité notre éloignement momentané. Après les attaques de Mong-tse et de Yunnansen en 1899, il était résulté une situation qui est allée en empirant, jusqu'aux attentats plus graves de juin 1900. Il était, dès lors, impossible d'y remédier en s'obstinant à demeurer dans les mêmes conditions. Il fallait, de toute nécessité, adopter une ligne de conduite nouvelle, soit avec l'appui de la force, soit en dissipant un malentendu par des manifestations à la fois fermes et pacifiques. C'est à cette dernière solution que vous vous êtes arrêté, Monsieur le Ministre, et l'expérience démontre amplement sa complète efficacité.

N° 2. M. FRANÇOIS, Consul général de France en mission au Yun-nan, à
M. DELCASSÉ, Ministre des Affaires étrangères.

Yunnansen, le 21 juin 1901

J'ai eu l'honneur, par le précédent courrier, de vous présenter la situation du Yunnan, telle que je l'ai aperçue, dès mon arrivée dans cette capitale.

Depuis l'envoi de mes premières dépêches, j'ai eu l'occasion de m'entretenir fréquemment avec les Mandarins. Tout ce que j'ai observé me confirme pleinement dans les opinions que j'ai consignées dans mes communications antérieures.

L'ancien trésorier provincial Li, neveu de Li-Hon-Tchang, qui, l'an dernier, s'était montré notre adversaire, avait été désigné pour administrer le Kouang-Si, où il était nommé gouverneur.

Or cette nomination au Kouang-Si se transforme tout à coup. Li demeure bien au Yunnan, en qualité de gouverneur, et Ting, le gouverneur actuel, est envoyé à Kouei-Lin.

J'ai avisé télégraphiquement notre Ministre à Péking de cette mutation imprévue.

M. Beau m'a fait connaître qu'il avait fait entretenir Li-Hong-Tchan d'une situation que nous ne pouvions considérer favorablement et que Li lui avait répondu en se portant garant des dispositions futures de son neveu auquel il envoyait des instructions toutes personnelles.

Li, a en effet, depuis lors, reçu des avertissements sérieux ; il m'a fait exprimer le désir de me rendre la première visite, et, dans l'entretien que j'ai eu avec lui, il m'a adressé les plus vives protestations d'amitié et témoigné de son désir ardent d'une entente cordiale avec le représentant de la France.

Dans mes conversations avec Li, avec Ting, et avec chacun des membres du Conseil provincial, tous ces mandarins m'ont déclaré vouloir dissiper le malentendu qui s'était élevé l'an dernier et qui avait pris naissance dans la crainte inspirée par les projets du Gouvernement de l'Indo-Chine.

« Le Yunnan, m'a-t-on répété partout, à satiété, diffère beaucoup des autres provinces de l'Empire. L'administration régulière ne s'y fait pas sentir depuis longtemps et l'autorité des mandarins est loin d'y être complète. L'idée d'un chemin de fer a tout d'abord troublé les populations au point que nous n'avons pu maîtriser le mouvement, et c'est pourquoi nous vous sommes reconnaissants, à vous, tout personnellement, d'avoir clairement démontré que vous ne recherchiez pas les complications qui eussent rendu la guerre inévitable, et nous vous demandons d'exprimer encore notre gratitude au Gouvernement Français d'avoir bien voulu vous renvoyer sans troupes.

« A présent vous êtes revenu sans soldats, vos discours sont tout à fait rassurants, répandent la satisfaction dans la population, et dissiperont la défiance. Nous arriverons de cette manière à persuader aux habitants de la province de ne plus mettre obstacle à des travaux dont ils pourront tirer un grand bien.

« Mais dites bien à votre Gouvernement que les gens de cette région sont ignorants plus qu'ailleurs, qu'il est nécessaire pour les convaincre, d'agir avec prudence, de ne pas engager d'entreprises prématurées qu'ils ne peuvent pas comprendre. Si les travaux du chemin de fer se déroulent régulièrement, progressivement, par le moyen d'une Compagnie, et si la population vous voit, comme en ce moment, traiter les affaires ouvertement avec ses mandarins, et que les choses s'accomplissent d'accord avec ses fonctionnaires, elle ne concevra plus de soupçons sur vos projets et nous n'aurons plus d'inquiétudes. Avant tout, il faut que ce peuple s'instruise. Ce que vous nous dites d'écoles, d'hôpitaux et de plusieurs institutions très utiles sera accueilli favorablement dans la foule, et nous-mêmes nous songeons à créer pour notre propre usage des cours de français. »

J'ai parlé avec Li des affaires des mines et de la venue prochaine d'un représentant de nos syndicats. J'ai trouvé dans cet ordre d'idées un terrain tout préparé aux négociations. Je crois ne pas trop m'avancer en disant que ce représentant est attendu et désiré. L'affaire des mines portera en entier sur la part de bénéfices que le syndicat réservera à la Province. Li s'en est ouvert avec moi aussi complètement que possible. « Il faut, m'a-t-il dit, que le Syndicat sache intéresser à ses opérations la population et l'administration de cette Province qui est dénuée de toute ressource en raison de sa pauvreté agricole. »

Enfin, il m'a fait part d'une idée qu'il ne mettrait à exécution qu'avec mon assentiment. Il remarque que les affaires de mission ne prennent

d'importance et ne s'enveniment souvent que par un défaut d'entente directe et de relations entre nos missionnaires et les mandarins locaux. Il désirerait qu'une action parallèle s'exerçât à cet égard, d'un côté, par lui sur ses subordonnés, et, d'autre part, par l'évêque sur ses vicaires. Il y a là une question intéressante que j'étudierai dès l'arrivée de Mgr Excoffier. Mais il ressort déjà des différents contrats que j'ai obtenus, la résolution bien arrêtée de ne traiter désormais qu'avec le Représentant des Affaires étrangères. Je sens les effets de la nouvelle conduite adoptée dans toutes les petites choses même. L'an dernier, on affectait de m'ignorer, on prenait plaisir à négocier de tout et avec des agents sans qualité, et précisément parce qu'ils étaient sans qualité. Aujourd'hui, toutes les affaires me sont renvoyées et les mandarins ne se permettent aucune décision sans m'en référer d'abord et sans m'en prévenir ensuite.

C'est là, Monsieur le Ministre, un résultat que je me permets de signaler à votre attention et que tous mes efforts tendront à maintenir.

Je répète ici, M. le ministre, avec plus de conviction que dans mes dernières lettres, que le développement de nos intérêts économiques dans cette région me paraît assuré pacifiquement, et qu'il peut prendre rapidement un grand essor. Cette situation ne comporte qu'un peu de prudence, quelque patience, l'action continue de nos industriels, la construction méthodique de notre chemin de fer et l'octroi de quelques subsides nécessaires à l'implantation des instituteurs qui rendent ici notre influence prépondérante.

N° 3. M. BEAU, Ministre de France à Pékin, à M. DELCASSÉ, Ministre des Affaires étrangères.

Pékin, le 1^{er} juillet 1901.

Chaque séance du Corps diplomatique voit se produire quelques propositions nouvelles qui remettent en cause les résultats qui semblaient acquis la veille.

Pour l'élaboration du plan d'amortissement, mes collègues et moi nous nous sommes inspirés tous de cette vue politique qu'il était de l'intérêt général d'alléger autant que possible les charges financières devant incomber à la Chine du fait du nouvel emprunt, et, d'autre part, de ne pas retarder l'époque de sa libération.

Cette dernière préoccupation est d'ailleurs partagée par les Plénipotentiaires chinois qui désirent très vivement un amortissement rapide.

Nous avons été conduits ainsi à rechercher le plan qui ménage le mieux les ressources très limitées de la Chine.

C'est dans cet esprit que les études n'ont cessé de se poursuivre. Elles viennent d'aboutir à un nouveau projet qui offre l'avantage de commencer immédiatement l'amortissement.

L'inégalité des sommes affectées à cette opération a l'avantage d'égaliser dans une certaine mesure les charges supportées annuellement par la Chine du fait de l'ensemble de sa dette, et de nous rendre plus facile la recherche que nous avons à faire des revenus équivalents et réguliers.

BEAU.

N° 4. M. DELCASSÉ, Ministre des Affaires étrangères, à M. BEAU, Ministre de France à Pékin.

Paris, le 7 juillet 1901.

Le Corps diplomatique s'étant rallié à l'unanimité au système des bons, nous considérons la question des indemnités comme réglée en principe.

La garantie de ces bons, leur négociation sont questions d'ordre intérieur pour chaque Etat qui les résoudra au mieux de ses intérêts, mais dont l'ensemble des Puissances n'a pas à se préoccuper.

Quand prévoyez-vous qu'on pourra présenter à la Chine la demande des Puissances concernant le payement par bons et l'affectation des gages convenus ?

DELCASSÉ.

N° 5. M. BEAU, Ministre de France à Pékin, à M. DELCASSÉ, Ministre des Affaires étrangères.

Pékin, le 12 juillet 1901.

Il est impossible de prévoir quand on pourra présenter à la Chine la demande des Puissances concernant le payement des bons. Il n'y a pas eu de réunion depuis dix jours.

BEAU.

N° 6. M. BEAU, Ministre de France à Pékin, à M. DELCASSÉ, Ministre des Affaires étrangères.

Pékin, le 30 juillet 1901.

La Commission des indemnités a été saisie par mes soins d'un projet de rédaction sur l'exécution de l'article 6 de la note collective. Ce projet, établi, d'accord avec M. de Giers, sur les données générales résultant des discussions antérieures, ferait partie intégrale du Protocole final, que l'on espère pouvoir signer avant trois semaines.

BEAU.

N° 7. M. BEAU, Ministre de France à Pékin, à M. DELCASSÉ, Ministre des Affaires étrangères.

Pékin, le 2 août 1901.

J'ai présenté ce matin à la Commission des indemnités une rédaction établie, d'accord avec M. de Giers, pour l'article relatif à la prohibition d'im-

portation des armes. Il sera mentionné au Protocole final qu'un Edit impérial a été rendu pour prohiber pendant deux ans l'importation en Chine des armes, munitions et des produits servant exclusivement à la fabrication des armes de guerre et munitions. D'autres Edits pourront être rendus ultérieurement pour proroger le terme de deux ans en deux ans, si l'utilité en est reconnue par les Puissances.

Cette rédaction a été admise à l'unanimité, et une lettre va être adressée aux Plénipotentiaires Chinois pour provoquer la signature de l'Edit.

BEAU.

N° 8. M. BEAU, Ministre de France à Pékin,
à M. DELCASSÉ, Ministre des Affaires étrangères.

Pékin, le 2 août 1901.

On s'est mis d'accord sur presque tous les points à la réunion de la Commission des indemnités chargée de la rédaction de l'Acte final. Il n'y a plus en suspens que deux ou trois questions de mince importance.

BEAU.

N° 9. M. BEAU, Ministre de France à Pékin,
à M. DELCASSÉ, Ministre des Affaires étrangères.

Pékin, le 12 août 1901.

Le texte du protocole final a pu être arrêté, grâce au désir général d'entente qui anime tous les Plénipotentiaires.

La communication de ce texte va être incessamment faite aux Plénipotentiaires chinois.

BEAU.

N° 10. M. BEAU, Ministre de France à Pékin,
à M. DELCASSÉ, Ministre des Affaires étrangères.

Pékin, le 7 septembre 1901.

Les Plénipotentiaires chinois ont signé, ce matin, le Protocole final. ⁽¹⁾

BEAU.

N° 11. M. DELCASSÉ, Ministre des Affaires étrangères,
à M. BEAU, Ministre de France à Pékin.

Paris, le 16 octobre 1901.

L'envoi du Protocole final m'a permis d'apprécier dans leur ensemble les résultats obtenus par les représentants des Puissances.

(1) V° Archi. Dipl. 1901-1902. N°s 7-8-9, p. 5 et su.

Je suis heureux de constater l'efficacité de votre intervention dans les pourparlers préparatoires, et je tiens à vous adresser les remerciements du Gouvernement de la République pour votre active et intelligente participation à ces négociations.

J'ai également à vous exprimer mon entière satisfaction pour la manière dont vous avez su, en des circonstances souvent délicates et au profit des intérêts considérables qui vous sont confiés, faire prévaloir les vues de notre Gouvernement.

DELCASSÉ.

PIÈCES ANNEXES

I

COMMERCE GÉNÉRAL DE LA FRANCE AVEC LA CHINE

(En francs.)

Années	Importations de Chine en France.	Exportations de France en Chine.
1890.	130,798,377	12,400,384
1891.	135,859,134	10,344,940
1892.	157,377,141	7,244,486
1893.	156,243,220	5,696,600
1894.	120,984,089	19,971,563
1895.	158,492,673	15,279,976
1896.	106,020,679	23,335,679
1897.	168,118,517	29,484,450
1898.	149,620,000	20,053,000
1899.	242,497,000	26,071,000
1900.	177,069,000	34,117,000

Parmi les articles importés de Chine en France, on doit citer en première ligne les soies et bourres de soie qui à elles seules représentent les huit à neuf dixièmes de notre importation de produits chinois ; viennent ensuite les peaux et pelleteries, les tissus de soie, le thé.

Parmi les articles exportés de France figurent principalement les tissus de soie et de laine, les vins, les machines.

Les chiffres qui précèdent sont empruntés aux statistiques françaises, celles des douanes chinoises ne fournissant pas d'indications spéciales en ce qui concerne les échanges commerciaux entre la France et la Chine.

Ils ne représentent pas d'ailleurs d'une manière complète le mouvement commercial entre la France et la Chine pour les deux causes suivantes :

1° Un certain nombre de marchandises françaises dont les quantités et les valeurs sont difficiles à évaluer sont importées en Chine, après avoir été déclarées à l'exportation comme étant à destination de Londres ou de Hong-Kong. Or, dans les statistiques chinoises, toutes les marchandises de quelque origine que ce soit provenant de Hong-Kong comme de l'Angleterre sont comprises dans les importations britanniques.

2° Le commerce de l'Indo-Chine avec la Chine n'est pas compris dans le tableau ci-dessus qui s'applique seulement aux importations et exportations directes de la Métropole. Or, ce commerce s'est élevé en 1900 aux chiffres suivants :

Importations de Chine en Indo-Chine.	. . .	90,300,000 francs.
Exportations d'Indo-Chine en Chine . . .		74.700,000 francs.

Dans ce dernier chiffre, le riz figure à lui seul pour 54 millions de francs.

II

CAPITAUX FRANÇAIS PLACÉS DANS LES EMPRUNTS PUBLICS

Emprunt chinois 4 p. 0/0 or 1895, environ	372,000,000 francs.
Emprunt chinois 4 p. 0/0 or 1898, environ	65,000,000 francs.
Emprunt du chemin de fer du Yunnan 1901, environ	78,000,000 francs.
TOTAL	515,000,000 francs.

III

CONCESSIONS DE CHEMINS DE FER ET DE MINES OBTENUES PAR DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES EN CHINE

I. — PROVINCES DU TCHELI, DU HOUPÉ ET DU HONAN

Ligne de Pékin à Hankéou

La Société d'études de chemins de fer en Chine, syndicat franco-belge où l'élément français est représenté par les grands établissements de crédit de Paris et les grandes industries métallurgiques de la France, a obtenu la concession d'un chemin de fer de Pékin à Han-Kéou. Les deux contrats d'emprunt et d'exploitation relatifs à cette ligne sont en date du 26 juin 1898. La ligne aura un développement de 1,250 kilomètres environ. Elle est construite et sera exploitée par la Société d'études au profit commun et à l'avantage égal des participants français et belges.

L'emprunt à contracter s'élève à 112,500,000 francs. Il a été convenu que la participation financière de la France serait des trois cinquièmes, celle de la Belgique des deux cinquièmes. Une première émission de 133,000 obligations de 500 francs 5 p. 0/0 a eu lieu à Paris et à Bruxelles le 19 avril 1899.

226,800 titres ont été souscrits, dont 190,800 à Paris et 36,000 à Bruxelles. Le produit de cette première émission suffira à la construction de 500 kilomètres, dont 300 au nord et 200 au sud, qui seront bientôt terminés. 150 kilomètres au nord sont déjà mis en exploitation. La construction du surplus fera l'objet d'une seconde émission dès que les circonstances le permettront.

La Société d'études a obtenu le droit d'exploiter les mines sur le parcours de la ligne et de créer, pour ces exploitations, des embranchements.

Une société filiale s'est constituée sous le nom de « Société franco-belge de recherches minières en Chine » pour exploiter ces mines.

II. — PROVINCE DU CHAN-SI.

Ligne de Tai-Yuan-fou à Tcheng-ting-fou

La concession de cette ligne a fait l'objet d'un contrat passé entre le Bureau du Commerce de la province du Chan-Si et la Banque russo-chinoise, contrat sanctionné par le Gouvernement chinois le 21 mai 1898.

La longueur de la ligne est de 246 kilomètres de Tai-Yuan-fou à Tcheng-ting-fou où elle se raccordera au chemin de fer de Pékin à Hankéou. La ligne desservira un bassin houiller très riche, celui de Ping-ting, et son exploitation paraît devoir être rémunératrice. La concession prévoit le prolongement de la ligne de Tai-Yuan-fou vers le sud-ouest. Le réseau ainsi constitué mesurerait 500 à 600 kilomètres et aurait une valeur de 60 millions environ.

C'est le groupe français de la Banque russo-chinoise qui est chargé de la mise en valeur de cette concession.

III. — PROVINCES DU CHEN-SI ET DU HONAN

Un syndicat franco-belge a obtenu, le 6 décembre 1899, la concession d'une ligne latérale au fleuve Jaune de Kai-Fong-fou, capitale du Honan, et station future de la ligne Hankéou-Pékin, à Honan-fou, avec prolongation ultérieure sur Singan-fou, capitale du Chen-Si.

IV. — PROVINCE DU HOUPÉ

Le « Syndicat d'études industrielles et de travaux publics en Chine » a obtenu, au mois de mars 1896, la concession des gisements d'anthracite d'Ainantzé, près de Tsé-Kiou.

V. — PROVINCE DU KIANG-SOU

La même société a obtenu, au mois de décembre 1898, la concession des charbonnages de Yuan-Chan, près de Nankin.

VI. — PROVINCE DE TCHE-KIANG

Un chemin de fer d'intérêt local de Housé à Kiang-Nan, près de Hang-Tchéou, à l'extrémité sud du Grand-Canal a été également concédé, au mois

de février 1898, au « Syndicat d'études industrielles et de travaux publics en Chine ».

VII. — PROVINCE DE SSE-TCHOUEN

Mines de charbon et de fer. — A la suite de l'enquête de la mission lyonnaise en Chine, quelques capitalistes et industriels avaient créé en 1897, sous le nom de « Syndicat franco-chinois de Tchong-King » une société pour l'exploitation des richesses minières de Sse-Tchouen. Cette société a envoyé à Tchong-King comme représentant M. Duclos, ingénieur, ancien membre de la mission lyonnaise, lequel a passé en 1899 avec l'Administration de la province un contrat concédant au syndicat l'exploitation de mines de charbon et de fer dans divers centres de la province. Un capital de 10 millions de taels est prévu pour l'exploitation de ces concessions, avec faculté de le constituer par apports successifs.

Gisements de pétrole.

Le Bureau de la province de Sse-Tchouen a conféré à une société française la « Société française d'exploitations minières en Chine » le droit de rechercher dans cette province des gisements pétrolifères qui sont considérés comme des plus importants. Cette concession donnera lieu à un contrat définitif pour l'exécution duquel une société française sera constituée.

Mines métalliques.

Le consulat de France à Tchong-King a obtenu, au mois de juillet 1899, du bureau des mines de Sse-Tchouen la signature d'un contrat par lequel celui-ci concède à une société qui sera constituée à l'aide de capitaux français et chinois l'exploitation de mines métalliques (or, argent, cuivre, plomb et fer) dans les régions de Tien-Chan et de Mac-Kong.

VIII. — PROVINCE DU KOUËI-TCHEOU.

Mines de mercure.

Par deux contrats des 17 mars et 26 juin 1898, le Gouvernement chinois a accordé à la « Société française d'explorations minières en Chine » la concession de l'exploitation des mines de mercure, de charbon et de fer de la province du Kouei-Tcheou et celle des usines et hauts-fourneaux de Tsing-Ki. Cette Société a cédé ses droits à la « Compagnie anglo-française des mercures et concessions minières du Kousi-Tcheou » constituée au capital de 7.750.000 francs.

Les trois cinquièmes environ des actions dont l'émission a eu lieu au mois de mars 1899 sont entre des mains françaises.

L'exploitation est actuellement en cours.

IX. — PROVINCE DU YUNNAN.

Chemins de fer de Laokay à Yunnansen.

Par une convention des 9-10 avril 1898, le Gouvernement français a obtenu pour lui ou pour la Compagnie française qu'il désignerait le droit de construire un chemin de fer de Laokay (frontière du Tonkin) à Yunnansen (450 kilomètres), et une loi du 25 décembre 1898 a autorisé le Gouvernement de l'Indo-Chine à accorder une garantie d'intérêt à la Compagnie qui serait concessionnaire de cette ligne.

En exécution de cette loi, le Gouverneur général de l'Indo-Chine a signé, le 15 juin 1901, avec le consortium des principaux établissements de crédit de Paris, une convention pour la construction du chemin de fer de Laokay à Yunnansen et pour l'exploitation de l'ensemble de la ligne de Haïphong à Yunnansen.

Cette convention a été ratifiée par une loi du 5 juillet 1901.

Les bases de la convention sont les suivantes :

Le consortium s'engage à former dans les trois mois du vote de la loi approuvant la convention passée entre le Gouvernement de l'Indo-Chine et une Société anonyme au capital de 12.500.000 francs pour exploiter la ligne d'Haïphong à Laokay qui doit être construite par le Gouvernement de l'Indo-Chine, et pour construire elle-même et exploiter le chemin de fer de Laokay à Yunnansen. La compagnie recevra de la colonie une subvention de 12.500.000 francs et, en plus, une garantie de trois millions de francs payable pendant 75 ans, pour les obligations qu'elle aura émises en vue de la construction du chemin de fer.

Dès le mois de juillet dernier a été constituée la « Compagnie française des chemins de fer de l'Indo-Chine et du Yunnan », et les obligations viennent d'être émises.

Pour l'exécution des travaux de construction de la ligne de Laokay à Yunnansen, la Compagnie a traité avec la Régie générale des chemins de fer et la Société de construction des Batignolles, lesquelles ont constitué à cet effet la « Société de construction de chemins de fer indo-chinois » au capital de 4 millions.

La Société de construction a envoyé, ce mois-ci, au Yunnan les brigades d'études pour les études définitives de la ligne.

X. — PROVINCE DU KOUANG-TONG.

Chemins de fer de Pakhoi au Si-Kiang.

Au mois de juin 1898, le Gouvernement français a obtenu de la Chine un engagement portant que seule une compagnie française ou franco-siamoise aurait le droit de construire un chemin de fer de Pakhoï à un point à déterminer sur le Si-Kiang et, d'une façon générale, des voies ferrées ayant Pakhoï pour point de départ. (Voir Livre jaune, 1898, Chine, page 54).

Au mois de décembre 1899, à l'occasion de la délimitation de notre territoire de Kouang-Tcheou-Ouan, le Gouvernement français a obtenu de la Chine

la concession d'un chemin de fer reliant un point de la baie de Kouang-Tcheou à un point à désigner sur la côte Est de la presqu'île de Lei-Tcheou aux environs d'Onpou.

En même temps, le Gouvernement chinois s'engageait à concéder à une Société franco-chinoise les mines des préfectures de Kao-Tcheou, de Lien-Tcheou et Lei-Tcheou.

XI. — PROVINCE DU FOKIEN

Arsenal de Fou-Tcheou

Le Gouvernement français a signé, le 11 octobre 1896, avec le Gouvernement chinois un contrat pour l'envoi d'une mission française chargée de réorganiser l'arsenal maritime de Fou-Tcheou. Le contrat prévoit, en outre, l'exploitation des gisements miniers de la province pour les besoins de l'arsenal.

La mission française, placée sous la direction de M. Doyère, ingénieur de la Marine, poursuit ses travaux depuis cinq ans environ.

IV

ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX ET PROPRIÉTÉS FONCIÈRES FRANÇAIS EN CHINE

La France possède dans les principaux ports ouverts au commerce international des intérêts matériels, consistant soit en capitaux mobiliers, soit en propriétés foncières.

SHANGHAÏ

Maisons de commerce

Il existe à Sanghaï un nombre assez élevé de sociétés et de maisons de commerce françaises, dont, ci-après, la liste avec la nature des affaires qu'elles traitent :

NOMS DES MAISONS OU REPRÉSENTANTS	NATURE DES ENTREPRISES	SIÈGE
Agence de la Banque de l'Indo-Chine	Toutes opérations de banque. Participation à des affaires financières ou industrielles. Émission de billets.	PARIS.
Messageries maritimes	Service de quinzaine de Marseille à Shanghai et au Japon	PARIS.
L'Urbaine, représentée par MM. Racine et C ^{ie}	Société d'assurances contre l'incendie.	PARIS.
L'Union	Idem	PARIS.
Société française d'exploration minière en Chine, représentée par M. de Marteau	Recherche d'exploitations de mines en Chine.	PARIS.
Syndicat lyonnais de constructions industrielles, représenté par M. Moninot	Vente de machines, outils, pompes, automobiles, etc.	LYON.
Société française de Kébao	Charbons	LYON.
Racine, Ackermann et C ^{ie}	Importations d'articles français, exportations de soie, peaux et articles de Chine.	LYON.
Olivier et C ^{ie}	Idem	PARIS.
Tillot et C ^{ie}	Idem	PARIS.
Giraud et C ^{ie}	Idem	PARIS.
Ulysse Pila et C ^{ie}	Exportation de soies	LYON.
Chauvin, Chevalier et C ^{ie}	Idem	LYON.
Brunet	Idem	LYON.
Mondon	Vins et conserves alim ^{tes} , huiles	LYON.
Gaillard	Idem	LYON.
Sennet frères	Bijouterie, horlogerie	LYON.
Dalvy	Vente de bicyclettes	LYON.
Grenard et C ^{ie}	Produits pharmaceutiques	LYON.
Hôtel des Colonies	Hôtel restaurant	LYON.
Bruine	Restaurateur et confiseur	LYON.
Vernon et C ^{ie}	Hôtel	LYON.
Magnan	Coiffeur, parfumeur	LYON.
De Rosa	Idem	LYON.

Les capitaux que ces différentes maisons mettent en œuvre peuvent être évalués à 55 millions de francs (1).

Propriété foncière

La valeur des propriétés foncières possédées dans la concession par des particuliers français s'élève à environ 453.546 taels, soit. . . 1,678.120^{fr},20

(1) Ce chiffre et ceux qui suivent n'ont qu'un caractère approximatif et sont donnés à titre d'indication générale.

Les ordres religieux possèdent, en outre, des immeubles qui, sur la concession française, peuvent être évalués à. . . 4.540.659, 98
et sur la concession internationale, à . . . , . . . 2.477.286, 90

A ces chiffres, évalués au plus bas, il conviendrait d'ajouter la valeur des propriétés françaises situées dans les extensions des deux concessions et celles des immeubles possédés par les ordres religieux à Ning-Po, Nankin, Chinkiang et Wuhu.

Les éléments d'appréciation manquent en l'absence de tout cadastre et publications y relatifs.

Beaucoup de Français ont placé des capitaux dans des industries locales. Ce sont des Français, notamment, qui possèdent près de la moitié des actions de l'« International cotton manufacturing Co », au capital de 100,000 taels. Leurs apports sont également importants dans d'autres entreprises, telles que la « Shanghai Langkat tobacco », l'« Indo-China Steam Navigation Co », l'« American cigarette ».

Pour ces diverses participations, il est impossible de fournir aucun chiffre.

TIEN-TSIN

Maisons de commerce.

Il y a, à Tien-tsin, 14 maisons de commerce françaises, dont trois constituées sous forme de sociétés. Plusieurs de ces comptoirs sont des agences ou succursales de maisons de Paris ou de Shanghai (Racine, Ackermann et C^{ie}, Olivier et C^{ie}, Mondon, Tallien et C^{ie}). Elles font le commerce d'importation d'articles français et d'exportation de peaux, fourrures, cuirs, laines, etc. Elles représentent des capitaux dont le montant peut être évalué à 1,300,000 francs.

Propriété foncière.

Les principaux propriétaires fonciers sont les missionnaires jésuites et lazaristes, dont les propriétés sur la concession française ont une superficie de 133,980 mètres carrés. Ces propriétés, avec celle du consulat de France (9,900 m. c.), de la municipalité (9,240 m. c.) et des autres résidents français (31,680 m. c.), représentent une valeur de 930,000 francs environ.

Soit pour l'ensemble des capitaux français à Tien-tsin un total de 2,230,000 francs.

TCHÉFOU.

Entreprises commerciales.

Des capitaux français sont engagés dans la société « Mondoz Perez et Cie » (vins, liqueurs, conserves, tabac, etc.).

Propriété foncière.

Les propriétés foncières possédées par les missions (mission catholique du Changoung oriental, institut des Sœurs franciscaines) sont évaluées à 400.000 francs.

TCHONG-KING.

Entreprises industrielles et commerciales.

Des établissements ont été fondés par la « Société française du Sse-tchouen » ou Syndicat franco-chinois de Tchong-King » dont le siège est à Paris, en vue de la création d'usines, factoreries, comptoirs, exploitations minières.

Des agences ont été également fondées à Tchong-King et à Tatsien Lou (Thibet) par M. Kinsbourg, exportateur à Paris, rue de Cléry, n° 5.

Propriété foncière.

La valeur des propriétés appartenant aux missions (trois vicariats du Sse-tchouen, évêchés de Tchong-King, Tchentou, Souifou; missions catholiques du Thibet et du Kouei-tchéou, etc.) peut être évaluée à . . . 12.000.000 fr.

HANKEOU.

Maisons de commerce.

Elles sont au nombre de six, dont cinq sont des succursales de maisons de Shanghai ou de France (Olivier et Cie, Racine et Cie, Mondon, Sennet frères, Laglaize).

Une fabrique d'albumine a été montée par M. Grosjean, ancien membre de la mission lyonnaise.

Ces différents établissements représentent un capital pouvant être évalué à 2.500.000 francs

Propriété foncière.

Elle représente une valeur d'environ 2.000.000 francs

FOU-TCHEOU.

Il existe à Fou-tchéou deux maisons de commerce françaises :

Ce sont : 1° La maison Francis Vetch, qui s'occupe de recrutement des coolies, concessions de mines, banque, etc.

2° La maison Gaston Blanchet qui s'occupe de commission, exportation et importation.

En outre, depuis le mois d'avril 1900, il existe à Amoy un bureau télégraphique français. Amoy est le point d'atterrissement du nouveau câble qui relie l'Indo-Chine à la Chine et à la France par d'autres voies que les câbles anglais.

CANTON.

Maisons de commerce.

Quatre sociétés en nom collectif sont exclusivement françaises. Leur capital social s'élève à 1 million et demi de francs. Elles s'occupent principalement du commerce des soies grèges.

En outre, la plupart des maisons étrangères (allemandes et anglaises) sont associées pour les affaires de soie avec les maisons de Lyon.

Les trois quarts des exportations de soies grèges étant à destination de Lyon et ces exportations représentant un chiffre d'affaires de 65 millions, la part totale des maisons françaises dans le commerce de Canton peut être évaluée à environ 40.000.000 francs.

La Banque de l'Indo-Chine a décidé d'ouvrir une agence à Canton.

Propriété foncière.

a) Propriété de l'État	625.000 francs
b) Propriété de la mission.	1,950.000 »
c) Propriété des nationaux	250.000 »

Entreprises maritimes.

Une maison française de Hong-Kong qui a une agence à Canton, la maison Lemaire et Cie, a créé un service de navigation entre Canton et notre possession de Kouang-tché-ouan.

La part des négociants français dans les jonques et services de bateaux sur la rivière peut s'évaluer à 125.000 francs.

PAKHOÏ.

Maisons de commerce.

Il n'y a pas de maisons françaises. Le commerce est entièrement entre les mains des Chinois.

Propriété foncière

- a) Immeubles appartenant à l'État, terrain d'un hectare et bâti-

ments du Consulat avec dépendances	55.000 francs
b) Divers : École, bureau de poste, etc.	25.000 »
c) Missions :	
Préfecture de Kin-Tchéou : Immeubles et exploitations agricoles, au total	52.000 francs
Préfecture de Lien-Tchéou	110.000 »
Préfecture de Kiao-Tchéou	50.000 »
	<hr/>
	292.000 francs

LONG-TCHÉOU.

Il n'existe pas de *maisons françaises* dans le Kouang-Si.

Propriété foncière.

Les immeubles possédés par les Missions peuvent globalement être évalués à la somme de 378.000 francs

MONGTZÉ.

COMPAGNIE LYONNAISE INDO-CHINOISE.

Sur l'initiative de MM. Vial et Rabaud, anciens membres de la Mission lyonnaise, une société commerciale s'est fondée à Lyon au capital de 1.200.000 francs, sous le nom de « Société lyonnaise indo-chinoise ». Cette entreprise, qui vise principalement la pénétration en Chine par la voie du Tonkin, a un comptoir principal à Hanoï et une succursale à Mong-Tzé. Cette succursale de Mong-Tzé, fermée à la suite des derniers événements, va reprendre ses opérations.

GRANDE-BRETAGNE — PAYS-BAS

Correspondance relative à la guerre dans l'Afrique du Sud ⁽¹⁾
(1902).

N° 1. *Aide-Mémoire du Baron Gericke.*

25 janvier 1902.

1. DANS la pensée du Gouvernement de Sa Majesté la Reine, les circonstances exceptionnelles dans lesquelles se trouve une des parties belligérantes

(1) Livre bleu, Africa n° 1 (1902). *Correspondence, with the Netherland government regarding the war in South Africa.*

dans l'Afrique Australe, et qui l'empêchent de se mettre en rapport avec l'autre partie par des moyens directs, constituent une des raisons de la prolongation de la guerre, qui continue à sévir sans trêve ni terme dans cette contrée, et qui est cause de tant de misère.

2. En effet, ce sont des circonstances exceptionnelles qu'une des parties belligérantes est entièrement enclavée et séparée du reste du monde, et que les Représentants des Boers en Europe sont privés de toute communication avec leurs Généraux commandant les troupes. Cette situation fait naître la difficulté que les autorités qui devraient négocier de la part des Boers sont divisées en deux parties, qui sont privées de tout moyen de délibérer ensemble. Il est évident que les Délégués Boers en Europe ne peuvent rien faire parce qu'ils ne connaissent pas l'état des choses en Afrique, et que les Boers sous les armes doivent s'abstenir de faire des démarches parce qu'ils ne sont pas au courant de l'état des choses en Europe.

3. En outre, les Délégués en Europe sont liés par leurs lettres de créance qui ont été dressées au mois de Mars 1900, et qui les lient si étroitement à l'indépendance des Républiques qu'il ne leur serait pas même permis d'accepter le rétablissement du *status quo ante bellum* si la manière de décider les différends qui pourraient surgir n'était pas réglée en même temps.

4. Ces circonstances font poser la question si une offre de bons offices ne pourrait pas être utilement faite par une Puissance neutre, afin de rendre au moins possible des négociations qui ne pourraient pas être entamées autrement.

5. Pour cette raison il serait important d'être informé s'il serait agréable au Gouvernement de Sa Majesté Britannique de faire usage des bons offices d'une Puissance neutre, si ces bons offices se bornaient à la tâche de mettre en rapport les négociateurs à désigner par les deux parties.

6. Peut-être le Gouvernement de Sa Majesté la Reine pourrait être considéré comme indiqué pour remplir cette tâche par la raison que les Délégués des Boers se trouvent sur le territoire Néerlandais et ne sont accrédités qu'auprès de ce Gouvernement.

7. Si le Gouvernement de Sa Majesté Britannique se range à cette idée, il y aurait lieu pour le Gouvernement de Sa Majesté la Reine d'adresser aux Délégués Boers la demande s'ils accepteraient de se rendre en Afrique pour délibérer avec les chefs Boers là-bas à la fin de revenir en Europe après un séjour d'une durée déterminée (peut-être de quinze jours) munis de pleins pouvoirs suffisants, visant toute éventualité, et les autorisant à conclure un Traité de Paix liant d'une manière indissoluble tant les Boers en Europe que les Boers en Afrique.

8. En cas de réponse affirmative il deviendrait nécessaire que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique remît à celui des Pays-Bas trois sauf-conduits permettant aux Délégués Boers de se rendre librement en Afrique, d'y séjourner librement le temps convenu et de retourner librement en Europe. En outre, il serait nécessaire que le Gouvernement Britannique permît l'usage d'un code télégraphique pour faire désigner l'endroit où les Délégués susdits pourraient rencontrer les chefs des Boers.

9. Après leur retour, le Gouvernement de Sa Majesté la Reine pourrait les mettre en rapport avec des Plénipotentiaires nommés par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique à cet effet, et se chargerait volontiers de mettre à la disposition de ces messieurs les localités nécessaires pour leurs réunions.

10. Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine considérerait dès lors sa tâche comme terminée.

11. Il est de toute évidence que malgré tout les négociations ainsi entamées pourraient ne pas aboutir ; mais la possibilité du contraire n'est pas exclue non plus et en cet état de choses il paraît désirable de chercher à faire ouvrir des négociations dans l'espoir qu'elles seront fructueuses. Et en présence de la difficulté qui existe pour toute partie belligérante de faire le premier pas dans cette direction, il pourrait être utile qu'une tierce partie s'en chargeât, et servît comme trait-d'union.

N° 2. — *The Marquess of Lansdowne to Baron Gericke.*

Sir,

Foreign Office, January 29, 1902.

YOU were good enough to lay before me on the 25th instant a communication from the Netherland Government, in which it was proposed that, with the object of bringing the war to an end, His Majesty's Government might grant a safe-conduct to the Boer Delegates now in Holland for the purpose of enabling them to confer with the Boer leaders in South Africa. It is suggested that after the conference the Delegates might return to Europe with power to conclude a Treaty of Peace with this country, and the Netherland Government intimate that, in this event, they might at a later stage be instrumental in placing the Boer Plenipotentiaries in relation with the Plenipotentiaries who might be appointed by His Majesty's Government.

The Netherland Government intimate that if this project commends itself to His Majesty's Government, they will inquire of the Delegates whether they are prepared to make the suggested visit to South Africa.

It may therefore be inferred that the communication which I received from you was made on the responsibility of the Netherland Government alone, and without authority from the Boer Delegates or leaders.

His Majesty's Government have given it their best consideration, and, whilst they entirely appreciate the motives of humanity which have led the Netherland Government to make this proposal, they feel that they must adhere to the decision, adopted and publicly announced by them some months after the commencement of hostilities by the Boers, that it is not their intention to accept the intervention of any foreign Power in the South African War.

Should the Boer Delegates themselves desire to lay a request for safe conduct before His Majesty's Government, there is no reason why they should not do so. But His Majesty's Government are obviously not in a position to express an opinion on any such application until they have received it and are aware of its precise nature, and the grounds on which the request is made.

I may, however, point out that it is not at present clear to His Majesty's Government that the Delegates retain any influence over the Representatives of the Boers in South Africa, or have any voice in their councils. They are stated by the Netherland Government to have no letters of credence, or instructions later in date than March 1900. His Majesty's Government had, on the other and, understood that all powers of government, including those of negotiation, were now completely vested in Mr. Steyn for the Boers of the Orange River Colony, and in Mr. Schalk Burger for those of the Transvaal.

If this be so, it is evident that the quickest and most satisfactory means of arranging a settlement would be by direct communication between the leaders

of the Boer forces in South Africa and the Commander-in-chief of His Majesty's forces, who has already been instructed to forward immediately any offers he may receive for the consideration of His Majesty's Government.

In these circumstances His Majesty's Government have decided that if the Boer leaders should desire to enter into negotiations for the purpose of bringing the war to an end, those negotiations must take place, not in Europe, but in South Africa.

It should, moreover, be borne in mind that if the Boer Delegates are to occupy time in visiting South Africa, in consulting with the Boer leaders in the field, and in returning to Europe for the purpose of making known the results of their errand, a period of at least three months would elapse, during which hostilities would be prolonged, and much human suffering, perhaps needlessly, occasioned.

I have, etc.

(Signed) LANSDOWNE.

AFRIQUE DU SUD

Reddition des troupes boërs

(Correspondence respecting terms of surrender of the boër forces in the field).

(1902)

N° 1. — *From Lord Kitchener to the Secretary of State for War.*

(Telegram.)

Pretoria, 12th March, 1902, 6.55 P.M.

SCHALK BURGER states, in answer to my letter forwarding correspondence with Netherlands Government, that he is prepared to make peace proposals, but wishes first to see President Steyn, and asks for safe conduct through our lines and back. Shall I accede to this request ?

N° 2. — *From the Secretary of State for War to Lord Kitchener.*

(Telegram.)

War Office, 13th March, 1902, 12.30 A.M.

WE have no objection to Schalk Burger being allowed to pass through our lines to interview Steyn, if you and Milner agree in thinking it desirable.

N° 3. — *From Lord Kitchener to the Secretary of State for War,*

(Telegram.)

Pretoria, 1st April, 1902, 9.50 A.M.

THE messengers have returned from Steyn, who says he will meet Transvaal Government at Klerksdorp. Latter have therefore asked for Botha and Delarey to meet them there. This is being arranged, and all will meet at Klerksdorp three or four days hence.

N° 4. — *From the Secretary of State for War to Lord Kitchener.*

(Telegram.)

War Office, 2nd April, 1902.

WE approve the proposed meeting.

N° 5. — *From Lord Kitchener to the Secretary of State for War.*

(Telegram.)

Pretoria, 10th April, 1902, 6.20 P.M.

IT was decided at the meeting of the Boer representatives to-day to send me a letter requesting permission to lay certain proposals before me and to ask me to name place and date. I should like instructions on this, and propose their coming here.

N° 6. — *From the Secretary of State for War to Lord Kitchener.*

(Telegram.)

War Office, 11th April, 1902, 1 A.M.

WE agree to your receiving the Boer representatives at whatever place you consider most convenient. You will no doubt ask Milner to be present at the meeting.

N° 7. — *From Lord Kitchener to the Secretary of State for War.*

(Telegram.)

Pretoria, 11th April, 1902, 8 A.M.

THE following are the exact terms of the letter I referred to in my telegram of 10th April : —

Begins : After quoting at length the correspondence between His Majesty's Government and the Netherlands, they are of opinion that it is a suitable moment to do everything possible to put a stop to the war, and therefore decide to make certain propositions to Lord Kitchener, which can serve as a base for further negotiations in order to bring about the desired end.

They further decide that, in their opinion, in order to accelerate the

desired aim and prevent misunderstanding, Lord Kitchener be requested to meet them personally, time and place to be appointed by him, in order to lay before him direct peace proposals, which they are prepared to submit, and in order to settle at once, by direct communication with him, all questions that may present themselves and thereby to make sure that this meeting will have the desired result. *Ends.*

N° 8. — *From Lord Kitchener to the Secretary of State for War.*

(Telegram.)

Pretoria, 12th April, 1902, 9.22 P.M.

ALL Boer representatives met to-day, and wished the following telegram sent : —

“ The Boer representatives wish to lay before His Majesty's Government that they have an earnest desire for peace, and that they consequently decided to ask the British Government to end hostilities, and to enter into an agreement by which, in their opinion, all future war between them and the British Government in South Africa will be prevented. They consider this object may be attained by providing for following points : —

- “1. Franchise.
 - “2. Equal rights for Dutch and English languages in education matters.
 - “3. Customs Union.
 - “4. Dismantling of all forts in Transvaal and Orange River Colony.
 - “5. Post, Telegraph, and Railways Union.
 - “6. Arbitration in case of future differences, and only subjects of the parties to be the Arbitrators.”
 - “7. Mutual amnesty.
- “But if these terms are not satisfactory they desire to know what terms the British Government would give them in order to secure the end they all desire.”

I have assured them that His Majesty's Government will not accept any proposals which would maintain independence of Republic as this would do, and that they must expect refusal.

N° 9. — *From the Secretary of State for War to Lord Kitchener.*

(Telegram.)

War Office, 13th April, 1902, 2.30 A.M.

HIS Majesty's Government sincerely share the earnest desire of the Boer representatives for peace, and hope that the present negotiations may lead to that result : but they have already stated in the clearest terms, and must now repeat, that they cannot entertain any proposals which are based upon the continued independence of the former Republics which have been formally annexed to the British Crown.

N° 10. — *From Lord Kitchener to the Secretary of State for War,*

(Telegram.)

Pretoria, 14th April, 1902, 6.10 P.M.

THE High Commissioner and I met the Boer representatives this morning, when I communicated to them the substance of your telegram. We then endeavoured to induce them to make fresh proposals, but President Steyn, who throughout acted as their leading spokesman, immediately took the line that while the Boer Governments were competent to make peace, they were not competent to surrender the independence of their country; that only the people could do this — the people, as explained, meaning the burghers still in the field. If he was to suggest anything involving the abandonment of independence, it would be a betrayal of their trust.

Schalk Burger and General Botha took precisely the same line. As no progress could be made the meeting was adjourned by mutual consent till this afternoon. The Boer representatives then suggested an armistice in order to consult their people; but I pointed out, with Lord Milner's full concurrence, that we had not got nearly far enough in the direction of agreement to justify such a course. Finally it was agreed that I should send you the following message, which was read over several times and fully agreed to by the representatives, to whom I have given a copy of it : —

Begins : A difficulty has arisen in getting on with proceedings. The representatives state that constitutionally they have no power to discuss terms based on the surrender of independence, inasmuch as only the burghers can agree to such a basis; therefore, if they were to propose, it would put them in a false position with regard to their people. If, however, His Majesty's Government would state the terms that, subsequent to a relinquishment of independence, they would be prepared to grant, the representatives, after asking for the necessary explanations, without any expression of approval or disapproval, would submit such conditions to their people.
Ends.

N° 11. — *From the Secretary of State for War to Lord Kitchener.*

(Telegram.)

War Office, 16th April 1902, 2.20 P.M.

WE have received with considerable surprise the message from the Boer leaders contained in your telegram of 14th April.

The meeting was arranged at their request, and they must have been aware of our repeated declarations that we could not entertain any proposals based on the renewed independence of the two South African States. We were, therefore, entitled to assume that the Boer representatives had relinquished the idea of independence, and would propose terms of surrender for the forces still in the field.

They now state that they are constitutionally incompetent to discuss terms which do not include a restoration of independence, but request us to inform them what conditions would be granted, if, after submitting the matter to their followers, they were to relinquish the demand for independence.

This does not seem to us to be a satisfactory method of proceeding, or one best adapted to secure, at the earliest moment, a cessation of the hostilities which have involved the loss of so much life and treasure.

We are, however, as we have been from the first, anxious to spare the effusion of further blood, and to hasten the restoration of peace and prosperity to the countries afflicted by the war, and you and Lord Milner are therefore authorized to refer the Boer leaders to the offer made by you to General Botha more than twelve months ago, and to inform them that although the subsequent great reduction in the strength of the forces opposed to us, and the additional sacrifices thrown upon us by the refusal of that offer would justify us in imposing far more onerous terms, we are still prepared, in the hope of a permanent peace and reconciliation, to accept a general surrender on the lines of that offer, but with such modifications in detail as may be agreed upon mutually.

You are also authorized to discuss such modifications with them, and to submit the result for our approval.

Communicate this to High Commissioner.

N° 12. — *From Lord Kitchener to the Secretary of State for War.*

(Telegram.)

Pretoria, 17th April 1902, 6.40 P.M.

I COMMUNICATED your telegram to the Boer representatives this morning. They immediately asked for adjournment to consider it. We met again at 2 P.M., when they pressed for the return of the Boer delegates and for an armistice to enable them to consult their burghers. I refused both on military grounds, but promised facilities for them to hold meeting of their burghers. Lord Milner impressed on them necessity of coming back with definite powers and determination to make peace at once, which they promised to do. The meeting then broke up, and I had a short meeting with Generals Botha, De Wet, and Delarey, to arrange details of how they are to carry out meeting. These were settled satisfactorily, and they will probably leave to-morrow to get vote from their people.

N° 13. — *From Lord Kitchener to the Secretary of State for War.*

(Telegram.)

Pretoria, 18th April 1902, 10.55 A.M.

HAVE now arranged with the Generals all details as to holding meeting, and representatives of both States will leave here to-night to carry out the arrangements.

N° 14. — *From the Secretary of State for War to Lord Kitchener.*

(Telegram.)

War Office, 19th April 1902.

YOURS of yesterday. We fully realize the necessity of giving the Boer leaders all due opportunity of consulting their commandos, but we trust that

no arrangements will be come to which will make it necessary for you to suspend operations, until some definite arrangement is in view. We are continuing to send reinforcements.

N° 15. — *From Lord Kitchener to the Secretary of State for War.*

(Telegram.)

Pretoria, 19th April, 1902, 11.40 A.M.

THE Boer representatives have all left. The meeting of elected representatives from commandos is arranged to be held at Vereeniging on 13th or 15th May. I did my best to hasten, but it was found impossible. I am not allowing facilities for meeting of commandos in Cape Colony, and none will be there. I have arranged with Boer leaders that foreigners serving with them shall have no vote, and that votes will be by ballot. Each commando will be represented by two burghers. It is thought probable that the meeting at Vereeniging will take two days, after which, if favourable decision is arrived at, Boer representatives will come here to arrange final settlement.

N° 16. — *From Lord Kitchener to the Secretary of State for War.*

(Telegram.)

Pretoria, 17th May, 1902, 6.55 P.M.

FOLLOWING telegram just received : —

Begins : “ From State Presidents Burger and Steyn to Lord Kitchener — “ We have the honour to communicate to your Excellency that, as a result of the burghers assembling here, a Commission has been appointed by our Governments to negotiate with your Excellency with a view to finishing the present hostilities. This Commission consists of Louis Botha, Christian de Wet, Hertzog, Delarey, and Smuts. If your Excellency is agreeable to meet this Commission, we request you to appoint time and place of meeting. ” *Ends.*

After consultation with Lord Milner I have sent following reply : —

Begins : “ I have the honour to acknowledge your communication, and should be glad to be informed if the Commission you announce have plenary powers to agree to terms for the cessation of hostilities. If so, Lord Milner and I will be prepared to receive them here. Colonel Henderson will arrange to put a train at their disposal directly they inform him when they wish to start. ” *Ends.*

N° 17. — *From Lord Kitchener to the Secretary of State for War.*

(Telegram.)

Pretoria, 18th May, 1902, 2.15 P.M.

FOLLOWING is reply from Burger and Steyn : —

Begins : “ In reply to your Excellency's telegram of this morning, we have

the honour to inform you that Commission, appointed in accordance with instructions by the burghers assembled, has power to negotiate with your Excellency, subject to ratification by the burghers." *Ends.*

After consultation with Lord Milner, I have informed the Presidents we will be glad to meet the Commission here to-morrow.

N° 18. — *Lord Kitchener to the Secretary of State for War.*

(Telegram.)

Pretoria, 19th May, 7.20 P.M.

MEETING took place at 11.30, and Boer Commission made following proposals : —

1. We are prepared to surrender our independence as regards foreign relations.
2. We wish to retain self-government under British supervision.
3. We are prepared to surrender a part of our territory.

Lord Milner and I refused to accept these terms as basis for negotiation, as they differ essentially from the principles laid down by His Majesty's Government. After a long discussion nothing was decided, and it was determined to meet in the afternoon. Commission met again at 4 p.m., when Lord Milner proposed a form of document that might be submitted to the burghers for a " Yes " or " No " vote. There was a good deal of objection to this, but it was agreed finally that Lord Milner should meet Smuts and Hertzog with a view of drafting, as far as possible, an acceptable document on the Botha lines. They will meet to-morrow for that purpose. Lord Milner stipulated for the assistance of Sir Richard Solomon in the preparation of the draft document.

N° 19. — *From Lord Kitchener to the Secretary of State for War,*

(Telegram.)

Pretoria, 21st May, 1902, 4.50 P.M.

COMMISSION are prepared to submit the following document to the burghers assembled at Vereeniging for a " Yes " or " No " vote, if His Majesty's Government approves of its terms : —

Begins : His Excellency General Lord Kitchener and his Excellency Lord Milner, on behalf of the British Government, and Messrs. M. T. Steyn, J. Brebner, General C. R. de Wet, General C. Olivier, and Judge J. B. Hertzog, acting as the Government of the Orange Free State, and Messrs. S. W. Burger, F. W. Reitz, Generals Louis Botha, J. H. Delarey, Lucas Meyer, Krogh, acting as the Government of the South African Republic, on behalf of their respective burghers desirous to terminate the present hostilities, agree on the following Articles : —

1. The burgher forces in the field will forthwith lay down their arms, handing over all guns, rifles, and munitions of war in their possession or under

their control, and desist from any further resistance to the authority of His Majesty King Edward VII, whom they recognize as their lawful Sovereign. The manner and details of this surrender will be arranged between Lord Kitchener and Commandant-General Botha, Assistant Commandant-General Delarey, and Chief Commandant de Wet.

2. Burghers in the field outside the limits of the Transvaal or Orange River Colony, on surrendering, will be brought back to their homes.

3. All prisoners of war at present outside South Africa who are burghers will, on their declaring their acceptance of the position of subjects of His Majesty King Edward VII, be brought back to the places where they were domiciled before the war.

4. The burghers so surrendering or so returning will not be deprived of their personal liberty or their property.

5. No proceeding, civil or criminal, will be taken against any of the burghers surrendering or so returning for any acts in connection with the prosecution of the war.

6. The Dutch language will be taught in public schools in the Transvaal and Orange River Colony where the parents of the children desire it, and will be allowed in Courts of Law when necessary for the better and more effectual administration of justice.

7. The possession of rifles will be allowed in the Transvaal and Orange River Colony to persons requiring them for their protection on taking out a licence according to law.

8. Military administration in the Transvaal and Orange River Colony will at the earliest possible date be succeeded by civil government, and, as soon as circumstances permit, representative institutions, leading up to self-government, will be introduced.

9. The question of granting the franchise to natives will not be decided until after the introduction of self-government.

10. No special tax will be imposed on landed property in the Transvaal and Orange River Colony to defray the expenses of the war.

11. A Judicial Commission will be appointed, to which Government notes issued under Law No. 1 of 1900 of the South African Republic, may be presented within six months. All such notes as are found to have been duly issued in the terms of that Law, and for which the persons presenting them have given valuable considerations, will be paid, but without interest. All receipts given by the officers in the field of the late Republics, or under their orders, may likewise be presented to the said Commission within six months, and, if found to have been given *bonâ fide* for goods used by the burgher forces in the field, will be paid out to the persons to whom they were originally given. The sum in respect of the said Government notes and receipts shall not exceed 3,000,000*l.* sterling, and if the total amount of such notes and receipts approved by the Commission is more than that sum, there shall be a *pro ratâ* diminution. Facilities will be afforded to the prisoners of war to present their Government notes and receipts within the six months aforesaid.

12. As soon as conditions permit, a Commission, on which the local inhabitants will be represented, will be appointed in each district of the Transvaal and Orange River Colony, under the presidency of a Magistrate or other official, for the purpose of assisting the restoration of the people to their homes, and supplying those who, owing to war losses, are unable to provide for themselves, with food, shelter, and the necessary amount of seed, stock,

implements, etc., indispensable to the resumption of their normal occupations. Money for this will be advanced by the Government, free of interest, and repayable over a period of years. *Ends.*

N° 20. — *From Mr. Chamberlain to Lord Milner.*

(Telegram.)

Colonial Office, 27th May, 1902, 3.45 P.M.

I HAVE to inform you that His Majesty's Government approve of the submission to the Assembly at Vereeniging for a " Yes " or " No " vote the document prepared by the Commission and forwarded by Lord Kitchener on 21st May to the Secretary of State for War, subject to the following alterations : —

Clauses 2 and 3 should be put together, and will run as follows : —

" All burghers in the field outside the limits of the Transvaal and Orange River Colony, and all prisoners of war at present outside South Africa, who are burghers, will, on duly declaring their acceptance of the position of subjects of His Majesty King Edward VII, be gradually brought back to their homes as soon as transport can be provided and their means of subsistence ensured." *Ends.*

The object of this alteration is to make clear that burghers in the field outside the two States will, like the burghers inside and the prisoners of war, declare their acceptance of the position of subjects. It was clearly not intended that they should be in any different position to their countrymen elsewhere.

We have also inserted words to explain return must be gradual.

Clause 5. We add at end of clause the words —

" The benefit of this clause will not extend to certain acts contrary to usages of war which have been notified by Commander-in-Chief to the Boer Generals, and which shall be tried by court-martial immediately after the close of hostilities." *Ends.*

Clauses 11 and 12 must be omitted, and the following clause substituted : —

Begins : " As soon as conditions permit, a Commission, on which the local inhabitants will be represented, will be appointed in each district of the Transvaal and Orange River Colony under the presidency of a Magistrate or other official, for the purpose of assisting the restoration of the people to their homes and supplying those, who, owing to war losses, are unable to provide themselves with food, shelter, and the necessary amount of seed, stock, implements, etc., indispensable to the resumption of their normal occupations.

" His Majesty's Government will place at the disposal of these Commissions a sum of 3,000,000*l.* for the above purposes, and will allow all notes issued under Law 1 of 1900 of the South African Republic, and all receipts given by officers in the field of the late Republics, or

under their orders, to be presented to a Judicial Commission, which will be appointed by the Government, and if such notes and receipts are found by this Commission to have been duly issued in return for valuable considerations, they will be received by the first-named Commissions as evidence of war losses suffered by the persons to whom they were originally given.

“ In addition to the above-named free grant of 3,000,000*l.*, His Majesty's Government will be prepared to make advances on loan for the same purposes free of interest for two years, and afterwards repayable over a period of years with 3 per cent. interest. No foreigner or rebel will be entitled to the benefit of this clause.” *Ends.*

In making this communication to the Delegates, you must inform them that if this opportunity of an honourable termination of hostilities is not accepted within a time fixed by you the Conference will be considered at an end, and His Majesty's Government will not be bound in any way by their present declarations.

Lord Kitchener should have a copy of this telegram.

N° 21. — *From Mr. Chamberlain to Lord Milner.*

(Telegram.)

Colonial Office, 27th May, 1902, 5.10 P.M.

27th May, N° 2.

We understand that the terms of surrender offered in my telegram of to-day are confined to burghers of the Orange Free State and South African Republic at the date of the outbreak of the war. His Majesty's Government are unable to make any pledges on behalf of the Governments of the Cape or Natal as to the treatment of rebels. You have no doubt kept in mind that any favourable terms accorded by either of these Governments will have to be sanctioned by the Legislature of the Colony.

His Majesty's Government must place it on record that the treatment of Cape and Natal colonists who have been in rebellion and who now surrender will be determined, if they return to their Colonies, by the Colonial Governments and in accordance with the laws of the Colonies, and that any other British subjects who have joined the enemy will be liable to trial under the law of that part of the British Empire to which they belong.

The Cape Government have informed His Majesty's Government that the following are their views as to the terms which should be granted to British subjects of Cape Colony who are now in the field, or have surrendered, or have been captured since the 12 th April, 1901 : —

“ With regard to rank and file, Ministers advise that upon surrender they shall all, after giving up their arms, sign a document before Resident Magistrate of district in which surrender takes place acknowledging themselves guilty of high treason, and that the punishment to be awarded to them, provided they shall not have been guilty of murder or other acts contrary to usages of civilized warfare, shall be that they shall not be entitled for life to be registered as voters or to vote at any Parliamentary, Divisional Council, or Municipal election. Legislation

will be required to give effect to this recommendation. With regard to Justices of the Peace and Field Cornets of Cape Colony and all other persons holding an official position under Government of Cape Colony or who may occupy post of Commandant of rebel or burgher forces, Ministers advise that they shall be tried for high treason before the ordinary Tribunal of country or such special Court as may be hereafter constituted by law, the punishments for their offence to be left to the discretion of Court, with this proviso, that in no case shall penalty of death be inflicted."

The Natal Government are of opinion that rebels should be dealt with according to the law of the Colony.

N° 22. — *From Mr. Chamberlain to Lord Milner.*

(Telegram.)

Colonial Office, 26th May, 1902, 6.50 p.m.

26th May. Have any promises been made to Boers by you with regard to the leaders liable to banishment under the Proclamation of 7th August, some of whom have been specially named in notices issued subsequently? This Proclamation, you will recollect, was the result of a strong representation from Lord Kitchener, and supported by Minute of Natal Government of 25th July. The exact terms were finally settled by you. If you now think that this Proclamation should be disregarded, I have no objection to make.

N° 23. — *From Lord Milner to Mr. Chamberlain.*

(Received, Colonial Office, 3.30 p.m., 27th May, 1902.)

(Telegram.)

27th May. N° 1.

Referring to your telegram of 26th May. No promises have been made or asked for. The Boers are no doubt aware that legislation is required to give effect to banishment and feel that we would not introduce such legislation if Article 3 of proposed Agreement is accepted. This is obvious, and it follows that if surrender comes off banishment will be tacitly dropped. I was in favour of banishment Proclamation and was prepared to go even further, as I thought, and I still think, that resistance of Boers had ceased to be legitimate at that stage, and that it was our duty to impose special penalties upon those responsible for adoption of guerilla methods by which the country was being ruined and by which alone the struggle could be kept up at all.

So far from regretting the Proclamation I believe it has had great effect in increasing the number of surrenders, and in inducing the Boers still in the field to desist from further fighting. That has certainly been Kitchener's opinion, as he has always pressed and given the greatest publicity to the lists of banished leaders. But it would be a mistake if the Boers now give in in a body and live as British subjects to continue a proscription which would only keep up bitter feelings and tend to prevent the country from settling down.

Kitchener agrees entirely.

N° 24. — *From Lord Milner to Mr. Chamberlain.*

(Sent 7.55 p.m. Received, Colonial Office. 7.45 p.m. 27th May, 1902.)

(Telegram.)

27th May. N° 2.

My telegram of to-day, N° 1.

I made it clear, I hope, that what I said applied only to banishment not to sale of farms. Smuts did allude to this point in Committee though not to banishment, but I gave him an emphatic negative, and the subject was then dropped.

No. 25. — *From Lord Milner to Mr. Chamberlain.*

(Despatched, 11.10 p.m., 28th May. Received, Colonial Office, 5.5 a.m., 29th May, 1902.)

(Telegram.)

28th May. No. 1.

Referring to your telegram No. 1 of 27th May. Commander-in-chief and I met the Boer Delegates again this morning, and I communicated to them the alterations and additions to thier draft contained in your telegram under reply, and informed them that His Majesty's Government approved of the draft so altered being submitted to the burghers at Vereeniging for a " Yes " or " No " answer. I added that if this opportunity of an honourable termination of hostilities was not accepted within a time fixed by us the conference would be considered at an end, and His Majesty's Government would not be in any way bound by the present declarations. I handed them at the same time a copy of draft Agreement in accordance with your instructions. There was no discussion of it. Commander-in-chief stated that before fixing definitely the time by which we must receive an answer he would like to know their opinion. He thought forty-eight hours would be ample, but he did not wish to rush them.

The delegates, who it was agreed should return to Vereeniging this evening, asked for an adjournment before giving an answer as to time. To this we agreed.

Before they left I read to them a statement based on your telegram of 27th May, No. 2, and was obliged to modify slightly your message in order to bring it into harmony with the latest communication I have received from the Cape Government on the subject, according to which fresh legislation will not be necessary ; but essential points, viz., the degree of punishment to be awarded and the classification of rebels, were given absolutely in your words.

The delegates asked for a copy of my statement, which I handed to them. The meeting then adjourned.

This afternoon we met delegates again for a few minutes. They asked us to give them until Saturday night for ther answer, to which we agreed. We then shook hands and parted.

They returned at 9 p.m. to Vereeniging.

N° 26. — *Lord Milner to Mr. Chamberlain.*

(Despatched 6.5 p. m., 30th May. Received, Colonial Office, 8.30 a.m.,
31st May, 1902.)

30th May.

After handing to Boer delegates a copy of draft Agreement which His Majesty's Government are prepared to approve with a view of terminating the present hostilities, I read to them the following statement and gave them a copy : —

His Majesty's Government must place it on record that the treatment of Cape and Natal colonists who have been in rebellion and who now surrender will, if they return to their Colonies, be determined by the Colonial Governments and in accordance with the laws of the Colonies, and that any British subjects who have joined the enemy will be liable to trial under the law of that part of the British Empire to which they belong.

His Majesty's Government are informed by the Cape Government that the following are their views as to the terms which should be granted to British subjects of Cape Colony who are now in the field, or who have surrendered, or have been captured since 12th April, 1901 ; —

“ With regard to rank and file, they should all, upon surrender, after giving up their arms, sign a document before the Resident Magistrate of the district in which the surrender takes place acknowledging themselves guilty of high treason, and the punishment to be awarded to them, provided they shall not have been guilty of murder or other acts contrary to the usages of civilized warfare, should be that they shall not be entitled for life to be registered as voters or to vote at any Parliamentary, Divisional Council, or Municipal election. With reference to Justices of the Peace and Field Cornets of Cape Colony and all other persons holding an official position under the Government of Cape Colony or who may occupy the position of Commandant of rebel or burgher forces, they shall be tried for high treason before the ordinary Court of the country or such special Court as may be hereafter constituted by law, the punishment for their offence to be left to the discretion of Court, with this proviso, that in no case shall penalty of death be inflicted. ”

The Natal Government are of opinion that rebels should be dealt with according to the law of the Colony.

N° 27. — *Lord Kitchener to the Secretary of State for War.*

(Telegram.)

Pretoria, 31st May, 1902, 5.15 p. m.

IT is now settled that the Boer representatives will come here immediately and also the High Commissioner from Johannesburg. It is possible that the document will be signed to-night. I have received from them a statement saying that they accept and are prepared to sign.

N° 28. — *Lord Kitchener to the Secretary of State for War.*

(Telegram.)

Pretoria, 31st May, 1902, 11.15 P. M.

NEGOTIATIONS with Boer delegates. The document containing terms of surrender was signed here this evening at 10.30 P. M. by all Boer representatives, as well as by Lord Milner and myself.

N° 29. — *From Lord Milner to Mr. Chamberlain.*

(Telegram.)

Pretoria, 1st June, 10.15 A.M.

THE Agreement, as amended by His Majesty's Government in your telegram of 27 th may, was signed just before 11 P.M. last night, by Lord Kitchener and myself and ten Boer delegates, six representing the Transvaal and four Orange Free State. A Resolution of Burgher Assembly at Vereeniging authorizing them to sign was put in by them before signing it. Names of signatories are the same as those in original draft sent in Lord Kitchener's telegram, except that the initials had been corrected in some cases, and Mr. Steyn's name was omitted. He was too ill to come up, and had already taken his parole. The order of signatories is chiefly the same, except that De Wet signed first of the Orange River Colony Delegates, Hertzog next, and then Brebner, the reason being that De Wet was nominated " Acting President " by Steyn on retiring.

APPENDIX

*Draft Agreement as to Terms of Surrender of the Boer Forces in the Field
approved by His Majesty's Government.*

HIS Excellency General Lord Kitchener and his Excellence Lord Milner, on behalf of the British Government, and Messrs. M. T. Steyn, J. Brebner, General C. R. De Wet, General C. Olivier, and Judge J. B. M. Hertzog, acting as the Government of the Orange Free State, and Messrs. S. W. Burger, F. W. Reitz, Generals Louis Botha, J. H. Delarey, Lucas Meyer, Krogh, acting as the Government of the South African Republic, on behalf of their respective burghers desirous to terminate the present hostilities, agree on the following Articles:—

1. The burgher forces in the field will forthwith lay down their arms, handing over all guns, rifles, and munitions of war in their possession or under their control, and desist from any further resistance to the authority of His Majesty King Edward VII, whom they recognize as their lawful Sovereign. The manner and details of this surrender will be arranged between Lord Kitchener and Commandant-General Botha, Assistant Commandant-General Delarey, and Chief Commandant De Wet.

2. All burghers in the field outside the limits of the Transvaal or Orange River Colony and all prisoners of war at present outside South Africa who are burghers will, on duly declaring their acceptance of the position of subjects of His Majesty King Edward VII, be gradually brought back to their homes as soon as transport can be provided and their means of subsistence ensured.

3. The burghers so surrendering or so returning will not be deprived of their personal liberty or their property.

4. No proceedings, civil or criminal, will be taken against any of the burghers surrendering or so returning for any acts in connection with the prosecution of the war. The benefit of this clause will not extend to certain acts, contrary to usages of war, which have been notified by Commander-in-chief to the Boer Generals, and which shall be tried by court-martial immediately after the close of hostilities.

5. The Dutch language will be taught in public schools in the Transvaal and Orange River Colony where the parents of the children desire it, and will be allowed in courts of law when necessary for the better and more effectual administration of justice.

6. The possession of rifles will be allowed in the Transvaal and Orange River Colony to persons requiring them for their protection on taking out a licence according to law.

7. Military administration in the Transvaal and Orange River Colony will at the earliest possible date be succeeded by Civil Government, and, as soon as circumstances permit, representative institutions, leading up to self-government, will be introduced.

8. The question of granting the franchise to natives will not be decided until after the introduction of self-government.

9. No special tax will be imposed on landed property in the Transvaal and Orange River Colony to defray the expenses of the war.

10. As soon as conditions permit, a Commission, on which the local inhabitants will be represented, will be appointed in each district of the Transvaal and Orange River Colony, under the presidency of a Magistrate or other official, for the purpose of assisting the restoration of the people to their homes and supplying those who, owing to war losses, are unable to provide themselves with food, shelter, and the necessary amount of seed, stock, implements, &c., indispensable to the resumption of their normal occupations.

His Majesty's Government will place at the disposal of these Commissions a sum of 3,000,000*l.* for the above purposes, and will allow all notes issued under Law 1 of 1900 of the South African Republic and all receipts given by officers in the field of the late Republics, or under their orders to be presented to a Judicial Commission, which will be appointed by the Government, and if such notes and receipts are found by this Commission to have been duly issued in return for valuable considerations, they will be received by the first-named Commissions as evidence of war losses suffered by the persons to whom they were originally given.

In addition to the above-named free grant of 3,000,000*l.*, His Majesty's Government will be prepared to make advances on loan for the same purposes free of interest for two years, and afterwards repayable over a period of years with 3 per cent. interest. No foreigner or rebel will be entitled to the benefit of this clause.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décret portant règlement, pour le temps de guerre, des conditions d'admission et de séjour des bâtiments français et étrangers dans les mouillages et ports du littoral français.

(17 MARS 1902) (1)

Art. 1^{er}. — En temps de guerre, entre le lever et le coucher du soleil, aucun bâtiment de commerce français, aucun navire étranger, de guerre ou de commerce, ne doit approcher des côtes françaises (France et possessions françaises), à moins de trois milles, avant d'y avoir été autorisé. Entre le coucher et le lever du soleil, l'interdiction d'approcher à moins de 3 milles est absolue.

Pendant le jour, tout navire qui se trouve à la distance de terre à laquelle se distingue la couleur des pavillons, doit porter son pavillon national. S'il désire pénétrer dans la zone interdite, il en fait la demande en hissant le signal d'appel de pilote ; mais il se tient en dehors de la limite de 3 milles jusqu'à ce qu'il ait été arraisonné ou qu'un sémaphore lui ait signalé que sa demande lui est accordée.

Tous les bâtiments sont tenus de déférer immédiatement aux injonctions d'un navire de guerre ou d'un sémaphore, faites à la voix ou par les signaux du code international.

Art. 2. — En temps de guerre, si un des bâtiments visés par le présent décret ne se conforme pas aux prescriptions formulées ci-dessus, une des batteries voisines ou tout navire de guerre, stationné ou en marche dans les environs, devra lui intimer l'ordre d'y obtempérer en tirant un coup de canon à poudre.

Si ce premier avertissement reste sans effet, il sera tiré, deux minutes après, un coup à obus un peu sur l'avant du bâtiment et si, enfin, après un nouvel intervalle de deux minutes, le bâtiment ne s'arrête ni ne s'éloigne, le feu sera ouvert effectivement.

En cas d'urgence, le préliminaire du coup de canon à poudre peut être supprimé.

(1) Rapport et décret au *J. Off.* du 20 mars 1902. Le rapport en date du 17 mars est ainsi conçu :

Monsieur le Président. — Les conditions d'admission et de séjour, en temps de

La nuit, à moins d'un mille, le préliminaire du coup de canon à obus peut également être supprimé.

Tout bâtiment qui force la consigne relative à l'interdiction des zones défendues, s'expose à être détruit et, s'il s'approche, pendant la nuit, à moins d'un mille de la côte, il s'expose à voir ouvrir immédiatement le feu sur lui sans avertissement préalable.

Art. 3. — En temps de guerre, dans les rades et ports militaires, toute circulation des embarcations autres que celles appartenant aux bâtiments de guerre français est absolument interdite entre le coucher et le lever du soleil. Cette circulation n'est autorisée du lever au coucher du soleil que pour les embarcations auxquelles les autorités maritimes auront délivré un permis de circulation spécial en même temps que le moyen de se faire reconnaître.

Les embarcations autorisées devront s'écarter des navires de guerre si l'injonction leur en est faite et ne pourront, en aucun cas, les accoster sans en avoir reçu la permission. La circulation de ces embarcations restera, par ailleurs, soumise aux consignes locales, relatives notamment à l'interdiction de pénétrer dans certaines parties de la rade et d'accoster en tout autre endroit que ceux expressément désignés.

Dans les ports de commerce, des mesures spéciales seront prises par l'autorité supérieure de façon à ménager les intérêts du commerce, tout en imposant à la circulation des embarcations jugées nécessaires.

Art. 4. — En temps de guerre, les bâtiments autorisés à pénétrer dans les rades et ports français devront prendre le mouillage qui leur sera indiqué par les autorités locales et se conformer strictement aux règlements de toute nature édictés par ces autorités.

La durée de leur séjour restera subordonnée aux nécessités d'ordre militaire, des bâtiments français et étrangers, dans les mouillages et ports du littoral français sont réglées par le décret du 12 juin 1896.

Les dispositions de cet acte offrent toutes les garanties nécessaires pour la sécurité des côtes pendant le jour ; mais, certaines prescriptions, relatives à la police des eaux territoriales pendant la nuit, doivent être modifiées en raison des grandes vitesses des navires modernes.

En effet, si l'art. 1^{er} du décret du 12 juin 1896 formule très nettement l'interdiction absolue pour tout navire, autre que les bâtiments de guerre français, de s'approcher à moins de trois milles de la côte entre le coucher et le lever du soleil, cette interdiction se trouve, en fait, dépourvue de sanction vis-à-vis des bâtiments qui peuvent, grâce à leurs petites dimensions, dissimuler leur approche, et, grâce à leur grande vitesse, franchir impunément une partie de la zone d'action des batteries pendant l'intervalle de deux minutes séparant le dernier coup d'avertissement du moment où les ouvrages sont en droit d'ouvrir effectivement le feu.

Il est, par suite, nécessaire d'avoir la faculté de supprimer tout coup d'avertissement dans le cas où un navire s'approcherait la nuit, à moins d'un mille de la côte.

D'autre part, le décret de 1896 interdit formellement, de jour comme de nuit, la circulation, en temps de guerre, dans les rades et ports militaires, de toute embarcation à vapeur autre que celles appartenant aux navires de guerre français.

Cette prescription semble un peu trop rigoureuse, et il est possible d'autoriser les embarcations à vapeur à circuler du lever au coucher du soleil, dans les mêmes conditions que les embarcations à rames, c'est-à-dire avec une permission spéciale et après avoir reçu des autorités maritimes le moyen de se faire reconnaître.

J'ai l'honneur de soumettre à votre signature le projet de décret ci-joint qui est destiné à remplacer le décret du 12 juin 1896, dont il reproduit les dispositions générales modifiées seulement sur les points de détail qui viennent d'être énoncés. — Le ministre de la marine, — De Lanessan.

taire, et, lorsque les circonstances l'exigeront, l'autorité supérieure pourra leur intimer l'ordre de prendre le large ou de se retirer sur un point déterminé. Cet ordre devra être exécuté sans délai, un sursis pouvant toutefois être accordé aux navires qui se trouveraient dans l'impossibilité justifiée de s'y conformer immédiatement.

Aucun navire ne pourra appareiller, soit pour changer de mouillage, soit pour quitter la rade sans en avoir reçu l'autorisation des autorités locales.

Art. 5. — Les mesures prévues dans le présent décret seront applicables dès la mobilisation.

Art. 6. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent décret.

Résumé des rapports des agents diplomatiques et consulaires de la République, sur la fortune française à l'étranger.

(15 SEPTEMBRE 1902.)

(Suite et fin) (1)

18. Turquie d'Europe.

Les maisons de commerce françaises en Turquie d'Europe sont nombreuses et importantes. Il y en a 60 à Constantinople avec 17 millions de capitaux (dont plus de la moitié pour les entreprises Orosdi-Back, Bortoli frères). Ces 60 maisons s'occupent d'importation, de nouveautés, produits alimentaires, etc., etc. A Salonique il y a 5 maisons françaises, 3 exportations des peaux, des céréales, 1 librairie et 1 boulangerie.

Les propriétés françaises valent 12 millions. La Banque ottomane, la Banque de Salonique ont absorbé des capitaux français importants. Il en est de même pour les entreprises de constructions de ports, les chemins de fer, les mines et l'industrie. Les plus importantes de ces entreprises sont réunies dans le tableau suivant :

Principales entreprises françaises (ou avec un capital français) en Turquie d'Europe :

Banques

Banque ottomane, 65 millions (France).

Banque de Salonique, fondée avec le concours de capitaux français.

Navigation.

Compagnie de pilotage et sauvetage, 3 millions.

Port de Salonique, 5 millions.

Quais de Constantinople, 17 millions.

Quais de Constantinople, obligations (France), 6 millions.

(1) V. Arch. Dipl., 1901-1902, Nos 7, 8, 9, p. 371-387.

Chemins de fer.

Chemins de fer Salonique-Constantinople ; actions, 15 millions ; obligations, 140 millions.

Chemins de fer orientaux : actions, 4 millions.

Mines.

Mines de Kassandra, manganèse, une partie du capital.

Mines de bitume de Selenitza.

Industrie.

Gaz de Salonique.

Gaz de Scutari, 1 million.

Société de stéarinerie, 3 millions.

Société ottomane des allumettes, 1 million.

Société du Tombac, 4 millions.

Régie des tabacs (cap. franc.), 15 millions.

P. Augier, entrepreneur de travaux publics et carrières à Zongouldagh.

Eaux de Constantinople, 2 millions.

Phares de l'empire.

La fortune française en Turquie d'Europe, Crète comprise, se monte à 318 millions ; les fonds d'Etat ottomans placés en France représentent 1 milliard et demi et rapportent de 1 à 5 o/o.

Les 318 millions ci-dessus se répartissent ainsi :

	Millions de francs
Maisons de commerce	17
Propriétés	12
Crédits et banques	65
Navigation, quais, ports	31
Chemins de fer	159
Mines, industrie.	28
Etc., etc.	

Crète.

Les capitaux français en Crète, compris dans les chiffres ci-dessus, se montent à 3 millions de francs, dont voici le détail :

DÉSIGNATION	CAPITAUX en milliers de francs	INTÉRÊT ANNUEL o/o
Maisons de commerce (1)	417	10 à 25
Propriétés	922	6 à 9
Crédits	300	8 à 15
Banques	100	3
Recherches minières	300	0
Huiles	775	?
Etc.		

(1) Exportation d'huiles, caroubes, vins, raisins, amandes. — Importation de farines, céréales, denrées coloniales, vins fins, vêtements.

I. — Asie.

1. Turquie d'Asie.

Les capitaux réunis par des maisons de commerce françaises en Turquie d'Asie dépassent 30 millions de francs.

Sur ce chiffre, 22.500.000 sont absorbés par les maisons françaises de Smyrne : celles-ci sont au nombre de 45, bazars, maisons d'exportation (tapis, réglisse, opium) et d'importation (charbon, farine, drogues et mercerie).

Les maisons françaises en Palestine, tout aussi nombreuses, mettent en œuvre des capitaux beaucoup moins importants. Elles s'occupent de branches variées : céramique, ciments, droguerie, clouterie, quincaillerie, articles de Paris, cordonnerie, épicerie, conserves alimentaires, vins fins, liqueurs, tissus riches, cotonnades, nouveautés, mercerie.

Les autres maisons françaises que l'on trouve dans la partie asiatique de l'empire ottoman font le commerce du pétrole, du fer, des alcools, des céréales, sésames, gommes, huiles, soies, des vers à soie, des matériaux de construction, des meubles, etc.

Les propriétés françaises en Turquie d'Asie représentent 54 millions de fr. Les biens des communautés religieuses entrent dans ce chiffre pour plus d'un tiers, et ceux de l'Alliance universelle Israélite pour une fraction presque aussi importante.

Les biens de nos nationaux se trouvent disséminés sur tout le territoire asiatique de l'empire ottoman, mais on les rencontre principalement dans la Palestine et dans la circonscription de Smyrne qui restent, comme pour le commerce, les deux grands centres d'influence de nos capitaux.

Les capitaux engagés dans les banques, ainsi que divers crédits ouverts aux entreprises industrielles ou commerciales donnent un total de 8 millions ; de plus, les banques de Lyon font annuellement environ 10 millions de crédits au commerce sur la place de Brousse.

Les entreprises des ports de Beyrouth et de Smyrne représentent ensemble 20.500.000 francs de capital français.

Des capitaux importants, environ 202 millions de francs, ont été engagés par la France dans les chemins de fer construits ou en construction dans l'Asie Mineure, et notamment dans les entreprises suivantes :

1. Moudania à Brousse, ligne livrée à l'exploitation en 1892 ; capital français, 3.400.000 fr.

2. Mersine-Adana, ligne ouverte au trafic en 1886 ; longueur : 67 kilomètres ; capital français, environ 4 millions.

3. Beyrouth-Damas-Hauran, société constituée en 1892 ; ligne à voie unique et à crémaillère ; capital français, 61.250.000 fr.

4. Tramways libanais, devant relier Tripoli, Beyrouth et Saïda ; quelques sections sont livrées à l'exploitation ; capital français, 3 millions 750.000 fr.

5. Jaffa à Jérusalem, société constituée à Paris en 1889 ; ligne de 87 kilomètres, voie étroite unique, inaugurée en 1892 ; capital français, 14 millions.

6. Smyrne à Cassaba, compagnie nouvelle constituée en 1894 ; le capital français engagé est d'environ 116 millions.

Nous avons environ 30 millions dans les entreprises minières, parmi lesquelles il faut signaler la Société des mines de charbon d'Héraclée, dont le

capital et les obligations représentent presque les deux tiers de ce chiffre. Nous possédons dans le riche district de Khudavindighiar, autour de Brousse, des gisements de galène, d'antimoine, de zinc, des carrières de marbre blanc et coloré. Nous sommes encore intéressés sur d'autres points de la Turquie d'Asie dans des mines de chrome, de charbon, de cuivre et de plomb.

C'est à une dizaine de millions que s'élèvent, en dehors des crédits mentionnés plus haut et des entreprises des ports et quais de Beyrouth et de Smyrne, les industries françaises, en Turquie d'Asie : minoteries, tanneries, huiles, boulangeries, filatures de soie, manufactures de coton et fabriques de farine.

Pour clôturer le tableau des intérêts français en Turquie d'Asie. Il faut mentionner les compagnies d'assurances, les bureaux de poste français, les nombreux emplois confiés à nos compatriotes.

Au total, les intérêts français que l'on a pu évaluer ici s'élèvent, pour la Turquie d'Asie, à 354 millions de francs.

Il est intéressant de rapprocher ici, dans un but de comparaison, les chiffres relatifs, d'une part à la Turquie d'Europe, d'autre part à la Turquie d'Asie. Le tableau ci-dessous donne une idée de l'importance globale de nos intérêts dans tout l'empire ottoman.

DÉSIGNATION	TURQUIE d'Europe	TURQUIE d'Asie	EMPIRE ottoman
Millions de francs			
Maisons de commerce.	17	30	47
Propriétés	12	54	66
Crédits et banques.	65	8	73
Navigation	31	20	51
Chemins de fer	159	202	361
Mines et industrie.	28	40	68
Divers	?	?	?
Total (sans les fonds d'Etat) . .	318	354	672
Total (en comptant 1.500 millions de fonds d'Etat).			2.172

2. Mascate.

En dehors d'une maison de commerce française, les capitaux français engagés à Mascate sont sans importance.

3. Possessions russes.

Les intérêts français au Caucase, seule partie asiatique de l'empire russe pour laquelle une évaluation soit possible, s'élèvent à 60 millions de francs, se décomposant ainsi :

	Millions de francs
20 maisons de commerce, capitaux	7
22 propriétés	17
Mines de naphte, cuivre, manganèse, capitaux français . .	31
Industrie	1
Etc., etc.	

4. *Perse.*

On compte en Perse huit maisons de commerce françaises. Importation : modes, produits chimiques, pharmacie, exportation de cocons. Elles absorbent 1.500.000 fr. de capitaux.

La propriété française vaut environ 220.000 francs, dont 70.000 fr. pour les biens religieux.

Le total des intérêts français en Perse n'atteindrait donc pas le chiffre de 2 millions de francs.

5. *Possessions anglaises d'Asie.*

Les capitaux français engagés dans les possessions anglaises, en Asie, s'élèvent à 22 millions de francs ainsi répartis :

	Millions de francs
Aden, Ceylan, Birmanie	1
Singapore	12
Hong-Kong	2
Empire des Indes	7

Aden compte deux maisons françaises, une propriété qui appartient aux Messageries maritimes. Le *Binger*, paquebot français, y a son port d'attache.

Il y a à Ceylan un commerçant français et un propriétaire d'une plantation de thé de 150 hectares.

Les intérêts français en Birmanie sont insignifiants.

Les quatre grandes maisons de commerce françaises de Singapore et la propriété foncière civile représentent plus de 2 millions ; les biens des missions, 8 millions. On compte encore des mines d'étain, une fabrique de gutta à Sarawak dans l'île de Bornéo, et un dépôt de charbon français à Singapore.

A Hong-Kong se trouvent quatre maisons françaises, une agence de la banque de l'Indo-Chine. Les propriétés valent 1 million dont le tiers représente des biens religieux. Citons enfin l'importante compagnie de navigation française Marty.

Les échanges entre l'Inde et la France se sont élevés, en 1900, à 172 millions dont 154 pour nos achats et 17 pour nos ventes.

Il y a aux Indes anglaises seize maisons de commerce françaises importantes, dont douze dans la circonscription de Calcutta. Elles s'occupent surtout d'achats de tissus et d'importation. Les capitaux qu'elles ont absorbés peuvent s'élever à 4 millions.

La valeur des propriétés françaises est de 3 millions ; leur rapport moyen de 8 o/o. Le Comptoir national d'escompte a des agences à Bombay et à Calcutta.

6. *Siam.*

Les 10 millions de francs que nous avons engagés au Siam comprennent 2.280.000 fr. absorbés par les mines d'or de Watana, sans revenu ; 350.000 fr. pour les messageries fluviales de l'Indo-Chine ; 250.000 fr. pour les propriétés

civiles (revenu annuel 12 0/0) et 1 million pour les biens des missions. Les quatre maisons de commerce françaises représentent 400.000 fr. de capitaux. Il n'est pas tenu compte ici des sommes considérables engagées par nos protégés dans leurs maisons de commerce.

Il y a à Bangkok une agence de la Banque de l'Indo-Chine.

7. Chine.

Les importations de Chine en France se sont élevées en 1900 à 177.069.000 fr., et les exportations de France en Chine à 34.117.000 fr., soit plus de 211 millions d'échanges. En y ajoutant le commerce de la Chine avec notre colonie indo-chinoise (90 et 75 millions), on arrive à 376 millions.

On compte en Chine près de soixante maisons françaises importantes représentant 60 millions de capitaux. Les principales branches dont elles s'occupent sont les suivantes :

A l'importation. — Machines, outils, pompes, bicyclettes, automobiles, conserves alimentaires, liqueurs, vins, tissus de soie et de laine, bijouterie, horlogerie, pharmacie.

A l'exportation. — Soies, bourres de soie, peaux, pelleteries, tissus de soie, thé ; en plus des hôtels, des restaurants, confiseurs, coiffeurs, parfumeurs ; négociants en fourrures, cuirs, huiles, crins ; maisons de commission.

La plupart de ces commerçants se trouvent à Shanghai, un certain nombre à Tien-Tsin, les autres à Hankeou. Il y a une société espagnole avec des capitaux français à Tchéfou.

La propriété française en Chine peut être évaluée à 47 millions, dont 37 pour les missions et les autres établissements religieux.

Les entreprises maritimes, en dehors de la compagnie Marty citée plus haut, comprennent un service maritime créé par la maison Lemaire entre Canton et Kouang-tchéouan, et un capital de 125.000 fr. dans les jonques, sur la rivière de Canton.

La France a engagé des capitaux importants dans les chemins de fer suivants :

1. Pékin à Hankéou, société franco-belge d'études de chemins de fer en Chine ; obligations 5 0/0 ; capitaux français, environ 88.659.000 fr.

2. Chemin de fer de Laokay à Yunnansen, compagnie des chemins de fer de l'Indo-Chine et du Yunnan ; société de construction des chemins de fer indo-chinois, 78 millions.

En dehors de ces deux voies ferrées, dont la première est en voie d'exécution et la seconde va y entrer, des sociétés françaises nombreuses ont obtenu des concessions.

Les principales entreprises minières françaises en sont encore à la période de formation : des concessions ont été faites à la société franco-belge de recherches minières en Chine, au syndicat d'études industrielles et de travaux publics en Chine, au syndicat franco-chinois de Tchong-King, à la société française d'exploitations minières en Chine, au syndicat du Yunnan. Comme mines actuellement exploitées, on peut citer celles de la compagnie anglo-française des mercures et concessions minières du Kouei-Tcheou, capital français, environ 5 millions de francs.

Les entreprises industrielles françaises en Chine sont aux mains des maisons de commerce mentionnées plus haut. On ne pourrait citer en dehors de ces dernières que 500.000 fr. de capitaux engagés dans les fabriques étrangères.

(coton, tabac, cigarettes) de Shanghai et une française (albumine) à Hankéou.

Les capitaux français placés dans les emprunts publics s'élèvent à 539 millions de francs :

	Millions de francs
Emprunt chinois 4 % or 1895, environ	311
Emprunt chinois 5 % or 1899, environ	100
Emprunt chemin de fer Yunnan 1901	78
Divers	50

En somme, la fortune française en Chine peut se répartir ainsi :

	Millions de francs
Commerce	60
Propriétés françaises	47
Mines	5
Emprunts	539
Divers	»
Total.	651

8. Japon.

Les maisons de commerce françaises au Japon représentent près de 8 millions de capitaux. Elles s'occupent de soies, vins, importation de machines et d'artillerie. Exportation. Elles se trouvent en majorité à Yokohama; il y en a huit à Kobé, quelques-unes à Nagasaki et à Tokio.

Les propriétés françaises valent 12 millions dont 4 1/2 pour les biens religieux.

Au total, les intérêts français au Japon ne dépassent guère 22 millions.

II. — Afrique.

1. Abyssinie.

Il y a en Abyssinie six maisons françaises, dont une société en nom collectif, un hôtel, un bazar et des maisons de commission. Les capitaux qu'elles mettent en œuvre ou qu'elles immobilisent montent à 750.000 fr.

Pour la propriété foncière, la valeur des maisons appartenant à des Français est de 25.000 fr. Le sol appartient à l'empereur. Il y a une exploitation agricole française qui peut valoir 50.000 fr.

En janvier 1900, le capital français engagé en Abyssinie pour la voie ferrée de Djibouti au Harrar dépassait 31 millions. La fortune française atteignait donc un total de 32 millions.

2. Egypte.

Il y a un grand nombre de maisons de commerce françaises en Egypte; on en compte 41 dans la circonscription d'Alexandrie, 60 dans celle du Caire, une

vingtaine dans le reste du pays. Les capitaux absorbés par elles se montent à 10 millions de francs.

Elles s'occupent surtout de commission, de commerce en détail, de tissus, soies, nouveautés, quincaillerie, vins et liqueurs, parfumerie, bijouterie, etc.

Les propriétés françaises représentent 44 millions de francs, avec un revenu de 5 à 7 0/0 par an. Il y a des exploitations agricoles importantes (coton, blé, fèves).

Plusieurs succursales du Crédit lyonnais (banque au Caire), la caisse d'épargne postale à Port-Saïd et le mont-de-piété d'Alexandrie absorbent 10 millions de capitaux français.

Nos nationaux ont des intérêts dans les tramways du Caire, mais ces intérêts n'ont pu être évalués. L'industrie française est représentée par la sucrerie et raffinerie de la Haute-Egypte (capital français, 65 millions), les Moulins d'Egypte, des forges, une fabrique de glace. Le revenu de ces entreprises varie entre 9 et 10 0/0.

Mais la majeure partie des capitaux français qui se trouvent en Egypte est engagée dans les placements et les emprunts d'Etat dont les principaux sont énumérés ci-après.

(Evaluations approximatives.)

Dettes privilégiées : 5.800.000 de livres égypt.

Emprunt garanti 3 0/0 : 800.000 livres égypt.

Dettes unifiées 4 0/0 : 28.000.000 de livres st.

Daïra-Sanieh 4 0/0 : 3.600.000 livres st.

Emprunt domanial 4 1/4 0/0 : 600.000 livres égypt.

Crédit foncier égyptien : 110 millions de francs, etc., etc.

En ajoutant aux chiffres ci-dessus nos capitaux dans la compagnie universelle du canal de Suez, on arrive à 1.200 millions en valeurs mobilières.

D'après ces évaluations, les capitaux français engagés en Egypte seraient de 1.436 millions ainsi répartis :

	Millions de francs
Commerce	10
Propriétés	44
Crédits et banques.	17
Industrie.	165
Placements	1.200

Il est intéressant de mentionner que les capitaux tunisiens à Alexandrie s'élèvent à 57 millions pour 9 maisons de commerce représentant 2 millions, 154 propriétés représentant 10 millions, 43.000 hectares d'exploitations agricoles valant 22 millions et des sommes considérables prêtées ou placées.

3. Tripolitaine.

Tripoli compte 3 maisons françaises de commission qui font 150.000 fr. d'affaires avec la France, 200.000 fr. avec l'étranger.

La propriété française atteint 60.000 fr.

Les capitaux français engagés en Tripoli sont donc sans importance.

4. Tunisie.

Dans ce pays placé sous le protectorat de la France, les intérêts de nos nationaux sont considérables. Nos maisons de commerce absorbent 103 millions de francs ; elles exportent des céréales, des huiles, des vins, du bétail, des éponges, des peaux ; elles importent en Tunisie des farines, des peaux préparées, de la soie, des denrées coloniales.

La propriété française vaut 110 millions, répartis comme suit :

	Millions de francs
Immeubles urbains	45
Constructions.	4
523.500 hectares en :	
Vignes	25
Olives	4
Céréales	32

Les capitaux et portefeuille de la banque de Tunisie et des succursales d'autres banques doivent représenter 22 millions.

Les chemins de fer de Bône à Guelma et de Sfax à Gafsa ont absorbé 60 millions, les mines 12 millions.

En résumé, la fortune française en Tunisie est de 512 millions, ainsi répartis :

	Millions de francs
Commerce et Industrie	103
Propriétés	116
Banques	22
Chemins de fer	60
Mines	12
Fonds d'Etat (3 et 3 1/2 0/0)	199

5. Maroc.

Nos maisons de commerce vendent des tissus, des burnous, du sucre, des bougies, du pétrole, etc. Leurs capitaux montent à 1 million 1/2 ; nos propriétés à 3 millions. Le Comptoir national d'escompte a une agence à Tanger. En tout, le Maroc a absorbé 6 millions 1/2 de capitaux français.

6. Possessions espagnoles, italiennes et allemandes d'Afrique.

Canaries : A Las Palmas et Ténérife nos maisons de commerce (marbres, céréales, tissus) absorbent près d'un million de capitaux ; nos propriétés 1.243.000, soit plus de 2 millions pour cette fraction africaine du territoire espagnol.

Les capitaux français engagés dans les possessions ou protectorats espagnols, italiens, allemands en Afrique sont insignifiants.

7. Libéria.

Peu de capitaux français.

8. Congo.

Nous avons dans l'Etat indépendant 1 factorerie (caoutchouc, produits européens), 1 agence des messageries fluviales, 1 hôtel.

Nos placements dans les sociétés belges d'exploitation, le chemin de fer de Matadi à Stanley-Pool, se montent à 39 millions, auxquels il faut ajouter 32 millions pour les bons à lots et l'emprunt à 4 o/o 1901. En tout nous avons engagé 72 millions au Congo.

9. Transvaal et Orange.

Nous n'avons presque rien dans l'ancien Etat libre. Nos maisons de commerce au Transvaal valent 5 millions (vins, spiritueux, conserves, denrées) : les propriétés, 5 millions, auxquels il faut ajouter pour 13 millions de terrains aux mains de la French South Africa Cy, formée par la Banque française de l'Afrique du Sud, au capital de 40 millions de francs.

Les capitaux français engagés dans les mines d'or ont été évalués à 1.500 millions, avec un revenu actuel de 8 o/o en moyenne.

Il est donc permis de chiffrer la fortune française au Transvaal à 1.564 millions.

10. Autres possessions anglaises d'Afrique.

La fortune française dans ces possessions atteint 28 millions dont 2 pour le Cap, 7 pour la Natalie, 19 pour l'île Maurice.

En dehors de ces 3 colonies, il n'y a à signaler que trois maisons françaises à Zanzibar (commission) qui font par an 5 à 6 millions d'affaires.

Colonie du Cap. — Nous avons au Cap six maisons vendant des denrées, des conserves, de la confiserie, et s'occupant de la pêche des langoustes.

La propriété française vaut 1 million ; les fonds placés dans les mines de la colonie n'ont pu être évalués.

Au Natal se trouvent sept maisons françaises (imprimerie et denrées, librairie, pharmacie, épicerie, grains, modes, parfumerie), 1 fabrique de glace et d'eau gazeuse. Mais la majeure partie des capitaux français (6 millions) appartient aux congrégations et notamment aux Oblats.

A l'île Maurice, il y a vingt maisons françaises avec 1 million et demi de capitaux ; des propriétés valant 3 millions, auxquels il faut ajouter près de 8 millions, valeur de 12 plantations de sucre, d'aloès, de vanilliers, de cocotiers avec 10 o/o de revenu moyen ; 1 usine de construction mécaniqu^e représente plus de 1 million de capitaux avec un revenu de 20 o/o. En y ajoutant divers intérêts, on arrive à compter pour 19 millions nos capitaux dans l'ancienne Ile de France.

11. Possessions portugaises d'Afrique.

La fortune française au Mozambique atteint 28 millions dont 1 million pour 10 maisons importantes (conserves, cognacs, vins, bois de Suède), 14 millions

pour 26 propriétés, plus de 3 millions pour des mines d'or et de charbon et 10 millions pour 6 compagnies industrielles (électricité, distillerie, explosifs, sucre, huiles).

Des capitaux français représentant environ 12 millions sont engagés dans les compagnies portugaises dont les noms suivent.

	Millions de francs
Agricola de San Thomé	2,7
Du Busi	2,5
Du Boror (Comité à Marseille)	3,0
Da Gorougoza	2,2
De Luabo	3
Des mines d'or de Macequece	3,5
De Mozambique (Comité à Paris)	25
De Mossamedes (Comité à Paris)	25
Du Zambèze (Comité à Paris)	15
Trust colonial portugais	1,5

Le total des capitaux français engagés dans les colonies portugaises d'Afrique est donc de 40 millions.

III. — Amérique.

1. Etats-Unis.

Nos échanges commerciaux avec les Etats-Unis ont atteint en 1900 764 millions de francs dont 509 pour nos achats et 255 seulement pour nos ventes. Se plaçant au 2° rang pour leurs importations en France, les Etats-Unis viennent au 4° pour l'importance de leur commerce total avec notre pays.

L'élément français a joué et joue encore un rôle important aux Etats-Unis. Si les essais de colonisation française avant 1761, colonisation protestante surtout, n'ont pas laissé de traces profondes, s'il reste peu de descendants des familles créoles, établies dans les Etats du Sud et particulièrement en Louisiane, après la Révolution de Saint-Domingue, par contre, l'émigration a, au cours de ce siècle, amené aux Etats-Unis un grand nombre de Français qui se sont établis dans les Etats du Nord. Le recensement de 1890 compte 113.174 Français aux Etats-Unis, dont 20.443 dans l'Etat de New-York.

Les maisons de commerce françaises aux Etats-Unis peuvent représenter 80 millions de capitaux, dont la majeure partie à New-York, à San-Francisco et à la Nouvelle-Orléans.

Le tableau suivant, relatif à la circonscription de New-York, et qui ne comprend pas les commerçants au détail, donne une idée de la répartition de ces capitaux :

BRANCHES	NOMBRE de maisons	STOCKS	CRÉANCES	AFFAIRES annuelles
En millions de francs				
Tissus.	14	1 1/2	3	10
Peaux.	7	2 1/2	3	8 1/2
Céramique	5	1	1 1/2	6
Boissons	5	1 1/2	1 1/2	3 1/2
Comestibles	8	0 1/4	»	1
Articles de Paris	1	1	»	1
Beaux-arts	6	3	0 1/2	3
Ameublement	4	0 1/2	0 1/2	1
Produits chimiques	9	0 1/4	»	1
Divers	3	0 1/2	»	0 3/4
Soit environ	62	12	11	36

La propriété française aux Etats-Unis a été évaluée à 230 millions de francs dont 80 millions pour les plantations d'oliviers, d'orangers, arbres fruitiers et troupeaux en Californie et dans le Far West, 60 millions pour les propriétés religieuses, hôpitaux, écoles, séminaires, églises.

Les banques françaises sont la maison Lazard frères, qui s'occupe surtout d'opérations de banque, les agences du Comptoir national d'escompte, la London Paris et American bank limited de San-Francisco, fondée par la maison Lazard. Les entreprises de banque et les crédits ont absorbé environ 67 millions.

On peut évaluer à 90 millions les titres de chemins de fer américains entre des mains françaises.

Les entreprises minières françaises ou employant un capital français sont les suivantes :

Compagnie des phosphates de Paris, capital 1.200.000 fr. ; carrière en Caroline du Sud, revenu 10 0/0 environ ; mines de cuivre de l'Anaconda (Montana), capital français 15 millions (?).

Les capitaux français dans ces diverses entreprises ne dépassent pas 48 millions de francs.

En raison de l'élévation des tarifs douaniers, un certain nombre d'industriels européens sont venus fonder des manufactures aux Etats-Unis mêmes. La part des capitaux français dans ce mouvement peut être de 25 millions environ dans les industries suivantes :

1. Fils et tissus, travail de la soie (Patterson, Jersey-City N. J., Bethlehem Penn.), laine peignée (Rhode-Island).
2. Travail des peaux et des poils à feutre (Brooklyn).
3. Ferblanterie, poêlerie, fonderie.
4. Verreries.
5. Alimentation, etc., etc,
6. Phosphates (Floride).
7. Raffineries de sucre en Louisiane.

La fortune française aux Etats-Unis s'élève en bloc à 600 millions (dont moins d'un million pour les capitaux engagés par nos nationaux en Alaska) se répartissant comme suit :

	Milliers de francs
Commerce	80
Propriétés	230
Crédits et banques	67
Chemins de fer.	90
Mines.	48
Industrie.	25
Fonds d'Etat (4 0/0)	50
Etc., etc.	

2. Canada.

Il y a relativement peu de maisons françaises au Canada ; les capitaux qu'elles ont absorbés n'ont pas été évalués. Comme branches de commerce occupant nos nationaux, on peut citer la ganterie et la parfumerie.

Les propriétés représentent plus de 5 millions de francs, auxquels il faudrait ajouter la valeur de nombreuses concessions agricoles (céréales, pâturages) et forestières. L'île d'Anticosti, notamment, a été acquise par un Français.

Le Crédit foncier franco-canadien est l'entreprise du Dominion où les capitaux français figurent pour le chiffre le plus élevé, 50 millions de francs.

Il reste à mentionner la compagnie franco-canadienne du Yukon, 2 millions de capitaux absorbés dans les mines (or, pétrole, etc.), 2 millions par l'industrie (tannerie, beurre) et les biens des congrégations françaises, dont la valeur est assez considérable.

En additionnant les évaluations partielles réunies en vue de cette enquête, on arrive, pour la fortune française dans le Canada, au chiffre de 58 millions, certainement très inférieur à la réalité, auquel il faudrait ajouter 80 millions pour les fonds d'Etat du Canada et de la province de Québec.

3. Terre-Neuve.

En dehors de ceux engagés dans la pêche, les capitaux français à Terre-Neuve sont minimes. Mais on ne peut négliger la part que représentent les pêches de Terre-Neuve dans notre capital national. Rien que les navires employés à cette pêche valent près de 20 millions, ainsi répartis :

	Milliers de francs
102 navires venant de France	12 820
193 navires venant de Saint-Pierre et Miquelon	4 825
23 navires dits chasseurs	3 000
	<hr/> 19 945

4. Mexique.

Les maisons de commerce françaises au Mexique représentent 50 millions de francs. Leurs branches principales sont l'exportation, les tissus, les confec-

tions, la chapellerie, la droguerie, la parfumerie, les articles de Paris et les nouveautés, la bijouterie.

La valeur de la propriété française est considérable, peut-être 100 millions de francs. Il y a des plantations importantes de tabac, café, sucre et caoutchouc.

Les grandes banques mexicaines (banques Nationales, Londres et Mexico, etc.) utilisent pour 20 millions de capitaux français environ.

A part quelques actions de chemins de fer, et l'importante mine de cuivre du Boléo dont le revenu peut varier entre 10 et 25 o/o, le reste des capitaux français s'est porté surtout vers l'industrie, ou la fabrication des tissus, cigarettes, tapis, papiers, porcelaines. Les usines d'électricité, les filatures, les verreries représentent environ 86 millions d'argent français, avec un revenu annuel de 10 o/o.

Il peut y avoir, en tout, 300 millions de capitaux français dans ce pays, ainsi répartis :

	Millions de francs
Commerce	50
Crédits et banques.	20
Industrie.	86
Propriétés	100
Etc., etc.	

5. Amérique centrale.

Le tableau ci-dessous résume les principaux intérêts français dans les cinq républiques de l'Amérique centrale :

DÉSIGNATION	TOTAL	COMMERCE	PROPRIÉTÉS	INDUSTRIE Etc., etc.
	Francs	Francs	Francs	Francs
Honduras	6 500 000	2 754 800	3 750 000	»
Salvador.	10 450 000	8 500 000	1 500 000	220 000
Nicaragua	6 150 000	2 750 000	3 150 000	260 000
Guatemala	8 621 000	2 000 000	5 200 000	571 000
Costa-Rica	10 000 000	5 300 000	1 000 000	
	41 721 000			

Le commerce français est représenté dans ces républiques principalement par des sociétés en nom collectif qui font le commerce du café (Guatemala, Nicaragua, Salvador), du caoutchouc (Nicaragua, Salvador), de l'or et de l'anis (Nicaragua), de l'alimentation et des tissus (Honduras). Il y a une banque française au Costa-Rica.

La propriété se compose de plantations de café, de canne et de cacao, de pâturages, avec un revenu de 15 à 20 o/o.

Il y a des Mines d'or au Honduras et au Costa-Rica.

L'industrie se compose de fabriques d'extrait de bois et de minoterie. La je-

tée de San-José-de-Guatemala, entreprise française, représente 71.000 fr., avec un revenu annuel de 20 à 25 o/o.

En résumé, la fortune française, dans l'Amérique centrale, atteint 42 millions de francs se répartissant ainsi :

	Millions de francs
Commerce et banques	21
Propriétés et mines	15
Industrie	1

Les capitaux engagés dans l'emprunt anglo-français de 80 millions pour les chemins de fer du Honduras ne figurent pas dans ces évaluations.

6. Cuba.

Les renseignements font défaut pour la partie occidentale de l'île. Dans la circonscription consulaire de Santiago nous avons 126 millions de francs, ainsi répartis :

	Millions de francs
Commerce (comestibles, pharmacie, vins, sellerie) . . .	1
Propriétés (café, cacao, etc.)	100
Industrie (<i>ingenios</i> , usine électrique)	25

7. Haïti.

A. République d'Haïti. — Il y a dans la république environ 46 maisons françaises (vins, liqueurs, conserves, nouveautés, etc., cafés, etc.). Les capitaux peuvent représenter 13 millions de francs.

Les étrangers ne peuvent être propriétaires : néanmoins une somme de 5 millions a été engagée par nos nationaux dans la propriété foncière, la moitié de ce chiffre revenant aux congrégations. Il faut y ajouter près de 1 million pour les plantations (canne à sucre).

La Banque nationale de Haïti a un capital de 10 millions, en grande partie français ; une part des capitaux engagés dans le chemin de fer est également française.

L'industrie est représentée par une savonnerie importante et plusieurs entreprises, d'une valeur totale de 3 millions.

Des sommes importantes, environ 48 millions, ont été engagées par nos nationaux dans les emprunts d'Etat (revenu, 5 o/o).

B. République Dominicaine. — La fortune française ne dépasse guère 8 millions, constitués principalement par les fonds d'Etat.

En somme, les capitaux français dans les deux républiques s'élèvent à 78 millions de francs ainsi répartis :

	Millions de francs
Commerce	13
Propriétés	7
Banques	2
Industrie	3
Fonds d'Etat	55

8. *Puerto-Rico.*

Vingt-huit maisons françaises, avec 5 millions de capitaux, s'occupent d'horlogerie, mercerie, bijouterie, quincaillerie, épicerie et de denrées coloniales. La propriété foncière atteint près de 25 millions de francs ainsi répartis :

100 plantations de café, 12 millions et demi.

28 plantations de canne à sucre, 10 millions et demi.

28 domaines d'élevage, 1 million et demi.

Nous avons donné 3 millions au chemin de fer, ce qui fait, pour notre fortune dans l'île, 34 millions de francs.

9. *Possessions anglaises du golfe du Mexique.*

11 millions de capitaux français sont engagés dans trois de ces colonies, à Trinidad (commerce, 1 million, plantations, 6 millions, divers, 2 millions et demi) ; en Guyane (plantations, 1 million et demi) et à Sainte-Lucie.

10. *Venezuela.*

Le nombre des Français habitant le Venezuela s'élève à 2.543 : Corses, Basques et créoles de nos colonies américaines.

Alimentation, modes, tabacs, parfumerie, boulangerie et couture, telles sont les branches de commerce qui ont absorbé 7 millions de capitaux français au Venezuela.

La propriété française comprend de très riches plantations de cacaoyers ; on peut l'évaluer à 50 millions ; on compte 7 millions pour les banques de l'Orénoque et de Caracas et 18 pour les chemins de fer de Carenero et Vénézuéliens ; ces deux entreprises possèdent plusieurs navires pour la navigation fluviale.

L'industrie du caoutchouc et des perles augmente d'un million l'actif de la France et nous avons 30 millions de créances et de titres, dont 25 pour la dette intérieure 6 o/o et plus de 4 pour la dette diplomatique.

En tout, notre fortune représente 130 millions de francs.

	Millions de francs
Commerce	7
Propriétés.	40
Banques	7
Chemins de fer	18
Industrie	1
Fonds d'Etat	30

N. B. — Comme élément de richesse nationale dans les pays baignés par le golfe du Mexique, il convient de mentionner la compagnie française des câbles télégraphiques.

11. Colombie.

Les maisons de commerce françaises en Colombie représentent plus de 8 millions de capitaux (cafés, caoutchouc, cuirs bruts, poudre d'or, importation, hôtels, bazars, vins, spiritueux, mercerie).

Les propriétés françaises valent 10 millions de francs (bananeries, café, cultures, élevage). Ces capitaux rapportent environ 10 o/o.

Les crédits ouverts au commerce s'élèvent à 20 millions rapportant 6 o/o, ceux absorbés par les banques à 2 millions; il y a quelques intérêts français dans la navigation fluviale, plus de 5 millions de capitaux français dans les mines d'or et de manganèse. L'industrie absorbe près d'un million (tanneries, distilleries).

La valeur actuelle des travaux, propriétés, machines de la compagnie nouvelle du canal de Panama, serait de 200 millions de francs si on s'en rapporte aux conditions de la cession projetée avec le gouvernement des Etats-Unis.

Il y a des capitaux français dans la plupart des chemins de fer colombiens. La fortune française en Colombie peut donc être évaluée à 246 millions de francs, ainsi répartis :

	Millions de francs
Commerce	8
Propriétés.	10
Crédits, banques	22
Mines	5
Industrie	1
Canaux et navigation	200

12. Equateur.

La fortune française en Equateur s'élève à plus de 5 millions de francs. Il y a tant à Quito qu'à Guayaquil une quinzaine de commerçants français (lainages, soieries, cotonnades, poudre d'or, caoutchouc, hôtel-restaurant, vins, conserves, etc.). Nous avons dans ce pays des fabriques de bière, de glace, des fonderies, des moulins, une distillerie. La propriété française comprend une importante proportion de biens religieux.

13. Pérou.

On compte, au Pérou, quarante maisons françaises avec 25 millions de capitaux (tissus, chapeaux, livres, conserves, vins, liqueurs, commission). La propriété française vaut 60 millions. Les plantations de riz, de canne et de cacao appartenant à des Français couvrent une superficie de 100.000 hectares.

Une somme peu importante a été engagée dans le chemin de fer de Tambo-de-Mora à Chinchá-Alta, 18 millions dans les mines, sans revenu appréciable, 1 million dans l'industrie, 2 millions dans les fonds d'Etat. Le total de la fortune française au Pérou atteint environ 107 millions.

Une maison française a sur le Pérou une créance évaluée par le tribunal arbitral de Lausanne à 75 millions de francs.

14. Bolivie.

Nos nationaux ont fondé sept maisons, bazar, hôtel, librairie, mercerie, commerce de cuirs, ferronnerie et commission avec 2 millions de capitaux. La propriété est peu importante (bétail, coca, culture) en dehors d'immenses concessions gommifères (gomme, caoutchouc) faites à des compagnies françaises avec 60 millions de capitaux.

Les mines de cuivre et d'étain ont absorbé 6 millions et rapportent annuellement 500.000 francs. 1 million 1/2 de capitaux français sont consacrés à l'industrie (métaux, chaussures, construction de bateaux). Ces différents intérêts donnent un total de 70 millions pour la Bolivie.

15. Chili.

Les maisons de commerce et les propriétés françaises ont absorbé une somme de capitaux presque identique : 81 millions pour les premières, 80 pour les secondes. Le commerce est surtout un commerce de détail ; à Valparaíso on trouve des Français négociants en cuirs, peaux, en vins, tapissiers, hôteliers. Le revenu de la propriété agricole varie entre 7 et 15 o/o.

18 millions sont consacrés à l'extraction du cuivre ; 36 millions à la tannerie, scierie, minoterie et à une fabrique de caisses : 8 millions dans les placements d'Etat.

Le chiffre de 226 millions de francs représente la totalité du patrimoine français au Chili.

16. Argentine.

Nous avons vendu aux Argentins pour 49 millions de marchandises et acheté pour 284 ; ce qui fait 334 millions pour nos échanges avec leur pays.

L'évaluation de la fortune française en Argentine présente des difficultés considérables. Les nombreux Français qui émigrent dans ce pays y arrivent avec des capitaux modestes, s'y enrichissent (moins souvent et moins facilement qu'autrefois) ; mais la fortune ainsi acquise ne peut être comptée que partiellement à l'actif de la mère-patrie, car elle est destinée à se dénationaliser dans la grande majorité des cas. Les maisons françaises, les industries françaises sont aux mains de Français qui font de l'Argentine leur patrie d'adoption, dont les petits enfants seront le plus souvent des citoyens argentins.

L'émigrant français, cependant, est, entre tous, celui chez lequel l'esprit de retour est le plus développé. En dehors de l'émigration, nos capitaux sont intéressés dans plusieurs grandes entreprises.

Il y a près de 600 maisons de commerce françaises dans ce pays. Les branches de leur négoce sont très variées : tissus, mercerie, vins, conserves, liqueurs, livres, bijouterie, bazar, boucherie, boulangerie, chapellerie, meubles, spiritueux, ferronnerie, épicerie, céréales, cuirs, laines, peaux. Il est impossible de donner une évaluation des capitaux qu'elles ont absorbés.

Les propriétés foncières (canne, riz, tabac, maïs, vigne, pâturages, luzerne), augmentées de la valeur des immenses troupeaux qui appartiennent à nos nationaux représentent une valeur de 366 millions. On compte plus de 10.000 propriétaires français.

Les banques sont la banque française du Rio de la Plata, la banque franco-argentine, la société de crédit territorial de Santa-Fé, etc. ; elles représentent 53 millions de capital français. On peut compter près de 100 millions pour la compagnie française du chemin de fer de Santa-Fé.

Nous sommes intéressés dans des carrières d'onix, des mines de cuivre et d'argent (*Famalina*).

Enfin, au moins 32 millions ont été engagés par nos nationaux dans l'industrie (tabacs, chapeaux, liqueurs, électricité, élevage, farines, draps, couvertures, à Buenos-Ayres, sucrerie, tannerie, scierie, voitures dans la circonscription de Cordoba, etc.). Le rendement maximum paraît être 12 0/0 par an.

D'après les évaluations faites au cours de cette enquête, la fortune française en Argentine serait de 923 millions dont voici le détail :

	Millions de francs
Commerce	?
Troupeaux, propriétés	366
Banques	53
Chemins de fer	100
Mines	?
Industrie	32
Fonds d'État (4, 5 et 6 0/0)	310

17. Uruguay.

L'évaluation de la fortune française en Uruguay, si elle peut être faite plus exactement que pour l'Argentine, est cependant soumise aux mêmes réserves ; nos capitaux et nos émigrants se dénationalisent rapidement : 40.000 de nos compatriotes sont en train d'y devenir Uruguayens.

Nos capitaux s'élèvent à 219 millions. Les chiffres ci-dessous donnent la répartition de ces capitaux et leur revenu annuel.

	Millions de francs	
Commerce	19	35 0/0
Propriété foncière	109	3 à 6 »
Propriété agricole	29	15 à 35 »
Banque Supervieille, etc	8	
Rente consolidée à 3 1/2 0/0	48	3 1/2 »
Travaux du port de Montevideo	70	
Industrie	14	14 à 19 »

Les maisons de commerce s'occupent de tissus, d'épicerie, pharmacie, de commission, etc. Les exploitations agricoles comprennent l'élevage, la culture de la vigne et des céréales, l'industrie des distilleries, des saladeros et des scieries.

18. Paraguay.

La fortune française n'atteint pas 1 million : 3 commerçants (tissus, mercerie, vins, liqueurs, conserves), la Société foncière du Paraguay et 1 distillerie de canne à sucre en représentent les principaux éléments.

19. Brésil.

En 1900, nos échanges avec le Brésil se sont élevés à 116 millions dont 78 pour nos achats et 37 pour nos ventes.

Les maisons de commerce françaises représentent 86 millions de capitaux. Il y en a 180 dans la circonscription de Rio-de-Janeiro (commission, exportation, alimentation, tissus, mercerie, café, hôtels et coiffeurs), 35 dans celle de Bahia (commission, bijouterie, vins, pharmacie, alimentation, etc.), 72 dans celle de Saint-Paul (cafés, articles de Paris, commission, confections, photographie, etc.), un grand nombre dans celle de Para (commission, importation, exportation, hôtel, bijouterie).

Les capitaux engagés dans des propriétés foncières et des exploitations agricoles se montent à 30 millions. Il faut signaler surtout le café, la canne à sucre, la vigne, le caoutchouc comme cultures prédominantes.

Les assurances et les banques (banque franco-brésilienne, banco national del Rio) comptent 11 millions de capitaux français. La compagnie générale des chemins de fer brésiliens (chemin de fer du Parana), 40 millions, avec un revenu de 6 o/o ; les mines nous ont coûté 7 millions avec un revenu de 15 o/o (diamants, manganèse, émeri, pierres).

Enfin, 19 millions rapportent 10 o/o dans les sucreries, verreries, teinturerie, fonderie, fromagerie, et fabriques de tissus ou de caoutchouc.

Les 696 millions de capitaux français au Brésil se divisent donc comme suit :

	Millions de francs
Commerce.	86
Propriétés.	30
Assurances et banques	11
Chemins de fer	40
Mines	7
Industrie	19
Fonds d'Etat	490
Etc., etc.	

Les fonds d'Etat comprennent la dette fédérale 4, 4 1/2 et 5 o/o et les emprunts 5 o/o des Etats de Bahia, Minas-Geraës et Espirito-Santo.

V. — OCÉANIE ET ARCHIPELS DU PACIFIQUE

1. Iles Hawaiï.

La fortune française ne dépasse pas 150.000 francs, dont la moitié en propriétés.

2. Indes néerlandaises.

Nous avons dans l'Insulinde 13 millions 1/2 de capitaux. Il y a deux grandes maisons de commerce françaises et plusieurs petites (denrées coloniales, vins, spiritueux, commission). Le tout représente 4 millions de francs.

Nos plantations de tabac à Sumatra valent 9 millions de francs.

Les capitaux placés dans les mines d'or ne donnent pas de revenu. L'industrie est représentée par trois fabriques (chaussures, chapeaux, glace à rafraîchir.)

3. *Philippines.*

Il y a aux Philippines 26 millions de francs de capitaux français dont 20 millions engagés dans la compagnie générale des tabacs, 5 millions dans 9 maisons de commerce (bijouterie, horlogerie, modes, commission, couture) et près de 1 million pour 8 propriétés.

4. *Nouvelle-Zélande.*

Nous avons 2 millions en Nouvelle-Zélande, dont les trois quarts en propriétés, le reste en mines.

5. *Nouvelle-Galles du Sud.*

Les capitaux français en Nouvelle-Galles du Sud s'élèvent à 12 millions de francs, placés dans 30 maisons de commerce qui trafiquent en laines, peaux, os, cornes, suifs, vins, liqueurs, soieries, lainages.

Le chiffre des capitaux absorbés par les mines d'or n'est pas connu. Il y a une agence du Comptoir d'escompte à Sidney.

6. *Victoria.*

Il y a également une agence du Comptoir d'escompte à Melbourne.

Les capitaux français placés dans les autres régions de l'Océanie sont insignifiants. La fortune française dans cette partie du monde s'élève donc à 57 millions de francs.

FORTUNE FRANÇAISE constatée à l'étranger	EN MILLIONS de francs	FORTUNE FRANÇAISE constatée à l'étranger	EN MILLIONS de francs
I. — Europe.			
Espagne	2 974	Canaries	2
Portugal	900	Etat du Congo	72
Angleterre	1 000	Afrique anglaise.	1 592
Belgique	600	Afrique portugaise.	40
Luxembourg.	62	Total pour l'Afrique	3 693
Pays-Bas	200		
Danemark	131	IV. — Amérique.	
Norvège	290	Etats-Unis	600
Suède	123	Canada	138
Allemagne	85	Terre-Neuve	20
Russie.	6 966	Mexique	300
Suisse	455	Total pour le Nord.	1 058
Monaco	158		
Italie	1 430	Centre-Amérique	42
Autriche-Hongrie	2 850	Cuba	126
Roumanie	438	Haïti (Ile d')	78
Bulgarie	48	Puerto-Rico	34
Serbie	201	Antilles anglaises	10
Grèce	283	Total pour l'Amérique centrale.	290
Turquie d'Europe et fonds tures.	1 818		
Total pour l'Europe	21 012	Guyane anglaise.	1
		Venezuela.	130
II. — Asie.		Colombie	246
Turquie d'Asie	354	Equateur	5
Russie d'Asie	60	Pérou	107
Perse	2	Bolivie.	70
Asie anglaise.	22	Chili	226
Siam	10	Argentine.	923
Chine	651	Uruguay	219
Japon	22	Paraguay	1
Total pour l'Asie	1 121	Brésil	696
		Total pour le Sud	2 624
III. — Afrique.		Total pour toute l'Amérique.	3 972
Abyssinie.	32		
Egypte	1 436	V. — Océanie, Insulinde, Phi-	
Tripoli	1	lippines	
Tunisie	512		
Maroc	6	Total général	29 855

DOCUMENTS CONCERNANT LES AFFAIRES DE MACÉDOINE

(1901-1902.)

Règlement secret du Comité Macédonien portant organisation des bandes bulgares en Macédoine ¹.

TRADUCTION

Toutes les bandes armées se composent de Bulgares indigènes d'une certaine région limitée. Ceux-ci exécutent secrètement les ordres donnés par le Président du Comité.

Les devoirs des bandes armées :

Les bandes armées se composent d'hommes munis d'armes fournies par le Comité. Ces bandes sont formées par les Comités Révolutionnaires de chaque district ou village, et reçoivent l'instruction militaire nécessaire à leurs vues. Ces bandes sont indépendantes des Comités et distribuent à leur tour des armes à ceux qu'elles enrôlent et qu'elles gagnent à leur cause. Ces bandes sont chargées par les Présidents des Comités de Révolte de pourvoir aux armements de ceux qu'elles embauchent dans leurs districts et de faire des provisions d'armes et de poudre qu'elles tiennent cachées, et comme ces bandes obéissent aux Présidents des Comités de Révolte, la responsabilité de leurs actes incombe à ces derniers.

Les Comités de Révolte sont tenus à observer les règles suivantes :

1. Partout où il existe un Comité de Propagande il doit travailler à faire des complots contre l'Etat et à s'assurer par des inspections et des examens que les instructions des Comités sont bien comprises.

2. Là où il n'existe pas de partisans révolutionnaires, il cherche à soulever les indigènes, ou il compose une bande armée suivant le Règlement. En cas de succès, le Président du Comité Central (de Sophia) est prévenu pour donner de l'extension au parti nouveau.

3. Le Comité du district cherche à répandre des idées révolutionnaires parmi les indigènes par des discours et propos incendiaires. Ces révolutionnaires agissent au nom du Comité qui se trouve dans la circonscription.

Les bandes armées sont soumises aux ordres des Comités des régions limitées conformément aux règles suivantes :

1. Se conformer aux instructions données.

2. Par la persuasion ou par la terreur mettre les personnes embauchées par les bandes à la disposition du Comité.

3. Mettre à mort les personnes désignées par les Comités.

4. Transporter les armes d'un endroit à un autre pour permettre aux Co-

(1) Texte communiqué par Sir A. Biliotti, consul général de la Grande-Bretagne à Salonique, à Sir O'Connor (5 juillet 1901).

mités de remplir leurs devoirs sans craindre d'être vus et absorber l'attention de l'autorité locale.

5. Chaque bande est à la discrétion des Comités de Révolte qui se trouvent dans leur circonscription. Elle lèvera l'étendard de la révolte sur l'ordre des Comités du district, et ces Comités n'agissent que sur les ordres du Président du Comité à Sophia.

6. Ce sont les bandes qui donneront du courage aux indigènes pendant la révolution, et pour y réussir, les bandes ont besoin de se conformer aux règles suivantes :

a) Attirer le peuple à elles par de bonnes manières, de façon que ce peuple soit prêt à faire des sacrifices au besoin.

b) Mettre dans l'esprit du peuple, par de telles paroles, que toujours les révolutions donnent de bons résultats — en un mot, agir promptement et par tous les moyens pour gagner l'esprit public à leur cause.

c) Etudier toute la chaîne des montagnes, les passages et les cols où l'on peut se cacher et obtenir des villageois, par n'importe quelle manière, à leur dire tout ce qui se passe et ce qu'ils entendent autour d'eux.

d) Les bandes commettent aussi des crimes politiques — c'est-à-dire, qu'elles tuent et se débarrassent des hommes qui les empêchent d'arriver à leur but, et aussitôt elles avertissent Sophia de leurs crimes commis.

Les instructions de toutes les bandes :

Les instructions des bandes seront gardées très secrètement, la plus petite indiscretion pouvant amener de grands désastres. Ce qu'il y a de plus important, c'est de faire tout son possible pour présenter un visage accueillant par de bonnes mœurs.

Les Comités du district sont obligés de mettre à exécution toutes les prescriptions du Règlement et sont aussi tenus de ne pas les rendre publiques.

Les choses qui concernent la corruption ne seront pas répétées. Les décisions des Comités seront transmises aux bandes par des Inspecteurs, qui seront les intermédiaires entre les bandes et les Comités. Il faut faire grande attention de ne rien laisser entendre aux enfants et aux femmes, parce que ceux-ci ne peuvent pas supporter les poursuites et les peines du Gouvernement. Les jeunes révolutionnaires n'ont pas le droit d'examiner à fond ce qui ne leur convient pas. Pour traiter une question importante ou pour défendre plus ardemment l'attaque de l'ennemi, deux bandes peuvent se réunir, et dans le cas d'une réunion pareille, le chef de cette force sera le chef de la bande locale. Mais en tout cas, l'ordre de réunion se donne par le Président du Comité.

Une bande ne peut passer la frontière de sa circonscription sans l'ordre du Président, que si elle est poursuivie ou qu'elle cherche à dérouter le Gouvernement, ou bien pour commettre une grande corruption urgente. En temps ordinaire il n'est pas permis à une bande de dépasser ses limites; il est également interdit aux différents membres des bandes de correspondre entre eux.

Les vengeances personnelles, les attaques contre des villages, et toute indiscretion en général dans le but de soulever la révolution est absolument défendue, et ceux qui s'en rendront coupables seront condamnés à mort. Aucun meurtre ne pourra être commis par les bandes sans décision préalable du Comité, sauf ceux inévitables dans un combat accidentel.

Rapport entre les Comités et les bandes :

Les bandes exécutent les ordres des Présidents de leurs districts et obéissent aussi à un agent envoyé par le Comité Central. Dans ce cas elles devront avertir leurs Présidents locaux de tout ce qu'elles sont chargées de faire par ordre de cet agent.

Les Comités des différentes régions exécutent les ordres donnés par le Président du Comité Central à Sophia en faisant agir les bandes qui avertissent les Comités, à la fin de chaque mois, de tout ce qu'elles ont fait, et ces derniers avertissent le Comité Central.

Le Président du Comité d'une certaine région limitée est obligé de préparer les habits, les armes, les provisions, et tout ce qui est nécessaire à la bande qui se trouve sous ses ordres ; il lui désigne les retraites où elle pourra se cacher et lui ordonne de faire tout ce qu'il faut pour arriver au but de ses intentions.

Les bandes ont besoin de guides, et comme les Présidents des Comités se trouvent la plupart du temps aux villages et aux bourgs, ce sont eux qui suggéreront aux paysans d'aider les bandes. Les communications des nouvelles entre le chef d'une bande et le Président du Comité se feront verbalement ou par écrit, selon le Règlement spécial du Comité.

Pour accomplir un assassinat, il faut un ordre écrit du Président.

Les bandes ne doivent pas garder des documents auprès d'elles. Elles les détruisent, et les plus importants sont gardés au dépôt des documents du Comité.

C'est le Comité du district qui tranche les difficultés qui surgissent entre les chefs de la bande et ses compagnons. Quant aux difficultés qui surgissent entre le Comité et la bande, elles sont tranchées par le Comité Central de Sophia, et s'il y a simplement une divergence d'opinions, on envoie un agent de la part du Comité Central.

Les bandes peuvent changer de place d'après l'ordre des Comités respectifs, mais jamais sans cet ordre. Quant aux ordres de dispersion et de dissolution, ils ne peuvent être donnés que par le Comité Central.

Composition et administration des bandes :

1. Les bandes se composent de cinq ou six personnes.
2. Chaque bande a son chef et son secrétaire, qui sont nommés par le Comité Central à Sophia.
3. Les hommes qui composent les bandes doivent être jeunes et endurcis aux fatigues des montagnes, habitués à mener une vie retirée et être courageux pour remplir leurs devoirs.
4. Ceux-ci doivent être plus intelligents et plus ardents que leurs chefs pour mener à bonne fin les ordres reçus.
5. Les jeunes gens qui s'engagent dans une bande sont nommés par les Comités des districts, avec approbation du Comité Central.
6. Le déplacement d'une bande se fait par les Comités des régions.
7. Les bandes tuent ou lâchent les hommes tombés entre leurs mains après entente avec leurs Comités.
8. Les bandes ne doivent pas rebuter les villageois par leurs exigences. Elles doivent observer une conduite tranquille dans les lieux où elles seront reçues.

9. Elles doivent faire tout leur possible pour gagner la confiance du peuple et passer une vie pacifique avec lui.

10. Ceux qui songeront à leurs propres intérêts ou qui désertieront en cas d'un combat seront exclus de la bande.

11. Ceux qui se rendront coupables d'intrigues ou de ruses seront blâmés publiquement pour leur manquement aux devoirs sacrés qu'ils ont contractés.

12. En toute chose les membres d'une bande ont les mêmes droits.

13. Les conspirateurs n'ont pas le droit d'aller voir leurs parents et leurs alliés sans l'ordre des Présidents de leurs Comités respectifs.

14. Ils doivent cacher toujours leurs noms, les endroits d'où ils viennent, et ceux où ils vont.

15. Personne ne peut sortir de sa bande sous prétexte de réunir une autre bande ou passer à une autre sans l'ordre des Présidents respectifs.

16. En cas de désobéissance, le délinquant sera désarmé et mis en prison.

17. Les armes des bandes appartiennent aux Comités, et alors quand une personne quittera la bande sans un motif légitime, ses armes seront livrées aux Comités par le Président.

18. Le Secrétaire dirige la correspondance entre les bandes et les Comités, mais toujours par ordre du Président.

19. Le Secrétaire a aussi le droit d'inspecter les bandes avec le Président et s'occuper de donner au peuple une idée révolutionnaire et de leur fournir des armes.

20. Les différends qui s'élèvent entre le peuple et les bandes seront réglés à l'amiable ; il ne faut pas faire usage de mauvais procédés.

21. Pour les fautes graves, telles que le refus de rester de garde à son poste, la désobéissance aux ordres reçus, l'insubordination envers les chefs, les peines sont différentes. Parfois on est condamné à une mission qui peut coûter la vie.

La condamnation à mort est prononcée dans les cas suivants :

1. Quand on divulgue les intentions du Comité ou que l'on a des velléités de trahison dans un but intéressé.

2. Quand on déserte la bande pendant un combat.

Ces arrêts seront aussitôt exécutés. L'arrêt est prononcé par le Comité Régional et approuvé par le Comité Central. En cas d'urgence on peut exécuter le condamné sans attendre l'avis du Comité de Sophia.

Communiqué de l'Agence télégraphique bulgare.

(19 AVRIL 1902.)

Considérant que tout mouvement révolutionnaire en Macédoine est pernicieux pour la population Bulgare de cette province, ainsi que pour les intérêts de la Principauté et pour la cause nationale Bulgare en général, le Gouvernement Princier a adressé à ses Agents Commerciaux en Turquie une Circu-

laire attirant leur attention sur ce danger, leur communiquant sa ferme décision de ne permettre dans la Principauté aucune action ayant pour but de provoquer des désordres dans l'Empire voisin et les invitant à conseiller la population Bulgare de rester calme. En envoyant copie de cette Circulaire à ses Agents Diplomatiques, le Cabinet de Sophia les a invités d'attirer l'attention des Puissances Signataires du Traité de Berlin sur le fait que les mesures du Gouvernement Bulgare, pour le maintien de la paix et de la tranquillité dans la presqu'île des Balkans, seront inefficaces tant que des mesures ne seront pas prises pour améliorer la situation en Turquie.

Sophia, le 19 avril 1902.

MEMORANDUM

Remis à Lord Lansdowne par Anthopoulo Pacha.

(4 JUIN 1902.)

Le Gouvernement Impérial ayant attiré la bienveillante attention des Puissances Signataires du Traité de Berlin sur la gravité de la situation créée par les agissements du Comité Macédonien, celles-ci avaient bien voulu faire auprès du Gouvernement Bulgare les démarches nécessaires en vue de la cessation de ces agissements. Quoiqu'un certain effet ait suivi ces démarches, il nous revient que le dit Comité se réforme à Sophia avec la tolérance de la Principauté et s'apprête à poursuivre, comme par le passé, son but répréhensible. Tant qu'un Comité de ce genre existera en Bulgarie et prendra à tâche de fomentier des troubles parmi les populations Bulgares des provinces voisines, il ne sera pas possible de sauvegarder la parfaite tranquillité de ces pays. Le Gouvernement Impérial, tout en déclinant d'ores et déjà la responsabilité des conséquences que peut engendrer le travail malfaisant du Comité en question, espère que le Gouvernement Britannique voudra bien faire à Sophia les démarches les plus énergiques pour amener la Principauté à le dissoudre complètement et faire supprimer ainsi l'élément néfaste dont l'existence est une cause perpétuelle de trouble et d'incidents regrettables.

Londres le 4 juin 1902.

Circulaire concernant les réformes administratives et judiciaires prescrites par l'iradé impérial.

(AOÛT 1902.)

Une Commission Technique sera envoyée dans les vilayets de Salonique, Kossovo, et Monastir, avec mission de déterminer les institutions qu'il y aurait

lieu d'établir pour donner un nouvel essor aux travaux d'utilité publique et pour assurer la prospérité du pays et l'extension de l'agriculture, d'inspecter les ponts et chaussées qui seront construits, développer la situation commerciale et économique tant dans l'intérieur que sur le littoral des dits vilayets et de faciliter le service de navigation dans ces parages.

Un ingénieur hydrographe et un employé du Ministère des Finances chargés, le premier, d'étudier les travaux d'irrigations fluviales à exécuter, et le second, de veiller à la perception des impôts, feront partie de la dite Commission. De nouvelles écoles primaires et secondaires seront créées dans les vilayets précités et il sera procédé à l'organisation des Tribunaux et de la gendarmerie.

Les personnes qui se livreraient à des agissements dans le but de troubler l'ordre et la tranquillité publics sans tenir compte des recommandations qui leur seraient faites par les autorités Impériales et dont les actes entraîneraient, d'après la loi, leur responsabilité, seront provisoirement éloignées du pays en vue de leur amendement moral.

Dans les cas où les Valis jugeraient nécessaire de requérir l'assistance des forces armées, ils aviseront d'urgence à qui de droit, conformément aux instructions qu'ils recevront du Gouvernement Impérial, auquel ils auront à se référer préalablement par le télégraphe.

La Sublime Porte a muni les Gouverneurs-Généraux des vilayets susmentionnés d'ordres en conséquence, et leur a recommandé d'une façon instante de mettre sans retard à exécution les mesures dont il s'agit. Les Valis ont été invités en même temps à créer des Tribunaux dans les localités où l'existence de pareilles institutions est nécessaire, afin que ces Tribunaux procèdent, conformément aux prescriptions de la loi, au jugement des criminels et déterminent les peines que ceux-ci auraient encourues. Ils auront à faire remettre à la justice ceux des dits criminels qui refuseraient de comparaître devant la juridiction compétente et à adopter, conformément aux hautes intentions de Sa Majesté Impériale, le Sultan, des dispositions propres à mettre toutes les classes de la population à l'abri de procédés vexatoires de toutes sortes.

Instructions concernant les Vilayets de la Turquie d'Europe.

(DÉCEMBRE 1902.)

PREMIÈRE PARTIE. — ORGANISATION.

Chapitre I. — Administration.

Art. 1^{er}. — Les Valis devront veiller à l'application de toutes les mesures propres à assurer le progrès des travaux publics, du commerce, de l'agriculture, et des institutions industrielles, ainsi que le développement de l'instruction publique.

Des postes de Directeur des Travaux Publics seront nouvellement créés auprès de chaque Vali.

Des Directeurs de l'Instruction Publique et de l'Agriculture seront aussi nommés dans les provinces où il n'en existerait pas.

Art. 2. — Les affaires touchant les étrangers dans les provinces resteront comme par le passé sous la responsabilité des Valis. Un fonctionnaire ayant le titre de « Oumour édjnébié mudiri » (Directeur Politique), nommé par le Ministère de l'Intérieur et connaissant le Droit International, les dispositions des Traités et les usages diplomatiques, se trouvera auprès de chaque Vali. Les Drogmans des vilayets seront également nommés par le Département de l'Intérieur. Toutefois le Ministère des Affaires Etrangères devra certifier au préalable que les candidats proposés pour ces postes possèdent les connaissances requises.

Art. 3. — Un poste de Caimaïcam sera créé au chef-lieu du vilayet pour s'occuper de l'Administration du Caza central.

Art. 4. — Les Valis devront veiller à ce que les employés nommés par les vilayets possèdent les capacités requises. Quant aux Mutessarifs adjoints des Valis, Mektoubajis, Caimaïcams, et autres fonctionnaires, les documents relatifs à leur choix seront référés à la Commission du Personnel Civil, qui, après s'être livrée à une enquête et avoir demandé l'avis des Valis, procédera à leur nomination conformément au règlement.

Art. 5. — La destitution, le remplacement et la nomination des officiers supérieurs et subalternes de Gendarmerie et des Directeurs et Commissaires de Police se feront par les Départements respectifs, avec l'avis des Valis.

Art. 6. — Les gendarmes seront recrutés dans les provinces parmi les Musulmans et les Chrétiens. Ils devront, lors de leur nomination, prêter serment suivant la règle.

Art. 7. — Parmi les Musulmans qui seront admis dans la Gendarmerie, ceux qui auront accompli leur service militaire sans avoir subi aucune condamnation auront la préférence. En dehors de ceux-ci, les individus, tant Musulmans que Chrétiens, qui seront engagés comme gendarmes, devront jouir d'une bonne réputation, et n'avoir subi aucune condamnation.

Art. 8. — Le Commissaire et les agents de police des provinces seront recrutés parmi les Musulmans et les Chrétiens et seront, lors de leur engagement, assermentés conformément à la règle.

Ils devront également être honnêtes et probes, et n'avoir point subi de condamnation. Ils devront savoir lire et écrire le Turc. Parmi les Musulmans, ceux qui possèdent ces qualités et auraient accompli leur service militaire seront considérés lors de l'engagement comme ayant un droit de préférence.

Art. 9. — Dans le cas où un incident de nature à troubler l'ordre public dans la province viendrait à se produire et que l'insuffisance des gendarmes étant constatée, le vilayet jugerait nécessaire de disposer de troupes, le Gouvernement Général en avisera immédiatement le Commandant militaire, qui, tout en préparant des troupes, en informera télégraphiquement, sans perte de temps, le Ministère de la Guerre en vue de solliciter l'autorisation Impériale à ce sujet. Après avoir reçu en réponse communication de l'Iradé Impérial, le Commandant avisera au nécessaire. Toutefois, lors d'une pareille éventualité, le Vali devra en faire l'exposé des motifs, qui sera également approuvé par le Commandant militaire.

Chapitre II. — *Justice.*

Art. 10. — Dans les localités où il n'existe point de Tribunaux *Nizamiés*, il en sera établi conformément à la loi sur l'organisation judiciaire.

Le mode en vigueur aujourd'hui pour le choix des juges sera aboli, et les membres des Tribunaux qui devront avoir les capacités requises seront choisis par le Ministère de la Justice, moitié parmi les Musulmans, moitié parmi les Chrétiens comme par le passé. Les membres des Tribunaux devront appartenir à la carrière judiciaire, et les licenciés de la faculté de droit seront nommés de préférence.

Art. 11. — Les Tribunaux de Première Instance, chargés des affaires civiles et pénales des Cazas, seront, à l'instar de ce qui se fait dans les Sandjaks et dans quelques Cazas, divisés en deux sections distinctes pour les procès civils et pénaux. Les Naibs continueront à présider les Tribunaux Civils. Pour les Tribunaux Correctionnels il sera nommé un Président de carrière, ainsi qu'un substitut du Procureur et un Juge d'Instruction.

Art. 12. — Les Tribunaux seront indépendants et à l'abri de toute immixtion. Lorsqu'il sera constaté que les Juges et les fonctionnaires judiciaires auront commis des actes contraires à la loi et à la probité, les Valis et l'Inspecteur-Général en aviseront immédiatement le Ministère de la Justice. Ce Département devra les mettre sous jugement, après les avoir, suivant le cas, ou suspendus de leurs fonctions ou bien révoqués après un complément d'enquête établissant leur culpabilité.

Chapitre III. — *Instruction Publique.*

Art. 13. — Il sera établi des écoles primaires dans tous les villages qui en sont dépourvus et qui sont composés de plus de cinquante maisons.

On créera aussi, ou on augmentera le nombre, des écoles primaires et primaires supérieures dans les Cazas ainsi que des écoles primaires et des écoles secondaires mixtes dans les chefs-lieux des Sandjaks et des vilayets. L'enseignement dans ces écoles sera conforme aux programmes arrêtés par le Ministère de l'Instruction Publique.

Art. 14. — Les deux tiers de la redevance de l'instruction publique de chaque province seront alloués aux frais de l'instruction publique de cette province et l'autre tiers aux écoles supérieures de la capitale.

Chapitre IV. — *Travaux Publics.*

Art. 15. — Le système de prestation actuellement en vigueur pour la construction des voies de communication sera maintenu. Les 5 o/o des revenus généraux de chaque province seront en outre affectés aux travaux d'utilité publique.

 SECONDE PARTIE. — MODE D'EXÉCUTION

Art. 16. — Les Gouverneurs-Généraux sont chargés de l'exécution des dispositions contenues dans les Articles précédents. En outre, il est nommé

un Inspecteur-Général du rang de Vézir, et ayant à sa suite des fonctionnaires civils et militaires.

Art. 17. — L'Inspecteur-Général aura pour mission :

1. De faire appliquer les dispositions précédentes ;
2. De signaler aux Valis les dispositions qui ne seraient pas exécutées et d'en aviser la Sublime Porte ;

3. D'exercer une surveillance sur les affaires civiles et financières, ainsi que sur les autres branches administratives des provinces, et de soumettre à la Sublime Porte les points qui nécessiteraient une amélioration ;

4. De révoquer, après s'être concerté avec les Valis, les fonctionnaires dont la destitution serait considérée nécessaire, et de faire traduire devant les Tribunaux compétents ceux qui auraient commis des actes exigeant leur mise sous jugement. Il devra aussi demander à la Sublime Porte de pourvoir au remplacement de ceux de ces fonctionnaires nommés par Iradé Impérial.

Art. 18. — Il est institué à la Sublime Porte une Commission composée d'un Président et de trois membres qui aura pour attributions d'examiner toutes les communications adressées à la Sublime Porte relativement aux mesures prises par les Valis pour l'application des dispositions qui précèdent et aux résultats de l'inspection exercée par l'Inspecteur-Général, de correspondre au besoin avec les Valis et avec l'Inspecteur-Général et de soumettre sans retard ses décisions au Grand Vézirat.

Instructions aux gouverneurs généraux des Vilayets de Monastir, Kossovo, Salonique, Janina, Adrianople et Scutari.

Le 19 décembre (N. S.) 1902.

Ainsi que Sa Majesté Impériale le Sultan l'a ordonné à plusieurs reprises, et qu'il est déterminé par les lois et règlements de l'Empire, les premiers devoirs des Gouverneurs-Généraux sont de protéger les biens, la vie, et l'honneur de tous dans les provinces qu'ils administrent, et de sauvegarder ainsi la sécurité et la tranquillité dans le pays. Des plaintes sont, cependant, formulées au sujet de certains actes d'agression et de la négligence dont les autorités Impériales feraient preuve vis-à-vis des auteurs de ces méfaits.

Cet état de choses est contraire tant aux devoirs essentiels des Valis qu'aux prescriptions des Iradés Impériaux. Aussi, d'après un Ordre formel de Sa Majesté Impériale le Sultan, un délai de vingt jours vous est-il accordé pour que vous fassiez arrêter pendant ce délai tous les individus qui ont commis des délits ou des crimes dans la province, et leur appliquer les prescriptions de la loi, et que vous soumettiez aux pieds du Trône Impérial le résultat des mesures que vous auriez prises en exécution de cet Ordre Impérial. Il faut que tous les fonctionnaires sachent que toute attitude contraire entraînera leur révocation et une grande responsabilité, et qu'ils travaillent par conséquent d'une manière sérieuse à assurer le résultat désiré. Notre Auguste Maître ordonne, en outre, que si, en pareil cas, le nombre des gendarmes n'étant pas suffisant, la nécessité de recourir aux troupes Impériales se fait sentir d'une

manière absolue et réelle, les autorités militaires, sur un Acte délivré par le Vali, prêteront immédiatement l'assistance requise. Il est cependant bien entendu que les autorités impériales, en vue de prévenir tout abus, s'abstiendront de se servir de troupes dans les affaires qui pourraient être réglées seulement par la gendarmerie.

Des communications dans le sens qui précède ont été faites au Ministère de la Guerre.

TAHSIN-PACHA

Extrait du « Journal de Saint-Petersbourg » en date du 1-14 décembre 1902.

Le « Messenger Officiel » publie aujourd'hui la communication suivante :

« La situation de la Péninsule Balkanique, telle que la présentent les nouvelles qui parviennent de l'Orient Ottoman, n'exclut pas la possibilité de complications sérieuses.

« Grâce aux mesures qui ont pu être prises à temps, et en raison de la venue de la saison d'hiver, on peut compter que l'agitation en Macédoine ne s'étendra pas actuellement ; toutefois, bien des indices témoignent du mécontentement croissant de la population Orthodoxe de Turquie, laquelle, sous la pression de différents Comitès, semble se préparer à une insurrection générale pour le printemps prochain.

« Ces faits inquiétants ne pouvaient ne pas attirer l'attention de la Russie, dont les préoccupations constantes et traditionnelles ont en vue le sort de populations qui lui sont congénères.

« Pour mettre un terme à une agitation qui pourrait créer les complications les plus graves dans toute la Péninsule Balkanique, le Gouvernement Impérial a fait des démarches conformes auprès de la Porte ; l'Ambassadeur de Russie à Constantinople a été chargé, après un examen des conditions locales, de donner son avis sur les réformes possibles à introduire d'urgence dans l'organisation administrative de la Macédoine, et de conseiller avec instance au Gouvernement Ottoman de mettre ces réformes au plus tôt en vigueur, à l'effet d'améliorer le mode d'existence de la population Orthodoxe.

« On ne saurait cependant perdre de vue que, tant que persiste dans cette province l'état de trouble actuel, donnant au Gouvernement Ottoman une base légale pour les mesures à prendre envers ses sujets insurgés, il est très malaisé pratiquement de mettre à exécution des améliorations administratives quelconques et de garantir complètement la population contre les moyens très durs de répression dont usent les autorités locales.

« C'est pourquoi la première et la principale condition du succès à cet égard est la cessation des troubles que fomentent les Comitès Macédoniens, lesquels, sans atteindre le but patriotique allégué par eux, détournent seulement les habitants de cette contrée de leurs occupations pacifiques et les exposent à toutes les conséquences pénibles d'entraînements funestes.

« Le Gouvernement Impérial a eu plus d'une fois l'occasion de faire connaître sa manière de voir dans la question Macédonienne, en blâmant les ten-

tatives de tout genre des nationalités Slaves s'efforçant de changer par des moyens violents l'ordre de choses établi dans la Péninsule et qui est garanti par des Traités Internationaux. Le Gouvernement Impérial continue à maintenir cette même manière de voir. C'est pourquoi il a jugé nécessaire de confirmer à nouveau les conseils bienveillants qu'il a donnés aux Gouvernements Serbe et Bulgare, en faisant valoir la nécessité pour eux de s'opposer, dans leur propre intérêt, à toute agitation dangereuse, et de concourir de toute manière au maintien de la tranquillité dans la Péninsule.

« Le Gouvernement Impérial est en droit de compter que les États Slaves, qui doivent leur libération et leur existence autonome aux sacrifices et au désintéressement de la Russie, suivront les conseils qui leur sont donnés, étant fermement assurés que les démarches faites par la volonté souveraine de Sa Majesté l'Empereur atteindront le but qu'elles ont en vue.

« La décision inébranlable de la Russie de prévenir des complications possibles dans la Péninsule des Balkans rencontre un complet assentiment de la part des autres Puissances. Le Gouvernement Austro-Hongrois n'a pas tardé à charger son Représentant à Constantinople de s'associer, après un échange de vues avec l'Ambassadeur de Russie, à ses démarches instantes auprès de la Porte au sujet de la nécessité d'introduire le plus tôt possible des réformes en Macédoine.

« Les efforts communs des deux Empires voisins les plus intéressés au maintien de la paix dans l'Orient Ottoman sont une conséquence directe de l'accord conclu entre eux en 1897, et dont l'action bienfaisante et l'existence même ne sont possibles qu'à la condition de l'observation la plus stricte des principes qui lui servent de base, et qui ont pour objet de ne pas admettre de changements arbitraires dans l'ordre de choses établi par les Traités dans la Péninsule des Balkans, et d'y maintenir la tranquillité si nécessaire au bien-être des populations chrétiennes et à la conservation de la paix générale.

« Comme conclusion, le Gouvernement Impérial, qui a donné maintes preuves de son constant désir de maintenir les meilleurs rapports avec la Turquie, ne saurait ne pas exprimer l'espoir que le Gouvernement du Sultan, en prenant les mesures nécessaires pour mettre fin à tous les actes de violence et de cruauté, appréciera la portée des démarches amicales de la Russie en faveur de la population chrétienne de la Macédoine, dont la pacification la plus prompte est le meilleur moyen d'empêcher l'éclosion des complications les plus dangereuses pour l'Empire Ottoman. »

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Des Numéros 10-11-12, 1901-1902

1891

- Juin 10. *France-Suisse.* — Convention relative à la délimitation de la frontière entre le mont Dolent et le lac Léman..... 57

1898

- Juin 16. *Allemagne.* — *Autriche-Hongrie.* — *Belgique.* — *Damenark.* — *France.* — *Italie.* — *Luxembourg.* — *Pays-Bas.* — *Russie.* — *Suisse.* — Convention additionnelle à la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer..... 17

1900

- Mars..... 28. *Espagne.* — *Japon.* — Convention spéciale de commerce. 34
 Juillet 9. (15 janvier 1901) *Italie.* — *Pays-Bas.* — Accord pour la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage délivrés dans les deux pays..... 47
 Novembre.... 23. (6 décembre) *Grande-Bretagne.* — *Serbie.* — Treaty between the United kingdom and Servia for the mutual surrender of fugitive criminals..... 98
 — 27. *Italie.* — *Monténégro.* — Convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique..... 45
 — 6. (23 novembre) *Grande-Bretagne.* — *Serbie.* — Treaty between the United kingdom and Servia for the mutual surrender of fugitive criminals..... 98
 — 14. *Belgique.* — (*Brésil.*) — *Danemark.* — (*République Dominicaine.*) — (*Espagne.*) — *Etats-Unis d'Amérique.* — *France.* — *Grande-Bretagne.* — *Italie.* — *Japon.* — *Pays-Bas.* — *Portugal.* — (*Serbie.*) — *Suède et Norvège.* — *Suisse.* — *Tunisie.* — Acte additionnel modifiant la convention du 20 mars 1883 ainsi que le protocole de clôture y annexé..... 5
 — 14. *Belgique.* — (*Brésil.*) — (*Espagne.*) — *France.* — *Italie.* — *Pays-Bas.* — *Portugal.* — *Suisse.* — *Tunisie.* — Acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce 13

—	19. Roumanie. — Grèce. — Convention de commerce.....	55
1901		
—	Règlement secret du Comité macédonien portant organisation des bandes bulgares en Macédoine.....	311
Janvier.....	14. Bulgarie. — Roumanie. — Abrogation de l'arrangement commercial du 1/13 janvier 1898.....	33
—	6. (février 11) Bavière. — Italie. — Accord portant modification de la convention du 2 octobre 1899.....	29
—	14. (1) V ^o 1 ^{er} janvier.....	
—	15. (9 juillet 1901) Italie. — Pays-Bas. — Accord pour la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage délivrés dans les deux pays.....	47
Février.....	11. (4 janvier) Cf. 4 janvier.....	
—	23. Allemagne. — Grande-Bretagne. — Agreement between the United Kingdom and Germany relative to the boundary of the british and german spheres of interet between Lakes Nyasa and Tanganyika.....	86
Mars.....	1. Bolivie. — Pérou. — Accord commercial.....	31
—	31. Italie. — Monaco. — Déclaration en vue de la communication réciproque des actes de l'état civil.....	42
Mai.....	4. Italie. — Suisse. — Protocole résumant les délibérations des conférences du 1 ^{er} au 3 mai 1901 tenues à Milan entre les délégués de la Confédération suisse et du Royaume d'Italie relativement à l'entrée du bétail italien sur les pâturages du canton des Grisons, et à l'importation du bétail.....	49
Juin.....	(— octobre). France. — Affaires de Chine.....	253
—	26. Autriche-Hongrie. — Grande-Bretagne. — Declaration amending article XI of the Treaty between the United Kingdom and Austria-Hungary, of december 3, 1873, for the mutual surrender of fugitive criminals.....	97
Juillet.....	10. France. — Italie. — Protocole en vue de la délimitation des possessions respectives sur les côtes de la Mer Rouge.....	42
—	19. (août 3) Italie. — Japon. — Accord en vue du maintien, au 31 décembre 1903, du traitement de la nation la plus favorisée.....	44
—	30. (12 août) Roumanie. — Turquie. — Convention de commerce.....	53
Août.....	3. (juillet 19) Cf. 19 juillet.....	
—	12. (juillet 30) Cf. 30 juillet.....	
—	15. Grande-Bretagne. — Danemark. — Convention télégraphique.....	107
—	16. Grande-Bretagne. — Perse. — Convention télégraphique.....	111
Novembre....	6. Brésil. — Grande-Bretagne. — Treaty between the United Kingdom and the United States of Brazil relative to the boundary between Brazil and British Guiana.....	90
—	18. Grande-Bretagne. — Etats-Unis. — Treaty relative to the establishment of a communication by ship canal between the Atlantic and Pacific oceans.....	81
—	29. Italie. — Monténégro. — Prorogation du traité de commerce et de navigation.....	43

1902

Janvier.....	20. Conférence de Bruxelles (Primes sucrières) 8 ^{me} séance...	115
—	23. Conférence de Bruxelles (Primes sucrières) 9 ^{me} séance...	121

—	24. <i>Conférence de Bruxelles</i> (Primes sucrières) 10 ^{me} séance..	139
—	25. <i>Conférence de Bruxelles</i> (Primes sucrières) 11 ^{me} séance..	152
—	25. (et 29) <i>Grande-Bretagne. — Pays-Bas. — Correspondance</i> relative à la guerre dans l'Afrique du Sud.....	268
—	28. <i>Conférence de Bruxelles</i> (Primes sucrières) 12 ^{me} séance...	165
—	29. (25) cf. 25 janvier.....	
—	31. <i>Conférence de Bruxelles</i> (Primes sucrières) 13 ^{me} séance..	166
Février.....	13. <i>Crète. — Adhésion à la Convention télégraphique de</i> Saint-Petersbourg.....	106
—	22. <i>Conférence de Bruxelles</i> (Primes sucrières) 14 ^{me} séance..	174
—	24. <i>Conférence de Bruxelles</i> (Primes sucrières) 15 ^{me} séance..	184
—	27. <i>Conférence de Bruxelles</i> (Primes sucrières) 16 ^{me} séance..	192
—	— 17 ^{me} séance..	201
—	28. <i>Conférence de Bruxelles</i> (Primes sucrières) 18 ^{me} séance..	209
—	— 19 ^{me} séance..	213
Mars.....	1. <i>Conférence de Bruxelles</i> (Primes sucrières) 20 ^{me} séance..	223
—	— 21 ^{me} séance..	232
—	3. <i>Conférence de Bruxelles</i> (Primes sucrières) 22 ^{me} séance..	234
—	— 23 ^{me} séance..	239
—	5. <i>Conférence de Bruxelles</i> (Primes sucrières) 24 ^{me} séance..	246
—	5. (15 mai 1902) <i>Italie. — Suisse. — Accord en vue de</i> l'extradition des individus poursuivis pour escroquerie d'une valeur inférieure à mille francs.....	48
—	12. (juin 1 ^{er}) <i>Grande-Bretagne. (Afrique du Sud). — Corres-</i> pondance relative à la reddition des troupes boërs....	271
—	17. <i>Décret portant règlement, pour le temps de guerre, des</i> conditions d'admission et de séjour des bâtiments fran- çais et étrangers dans les mouillages et ports du littoral français.....	287
—	<i>Rapport y relatif.....</i>	—
Avril.....	19. <i>Bulgarie. — Communiqué de l'Agence télégraphique</i> bulgare (Aff. de Macédoine).....	314
Mai.....	10/23. <i>Italie. — Monténégro. — Déclaration additionnelle à</i> l'art. 3 du traité d'extradition du 29 août 1892.....	46
—	15. <i>Grande-Bretagne. — Italie. — Ethiopie. — Treaties rela-</i> tive to the frontiers between the Soudan, Ethiopia and Eritrea.....	83
—	15. (mars 5) cf. 5 mars.....	
—	23. (10) cf. 10 mars.....	
—	31. <i>Etats-Unis. — Grande-Bretagne. — Traité relatif à l'éta-</i> blissement de droits d'importation à Zanzibar.....	
—	— Texte original anglais.....	95
—	— Traduction française.....	36
Juin.....	1. (12 mars) cf. 12 mars.....	
—	4. <i>Turquie. — Memorandum (Aff. de Macédoine).....</i>	315
—	7. <i>Crète. — Adhésion à l'Union postale universelle.....</i>	104
Août.....	— <i>Turquie. — Circulaire concernant les réformes administra-</i> tives et judiciaires (Aff. de Macédoine).....	315
Septembre...	15. <i>France. — Résumé des rapports des agents diplomatiques</i> et consulaires de la République, sur la fortune française à l'étranger.....	289
—	17. <i>Danemark. — Italie. — Article additionnel au traité de</i> commerce et de navigation du 1 ^{er} mai 1864.....	33
Octobre.....	17. <i>Belgique. — France. — Déclaration concernant la transmis-</i> sion des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale.....	56
—	22. <i>France. — Grande-Bretagne. — Convention concernant</i> l'échange des colis postaux, avec ou sans déclaration de	

	valeur, entre la France et Gibraltar.....	38
Novembre....	11. (et 16) <i>Brésil. — Italie.</i> — Prorogation du « modus vivendi » commercial du 5 juillet 1900.....	31
—	21. <i>Australie.</i> — Adhésion à la convention internationale de Venise sur les mesures contre la peste.....	103
—	25. (4 décembre) <i>Bade. — Suisse.</i> — Déclaration concernant une modification de la convention concernant le raccordement de la ligne de Romanshorn à Kreuzlingen avec le chemin de fer de l'Etat badois.....	80
Décembre....	1/14. <i>Russie.</i> — Communiqué officiel de la Russie publié au « Journal de Saint-Petersbourg » et au « Messenger Officiel ».....	320
—	4. (25 novembre) cf. 25 novembre.....	
—	14. (1) cf. 1 ^{er} décembre.....	
—	19. <i>Turquie.</i> — Instructions aux gouverneurs généraux des vilayets de Monastir, Kossovo, Salonique, Janina, Adrianople et Scutari (Aff. de Macédoine).....	319
—	27/29. <i>Autriche-Hongrie. — Italie.</i> — Dénonciation du traité de commerce et de navigation du 6 décembre 1891...	28

TABLE ANALYTIQUE

Des matières contenues dans les quatre Volumes des années 1901-1902

(Vol. I. — N° 1, 2, 3, janvier-février-mars.

Vol. II. — N° 4, 5, 6, avril-mai-juin.

Vol. III. — N° 7-8-9, juillet-août-septembre.

Vol. IV. — N° 10-11-12, octobre-novembre-décembre).

A

Abonnements aux journaux et publications périodiques. — Arrangement de Washington concernant l'intervention de la poste ; adhésions : Autriche-Hongrie (1901), Chili (1901), Egypte (1901), Serbie (1901), IV, 164.

Abyssinie (Ethiopie). — *Grande-Bretagne, Italie.* — Treaties relative to the frontiers between the Soudan, Ethiopia, and Eritrea (15 mai 1902), IV, 83. — Capitaux français engagés, IV, 295.

Accise sur les vins fabriqués au moyen des raisins secs de Corinthe, v° Raisins secs de Corinthe.

Actes de l'état civil (Communication réciproque des). — Déclaration entre l'Italie et le Monaco (31 mars 1901), IV, 42.

Actes judiciaires (Transmission directe). — Déclaration entre la Belgique et la Suisse (29 novembre 1901), II, 42.

Actes judiciaires (et extra-judiciaires en matière civile ou commerciale). — Transmission. Déclaration entre la Belgique et la France (17 octobre 1902), IV, 56.

Actes militaires. — Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les gouvernements cantonaux concernant la remise

d'actes militaires émanant d'un Etat étranger (2 avril 1901), I, 344.

Afrique. — Colonies anglaises d'Afrique, v° au mot Cap de Bonne-Espérance, v° aussi Grande-Bretagne (possessions anglaises en Afrique). — Pour les possessions des autres pays, v° à chaque pays.

Afrique du Sud. — Correspondance entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas relative à la guerre dans l'Afrique du Sud (1902), IV, 268. — Reddition des troupes boërs (Correspondence respecting the terms of surrender of the boërs forces in the field) (1902), IV, 271. — V° aussi Cap de Bonne-Espérance.

Afrique occidentale. — Convention entre l'Espagne et la France pour la délimitation des possessions françaises et espagnoles dans l'Afrique occidentale sur la côte du Sahara et sur la côte du golfe de Guinée (27 juin 1900), I, 5.

Agent diplomatique. — Loi modifiant les art. 170 et 171 du Code civil français, en conférant aux *agents diplomatiques* et aux *consuls* le droit de procéder, à l'étranger, à la célébration du mariage entre un Français et une étrangère (29 nov. 1901), I, 119. — Décret désignant les pays où les *agents diplomatiques français* ou les *consuls* pourront procéder à la célébration du mariage entre un français et une étrangère (29 décembre 1901), I, 119.

Agriculture. — V^o oiseaux utiles à l'agriculture (convention internationale pour la protection des —).

Alcool (*Boissons alcooliques, Madagascar*). — Décret instituant un contrôle hygiénique sur les boissons alcooliques mises en vente ou en circulation dans la colonie de Madagascar et dépendances (29 août 1901), I, 125. Rapport y relatif, ibid. — Loi portant interdiction de la vente des armes à feu, de l'opium et des liqueurs alcooliques dans certaines îles du Pacifique (Etats-Unis, 14 février 1902), III, 338. — V^o aussi *Spiritueux*.

Allemagne. TRAITÉS. — Conférence internationale de la Paix, à la Haye : *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.

— *Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Russie, Suisse.* — Convention additionnelle à la convention du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer (14 juin 1898), IV, 17.

— *Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Russie, Chine.* Protocole final (7 septembre 1901), III, 5.

— *Belgique.* Convention additionnelle au traité d'extradition du 24 décembre 1874 (29 novembre 1900), III, 39.

— *Belgique.* Arrangement pour le règlement du trafic de l'alcool et des spiritueux à la frontière belge-allemande (1^{er} août 1902), III, 70.

— *France.* Arrangement en vue de régulariser le mouvement des alcools et spiritueux à la frontière (1^{er} octobre 1901), I, 258.

— *Grande-Bretagne.* Agreement between the United Kingdom and Germany relative to the boundary of the british and german spheres of interest between Lakes Nyasa and Tanganyika (23 février 1901), IV, 86.

— **ARBITRAGES.** *Etats-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne.* — Sentence arbitrale de S. M. le roi de Suède et de Norvège dans l'affaire des opérations militaires au Samoa en 1899 (14 octobre 1902), III, 300.

— **DOCUMENTS DIVERS.** — Mariage des Belges en Allemagne. V^o Circulaire ministérielle belge du 9 janvier 1901, III, 340. — Mariage des Suisses en Allemagne. Cf. circulaire du Conseil fédéral suisse y relatif (20 sept. 1901), I, 349. — Fortune française en Allemagne, III, 380. — Possessions allemandes d'Afrique. Capitaines français engagés, IV, 297.

Amérique. — V^o au mot Canada; v^o

aussi Etats-Unis; v^o aussi aux différents pays de l'Amérique.

Angleterre. — Fortune française en Angleterre, III, 377. — V^o aussi au mot Grande-Bretagne.

Appenzel-Rhodes-extérieures. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899 concernant la naturalisation des étrangers, II, 272.

Appenzel-Rhodes-intérieures. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899 concernant la naturalisation des étrangers, II, 273.

Arbitrage international. — Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 29 juillet 1899, titre IV, de l'arbitrage international, ch. 1^{er} de la Justice arbitrale, II, 12; chap. II de la Cour permanente d'arbitrage, II, 13; chap. III de la procédure arbitrale, II, 15. Réserves de la Roumanie, II, 54 (cf. Roumanie).

— *Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne.* Sentence arbitrale de S. M. le roi de Suède et de Norvège dans l'affaire des opérations militaires au Samoa en 1899 (14 octobre 1902), III, 300.

— *Etats-Unis d'Amérique, Mexique.* Aff. du Fonds pieux des Californies : 1^o Traité d'arbitrage (22 mai 1902), III, 305; 2^o Protocoles des séances du tribunal d'arbitrage constitué en vertu du traité précité (15 sept.-14 oct. 1902), III, 305 et suiv.; 3^o Sentence arbitrale (14 oct. 1902), III, 325.

— *Etats-Unis d'Amérique, Russie.* Sentences arbitrales du 19 octobre 1901 et 29 novembre 1902, rendues par M. J. M. C. Asser relativement aux navires « Cape Horn Pigeon », « James Hamilton Lewis, C. H. White » et « Kate and Anna », III, 277.

— *Grande-Bretagne, Brésil.* Traité d'arbitrage et de délimitation relativement à la Guyane anglaise (6 novembre 1901), IV, 90.

— *Grande-Bretagne, France.* Convention pour le règlement par arbitrage des affaires du sergent Malamine et de Waïma (3 avril 1901), I, 10.

— *Grande-Bretagne France.* Sentences arbitrales prononcées par le Baron Lamhermont dans les affaires de Waïma et du sergent Malamine (15 juillet 1902), III, 293, 295.

— *Grèce, Turquie.* Sentence arbitrale rendue par les Ambassadeurs des six grandes Puissances à Constantinople (20 mars, 12 avril 1901), III, 271. — V^o aussi *Cour permanente d'arbitrage*.

Argentine. — Capitaines français engagés IV, 304.

Argovie. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899, concernant la naturalisation des étrangers, II, 276.

Armes à feu. — Loi portant interdiction de la vente des armes à feu, de l'opium et des liqueurs alcooliques dans certaines îles du Pacifique (Etats-Unis, 14 février 1902), IV, 338.

Armistice. — Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, 29 juillet 1899. sect. II, chap. v, II, 33.

Asie. — Possessions anglaises en Asie. Capitaux français engagés, IV, 293. — Possessions russes en Asie. Capitaux français engagés, IV, 292. — V° aussi aux différents pays d'Asie.

Associations. — V° Sociétés par actions.

Atlantique (océan de l'). — Cf. canal interocéanique.

Audiences solennelles (cérémonial). — Memorandum sur le cérémonial à observer dans les audiences solennelles, v° Chine, annexe 19 au protocole final du 7 septembre 1901 (III, 33).

Australie. — Adhésion à la convention internationale de Venise sur les mesures contre la peste (21 novembre 1902), IV, 103. — Loi restreignant l'immigration en Australie et fixant la procédure d'expulsion des immigrants n'ayant pas droit d'entrée (23 déc. 1901), III, 328. — V° aussi aux mots Nouvelle-Galles du Sud, Nouvelle-Zélande, Océanie, Victoria.

Autorité militaire sur territoire ennemi. — V° au mot territoire ennemi.

Autriche-Hongrie. — Conférence internationale de la paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.

— *Allemagne, Belgique, Danemark, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Russie, Suisse.* Convention additionnelle à la Convention du 14 octobre 1890, sur le transport de marchandises par chemins de fer (16 juin 1898), IV, 17.

— *Allemagne, Belgique, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Russie, Chine.* Protocole final, signé à Paris, le 9 septembre 1901 et annexes, III, 5.

— *Grande-Bretagne.* Déclaration modifiant l'art. 11 du traité d'extradition du 3 décembre 1873 (26 juin 1901), IV, 97.

— *Italie.* Dénonciation par l'Autriche-Hongrie du traité de commerce et de navigation avec l'Italie, du 6 décembre 1891 (27-29 décembre 1902), IV, 28. — Adhésion à la Convention principale d'Union

postale du 16 juin 1897 (1901), IV, 104. — V° aussi au mot Bosnie-Herzégovine. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant l'intervention de la poste dans les abonnements aux journaux et publications périodiques (1901), IV, 106. — Adhésion à la Convention de Washington concernant l'échange des colis-postaux (1901), IV, 105. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1901), IV, 105. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant le service des mandats de poste (1901), IV, 106. — V° aussi au mot Bosnie-Herzégovine. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant le service des recouvrements (1901), IV, 104. — Fortune française en Autriche-Hongrie, III, 385.

B

Bade (grand-duché de) (*Suisse*). — Déclaration concernant une modification de la Convention avec le grand-duché de Bade pour le raccordement de la ligne de Romanshorn à Kreuzlingen avec le chemin de fer de l'Etat badois (25 novembre, 14 décembre 1902), IV, 80. — Traité du 7 juillet 1808 sur la réciprocité de droit en matière de concours (faillite). Abrogation. Circulaire du Conseil fédéral suisse, du 4 juillet 1902, II, 339.

Bâle-campagne. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899 concernant la naturalisation des étrangers, II, 267.

Bâle-ville. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899 concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 266.

Balles. — Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, 29 juillet 1899, II, 51.

Ballons. — Déclaration concernant l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut des ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux (29 juillet 1899), II, 45.

Bassin occidental du Congo. — Tarif des droits d'entrée et d'exportation, v° douanes, Congo.

Bâtiments. — V° navigation. Cf. Guerre maritime.

Bavière (*Italie*). — Accord portant modification de la Convention du 2 octobre

- 1899 (6 janvier, 11 février 1901), IV, 29.
- Bechuanaland.** — Adhésion à la Convention postale principale de Washington (12 mars 1901), II, 61.
- Belgique. TRAITÉS.** — Conférence internationale de la paix à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.
- *Allemagne.* Convention additionnelle au traité d'extradition du 24 décembre 1874 (29 novembre 1900), III, 39.
 - *Allemagne.* Arrangement pour le règlement du trafic de l'alcool et des spiritueux à la frontière belge-allemande (1^{er} août 1902), III, 70.
 - *Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Russie, Suisse.* Convention additionnelle à la Convention du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemins de fer (16 juin 1898), IV, 17.
 - *Allemagne, Autriche-Hongrie, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Russie, Chine.* Protocole final signé, à Pékin, le 7 septembre 1901 et annexes, III, 5.
 - *Brésil, Danemark, République Dominicaine, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, Serbie, Suède et Norvège, Suisse, Tunisie.* Acte additionnel du 14 décembre 1900 modifiant la Convention du 20 mars 1883 ainsi que le protocole de clôture y annexé, IV, 5.
 - *Brésil, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suisse, Tunisie.* Acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce (14 décembre 1900), IV, 13.
 - *Corée.* Traité d'amitié, de commerce et de navigation (23 mars 1901), III, 45.
 - *Etats-Unis.* Convention pour l'extradition réciproque des criminels fugitifs (26 octobre 1901), III, 65.
 - *France.* Convention pour délimiter la frontière des deux pays sur la partie moyenne de la route de Dottignies à Roubaix (4 avril 1900), I, 129. — Convention relative au transfert du droit de passage visé au § 4 du protocole de Reims du 25 octobre 1825, à la route de Bouillon à Sugny (22 janvier 1902), I, 137. — Déclaration concernant la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (17 octobre 1902), IV, 56.
 - *Grande-Bretagne.* Traité pour l'extradition réciproque des criminels fugitifs (29 octobre 1901), III, 59. — Acte additionnel à la Convention du 18 décembre 1888, concernant l'échange de mandats-poste (5 mars 1902), III, 59.
 - *Grèce.* Dénonciation du traité de commerce et de navigation du 13-25 mai 1895 (7-20 mars 1901), III, 36.
 - *Honduras.* Convention d'extradition (19 avril 1900), III, 40.
 - *Luxembourg (grand-duché de).* Convention télégraphique (11 mars 1901), III, 34.
 - *Pays-Bas.* Convention en ce qui concerne l'exemption réciproque du service militaire (4 octobre 1900), III, 58. — Arrangement télégraphique (16 mars 1901), III, 35. — Convention conclue à la Haye, le 23 mars 1901, en vue de rendre applicables sur l'Escaut et à ses embouchures, les signaux d'appel de pilote, prévus dans le nouveau Code international des signaux, III, 37.
 - Arrangement concernant la reconnaissance réciproque, dans les ports de Belgique et des Pays-Bas, des certificats de jaugeage délivrés dans les deux pays (8 mai 1901), III, 38.
 - *Suisse.* Déclaration concernant la transmission directe des actes judiciaires, etc. (29 novembre 1900), II, 62.
- LOIS ET DOCUMENTS DIVERS.** — Loi relative aux avances faites par la Belgique à l'Etat indépendant du Congo (10 août 1901), III, 345. — Loi déterminant le régime douanier applicable dans certains cas spéciaux (19 mai 1902), III, 339. — Arrêté royal déterminant l'application de l'art. 1 de la loi précitée, III, 340. — Arrêté royal concernant l'admission des bâtiments de guerre étrangers dans les eaux et ports de la Belgique (18 février 1901), III, 342. — Arrêté royal concernant le droit d'entrée sur les raisins secs de Corinthe et la perception de l'accise sur les vins fabriqués au moyen de ces fruits (22 mars 1902), III, 347. — Arrêté royal du 28 novembre 1902 (service spécial de la propriété industrielle. Enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce), III, 347. — Circulaire ministérielle du 9 janvier 1901 (mariage de Belges sur le territoire de l'empire d'Allemagne. Certificat de non-empêchement, à délivrer par les officiers de l'état-civil de Belgique. Accord diplomatique), III, 340. — Circulaire ministérielle du 30 novembre 1901 (patente des voyageurs de commerce belges voyageant en France. Exemption du paiement du droit de patente dans les deux pays (30 nov. 1901), III, 344. — Fortune française en Belgique (cf. *France*. Résumé des rapports des agents diplomatiques et consulaires), III, 378.
- Belligérants (qualité de).** — II, 27, Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre (29 juillet 1899), sect. I, ch. 1). — Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres (règlement concernant lois et coutumes de

- la guerre sur terre, 29 juillet 1899, sect. IV), II, 33.
- Bétail.** — Importation en Suisse. Protocole du 4 mai 1901 entre l'Italie et la Suisse, IV, 49.
- Blessés.** — Des blessés soignés chez les neutres (règlement concernant lois et coutumes de la guerre sur terre, 29 juillet 1899, sect. IV), II, 34. — Les obligations des belligérants concernant les blessés, II, 31 (règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, sect. I, ch. m).
- Berne.** — Réponse du canton de Berne à la circulaire du 28 mars 1899 concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 251.
- Boers.** — V^o, Afrique du Sud.
- Boissons alcooliques.** — Voir Alcool.
- Boîtes avec valeur déclarée.** — V^o Postes (arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée. Adhésions).
- Bolivie. Pérou.** — Accord commercial (1^{er} mars 1901), IV, 31. — Adhésion à la Convention principale d'union postale du 16 juin 1897 (1901), IV, 104. — Capitaux français engagés en Bolivie (rapport français), IV, 304.
- Bombardement.** — Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, sect. II, ch. i, II, 31.
- Bons offices.** — Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, t. II (29 juillet 1899), II, 5. — Réserves formulées par la Serbie au principe des bons offices, adopté par la conférence de la Paix. V^o conférence internationale de la Paix. Conventions et déclarations, II, 54.
- Bosnie-Herzégovine.** — Adhésion à la Convention principale d'union postale du 16 juin 1897 (1901), IV, 104. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant le service des mandats de poste (1901), IV, 106.
- Bouillon.** — Route de Bouillon à Sugny, droit de passage, v^o passage.
- Brésil. Grande-Bretagne.** — Traité relatif aux frontières entre le Brésil et la Guyane anglaise (6 nov. 1901), IV, 90.
- *Italie.* « Modus vivendi » commercial du 5 juillet 1900. Prorogation (11 et 16 novembre 1902), IV, 31.
- *Capitaux français engagés au Brésil.* Rapports commerciaux français, IV, 308.
- Bulgares (bandes).** — Organisation. Règlement secret du Comité macédonien (1901), IV, 311.
- Bulgarie.** — Conférence internationale de la Paix à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.
- *Roumanie.* Abrogation de l'arrangement commercial du 1^{er}-13 janvier 1898 (1^{er}-14 janvier 1901), IV, 33.
- Fortune française en Bulgarie, III, 386.
- Bureau fédéral d'émigration (Suisse).** — Arrêté du Conseil fédéral concernant l'organisation du bureau fédéral d'émigration (31 décembre 1900), I, 255.

C

Californies. — Aff. du Fonds pieux des Californies. v^o Arbitrage international. — Etats-Unis d'Amérique, Mexique, Aff. du Fonds pieux, etc.

Canada. — Capitaux français engagés, IV, 301.

Canal intérocéanique. — Treaty between the United Kingdom and the United States of America relative to the establishment of a communication by ship canal between the Atlantic and Pacific oceans (18 novembre 1901), IV, 81.

Cantons suisses. — Réponses des cantons à la circulaire concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 244. — V^o aussi au nom des cantons.

Cap de Bonne-Espérance. — Loi établissant des restrictions à l'immigration et des mesures pour renvoyer de la colonie les immigrants interdits (Immigration Act, 1902), III, 335.

Cape Horn Pigeon. — Sentences arbitrales dans l'affaire du navire *Cape Horn Pigeon* (19 octobre 1901 et 29 novembre 1902.), v^o arbitrage international, Etats-Unis d'Amérique, Russie, III, 277 et 279.

Capitulation. — Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, 29 juillet 1899, sect. II, chap. iv (art. 35), II, 33.

Capitaux français à l'étranger. — V^o fortune française à l'étranger.

Carrières diplomatique et consulaire. Admission. (France). Rapport au

Président de la République et décret du 11 juillet 1902, III, 344.

Cérémonial. — Mémoire sur les cérémonial à observer dans les audiences solennelles. Chine, Annexe 19 ou protocole final du 7 septembre 1901, III, 33.

Certificats de jaugeage. — V^o jaugeage.

Certificats de non-empêchement à la célébration du mariage, v^o Mariage des Belges en Allemagne.

Chemins de fer (Transport des marchandises par). — Convention additionnelle à la convention internationale du 14 octobre 1890 conclue entre les états suivants : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Russie, Suisse (16 juin 1898), IV, 17. — Ligne de Romanshorn à Kreuzlingen. Raccordement. Convention du 28 juin 1871. Modification (25 novembre, 14 décembre 1902), IV, 80. — Concession française en Chine, IV, 259.

Chili. — Adhésion à la convention principale d'union postale conclue à Washington (1901), IV, 104. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant l'intervention de la poste dans les abonnements aux journaux et publications périodiques (1901), IV, 106. — Adhésion à la Convention de Washington concernant l'échange des colis postaux (1901), IV, 105. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1901), IV, 105. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant le service des mandats de poste (1901), IV, 106. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant le service des recouvrements (1901), IV, 106. — Capitales françaises engagés au Chili, IV, 306.

Chine TRAITÉS. — Conférence internationale de la Paix à la Haye. Conventions et déclarations (29 juillet 1899), II, 5.

— Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Russie. Protocole final signé à Pékin le 7 septembre 1901 et annexes, III, 5.

— CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE. Affaires de Chine, octobre 1900, mai 1901, (Livre jaune) I, 13. — Affaires de Chine, juin-octobre 1901, (livre jaune), IV, 252. — Affaires de Chine, mai-septembre 1901 (Extrait du Livre Bleu anglais, China, 1902, n^o 1), III, 219 et suiv.

— DOCUMENTS DIVERS. Mémoire sur le cérémonial à observer dans les audiences

solennelles, annexe 19 du protocole final du 7 septembre 1901, III, 33. — Règlement pour l'amélioration de Whangpou, annexe 17 du protocole final du 7 septembre 1901 (III, 28). — Décret impérial du 4 de la deuxième lune (13 mars 1902) III, 350. — Décret Impérial du 11 de la troisième lune relatif à la question des missionnaires (8 avril 1902), III, 349. — Commerce général avec la France, IV, 258. — Fortune Française en Chine, IV, 259 et suiv. ; IV, 294.

Civil (Code). — V^o Code civil, Procédure civile.

Citoyens français. — Décret réglementant au point de vue administratif et judiciaire la situation des citoyens français établis dans les îles et terres de l'Océan pacifique ne faisant pas partie du domaine colonial de la France et n'appartenant à aucune autre puissance civilisée (28 février 1901), I, 120.

Code civil français. — Loi modifiant les articles 170 et 171 du Code civil (29 nov. 1901), I, 119.

Colis postaux. — Convention de Washington concernant l'échange des colis postaux. Adhésions : Autriche-Hongrie (1901), Chili (1901), Crète (février 1902), Cuba (1902), République Dominicaine (1902), Japon (1902), République de Libéria (1901), Serbie (1901), IV, 105. — Convention entre la France et la Grande-Bretagne concernant l'échange des colis postaux avec ou sans déclaration de valeur, entre la France et Gibraltar (22 octobre 1902), IV, 38.

Colombie. — Capitales françaises engagés, IV, 305.

Colonies. — V^o Guinée (côte du golfe de); Sahara (cotes du).

Colonies anglaises. — V^o au nom de chaque colonie.

Colonies françaises. — V^o Congo français, Côte d'Ivoire, Madagascar, Marquises (îles).

Comité macédonien. — V^o au mot Bulgares (bandes).

Commerce [TRAITÉS DE]. — Convention spéciale du commerce entre l'Espagne et le Japon (28 mars 1900), IV, 34. — Convention commerciale entre la Haïti et la France (31 juillet 1900), I, 8. — Convention de commerce entre la Grèce et la Roumanie (19 décembre 1900), IV, 55. —

- Arrangement commercial du 1-13 janvier 1898 entre la Bulgarie et la Roumanie. Abrogation (1-14 janvier 1901), IV, 33. — Convention commerciale entre la France et le Salvador (9 janvier 1901), I, 264. — Accord commercial entre le Pérou et la Bolivie (1^{er} mars 1901), IV, 31. — Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et la Grèce du 13-25 mai 1895. Dénonciation en date du 7-20 mars 1901, III, 36. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Belgique et la Corée (23 mars 1901), III, 45. — Convention commerciale entre le Danemark et la France relative aux Antilles danoises (12 juin 1901), I, 135. — Convention commerciale entre la France et Costa-Rica (17 juin 1901), I, 134. — Arrangement entre la France et la Grande-Bretagne (pour le Zanzibar) concernant les relations commerciales entre la France et Zanzibar (27 juin 1901), I, 257. — Convention de commerce entre la Roumanie et la Turquie (30 juillet-12 août 1901), IV, 53. — Convention commerciale entre l'Etat indépendant du Congo et la France (31 octobre 1901), I, 136. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre l'Italie et le Montenegro du 16-28 mars 1883. Prorogation (29 novembre 1901), IV, 43. — Traité de commerce et de navigation du 1^{er} mai 1864 entre le Danemark et l'Italie. Article additionnel (17 septembre 1902), IV, 33. — « Modus vivendi » commercial entre le Brésil et l'Italie du 5 juillet 1900. Prorogation (11 et 16 novembre 1902), IV, 31. — Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie du 6 décembre 1891. Dénonciation en date du 27-29 décembre 1902, IV, 28.
- DOCUMENTS DIVERS. Commerce général de la France avec la Chine (IV, 258). — Etablissements commerciaux et propriétés foncières des Français en Chine, IV, 263. — Actes judiciaires et extrajudiciaire et matières commerciale, v^o actes judiciaires. — Traitement de la nation la plus favorisé, v^o douanes. — V^o aussi au mot Alcool, spiritueux, Douanes, Chemins de fer (transport des marchandises), Fortune française à l'étranger, Marques de fabrique ou de commerce, Propriété industrielle, Sociétés par actions, Voyageurs de commerce.
- Commissions internationales d'enquête.** — Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899, titre III, t. II, p. 2.
- Communication des actes de l'état civil entre les différents états, v^o actes de l'état civil.**
- Comores.** — Décret portant réglementa-
- tion de l'émigration des travailleurs indigènes hors de Mayotte et de l'archipel des Comores. Rapport (1^{er} février 1902), I, 342.
- Concours.** — V^o faillite.
- Conférence internationale de la paix à la Haye.** — Conventions et déclarations (29 juillet 1899) II, 5 (Cf. Table chronologique, II, 376). — Réserves aux dites conventions, II, 53 et 54 (v^o Etats-Unis, Roumanie, Serbie).
- Conférence de Bruxelles (*Primes sucrières*).** — (1898) II, 165 et sv. (cf. table chronologique II, 381 *in fine*) III, 89 et suiv. — 1901-1902, III, 141 et suiv. IV, 115 et suiv.
- Conférences de Milan tenues du 1^{er} au 3 mai 1901** relativement à l'entrée du bétail italien sur les pâturages du canton des Grisons et à l'importation du bétail. Protocole du 4 mai 1901, IV, 49.
- Conférence internationale pour la repression de la traite des blanches (1902),** I, 154, 267 (cf. Table des matières chronologique, I, 382 et 383).
- Conférence (Ile de la).** — Exercice de la juridiction; convention franco-espagnole du 27 mars 1901, III, 71. — Loi portant approbation de la Convention, 27 juin 1902 (III, 363).
- Conflits internationaux.** — Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux (29 juillet 1899), II, 5. — Réserves formulées aux stipulations de la dite convention par les Etats-Unis d'Amérique, la Roumanie et la Serbie. v^o à ces derniers pays, sous la rubrique conférence internationale de la paix (II, 53 et 54).
- Congo (Etat indépendant du) France.** — Convention commerciale (31 octobre 1901), I, 136. — *France, Portugal*, Lettres échangées à Lisbonne, le 10 mai 1902, en vue de la prorogation du protocole signé à Lisbonne, le 8 avril 1892, I, 259. — Loi belge relative aux avances faites par la Belgique à l'Etat indépendant du Congo (10 août 1901) III, 345. — Capitaux français engagés, IV, 298.
- Congo français.** — Décret portant réglementation de l'émigration des travailleurs indigènes hors du Congo français et rapport (2 juillet 1901), I, 122. — Décret portant organisation nouvelle de la colonie et rapport, 3 juillet 1902, III, 364.
- Congrégations françaises.** — Arrêté du Conseil fédéral concernant l'établisse-

ment d'ordres français et congrégations françaises en Suisse (19 août 1902), II, 340.

Consul (France). — Loi modifiant les art. 170 et 171 du Code civil français, en conférant aux agents diplomatiques et aux consuls le droit de procéder, à l'étranger, à la célébration du mariage entre un français et une étrangère (29 nov. 1901), I, 119. — (France). — Décret désignant les pays où les agents diplomatiques ou les consuls pourront procéder à la célébration du mariage entre un français et une étrangère (29 décembre 1901), I, 119. — Carrière consulaire en France. Admissions. V^o Carrières diplomatique et consulaire.

Corée Belgique. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, 23 mars 1901, III, 45.

— *France*, Arrangement postal (17 avril 1901), I, 131.

Costa-Rica. France. — Convention commerciale (17 juin 1901), I, 134.

Côte d'Ivoire. — Rapport suivi d'un décret portant réglementation de l'émigration des travailleurs indigènes lors de la Côte d'Ivoire (25 octobre 1901), I, 124.

Cour permanente d'arbitrage. — Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899, titre IV, ch. II (II, 13).

Crète. — Adhésion à la *convention principale d'union postale* conclue à Washington (1902), V, 104. — Adhésion à la convention de Washington concernant l'échange des *colis postaux* (1902), IV, 105. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant le service des *mandats de poste* (1902), IV, 106. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant le service des *recouvrements* (1902), IV, 106. — Adhésion à la *convention télégraphique internationale* de Saint-Petersbourg des 10-22 juillet 1875 (13 février 1902), IV, 106.

Croix-Rouge. — Les sociétés de croix rouge dans les différents pays, II, 362 et sv. ; v^o aussi au mot secours volontaires.

Cuba. — Adhésion à la *convention principale d'union postale* conclue à Washington (20 août 1902), IV, 104. — Adhésion à la convention de Washington concernant l'échange des *colis postaux* (1902), IV, 105. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant le service des *mandats de poste* (1902), IV, 106. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant le service des *recouvrements*

(1902), IV, 106. — Capitaux français engagés, IV, 303.

D

Danemark — Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.

— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Russie, Suisse.* Convention additionnelle à la convention du 14 octobre 1890, sur le transport de marchandises par chemins de fer (16 juin 1898), IV, 17. — *Belgique, Brésil, République Dominicaine, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, Serbie, Suède et Norvège, Suisse, Tunisie.* Acte additionnel du 14 décembre 1900, modifiant la convention du 20 mars 1883, ainsi que le protocole de clôture y annexé, IV, 5. — *France.* Convention commerciale relative aux Antilles danoises (12 juin 1901) I, 135.

— *Grande-Bretagne.* Convention for the exchange of press telegrams at reduced rates (15 août 1901), IV, 107.

— *Italie.* Article additionnel au traité de commerce et de navigation du 1^{er} mai 1864 (17 septembre 1902), IV, 33.

— Fortune française au Danemark, III, 380, 7 (Pays scandinaves).

Délimitation. — Convention entre la France et la Suisse relative à la délimitation de la frontière entre le mont Dolent et le lac Léman (10 juin 1891, IV, 57. — Description de la frontière franco-suisse du mont Dolent au lac Léman (procès-verbal de délimitation, 22 novembre 1902), IV, 59. — Convention entre la Belgique et la France pour délimiter la frontière des deux pays sur la partie mitoyenne de la route de Dottignies à Roubaix (4 avril 1900), I, 129. — Convention pour la délimitation des possessions françaises et espagnoles dans l'Afrique occidentale, sur la côte du Sahara et sur la côte du golfe de Guinée (27 juin 1900), I, 5. — Agreement between the United Kingdom and Germany relative to the boundary of the british and german spheres of interest between lakes of Nyasa and Tanganyika (23 février 1901), IV, 84. — Protocole entre la France et l'Italie en vue de la délimitation des possessions respectives sur les côtes de la Mer Rouge (10 juillet 1901), IV, 42. — Traité d'arbitrage et de délimitation (Grande-Bretagne, Brésil), (6 novembre 1901), IV, 90. — Treaties between the United Kingdom and Ethiopia and between the United Kingdom, Italy and

Ethiopia, relative to the frontiers between the Soudan, Ethiopia and Eritrea (15 mai 1902), IV, 83.

Diplomatie. — Carrière diplomatique en France, v° Carrières diplomatique et consulaire.

Diplomatique (agent). — V° agent diplomatique.

Dolent (mont). — Délimitation de la frontière franco-suisse du mont Dolent au lac Léman, v° au mot délimitation.

Dottignies (route de Dottignies à Roubaix. Délimitation de frontière entre la France et la Belgique). Cf. Délimitation, convention du 4 avril 1900, I, 129.

Dominicaine (République). — Adhésion à la convention de Washington concernant l'échange des *colis-postaux* (1902), IV, 105. — Adhésion à l'arrangement de Washington, concernant le service des *mandats de poste* (1901), IV, 106. — Capitaux français engagés, IV, 303.

Douanes. — *Belgique*, régime douanier. Loi déterminant le régime douanier applicable dans certains cas spéciaux (19 mai 1902), III, 339. — Arrêté royal déterminant l'application de l'art. 1 de la loi précitée, III, 340. — *Congo* (Bassin occidental. Droits d'entrée et d'exportation. Protocole du 8 avril 1892. Prorogation (10 mai 1902), I, 259. — *Italie-Japon*. Accord en vue du maintien au 31 décembre 1903, du traitement de la nation la plus favorisée (19 juillet, 3 octobre 1901), IV, 44. — *Italie-Suisse*. Déclaration concernant le service des douanes sur le lac Majeur et le lac de Lugano (8-18 janvier 1901), II, 62. — *Zanzibar*. Droits d'importation. Traité entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (31 mai 1902), texte original anglais, IV, 95 ; traduction française, IV, 36.

Douanier (régime). — V° douanes.

Droit de passage. — V° passage.

Droits d'entrée et d'exportation. — V° douanes.

Droits d'importation. — V° douanes.

E

Eglises. — Situation des églises helléniques en Roumanie. Protocole du 19 décembre 1900, IV, 55.

Egypte. — Adhésion à la *convention principale d'union postale*, conclue à

Washington (1901), IV, 105. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant l'intervention de la poste dans les *abonnements aux journaux et publications périodiques* (1901), IV, 106. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant l'échange des *lettres et des boîtes avec valeur déclarée* (1901), IV, 105. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant le service des *mandats de poste* (1901), IV, 106. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant le service des *recouvrements* (1901), IV, 104. — Capitaux français engagés, IV, 295. — V° aussi au mot Soudan.

Emigration. (France et colonies). — *Décret* portant réglementation de l'émigration des travailleurs indigènes hors de la côte d'Ivoire, et rapport (25 octobre 1901), I, 124. — *Décret* portant réglementation de l'émigration des travailleurs indigènes hors du *Congo français*, et rapport (2 juillet 1901), I, 122. — *Décret* portant réglementation de l'émigration des travailleurs indigènes hors de Mayotte et de l'archipel des Comores, et rapport (1^{er} février 1902), I, 342. — *Suisse*. Bureau fédéral d'émigration. Arrêté du Conseil fédéral concernant l'organisation du bureau fédéral d'émigration (31 décembre 1900), I, 255.

Enfants naturels. — Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les gouvernements cantonaux concernant la nationalité des enfants naturels nés en Suisse d'une mère française (26 avril 1901), I, 346.

Ennemi. — V° Moyens de nuire à l'ennemi, Territoire ennemi.

Enquête. — Commissions internationales d'enquête. Cf. Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, titre III, du 29 juillet 1899, t. II, p. 11.

Equateur. — *France*. Convention pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce (17 mars 1901), I, 132. — Capitaux français engagés, IV, 305.

Erithrée. — Délimitation des frontières entre le Soudan, l'Ethiopie et l'Erithrée. Conventions entre la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Ethiopie (15 mai 1902), IV, 83.

Escaut. — Convention conclue à la Haye, le 23 mars 1901, entre la Belgique et les Pays-Bas, en vue de rendre applicables sur l'Escaut et à ses embouchures, les signaux d'appel de pilote prévus dans le

nouveau code international des signaux, III, 37.

Escroquerie. — Extradition pour escroquerie d'une valeur inférieure à mille francs. Accord entre l'Italie et la Suisse. V^o Extradition.

Espagne. — Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.

— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Russie, Chine.* Protocole final signé à Pékin, le 7 septembre 1901, et annexes, III, 5.

— *France.* Convention pour régler l'exercice de la juridiction dans l'île de la Conférence (27 mars 1901), III, 71.

— *France.* Convention pour la délimitation des possessions françaises et espagnoles dans l'Afrique occidentale, sur la côte du Sahara et sur la côte du golfe de Guinée (12 juin 1900), I, 5.

— *Japon.* Convention spéciale de commerce (28 mars 1900), IV, 34.

— Adhésion de l'Espagne pour le golfe de Guinée à la convention principale d'union postale conclue à Washington (1901), IV, 105.

— Fortune française en Espagne, III, 373.
— Possessions espagnoles en Afrique. Capitaux français engagés, IV, 297.

Espions. — Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, 29 juillet 1899, sect. II, ch. II, II, 32.

Etat civil (actes de l'). — V^o actes de l'état civil (communication réciproque des).

Etats-Unis. TRAITÉS. — Conférence internationale de la Paix à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5 et 30. — Réserve formulée par la délégation des Etats-Unis de l'Amérique, dans la séance plénière du 25 juillet 1899, au sujet de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux. *Ibid.*

— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Russie, Chine.* Protocole final signé à Pékin le 7 septembre 1901 et annexes, III, 5.

— *Belgique.* Convention pour l'extradition réciproque des criminels fugitifs (26 octobre 1901), III, 65.

— *Belgique, Brésil, Danemark, République Dominicaine, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, Serbie, Suède et Norvège, Suisse, Tunisie.* Acte additionnel du 14 décembre 1900, modifiant la Con-

vention du 20 mars 1883, ainsi que le protocole de clôture y annexé, IV, 5.

— *Grande-Bretagne.* Traité relatif à l'établissement de droits d'importation à Zanzibar (31 mai 1902. Texte original anglais, IV, 95 ; traduction française, IV, 36. — Treaty relative to the establishment of a communication by ship canal between the Atlantic and Pacific oceans (18 novembre 1901), IV, 81.

— *Suisse.* Traité d'extradition (16 mai 1900), II, 55.

— **ARBITRAGES.** *Allemagne, Grande-Bretagne.* Sentence arbitrale de S. M. le roi de Suède et de Norvège dans l'affaire des opérations militaires au Samoa, en 1899 (14 octobre 1902), VI, 300.

— *Mexique.* Aff. des Fonds pieux des Californies ; 1^o Traité d'arbitrage (22 mai 1902), III, 305 ; 2^o Protocoles des séances du tribunal d'arbitrage constitué en vertu du traité précité (15 sept., 14 oct. 1902), III, 305 et suiv. ; 3^o Sentence arbitrale, 14 oct. 1902, III, 325.

— *Russie.* Sentences arbitrales des 19 octobre 1901 et 29 novembre 1902, rendues par M. F.-M.-G. Asser, relativement aux navires « Cape Horn Pigeon », « James Hamilton Lewis », « C. H. White » et « Kate and Anna », III, 277.

— **LOIS ET DOCUMENTS DIVERS.** Loi portant interdiction de la vente des armes à feu, de l'opium et des liqueurs alcooliques dans certaines îles du Pacifique (14 février 1902), III, 338. — Arrêté du Sénat des Etats-Unis ratifiant la convention d'extradition avec la Suisse (14 mai 1900, 5 juin 1900), II, 59. — Capitaux français engagés, IV, 299.

Ethiopie. — V^o Abyssinie.

Explosifs lancés du haut des ballons. — V^o Ballons.

Exportation (droits d'). — V^o douanes.

Expulsion. — Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le recours de Max Ruff-Ehrat, ressortissant allemand, contre l'arrêté du Conseil fédéral du 21 janvier 1902, (23 mai 1902), II, 332.

Expulsion des immigrants. Australie. — V^o Immigration, Australie. — (*Cap de Bonne-Espérance*), V^o Immigration, Cap de Bonne-Espérance.

Extradition. *Allemagne, Belgique.* — Convention additionnelle au traité d'extradition du 24 décembre 1874 (29 novembre 1900), III, 39. — *Autriche-Hongrie, Grande-Bretagne.* Traité du 3 décembre 1873. Déclaration portant modification (26 juin 1901), IV, 97. —

Belgique. Etats-Unis. Convention pour l'extradition réciproque des criminels fugitifs (26 octobre 1901), III, 45. — *Belgique, Honduras.* Convention d'extradition (19 avril 1900), III, 40. — *Belgique, Grande-Bretagne.* Traité pour l'extradition réciproque des criminels fugitifs (29 octobre 1901), III, 59. — *Etats-Unis d'Amérique et Suisse.* — Traité d'extradition (14 mai 1900), II, 55. — Arrêté du Sénat des Etats-Unis ratifiant la convention d'extradition conclue le 14 mai 1900 (5 juin 1900), II, 59. — Arrêté de l'Assemblée fédérale suisse ratifiant la convention d'extradition conclue le 14 mai 1900 avec les Etats-Unis d'Amérique (21 décembre 1900), II, 59. — Arrêté du Conseil fédéral suisse concernant la ratification de la convention d'extradition avec les Etats-Unis d'Amérique (9 avril 1901), II, 60. — Traité d'extradition du 14 mai 1900. Circulaire du Conseil fédéral suisse y relatif (9 avril 1901), I, 345. — *Grande-Bretagne, Serbie.* Traité d'extradition, 23 novembre, 6 décembre 1900), IV, 98. — *Italie, Monténégro.* Traité d'extradition du 29 août 1892. Déclaration additionnelle (23 mai 1902), IV, 46. — *Italie, Suisse.* Accord en vue de l'extradition des individus poursuivis pour escroquerie d'une valeur inférieure à mille francs (5 mars, 15 mai 1902), IV, 48.

F

Faillite. — Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les gouvernements cantonaux (Schwyz et Glaris exceptés), concernant le traité sur la réciprocité de droit en matière de concours (faillite) conclu le 7 juillet 1808, entre la Suisse, et le grand-Duché de Bade (12 juin 1901), II, 339.

Fonds pieux des Californies (Aff. du). — V^o Arbitrage international. Etats-Unis d'Amérique, Mexique, aff. du Fonds pieux des Californies.

Fortune française à l'étranger. — Résumé des rapports des agents diplomatiques et consulaires de la République (15 septembre 1902), III, 371. Cf. IV, 289, 310. Cf. aussi IV, 258 et suiv. (fortune en Chine).

France. — TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES. Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.

— *Allemagne.* Arrangement en vue de régulariser le mouvement des alcools et spiritueux à la frontière (1^{er} octobre 1901), I, 258.

— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Russie, Suisse.* Convention additionnelle à la Convention du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemins de fer (16 juin 1898), IV, 17.

— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Russie, Chine.* Protocole final signé à Pékin le 7 septembre 1901 et annexes, III, 5.

— *Belgique.* Convention pour délimiter la frontière des deux pays sur la partie mitoyenne de la route de Dottignies à Roubaix (4 avril 1900), I, 129. — *Belgique.* Convention relative au transfert du droit de passage visé au § 4 du protocole de Reims, du 25 octobre 1825, à la route de Bouillon à Sugny (22 janvier 1902), I, 137. — *Belgique.* Déclaration concernant la transmission des actes judiciaires et extra-judiciaires en matière civile ou commerciale (17 octobre 1902), IV, 56.

— *Belgique, (Brésil), Danemark, (République Dominicaine), (Espagne), Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, (Serbie), Suède et Norvège, Suisse, Tunisie.* Acte additionnel du 14 décembre 1900 modifiant la convention du 20 mars 1883 ainsi que le protocole de clôture y annexé, IV, 5.

— *Belgique, (Brésil), (Espagne), Italie, Pays-Bas, Portugal, Suisse, Tunisie.* Acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, (14 décembre 1900), IV, 13.

— *Congo (Etat indépendant du), Portugal.* Lettres échangées à Lisbonne le 10 mai 1902, en vue de la prorogation du protocole signé à Lisbonne, le 8 avril 1892, I, 259. — *Congo (Etat indépendant du).* Convention commerciale (31 octobre 1901), I, 136.

— *Corée.* Arrangement postal (17 avril 1901), I, 131.

— *Costa-Rica.* Convention commerciale (17 juin 1901), I, 134.

— *Danemark.* Convention commerciale relative aux Antilles danoises (12 juin 1901), I, 135.

— *Espagne.* Convention pour la délimitation des possessions françaises et espagnoles dans l'Afrique occidentale sur la côte du Sahara et sur la côte du golfe de Guinée (27 juin 1900), I, 5. — *Espagne.* Convention pour régler l'exercice de la juridiction dans l'île de la Conférence (27 mars 1901), III, 71.

— *Equateur.* Convention pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce (17 mars 1901), I, 132.

— *Grande-Bretagne.* Convention pour le

- règlement par arbitrage des affaires du *Sergent Malamine* et de *Waima* (3 avril 1901), I, 10. — *Grande-Bretagne* (pour le Zanzibar). Arrangement concernant les relations commerciales avec le Zanzibar (27 juin 1901), I, 257. — *Grande-Bretagne*. Arrangement additionnel à la convention postale conclue entre la France et la Grande-Bretagne le 30 août 1890 (11 décembre 1901), I, 266. — *Grande-Bretagne*. — Convention concernant l'échange des colis postaux, avec ou sans déclaration de valeur, entre la France et Gibraltar (22 octobre 1902), IV, 38.
- *Haïti (République d')*. Convention commerciale (31 juillet 1900), I, 8.
- *Italie*. Protocole en vue de la délimitation des possessions respectives sur les côtes de la Mer Rouge (10 juillet 1901), IV, 42.
- *Luxembourg (Grand-Duché de)*. Arrangement au sujet du mouvement des alcools et spiritueux à la frontière (10 septembre 1902), III, 72.
- *Salvador*. Convention commerciale (9 janvier 1904), I, 264.
- *Siam*. Traité avec le Siam (3 octobre 1893), II, 65. — *Siam*. Convention annexe au traité du 3 octobre 1893 avec le Siam (3 oct. 1893), II, 66. — *Siam*. Entente avec le Siam en vue de l'exécution sur les lieux du traité et de la convention du 3 octobre 1893 (31 août 1894), II, 69. — *Siam*. Convention avec le Siam (7 octobre 1902), II, 122.
- *Suisse*. Convention relative à la délimitation de la frontière entre le mont Dolet et le lac Léman (10 juin 1891), IV, 57. Procès verbal de délimitation, IV, 57. — *Suisse*. Arrangement avec la Suisse, du 14 février 1880, concernant le rapatriement de mineurs évadés d'une maison de correction. Dénonciation par la France. Cf. Circulaire du Conseil fédéral suisse du 11 mai 1901, I, 347. — *Suisse*. Convention concernant la police de la navigation sur le lac Léman (10 septembre 1902), III, 73.
- *Venezuela*. Règlement des réclamations particulières contre le gouvernement du Venezuela et protocole annexe donnant communication du décret vénézuélien du 22 mars 1898 (19 février 1902), I, 262.
- CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE. Aff. de Chine, v° Chine. — Aff. de Siam, v° Siam. — Aff. de Turquie, v° Turquie. — Primes sucrière, v° primes sucrières. — Correspondance diplomatique relative à la répression de la traite des blanches, v° traite des blanches.
- ARBITRAGE. *Grande-Bretagne*. Sentences arbitrales prononcées par le Baron Lambert dans les affaires du *Waima* et du *Sergent Malamine* (15 juillet 1902), III, 293 et 295.
- Lois. Loi modifiant les articles 170 et 171 du Code civil 29 novembre 1901, I, 119. — Loi sur l'entrée en franchise des dons et secours destinés aux prisonniers de guerre (3 mai 1902), I, 245. — Loi portant approbation de la convention signée le 27 mars 1901 entre la France et l'Espagne pour régler l'exercice de la juridiction dans l'île de la Conférence (27 juin 1902), III, 363.
- DÉCRETS. Décret réglementant, au point de vue administratif et judiciaire, la situation des citoyens français établis dans l'île et terres de l'Océan Pacifique ne faisant pas partie du domaine colonial de la France et n'appartenant à aucune autre puissance civilisée (28 février 1901), IV, 120. — Décret portant abrogation de l'art. 109 (prises) du décret du 28 mai 1895 et Rapport (26 juin 1901), I, 117. — Décret instituant un contrôle hygiénique sur les boissons alcooliques mises en vente ou en circulation dans la colonie de Madagascar et dépendances et Rapport (29 août 1901), I, 125. — Décret portant réglementation de l'émigration des travailleurs indigènes hors de la Côte d'Ivoire et Rapport (25 octobre 1901), I, 124. — Décret désignant les pays où les agents diplomatiques ou les consuls pourront procéder à la célébration du mariage entre un français et une étrangère (29 décembre 1901), I, 119. — Décret portant réglementation de l'émigration des travailleurs indigènes hors de Mayotte et de l'archipel des Comores (1^{er} février 1902), I, 342. Rapport y relatif, ibidem. — Décret portant réorganisation des communes indigènes dans la colonie de Madagascar (9 mars 1902), I, 246. Rapport y relatif (9 mars 1902), I, 245. — Décret portant règlement, pour le temps de guerre, des conditions d'admission et de séjour des bâtiments français et étrangers dans les mouillages et ports du littoral français (17 mars 1902) et rapport y relatif (même date), IV, 207. — Décret portant organisation de la propriété foncière aux îles Marquises (31 mai 1902), I, 337. Rapport y relatif (31 mai 1902) ibidem. — Décret portant organisation de la colonie du Congo français et Rapport y relatif (3 juillet 1902), III, 364. — Décret relatif aux conditions d'admission dans les carrières diplomatiques et consulaire et Rapport (11 juillet 1902), III, 344.
- DOCUMENTS DIVERS. Résumé des rapports des agents diplomatiques et consulaires de la République sur la fortune française à l'étranger (15 septembre 1902), III, 371; IV, 289, 310. — Projet de loi portant approbation de la convention monétaire additionnelle conclue à Paris, le 15 novembre 1902, entre la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse (20 novembre 1902), III, 359. — Rapport fait au

nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la convention monétaire additionnelle du 15 novembre 1902; III, 361. — Commerce général avec la Chine (IV, 258). — Etablissements commerciaux et propriétés foncières des français en Chine. IV, 243 — Patente des voyageurs de commerce belges voyageant en France et des voyageurs de commerce français voyageant en Belgique. Exemption du droit de patente dans les deux pays. Circulaire ministérielle belge du 30 novembre 1901, III, 346.

Fribourg. — Réponse de ce canton à la circulaire du 28 mars 1899 concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 260.

Frontière. — Trafic de l'alcool et des spiritueux à la frontière belge allemande. *V^o spiritueux.* — Trafic de l'alcool et des spiritueux à la frontière franco luxembourgeoise. — Trafic de l'alcool et des spiritueux à la frontière franco-allemande. — *V^o* aussi au mot délimitation.

G

Gaz asphyxiants ou délétères (Projectiles répandant). — Interdiction. — Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi de projectiles ayant pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères, 29 juillet 1899, II, 48.

Genève (Convention de). — Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la convention de Genève (29 juillet 1899), II, 37. — (Canton de). Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899 concernant la naturalisation des étrangers, II, 289.

Gibraltar. — Convention entre la France et la Grande-Bretagne concernant l'échange des colis postaux, avec ou sans déclaration de valeur, entre la France et Gibraltar (22 octobre 1902), IV, 38.

Glaris (Canton de). — Réponse à la circulaire du 28 mars 1899 concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 258.

Grande-Bretagne. — *TRAITÉS Allemagne.* — Agreement between the United Kingdom and Germany relative to the boundary of the british and german spheres of interest between lakes Nyasa and Tanganyika (23 février 1901), IV, 84.

— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, Etats-Unis, d'Amérique, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Russie,*

Chine. — Protocole final signé à Pékin le 7 septembre 1901 et annexes, III, 5.

— *Autriche-Hongrie.* — Déclaration amendant article XI of the treaty of december, 1873, for the mutual surrender of fugitive criminals (26 juin 1901), IV, 97.

— *Belgique, Brésil, Danemark, République Dominicaine, Espagne, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, Serbie, Suède et Norvège, Suisse, Tunisie.* Acte additionnel du 14 décembre 1900 modifiant la Convention du 20 mars 1883 ainsi que le protocole de clôture y annexé, IV, 5. — *Belgique.* Traité pour l'extradition réciproque des criminels fugitifs (29 octobre 1901), III, 59. — *Belgique.* Acte additionnel à la Convention du 18 décembre 1888, concernant l'échange de mandats-poste (15 mars 1902), III, 59.

— *Brésil.* Treaty relative to the boundary between Brazil and british Guiana (4 novembre 1901), IV, 90.

— *Danemark.* Convention for the exchange of press telegrams at reduced rates (15 août 1901), IV, 107.

— *Etats-Unis.* Treaty relative to the establishment of a communication by ship canal between the Atlantic and Pacific oceans (18 novembre 1901), IV, 81.

— *Etats-Unis.* Traité relatif à l'établissement de droits d'importation à Zanzibar (31 mai 1902), texte original anglais, IV, 95, traduction française, IV, 36.

— *Italie, Ethiopie.* Treaties relative to the frontiers between the Soudan, Ethiopia, and Eritrea (15 mai 1902), IV, 83.

— *France.* Convention pour le règlement par arbitrage des affaires du sergent Malamine et de Waïma (3 avril 1901), I, 10.

— *Zanzibar, France.* Arrangement concernant les relations commerciales entre la France et Zanzibar (27 juin 1901), I, 257. — *France.* Arrangement additionnel à la convention postale conclue entre la France et la Grande-Bretagne le 30 août 1890 (11 décembre 1901), I, 266.

— *France.* Convention concernant l'échange des colis postaux, avec ou sans déclaration de valeur entre la France et Gibraltar (22 octobre 1902), IV, 38.

— *Persé (Convention télégraphique).* Convention extending the system of telegraphic communication between Europe and India through Persia (16 août 1901), IV, 111.

— *Serbie.* Treaty for the mutual surrender of fugitive criminals (6 décembre) (23 novembre 1900), IV, 98.

— *Siam.* Convention avec le Siam relative à l'immatriculation de sujets britanniques (29 novembre 1899), (texte anglais) II, 128 (traduction) II, 129.

— *Correspondance diplomatique. Pays-Bas.* Correspondance relative à la guerre dans l'Afrique du Sud (1902), IV, 268.

— *SENTENCES ARBITRALES. Allemagne, Etats.*

- Unis d'Amérique.* Sentence arbitrale de S. M. le roi de Suède et de Norvège dans l'affaire des opérations militaires au Samoa en 1899 (14 octobre 1902), III, 300.
- *France.* Sentences arbitrales prononcées par le baron Lambermont dans les affaires de Waima et du sergent Malmine (15 juillet 1902) III, 293 et 295. — Possessions anglaises en Afrique, capitaux français engagés, IV, 298. — Cf. aussi Afrique du Sud, Australie, Chine, Malte.
- Grèce.** — Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.
- *Belgique.* Dénonciation du traité de commerce et de navigation du 13-25 mai 1895 (7-20 mars 1901), III, 36.
- *Roumanie.* Convention de commerce et protocole relatif aux Eglises helléniques en Roumanie (19 décembre 1900), IV, 55.
- *Suisse.* Déclaration concernant la situation des sociétés par actions et autres associations commerciales, industrielles et financières (24 avril, 7 mai 1901), II, 61.
- *Turquie.* Sentence arbitrale rendue par les ambassadeurs des six grandes puissances à Constantinople (20 mars, 12 avril 1901), III, 271.
- Entrée en Belgique des raisins secs de Corinthe. Arrête royal belge du 22 mars 1902, III, 347.
- Fortune française en Grèce, III, 387.
- Grisons.** — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899 concernant la naturalisation des étrangers, II, 275. — Entrée du bétail italien sur les pâturages du canton des Grisons. Cf. Suisse-Italie. Protocole du 4 mai 1901, IV, 49.
- Guerre (terrestre).** — Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre du 29 juillet 1899. V^e Conférence internationale de la Paix à la Haye, *Conventions et déclarations* (II, 21). — Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, 29 juillet 1899 (II, 27), annexe à la Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, *section I*, des belligérants, chap. I de la qualité de belligérant, ch. II des prisonniers de guerre (II-28), chap. III des malades et blessés (II, 31); *section II*, des hostilités (II, 31), chap. I, des moyens de nuire à l'ennemi, des sièges et des bombardements; chap. II, des espions (II, 32), chap. III, des parlementaires (II, 32); ch. IV, des capitulations (II, 33); chap. V, de l'armistice (II, 33); *section III* de l'autorité militaire sur le territoire de l'état ennemi (II, 34) *section IV*, des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres (II, 36). — V^e aussi au mot *prise*
- Guerre (maritime).** Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 29 juillet 1899 II, 37. Conditions d'admission et de séjour des bâtiments français et étrangers dans les mouillages et ports du littoral français. Rapport et décret du 17 mars 1902, IV, 207.
- V^e aussi aux mots : Afrique du Sud, Armistice, Ballons, Bâtiments de guerre, Belligérants, Blessés, Bombardements, Capitulations, Conflits internationaux, Espions, Hostilités, Internés, Malades, Moyens de nuire à l'ennemi, Neutres, Parlementaires, Prisonniers de guerre, Projectiles, Secours volontaires, Sièges, Territoire ennemi.
- Guinée (golfe de).** — Convention entre l'Espagne et la France pour la délimitation des possessions françaises et espagnoles dans l'Afrique occidentale sur la côte du Sahara et sur la côte du golfe de Guinée (27 juin 1900), I, 5.
- Adhésion de l'Espagne pour le golfe de Guinée à la convention principale d'union postale conclue à Washington (1901), IV, 105.
- Guyane (anglaise).** — Traité de délimitation entre la Grande-Bretagne et le Brésil (4 novembre 1901), IV, 90.

H

Haïti (République d'). *France.* — Convention commerciale entre la République française et la République d'Haïti (31 juillet 1900), I, 8. — Adhésion à la Convention principale d'union postale conclue à Washington (1901), IV, 105. — Capitaux français engagés, IV, 303.

Hanoï (îles). — Capitaux français engagés, IV, 308.

Haye (La). — V^e conférence internationale de la Paix, à la Haye.

Herzégovine. — V^e au mot Bosnie-Herzégovine.

Hollande. — V^e Pays-Bas.

Honduras, Belgique. — Convention d'extradition (19 avril 1900), III, 40.

Hôpitaux militaires. — Cf. secours volontaires.

Hostilités. — Règlement concernant lois et coutumes de la guerre sur terre, 29 juillet 1899, sect. II, II, 31. — Cf. aussi Guerre.

Hygiène. — Cf. Alco ol. — Peste.

I

Immatri-culation. — Convention entre le Siam et la Grande-Bretagne relative à l'immatri-culation des sujets britanniques (29 nov. 1899), texte anglais, II, 128, traduction, II, 129.

Immigration — (*Australie*). Loi restreignant l'immigration en Australie et fixant la procédure d'expulsion des immigrants n'ayant pas droit d'entrée (23 déc. 1901), III, 328. — Règlement pris en exécution de la loi précitée (31 décembre 1901), III, 332. — (*Cap de Bonne-Espérance*). Loi établissant des restrictions à l'immigration et des mesures pour renvoyer de la colonie, les immigrants interdits (immigration Act., 1902), III, 335.

Importation (droits d'). — V^o Douanes.

Indes britanniques. — Réseau télégraphique avec Europe par l'intermédiaire de la Perse. Convention entre la Grande-Bretagne et la Perse (16 août 1901), IV, 111.

Indes néerlandaises. — Capitaux français engagés, IV, 308.

Internés. — Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres (règlement concernant lois et coutumes de la guerre sur terre, 29 juillet 1899, sect. IV), II, 36.

Italie. — Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.

— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, France, Luxembourg, Pays-Bas, Russie, Suisse.* Convention additionnelle à la Convention du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer (16 juin 1898), IV, 17.

— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, Etats-Unis, d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Japon, Pays-Bas, Russie, Chine.* Protocole final signé à Pékin, le 7 septembre 1901 et annexes, III, 5.

— *Autriche-Hongrie.* Dénonciation du traité de commerce et de navigation du 6 décembre 1891 (27-29 décembre 1902), IV, 28.

— *Bavière.* Accord portant modification de la Convention du 2 octobre 1899 (6 janvier-11 février 1901), IV, 29.

— *Belgique, Brésil, Danemark, République Dominicaine, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Japon, Pays-Bas, Portugal, Serbie, Suède et Norvège, Suisse, Tunisie.*

Acte additionnel du 14 décembre 1900, modifiant la Convention du 20 mars 1883 ainsi que le protocole de clôture y annexé, 5.

— *Belgique, Brésil, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suisse, Tunisie.* Acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce (14 décembre 1900), IV, 13.

— *Brésil.* *Modus vivendi* commercial du 5 juillet 1900. Prorogation (11 et 16 novembre 1902), IV, 31.

— *Danemark.* Article additionnel au traité de commerce et de navigation du 1^{er} mai 1864 (17 sept. 1902), IV, 33.

— *France.* Protocole en vue de la délimitation des possessions respectives sur les côtes de la Mer Rouge (10 juillet 1901), IV, 42.

— *Grande-Bretagne, Ethiopie.* Treaties relative to the frontiers between the Soudan, Ethiopia, and Eritrea (15 mai 1902), IV, 83.

— *Japon.* Accord en vue du maintien au 31 décembre 1903 du traitement de la nation la plus favorisée (19 juillet-3 octobre 1901), IV, 44.

— *Monaco.* Déclaration en vue de la communication réciproque des actes de l'état-civil (31 mars 1901), IV, 42.

— *Monténégro.* Convention réciproque de la propriété littéraire et artistique (27 novembre 1900), IV, 45. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 16-28 mars 1883. Prorogation (29 novembre 1901), IV, 43. — Déclaration additionnelle à l'art. 3 du traité d'extradition du 29 août 1892 (23 mai 1902), IV, 46.

— *Pays-Bas.* Accord pour la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage délivrés par les deux pays (9 juillet 1900), 15 janvier 1901, IV, 47.

— *Suisse.* Déclaration concernant le service des douanes sur le lac Majeur et le lac de Lugano (8-18 janvier 1901), II, 62. — Protocole du 4 mai 1901 (résumé des délibérations des conférences du 1^{er} au 3 mai 1901, tenues à Milan entre les délégués de la Confédération suisse et du royaume d'Italie relativement à l'entrée du bétail sur les pâturages du canton des Grisons et à l'importation du bétail, IV, 49. — Accord en vue de l'extradition des individus poursuivis pour escroquerie d'une valeur inférieure à 1.000 francs (5 mars-15 mai 1902), IV, 48. — Incident italo-suisse (1902), II, 306-332. — Fortune française en Italie, III, 384.

— *Possessions italiennes en Afrique.* Capitaux français engagés, IV, 297.

Ivoire (côte d'). — V^o Côte d'Ivoire.

« **James Hamilton Lewis** » (affaires du). — Sentences arbitrales (19 oct. 1901 et 29 nov. 1902). Cf. Arbitrages, Etats-Unis d'Amérique, Russie, III, 277, 282.

Japon. — Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5. —

— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Russie, Chine.* Protocole final signé à Pékin le 7 septembre et annexes, 1901, III, 5.

— *Belgique, Brésil, Danemark, République Dominicaine, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Serbie, Suède et Norvège, Suisse, Tunisie.* Acte additionnel du 14 décembre 1900 modifiant la Convention du 20 mars 1883, ainsi que le protocole de clôture y annexé, 5.

— *Espagne.* Convention spéciale de commerce (28 mars 1900), IV, 34.

— *Italie.* Accord en vue du maintien, au 31 décembre 1903, du traitement de la nation la plus favorisée (19 juillet-3 octobre 1901), IV, 44.

— Adhésion à l'arrangement de Washington concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1902), IV, 105. — Adhésion à la Convention de Washington concernant l'échange des colis-postaux (1902), VI, 105.

— Capitaux français engagés, IV, 295.

Jaugeage. — Arrangement entre la Belgique et les Pays-Bas concernant la reconnaissance réciproque, dans les ports de Belgique et des Pays-Bas, des certificats de jaugeage délivrés dans les deux pays (8 mai 1901), III, 18. — Accord entre l'Italie et les Pays-Bas pour la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage délivrés dans les deux pays (9 juillet 1900-15 janvier 1901), IV, 47.

Journaux. — Abonnements aux journaux et publications périodiques. Intervention de la poste, v° au mot abonnements.

Juridiction. (Exercice dans l'île de la Conférence). Convention franco-espagnole du 27 mars 1901, III, 71. — Loi portant approbation de la Convention précitée, 27 juin 1902, III, 363.

K

« **Kate and Anna** » (affaire du). — Sentences arbitrales (19 oct. 1901 et 29 nov.

1902). Cf. Arbitrages, Etats-Unis d'Amérique — Russie (III, 277, 290).

Kreuzlingen (ligne de Romanshorn à Kreuzlingen). — V° Chemins de fer.

L

Lac Léman. — V° Léman.

Lac Majeur. — Déclaration entre l'Italie et la Suisse concernant le service des douanes sur le Lac Majeur (8-18 janvier 1901), II, 62.

Légations (personnel des). — Règlement suisse (8 août 1901), 356.

Léman (lac). — Convention entre la Suisse et la France concernant la police de la navigation sur le lac Léman (10 sept. 1902), III, 73. — Délimitation de la frontière franco-suisse du mont Dolent au lac Léman, v° au mot délimitation.

Lettres avec valeur déclarée. — V° Postes (arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (15 juin 1897). Adhésions).

Libéria (République de). — Adhésion à la Convention principale d'union postale conclue à Washington (1901), IV, 105. — Adhésion à la Convention de Washington concernant l'échange des colis-postaux (1901), IV, 105. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant le service des mandats de poste (1901), IV, 106. — Capitaux français engagés, IV, 298.

Liqueurs alcooliques. — V° Alcool.

Litiges internationaux. — Cf. conflits internationaux.

Littoral français. — V° au mot navigation.

Lorando. — Aff. Lorando. Turquie. Correspondance diplomatique, 1900-1901 (Livre Jaune), I, 74, 139.

Lucerne. — Réponse du canton de Lucerne à la circulaire du 28 mars 1899 concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 254.

Lugano. — Déclaration entre l'Italie et la Suisse concernant le service des douanes sur le lac de Lugano (8-18 janvier 1901), II, 62.

Luxembourg. — Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5. — *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique,*

Danemark, France, Italie, Pays-Bas, Russie, Suisse. Convention additionnelle à la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer (16 juin 1898), IV, 17.

— *Belgique.* Convention télégraphique (11 mars 1901), III, 34.

— *France.* Arrangement au sujet du mouvement des alcools et spiritueux à la frontière (10 sept. 1902), III, 72.

— Fortune française au Luxembourg, III, 379.

M

Macédoine (affaires de). — Documents y relatifs (1901-1902), IV, 311.

Madagascar. — Vente et circulation des boissons alcooliques. Rapport suivi d'un décret, du 29 août 1901, I, 125. — Communes indigènes. Décret et rapport sur la réorganisation des communes indigènes dans la colonie de Madagascar (9 mars 1902).

Main-d'œuvre indigène. — V^o Travailleurs indigènes (émigration des).

Majeur (lac). — V^o Lac Majeur.

Malades (obligations des belligérants vis-à-vis des). — Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, sect. I, ch. III, II, 31.

Malamine. — V^o « Sergent Malamine ».

Malte. — Adhésion à l'arrangement de Washington concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (1901), IV, 105.

Mandats-poste. — Arrangement de Washington concernant le service des mandats de poste; adhésions : Autriche-Hongrie (1901), Bosnie-Herzégovine (1901), Chili (1901), Crète (1902), Cuba (1902), République Dominicaine (1901), Egypte (1901), République de Libéria (1901), Serbie (1901), IV, 106. — Acte additionnel à la Convention du 18 décembre 1888 concernant l'échange de mandats-poste entre la Belgique et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande (5 mars 1902), III, 59.

Marchandises. — Transport de marchandises par chemin de fer, v^o chemins de fer.

Mariage. *Allemagne.* — Mariage des Allemands en Suisse et des Suisses en Allemagne. Circulaire du Conseil fédéral

suisse y relatif (20 septembre 1901), I, 349. — *France.* Loi modifiant les articles 170 et 171 du Code civil français en conférant aux agents diplomatiques et aux consuls le droit de procéder, à l'étranger, à la célébration du mariage entre un Français et une étrangère (29 nov. 1901), I, 119. — Décret désignant les pays où les agents diplomatiques ou les consuls pourront procéder à la célébration du mariage entre un Français et une étrangère (29 décembre 1901), I, 119. — *Belgique.* Mariage de Belges sur le territoire de l'empire d'Allemagne. Certificat de non-empêchement, à délivrer par les officiers de l'état-civil de Belgique. Accord diplomatique. Circulaire ministérielle du 9 janvier 1901, III, 340.

Maritime. — V^o guerre maritime. — V^o aussi au mot navigation.

Maroc. — Capitaux français engagés, IV, 297.

Marques de fabrique ou de commerce. — V^o Propriété industrielle.

Marquises (îles). — Rapport au Président de la République, suivi d'un décret portant organisation de la propriété foncière aux îles Marquises (3 mai 1902), I, 341.

Mascate. — Capitaux français engagés à, IV, 292 (2).

Mayotte. — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant réglementation de l'émigration des travailleurs indigènes hors de Mayotte et de l'archipel des Comores (1^{er} février 1902), I, 342.

Médiation. — Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, t. II (29 juillet 1899), II, 5. — Réserves formulées par la Serbie au principe de la médiation adopté par la conférence de la Paix, v^o conférence internationale de la Paix. Conventions et déclarations, II, 54.

Mer Rouge. — Protocole entre la France et l'Italie en vue de la délimitation des possessions respectives sur les côtes de la Mer Rouge (10 juillet 1901), IV, 42. — V^o aussi au mot *Erithrée*.

Mexique. — Conférence internationale de la Paix à la Haye *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5. — Capitaux français engagés, IV, 301.

Militaire. — (Autorité militaire sur territoire ennemi), v^o territoire ennemi, v^o aussi service militaire. — Opérations militaires au Samoa, v^o Samoa.

Mineurs évadés d'une maison de correction. — Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les gouvernements cantonaux concernant la dénonciation de l'arrangement avec la France au sujet du rapatriement de mineurs évadés, etc. (11 mai 1901), I, 347.

Missionnaires. (Chine). — Décret impérial du 11 de la 3^e lune, relatif à la question des missionnaires. (8 avril 1902), III, 349.

Monaco. Italie. — Déclaration en vue de la communication réciproque des actes de l'état-civil, (31 mars 1901) IV, 42. — Fortune française au Monaco, III, 384.

Monétaire (Union). — V^o Union monétaire latine.

Monnaies. — V^o Union monétaire latine.

Monténégro. — Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.

— *Italie.* Convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique (27 nov. 1900), IV, 45. — Traité d'amitié de commerce et de navigation du 16-28 mars 1883. Prorogation (29 nov. 1901), IV, 43. — Déclaration additionnelle à l'art. 3 du traité d'extradition du 29 août 1892 (23 mai 1902), IV, 46.

— Fortune française au Monténégro, III, 387.

Mouillages. — V^o au mot navigation.

Moyens de nuire à l'ennemi. — Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, (sect. II, ch. I), II, 31.

N

Nationalité. — Message du Conseil fédéral suisse à l'Assemblée fédérale concernant la révision de la loi fédérale sur la naturalisation suisse et la renonciation à la nationalité suisse (20 mars 1901), I, 359, II, 233. — Projet de loi fédérale suisse (20 mars 1901). II, 239. — Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les gouvernements cantonaux concernant la nationalité des enfants naturels nés en Suisse d'une mère française (26 avril 1901), I, 346. — Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les Etats confédérés concernant la nationalité et le service militaire des fils de Français naturalisés suisses (11 février 1902), II, 305.

Naturalisation. — Message du Conseil fédéral suisse à l'Assemblée fédérale concernant la révision de la loi fédérale sur la naturalisation suisse et la renoncia-

tion à la nationalité suisse (20 mars 1901), I, 359; II, 233. — Réponses des cantons suisses à la circulaire concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 244. — Circulaire du Conseil fédéral concernant les moyens à employer pour faciliter la naturalisation des étrangers (28 mars 1899), II, 242. — Projet de loi fédérale suisse (20 mars 1901), II, 239. — V^o aussi Service militaire et Nationalité.

Navigation. TRAITÉS. — *Autriche-Hongrie, Italie.* Traité de commerce et de navigation. Dénonciation en date du 27-29 décembre 1902, IV, 28.

— *Belgique, Corée.* Traité d'amitié, de commerce, et de navigation entre la Belgique et la Corée (23 mars 1901), III, 45.

— *Belgique, Grèce.* Traité de commerce et de navigation du 13-5 mai 1895. Dénonciation en date du 27-20 mars 1901, III, 36.

— *Belgique, Pays-Bas.* Convention conclue à la Haye, le 23 mars 1901, en vue de rendre applicables sur l'Escaut et à ses embouchures, les signaux d'appel de pilote prévus dans le nouveau Code international des signaux, III, 37.

— *Danemark, Italie.* Traité de commerce et de navigation, du 1^{er} mai 1864, entre le Danemark et l'Italie. Article additionnel (17 septembre 1902), IV, 33.

— *France, Suisse.* Convention entre la Suisse et la France concernant la police de la navigation sur le lac Léman (10 sept. 1902), III, 73.

— *Italie, Monténégro.* Prorogation du traité d'amitié, de commerce et de navigation du 16-28 mars 1883 (29 novembre 1901), IV, 43.

— **LOIS ET DOCUMENTS DIVERS.** *Belgique.* Bâtiments de guerre étrangers. Admission dans les eaux et ports de la Belgique. Arrêté royal du 18 février 1901, III, 342.

— *France.* Bâtiments français et étrangers. Admission et séjour dans les mouillages et ports du littoral français Rapport et décret du 17 mars 1902, IV, 207.

— *Turquie.* Entreprises de navigation en Turquie d'Europe, IV, 289.

— V^o aussi aux mots : *canal interocéanique, Jeaugage, Whangpou.*

Navires. — V^o Navigation.

Neuchâtel. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899, concernant la naturalisation des étrangers, II, 284.

Neutralité. Belgique. — Arrêté royal du 18 février 1901 concernant l'admission des bâtiments de guerre étrangers dans les eaux et ports de la Belgique, III, 342. — V^o aussi au mot Neutres.

Neutres. — Des belligérants internés et

- des blessés soignés chez les neutres (règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, 29 juillet 1899, sect. IV), II, 36.
- Norvège.** — Fortune française en Norvège, III, 380, 7 (pays scandinaves). — V° aussi au mot *Suède et Norvège*.
- Nouvelles-Galles du Sud.** — Capitaux français, IV, 309.
- Nouvelle-Zélande.** — Capitaux français engagés, IV, 309.
- Nyasa (lac de).** — Délimitation des sphères d'influence de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne. Convention du 23 février 1901, IV, 86.
- Océan Atlantique.** — V° Canal interocéanique.
- Océan Pacifique.** — V° Pacifique (Iles et terre de l'Océan Pacifique), Canal interocéanique.
- Océanie.** — Capitaux français engagés, IV, 308.
- Office international du travail.** — Circulaire du Conseil fédéral suisse aux représentants de la Suisse à l'étranger, concernant les renseignements à fournir à l'office international du travail, à Bâle (31 mai 1901), I, 348.
- Oiseaux utiles à l'agriculture.** — Convention internationale pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture. V° Suisse. Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 30 mai 1902, II, 335.
- Opium.** — Loi portant interdiction de la vente des armes à feu, de l'opium et des liqueurs alcooliques dans certaines îles du Pacifique (Etats-Unis, 14 février 1902), III, 338.
- Orange (Etat libre d').** — Capitaux français engagés, IV, 298. — V° aussi Afrique du Sud.
- Ordres français (Etablissement en Suisse des).** — V° Congrégations.
- P**
- Pacifique (Iles et terres de l'Océan pacifique).** — Décret réglementant au point de vue administratif et judiciaire, la situation des citoyens français établis dans les îles et terres de l'Océan Pacifique ne faisant pas partie du domaine colonial de la France et n'appartenant à aucune autre puissance civilisée (France, Décret du 28 février 1901), I, 120. — Loi portant interdiction de la vente des armes à feu, de l'opium et des liqueurs alcooliques dans certaines îles du Pacifique. Etats-Unis, 14 février 1902), III, 338. — Capitaux français engagés, IV, 308.
- Pacifique (Océan des).** — V° aussi canal interocéanique.
- Paix (Conférence de la).** — V° au mot Conférence internationale de la paix à la Haye.
- Paraguay.** — Capitaux français engagés, IV, 305.
- Parlementaires.** — Règlement concernant lois et coutumes de la guerre sur terre, 29 juillet 1899, (sect. II, chap. m), II, 32.
- Passage (droit de).** — Convention entre la Belgique et la France concernant le transfert du droit de *passage* visé au § 4 du protocole de Reims, du 25 octobre 1825, à la route de Bouillon à Sugny (22 janvier 1902), I, 137.
- Passeports.** — Avis concernant les passeports pour la Roumanie (mars 1901), I, 358.
- Patente des voyageurs de commerce français voyageant en Belgique et des voyageurs de commerce belges voyageant en France.** Exemption du payement du droit de patente. Circulaire ministérielle du 30 nov. 1901, III, 344.
- Pays-Bas.** — Conférence internationale de la paix à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.
— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, France, Italie, Luxembourg, Russie, Suisse.* Convention additionnelle à la convention du 14 octobre 1890, sur le transport de marchandises par chemins de fer (14 juin 1895), IV, 17.
— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Russie, Chine.* Protocole final signé à Pékin le 7 septembre 1901, et annexes, III, 5.
— *Belgique.* Convention en ce qui concerne l'exemption réciproque du service militaire (4 octobre 1900), III, 58. — Arrangement télégraphique (14 mars 1901), III, 35. — Convention conclue à la Haye, le 23 mars 1901, en vue de rendre applicables sur l'Escaut et à ses embouchures,

- les signaux d'appel de pilote prévus dans le nouveau code international des signaux, III, 37. — Arrangement concernant la reconnaissance réciproque dans les ports de Belgique et des Pays-Bas des certificats de jaugeage délivrés dans les deux pays (8 mai 1901), III, 38.
- *Belgique, Brésil, Danemark, République Dominicaine, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Portugal, Serbie, Suède et Norvège, Suisse, Tunisie.* Acte additionnel du 14 décembre 1900, modifiant la convention du 20 mars 1883, ainsi que le protocole de clôture y annexé, 5. — *Belgique, Brésil, Espagne, France, Italie, Portugal, Suisse, Tunisie.* Acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce (14 décembre 1900), IV, 13.
 - *Italie.* Accord pour la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage délivrés dans les deux pays (9 juillet 1900, 15 janvier 1901), IV, 47.
 - *Grande-Bretagne.* Correspondance diplomatique relative à la guerre dans l'Afrique du Sud (1902), IV, 268.
 - Fortune française aux Pays-Bas, III, 379.
 - V^o aussi au mot Indes néerlandaises.
- Pérou. Bolivie.** — Accord commercial (1^{er} mars 1901), IV, 31. — Capitaux français engagés, IV, 305.
- Perse.** — Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.
- *Grande-Bretagne.* Convention extending the system of telegraphic communication between Europe and India through Persia (14 août 1901), IV, III.
- Philippines.** — Capitaux français engagés, IV, 309.
- Population.** — V^o Recensement (communication de renseignements entre la Bavière et l'Italie relativement à leurs nationaux respectifs). — Population de la Suisse au 1^{er} décembre 1888, II, 291. — Population de la Suisse, au 1^{er} décembre 1900, II, 292.
- Porto-Rico.** — Capitaux français engagés, IV, 304.
- Portugal.** — Conférence internationale de la Paix à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.
- *Belgique, Brésil, Danemark, République Dominicaine, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Serbie, Suède et Norvège, Suisse, Tunisie.* Acte additionnel du 14 décembre 1900 modifiant la Convention du 20 mars 1883, ainsi que le protocole de clôture y annexé, 5.
 - *Belgique, Brésil, Espagne, France, Pays-Bas, Portugal, Suisse, Tunisie.* Acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce (14 décembre 1900), IV, 13.
 - *Congo* (Etat indépendant du).
 - *France.* Lettres échangées à Lisbonne, le 10 mai 1902, en vue de la prorogation du protocole signé à Lisbonne, le 8 avril 1892, I, 259.
 - Fortune française au Portugal, III, 376.
 - Possessions portugaises d'Afrique. Capitaux français engagés, IV, 298.
- Périodiques.** — Cf. journaux.
- Peste.** — Convention internationale de Venise sur les mesures contre la peste. Adhésion de l'Australie (21 novembre 1902), IV, 103.
- Pilote** (signaux d'appel de). — Convention conclue à la Haye le 23 mars 1901, entre la Belgique et les Pays-Bas, en vue de rendre applicables sur l'Escaut et à ses embouchures, les signaux d'appel de pilote prévus dans le nouveau code international des signaux, III, 37.
- Ports.** — V^o au mot navigation.
- Postes.** — *Convention principale de Washington* (14 juin 1897. Adhésions de l'Autriche-Hongrie (1901), Bechuanaland (12 mars 1901) (II, 61), Bolivie (1901), Bosnie-Herzégovine (1901), Chili (1901), Crète (1902), Cuba (1902), Egypte (1901), Golfe de Guinée (Espagne) (1901), Haïti (1901), République de Libéria (1901), Rhodesia (12 mars 1901) (II, 61), Serbie (1901), IV, 104.
- *Lettres et boîtes avec valeur déclarée. Arrangement de Washington.* Adhésion de l'Autriche-Hongrie (1901), Chili (1901), Egypte (1901), Japon (1902), Malte (1901), Serbie (1901), IV, 105.
 - *Corée. France.* Conventions particulières. Arrangement postal entre la Corée et la France (17 avril 1901), I, 131.
 - *Grande-Bretagne. France.* Convention postale du 30 août 1870. Arrangement additionnel (11 décembre 1901), I, 266.
 - V^o aussi aux mots abonnements, colis postaux, mandats-poste, recouvrements.
- Presse.** — Cf. journaux ; cf. aussi télégraphe, dépêches de presse à tarif réduit.
- Primes sucrières.** — Livre Jaune. France (1893-1902), II, 131 ; III, 89 ; IV, 115. — Protocole du 22 octobre 1900. III, 127. — V^o aussi au mot conférence de Bruxelles.

Prises. — Rapport au président de la République française suivi d'un décret portant abrogation de l'art. 109 (prises) du décret du 28 mai 1895 (26 juin 1901), III, 117.

Prisonniers de guerre. — Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre (sect. I, chap. n), II, 28. — Loi sur l'entrée en franchise des dons et secours destinés aux prisonniers de guerre. (France) (3 mai 1902), I, 245.

Procédure arbitrale. — V^o Arbitrage. Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899, t. IV, chap. III (II, 15).

Procédure civile. — Cf. actes judiciaires et extra judiciaires. Transmission.

Profession médicale. — Italien. Exercice de la profession médicale en Suisse. (Convention italo-suisse du 14 juin 1888). V^o Suisse, arrêté du Conseil fédéral du 7 mai 1901, II, 297.

Projectiles lancés des ballons. — V^o Ballons.

Projectiles répandant gaz asphyxiants ou délétères. V^o *Gaz asphyxiants ou délétères.* — V^o aussi au mot balles.

Propriété foncière. — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant organisation de la propriété foncière aux îles Marquises (31 mai 1902), I, 341.

Propriété littéraire et artistique. — Convention entre l'Italie et le Monténégro pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique (27 novembre 1900), IV, 45.

Propriété industrielle (Union internationale pour la protection de la). — Acte additionnel du 14 décembre 1900 modifiant la convention du 20 mars 1883, ainsi que le protocole de clôture y annexé conclu entre les Etats ci-dessous : Belgique, Brésil, Danemark, République Dominicaine, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays Bas, Portugal, Serbie, Suède et Norvège, Suisse, Tunisie, IV, 5. — Message du Conseil fédéral suisse à l'Assemblée fédérale concernant la ratification de deux actes intervenus entre les Etats appartenant à l'union internationale pour la protection de la propriété industrielle (5 mars 1901), II, 293. — *Marques de fabrique ou de commerce.* Enregistrement international. Acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891 (14 décembre 1900), IV, 13. — Enregistrement international. Conven-

tion du 14 avril 1891 et acte additionnel du 14 décembre 1900. Arrêté du Conseil fédéral y relatif, 28 octobre 1902, v^o Suisse, arrêté du Conseil féd. à sa date (II, 350). — Enregistrement international. Service spécial de la propriété industrielle. Arrêté royal belge du 28 nov. 1902, III, 347. — *Conventions particulières. Equateur. France.* Convention pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce (17 mars 1901), I, 132.

Q

Quais. — Aff. des quais. V^o Turquie. Correspondance diplomatique (1900-1901). (Livre Jaune), I, 74, 139.

R

Raisins secs de Corinthe. — Droits d'entrée sur les raisins secs de Corinthe en Belgique et perception de l'accise sur les vins fabriqués au moyen de ces fruits. Arrêté royal belge du (22 mars 1902), III, 347.

Rapatriement de mineurs évadés d'une maison de correction. Circulaire du Conseil fédéral suisse concernant la dénonciation de l'arrangement avec la France au sujet du rapatriement de mineurs évadés d'une maison de correction (11 mai 1901), I, 347.

Recensement de la population suisse, au 1^{er} décembre 1888, II, 291. — De la population suisse au 1^{er} décembre 1900, II, 292. — Communication de renseignements sur les nationaux de la Bavière et de l'Italie. Accord entre la Bavière et l'Italie portant modification de la Convention du 2 octobre 1899 (6 janvier, 11 février 1901), IV, 29.

Réclamations de particuliers contre gouvernement de Venezuela, v. Venezuela, Convention du 19 février 1902.

Recouvrements. — Arrangement de Washington concernant le service des recouvrements. Adhésions : Autriche-Hongrie (1901), Chili (1901), Crète (1902), Cuba (1902), Egypte (1901), IV, 106.

Réformes (en Turquie). — V^o Turquie (Réformes).

Régime douanier. — V^o douanes.

Réveil (Risveglio). — V^o Suisse, Incident Italo-Suisse, 1902.

Rhodesia du sud. — Adhésion à la con-

vention postale principale de Washington (12 mars 1901) II, 61.

Risveglio (Cf. Suisse, Incident Italo-Suisse, 1902). — Extrait du journal *Risveglio* du 18 janvier 1902, II, 310.

Romanshorn (ligne de Romanshorn à Kreuzlingen). — V^o Chemins de fer.

Roubaix (route de Roubaix à Dottignies. Délimitation de frontière entre la France et la Belgique). V^o Délimitation, Convention du 4 avril 1900 (I, 129).

Roumanie. — Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5. — Réserves formulées par le gouvernement royal de Roumanie aux articles 46, 17 et 19 de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux et consignés au procès-verbal de la séance de la troisième commission du 20 juillet 1899, II, 54.

— *Bulgarie.* Abrogation de l'arrangement commercial du 1-13 janvier 1898 (1-14 janvier 1901), IV, 33.

— *Grèce.* Convention de commerce et protocole relatif aux Eglises helléniques en Roumanie (19 décembre 1900), IV, 55.

— *Turquie.* Convention de commerce conclue (le 3 juillet, 12 août 1901), IV, 53.

— Fortune française en Roumanie, III, 386. — Avis concernant les passeports pour la Roumanie (mars 1901), I, 358.

Route de Dottignies (à Roubaix). — V^o *Dottignies*.

Royaume-Uni. — V^o au mot *Angleterre et Grande-Bretagne*.

Russie. — Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.

— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse.* Convention additionnelle à la Convention du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer (16 juin 1898), IV, 17.

— *Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Chine.* Protocole final signé à Pékin le 7 septembre 1901 et annexes, III, 5.

— *Etats-Unis d'Amérique.* Sentences arbitrales des 19 octobre 1901 et 29 novembre 1902, rendues par M. F.-M.-C. Asser, relativement aux navires « Cape Horn Pigeon », « James Hamilton Lewis », « C. H. White », et « Kate and Anna », III, 277.

— Communiqué russe concernant les af-

fares de Macédoine (1-14 déc. 1902), IV, 320.

— Fortune française en Russie, III, 381 ; v^o aussi *Asie* possessions russes (IV, 292).

S

Sahara (côte du). — Convention entre l'Espagne et la France pour la délimitation des possessions françaises et espagnoles dans l'Afrique occidentale sur la côte du Sahara et sur la côte du golfe de Guinée (27 juin 1900), I, 5.

Saint-Gall. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899 concernant la naturalisation des étrangers, II, 273.

Saint-Domingue. — V^o *Dominicaine* (République).

Salvador. France. — Convention commerciale (9 janvier 1901), I, 264.

Samoa. — Sentence arbitrale de S. M. le roi de Suède et de Norvège dans l'aff. des opérations militaires au Samoa en 1899 (Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne, 14 octobre 1902), III, 300.

Schaffhouse. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899 concernant la naturalisation des étrangers, II, 269.

Schwyz. — Réponse du canton de Schwyz à la circulaire du 28 mars 1899 concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 256.

Secours volontaires en vue de la guerre. Message du conseil fédéral suisse à l'Assemblée fédérale (4 décembre 1902), II, 356 ; III, 351.

Sentences arbitrales. — V^o *Arbitrages*

Serbie. — Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5. — Réserves formulées par la Serbie au sujet de l'adoption du principe des bons offices et de la médiation (Conférence internationale de la Paix. Conventions et déclarations), II, 54.

— *Grande-Bretagne.* Traité d'extradition (23 novembre) 6 décembre 1900, IV, 98.

— Adhésion à la convention principale d'union postale conclue à Washington (1901), IV, 105.

— Adhésion à l'arrangement concernant l'intervention de la poste dans les abonnements aux journaux et publications périodiques (1901), IV, 106.

- Adhésion à la convention de Washington concernant l'échange des *colis postaux* (1901), IV, 105.
- Adhésion à l'arrangement de Washington concernant l'échange des *lettres* et des *boîtes avec valeur déclarée* (1901), IV, 105.
- Adhésion à l'arrangement de Washington concernant le service des *mandats de poste* (1901), IV, 106.
- Fortune française en Serbie, III, 387.
- Sergent-Malamine.** — Convention entre la France et l'Angleterre pour le règlement par arbitrage des affaires du « Sergent Malamine » et de « Waima » (3 avril 1901), I, 10. — Sentence arbitrale prononcée par le Baron Lamhermont dans l'affaire du « Sergent Malamine » et de « Waima » (Grande-Bretagne, France, 15 juillet 1902), III, 295.
- Service militaire.** — Convention entre la Belgique et les Pays-Bas en ce qui concerne l'exemption réciproque du service militaire (4 octobre 1900), III, 58. — Circulaire du conseil fédéral suisse à tous les Etats confédérés concernant la nationalité et le service militaire des fils de français naturalisés suisses (11 février 1902), III, 305.
- Siam.** — Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.
- France. Traité du 3 octobre 1893, II, 65.
- Convention annexe au traité du 3 octobre 1893 avec la France (3 oct. 1893), II, 66. Divergences d'interprétation de la dite convention, II, 74. — Entente avec la France en vue de l'exécution sur les lieux du traité et de la convention du 3 octobre 1893 (31 août 1894), II, 69. Divergences d'interprétation de la dite convention, II, 74. — Convention avec la France du (7 octobre 1902), II, 122. — Grande-Bretagne. Convention avec la Grande-Bretagne relative à l'immatriculation de sujets britanniques (29 novembre 1899) texte anglais II, 129, traduction II, 129.
- (*Affaires de*) (1893-1902), Correspondance diplomatique. Livre Jaune, France, II, 65. (Cf. Table chronologique des matières, p. II, 378 et 379, 380).
- Capitaux français engagés, IV, 293.
- Sièges.** — Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, 27 juillet 1899, sect. II, chap. I, II, 3.
- Signaux.** — Code international des signaux, signaux d'appel de pilote, v° pilote.
- Silvestrelli.** — V° Suisse. Incident Italo-Suisse, 1902.
- Sociétés par actions.** — Déclaration entre la Grèce et la Suisse concernant la situation des sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles et financières (24 avril-17 mai 1901), II, 61.
- Sociétés.** — V° aussi au mot Croix-Rouge.
- Soleure.** — Réponse de ce canton à la circulaire du 23 mars 1899 concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 264.
- Soudan.** — Délimitation des frontières entre le Soudan, l'Ethiopie et l'Erythrée, Grande-Bretagne, l'Italie et l'Ethiopie, (15 mai 1902), IV, 83.
- Sphères d'influence** (de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, entre les lacs Nyasa et Tanganyika). — V° au mot *délimitation* et aux mots *Nyasa* ou *Tanganyika*.
- Spiritueux.** — Trafic à la frontière allemande-belge. Arrangement y relatif (1^{er} août 1902), III, 70. — Trafic à la frontière allemande française Arrangement y relatif (1^{er} octobre 1901), I, 268. — Trafic à la frontière franco-luxembourgeoise. Arrangement y relatif (10 sept. 1902), III, 72.
- Sucres.** — V° primes sucrières.
- Suède et Norvège.** — Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.
- Belgique, (Brésil). Danemark, (République Dominicaine). (Espagne). Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, (Serbie), Suède et Norvège, Suisse, Tunisie. Acte additionnel du 14 décembre 1900 modifiant la Convention du 20 mars 1883 ainsi que le protocole de clôture y annexé, 5.
- Fortune française en Suède, III, 380, (Pays-Scandinaves).
- Sugny.** — Route de Bouillon à Sugny, droit de passage, v° passage.
- Suisse.** — TRAITÉS. Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5.
- Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Russie. Convention additionnelle à la convention du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemin de fer (16 juin 1898), IV, 17.
- Bade (Grand-Duché de). Traité du

- 7 juillet 1808 sur la réciprocité de droit en matière de concours (faillite). Abrogation. Circulaire du Conseil fédéral à tous les gouvernements cantonaux (Schwyz et Glaris exceptés) concernant le traité sur la réciprocité de droit en matière de concours du 7 juillet 1808) entre la Suisse et le Grand-Duché de Bade (12 juin 1901), II, 339. — *Bade* (Grand-Duché de). Déclaration concernant une modification de la convention avec le Grand-Duché de Bade pour le raccordement de la ligne de Romanshorn à Kreuzlingen avec le chemin de fer de l'Etat badois (25 novembre 1902), IV, 80.
- *Belgique*. — Déclaration concernant la transmission directe des actes judiciaires, etc. (29 novembre 1900), II, 62.
- *Belgique, (Brésil), Danemark, (République Dominicaine), Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, (Serbie), Suède et Norvège, Suisse, Tunisie*. Acte additionnel du 14 décembre 1900 modifiant la Convention du 20 mars 1883 ainsi que le protocole de clôture y annexé, IV, 5.
- *Belgique, (Brésil), (Espagne), France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Tunisie*. Acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce (14 décembre 1900), IV, 13.
- Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la ratification de deux actes intervenus entre les Etats appartenant à l'union internationale pour la protection de la propriété industrielle (5 mars 1901), II, 293.
- Arrêté du Conseil fédéral concernant l'exécution de l'arrangement relatif à l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, conclu à Madrid le 14 avril 1891, et de l'acte additionnel audit arrangement, intervenu à Bruxelles le 14 décembre 1900 (28 octobre 1902), II, 350.
- *Etats-Unis*. Traité d'extradition (16 mai 1900), II, 55. — Arrêté fédéral ratifiant la convention d'extradition conclue le 14 mai 1900, avec les Etats-Unis (21 décembre 1900), II, 59. — Arrêté du Conseil fédéral concernant la ratification de la convention d'extradition avec les Etats-Unis d'Amérique (9 avril 1901), II, 60. — Circulaire du Conseil fédéral à tous les gouvernements cantonaux concernant le traité d'extradition avec les Etats-Unis d'Amérique (9 avril 1901), I, 345.
- *France*. Convention relative à la délimitation de la frontière entre le mont Dolent et le lac Léman (10 juin 1891), IV, 57. Procès-verbal de délimitation (22 novembre 1902), IV, 59. — Arrangement avec la France, du 14 février 1880, concernant le rapatriement des mineurs évadés d'une maison de correction. Dénonciation. Circulaire du Conseil fédéral suisse y relatif (11 mai 1901), I, 547. — Convention concernant la police de la navigation sur le lac Léman (10 septembre 1902), III, 73.
- *Grèce*. Déclaration concernant la situation des sociétés par actions et autres associations commerciales, industrielles et financières (24 avril-7 mai 1901), II, 61.
- *Italie*. Déclaration concernant le service des douanes sur le lac Majeur et le lac de Lugano (8-18 janvier 1901), II, 62. — Protocole du 4 mai 1901 (Résumé des délibérations des conférences du 1^{er} au 3 mai 1901, tenues à Milan entre les délégués de la Confédération suisse et du royaume d'Italie relativement à l'entrée du bétail italien sur les pâturages du canton des Grisons et à l'importation du bétail). IV, 49. — Accord en vue de l'extradition des individus poursuivis pour escroquerie d'une valeur inférieure à mille francs (5 mars-15 mai 1902), IV, 48.
- **ARRÊTES**. Arrêté du Conseil fédéral concernant l'organisation du bureau fédéral concernant l'organisation du bureau fédéral d'émigration (31 décembre 1900), I, 255. — Arrêté du Conseil fédéral sur le recours de M. le Dr Italo Besta, médecin à Tirano (Italie), contre un décret du Petit-Conseil du canton de Grisons (7 mai 1901, exercice de la profession médicale par un médecin italien en Suisse, convention italo-suisse du 16 juin 1888), III, 297. — Arrêté du Conseil fédéral concernant l'établissement d'ordres français et congrégations françaises en Suisse (19 août 1902), II, 240. — Cf. aussi pour les autres arrêtés se référant à des traités, ci-dessus *Suisse* (TRAITÉS).
- **AVIS**. Avis concernant les passeports pour la Roumanie (mars 1901), I, 353.
- **CIRCULAIRES**. Circulaire du Conseil fédéral à tous les Etats confédérés concernant les moyens à employer pour faciliter la naturalisation des étrangers (28 mars 1899), II, 242. — Réponses des cantons à la circulaire concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 244 (Cf. sommaire du n° 4 5-6). — Circulaire du Conseil fédéral à tous les gouvernements cantonaux concernant la remise d'actes militaires émanant d'un Etat étranger (2 avril 1901), I, 344. — Circulaire du Conseil fédéral à tous les gouvernements cantonaux concernant la nationalité des enfants naturels nés en Suisse d'une mère française (26 avril 1901), I, 346. — Circulaire du Conseil fédéral à tous les gouvernements cantonaux concernant la dénonciation de l'arrangement avec la France au sujet du rapatriement de mineurs évadés d'une maison de correction (11 mai 1901), I, 346. — Circulaire du Con-

seil fédéral aux représentants de la Suisse à l'étranger, concernant les renseignements à fournir à l'office international du travail, à Bâle (31 mai 1901), I, 348.

— *Circulaire* du Conseil fédéral à tous les Etats confédérés concernant le mariage des Allemands en Suisse et des Suisses en Allemagne (20 septembre 1901), I, 349. — *Circulaire* du Conseil fédéral à tous les Etats confédérés concernant la nationalité et le service militaire des fils de Français naturalisés suisses (11 février 1902), II, 305. Cf. aussi pour d'autres circulaires se référant à des traités, ci-dessus *Suisse* (TRAITÉS).

— **MESSAGES.** *Message* du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la révision de la loi fédérale sur la naturalisation suisse et la renonciation à la nationalité suisse (20 mars 1901), I, 359, II, 233. — Incident italo-suisse (1902). *Message* du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la rupture des relations diplomatiques entre la Suisse et l'Italie (15 avril 1902), II, 306.

— *Message* du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale au sujet d'une convention internationale pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture (30 mai 1902), II, 335. — *Message* du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale relatif la Convention additionnelle du 15 novembre 1902, modifiant la convention monétaire du 6 novembre 1885 (28 novembre 1902), II, 552.

— *Message* du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale relatif au développement des secours volontaires en vue de la guerre (4 décembre 1902), II, 354 ; III, 351.

— V° aussi pour d'autres messages se référant à des traités, *Suisse* (TRAITÉS).

— **RAPPORTS.** *Rapport* de la Commission du Conseil des Etats sur la gestion du Conseil fédéral en 1900 (14 mai 1901), I, 262.

— *Rapport* du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le recours de Max Ruff-Ehrat, ressortissant allemand, contre l'arrêté du Conseil fédéral du 21 janvier 1902 (23 mai 1902) (Expulsion), II, 332.

— (Incident Italo-Suisse) *Rapport* de la Commission du Conseil national (22 avril 1902), II, 318. — *Rapport* de la commission du Conseil des Etats (24 avril 1902), II, 322.

— **RÈGLEMENTS.** *Règlement* concernant le personnel des légations (8 août 1901), I, 356.

— **DOCUMENTS DIVERS.** *Projet de loi fédérale* sur la naturalisation des étrangers et la renonciation à la nationalité suisse (20 mars 1901), II, 239. — *Population de la Suisse au 1^{er} décembre 1888*, II, 291. — *Population de la Suisse au 1^{er} décembre 1900*, II, 292. — *Fortune française en Suisse*, III, 382. — V°, aussi au nom des cantons.

T

Tanganyika (lac de). — Délimitation des sphères d'influence de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne. Convention du 23 février 1901, IV, 86.

Tarif douanier. — V° douanes.

Télégraphe (Convention télégraphique).

— *Belgique, Grand Duché de Luxembourg*, 11 mars 1901, III, 34. — *Belgique, Pays-Bas*. Arrangement télégraphique (14 mars 1901), III, 35. — *Grande-Bretagne, Danemark*. (Dépêches de presse à prix réduit. Convention télégraphique). Convention between the United Kingdom and Denmark for the exchange of press telegrams at reduced rates (15 août 1901), IV, 107. — *Grande-Bretagne, Perse*. Convention extending the system of telegraphic communication between Europe and India through Persia (16 août 1901), IV, 111. — *Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg* (10-22 juillet 1875). Adhésions: Crète (1902), Uruguay (1902), IV, 106.

Terre-Neuve. — Capitaux français engagés, IV, 301.

Territoire ennemi. — De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi. Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, 29 juillet 1899 (sect. III), II, 34.

Tessin. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899 concernant la naturalisation des étrangers, II, 230.

Thurgovie. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899 concernant la naturalisation des étrangers, II, 277.

Traite des blanches. — Conférence internationale pour la répression de la traite des blanches. France. Livre Jaune 1902 (1902). I, 154 et sv. 267 et sv.

Transport de marchandises par chemins de fer. V° Chemins de fer.

Transvaal. — Capitaux français engagés, IV, 298. — V° aussi Afrique du Sud.

Travailleurs indigènes. — *Rapport* adressé au Président de la République, suivi d'un décret portant réglementation de l'émigration des travailleurs indigènes hors du Congo français (France, 2 juillet 1901), I, 122. — *Rapport* suivi d'un décret portant réglementation des travailleurs indigènes hors de la Côte

d'Ivoire (25 octobre 1901), I, 124. — *Rapport au Président de la République, suivi d'un décret portant réglementation de l'émigration des travailleurs indigènes hors de Mayotte et de l'Archipel des Comores* (France, 1^{er} février 1902), I, 342. — Voir aussi Émigration.

Tribunal d'Arbitrage. — V^o Arbitrages.

Tripolitaine. — Capitaux français engagés, IV, 296.

Tubini (Aff.). — V^o Turquie (Aff. de Turquie). Correspondance diplomatique 1900-1901 (Livre Jaune), I, 74, 139.

Tunisie. — *Belgique, Brésil, Danemark, République Dominicaine, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, Serbie, Suède et Norvège, Suisse.* Acte additionnel du 14 décembre 1900 modifiant la convention du 20 mars 1883 ainsi que le protocole à clôture y annexé, IV, 5. — *Belgique, Brésil, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal.* Acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce (14 décembre 1900), IV, 13. — Capitaux français engagés en Tunisie, IV, 297.

Turquie. — *TRAITÉS.* Conférence internationale de la Paix, à la Haye. *Conventions et déclarations* (29 juillet 1899), II, 5. — *Roumanie.* Convention de commerce (30 juillet, 12 août 1901), IV, 53.

SENTENCES ARBITRALES. — *Grèce.* Sentence arbitrale rendue par les ambassadeurs des six grandes puissances à Constantinople (20 mars, 12 avril 1901) III, 271.

— *CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE* (Aff. Lorando-Tubini, les Quais). Livre Jaune 1901, (1900-1901), I, 74 ; 139.

DOCUMENTS DIVERS. — Documents relatifs aux réformes : Circulaire (août 1902), IV, 315. Instructions concernant les vilayets de la Turquie d'Europe (décembre 1902), IV, 316. Instructions aux gouverneurs généraux des vilayets de Monastir, Kossovo, etc. (19 déc. 1902), IV, 319. Communiqué russe (1-14 décembre 1902), IV, 320.

Turquie d'Europe. — Fortune française IV, 289.

Turquie d'Asie. — Fortune française IV, 289.

Turquie. — V^o aussi Macédoine.

U

Union internationale pour la protection de la propriété industrielle. — V^o Propriété industrielle.

Union monétaire latine. — France. Rapport fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la Convention. 15 nov. 1902, III, 361. — France. Projet de loi portant approbation de la Convention du 15 nov. 1902, III, 359. — Suisse. Message du 28 nov. 1902, concernant convention additionnelle du 15 nov. 1902, II, 352.

Unterwald-le-bas. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899, concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 258.

Unterwald-le-haut. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899, concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 257.

Uri. — Réponse du canton d'Uri à la circulaire du 28 mars 1899, concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 255.

Uruguay. — Adhésion à la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg, des 10/22 juillet 1875 (13 février 1902), IV, 106. — Capitaux français engagés, IV, 307.

V

Valais. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899 concernant la naturalisation des étrangers, II, 283.

Vaud. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899 concernant la naturalisation des étrangers, II, 281.

Venezuela, France. — Règlement des réclamations particulières contre le gouvernement du Venezuela et protocole annexe donnant communication du décret vénézuélien du 22 mars 1898 (19 février 1902), I, 242. — Capitaux français engagés, IV, 304.

Venise (Convention internationale de). — Adhésion de l'Australie, v^o Australie.

Victoria. — Capitaux français engagés, IV, 309.

Vilayets. — V^o Turquie (Réformes).
Vins fabriqués au moyen des raisins

secs de Corinthe. V^o Raisins secs de Corinthe.

Voyageurs de commerce. — Patente des voyageurs de commerce français voyageant en Belgique et des voyageurs de commerce belges voyageant en France. Exemption du paiement du droit de patente dans les deux pays (30 nov. 1901), III, 346.

W

Waïma. — Convention entre la Grande-Bretagne et la France pour le règlement par arbitrage des affaires du *Sergent Malamine* et de *Waïma* (3 avril 1901), I, 10. — Sentence arbitrale prononcée par le baron Lambermont dans l'affaire de *Waïma* (Grande-Bretagne. France) (15 juillet 1902), III, 293.

Whangpou. — Règlement pour l'amélioration du Whangpou, v^o Chine, annexe 17 au protocole final du 7 septembre 1901, III, 28.

White (C.-H.). — Sentences arbitrales dans l'affaire de ce navire (19 oct. 1901 et 29 nov. 1902), v^o Arbitrages, Etats-Unis d'Amérique, Russie III, 277, 286.

Z

Zanzibar. — Arrangement entre la France et la Grande-Bretagne (pour le Zanzibar) concernant les relations commerciales entre la France et Zanzibar (27 juin 1901), I, 257. — Traité entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne relatif à l'établissement de droits d'importation à Zanzibar (31 mai 1902), texte original anglais, IV, 95; traduction française, IV, 36.

Zoug. — Réponse du canton à la circulaire du 28 mars 1899 concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 260.

Zurich. — Réponse du canton de Zurich à la circulaire du 28 mars 1899 concernant les moyens de faciliter la naturalisation des étrangers, II, 244.

